U d'/of OTTAWA
39003001569036

LES NOUVELLES SOCIÉTÉS

ANGLO-SAXONNES

Australie — Nouvelle-Zélande

Afrique du Sud

A LA MÊME LIBRAIRIE

DU MÊME AUTEUR

La Rénovation de l'Asie (*Sibérie, Chine, Japon*).
Un volume in-18 jésus (2e édition), broché. . . . . **4** fr. »

Droits de traduction et de reproduction réservés pour tous les pays,
y compris la Suède, la Norvège et la Hollande.

Coulommiers. — Imp. Paul BRODARD. — 221-1901.

LES NOUVELLES SOCIÉTÉS
ANGLO-SAXONNES

Australie — Nouvelle-Zélande
Afrique du Sud

PAR

PIERRE LEROY-BEAULIEU

NOUVELLE ÉDITION ENTIÈREMENT REFONDUE

PARIS
LIBRAIRIE ARMAND COLIN
5, RUE DE MÉZIÈRES, 5
1901
Tous droits réservés.

Université d'Ottawa
BIBLIOTHÈQUE
LIBRARY
University of Ottawa

12932

DA
16
.L4 N
1901

PRÉFACE

DE LA NOUVELLE ÉDITION

Les pays que nous étudions dans cet ouvrage ont eu, au cours des dernières années, une histoire singulièrement agitée. Aussi est-ce une édition profondément remaniée que nous offrons au public. Plusieurs chapitres entièrement nouveaux ont été ajoutés, d'autres se sont trouvés très augmentés ; quelques-uns enfin ont été abrégés, qui traitaient de questions relativement nouvelles en 1897 mais trop connues aujourd'hui pour nécessiter de longs développements. N'ayant cessé de nous tenir au courant des événements d'ordre si divers dont l'Australasie et l'Afrique du Sud ont été le théâtre depuis que nous les visitions en 1895 et 1896, étant resté en fréquentes relations avec des habitants de ces contrées, nous avons pu faire ces additions et ces modifications sans nous départir de la méthode qui avait guidé la composition de cet ouvrage, c'est-à-dire en n'accueillant que les informations de première main, soigneusement controlées, ou des renseignements puisés à des sources officielles.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont continué et étendu depuis quatre ans leurs expériences sociales. Après l'impôt progressif, la réglementation universelle des heures de travail, l'arbitrage obligatoire, l'expropriation des grands domaines, les essais de communisme sous le patronage officiel sont venues les retraites pour la vieillesse et la fixation officielle des salaires. On a vu ainsi combien il était difficile à la démocratie de s'arrêter une fois engagée dans la voie de l'intervention de l'État; on a commencé aussi d'apercevoir les effets de cette législation socialiste. On s'en rend particulièrement compte en jetant les yeux sur les premiers résultats, qui viennent d'être publiés, du recensement australien de 1901.

La population des sept colonies qui s'élevait à 1 925 000 âmes en 1871, à 2 742 000 en 1881, à 3 809 000 en 1891 est aujourd'hui de 4 550 000 âmes. L'augmentation durant les dernières années n'est plus que de 19 p. 100 contre 39 p. 100 et 42 p. 100 dans les décades précédentes. Si c'est une loi générale que l'accroissement proportionnel d'un jeune pays faiblit en général à mesure qu'il avance en âge, ce n'en est pas moins là une chute bien brusque; mais, en y regardant de plus près, on fait une remarque plus grave encore : l'Australasie a bien gagné 741 000 habitants durant les dix dernières années, mais la mortalité est si faible sous ce climat salubre qu'en dépit d'une natalité réduite, l'excédent des naissances sur les décès a été, pendant cette même période, de 700000; le nombre des immigrants ne l'a donc emporté que de 41 000 sur celui des émigrants, au lieu de 336 000 de 1871 à 1881 et de 386 000 de 1881 à 1891.

Ces vastes contrées des Antipodes n'ont donc plus aucun attrait pour les colons. Dira-t-on que ce n'est pas la faute du socialisme, que l'Australasie a subi entre les deux derniers recensements une redoutable crise financière, qu'elle a été éprouvée par des sécheresses répétées, que, d'ailleurs, l'émigration européenne a faibli partout depuis une dizaine d'années? Nous n'ignorons rien de tout cela, mais les autres pays neufs ont eu aussi leur part de fléaux naturels et leurs crises financières, les États-Unis en 1893, l'Argentine et le Brésil en 1889 et 1890. Cependant l'immigration n'y a nullement baissé dans les mêmes proportions; aux États-Unis elle n'a fléchi que de 5 200 000 à 3 800 000; toutes ces contrées se sont relevées bien plus vite que l'Australasie qui a eu pourtant une compensation à ses maux dans la découverte des champs d'or de l'Australie de l'Ouest, d'où l'on extrait maintenant pour 160 millions de francs de métal contre quelques centaines de mille francs en 1891. Si la société australienne se relève si difficilement, c'est assurément parce que la législation à tendances socialistes, l'intervention abusive de l'État lui ont enlevé son élasticité, sa force de récupération, ont diminué les énergies individuelles, empêché l'esprit d'initiative de se donner libre carrière. On s'est adressé à l'État pour lui demander de remédier à des maux contre lesquels il était impuissant, et il n'a pu que les aggraver en essayant de les guérir.

Ni les hommes ni les capitaux, dont un pays neuf ne saurait se passer pour mettre ses ressources en valeur, ne viennent plus en Australie. Quel attrait peut offrir en effet à l'immigration des uns et des

autres une contrée dont la situation est décrite par le correspondant australien de l'*Economist* de Londres dans les termes suivants, au cours d'une lettre datée de Melbourne le 24 avril 1901? « Les fâcheux effets des lois sur le travail de la colonie de Victoria deviennent apparents. Nombre de commissions officielles ont été établies pour fixer des durées de travail et des *minima* de salaires. A mesure que leurs décisions sont mises en vigueur les employeurs renvoient rigoureusement les ouvriers qui, par leur manque d'habileté, ne valent pas le salaire minimum et laissent sur le pavé des jeunes gens, quand le nombre de ceux-ci se trouve en proportion plus élevé par rapport aux adultes qu'il n'est légalement permis. Dans deux ou ou trois industries, qui ne comportent absolument pas les abréviations d'heures de travail ou les élévations de salaire prescrites, les patrons sont obligés de restreindre leurs opérations. Les relations entre employeurs et employés s'aigrissent et le nombre des sans travail augmente chaque jour. Le gouvernement a aussi grandement compliqué la situation industrielle en fixant pour les ouvriers à son service un salaire minimum de 8 fr. 75 par jour, car l'appât de ce salaire attire les gens des campagnes et provoque, dans une large mesure, l'abandon du travail agricole ou pastoral. Le gouvernement a fort augmenté l'armée de ses employés mais il devient évident que les dépenses s'accroissent trop rapidement et un déficit en résultera probablement au bout de l'année. Le revenu des chemins de fer s'accroîtra probablement de 5 millions de francs, mais on sait déjà que, par suite surtout des augmentations de salaires votées

par le Parlement, cette augmentation sera plus que compensée par celle des dépenses, et que le sempiternel déficit des chemins de fer sera plus grand que jamais cette année.

« Dans la campagne tous les intérêts souffrent. Propriétaires de troupeaux et agriculteurs ne peuvent obtenir assez de main-d'œuvre pour l'extension ni même pour le maintien des surfaces en culture, non plus que pour les industries laitières qui avaient tant contribué au relèvement économique du pays. Victoria présente en ce moment le contraste des phénomènes économiques suivants : 1° A Melbourne, une aristocratie d'ouvriers recevant les salaires minima fixés par la loi et un nombre toujours plus grand de gens sans travail tombant dans une condition irrémédiable de détresse; 2° dans les campagnes, l'abandon du travail par les ouvriers qui préfèrent courir la chance d'obtenir les 8 fr. 75 que le gouvernement paie à ceux qu'il emploie; 3° un réveil formidable de l'agitation des sans travail; 4° un manque de bras général dans les campagnes; 5° le découragement de l'entreprise privée.

« Il ne serait peut-être pas juste de dire que le Parti Ouvrier voit avec indifférence les souffrances causées par l'application des *salaires minima*. Au contraire, plusieurs de ses chefs estiment que les ouvriers moins habiles, qui sont incapables de gagner le taux minima officiel doivent recevoir de l'État des pensions pour le reste de leurs jours. Les fonds nécessaires à ces pensions ne doivent toutefois être obtenus par aucune imposition frappant la classe

ouvrière. Autrement dit, il faut augmenter considérablement les impôts directs ».

Diminution de l'énergie et de l'esprit d'entreprise, augmentation de la misère et des charges publiques qui sont écrasantes pour un pays neuf, aussi lourdes qu'en France, plus lourdes qu'en Angleterre en temps normal, arrêt du progrès, voilà le bilan des expériences socialistes faites en Australasie, pays avant tout agricole pourtant, où l'industrie ne joue qu'un rôle secondaire, où des lois imprudentes sur le travail ne produisent pas par conséquent une commotion aussi générale, immédiate ou désastreuse qu'elles feraient en nos vieux pays industriels. Il serait urgent de s'arrêter dans cette voie si l'on ne veut pas étouffer complètement le développement de l'Australie. Malheureusement on n'y semble guère disposé, et la fédération des colonies qui vient de s'accomplir ne paraît pas devoir y aider. La Constitution fédérale, bien différente de celle des États-Unis, ne contient aucun frein contre les caprices les moins réfléchis et les plus temporaires de majorités de hasard. Dans le premier Parlement, qui vient de s'ouvrir, le parti ouvrier se trouve maître de la situation; protectionnistes et libre-échangistes qui ont besoin de ses voix s'apprêtent à le flatter à l'envi; et la première mesure qu'il exige, c'est l'interdiction absolue de toute immigration de travailleurs jaunes, ce qui revient à déclarer que l'Australie tropicale, où les blancs ne peuvent travailler, restera toujours déserte. En même temps la généralisation des retraites pour la vieillesse et les tendances mégalomanes, les outrecuidantes prétentions à l'hégémonie de tout le Pacifique

austral vont accroître encore les charges publiques.

C'est la partie de cet ouvrage où nous étudions l'Afrique Australe qui a été le plus augmentée. Non que nous ayons été surpris des tragiques événements qui l'ensanglantent depuis près de deux ans. La guerre entre l'Angleterre et le Transvaal n'est que le développement d'une situation qui existait déjà lorsque nous nous trouvions dans l'Afrique du Sud à la fin de 1895 et au début de 1896. Ayant connu à ce moment plusieurs des principaux acteurs qui ont joué un rôle sur la scène politique sud-africaine, notamment M. Cecil Rhodes, ayant vu l'affaire Jameson, le prologue de la lutte actuelle, nous avions pu prévoir le caractère que prendrait celle-ci, nous en avons signalé les immenses difficultés, les dangers pour l'Angleterre. Nous croyons avoir le droit de dire que nos prévisions ont été pleinement confirmées par les faits. Ce qui nous a surpris, ce n'est pas l'indomptable résistance des Boers, c'est la légèreté avec laquelle l'Angleterre s'est lancée dans cette effroyable aventure dont la géographie de l'Afrique du Sud, le caractère connu des Boers, leur passé et de nombreux précédents historiques, éloignés ou récents, faisaient prévoir tous les périls. Nous n'hésitons pas à avouer que nous restons confondus devant le manque d'informations du gouvernement britannique, son inexacte appréciation des choses. Il faut que l'esprit public, naguère encore plus réfléchi, et l'administration, jadis si bien informée, se soient singulièrement détériorés en Angleterre sous l'influence de la démagogie et de l'impérialisme outrancier et infatué, pour que de pareilles fautes aient été possibles et

pour que l'outrecuidance et la violence aveugles des auteurs responsables de cette guerre, d'un Chamberlain et d'un Milner, trouvent encore crédit auprès de toute la nation, depuis le roi jusqu'à la foule.

Tout en partageant l'indignation qu'a inspirée au monde civilisé tout entier la conduite de la Grand-Bretagne dans l'Afrique du Sud nous nous sommes toujours efforcé de rester impartial, de juger les choses de sang-froid, de ne condamner aucun des deux partis en présence sans avoir attentivement examiné les arguments qu'on peut alléguer en faveur. Nous n'avons en faveur des Boers aucun parti pris, nous ne faisons pas difficulté de reconnaître que leur gouvernement était loin d'être parfait, qu'ils ont parfois fait preuve d'étroitesse d'esprit, mais les faits sont là pour démontrer que le régime économique et politique de bien des colonies anglaises est moins libéral que n'était le leur. Aucun des griefs de l'Angleterre ne résiste à l'examen réfléchi d'un esprit non prévenu. N'a-t-elle pas d'ailleurs reconnu qu'ils n'étaient que des prétextes puisqu'elle a fait la guerre bien que le Transvaal lui eût accordé en août 1899 tout ce qu'elle demandait en juin? Le cynique ambitieux qui est le principal auteur de cette guerre, M. Joseph Chamberlain, n'a-t-il pas lui-même déclaré, au mois de mai dernier, que ce n'était pas pour des vétilles, comme les droits politiques des Uitlanders, qu'on avait entamé la lutte, mais pour l'Empire, c'est-à-dire pour satisfaire cette avidité territoriale par laquelle se traduit l'ultra-impérialisme.

Ce n'est pas manquer à l'impartialité que de relever les innombrables violations du droit des gens, les

cruautés inutiles commises au cours de cette lutte que l'impuissance des Anglais à venir à bout de leurs adversaires a fini par transformer en lutte d'extermination. Ce n'est pas non plus faire preuve d'hostilité préconçue à l'endroit de la Grande-Bretagne que de tater qu'elle a laissé sur les plateaux de l'Afrique ud, son honneur, son prestige qui faisait une de partie de sa force, et ces traditions libérales lesquelles elle avait fondé son Empire et qui s pouvaient en assurer la durée.

uerre sud-africaine est un événement histo- le premier ordre; au point de vue militaire et au point de vue politique elle est pour l'Angleterre ce qu'a été pour l'Espagne de Philippe II la guerre des Pays-Bas, pour Napoléon Ier la guerre d'Espagne, pour Napoléon III la guerre du Mexique. Elle est l'indice qu'il y a dans tout l'organisme gouvernemental et national des tares graves, que la force réfléchie y a fait place à la violence aveugle et à l'intolérance; elle est en même temps une cause nouvelle d'aggravation de ces tares. Ce qui avait distingué jusqu'à présent la politique coloniale britannique de celle des autres pays c'est qu'elle s'était toujours montrée respectueuse de l'individualité des colonies, et très libérale vis-à-vis des populations de race blanche qui les habitent. A deux reprises dans le passé elle avait tenté de manquer à ces principes; la première fois l'intransigeance de Lord North lui avait fait perdre les colonies américaines, la seconde, en 1838, les sages et libérales concessions faites par Lord Durham au Canada insurgé avaient seules pu lui éviter la perte de tout ce qui lui restait dans l'Amérique du Nord,

Instruite par l'expérience elle s'était depuis lors montrée aussi libérale vis-à-vis de l'Australasie anglo-saxonne et du Cap à demi hollandais que du Canada à demi français; elle laissait ses grandes colonies de peuplement se gouverner complètement à leur gré; même dans les plus petites elle respectait les habitudes, les traditions, la langue des peuples qui les habitaient.

Où en est-elle aujourd'hui? Dans l'Afrique australe où la guerre avait été entreprise au nom de l'*equality all round*, de l'égalité de tous les blancs, on refuse aux Boers de l'Orange et au Transvaal la moindre institution élective, le droit même de parler leur langue devant les tribunaux; on ne veut l'enseigner que dans un nombre restreint d'écoles; on s'efforce d'enlever le droit de vote, dans la colonie du Cap elle-même, au plus grand nombre possible de Boers sous prétexte de rébellion : on favorise la circulation parmi des colons anglais apeurés de pétitions qui demandent le retour de ce pays au régime des *crown colonies*, où les pouvoirs des assemblées représentatives sont strictement limités. L'exemple de la violence est déjà contagieux et les méthodes nouvelles s'étendent du Cap à d'autres colonies. A Malte, où l'Angleterre était bien tranquille et n'avait pas d'ennemis, on impose partout l'usage de la langue anglaise au lieu du patois italien local et, du coup, on provoque des émeutes et l'on crée un parti italien. Au Canada même les querelles de race se réveillent, elles dominent les élections de 1900 qui se font dans la province de Québec sur une plate-forme presque anti-anglaise, tandis que des colons britanniques regrettent tout haut qu'on ait accordé

tant de droits à la langue française et à ceux qui la parlent.

Voilà où quelques années d'impérialisme à outrance ont mené l'Angleterre : elle semble ne plus croire de nouveau qu'en la vertu de la force, pour retenir dans son allégeance de jeunes sociétés presque adultes déjà et capables de se suffire à elles-mêmes. Elle ne comprend pas que des hommes comme Durham, Peel et Gladstone, qui savaient combien il est nécessaire de se faire bien venir des colonies ont mieux servi sa grandeur qu'un Lord North ou un Chamberlain. Elle devrait être édifiée cependant sur l'extrême susceptibilité de ses grandes dépendances par les difficultés qu'elle a éprouvées hier encore à faire accepter à l'Australie fédérée, et dans quelques cas exceptionnels seulement, le droit d'appel au conseil privé du Roi, juridiction suprême de tous les sujets d'Édouard VII. Comme elle imite dans la guerre du Transvaal les plus fâcheux procédés de certains généraux espagnols à Cuba, elle semble vouloir calquer sa politique coloniale sur celle de l'Espagne! Elle se prépare dans cette voie d'amères désillusions. La perte de l'Afrique du Sud peut être considérée dès aujourd'hui comme à peu de chose près certaine. Si, comme il est probable, bien que toute guerre qui dure comporte de l'imprévu, les Boers finissent par être vaincus cette fois faute de munitions, comme les premiers insurgés cubains de 1868 à 1878, leurs fils ou leurs petits-fils profiteront des premiers embarras de l'Angleterre pour la chasser de ce pays qu'elle a couvert de ruines. Si l'Angleterre ne se hâte de se ressaisir, si elle ne chasse les vils et fous politiciens auxquels

elle a donné sa confiance, c'est tout son empire qui se brisera. C'est sans aucune joie, c'est même avec tristesse que nous le prévoyons, car cet Empire, malgré les travers et les défauts des Anglais, avait représenté jusqu'ici une grande force libérale et civilisatrice.

PIERRE LEROY-BEAULIEU.

Paris, juin 1901.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN, rue de Mézières, 5, PARIS-6e.

DICTIONNAIRE
ENCYCLOPÉDIQUE · ILLUSTRÉ
ARMAND COLIN

Dimensions :
0m,19 larg. ; 0m,24 haut.
6e 1/2 épaisseur.

Poids :
2 kilogr. 500
(emballage compris)

1 300 Pages

80 000 Mots

200 000 Lignes

1 800 Articles encyclopédiques

300 Cartes et Plans

Alphabets des langues mortes et vivantes

4 500 Gravures

25 Planches de style

100 Tableaux et Graphiques

4 pl. en couleur hors texte

350 Portraits

Armes de Villes

Chants nationaux

Demander le Prospectus illustré.

Demander le Prospectus illustré.

Un volume in-4° couronne avec reliure toile *rouge* ou *orange*, fers spéciaux d'après RUTY (*indiquer la couleur de la reliure toile choisie*)..... **10 francs.**

Envoi franco (en France) *contre mandat-poste adressé à la*
LIBRAIRIE ARMAND COLIN, *rue de Mézières*, 5, PARIS
(Indiquer la gare la plus rapprochée.)

P. 7937.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN, rue de Mézières, 5, PARIS-6e.

DICTIONNAIRE ENCYCLOPÉDIQUE · ILLUSTRÉ ARMAND COLIN

Le LIVRE par excellence.

Le LIVRE de tous les âges.

Agriculture
Alphabets
Art dramatique
Art militaire
Art vétérinaire
Beaux-Arts
Biographies
Chants nationaux
Chasse
Commerce
Dogmes et religions
Droit usuel
Étymologies
Géographie
Grammaire
Histoire
Horticulture
Hygiène

Industrie
Lexique usuel
Littérature
Locutions latines
Médecine
Musique
Mythologie
Organisation sociale
Pêche
Recettes utiles
Services des Postes
Sciences politiques
Sciences vulgarisées
Sports
Styles et Modes
Synonymes, corrélatifs
Vie pratique
Vocables étrangers

Toute une encyclopédie en un volume

léger et maniable, d'une lisibilité parfaite :

10 FRANCS

PRÉFACE

DE LA PREMIÈRE ÉDITION

Cet ouvrage, dont une grande partie a déjà été publiée sous forme de correspondances adressées à l'*Économiste français* et d'articles parus dans la *Revue des Deux Mondes*, est le fruit d'observations personnelles recueillies sur les lieux en 1895 et 1896, et complétées sur certains points par des renseignements extraits exclusivement de documents officiels coloniaux ou britanniques. Les États-Unis, où l'auteur a fait un séjour de plusieurs mois au début de son voyage, lui avaient permis de voir une société, nouvelle assurément, si on la compare à celles du vieux monde, mais relativement rassise déjà, et l'avaient préparé à l'étude des pays tout à fait neufs qu'a peuplés depuis un siècle dans l'hémisphère sud l'envahissante race anglo-saxonne.

Dans les colonies d'Australie et de Nouvelle-Zélande, il a eu sous les yeux le spectacle de sociétés purement démocratiques, sorties des couches les plus profondes du peuple britannique, où ni l'influence de la tradition, ni les vestiges des anciennes coutumes et

des vieilles institutions ne viennent, en mêlant le passé au présent, s'opposer au libre jeu des forces récemment écloses. De l'exemple de ces pays jeunes et hardis qui sont pour elle un véritable laboratoire de science sociale, la vieille Europe peut retirer les plus utiles enseignements, si elle veut prendre la peine d'examiner les expériences qui s'y font Si certaines de nos appréciations à ce sujet nous ont valu, de la part de quelques correspondants des colonies et même du représentant officiel de l'une d'entre elles à Londres, des critiques assez vives, nous n'en avons pas moins le sentiment d'avoir exposé avec impartialité et jugé sans parti pris les faits que nous avons observés, et nous avons eu la satisfaction de voir l'un des plus importants organes de la presse australienne, l'*Argus*, de Melbourne, approuver hautement les idées que nous exprimions dans l'un de nos articles de la *Revue des Deux Mondes*. Les réflexions qu'ont pu nous inspirer leurs témérités sociales ne nous empêchent certes pas de rendre justice à l'esprit de progrès et d'énergie, qui a permis aux Australiens d'accomplir de si grandes choses dans l'ordre économique et qui a fait, en un siècle à peine, d'un continent désert, abandonné à de misérables tribus sauvages, le siège d'une société de quatre millions d'âmes dont les facultés productrices sont telles qu'elle vient lutter avec avantage en Europe même contre les agriculteurs locaux.

Dans l'Afrique du Sud l'auteur s'est trouvé en présence d'une société très différente, à la fois plus ancienne, puisque la colonisation hollandaise y est antérieure de cent cinquante ans à la colonisation

britannique de l'Australie, et plus nouvelle, parce que les grandes découvertes minérales qui ont provoqué l'essor de ce pays jusqu'alors délaissé, ont attiré sur lui l'attention de l'Europe et y ont fait surgir des villes avec plus de rapidité que dans l'Ouest américain, sont toutes récentes. Il y a là tout un nouvel ordre de problèmes. L'immense extension qu'a prise le domaine de l'Angleterre permet de se rendre compte de la merveilleuse souplesse de son génie colonisateur et des habiles méthodes qu'il applique. Nulle part les difficultés à vaincre n'étaient plus grandes que sur cette terre qui n'est ni une simple colonie d'exploitation, ni une pure colonie de peuplement, où la population des noirs indigènes est et restera sans doute toujours en majorité, où les blancs sont en outre divisés en deux groupes nettement tranchés. La difficulté d'obtenir des noirs un concours efficace pour la mise en valeur du pays, d'une part, et, d'autre part, le conflit entre les descendants des premiers immigrants néerlandais et les nouveaux venus anglais et cosmopolites, différents d'idées, de mœurs, d'intérêts parfois, et, ce qui est plus grave encore, de race et de langue, sont les problèmes qui pèsent le plus gravement sur l'avenir de l'Afrique Australe.

Il est particulièrement malaisé de traiter avec impartialité des questions sud-africaines. Tantôt des préjugés nationaux, tantôt des préoccupations d'intérêts matériels ont obscurci les yeux de beaucoup d'observateurs. Nous nous sommes efforcé de nous en dégager : tout en admirant dans le grand homme d'État qui s'est élevé sur cette terre lointaine, dans M. Cecil Rhodes, un émule des fondateurs de l'Empire

des Indes, nous n'avons eu garde d'oublier que les Boers, dont on médit tant et qu'on calomnie même, ont été les pionniers de l'Afrique du Sud, et l'ont ouverte aux nouveaux immigrants. Nous n'avons pas hésité à ajouter que la politique d'aventures où les amis de M. Rhodes, grisés par le succès, voudraient entraîner l'Angleterre risquerait fort d'aboutir à un désastre qui ferait trembler sur ses bases l'Empire britannique entier.

C'est l'étude des projets d'union par lesquels on cherche au contraire aujourd'hui à assurer sa perpétuité qui fait l'objet de la dernière partie et la conclusion de notre ouvrage. Le rêve est magnifique, mais les difficultés qui s'opposent à sa réalisation sont si grandes qu'elles ne seront peut-être point vaincues et peut-être vaudra-t-il mieux pour la durée de cette immense domination que la métropole reste pour ses colonies la tutrice discrète et bienveillante qu'elle a été jusqu'à présent.

PIERRE LEROY-BEAULIEU.

Paris, avril 1897.

LES

NOUVELLES SOCIÉTÉS ANGLO-SAXONNES

CHAPITRE I

D'Amérique en Australasie. La Nouvelle-Zélande.

Première impression produite par la Nouvelle-Zélande. — Auckland : caractère exclusivement britannique, nullement américain de la ville. — Homogénéité des colonies australasiennes au point de vue de l'origine de la population et des ressources générales. — Différences secondaires entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande. — Le climat néo-zélandais. — Activité volcanique. — La flore et la faune indigènes.

La route d'Amérique est aujourd'hui la plus courte pour se rendre en Australasie, du moins en Nouvelle-Zélande et dans les provinces orientales, les plus peuplées, de l'Australie. Six jours d'Europe à New York, quatre et demi pour traverser le continent, dix-neuf pour se rendre de San-Franscisco à Auckland, cela fait à peine un mois. Presque tout le long de ce chemin, le plus rapide pour aller de l'Angleterre à ses grandes colonies, c'est l'influence américaine qui domine aujourd'hui. On

la trouve dans le Pacifique non seulement à Hawaï, mais encore à l'archipel des Samoa, partagé depuis peu entre l'Allemagne, l'Angleterre et les États-Unis qui viennent ainsi de s'installer aux portes de l'Australasie britannique.

Peu de noms ont été plus mal choisis que celui de la Nouvelle-Zélande. Ses côtes rocheuses, généralement élevées, d'où l'on aperçoit souvent des sommets couverts de neige, les baies profondes et sinueuses qui pénètrent au loin dans les terres, les arbres toujours verts qui ombragent les pentes des collines ou des montagnes du littoral partout où un peu de terre recouvre le rocher, rappellent : au nord, les contrées méditerranéennes; au sud, l'Écosse ou la Norvège; mais elles n'ont certes aucun trait commun avec l'archipel boueux qui émerge à peine des embouchures de l'Escaut et de la Meuse. La situation des villes de la côte, les seules importantes, rappelle souvent celle des ports de l'Algérie. Elles sont toutes fort pittoresquement placées, au pied de collines dominant une plage étroite; là se pressent les quartiers commerçants; tandis que sur les hauteurs s'étagent des maisons entourées de jardins qui deviennent de plus en plus grands à mesure qu'on s'élève et d'où l'on a de fort belles vues sur les ports naturels que forment des baies presque toujours calmes.

La plus importante de ces cités côtières est la plus septentrionale, Auckland, où l'on débarque en arrivant de San-Francisco aussi bien que de Sydney. Elle a plus de 50 000 habitants avec ses faubourgs; il faut toujours compter les faubourgs en Nouvelle-Zélande : la municipalité qui porte le nom de la ville n'en comprend en général que le centre, la partie commerçante surtout, tandis que les *boroughs* suburbains contiennent les habitations d'une grande partie de la population. Auckland n'a pas moins de six faubourgs de ce genre. Cette subdivision des villes est une habitude anglaise transportée aux Antipodes et qui y a subsisté, comme beaucoup d'autres.

L'aspect tout à fait britannique des choses et des gens frappe immédiatement le voyageur qui arrive d'Amérique. C'est qu'il n'y a rien eu, dans les colonies australiennes, de ce formidable mélange des races qui s'est produit aux États-Unis. La Nouvelle-Zélande est celle de toutes où il y en a eu le moins. En 1896, elle comptait 703 360 habitants d'origine européenne, dont 441 661 étaient nés dans la colonie, 240 693 en territoire britannique et 20 402 seulement à l'étranger, parmi lesquels 3719 Chinois. L'élément irlandais y est notablement plus faible que dans les autres colonies : il ne forme guère qu'un septième de la population, comme l'attestent les statistiques religieuses : il y a seulement 87 272 catholiques en Nouvelle-Zélande. Auckland n'a donc nullement, malgré la similitude des matériaux de construction parmi lesquels le bois tient une place prédominante, malgré sa jeunesse aussi — elle n'a pas plus de cinquante ans — l'aspect d'une ville américaine : les rues y sont calmes et relativement propres, les tramways électriques y sont inconnus et il serait, je crois, difficile d'y trouver un bâtiment à plus de quatre étages : la hauteur habituelle est de deux ou trois. En se promenant dans les *suburbs*, on y voit, comme dans tous les pays anglo-saxons, les maisons, entourées de jardins, de tous les habitants quelque peu aisés de la ville, mais on n'y trouve pas tous ces styles fantaisistes et quelque peu extravagants que les Américains appliquent à la construction de leurs résidences, même en bois; les jardins, au lieu d'être fermés par une simple grille à jour qui en laisse voir l'intérieur, sont clos aux regards indiscrets, soit par des buis élevés, de grands géraniums serrés les uns contre les autres qui atteignent quatre ou cinq pieds de haut, ou tout autre genre de haie, soit simplement par un mur en pierres sèches ou une barrière en planches. On reconnaît tout de suite cette conception de l'intimité du *home*, bien différente chez l'Anglais de ce qu'elle est chez l'Américain. Enfin, les types des passants rencontrés dans les rues disent assez qu'on

se trouve en présence de purs échantillons d'Anglais ou d'Écossais.

Si calme que soit son apparence comparée à la perpétuelle ébullition des villes du Pacifique aux États-Unis, Auckland n'en est pas moins une place commerçante. Sa position présente de grands avantages naturels qui lui ont donné le pas sur les autres cités de la colonie. Elle est la plus rapprochée de Sydney, pas de beaucoup cependant, mais, à cette latitude, les vaisseaux sont moins exposés aux mauvaises mers et aux grands vents qui se rencontrent plus au sud; elle se trouve aussi à la racine de l'étroite péninsule, longue de 250 kilomètres, que l'île septentrionale de la Nouvelle-Zélande projette vers le nord. A Auckland, l'isthme n'a qu'une lieue de large à peine; la ville dispose ainsi d'un port sur chaque côte; malheureusement, si celui de l'est est aussi sûr que pittoresque, avec ses multiples anses aux rives rocheuses et boisées, celui de l'ouest est d'entrée difficile par suite d'une barre de sable et ne peut servir que pour les bateaux d'assez faible tirant d'eau employés au trafic côtier. Malgré cela, les Aucklandais ambitieux parlent de creuser un jour un canal qui réduirait considérablement le trajet de leur ville à Sydney et pourrait n'avoir pas plus de 2500 à 3000 mètres de long, s'il franchissait l'isthme au point le plus étroit : lorsqu'on se trouve au sommet du mont Eden, volcan éteint qui n'a que 150 mètres d'altitude, d'où l'on domine tous les environs de la ville, les bras des deux baies s'entremêlent si bien que l'on a peine à croire qu'elles ne communiquent pas. Les Anglais ont, certes, bien choisi le lieu de leur premier établissement en Nouvelle-Zélande.

En même temps que l'apparence anglaise des choses, d'autres caractères qui se retrouvent, eux aussi, dans toute l'Australasie frappent dès l'abord le voyageur qui débarque à Auckland : ainsi l'insignifiance de l'élément indigène dont on n'y rencontre presque aucun représentant. Les colonies australiennes devraient à cette circonstance le bonheur d'ignorer les querelles de race, si

la présence des Chinois, qu'on voit en grand nombre dans les bas quartiers, n'indiquait l'existence, non pas encore d'un péril, mais du moins d'une question jaune qui se pose partout sur les côtes du Pacifique. L'un des principaux éléments de prospérité de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande se révèle aussi à Auckland, grâce à la proximité des mines d'or des districts de Thames et de Coromandel, situées à quelque quinze lieues de distance, au delà du golfe d'Hauraki; nombre de nouvelles découvertes y ont eu lieu tout récemment, en 1895, et ont fort excité les spéculateurs locaux. Par contre l'autre grande source de la richesse coloniale, l'élevage du mouton, n'existe guère dans cette partie de la Nouvelle-Zélande.

L'ensemble des grandes colonies britanniques des Antipodes, que les Anglais désignent sous le nom d'Australasie, forme ainsi un tout remarquablement homogène, aussi bien au point de vue de l'origine des colons, qu'en ce qui concerne leurs principales ressources : les mêmes éléments de prospérité ont favorisé leur développement, les mêmes causes de force et de faiblesse se trouvent dans les sociétés qui s'y sont constituées. Toutefois, l'histoire de leur formation et même leur état actuel sont caractérisés par quelques différences qui tiennent à la nature des lieux, du sol et du climat, aussi bien qu'à la diversité des populations indigènes que les hommes de notre race ont rencontrées d'une part en Australie, de l'autre en Nouvelle-Zélande lorsqu'ils sont venus s'y établir, il y a un siècle à peine. Sur une carte, le contraste entre le massif continent australien, dont la moitié appartient à la zone torride, et les îles aux côtes capricieusement découpées de la Nouvelle-Zélande, frappe d'abord les yeux, et l'esprit conçoit aussitôt les diversités de climat et de végétation qui doivent résulter des différences géographiques.

L'archipel de la Nouvelle-Zélande, situé aux antipodes de l'Espagne et du golfe de Gascogne, comprend

deux grandes îles et à l'extrême sud la petite île Steward, et s'étend sur une surface égale à la moitié de celle de la France. Dans l'île du Nord, à la même distance de l'Équateur que l'Andalousie et la Sicile, on trouve le même climat favorisé, un peu plus doux encore en hiver, beaucoup moins chaud en été, tandis qu'à l'extrémité de l'île du Sud, où la latitude correspond à celle de la Bretagne, les immigrants d'Écosse, qui l'ont surtout peuplée, n'ont pas à subir des étés plus chauds que ceux de la mère patrie, et les hivers y sont assez tempérés pour que l'eucalyptus, qui a peine à croître dans le midi de la France, s'avance jusqu'au 46e degré de la latitude sud. L'égalité est le caractère essentiel de ce climat : à Wellington, la capitale, sur le détroit qui sépare les deux îles, le thermomètre ne s'élève jamais à 30 degrés, et plusieurs années se passent souvent sans qu'il gèle une seule nuit : les camélias y viennent merveilleusement en pleine terre.

A Auckland, la température moyenne de l'hiver atteint 11 degrés, c'est celle de la Sicile; à l'extrémité méridionale de l'île du Sud, elle est encore de 5°,6, autant qu'à Montpellier. L'été est bien moins chaud qu'en Italie ou dans le midi de la France. A Auckland, la moyenne est de 19°,4 un peu plus qu'à Paris; à l'extrémité de l'île du Sud, de 14 degrés seulement. La pluie tombe partout en quantité suffisante et aucune saison n'en est dépourvue. Sur la côte ouest de l'île du Sud, adossée à de hautes montagnes, la chute annuelle moyenne est de 2 m. 80; à Christchurch, sur le versant opposé, au point de l'archipel où il pleut le moins, elle atteint encore 625 millimètres, un peu plus qu'à Paris. Les colons n'ont donc jamais à redouter ni froids trop rudes ni sécheresses extrêmes et prolongées.

Malgré ses dimensions relativement exiguës, la Nouvelle-Zélande est une terre de violents contrastes et d'étrangetés. Toute l'île du Nord est le théâtre de phénomènes volcaniques extraordinaires. Du mont Eden, au-dessus d'Auckland, la vue s'étend au nord sur plus

de quarante volcans éteints; au centre, sont les trois grands volcans du Tongariro, du Ngauruhoe et du Ruapehu qui, tout couverts de neige en hiver et au printemps, forment un superbe fond de tableau aux eaux bleues du lac Taupo qu'ils dominent de plus de 2000 mètres. L'un d'eux, cône parfaitement régulier, est toujours couronné de vapeurs, tandis que le cratère du Ruapehu contient un lac qui ne gèle jamais malgré son altitude de 2700 mètres et qui se transforme, à certains moments, en une vaste chaudière d'eau bouillante. Toute la région qui s'étend au nord-est de ces volcans est pleine de sources chaudes, de solfatares, de volcans de boue et de geysers, et constamment agitée par des tremblements de terre. L'un de ceux-ci a détruit, en juin 1886, une des plus belles merveilles naturelles du monde, les Terrasses blanches et roses qui se faisaient vis-à-vis des deux côtés du lac de Rotomahana, et le long desquelles descendait en cascade l'eau des geysers qui les dominaient; cette eau bouillante et celle d'autres sources thermales du voisinage alimentaient le lac, qui se déversait dans un autre situé plus bas par un large ruisseau d'eau chaude. La nuit du 9 au 10 juin 1886, une colline que nul ne croyait être un volcan s'entrouvrit tout à coup, vomit de la lave et des cendres; de violentes secousses de tremblements de terre se succédèrent de dix en dix minutes. Lorsque le jour se leva, le 10 juin, à midi seulement, le lac de Rotomahana n'existait plus, toute la luxuriante végétation des environs avait disparu, cent personnes avaient péri. Aujourd'hui de mornes champs de lave s'étendent à la place des fameuses terrasses et, dans le pays environnant, les tranchées des routes permettent de voir que le sol primitif a été recouvert de près d'un pied de cendre.

La ligne de plus grande activité volcanique traverse toute l'île du sud-ouest au nord-est, depuis le mont Egmont, que les Néo-Zélandais aiment à comparer au Fousi-Yama japonais, jusqu'à l'Ile Blanche dans la baie

de l'Abondance, au sol brûlant et fumant tout couvert d'effloressences sulfureuses. La partie centrale de cette île du Nord est un plateau mamelonné de 300 à 400 mètres d'altitude, que dominent par endroits des pics volcaniques. Ces mamelons sont tout couverts de fougères mêlées d'une haute broussaille, le *ti-tree*, dont la hauteur peut atteindre jusqu'à 3 ou 4 mètres et qui ressemble assez à nos bruyères. De temps à autre se dresse isolé le tronc tout droit d'un *cabbage-tree* (arbre chou), surmonté d'une seule touffe de feuilles, allongées, raides et pointues. Dans les fonds coulent des ruisseaux, petits mais nombreux, au bord desquels croissent les fortes touffes vertes du *Phormium tenax* ou chanvre de la Nouvelle-Zélande. Ses longues feuilles, qui atteignent jusqu'à 2 mètres, contiennent des fibres très solides dont les indigènes faisaient leurs vêtements. mais qu'on n'a pu trouver moyen de tisser à la machine; on ne s'en sert que pour faire des câbles et des cordages.

Tout le pays a été autrefois couvert de forêts; elles ont été en grande partie détruites par les indigènes d'abord, puis par les Européens. Il en reste pourtant d'assez grandes étendues : j'en ai traversé de fort belles sur les montagnes qui bordent la côte est de l'île du Nord. Les grands arbres à feuilles persistantes qui forment exclusivement les bois de la Nouvelle-Zélande n'ont pas la monotonie des arbres verts européens. Leurs formes sont variées; les teintes de leurs feuillages le sont plus encore : tandis que certains sont si sombres qu'il s ont al'spect de velours noir, d'autres sont d'un vert franc, d'autres encore tirent légèrement sur le jaune ou sur le gris. Mais ce qui est surtout magnifique dans ces forêts, c'est le sous-bois de fougères arborescentes, entrelacées de lianes, qui croissent avec une exubérance digne des tropiques. Les grands troncs des fougères atteignent souvent 5 ou 6, parfois 8 mètres de hauteur, tandis que les superbes frondes qui les couronnent ont fréquemment plus de 3 mètres de long.

La Nouvelle-Zélande compte 140 espèces de fougères, dont la plus belle est peut-être la *silverfern*, fougère argentée dont l'envers des feuilles est d'un blanc éclatant. Sur le sol se trouve un tapis de fougères plus humbles et de lycopodes, tandis que les troncs tout droits des grands arbres sont entourés de fougères grimpantes. Beaucoup des bois de la Nouvelle-Zélande n'ont malheureusement pas, semble-t-il, autant de valeur industrielle que de beauté. Cependant l'un d'eux, le plus grand et le plus superbe, le Kauri, *Dammara Australis*, genre voisin des sapins, fournit un bois excellent et sert surtout à faire des mâts de navires; cet arbre, qui atteint parfois 40 mètres de hauteur, dont les premières branches se détachent du tronc à vingt mètres, ne pousse plus aujourd'hui que dans la longue péninsule septentrionale, au nord d'Auckland ; son aire était bien plus étendue, jadis, comme en témoigne la curieuse industrie de la gomme fossile : l'extraction de cette résine de kauri enfouie dans le sol, et provenant d'anciennes forêts, est une des industries importantes du pays. Dans l'année 1893, il en avait été retiré près de 10 000 tonnes valant 4 millions et demi de francs, et la valeur totale de la gomme extraite depuis 1890 atteint plus de 250 millions. C'est une matière assez semblable à l'ambre par son aspect et les usages auxquels elle se prête.

L'île du Sud n'a plus, comme l'île du Nord, de volcans en activité, mais ses montagnes sont plus hautes et plus continues, en même temps que ses plaines sont plus étendues et plus fertiles : les premières suivent de très près la côte ouest, sur toute la longueur de l'île, et les secondes s'étendent au pied de leur versant oriental.

La côte du sud-ouest est découpée en fiords profonds, où les montagnes tombent droit dans la mer, et qui surpassent même ceux de la Norvège, grâce à la variété et à l'exubérance de la végétation qui recouvre leurs bords partout où le rocher n'apparaît pas à nu.

D'immenses glaciers, dont le plus grand a 30 kilomètres de long sur 2 de largeur moyenne, y descendent jusqu'à 200 mètres à peine au-dessus du niveau de la mer, au milieu des forêts toujours vertes. Le plus haut sommet des « Alpes » néo-zélandaises, le mont Cook, atteint 3700 mètres, 1100 de moins que le Mont-Blanc; mais, dans le sud de la Nouvelle-Zélande, la ligne des neiges perpétuelles est plus basse qu'en Suisse, et l'ensemble de la chaîne de montagnes. vue des plaines de Canterbury, qui s'étendent au pied du versant oriental, n'est pas moins grandiose que les véritables Alpes. Les grandes nappes d'eau qui s'allongent dans les vallées méridionales des mêmes montagnes ajoutent encore à la ressemblance, et les bords du lac Wakatipu ou du lac Te-Anau ne le cèdent guère en beauté à ceux du lac des Quatre-Cantons. La végétation est aussi riche qu'au nord et c'est peut-être dans l'île Steward, plus près du pôle que de l'équateur, qu'on trouve les plus belles fougères arborescentes dont les feuilles se couvrent souvent de givre, et qui résistent à des froids de plusieurs degrés au-dessous de zéro.

Ce pays, d'une végétation si riche, était, avant l'arrivée des Européens, d'une étonnante pauvreté en animaux : point d'autres mammifères que des rats et les chiens des indigènes, point de serpents non plus, quelques lézards: les oiseaux avaient d'assez nombreux, mais étranges représentants. Le plus extraordinaire était le *moa*, gigantesque animal coureur, aux ailes rudimentaires, comme l'autruche, et proche parent de l'*Epyornis* de Madagascar, île avec laquelle la Nouvelle-Zélande offre plus d'une curieuse analogie sous le rapport de la flore et de la faune. Le moa est aujourd'hui une espèce éteinte ; mais ses os énormes, ses plumes même se trouvent dans nombre de cavernes, et on suppose que sa disparition est très récente. J'ai vu dans les musées des villes de la Nouvelle-Zélande plusieurs exemplaires de son squelette haut de 4 mètres et de ses œufs longs d'un pied. Il reste aujourd'hui quelques

petits oiseaux de la même famille, les kiwi ou *apteryx*, et les weka, incapables de voler. L'absence des oiseaux chanteurs rend tristes les belles forêts de la Nouvelle-Zélande; mais les perroquets abondent. L'un d'eux, le kea, a donné un curieux exemple d'évolution des instincts : c'est un des plus redoutables ennemis des éleveurs de moutons. Il s'abat sur le dos des animaux, arrache la laine, déchire les chairs et va droit sans hésiter à la graisse qui entoure le rein, dont il se nourrit, sans toucher aux autres parties de l'animal. L'introduction du mouton en Nouvelle-Zélande date de moins d'un siècle, et le kea, qui est un oiseau indigène, ne pouvait vivre auparavant que d'insectes : c'est un étrange mystère que ce changement de régime et la formation de ce nouvel instinct.

CHAPITRE II

Les indigènes de la Nouvelle-Zélande.

Origine polynésienne des Maoris. — Leurs coutumes; leur férocité. — Arrivée des premiers Européens. — Missionnaires et baleiniers. — Tentative d'établissement des Français en 1840. — Guerres des Anglais et des Maoris. — Diminution du nombre des indigènes. — Leur état actuel et leurs relations avec les colons.

Les hommes qui peuplaient seuls la Nouvelle-Zélande avant l'arrivée des Européens ne sont pas moins étranges que les animaux, les plantes et le sol lui-même. Les Maoris font partie de cette intéressante et quelque peu mystérieuse race polynésienne qui habite tous les archipels du Pacifique oriental. Il suffit de les voir pour le reconnaître, et leur langue le prouve aussi. Lorsque Cook, en 1770, explora les côtes néo-zélandaise, un indigène de Tahiti qu'il avait emmené, lui servit d'interprète. J'ai entendu moi-même, aux îles Hawaï, un de mes compagnons de voyage, colon de la Nouvelle-Zélande, s'adresser en maori aux indigènes qui comprenaient sans difficulté cette langue d'un pays dont 2000 lieues les séparent. D'après les traditions et les arbres généalogiques conservés par les prêtres, les Maoris ne seraient en Nouvelle-Zélande que depuis vingt-sept générations, c'est-à-dire depuis le XIIIe siècle. Ils quittèrent, disent-ils, l'île de Hawaïki, à la suite

d'une guerre civile, s'embarquèrent dans deux grands canots, *Tainui* et *Arawa*, et abordèrent en deux points qu'ils désignent nettement sur la côte nord-est de l'île septentrionale, la seule où ils aient jamais formé une population assez dense. On conserve, au musée de Wellington, capitale de la colonie, un morceau de bois qu'on dit avoir appartenu au *Tainui*. La position exacte de l'île de Hawaïki reste douteuse : c'est évidemment la même île dont disent venir les habitants d'Hawaï qui ont, racontent-ils, nommé leur nouvelle patrie en souvenir de l'ancienne ; l'opinion la plus généralement admise est qu'Hawaïki serait Savaii, la plus grande des Samoa.

Les Maoris ont singulièrement changé de genre de vie après leur émigration : ils sont, comme le kea, devenus féroces. Tous les archipels polynésiens ont été déchirés par des guerres fréquentes : mais à la Nouvelle-Zélande la guerre ne cessait jamais. C'était la pensée constante, le plaisir même de tous les indigènes ; la *vendetta* était une obligation rigoureuse, et la tribu entière prenait fait et cause pour celui de ses membres qui avait été outragé par une tribu voisine. Leurs ennemis une fois vaincus, ils mangeaient les morts et les prisonniers : c'était une croyance commune qu'en se nourrissant du cœur et du cerveau d'un ennemi, on acquérait son courage et son intelligence. Les habitations des chefs étaient ornées des têtes fumées et momifiées des vaincus. Sans doute, l'absence de tout mammifère dans le pays avait contribué à faire naître le cannibalisme. Sous le climat humide et relativement froid de la Nouvelle-Zélande, les Polynésiens ne pouvaient se contenter de fruits et de racines comme dans les archipels équatoriaux, et la chair humaine pouvait seule leur fournir une nourriture animale. Malgré leur férocité et quoiqu'ils ignorassent l'usage des métaux, les Maoris n'étaient pas des sauvages : ils cultivaient les patates qu'ils avaient apportées d'Hawaïki, tissaient avec les fibres du *Phormium tenax* les grands manteaux dont ils se vêtaient et qui étaient cou-

verts de plumes pour les chefs. Leurs armes étaient des haches de pierre polie fixées à un manche en bois à l'aide de fibres de phormium; avec leurs outils, en pierre aussi, ils exécutaient des ciselures si délicates qu'on a cru longtemps qu'ils connaissaient, sans vouloir l'avouer, l'usage des métaux : les proues et les poupes de leurs grands canots de guerre, dont j'ai vu un exemplaire long de 25 mètres, étaient ainsi ciselées et incrustées de nacre, de même que les parois des maisons des chefs et des *whare-puni* ou maisons d'assemblée des tribus dont l'une, conservée au musée de Wellington, a 13 mètres de long sur 5 de large et 3 m. 50 de hauteur au centre. Ils sculptaient même le corps humain, se couvrant de tatouages compliqués, qu'il fallait se reprendre à cinq fois pour compléter; les chefs portaient ainsi sur leur visage leur blason et leur généalogie. Aujourd'hui encore beaucoup de femmes se tatouent les lèvres et le menton. Les Maoris avaient une mythologie; outre les dieux principaux, ils croyaient à des esprits cachés dans chaque objet de la nature. Certains de leurs mythes ne manquaient pas de grâce. Ainsi le ciel était pour eux l'époux de la terre qui, séparé d'elle, verse des larmes que nous appelons pluie et auxquelles la terre répond par des soupirs qui sont les brouillards.

Les premières rencontres des Européens avec ce peuple intelligent, mais féroce, furent sanglantes : dès 1643 l'équipage d'un canot du navire de Tasman fut massacré, et aucun blanc n'aborda plus en Nouvelle-Zélande jusqu'en 1769. Cook put alors échapper à la mort grâce à ses fusils et parvint plus tard à entrer en relations avec les indigènes; ils refusaient ses cadeaux, et lui demandaient ses armes à feu : se procurer des fusils devint dès lors l'idée fixe des Maoris. Ils en obtinrent quelques-uns des baleiniers qui commençaient à fréquenter ces mers. Un chef, Hongi, après avoir visité Sydney, se fit conduire en 1820 en Angleterre, et en revint avec des présents de George IV qu'il échangea

en Australie contre des armes à feu. Les guerres entre tribus, relativement peu meurtrières avec les anciennes armes de pierre, devinrent dès lors d'épouvantables massacres : en un seul jour, Hongi tua sept cents de ses ennemis, dans une île du lac Rotoroua; son rival, Te Rauparaha, qui s'était procuré lui aussi des fusils en envoyant un de ses cousins faire le voyage d'Angleterre, extermina presque entièrement les Maoris de l'île du Sud. Dans cette période, d'assez nombreux aventuriers blancs s'étaient mis à vivre parmi les tribus, adoptant les mœurs des indigènes et désignés à cause de cela sous le nom de *Pakehas-Maoris* ou Maoris-étrangers; ils étaient bien reçus, parce qu'ils savaient entretenir et réparer les armes et jouaient un rôle important dans les guerres.

Jusqu'en 1840, il ne vint pas se joindre à ces aventuriers d'autres blancs que des missionnaires dont les premiers étaient arrivés vers 1814; s'ils ne purent déterminer leurs féroces convertis à cesser de s'entretuer, ils les détachèrent du moins peu à peu du cannibalisme, en introduisant des animaux domestiques qui prospérèrent. C'est à leur instigation que les principaux chefs signèrent en février 1840 le traité de Waitangi, par lequel la Confédération des Tribus-Unies de la Nouvelle-Zélande acceptait le protectorat anglais. A ce moment même la France se préparait à prendre possession des îles. Une Compagnie nanto-bordelaise de la Nouvelle-Zélande, fondée en 1837, avait acquis l'année suivante, d'un capitaine baleinier, Langlois, quelques centaines d'hectares de terre, qu'il avait achetés aux Maoris d'Akaroa, dans l'île du Sud. A la demande de cette société et d'un de ces aventuriers comme il y en a tant dans notre histoire, le baron Thierry, qui avait essayé de se créer un royaume en Nouvelle-Zélande, le gouvernement français envoya la corvette *l'Aube*, chargée de prendre possession de l'île du Nord, puis de celle du Sud et le transport *Comte-de-Paris*, qui devait débarquer soixante émigrants à Akaroa. L'*Aube* arriva

trop tard, en juillet 1840, le gouverneur anglais déclara que la possession de l'île du Nord entraînait celle de l'île du Sud et envoya aussitôt un navire de guerre planter le drapeau britannique à Akaroa. Quelques-uns des émigrants du *Comte-de-Paris* y restèrent pourtant, et de nombreux noms français s'y trouvent encore. La Nouvelle-Zélande, si salubre et dont le climat est si voisin du nôtre, aurait été pour la France une admirable colonie; on est malheureusement en droit de se demander si nous aurions eu assez d'esprit de suite pour en poursuivre le développement, pour ne pas abandonner même cette terre éloignée où il fallut pendant trente ans batailler avec les indigènes.

Aussitôt que les Européens arrivèrent en nombre et firent mine de s'établir à demeure, la guerre commença. C'est la question des achats de terre qui fut l'origine de presque tous les conflits : le sol était la propriété collective des tribus, dont plusieurs prétendaient souvent avoir des droits sur le même territoire; d'autre part des colons avaient fréquemment acheté de bonne foi des terres à des individus pour les cultiver. Aussi la lutte fut-elle plutôt une série de soulèvements locaux qu'une guerre nationale, sauf peut-être de 1860 à 1870, où toute l'île du Nord fut en feu à la suite de la décision prise par un gouverneur de traiter pour l'achat des terres avec les occupants de fait, sans tenir compte des droits des tribus. Embusqués dans les bois ou retranchés derrière les palissades de leurs *pa*, construits avec une véritable science de la fortification, les Maoris soutinrent souvent le choc de forces anglaises très supérieures et la lutte fut des plus sanglantes, bien qu'ils respectassent désormais les morts et les blessés.

L'établissement, dès 1865, d'une cour spéciale pour déterminer ces droits conformément aux coutumes indigènes contribua beaucoup à la pacification. Pourtant il y eut encore, même après 1870, quelques troubles sérieux, occasionnés par la secte religieuse des Hauhaus, qui prétendait combiner le christianisme et

l'ancien paganisme; en 1881 on dut envoyer 2000 hommes pour arrêter un prophète, Te Whiti. Enfin en 1883, le roi Tewhiao, reconnu pour chef par presque toutes les tribus de l'île du Nord, se réconcilia avec le gouvernement, et des ingénieurs purent traverser le district sauvage et jusqu'alors dangereux du « Pays du roi » pour y étudier un tracé de chemin de fer. Aujourd'hui, la sécurité est complète, les districts les plus reculés sont parcourus par des services de voitures publiques; il n'y a même plus de troupes anglaises dans la colonie.

Devant l'énorme majorité des Européens qui forment 94 p. 100 de la population, toute tentative de révolte serait vaine, et les indigènes le savent. Dès 1863, du reste, il y avait en Nouvelle-Zélande 160 000 blancs contre 50 000 à 60 000 Maoris, et même dans l'île du Nord, les premiers l'emportaient. De 100 000 environ au commencement du siècle, le nombre des Maoris est tombé aujourd'hui à 40 000 [1]. Leur ardeur à s'entre-détruire, les maladies, le changement d'habitudes ont provoqué cette diminution. Ils sont chrétiens, s'habillent pour la plupart à l'européenne; leurs enfants fréquentent les écoles; presque tous savent lire et écrire en maori, et le plus grand nombre parlent aussi l'anglais.

On n'en voit presque pas dans les villes de la côte; mais lorsqu'on parcourt l'intérieur de l'île du Nord, leurs villages, semés de loin en loin sur les pentes des collines, sont à peu près les seules habitations qu'on rencontre. Ils vivent par petites agglomérations dans des cabanes spacieuses, à doubles parois de joncs, maintenues par des cadres en planches, surmontées d'un toit à double pente; le faîte en est à huit ou dix pieds de hauteur, mais il descend sur les côtés à trois

1. Les recensements donnent, pour les Maoris depuis trente ans, les chiffres suivants : 45 470 en 1874; 43 595 en 1878; 44 097 en 1881; 41 969 en 1886; 41 993 en 1891; 39 854 en 1896. Les chiffres de 1874 et 1878 sont probablement un peu inférieurs à la réalité, la sécurité n'étant pas encore bien établie à cette époque. 2 000 Maoris seulement habitent l'île du Sud.

ou quatre pieds du sol, et forme en avant de l'entrée un auvent où les Maoris se tiennent le plus souvent. Les indigènes n'ont pas à se plaindre de la domination anglaise : ils possèdent plus de deux millions et demi d'hectares de terres dont beaucoup sont, il est vrai, situées dans les sols pauvres du centre de l'île du Nord. La plus grande partie de ces terres est la propriété collective des tribus qui se font des revenus importants en les louant aux Européens. La propriété individuelle existe pourtant aussi chez les Maoris, et la cour de justice spéciale qui s'occupe des questions relatives aux terres des indigènes a plusieurs fois, à leur demande, divisé certaines terres des tribus entre leurs membres. Cependant l'idée de la communauté des biens reste encore fortement enracinée : un journal néo-zélandais racontait, pendant mon séjour, qu'un Maori s'étant avisé d'organiser un service de voitures entre une petite ville et la gare voisine, tous les indigènes de sa tribu se crurent aussitôt le droit de s'en servir gratis et, lorsqu'il leur demandait le prix de leur place, ils lui répondaient que, s'ils devaient payer, ils pouvaient tout aussi bien se servir de la voiture des Pakehas (Européens). Devant cet état d'esprit, notre homme dut renoncer à son entreprise.

Les Maoris sont représentés au parlement de la Nouvelle-Zélande par quatre députés élus au suffrage universel, qui ont tous les droits de leurs collègues blancs. L'un d'eux, M. Hone Heke, est même l'orateur le plus disert de toute l'assemblée et fort populaire parmi les colons. Les Anglais n'ont aucun préjugé de couleur contre les indigènes et les coudoient partout sans répugnance. D'après le dernier recensement, 250 Européens avaient épousé des femmes maories et l'on comptait 4865 métis, 650 de plus que cinq ans auparavant. Il semble que la destinée finale des indigènes soit d'être non pas détruits, mais absorbés dans la population blanche, dont le type n'en sera guère modifié, vu son énorme prépondérance.

CHAPITRE III

Conditions naturelles de l'Australie.

Caractère inachevé et primitif de la nature australienne. — Montagnes et fleuves. — Flore; l'eucalyptus. — Faune : prédominance des types anciens; les marsupiaux. — Les indigènes; rapide disparition de ces primitifs devant la civilisation.

Les îles de la Nouvelle-Zélande, aux capricieux contours, au relief mouvementé, semblent un morceau d'Europe jeté dans le Pacifique austral; on leur a même trouvé, en supprimant par la pensée le mince détroit qui les sépare, une analogie de forme avec l'Italie. C'est à l'Afrique, au contraire, qu'il faut comparer l'Australie, pour sa massive lourdeur, ses côtes inhospitalières, ses déserts, et même le climat, sinon des parties voisines de la côte, du moins des régions de l'intérieur. Ce continent, d'une étendue égale aux quatre cinquièmes de l'Europe, a dans tous ses caractères quelque chose d'inachevé. Son système orographique et hydrographique est rudimentaire : une seule chaîne de montagnes digne de ce nom, dont le pic le plus élevé dépasse à peine 2000 mètres, s'allonge à une distance de 100 à 200 kilomètres de la côte orientale; en arrière, tout l'intérieur n'est plus qu'un vaste plateau, de peu d'élévation, inclinant vers une dépression allongée, dont le fond est occupé par des marais

et des lacs salins, qu'un seuil sépare d'une des rares indentations importantes de la côte de l'Australie, le golfe Spencer : c'est une disposition géographique tout à fait semblable, sur une plus vaste échelle, à celle des grands chotts qui s'étendent au sud de l'Algérie et de la Tunisie, en arrière du golfe de Gabès.

Les cours d'eau côtiers, descendant des montagnes de l'est et des croupes qui terminent le plateau au nord et au sud, sont nombreux, mais de peu d'étendue. Dans l'intérieur, où les vents pluvieux n'arrivent guère, se trouvent seulement quelques lacs salés, le plus souvent à sec. Un seul système fluvial pénètre au loin vers le centre, c'est celui du Murray et de ses affluents qui prennent naissance sur le versant intérieur de la chaîne de montagnes orientale. Sur les cartes ces rivières forment une ramure imposante; mais il faut en rabattre dans la réalité : tous ces cours d'eau, dont les sources sont exposées aux longues sécheresses d'un climat brûlant — on a vu le thermomètre s'élever à Bourke, sur le Darling, à plus de 50 degrés et il n'y pleut pas pendant plus de 6 mois, — ont un régime fort irrégulier; ce sont de véritables *oueds* sauf trois ou quatre, le Murray lui-même, le Murrumbidgee, le Darling, le Lachlan, qui ont de l'eau en permanence et que des bateaux plats peuvent même, durant le printemps, remonter à plusieurs centaines de lieues de la mer, pour aller chercher les laines de l'intérieur. Le point extrême de la navigation sur le Darling aux hautes eaux est à 1700 kilomètres de l'embouchure du Murray. Mais le manque de bonnes communications fluviales dans presque toute l'Australie n'en est pas moins une des grandes infériorités de ce continent.

La flore et la faune australiennes ont le même caractère inachevé et primitif que la terre qui les porte. Cette immense contrée a bien moins d'espèces végétales que l'archipel restreint de la Nouvelle-Zélande : l'eucalyptus est presque le seul arbre australien : raide et disgracieux avec ses branches tordues d'où pendent en longs

rubans des lambeaux d'écorce et que terminent les maigres touffes d'un feuillage terne, vert sombre ou gris bleuâtre, il forme d'interminables forêts clairsemées où l'on trouve à peine de l'ombrage. L'île de Tasmanie tout entière, grande comme dix départements français, n'est qu'une seule forêt d'eucalyptus, et sur le continent australien cet arbre couvre d'une façon continue des étendues plus considérables encore, surtout aux abords des côtes. Dans les vastes régions de pâtures du Murray et du Darling, de l'intérieur des colonies de Nouvelle-Galles et de Victoria, certains districts ressemblent à des parcs avec les eucalyptus semés de place en place au milieu des plaines herbeuses. Lorsque je vis au printemps les vallées du Murray et du Murrumbidgee aux points où les croise le chemin de fer de Sydney à Melbourne, je crus presque me trouver dans un paysage anglais où l'eucalyptus aurait remplacé le chêne. D'autres districts, plus éloignés de la mer, sont d'immenses steppes, se transformant en vrai désert dans le centre du continent. De grandes étendues de terrains arides sont souvent couvertes d'un impénétrable fourré d'eucalyptus rabougris . c'est le *mallee scrub*, très difficile à défricher et impropre à tout usage. Dans les parties tempérées de l'Australie, on ne trouve d'autres arbres qu'au fond de quelques ravins où croissent des fougères arborescentes; mais dans les régions tropicales de nombreuses espèces de palmiers viennent varier, sur les côtes, la monotonie des forêts d'eucalyptus.

Cet arbre triste est des plus précieux : grâce à lui, les fièvres paludéennes sont inconnues dans presque toute l'Australie, qui est la contrée la plus salubre du monde. Il pousse avec une rapidité inconnue aux autres espèces. Aussi les Européens l'ont-il adopté et le *blue-gum* surtout, l'*eucalyptus globulus*, naguère relégué aux extrémités de la terre, a-t-il été répandu par eux sur le monde entier, dans le midi de l'Europe, dans le nord et le sud de l'Afrique, dans les deux Amériques : la rapi-

dité de sa croissance en fait par excellence l'arbre des pays neufs, le seul qui puisse s'élever aussi vite qu'une ville comme San Francisco ou Johannesburg.

La faune de l'Australie, aussi peu variée que sa flore, ne comprend guère que des types d'une organisation inférieure. Elle en est restée pour ses mammifères aux espèces qui vivaient en Europe et en Amérique au début des temps tertiaires, aux marsupiaux, représentés surtout par les kangourous, dont il y a plus de cent espèces, depuis le Kangourou-rat jusqu'au Kangourou géant qui pèse cent kilogrammes. Plus étrange encore, et moins perfectionné, est l'ornithorhynque, ce quadrupède aux pieds palmés, muni d'un bec et qui pond des œufs. Les oiseaux sont plus nombreux et plus divers, souvent très beaux, comme l'oiseau-lyre; mais aucun n'est chanteur. Quelques grands oiseaux coureurs se trouvent encore dans les steppes de l'intérieur. Un des traits les plus heureux de la faune australienne, c'est l'absence de carnassiers de grande taille. Trois espèces de marsupiaux carnivores et quelques serpents venimeux sont les seuls animaux nuisibles que les Européens y aient trouvés.

Les indigènes, en harmonie avec les types inférieurs de toute la nature ambiante, sont au degré le plus bas de l'échelle humaine. D'un noir plus sombre encore que les nègres africains, ils s'en distinguent par leurs cheveux bouclés, non crépus, et les fortes barbes des hommes. Leur prognathisme est encore plus accentué. Essentiellement nomades, ils ne cultivent pas la terre et n'ont point de troupeaux, mais vivent de la cueillette des fruits et de la chasse : de leurs armes rudimentaires de pierre et de bois, l'une est célèbre : c'est le *boomerang*, morceau de bois recourbé qui revient vers celui qui l'a lancé après avoir frappé sa proie. Les primitifs Australiens n'ont d'autre religion que quelques coutumes superstitieuses; leur langue, dont les dialectes sont nombreux, est un pauvre assemblage de sons confus et sourds, bien différent du clair et harmonieux

idiome des Maoris : quelques savants pensent pourtant que, d'après leurs légendes, ils sont les représentants d'une race en décadence ayant connu jadis un état de civilisation relative.

Ces malheureux étaient incapables d'opposer une résistance sérieuse aux Européens; leurs luttes avec eux ont été des chasses plutôt que des guerres et n'ont jamais nécessité la présence d'armées régulières. Les colons anglais les ont souvent traités avec barbarie, comme s'ils avaient été des bêtes fauves, et les ont repoussés vers les régions stériles de l'intérieur, où ils ont peine à vivre et décroissent chaque jour en nombre. Les misérables échantillons que j'en ai vus dans les plaines arides de l'Australie occidentale avaient des membres si décharnés que j'avais peine à comprendre qu'ils pussent se soutenir. Ceux du nord, des parties tropicales du Queensland surtout, sont plus forts, mais disparaissent aussi, à mesure que leurs meilleurs terrains de chasse passent entre les mains des blancs. S'ils ont opposé peu de résistance, ils n'ont guère pu rendre de services à la colonisation : quelques-uns sont employés par les grands propriétaires de bétail, mais ils se font difficilement à une vie à peu près sédentaire et, leurs instincts nomades reprenant le dessus, ils s'en vont un beau jour sans donner d'autre raison que leur irrésistible envie de voyager. Dans le Queensland, on a formé aussi un corps de police indigène dont on se sert pour maintenir dans l'ordre les tribus turbulentes. Dans quelques dizaines d'années, il ne restera plus des sauvages australiens qu'un souvenir; le métissage entre deux races aussi éloignées que les blancs et ces primitifs est rare, et ils auront eu moins d'influence encore sur les destinées de l'Australie que les Peaux-Rouges sur celles des États-Unis.

CHAPITRE IV

La colonisation de l'Australie jusqu'à la découverte de l'or.

L'Australie est essentiellement une colonie de peuplement. — La faiblesse des ressources de la flore et de la faune indigènes est compensée par les facilités qu'offrent le sol et le climat à l'acclimatation des espèces européennes. — Expéditions françaises sur les côtes australiennes dans les premières années du XIXe siècle. — Développement agricole précédant la découverte de l'or. — La déportation. — La vente des terres à haut prix. — État de l'Australie au moment de la découverte de l'or en 1851. — Premiers effets de cette découverte.

Ç'a été une bonne fortune pour l'Angleterre que d'entrer un peu tard dans la carrière coloniale. Lorsqu'elle s'y est engagée au XVIIe siècle, les Espagnols, les Portugais, les Hollandais s'étaient emparés déjà de tous les territoires auxquels on attachait alors une grande valeur, de ceux qui produisaient des épices et des métaux précieux. Ce n'étaient point des colonies de peuplement, mais des colonies d'exploitation et des comptoirs commerciaux que recherchaient ces nations. Aussi le territoire qu'occupent actuellement les États-Unis fut-il négligé pour le Mexique et le Pérou, et de même l'Australie pour les îles de la Sonde. Les Anglais durent se contenter de ce qu'avaient délaissé leurs prédécesseurs, des terres vacantes, peuplées de tribus

sauvages, qui ne contenaient, ou ne paraissaient contenir ni épices, ni métaux précieux, c'est-à-dire des régions tempérées de l'Amérique du Nord. Après avoir perdu ce premier empire, ils furent encore assez heureux pour trouver libre l'immense continent australien. Il était pourtant connu depuis longtemps, figurait déjà sur les cartes du XVIe siècle sous le nom de Java-la-Grande ; ses côtes avaient été explorées en détail par les Hollandais dans la première moitié du XVIIe siècle. Mais ceux-ci avaient dédaigné Java-la-Grande pour Java-la-Petite, le continent au climat inégal, à la végétation sombre et morne, aux côtes précédées de récifs dangereux, pour l'île luxuriante où le commerce des épices et le travail d'une nombreuse population indigène enrichissaient vite les Européens.

Les Anglais se trouvèrent ainsi maîtres de nouveau d'une terre qui n'offrait de grandes ressources ni par les plantes ni par les animaux qu'elle contenait lorsqu'ils l'occupèrent ; où l'existence de richesses minérales n'était pas soupçonnée ; où n'habitait point de nombreuse population que les blancs pussent faire travailler pour eux, mais qui se prêtait merveilleusement à l'immigration des hommes, des animaux et des plantes d'Europe. Ils ne semblent pas s'être rendu compte d'abord de l'importance de leur nouvelle possession, où ils s'étaient établis uniquement en vue d'y pouvoir déporter leurs forçats. Après la révolution d'Amérique, l'Angleterre a considéré quelque temps sa carrière coloniale comme terminée en dehors de l'Inde. Toutefois, cet état d'esprit dura peu, et, ce qui le prouve, c'est l'inquiétude que lui inspirèrent les nombreuses visites des vaisseaux français dans les mers australiennes à la fin du XVIIIe et au commencement du XIXe siècle.

On a pu dire en effet que la France avait manqué de six jours l'empire de l'Australie : en 1788, moins d'une semaine après que le capitaine Philip eût débarqué à Botany-Bay, La Pérouse entrait dans le même port ; il n'est pas absolument certain, cependant, qu'il eût l'in-

tention d'en prendre possession. Mais cette expédition fut suivie d'autres. En 1801, les navires le *Géographe* et le *Naturaliste*, sous les ordres du commandant Baudin, firent la circumnavigation de l'Australie et explorèrent surtout minutieusement l'angle sud-ouest du continent. Ils avaient été envoyés par le Premier Consul, qui, au milieu des préparatifs de la campagne de Marengo, trouva le temps de donner des ordres pour que l'expédition fût bien pourvue de tout et accompagnée de nombreux naturalistes et astronomes : il prescrivait au commandant d'entrer en relations avec les populations et de bien examiner le pays. Malheureusement on explora surtout les parties les plus inhospitalières du continent, la côte aride et rocheuse de l'Australie de l'Ouest, et l'on se contenta de nommer les divers points de la côte : c'est ainsi que sur une carte de 1812, j'ai vu le grand golfe Spencer, dans l'Australie du Sud, nommé golfe Bonaparte. Ce nom n'a pas subsisté, mais beaucoup d'autres ont été définitivement adoptés : la baie du Géographe, le cap Naturaliste témoignent encore de la visite des vaisseaux français. Sous la Restauration, ces tentatives se renouvelèrent, toujours du côté de l'Australie de l'Ouest. En 1825, le gouverneur de la Nouvelle-Galles du Sud, inquiet des projets des Français, envoya un officier anglais prendre formellement possession de la partie ouest du continent à King-George's Sound.

L'établissement australien commençait dès lors à prendre quelque importance : dès 1821, il comptait 35 000 habitants, et trente ans plus tard, à la veille de la découverte des mines d'or, ce chiffre s'était élevé à plus de 400 000. On oublie souvent que l'éblouissante prospérité de l'Australie, depuis qu'on y a trouvé des métaux précieux, avait été précédée et préparée par un développement agricole et pastoral fort important, auquel avaient donné principalement naissance les extraordinaires facilités qu'offre le pays à l'élevage du mouton, et qu'avaient favorisé l'habile usage que firent

les Anglais de la transportation et l'excellent régime d'appropriation des terres qu'ils instituèrent.

La transportation est très décriée en France aujourd'hui, sans doute parce que nous n'avons jamais su nous en servir. Les Anglais, au contraire, en tirèrent le plus grand parti de deux manières : d'abord, en faisant exécuter par les convicts des travaux publics de tout genre, routes et défrichements, qui préparèrent le terrain à la colonisation libre; plus tard et concurremment, en *assignant* les condamnés aux colons, qui pouvaient disposer de leurs services comme ils l'entendaient, à charge seulement de les nourrir et de les loger. La question de la main-d'œuvre, souvent très difficile aux débuts d'une colonie, à cause du désir des immigrants de devenir tous propriétaires le plus tôt possible et d'exploiter pour leur propre compte, se trouvait ainsi résolue d'elle-même. Le rapide développement de la population australienne prouve que la présence des convicts aux colonies n'en écartait pas alors l'immigration libre : de 1831 à 1841, alors que la transportation était encore en vigueur, le chiffre des habitants de l'Australie passait de 79 000 à 211 100. Les colons sentaient eux-mêmes fort bien tous les avantages que leur procurait alors la présence des forçats : la preuve en est que la chétive colonie de l'Australie de l'Ouest demanda d'elle-même, en 1850, que des convicts y fussent envoyés, et la transportation s'y continua jusqu'en 1868.

Elle avait été abolie dès 1840 à Sydney; en 1842, dans le district septentrional de Moreton-Bay qui devint ensuite la colonie de Queensland; en 1853 en Tasmanie. Très utile aux colonies dans la période de leur enfance, la présence des condamnés finit, fort naturellement, par devenir insupportable à une société déjà nombreuse, pourvue de tous les organes qui lui permettent de se soutenir par elle-même. L'Angleterre comprit alors que son devoir était de ne pas mécontenter les colons et s'inclina devant leur légitime désir.

D'autre part, ce fut la vente des terres à haut prix, qui fonda la prospérité de l'Australie méridionale et du district de Port-Philip, qui se détacha en 1851 de la Nouvelle-Galles du Sud pour former la colonie de Victoria. Dans cette dernière région, la baie de Port-Philip avait été reconnue, dès 1803, par le navire anglais *Calcutta*, dont le second déclara que « le Kangourou paraît régner en maître sur cette terre et sa domination s'y perpétuera sans doute à travers les âges ». Sur ce jugement un peu hâtif, comme le sont souvent ceux des premiers explorateurs, on renonça d'abord à coloniser et ce ne fut qu'en 1835, après avoir expulsé des Tasmaniens, qui avaient acheté aux indigènes pour 100 tomahauwks, 100 couvertures, 50 lunettes d'approche et 5 tonnes de farine, le site où s'élève Melbourne, sur cette même baie de Port-Philip, que le gouverneur de Sydney y autorisa l'immigration; le prix des terres fut fixé à 63 francs par hectare dès 1840. Dans la partie centrale de la Nouvelle-Galles du Sud, le même prix, très élevé pour des terres vierges, fut adopté en 1843. L'Australie du Sud avait été fondée en 1836 par une société imbue des théories de E. G. Wakefield, qui faisait reposer précisément toute la colonisation d'un pays neuf sur la vente à haut prix de terres : l'argent que se procure ainsi le gouvernement devait être employé intégralement à subventionner l'immigration, les travaux publics étant effectués au début avec des emprunts gagés par les ressources futures de la colonie. Ce système d'emprunts était une chimère et Wakefield exagérait en prétendant consacrer tout le produit de la vente des terres à l'immigration subventionnée; aussi son plan aboutit à une banqueroute, qui n'empêcha pas l'Australie du Sud de se développer rapidement à partir de 1840. Il n'en est pas moins vrai que la vente à haut prix des terres est un excellent moyen de n'attirer que des immigrants munis de capitaux suffisants pour se livrer à une culture efficace, en même temps que de procurer d'importantes ressources à une société naissante, que

des impôts élevés écraseraient : c'est aussi une façon d'assurer de la main-d'œuvre aux colons, parce que les immigrants subventionnés à l'aide, sinon de la totalité, du moins d'une partie du fonds provenant de la vente des terres, sont le plus souvent obligés, à leur arrivée dans la colonie, de gagner d'abord, comme salariés, la somme assez élevée qui leur permettra ensuite de devenir propriétaires. Ce système ne s'appliquait qu'aux terres propres à la culture. Les terres plus éloignées des centres de colonisation et les steppes de l'intérieur furent d'abord concédées, puis louées, moyennant une redevance annuelle, à de grands propriétaires dont les troupeaux comptaient déjà en 1860, sous l'influence des conditions favorables du sol et du climat, 17 millions de moutons et 2 millions de têtes de gros bétail.

La colonisation avait dépassé les chaînes côtières et s'étendait dans le bassin du Murray et du Darling. Les laines australiennes étaient déjà renommées dans le monde entier et affluaient sur les marchés d'Europe. L'exploitation des ressources agricoles et pastorales promettait un brillant avenir. Malgré l'accroissement du nombre des *farmers*, ou petits et moyens cultivateurs, l'influence des *squatters*, ou grands propriétaires de troupeaux, était prédominante et semblait devoir le rester, aux yeux des observateurs les plus perspicaces, qui considéraient ces colonies comme destinées à former une société aristocratique. Tout le monde ignorait alors la présence des métaux précieux dans le sol de l'Australie.

En 1851 la découverte d'immenses gisements d'or, d'abord en Nouvelle-Galles du Sud puis en Victoria, vint changer complètement le caractère de cette société et en faire la plus démocratique du monde. Elle rejeta dans l'ombre les anciennes ressources du pays et y attira une foule énorme d'immigrants tout différents des cultivateurs qui s'y étaient dirigés jusqu'alors. Les vieux colons eux-mêmes abandonnèrent souvent leurs terres pour se faire chercheurs d'or : l'Australie du Sud, qui n'avait point de placers, se dépeupla au profit de sa voisine

Victoria, dont les mines produisaient 275 millions de francs d'or dès l'année qui suivit leur découverte en 1852, et 310 millions en 1853. La population de cette colonie, la veille encore district secondaire de la Nouvelle-Galles du Sud, quadrupla en cinq ans, dépassant aussitôt la « colonie mère », et Melbourne, qui, en 1851, n'avait que 23 000 habitants, passa en dix ans à 140 000, laissant bien loin derrière elle l'ancienne capitale, Sydney, qui s'accroissait pourtant aussi avec rapidité. La fièvre de l'or se produisit sur une moindre échelle dans le Queensland et la Nouvelle-Zélande en 1858, puis de nouveau dans la première de ces colonies en 1885.

La richesse des gisements aurifères répartis dans presque toutes les régions de l'Australasie en a singulièrement hâté le développement; elle a été pour ces lointaines possessions anglaises une réclame extraordinaire. Après le premier moment d'éblouissement, les habitants, anciens et nouveaux, qui avaient tout d'abord couru vers les placers, sont revenus en grande partie à l'exploitation des autres ressources naturelles, plus réellement importantes du pays. Les mines de métaux précieux ne sauraient jamais faire vivre tous ceux qu'elles ont attirés dans une contrée; leur rôle est celui d'un ferment, d'un stimulant. La présence d'une nombreuse population de mineurs fait toujours naître un grand nombre d'industries secondaires; si le pays est stérile, si les dépôts minéraux en forment la seule richesse, son essor est assez vite arrêté, sa prospérité n'est qu'éphémère : il y en a bien des exemples dans les deux Amériques. Mais si les autres ressources naturelles sont grandes, au contraire, la population se fixe, beaucoup de chercheurs d'or eux-mêmes abandonnent la poursuite hasardeuse d'une fortune subite qui les avait d'abord séduits et s'adonnent à des industries plus stables et moins incertaines : c'est ce qui a eu lieu en Australasie.

CHAPITRE V

Les villes australiennes.

Formation d'un grand centre urbain dans chaque colonie après la découverte de l'or. — Melbourne; son aspect américain; son caractère de parvenue. — Sydney : son port; ses avantages naturels; la vraie métropole australienne. — Adélaïde. — Les villes plus modestes de la Nouvelle-Zélande. — Modifications apportées par les blancs dans la faune, la flore, l'aspect général du paysage.

C'est de la découverte des métaux précieux que date la formation, dans chaque province australienne, d'une grande agglomération urbaine où se centralise toute la vie de la colonie. Mêmes les régions qui ne furent pas atteintes directement par l'influence des découvertes minérales subirent cette transformation par contagion. C'est ainsi que l'Australie du Sud a sa grande ville dans Adélaïde, comme Victoria dans Melbourne, comme la Nouvelle-Galles du Sud dans Sydney et le Queensland dans Brisbane. La superbe façade que ces luxueuses cités constituent à l'Australie, n'est pas sans cacher plus d'une misère; elle n'en frappe pas moins d'étonnement et d'admiration tous ceux qui l'aperçoivent.

De toutes ces grandes capitales, Melbourne est celle qui caractérise le mieux l'Australie des mines d'or. Elle rappelle à première vue les cités américaines. De larges et longues rues se coupant à angle droit; de

grands bâtiments qui, sans atteindre les deux cents ou deux cent cinquante pieds de haut des *skyscrapers* de New-York et de Chicago ont, cependant, sept, huit ou dix étages ; un excellent système de rapides tramways à câble ; tout l'aspect général enfin est le même que dans les grandes villes des États-Unis. Cette ressemblance extérieure résulte d'ailleurs de la similitude de l'histoire de Melbourne et de ces villes américaines. Plus qu'aucune autre cité du monde, la métropole de Victoria peut s'appeler une ville-champignon ; ses plus lointaines origines ne remontent qu'à 1835 : en 1841, elle avait 4479 habitants, 23 000 en 1851 ; en 1891, elle en comptait 490 896. Il n'y a guère que Chicago qui puisse se vanter d'un accroissement plus rapide, et Melbourne est certainement plus agréable qu'elle, et plus finie à certains égards : ses larges rues, bien pavées de bois ou d'asphalte, sont tenues avec une propreté qu'ont toujours ignorées les villes américaines ; ses édifices sont presque tous en pierre, ce qui leur donne un aspect plus avenant que les sombres bâtiments de briques des États-Unis ; ils ne sont pas non plus souillés de poussière de charbon et l'air n'est pas obscurci de fumée. Au premier abord, Collins Street, la principale artère de Melbourne, Elizabeth Street, la rue des boutiques élégantes, précédées de marquises qui couvrent toute la largeur du trottoir et permettent de s'arrêter aux étalages, de circuler à l'abri de la pluie et du violent soleil australien, ont certainement grand air et donnent l'impression qu'on est dans une métropole.

A regarder de plus près, on s'aperçoit assez vite qu'il y a bien du clinquant sous tous ces brillants dehors, si hâtivement construits. Entre les grands édifices de Collins Street subsistent quantité de masures, à un étage, faites de matériaux rudimentaires ; si l'on s'écarte des cinq ou six rues principales, on trouve, presque en plein centre de la ville encore, les larges voies bordées de maisons petites et misérables, parfois

de baraques en bois. Il devient vite évident que ce développement si rapide a été brusquement arrêté et n'a pas encore repris ; les édifices publics sont tous inachevés et on ne travaille pas à les compléter ; à côté d'un immense hôtel des postes, surmonté d'une haute tour, le bureau central du télégraphe s'abrite dans une masure de bois ; auprès des services de l'administration des chemins de fer, logés dans un palais de pierre à cinq étages, la gare n'est aussi qu'un misérable assemblage de baraques, en bois également ; le palais du Parlement, un énorme édifice précédé d'un péristyle à colonnes et d'un immense escalier, n'est pas fini non plus. Au temps même de la plus grande prospérité on faisait, d'ailleurs, tout pour les yeux, pour la montre. Sous les voies larges et bien pavées du centre, sillonnées de tramways, on n'a pas construit d'égouts. Dans les faubourgs, où vit la plus grande partie de la population, les rues sont trop souvent étroites, le pavage mauvais. Les quartiers riches du sud-est portent aussi la marque de la crise intense qu'ont provoquée les spéculations insensées sur les terrains et les graves imprudences des banques, et qui s'est abattue sur l'Australie tout entière, principalement sur la colonie de Victoria et sa capitale : les deux tiers de ces jolies résidences entourées de jardins luxueux sont inhabitées, et les écriteaux qui portent l'inscription *to let*, à louer, se dressent de toutes parts au bout d'un poteau, surmontant la porte des jardins. Melbourne est par excellence la ville parvenue, orgueilleuse de sa rapide fortune, mais qui subit durement aujourd'hui la peine de ses folies.

Sydney, presque deux fois plus âgée, est plus rassise. Éclipsée pendant quarante ans par l'extraordinaire croissance et l'éblouissante prospérité de sa rivale, elle l'emporte de nouveau sur elle aujourd'hui. Les sources de sa richesse sont plus solides : « La nature, disent les habitants de Melbourne, ne nous a

rien donné : ce sont les hommes qui ont créé notre ville, tandis que Sydney est l'œuvre de la nature, qui n'y a rien laissé à faire aux hommes. » Quoiqu'un peu excessive, cette opinion exprime bien la différence entre les deux grandes villes de l'Australie. Melbourne n'a qu'un médiocre port sur les rives boueuses et sans profondeur de la grande baie, d'ailleurs bien protégée, de Port-Philip. Depuis peu d'années seulement, les grands paquebots-poste d'Europe peuvent venir accoster à Port-Melbourne, le faubourg du sud de la ville. Mais la proximité des gisements d'or de Ballarat et de Bendigo, plus encore que les hommes, a fait la grandeur de cette cité. Le site de Sydney au contraire était prédestiné à voir naître une grande ville, du jour où une race civilisée habiterait l'Australie.

Elle s'élève sur la côte méridionale de la magnifique baie de Port-Jackson, à mi-chemin de l'entrée et du fond de ce golfe étroit et ramifié, dont la profondeur est telle que des navires de 7000 tonnes peuvent venir décharger au « quai circulaire », à vingt minutes de marche du centre même de Sydney. La salubrité des rives, la beauté de Port-Jackson, ne le cèdent en rien à l'excellence du mouillage. De Sydney à la mer, c'est sur la côte méridionale une succession d'anses profondes séparées par des promontoires rocheux sur lesquels s'élèvent les villas des habitants aisés, jouissant de vues magnifiques, au milieu de leurs jardins pleins de fleurs et d'arbres variés qui viennent rompre la monotonie de l'éternel eucalyptus. La plus jolie de toutes ces anses est celle du jardin botanique, où croissent toutes les espèces de palmiers, d'araucarias, de fougères arborescentes du monde et d'où le regard s'étend au nord sur les jardins en pente de l'Amirauté et peut contempler les évolutions de toute une flottille de petits yachts aux grandes voiles blanches, qui semblent de gigantesques oiseaux de mer, et le va-et-vient incessant des *ferry-boats* dans la baie : beaucoup de personnes habitent la rive septentrionale et se rendent

en bateau à la ville; sur les eaux calmes et sous le doux climat de Sydney, où la gelée est aussi rare qu'à Palerme, et la pluie exceptionnelle en hiver, c'est le moyen de transport le plus agréable et le plus commode. Les bras très allongés et sinueux que Port-Jackson projette vers le nord, moins couverts d'habitations que les anses arrondies de la rive opposée, forment aussi de charmantes promenades. Ce qui manque seulement à ce paysage un peu trop doux, pour en faire l'un des plus magnifiques du monde, c'est, dans le lointain, un sommet saupoudré de neige, ou du moins une montagne de quelque hauteur. Un peu mièvre, tel qu'il est, il n'en justifie pas moins la fierté des habitants de Sydney, dont la première question à un étranger est toujours : « Que pensez-vous de notre port? » Il faudrait avoir l'humeur bien difficile pour n'en point penser du bien, et l'on serait certes mal venu à le dire.

La ville, moins prétentieusement élégante que Melbourne, est aussi moins banale; elle est plus agréable, peut-être, à un Européen qui, dans ses rues plus étroites et moins rigoureusement asservies à la ligne et à l'angle droits, se sent mieux à l'abri du terrible soleil australien, et retrouve quelques traits des villes de l'ancien monde. Les maisons y sont d'une hauteur moyenne; dans les vieux quartiers, sur les rochers qui dominent le port, on en voit encore qui datent du début du siècle. Le Parlement lui-même, au lieu de loger dans un palais entouré d'un péristyle à colonnes, comme celui de Melbourne, n'a qu'une ancienne demeure, à figure de cottage, où il siège depuis son institution, il y a cinquante ans. Bref, Sydney ne donne pas, comme sa rivale, cette impression de ville surgie subitement du sol, sans passé, sans rien qui rappelle une tradition historique, si fatigante à la longue pour l'Européen en voyage dans les pays neufs.

L'Australie du Sud a aussi sa ville de plus de 100 000 habitants, Adélaïde, bâtie dans une grande

plaine, à quelques lieues de la mer; c'est la plus chaude des cités australiennes, et les maisons de pierre blanche qui bordent sa large rue de King William Street, tout éblouissante de soleil sous le ciel d'un bleu sombre, font penser un moment à l'Orient. Les dattiers qui ornent la promenade de North-Terrace, et ceux qui sont épars dans le parc qui entoure complètement le centre de la ville et l'isole des faubourgs, ne font qu'accentuer cette impression. Mais malgré ses 140 000 habitants, c'est un peu une ville de province qui ne prétend pas rivaliser avec Sydney et Melbourne, les deux capitales de l'Australie.

La Nouvelle-Zélande n'a pas, comme chacune des colonies du continent australien une grande capitale tout à fait prépondérante qui éclipse toutes les autres villes. Elle compte quatre centres, d'importance presque égale, colonisés séparément à l'origine, et qui sont restés assez longtemps isolés les uns des autres.

Ces villes, de moyenne étendue, bâties presque toutes au bord de la mer, en pente sur des collines où s'étagent des *cottages* entourés de jardins que séparent des haies de grands géraniums et où fleurissent des camélias en pleine terre, sont des cités anglaises transportées sous un climat plus doux. Très calmes dans les hauts quartiers, assez tranquilles même dans ceux du port où se concentre le mouvement des affaires, elles n'ont pas l'exubérance des villes américaines, même moins importantes, ni tout leur luxe de moyens de communication mécanique; elles paraissent plus âgées qu'elles ne le sont réellement, car aucune ne dépasse sensiblement la cinquantaine. Deux sont dans l'île du Nord : l'ancienne capitale, Auckland qui est encore la plus importante avec ses 50 000 habitants, et la nouvelle, Wellington, plus centrale, sur le détroit de Cook qui sépare les deux îles, mais peuplée seulement d'un peu plus de 30 000 âmes. Les deux centres de l'île du Sud, Christchurch et Dunedin, qui ne le cèdent l'une et l'autre que de quelques milliers d'habitants à Auck-

land, ont chacun leur physionomie particulière et portent encore l'empreinte de leur origine confessionnelle. Christchurch, la seule ville néo-zélandaise qui ne soit pas sur la côte, a été fondée en 1860 sous les auspices d'une association anglicane présidée par l'archevêque de Canterbury : elle s'élève au milieu des grandes plaines qui portent aujourd'hui le nom de la métropole de l'Église d'Angleterre, sur les bords d'une petite rivière tout anglaise d'aspect, aux rives ombragées de saules pleureurs, qui traverse avant d'entrer dans la ville un parc planté, lui aussi, d'arbres d'Europe. La cathédrale anglicane se dresse, seule, au milieu de la place qui forme le centre de la ville, témoignant ainsi des idées religieuses des premiers colons, arrivés d'Angleterre sous la conduite d'un évêque. Dunedin, la seule ville importante du monde plus rapprochée du pôle Sud que de l'Équateur, fondée quelques années plus tôt par l' « Association de l'Église libre d'Écosse », porte l'empreinte de son origine par ses nombreuses églises presbytériennes, d'un fort élégant style gothique, ses établissements d'instruction de toute espèce, le type et l'accent de ses habitants. L'action de l'esprit écossais est très sensible dans le développement de toutes les colonies australiennes, de la Nouvelle-Zélande surtout, d'où sont souvent partis, bien qu'elle soit la plus jeune, les courants d'opinion qui ont entraîné ses aînées.

Ces terres des Antipodes qui n'avaient jamais porté jusqu'à la fin du dernier siècle que des huttes de sauvages, ont ainsi aujourd'hui des villes toutes semblables à celles d'Europe et d'Amérique. Mais les quatre millions et demi de blancs qui peuplent maintenant l'Australasie n'y sont pas venus seuls et la transformation du pays ne s'est pas bornée à ce qui concerne l'habitation de l'homme. Les colons ont amené avec eux les animaux, les plantes du vieux monde, auxquels le climat n'a pas été moins favorable qu'aux immigrants eux-mêmes. Sous cette invasion étrangère, le pays est devenu tout différent : des millions de moutons, de bœufs

et de chevaux peuplent les pâturages de cette contrée où les mammifères n'étaient presque pas représentés; les poissons d'Europe remplissent les rivières; des oiseaux du vieux monde ont été introduits aussi. Plusieurs espèces de l'ancienne faune sont menacées de destruction. comme l'apterix de la Nouvelle-Zélande, comme le rat maori qui disparaît devant le rat d'Europe, comme l'ornithorynque, et le kangourou lui-même, ce type caractéristique de la faune australienne, qui a déjà presque disparu de la Nouvelle-Galles, de Victoria, des districts méridionaux de l'Australie du Sud et aura sans doute avant peu le sort des bisons d'Amérique, dont quelques centaines d'individus vivent seuls encore dans des réserves. C'est le vulgaire lapin d'Europe qui le remplace, au grand désespoir des colons, sur les immenses pâturages du Darling et du Murray. Il n'est pas jusqu'à des carnassiers de toute sorte, jusqu'à des oiseaux de proie qu'on n'ait proposé d'amener du vieux monde et qu'on n'ait souvent introduit en effet pour aider les Australiens dans leur lutte inégale contre ce rongeur devenu un fléau.

La vigoureuse flore indigène a mieux résisté que les hommes et les animaux. Sans doute les plantes du pays ont dû partager leur ancien domaine avec celles qu'ont importées les colons : les céréales, le tabac, la canne à sucre, tous les arbres fruitiers, les herbes mêmes de l'Angleterre, qui se sont propagées spontanément en bien des parties de la Nouvelle-Zélande, au point de remplacer les herbes indigènes. Mais malgré les incendies, malgré l'exploitation souvent destructive des forêts, les beaux arbres et les fougères de la Nouvelle-Zélande subsisteront au moins dans les montagnes, pour conserver à ce pays son individualité; mais surtout l'extraordinaire fortune de l'eucalyptus a vengé la flore et la faune australienne, dont toutes les autres espèces battaient en retraite devant les animaux et les végétaux du vieux monde. En Australie, il est encore, en dehors des environs immédiats des villes, presque

le seul arbre qu'on voie, et sans doute sa résistance aux chaleurs les plus torrides, aux sécheresses les plus prolongées, aussi bien qu'aux pluies diluviennes, la facilité avec laquelle il s'accommode des sols les plus ingrats, lui laisseront toujours dans ce pays une prépondérance presque absolue.

Mais, près des villes et des côtes, c'est le paysage même qui est devenu, comme les habitants, européen, ou plutôt cosmopolite : à côté des arbres indigènes on y voit ceux de l'ouest et du midi de l'Europe, des espèces américaines, d'autres océaniennes dont l'aire était parfois jadis limitée à un seul îlot, comme ce gracieux pin ou araucaria de l'île Norfolk, dont la ramure régulière semble former une série de vasques, de plus en plus petites à mesure qu'on s'approche de la cime, et qui orne aujourd'hui tous les jardins des villes maritimes. La civilisation efface ainsi les différences des faunes et des flores locales, partout où le climat le lui permet, en réunissant sur un même point du globe des espèces empruntées aux contrées les plus éloignées. Chaque paysage pris en particulier en devient plus varié, mais l'ensemble du globe singulièrement plus monotone, d'autant que dans la lutte qui s'établit aussitôt entre les espèces européennes répandues partout et les plantes ou les animaux indigènes, ceux-ci succombent souvent. Mais, il faut le reconnaître, ces plantes et ces animaux sont souvent des représentants de formes anciennes et inférieures qui se sont survécues à elles-mêmes dans des terres isolées. Les kangourous et les ornithorynques sont aux mammifères supérieurs, les fougères de la Nouvelle-Zélande sont aux végétaux à fleurs et à fruits ce que le négroïde australien est au blanc. Ils étaient les uns et les autres destinés à disparaître, et l'arrivée des Européens ne fait que hâter l'œuvre des lois naturelles.

CHAPITRE VI

La fièvre de l'or dans l'Ouest Australien.

L'Australie de l'Ouest d'aujourd'hui est l'image réduite de l'Australie de 1851. — La colonisation agricole dans ce pays jusqu'en 1892. — Albany, Perth et leurs environs. — La route des champs d'or. — Le pays, l'absence d'eau. — Les moyens de transports : chemins de fer, diligences, camions et chameaux. — Coolgardie et Kalgoorlie, rapide développement de ces villes. — La vie dans les camps miniers. — Les chercheurs d'or; leurs préoccupations. — Les difficultés de l'industrie aurifère dans l'Ouest australien; son avenir. — La transformation du pays. — Lutte entre le vieil élément agriculteur et la nouvelle population minière; son analogie avec celle des Boers et des Uitlanders au Transvaal.

Il y a encore aujourd'hui une colonie australienne où l'on peut, non pas seulement voir les résultats qu'a produits la découverte de l'or en Australie, mais se faire une idée de ce qu'était ce pays dans les premières années des mines et de la transformation qu'il subit alors [1]. C'est pour essayer de m'en rendre compte qu'en

1. Nous maintenons exactement dans ce chapitre la description de l'Australie de l'Ouest telle que nous l'avons vue en novembre 1895 et telle que cette description a paru dans la 1re édition du présent ouvrage. Des notes indiquent les changements subis depuis par ce pays qui est aujourd'hui plus développé et plus rassis, mais qui, précisément à cause de cela, présente moins d'intérêt, parce qu'on n'y saisit plus autant sur le

quittant Adélaïde, vers la fin d'octobre 1895, j'allai passer quelques semaines dans la colonie, jusqu'alors si délaissée, de l'Australie de l'Ouest, où le précieux métal n'a été découvert en quantités appréciables qu'en 1887 et surtout à la fin de 1892; c'est là aussi que se trouvent les traces les plus récentes de la transportation qui n'y a pris fin qu'en 1868. Sans doute on n'y voit qu'une image affaiblie de ce qu'était la grande fièvre de l'or à Ballarat et à Bendigo au milieu du siècle, car les mines n'y ont pas la même prodigieuse richesse, et le développement agricole qui a précédé la découverte des gisements métallifères est de beaucoup inférieur à ce qu'il était en 1850 dans les colonies de l'est, à cause de la médiocre qualité du sol. Néanmoins cette reproduction, même à une échelle réduite, de l'Australie d'il y a quarante ans est fort intéressante.

La colonie de l'ouest n'est pas reliée aux autres par le chemin de fer. Elle était si chétive jusqu'à ces dernières années, avec ses 50 000 habitants, réunis presque tous à la pointe du sud-ouest de son immense territoire, cinq fois plus grand que la France, qu'on n'avait pas jugé utile de construire 1800 kilomètres de voie ferrée à travers des solitudes sans eau pour aboutir à un établissement d'aussi peu d'importance. Il est même probable qu'il se passera longtemps avant que le développement de l'Australie occidentale justifie la dépense que nécessitera une pareille entreprise. Du reste, on se rend très facilement, en trois jours de navigation, de Port-Adélaïde à Albany, dernière escale australienne des grands paquebots européens; c'est sur les bords d'un magnifique port naturel, le King-George's-Sound, rappelant par sa double rade la disposition du port de Toulon, une petite ville de 3000 habitants, toute surprise de voir débarquer tant de voyageurs

vif la transformation de pays agricole et rural en pays minier et urbain qui reproduisait, il y a quatre ou cinq ans, à l'ouest de l'Australie, le phénomène si remarquable accompli au milieu du siècle dans les provinces de l'est.

depuis quelques années ; on arrive à grand'peine à s'y loger en s'entassant à trois dans une chambre d'auberge. Sur une terrasse qui domine la mer sont quelques boutiques, quelques maisons neuves, que des banques y ont construites depuis la découverte de l'or dans la colonie; beaucoup d'autres rues sont tracées, avec des trottoirs et des chaussées parfaitement tenus, mais les petites maisons s'y espacent à longs intervalles. Tout cela est tranquille, un peu vieillot; les habitants eux-mêmes sont des gens de campagne dont l'expression est bien différente de celle des ouvriers, des anciens chercheurs d'or, des spéculateurs de Melbourne et de Sydney; on rencontre plus d'une figure de vieux paysan, comme on n'est guère habitué à en voir en dehors de l'ancien monde, et la petite église anglicane, à la façade couverte de lierre, qui paraît bien plus que ses cinquante ans, semble avoir été apportée tout d'une pièce de quelque coin reculé de l'Angleterre. Les routes du voisinage, excellentes, bien qu'elles ne traversent qu'un pays granitique et pauvre, semé d'une foule de magnifiques fleurs sauvages, restent encore comme témoignage des travaux des convicts et des services que la transportation a rendus à la colonie naissante.

Le chemin de fer vous mène en quinze heures d'Albany à Perth, capitale de la colonie, qui en est à quelque 400 kilomètres. Le pays est sablonneux, parfois marécageux, tout couvert de bois d'assez méchants eucalyptus, presque inhabité, pendant la première partie du trajet. Voici ensuite quelques cultures, des céréales, même des vignes, des vergers; aux gares, de paisibles agriculteurs un peu lourds. C'est ainsi, avec un peu plus d'animation, que devaient être les environs de Sydney il y a cinquante ans. Nous passons bientôt à la bifurcation de la ligne des champs d'or; là, presque tous mes compagnons de route, arrivés avec moi des colonies de l'est, descendent : ils vont attendre pendant deux heures, assis sur leur bagage, car l'installation est

des plus sommaires, le train qui se dirige vers les régions minières. Quant à moi, je veux d'abord jeter un coup d'œil sur Perth, la capitale de la colonie, et je reste dans le train qui s'y rend à travers d'épaisses forêts de jarrah, le plus précieux des eucalyptus par son bois de construction, rouge et très dur, qui croît sur toute la côte occidentale d'Australie dans le voisinage de la mer.

Une petite ville poussiéreuse de 10 000 habitants à peine, bâtie en pente douce sur le bord de la jolie rivière des Cygnes, qui forme un lac peu profond de 1 500 mètres de large, voilà la modeste capitale de l'Australie de l'Ouest. Les maisons sont petites, les rues médiocres, et l'on s'étonne de voir un superbe hôtel de ville, digne d'une cité dix fois plus importante : c'est l'œuvre des convicts dont on aperçoit encore, à l'extrémité de la principale rue, l'ancien pénitencier. Cette rue commence à se border de quelques édifices importants — succursales de banques, sièges de sociétés minières, — car Perth est en voie de transformation; mais le malheur de cette ville est d'être à trois lieues de la mer, sur une rivière sans profondeur et de n'avoir pour port que la rade foraine de Fremantle, ouverte à toute la violence des vents d'ouest. C'est encore une autre petite ville de 6000 âmes, en voie d'accroissement assez rapide comme la capitale, et rêvant de hautes destinées. Peut-être s'accompliront-elles, peut-être au contraire Fremantle et Perth retomberont-ils dans la médiocrité, car il y a sur la côte sud un port naturel, Esperance Bay, plus voisin des champs d'or et qui ne demande qu'à y être relié par un chemin de fer. Le jour où il serait construit, c'en serait fait de l'avenir de la capitale et de son port [1].

1. L'influence des habitants de Perth et de Fremantle a eu le dessus dans le Parlement australien : le chemin de fer d'Esperance Bay n'a pas été fait et de grands travaux ont été exécutés à Fremantle, où s'arrêtent maintenant les courriers d'Europe ; peut-être la Fédération australienne ramènera-t-elle l'attention

Lorsqu'on a passé deux jours à Perth, on en a épuisé toutes les curiosités et il est temps de se diriger vers le vrai centre d'activité de l'Australie de l'Ouest, vers Coolgardie, la capitale des champs d'or. On y arrive aujourd'hui en chemin de fer. A la fin d'octobre 1895 la voie ferrée n'était pas terminée et ce trajet de 600 kilomètres durait cinquante heures. Nous partons de Perth à midi. dans un train dont les wagons, de seconde classe surtout, sont bondés de chercheurs d'or, et qui, après avoir traversé de nouveau des forêts de jarrah, puis quelques cultures, s'élève pendant la nuit sur les pentes du grand plateau australien où nous nous réveillons à sept heures du matin au petit camp minier en décadence de Southern Cross. C'est ici que je suis initié aux beautés architecturales de la tôle ondulée : comme il ne pousse aux environs que des eucalyptus grêles, qui ne peuvent fournir de bonnes planches, et qu'il faut dans ces camps miniers se faire un logis le plus vite possible, on s'adresse au fer. Quatre plaques de tôle pour les parois, deux pour le toit en pente, des cloisons en toile séparant les chambres, voilà une maison vite construite et où le bois n'entre que par quelques poutrelles pour former une charpente des plus sommaires. Quant au confortable, il est sacrifié : 45 degrés de chaleur en été quand le soleil donne sur les toits, quelquefois zéro par les nuits d'hiver, voilà les variations de température sous cette tôle, trop bonne conductrice de la chaleur, qui ne sait ni la retenir ni l'empêcher d'entrer. A Southern Cross s'arrête le service régulier de chemin de fer, mais l'entrepreneur qui construit la ligne fait partir un train qui va nous conduire en six heures à 100 kilomètres plus loin, à Boorabbin, d'où il nous restera autant à faire en voiture pour atteindre Coolgardie.

sur Esperance Bay plus rapprochée à la fois du champ d'or et des grandes colonies de l'est, et dont le chemin de fer raccourcirait beaucoup le trajet entre ces dernières et les mines.

Le train de l'entrepreneur n'est pas luxueux : un vieux wagon de seconde classe, mis au rebut par l'administration des chemins de fer, avec un banc de chaque côté. Plutôt que de s'y empiler et s'y enfumer, beaucoup préfèrent s'installer sur les trucks qui portent les bagages et les marchandises, où l'on peut s'arranger quelque confortable avec un pardessus en guise d'oreiller : puis on est à l'air et l'on voit mieux le paysage. Il est fort monotone : des eucalyptus assez grands, mais grêles, clairsemés, avec moins de feuillage encore que d'ordinaire, tout juste une petite touffe au bout de chacune des branches qui se détachent symétriquement du tronc, presque au même point : ils ont l'air de grands parasols et remplissent pourtant fort mal cet office. Ces bois maigres alternent avec de grandes plaines découvertes, où rampent des broussailles basses et grisâtres; une ou deux fois, nous dépassons de légères dépressions couvertes de sable jaune où rien ne pousse : « C'est un lac salé, me dit un compagnon de voyage. — Un lac salé; mais où donc est l'eau? — Il n'en paraît à la surface que quelques jours par an, après de fortes pluies, qui sont rares. Mais elle est toujours à quelques pieds sous le sol. » Ce sont ces lacs salés, tout semblables aux chotts de l'Algérie, dont l'eau, distillée, sert à alimenter Coolgardie et presque tous les camps miniers de l'Ouest australien; la salure de certains d'entre eux est quatre fois plus forte que celle de l'Océan. Tout ce territoire est, du reste, salé et, où qu'on creuse un puits, il est extrêmement rare de rencontrer de l'eau douce. Celle qui provient des pluies, de plus en plus faibles à mesure qu'on s'avance dans l'intérieur, est tout entière absorbée par les racines des arbres. L'eucalyptus seul, le spinifex et quelques broussailles épineuses peuvent vivre dans ces conditions. Tous ces « lacs » sont sans doute les restes d'une grande nappe d'eau salée, qui devait couvrir tout le pays à une époque géologique encore récente et dont le lit n'a jamais été dessalé à cause de l'insuffisance des pluies.

Mais nous voici à Boorabbin, le terminus actuel de la ligne, un campement de baraques de toute espèce dont les plus belles sont en tôle, et les autres en toile, où vivent les ouvriers du chemin de fer et beaucoup de cabaretiers, dont le commerce prospère en ce point d'arrêt obligatoire. De nombreux camions attelés de cinq ou six chevaux en file sont prêts à charger les marchandises qu'apporte le train; quelques chameaux attendent aussi, menés par leurs conducteurs afghans, car on est allé chercher dans le nord-ouest de l'Inde, pour l'introduire ici, le « vaisseau du désert », auquel le climat convient parfaitement, et qui rend les plus précieux services. Voici des indigènes, les premiers que je vois, sortant de huttes en branchages; on a dressé les gamins, très bons cavaliers, à rassembler les moutons qu'amène le train et qu'on ne décide pas sans peine à sauter hors de leur wagon-bergerie à deux étages; les petits noirs galopent tout autour d'eux avec des cris et des claquements de fouet pour les réunir en cercle. Mais il ne faut pas s'attarder à regarder cette confusion pittoresque; je me hâte de retenir ma place dans la diligence de Coolgardie, une vieille voiture toute délabrée qui a parcouru jadis les grandes routes des environs de Melbourne et qui est venue s'échouer ici; on s'y entasse treize, six à l'intérieur, sept au-dessus, qui à côté du cocher, qui sur la banquette d'arrière, qui au milieu des bagages. Après un déjeuner sommaire, nous partons au trot de nos cinq chevaux sur la route de Coolgardie, où la poussière est bientôt si épaisse qu'on peut à peine distinguer les chevaux de devant. Pour construire cette large piste, on s'est borné à couper les eucalyptus dont les souches restées en terre font bondir la vieille voiture qui retombe en gémissant; le passage répété des camions a terriblement défoncé le chemin : aux montées, heureusement peu fréquentes dans cette immense plaine, à peine coupée de rares ondulations, on fait descendre les voyageurs, tandis que la voiture grimpe péni-

blement, les roues enfoncées jusqu'au moyeu dans le sable.

La première étape n'est pas longue : on s'arrête pour passer la nuit dans une auberge de tôle, qui offre aux voyageurs une quinzaine de lits, dans cinq ou six petites chambres. Tout près est une grande citerne de vingt pieds de profondeur, au pied d'un fort massif de rochers granitiques, entouré de rigoles qui recueillent l'eau de pluie tombée sur les rochers et l'amènent au réservoir. Ces gibbosités arrondies de granit, qui se rencontrent de place en place dans toute l'Australie de l'Ouest, sont à peu près les seuls points où l'on trouve de l'eau douce; lors même qu'on n'a pas creusé de citernes auprès, il reste souvent de petites mares dans les creux des rochers. Ici, c'est tout un campement : sous une douzaine de camions dételés dorment de nombreux « prospecteurs », fatigués de leur marche et qui vont repartir avant le jour pour éviter la grande chaleur de midi. Nous en avons dépassé toute la journée, nous en rencontrerons encore demain plus d'une centaine, avant d'arriver. La diligence est un mode de transport fort dispendieux : il en coûte 75 francs pour aller de Boorabbin à Coolgardie; il est plus économique de prendre un des camions qui portent les marchandises; encore ne sont-ce guère que les femmes et les enfants, que la marche fatiguerait trop, qui voyagent ainsi. Les hommes vont à pied : couverts d'une épaisse couche de poussière rouge-brun, le visage protégé par un voile contre les mouches, si insupportables dans ce pays, ils trouvent dans leurs rêves dorés, dans les châteaux en Espagne qu'ils se bâtissent, la force de supporter le soleil, la soif, toutes les fatigues de cette pénible marche sur la piste sablonneuse, dont il faut se garder de s'écarter pour chercher de l'ombre : on vient, il n'y a pas huit jours, de retrouver le cadavre d'un homme ainsi égaré, et qui est mort de soif au milieu de ce désert couvert d'arbres où il est presque impossible de s'orienter.

Encore huit heures de *coach* le matin dans la maigre

forêt d'eucalyptus jusqu'à Coolgardie, avec deux ou trois haltes à des auberges en toile, où l'on vend d'abominables liquides. Nous dépassons toujours des chercheurs d'or, des camions et, à deux reprises, des caravanes de cinquante chameaux, qui s'avancent en file indienne, lourdement chargés, la tête de l'un attachée à la queue du précédent. Enfin voici au milieu des arbres de nombreuses baraques en toile : c'est un faubourg en formation de Coolgardie : on sort du bois et l'on débouche dans la grande rue de la ville, Bayley-Street, qui porte le nom de l'heureux auteur de la découverte de l'or dans cette partie de l'Ouest australien.

Elle ne date que de la fin de 1892; aussi Coolgardie est encore tout à fait dans l'enfance. En allant de la périphérie vers le centre, on se rend compte de toutes les phases successives par lesquelles passe l'habitation dans un camp minier : d'abord disséminées au milieu des eucalyptus, les simples tentes, où s'établissent les nouveaux arrivants, à la bourse peu remplie; puis des baraques plus compliquées où un cadre de branchages maintient la toile et transforme la tente en une cabane de hauteur convenable; lorsqu'on arrive dans la ville proprement dite les branches sont remplacées par des poutrelles qui forment une charpente régulière, avec des portes et des fenêtres; l'enveloppe est encore parfois en toile, mais est bientôt supplantée par la tôle ondulée, qui règne en maîtresse dans la plus grande partie de Coolgardie; enfin, dans Bayley-Street, on s'émerveille de voir deux édifices en briques à deux étages : le Victoria-Hotel, dont la première pierre a été posée en grande pompe en 1894, et les Coolgardie-Chambers, où se trouvent les bureaux de quelques-unes des principales sociétés minières. Les rues sont démesurément larges, et le paraissent d'autant plus que, la tôle ondulée ne se prêtant guère à la superposition des étages, toutes les maisons qui les bordent sont à simple rez-de-chaussée : la raison de cette largeur des voies publiques, c'est la crainte des incendies. Si le feu se déclare à

Coolgardie, il ne faut pas songer à l'éteindre : les approvisionnements d'eau sont tout à fait insuffisants; c'est la largeur des rues seule qui peut empêcher l'embrasement de toute la ville. Les compagnies d'assurance refusent le plus souvent de courir ces risques énormes; heureusement les maisons de tôle sont vite rebâties : au moment où j'arrivai à Coolgardie tout un îlot venait d'être ainsi détruit; l'on n'y voyait que plaques de métal tordues et débris carbonisés. Quand je repartis, quinze jours après, la moitié de cet espace était déjà reconstruit.

Il y a bien peu d'ombre dans ces larges rues, et le vent s'y engouffre souvent en soulevant des tourbillons de poussière qui pénètrent partout à travers les tôles mal jointes : avec les mouches, cette poussière est le fléau de Coolgardie, fléau d'autant plus terrible que le remède, c'est-à-dire l'eau, est plus parcimonieusement mesuré. Ce précieux liquide se paye ici *6 pence* le gallon, soit 15 centimes le litre : c'est plus que ne vaut le vin commun en Languedoc après une bonne récolte. Il provient exclusivement de la distillation de l'eau salée souterraine des environs, car nous voici au commencement de novembre, et depuis le 1er août, il n'a pas plu. Comme nous ne sommes qu'au printemps, bien qu'il fasse déjà plus de 40 degrés à l'ombre au milieu du jour, il n'y aura guère encore, pendant cinq mois, de pluie sérieuse, tout au plus trois ou quatre ondées torrentielles, mais de très courte durée. Il faut d'ailleurs se méfier des eaux de pluie : elles sont chargées de toutes les poussières, de tous les germes malsains qui flottent dans l'atmosphère de cette ville où tant de détritus se sont décomposés au grand soleil; et chaque pluie est suivie d'une recrudescence de la fièvre typhoïde qui règne à l'état endémique.

Ce n'est pas seulement sur la santé publique que la rareté de l'eau a de l'influence, c'est aussi sur le prix de la vie. Elle rend les transports extrêmement dispendieux, puisque, en l'absence du chemin de fer, ce sont

des camions à cinq ou six chevaux qui approvisionnent Coolgardie; il en coûte 250 francs pour faire franchir à une tonne de marchandise les 100 kilomètres de Boorabbin, terminus du chemin de fer, à Coolgardie; 200 francs pour les 40 kilomètres qui séparent Coolgardie de Kalgoorlie, où se trouvent plusieurs des mines les plus importantes. A l'hôtel, je paie 15 francs de pension par jour pour loger sous la tôle ondulée, avec deux inconnus, dans une chambre où il fait 42 degrés au milieu du jour, qui contient trois lits, trois chaises et une cuvette sur une table boiteuse. La nourriture se compose exclusivement de viande de mouton et de conserves, car on ne saurait rien cultiver; et quelques chèvres sont les seuls animaux domestiques qu'on puisse entretenir, en dehors des chevaux et des chameaux qui servent aux transports. Qu'on juge du prix où doivent être les nécessités les plus élémentaires de la vie dans les points les plus reculés des champs d'or, à 100 ou 150 kilomètres de Coolgardie, où l'eau se paye actuellement 25 à 30 centimes, et a coûté à certains moments 70 centimes le litre.

Il faut que l'attrait de l'or ait une bien grande puissance pour avoir amené la formation d'une pareille ville en ce pays désert : si désagréable qu'y soit l'existence, elle n'en a pas moins 5000 habitants environ, et il y en a plus de 50 000 répandus sur l'ensemble de l'immense région aurifère de l'Ouest australien. Et Coolgardie, à deux ans et demi, a déjà tous les éléments de la vie sociale, cinq églises : catholique, anglicane, méthodiste, presbytérienne et baptiste, aux fenêtres gothiques découpées dans la tôle ondulée, un théâtre, un club, deux clubs de cricket dont les membres pratiquent avec ardeur le jeu national anglais, si torride que soit la température; deux journaux enfin, l'un de six pages, l'autre de quatre, qui coûtent respectivement 30 et 20 centimes et par lesquels j'appris fort exactement un changement de ministère en France et les noms des nouveaux ministres. Les librairies sont

abondamment pourvues de toutes les principales revues, des journaux illustrés, des livres anglais les plus récents, voire de nombreuses traductions d'auteurs français : Zola, Dumas père et... Paul de Kock! Il y a des magasins de toute sorte, où l'on peut tout se procurer, si on ne lésine pas sur la dépense. Ce dont on ne saurait se défendre après avoir vu de pareilles œuvres, c'est un sentiment de profonde admiration pour les facultés organisatrices et la ténacité de la race qui les a accomplies.

Coolgardie est fort calme pour une ville de chercheurs d'or; elle est déjà un peu rassise, il est vrai, et ses habitants vous parlent quelquefois des « premiers temps » de cette ville de trois ans, comme d'une chose passée [1]. Mais les camps miniers actuels, en Australie comme en Amérique, n'ont plus des mœurs aussi violentes que ceux d'autrefois, s'il faut en croire les récits, non seulement des livres, mais des vieux chercheurs d'or. Il y a ici des hommes qui ont été, presque enfants, au grand *rush* de 1851 sur les placers de Victoria, puis ont suivi toutes les fameuses découvertes de métaux précieux, à la Nouvelle-Zélande, au Queensland, aux grandes mines d'argent de Broken Hill, en Nouvelle-Galles du Sud, en 1885 ; ils sont enfin arrivés ici : les uns n'ont jamais été heureux dans leurs recherches, d'autres ont fait plusieurs fois fortune et l'ont perdue au jeu, mais à

1. Depuis 1895, année à laquelle se rapporte cette description, Coolgardie a été de beaucoup dépassée par Kalgoorlie, ville de deux ans plus jeune, fondée seulement en 1894, à proximité d'importants gisements découverts à ce moment par le mineur Hannan. Kalgoorlie n'était, lorsque je m'y rendis en nov. 1895, qu'un méchant assemblage de baraques de tôle et de huttes en branchage; c'est aujourd'hui une vraie ville bien et régulièrement bâtie aux solides édifices de pierre. Les filons aurifères découverts entre la ville et le lac (sans eau) Lefroy, qui se trouve au sud-est, ont fait preuve de beaucoup plus de richesse et de régularité (autant qu'un filon quartzeux peut être régulier) que les gisements des environs de Coolgardie qui semblent n'être pour la plupart que des poches sans étendue.

soixante ans, ils ont encore le même enthousiasme et organisent des *prospecting-parties*, des parties de prospecteurs où ils guident les jeunes gens de leur expérience du terrain, des quelques connaissances géologiques sommaires qu'ils ont fini par acquérir. C'est pourtant un rude métier que de chercher de l'or dans ces déserts sans eau de l'Australie de l'Ouest, et plus d'un prospecteur n'est jamais revenu.

A peine a-t-on appris, par les affiches manuscrites apposées aux bureaux des journaux, ou par un simple bruit rapporté dans un *bar*, qu'une pépite a été trouvée, en un point éloigné de plusieurs dizaines de lieues, dont on connaît à peine l'emplacement exact, que des centaines de personnes s'y précipitent : l'un des plus anciens et le plus récent des moyens de transport au service de l'humanité, le chameau et la bicyclette, concourent pour y porter les chercheurs d'or. La vélocipédie est en grand honneur à Coolgardie : le terrain uni, assez dur en dehors des routes défoncées par les charrois, de l'Australie de l'Ouest s'y prête parfaitement : trois compagnies rivales se sont organisées et ont des départs de cyclistes à heure fixe pour le port des lettres aux divers centres miniers secondaires, faisant ainsi concurrence à la poste gouvernementale; d'autres hommes sont toujours prêts à enfourcher leur machine pour porter une dépêche urgente, et les journaux ont aussi leurs vélocipédistes qu'ils envoient aux points où une découverte est signalée pour leur rendre compte de son importance. Les nouvelles sont aussitôt affichées et commentées dans tous les lieux de réunion et dans les innombrables *bars*, où d'heureux cabaretiers vendent un shilling le verre les liquides les plus variés à la foule des clients.

Au moment où j'étais à Coolgardie, la politique et le sport faisaient concurrence à la spéculation minière dans les préoccupations des habitants. On discutait les performances des chevaux engagés dans la Coupe de Melbourne, le Grand-Prix australien; des *sharebrokers* (agents de change) se chargeaient eux-mêmes de con-

clure les paris. Le soir du jour où fut couru le prix, je me trouvais à Kalgoorlie, un camp minier âgé d'un an à peine. Dès 9 heures, les deux journaux de cette ville affichaient le résultat et les parieurs heureux passaient bruyamment la nuit en bombance.

On disait aussi sur les champs d'or beaucoup de mal du gouvernement de l'Australie de l'Ouest. Outre des reproches purement politiques, dont nous parlerons un peu plus loin il régnait, au sujet des intérêts économiques, un mécontentement justifié. Il est certain que le développement de l'industrie aurifère a été retardé par les tarifs exorbitants des transports qui résultaient de la lenteur de construction du chemin de fer, et que le gouvernement de la colonie s'est trop peu occupé de faire des sondages pour remédier à la rareté de l'eau. D'autre part, il faut bien reconnaître que les gisements aurifères de l'Australie, en général, sont peut-être les plus riches, mais aussi les plus capricieux de tous. L'or paraît semé en quantité de points du continent entier, mais souvent en poches de peu d'étendue, fabuleusement riches quelquefois; ces gisements superficiels, faciles à travailler, n'exigeant que de faibles avances de fonds, font la fortune du « prospecteur individuel » ou de très petites associations. Ils causent souvent, au contraire, de fort grands déboires aux compagnies qui se sont constituées avec un gros capital et des immobilisations importantes, pour exploiter un filon d'abord très riche, puis qui disparaît brusquement.

Ce n'est pas à dire que toutes les mines de l'Australie de l'Ouest soient dans ce cas, mais jusqu'à présent la plupart des très nombreuses mines exploitées en ce pays n'ont donné que de médiocres ou mauvais résultats financiers, à l'exception de celles qui extraient l'or du groupe de filons puissants et relativement réguliers du district de Kalgoorlie. Les rendements obtenus dans ce dernier ont été tels que l'Australie de l'Ouest a pris, à partir de 1898, le premier rang parmi les colonies australiennes pour la production de l'or. Elle dépasse

aujourd'hui largement Victoria et le Queensland. L'or visible, exceptionnellement rare dans les conglomérats gris-bleu du Transvaal, est au contraire fréquent et se montre parfois en grosses paillettes dans les quartz, les porphyres décomposés, les roches ferrugineuses, qui forment les filons de l'Australie occidentale. La teneur moyenne en or du minerai des principales exploitations, au lieu d'être d'une vingtaine de grammes à la tonne comme au Transvaal, atteint dans les mines rémunératrices des environs de Kalgoorlie, 50, 80 et même plus de 100 grammes: plus chères à exploiter et moins assurées du lendemain, les mines d'Australie ne pourraient rémunérer leur capital, ni même couvrir leurs frais, si elles n'étaient beaucoup plus riches que celles du Transvaal.

La grande difficulté qui s'est opposée au développement de l'industrie jusqu'à présent est la rareté de l'eau. Le procédé universel d'extraction de l'or : broyage des minerais sous des pilons, où arrive aussi de l'eau qui entraîne les boues sur des tables amalgamées, dont le mercure retient l'or, exige de grandes quantités de liquide. Il est vrai qu'il n'y a point ou peu d'inconvénients à se servir d'eau salée pour cette opération, mais l'eau salée elle-même se paye en certains points de l'Australie de l'Ouest, et le directeur d'une des plus anciennes mines me disait qu'il l'achetait à une autre compagnie, plus heureusement partagée, et qu'elle lui revenait à 2 francs l'hectolitre. Comme on ne peut se servir d'eau salée pour les chaudières, on a dû souvent adopter des moteurs à huile minérale. De la rareté de l'eau résulte aussi l'élévation des salaires : ceux-ci stipulent toujours une somme fixe qui est le plus souvent pour les mineurs, tous Européens, de 87 fr. 50, et en certains points éloignés de 100 francs par semaine, plus la fourniture de l'eau; la ration de chaque homme est souvent réduite à 4 litres et demi par vingt-quatre heures. On a cherché des procédés permettant de traiter directement les minerais, réduits en poussière, par des réactifs chi-

miques, sans intervention de l'eau; mais on semble avoir échoué. L'achèvement, effectué au printemps de 1896, du chemin de fer jusqu'à Coolgardie et plus tard Kargoorlie, les deux principaux centres miniers, a réduit dans de grandes proportions le prix des transports, et le gouvernement a pris en main d'une manière sérieuse la question de l'eau. De nouvelles difficultés ont surgi depuis 1899 au sujet du traitement des minerais sulfureux qui constituent presque exclusivement les filons à partir d'une certaine profondeur — les parties supérieures seules étant oxydées —; mais après de nombreux tâtonnements il semble qu'on soit sur le point d'en venir à bout; cependant les divers modes de traitement entraînent encore des frais considérables. Aussi l'industrie de l'or traverse-t-elle aujourd'hui une crise dans l'Australie de l'Ouest et le rendement des mines a-t-il été un peu moindre en 1900 qu'en 1899. Il est rare cependant qu'on fasse appel en vain aux ressources de la science moderne; elles permettront sans doute aux mines ouest-australiennes de reprendre leur développement et d'exercer sur ce pays, autant du moins que le permettront ses ressources naturelles, assurément beaucoup moindres, la même influence rénovatrice que les placers de Ballarat et de Bendigo ont exercé naguère sur les colonies de l'Est.

Le travail de transformation qui s'opérait de ce côté au milieu du siècle s'accomplit aujourd'hui dans l'Ouest. On peut juger par la différence, par l'antipathie même qui existe entre les anciens colons agriculteurs, les *West Australians* de naissance et les *Other Siders*, les mineurs nouvellement arrivés pour la plupart de l'autre côté du continent australien, de l'importance du changement amené en Australie par les grandes découvertes aurifères. Partout où se produit ce phénomène, il est accompagné des mêmes conséquences sociales et politiques. Les récriminations des mineurs ouest-australiens contre leur gouvernement ont une curieuse ressemblance avec celles des *uitlanders* du Transvaal. Négligence par

l'ancienne population agricole des intérêts des districts aurifères, maintien d'un régime protectionniste, représentation insuffisante des mineurs au Parlement colonial par suite d'une mauvaise répartition des circonscriptions et d'entraves aux inscriptions électorales, voilà ce dont on accusait le gouvernement en 1895, aussi bien à Coolgardie et à Kalgoorlie qu'à Johannesburg, et ce dont on l'accuse encore aujourd'hui. Ces critiques étaient au moins aussi fondées en fait et aussi justifiées, sinon plus, en droit en Australie qu'au Transvaal, car dans le premier de ces pays, les nouveaux venus n'appartenaient pas, comme dans le second, à une nationalité étrangère; on n'y risquait pas de voir une majorité temporaire de passants plutôt que de colons submerger les vieux habitants, porter atteinte à l'indépendance du pays, en changer l'allégeance, puisque les nouveaux immigrés comme les anciens colons étaient sujets britanniques. Si l'intérêt seul de la justice et le souci de l'égalité des droits avaient préoccupé le gouvernement britannique, il eût donc semblé naturel qu'avant de faire la guerre au Transvaal pour en obtenir des réformes, il fît ces réformes chez lui, qu'il obligeât le gouvernement ouest-australien à céder aux revendications des mineurs par la menace d'ériger les districts aurifères en colonie séparée, comme beaucoup de gens le réclament et comme on l'a fait en 1851 pour Victoria, séparée de la Nouvelle-Galles du Sud.

CHAPITRE VII

Le peuplement de l'Australie.

Différence dans la manière dont s'est fait le peuplement en Australie et aux États-Unis. — La grande immigration a été beaucoup plus précoce en Australie; les nouveaux venus n'ont pu y être absorbés par les anciens colons. — Importance prépondérante de l'attraction exercée par les mines d'or dans le peuplement de l'Australie; énorme immigration qui a suivi leur découverte. — Proportion excessive de la population urbaine; — Prépondérance absolue de l'élément d'origine britannique; importance des Irlandais et des Écossais. — Ralentissement de l'immigration depuis 1891.

Lorsqu'on étudie l'Australasie et la jeune société qui l'habite, un terme de comparaison se présente naturellement à l'esprit, ce sont les États-Unis d'Amérique : on est aisément tenté de voir dans les possessions anglaises des Antipodes la reproduction de ce qu'étaient, à un stade antérieur de leur développement, les anciennes colonies de l'Amérique du Nord. Mais, en dépit de beaucoup de similitudes, plus apparentes peut-être que réelles, il existe entre les deux pays des différences capitales : outre que les conditions géographiques et climatologiques du continent australien, qui est à demi plongé dans la zone torride et dont l'intérieur n'est occupé que par des déserts et des steppes, sont tout autres que celles du territoire tempéré et richement

arrosé de l'Union américaine, les circonstances de son peuplement ont été fort différentes, et il en est résulté chez ses habitants le développement de certaines tendances, qui ne se retrouvaient à aucun degré, jusqu'à ces dernières années du moins, parmi leurs frères aînés du Nouveau-Monde; c'est ainsi que l'Australie est l'une des contrées où les doctrines socialistes ont rencontré le plus de faveur; en Amérique au contraire l'État est plus effacé, l'individu plus vigoureux qu'en aucun autre pays du monde.

Il serait facile d'établir une opposition saisissante entre les premiers colons de l'Australie et ceux des États-Unis : d'un côté, les *Pilgrim-fathers* de la *Mayflower*, les Puritains qui s'exilaient pour fonder une société conforme aux enseignements que leur foi trouvait dans la Bible; de l'autre, les forçats que, cent cinquante ans plus tard, le gouvernement anglais envoyait à Botany-Bay, pour purger la métropole de ses criminels incorrigibles. La comparaison serait trompeuse et les conclusions qu'on en tirerait, injustes. Les *convicts* ont été un instrument précieux entre les mains d'une administration habile, pour préparer la voie à la venue des colons libres, puis les auxiliaires de ceux-ci pour la mise en valeur du pays; leurs descendants n'ont jamais formé qu'un élément très secondaire de la population. Mais ce qui fait la profonde différence entre l'Australie et l'Amérique, c'est que la première a été envahie par une énorme immigration alors qu'elle était tout à fait dans l'enfance, tandis que dans la seconde s'était formé lentement, pendant deux siècles, un substratum solide grâce auquel elle a pu supporter sans rupture d'équilibre l'afflux de colons européens qui s'y porte depuis cinquante ans.

Peu après la proclamation de leur indépendance, en 1790, les États-Unis comptaient 3 900 000 habitants : la fondation des premières colonies anglaises remontait alors à plus d'un siècle et demi : l'immigration était très faible et resta longtemps encore sans importance. Dans

les dix années qui précédèrent 1830, elle ne fut que de 140 000 personnes, et à cette date il y avait en Amérique une société très fortement constituée de 12 800 000 âmes possédant une histoire, des traditions, un type très vigoureux et tout particulier. Lorsque, après 1840 surtout, l'immigration devint beaucoup plus forte, les nouveaux venus furent absorbés sans peine par la population préexistante et rapidement américanisés. Même dans la décade d'années qui suivit la découverte des mines d'or californiennes, l'immigration totale n'atteignit que 2 600 000 personnes, moins d'un huitième de la population américaine au commencement de cette décade en 1850. C'est la proportion la plus forte qu'on ait eu à enregistrer. La nation américaine, bien que formée aujourd'hui des éléments les plus divers, est ainsi dans son esprit beaucoup moins cosmopolite qu'on ne pourrait le croire d'abord : elle est restée en grande partie sous l'influence des traditions et des principes des fondateurs de l'indépendance. Les Américains de vieille souche anglaise constituent une véritable aristocratie, au sens étymologique du mot. Ce sont eux qu'on trouve à la tête de la plupart des grandes affaires, tant au point de vue technique qu'au point de vue financier; ce sont eux qui ont fourni à l'Union tous ses présidents. Si les Américains diffèrent notablement des Anglais, ils le doivent plus encore à l'esprit des premiers colons du XVIIe siècle, aux circonstances du milieu où ils s'établirent et se développèrent, n'ayant que des rapports peu fréquents avec la mère-patrie, qu'à l'infusion de sang étranger qu'ils ont reçue depuis un demi-siècle. Les traits dominants du caractère américain sont encore les mêmes que ceux que relevait Michel Chevalier dans ses *Lettres de l'Amérique du Nord*, il y a soixante ans, avant le commencement de la grande immigration.

L'Australie a toujours manqué de cette base solide qu'avaient constituée aux États-Unis les descendants des Puritains et l'aristocratie des planteurs du Sud. Un moment, on put croire que les *squatters* ou grands

propriétaires pasteurs formeraient une classe analogue à ceux-ci. Dès avant la découverte de l'or, une immigration relativement très forte, composée principalement d'agriculteurs, se dirigeait vers les Antipodes, comme en témoignent les chiffres de la population de l'Australie recensés de dix en dix ans pendant la première moitié de ce siècle.

	Population.	Accroissement annuel p. 100.
1788	1 030	»
1801	6 508	15,13
1811	11 625	11,94
1821	35 610	5,88
1831	79 306	8,34
1841	211 095	10,28
1851	430 596	7,36

En 1851, des 430 000 habitants blancs de l'Australasie, 177 000 se trouvaient dans la Nouvelle-Galles dont faisait alors partie le Queensland, encore presque entièrement désert, 76 000 habitaient Victoria, 63 000 l'Australie du Sud, 5000 l'Australie de l'Ouest, 70 000 environ la Tasmanie, 24 000 la Nouvelle-Zélande. Le développement des provinces sud-orientales de l'Australie (Nouvelle-Galles, Victoria, Australie du Sud, Tasmanie) était donc bien plus important en 1851 que ne l'était celui de l'Australie de l'Ouest en 1891; l'élément agricole et pastoral qui y prédominait alors n'en fut pas moins submergé sous l'afflux des chercheurs d'or. Ceux-ci n'ont pas fait l'Australie, qui aurait crû sans doute plus lentement sans eux, mais n'en était pas moins en voie de devenir une société prospère. Toutefois, s'ils n'ont pas fait l'Australie, ils l'ont transformée complètement; ils l'ont rendue tout autre qu'elle n'aurait été sans eux. Telle qu'elle est aujourd'hui, l'Australie date bien de la découverte de l'or; c'est là le fait prépondérant de son histoire. La grande immigration du milieu du siècle a hâté son développement, elle l'a rendu plus rapide que celui d'aucun autre pays, mais non sans

lui apporter en même temps certains défauts d'équilibre et certaines causes de faiblesse.

Accroissement de la population australasienne de 1881 à 1891 [1].

	Population (indigènes non compris).	Augmentation par décade — Totale.	Augmentation par décade — Par excédent de l'immigration sur l'émigration.	Proportion des immigrants à la population au début de la décade.
1851	430 596	»	»	»
1861	1 252 994	822 398	613 253	143 p. 100.
1871	1 924 770	671 776	291 342	23
1881	2 742 550	817 780	336 297	18
1891	3 809 895	1 067 345	386 021	14

Ainsi la population de l'Australie a presque triplé dans la période décennale qui a suivi la découverte des métaux précieux : elle a reçu pendant cette décade d'années un effectif d'immigrants moitié plus fort que sa population totale en 1851. Depuis elle a continué à croître énormément : en 1891 elle comptait neuf fois plus d'habitants que quarante ans auparavant. Les États-Unis sont loin d'avoir seulement triplé le nombre de leurs habitants dans le même laps de temps : il y a des villes-champignons en Amérique ; c'est l'Australie tout entière qui est un champignon.

L'immigration n'y a pas seulement été très nombreuse :

1. Nous donnons ici les chiffres correspondants pour les États-Unis, dont l'accroissement proportionnel est beaucoup plus faible ; encore faut-il remarquer que les chiffres de l'immigration sont des chiffres bruts, sans déduction de l'émigration, contrairement à ce qui a lieu pour l'Australasie.

	Population.	Augmentation totale.	Immigrants.	Proportion des immigrants à la population.
1850.....	23 191 876	»	»	»
1860.....	31 443 321	8 251 445	2 598 214	11.2 p. 100.
1870.....	38 558 371	7 115 050	2 466 752	7,8
1880.....	50 155 783	11 597 112	2 911 695	7,9
1890.....	62 622 250	12 466 467	5 238 728	10,1

elle a été chaotique, pour ainsi dire : les mines d'or, qui n'ont, en définitive, joué aux États-Unis qu'un rôle très secondaire, sont le fait prépondérant de la colonisation australienne. Les aventuriers de toute profession et sans profession, les gens ennemis du travail régulier ont été attirés par la grande loterie qu'est la recherche de l'or et se sont précipités sur elle. Recrutés dans les villes plutôt que dans les campagnes, ces immigrants formaient un ramassis hétérogène, sans tradition, sans cohésion, tout différent des groupes sociaux fortement cimentés qui colonisèrent les premiers l'Amérique du Nord, fort inférieur même aux hommes qu'elle reçut durant la période de la grande immigration, du moins jusque vers 1880. Sans doute le premier enthousiasme pour les mines passé, beaucoup de ceux qui avaient été attirés par elles se sont mis à exploiter les richesses plus essentielles du pays, mais nombre d'autres n'ont pu ou voulu s'y résoudre; venant des villes ils se sont entassés dans des villes; d'où l'un des fléaux de l'Australie, l'énorme proportion de la population urbaine.

Les chiffres que nous donnons en note et qui sont extraits du dernier recensement (1891) montrent à quel degré les habitants de l'Australasie sont concentrés dans les villes[1] et surtout dans les capitales des diverses colonies.

Dans l'ensemble de l'Australasie la population urbaine s'élève ainsi à 1 701 000 âmes sur 3 809 000, soit 44,7 p. 100, proportion atteinte seulement en Angleterre et en Allemagne, plus forte qu'aux États-Unis. En laissant

1. Les localités considérées comme villes sont des agglomérations de plus de 5000 habitants.

	Pop. totale.	Pop. urbaine.	P. 100.	Pop. de la capitale.	P. 100.
Victoria.....	1 140 105	616 197	54	490 896	43
Nouvelle-Galles du S.	1 132 234	506 259	45	383 283	34
Queensland.....	393 718	148 392	38	93 657	25
Australie du Sud....	320 431	153 896	48	133 252	41,5
Australie de l'Ouest.	49 782	14 054	28	8 447	12
Tasmanie.....	146 667	50 658	35	33 450	22
Nouvelle-Zélande....	526 658	211 787	34	33 224	5

de côté les colonies insulaires de Tasmanie et de Nouvelle-Zélande, où la concentration des habitants est moindre que sur le continent australien, on y voit la population urbaine former 47,3 p. 100 de la population totale. En 1851 les villes de Sydney, Melbourne et Adélaïde, les seules alors dignes de ce nom, ne comptaient ensemble que 92 000 âmes, soit 11,7 p. 100 des habitants du continent. En 1891, la population réunie de ces trois villes et de Brisbane, la capitale du Queensland, atteint 1 100 000 âmes, beaucoup plus du quart de celle de l'Australasie entière et du tiers de celle de l'Australie proprement dite. C'est encore là une différence capitale entre ce pays et l'Amérique du Nord qui, au début de ce siècle, après plus de cent cinquante ans de colonisation, alors qu'elle était peuplée de 5 millions d'habitants, ne contenait que quatre villes de quelque importance, Boston, New-York, Philadelphie et Baltimore, dont aucune n'avait plus de 100 000 âmes. L'Australie ressemble plus à ce point de vue aux anciennes colonies espagnoles de l'Amérique du Sud, où la population avait aussi été attirée par la présence des métaux précieux.

Les colonies anglaises des Antipodes diffèrent essentiellement des États-Unis d'aujourd'hui en ce qu'elles ont été peuplées, en très grande majorité, par des sujets britanniques. Parmi 3 809 000 colons australasiens, 142 000 seulement ou 3,74 p. 100 sont nés à l'étranger, au lieu que 9 250 000 habitants des États-Unis sur 62 622 000 sont dans ce cas; il est vrai que, parmi ces étrangers, 3 millions sont originaires du Royaume-Uni, c'est-à-dire de même race que la majorité de la population américaine, ce qui réduit à 6 250 000, soit à un dixième, la proportion des véritables étrangers aux États-Unis. Une seule colonie australienne approche de ce chiffre, c'est le Queensland, qui compte 8 étrangers sur 100 habitants; l'Australie du Sud, qui vient ensuite, en a 4,88; la Tasmanie 1,82 seulement. De ces 142 000 étrangers 49 000 sont des Allemands,

21000 des Scandinaves; 9000 sont des Américains du Nord, 5000 des Français; 40 000 sont des Chinois dont la présence n'est pas sans donner lieu à des conflits de race fort aigus; mais devant les restrictions sévères mises à leur immigration, cet élément est destiné à se réduire peu à peu. Si l'on retranche encore de la population australienne 18000 individus nés dans les diverses possessions anglaises en dehors de l'Océanie et près de 39000 nés sur mer ou de nationalité inconnue, il reste 3602000 personnes dont 2562000 sont nées en Australasie et 1040000 dans les Iles Britanniques. De tout temps l'immigration qui s'est portée vers les colonies des Antipodes est venue presque exclusivement du Royaume-Uni; au début seulement de la colonisation un assez grand nombre d'Allemands se sont établis dans l'Australie du Sud.

Proportionnellement à leur population, l'Écosse et surtout l'Irlande ont fourni à l'Australasie plus de colons que l'Angleterre proprement dite. Alors que celle-ci renferme près des trois quarts des habitants du Royaume Uni, elle n'a envoyé en Australasie que 590 000 de ses enfants tandis que l'Écosse et l'Irlande, six fois moins peuplées, y ont jeté, la première 176 000, la seconde 274 000 émigrants. La proportion de sang celtique est ainsi bien plus forte aux Antipodes que dans le Royaume-Uni et n'est pas sans influence sur le caractère de la population. Le nombre total des colons d'*origine* irlandaise peut être approximativement connu par celui des catholiques, qui sont au nombre de 801 000.

Dans ces dernières années, sous l'influence de la crise intense qui a commencé à sévir en Australie depuis 1891 et pour d'autres causes encore, les immigrants sont arrivés en beaucoup moins grand nombre aux Antipodes [1]. De 1881 à 1890 l'ensemble des colonies

1. Il faut observer que tout l'ensemble de l'émigration européenne s'est notablement affaibli depuis 1890, principalement à

avait gagné 386 000 habitants par l'excès de l'immigration sur l'émigration. C'étaient presque exclusivement la Nouvelle-Galles, Victoria et le Queensland qui avaient profité de ce mouvement : les parts respectives de ces trois colonies étaient de 164 000, de 112 000 et de 101 000. Par contre, l'Australie du Sud avait perdu, de ce chef, 17 100 habitants, la Tasmanie et la Nouvelle-Zélande étaient restées presque stationnaires. En 1891, les arrivées en Australasie dépassèrent encore les départs de 26 000, dont 18 000 en Nouvelle-Galles ; mais, en 1892, cet excédent tomba brusquement à 2153, se releva un peu, ensuite, jusqu'à 10 000 en 1896 et 1897, sous l'influence des grandes découvertes minières dans l'Ouest australien, puis retomba à 1960 en 1898 pour faire place, en 1899, à un excédent de 674 départs. A Victoria, où la crise s'est fait le plus vivement sentir parce que le développement en reposait sur des bases moins solides et plus artificielles, parce que l'immigration y avait été attirée surtout par le gonflement excessif et injustifié de la capitale [1], tout le gain de population réalisé de 1881 à 1890 aura été reperdu de 1891 à 1900 ; en effet de 1891 à 1899 seulement l'excès de l'émigration sur l'immigration est de 127 221 unités pour cette colonie ; après avoir atteint 25 604 personnes en 1896, l'exode continue, puisque le nombre des départs dépasse encore de 11 220 celui des arrivées en 1899. Toutes les autres colonies

cause des crises qui ont éclaté dans les pays de grande immigration : en 1889 dans l'Argentine puis au Brésil, en 1891-1893 en Australie, en 1893 aux États-Unis eux-mêmes ; ces crises ont fait ressortir l'instabilité des conditions dans les pays neufs et les excès de spéculation auxquels on s'y était livré. En 1895 il y a eu, pour les pays sud-américains du moins, un commencement de reprise ; mais une nouvelle chute est survenue et ce n'est qu'en 1900 qu'on peut noter un relèvement sensible de l'émigration européenne totale.

1. De 1881 à 1890 l'accroissement total de la population de Victoria par les naissances et par l'immigration avait été de 278 000 dont 208 000 pour Melbourne seule : en réalité la ville s'était accrue aux dépens des campagnes.

de la partie orientale de l'Australie ont souffert aussi et, si elles n'ont pas eu à enregistrer de perte sèche, du moins d'une façon suivie, c'est qu'un certain nombre de Victoriens sont venus s'y fixer. Dans les huit années 1892-1899, l'Australie du Sud a perdu par excès d'émigration, 1900 habitants; en Nouvelle-Galles, le gain n'a atteint que 30 000; dans le Queensland, pays plus neuf et où il reste énormément de richesses naturelles à mettre en valeur, il ne s'est élevé qu'à 10 000; c'est bien peu, comparé à la grande immigration de la décade 1881-1890. Par contre, la petite colonie de Tasmanie, qui végétait, a eu 12 000 arrivées de plus que de départs de 1892 à 1899, autant que dans toute la période 1881-1890, et le mouvement s'accentue; la Nouvelle-Zélande, qui a échappé à la crise parce qu'on n'y avait pas commis les mêmes excès de spéculation qu'en Australie, a eu un excédent d'immigration de 27 000 personnes, venues presque toutes du continent voisin, alors qu'on ne s'y portait guère durant les années précédentes puisqu'elle n'avait reçu que 9451 nouveaux habitants de 1881 à 1890.

C'est surtout l'Australie de l'Ouest qui a toutefois bénéficié des pertes subies par les colonies orientales, et c'est aux richesses aurifères de cette province, jadis si délaissée, où naguère s'établissaient à peine chaque année quelques centaines de nouveaux colons, qu'a été dû le maintien d'un certain courant d'immigration d'Europe en Australasie; en 1891 elle avait gagné 6000 habitants par l'immigration; elle a peu augmenté les deux années suivantes, l'immigration restant faible; mais, en 1894, il y eut un gain de 16 000 personnes, puis de 18 000 en 1895, de 36 000 en 1896, de 22 000 en 1897; en 1898, l'excédent des arrivées fléchit brusquement à 4 000 et devint insignifiant, 50 seulement en 1899. Il semble que l'Australie de l'Ouest soit aujourd'hui saturée, sa population n'en a pas moins plus que triplé, passant de 49 782 âmes en 1891 à 171 030 à la fin de 1899.

Malgré ce développement de l'Ouest et celui des colonies insulaires, l'immigration nette n'est estimée en

tout de 1891 à 1899 qu'à 61 824 personnes ; il est certain que le recensement de 1901 ne fera pas ressortir une augmentation aussi forte que celui de 1891. Au 31 décembre 1899 la population de l'Australasie était estimée à 4 482 980 personnes. Comme ces évaluations sont toujours plutôt exagérées, les statistiques des départs étant assez défectueuses, il est probable qu'au milieu de 1901 on ne recensera guère que 4 600 000 âmes, augmentation de moins de 800 000 unités, soit 20 p. 100 au lieu de 1 067 000, soit 40 p. 100 pendant la décade de 1881-1890 [1]. Il est possible que l'immigration lui revienne à l'avenir, cela dépend en grande partie des Australiens eux-mêmes. Quoiqu'il en soit l'Australie n'en est pas moins aujourd'hui *a white man's country*, comme disent les coloniaux anglais, un pays de blancs. Elle a la bonne fortune de ne pas connaître de haines de couleur, de ne pas avoir recruté, comme les États-Unis, un huitième de ses habitants parmi une race différente et peu progressive, triste rançon de l'esclavage : et le péril asiatique, s'il doit exister jamais, est encore lointain. Quant aux restes de ses indigènes, aux 40 000 Maoris de la Nouvelle-Zélande, aux quelque 200 000 négroïdes errants dans les déserts de l'Australie, on peut les plaindre, condamnés qu'ils sont à disparaître parce qu'ils sont trop faibles dans la lutte pour la vie. Toutefois il ne faut pas oublier que, si l'Australasie est devenue un pays de blancs, ce n'est pas seulement par le droit du plus fort, ou grâce à l'extrême salubrité du climat, mais aussi par le droit du plus civilisé, parce que les Européens ont su mettre en valeur des ressources ignorées des bandes de sauvages ou des tribus de barbares qui l'ont, seules, peuplée si longtemps.

1. Ces lignes étaient écrites quand nous parvient, au moment où nous les revoyons, le résultat global du recensement de 1901, qui n'accuse en effet que 4 550 651 habitants, soit 740 756 seulement de plus qu'en 1891 ; l'excédent de l'immigration ne doit avoir été d'après cela que de 40 000 personnes environ.

CHAPITRE VIII

Les richesses de l'Australie. La production minérale.

Valeur de la production minérale australienne. — L'or : sa production depuis l'origine, en 1895 et en 1896, dans les diverses colonies. — Placers et filons de quartz ; organisation de l'industrie ; richesse des gisements, leur irrégularité fréquente. — Nombre de personnes occupées à l'extraction de l'or. — L'argent ; Broken-Hill. — Le cuivre, l'étain, le fer. — La houille en Nouvelle-Galles et en Nouvelle-Zélande. — Exportation des houilles néo-galloises. — Décomposition de la production minérale en 1892.

Nulle part au monde l'introduction de la civilisation européenne n'a accompli aussi vite une aussi énorme transformation qu'en Australasie. Un siècle est à peine écoulé depuis que le capitaine Philip débarquait sur les côtes de la Nouvelle-Galles, au milieu des denses forêts d'eucalyptus, sa chiourme de forçats, et quatre millions d'hommes peuplent déjà ce pays lointain dont le commerce extérieur s'élève à deux milliards de francs. Presque tous les facteurs de cette richesse : hommes, plantes et animaux ont été importés d'Europe. L'Australasie n'a de ressources véritablement autochtones que dans le règne minéral ; ce ne sont pas aujourd'hui et ce n'ont jamais été, malgré les apparences, les plus importantes, mais la valeur des minéraux extraits de son sol n'en atteint pas moins annuellement 627 millions de francs sur une production totale de 3 milliards 450 mil-

lions (1899), et parmi eux se trouve l'or, dont la découverte a tant contribué à l'essor de ce pays.

Bien que le bruit eût couru, dès 1823 et à plusieurs reprises depuis, de l'existence de l'or en Australie, ce n'est qu'en 1851 qu'il fut découvert en quantités importantes, d'abord en Nouvelle-Galles du Sud, puis à Ballarat, en Victoria, le jour même où cette colonie fut définitivement séparée de la Nouvelle-Galles du Sud. Dès l'année suivante la production de l'or atteignait 275 millions de francs, et en 1853 elle s'élevait à 310 millions. De 1851 à 1900, il a été extrait des mines et des placers d'Australie 11 milliards de francs de métal jaune, dont près des deux tiers proviennent de la seule Victoria. Après avoir atteint une moyenne annuelle de 280 millions pendant la première décade d'années qui suivit la découverte des mines, la production aurifère était tombée en 1886 à la moitié de ce chiffre par suite de l'épuisement de nombreux placers à Victoria, en Nouvelle-Zélande, dans la Nouvelle-Galles du Sud. Depuis, l'importance croissante des mines de Queensland et, tout récemment, la découverte de celles de l'Australie de l'Ouest, jointes à une recrudescence d'activité à Victoria et en Nouvelle-Zélande, ont de nouveau énormément enflé l'importance de l'extraction. Depuis 1898, c'est l'Australie de l'Ouest qui a supplanté Victoria au premier rang. Le tableau ci-dessous indique la valeur de la production aurifère dans chacune des colonies depuis l'origine, en 1899 et en 1900 (en millions de francs).

	OR EXTRAIT		
	Depuis l'origine jusqu'au 31 décembre 1899.	En 1899.	En 1900 (résultats approximatifs).
Nouvelle-Galles du Sud...	1.200	44,3	42,4
Victoria.....	6.405	86,2	81,0
Queensland	1.195	71,5	73,5
Australie du Sud.....	56	2,0	3,2
Australie de l'Ouest.....	426	157.5	145,0
Tasmanie.....	108	8,2	8,4
Nouvelle-Zélande.....	1.410	38,2	37,3
Australasie entière.....	10.800	408,0	391,0

En 1899, il a été extrait dans le monde entier plus d'or qu'en aucune année précédente. L'Australasie, qui ne s'était jamais, non plus, montrée aussi féconde que cette année, venait en tête de tous les pays du globe, et fournissait le quart de la production totale du monde (1 620 millions de francs). En 1900, cette production mondiale s'est abaissée à 1 300 millions par suite de la guerre qui a arrêté les mines du Transvaal; l'Australasie elle-même a un peu faibli et s'est laissé légèrement dépasser par les États-Unis.

En Australasie, comme en Amérique, les gîtes aurifères sont de deux sortes : veines de quartz et placers ou alluvions. Ces derniers, qui ont fourni au début la plus grande quantité de l'or australien, jouent encore aujourd'hui un rôle considérable. En 1899, dernière année pour laquelle nous ayons sous les yeux les statistiques détaillées de la production, 468 000 onces d'or, sur les 4 048 000 qui avaient été extraites du sol de l'Australie propre et de la Tasmanie, provenaient des placers. Dans Victoria ils fournissaient 270 000 onces contre 584 000 onces extraites de filons de quartz; en Nouvelle-Galles on extrayait 91 000 onces d'or alluvial contre 404 000 d'or de filon. Dans les autres colonies les placers ne jouent plus qu'un rôle insignifiant qui tend à diminuer sans cesse; en 1892 encore ils alimentaient près du quart de la production totale; ils sont tombés au neuvième aujourd'hui.

Ce n'est que très exceptionnellement qu'on rencontre en Australie de puissantes compagnies minières ayant organisé l'extraction de l'or sur une grande échelle. Les concessions sont en général peu considérables, dépassant fort rarement 100 acres (40 hectares) en étendue. La plus vaste mine de la Nouvelle-Zélande, *Waihi*, occupe 410 acres (164 hectares); dans les autres colonies elles sont en général plus petites : dans les nouveaux champs d'or de l'Australie de l'Ouest, notamment, la plupart des mines n'ont que 5 ou 10 hectares; l'une des plus grandes, *Great Boulder*, en comprend 32. Les pla-

cers sont souvent exploités assez primitivement : dans le traitement des sables on laisse se perdre beaucoup d'or qui est parfois entraîné à la mer, comme sur la côte ouest de Nouvelle-Zélande, ou bien reste dans les résidus qui sont fréquemment lavés une seconde fois par des Chinois, travaillant pour leur propre compte. Si les mines de quartz sont exploitées avec plus d'économie et de compétence, parce qu'elles sont en général entre les mains de sociétés plus importantes, elles n'en sont pas moins outillées d'une façon beaucoup moins puissante, beaucoup moins luxueuse que les mines de l'Afrique du Sud : on n'y voit point les pilons qui broient le minerai réunis en d'immenses batteries par cent ou deux cents. Vingt ou quarante pilons sont déjà un fort bel outillage pour une mine australienne. Jamais, il est vrai, l'extraction de l'or n'avait revêtu vraiment le caractère d'une grande industrie avant la découverte des mines du Witwatersrand dans l'Afrique du Sud. Des concessions peu étendues, le plus souvent aux mains d'un petit nombre de personnes et qu'on s'efforçait de travailler économiquement, avec un capital relativement faible, voilà quelle avait toujours été, à de très peu nombreuses exceptions près, l'organisation de l'industrie aurifère en Australie et même en Amérique, et la raison en était fort simple : la durée des mines, dans ces pays, est des plus incertaines, les filons ont une teneur souvent sujette à de brusques variations, et se perdent parfois tout à coup. Ces incertitudes sont plus grandes en Australie que partout ailleurs; aussi ai-je bien souvent entendu dire à des « capitaines » — c'est ainsi qu'il est d'usage d'appeler les directeurs des exploitations minières — qu'en règle générale les actions d'une société devaient se capitaliser au denier trois.

Il est naturel que la plus grande économie soit apportée à l'exploitation de gisements aussi capricieux et que les frais de premier établissement d'une industrie aussi aléatoire soient aussi réduits que possible.

D'après les documents officiels, la valeur des machines employées en 1892, dans les champs d'or des cinq colonies de Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Tasmanie et Nouvelle-Zélande, les seules importantes productrices d'or à cette époque, ne dépassait pas 110 millions de francs; c'est peu si l'on songe que la valeur de l'or extrait était de 162 millions [1].

La richesse des mines australiennes est naturellement des plus variables : on a essayé cependant d'obtenir des moyennes de rendement; sans prétendre à une exactitude absolue, ces moyennes peuvent donner des indications intéressantes. Pour les cinq années 1888-1892 on est arrivé aux résultats suivants : en Nouvelle-Galles le rendement moyen annuel a varié de 15 à 21 *pennyweights* (23 à 32 grammes) par tonne, en Victoria de 9 à 10 dwts (14 à 15,5 grammes), en Queensland de 24 à 38 (37 à 59 grammes), en Tasmanie de 15 à 25 (23 à 39 grammes). Les minerais de Victoria seraient donc en général les plus pauvres, ce qui pourrait s'expliquer en partie par l'ancienneté plus grande de l'industrie aurifère dans cette colonie. La richesse des minerais du Queensland est due en grande partie à la célèbre mine de Mount Morgan, qui a fourni pendant ces cinq années un cinquième à un tiers de la production totale du Queensland [2]. Si la teneur moyenne en or des mine-

1. Depuis quelques années on semble se départir en Australie de ces principes de stricte économie, et l'industrie aurifère tend à s'organiser en grand, sur le modèle de celle du Transvaal, avec de vastes installations. C'est ainsi que l'ensemble du capital des mines de l'Ouest atteignait déjà 1500 millions de francs en 1896. Il n'est pas certain que ce changement de méthode n'ait que des résultats heureux, vu la différence capitale entre les deux natures de gisements (*Note de la 1re édition*). — L'expérience n'a jusqu'à présent que trop donné raison à ce que nous écrivions il y a quatre ans. Pour constituer ces capitaux considérables on a dû s'adresser en Europe; on a dépensé sans compter l'argent d'actionnaires qui ne pouvaient suivre de près la marche de l'exploitation; on les a trop souvent bernés de fausses nouvelles et rendus victimes d'une spéculation sans scrupules.

2. Cette mine, située près de Rockhampton, avait déjà dis-

rais australiens n'est pas en somme particulièrement forte, on trouve parfois des poches d'une richesse extraordinaire : on en cite une, dans la Nouvelle-Galles, où 10 tonnes de quartz donnèrent 50 kilogrammes d'or fin : trop souvent ces amas s'épuisent rapidement, pour faire place à un filon très pauvre; de graves déboires ont été éprouvés ainsi récemment encore dans l'Australie de l'Ouest. Quant aux pépites proprement dites, aux masses d'or natif, on n'en a trouvé dans aucun pays autant qu'en Australie; la plus grosse que l'on connaisse, le *Welcome Stranger*, « l'étranger bienvenu », a été découverte en Victoria le 9 février 1869 et pesait 85 kilogrammes, valant ainsi près de 300 000 francs. Aujourd'hui encore il ne se passe guère de mois sans qu'on signale la trouvaille de quelque lingot de 20, 40, 50 onces, représentant une valeur de plusieurs milliers de francs : une pépite de ce genre fut trouvée aux environs de Melbourne, pendant mon séjour dans cette ville, par un promeneur qui trébucha dans un sentier sur la pierre qui la contenait; j'en ai également vu à Coolgardie une autre de 40 onces, que l'on venait de trouver dans l'Australie de l'Ouest. Ces découvertes ne sont pas sans inconvénients moraux; elles surexcitent les esprits et, en faisant toujours entrevoir la possibilité de faire fortune par un heureux hasard, portent la population à faire peu de cas du travail régulier et contribuent à développer l'amour de la spéculation et du jeu sous toutes ses formes, qui est un des fléaux de l'Australie.

Si la production de l'or est encore aujourd'hui l'une des plus importantes des colonies, si sa découverte a été un fait capital dans l'histoire de leur développement, le nombre d'hommes qu'occupe l'extraction du précieux métal est relativement très faible, il ne s'élevait, en 1892, qu'à 54 000, dont un dixième de Chinois qui arrivent à gagner leur vie en lavant une seconde

tribué, à la fin de 1899, 130 millions de dividendes (en quinze ans). C'est une énorme butte de minerai ferrugineux très riche, où l'or aurait été déposé par des geysers et des sources thermales.

fois les sables déjà traités par les blancs. C'est là vraiment un chiffre infime et qui montre bien que les mines d'or sont surtout, pour les pays où elles se trouvent, une excellente réclame, mais ne peuvent d'elles-mêmes nourrir qu'une proportion très restreinte des immigrants qu'elles attirent.

Depuis 1892 le nombre des mineurs et chercheurs d'or s'est notablement accru, et s'est élevé à 96,000 : la découverte des vastes gisements miniers de l'Ouest a attiré de ce côté des milliers de personnes, d'autant qu'elle a coïncidé avec la rude commotion économique qui s'est abattue sur les grandes colonies orientales. Nombre de personnes ne trouvant plus d'occupation rémunératrice se sont dirigées vers les champs d'or, et les dizaines de milliers d'habitants qui ont quitté Melbourne depuis 1891 ont en grande partie émigré dans l'Ouest ; d'autres se sont simplement remis à travailler les anciens gisements de Victoria même, et il s'est produit ainsi une recrudescence d'activité dans les anciens centres.

L'or est le principal des métaux retirés du sol de l'Australie ; sa production représente les deux tiers de la valeur totale de la production minérale (408 millions de francs sur 627 millions en 1899) ; si l'on remonte à l'origine de la colonisation australienne, sa part est encore plus grande et atteint les quatre cinquièmes de la valeur de l'ensemble : les autres industries minières sont de date plus récente. L'une d'elles, aujourd'hui très considérable, celle de l'argent, ne remonte qu'à 1885, époque où furent découverts dans l'extrême Ouest de la Nouvelle-Galles, sur les confins de l'Australie du Sud, les immenses gisements de Broken-Hill. Depuis, l'extraction du métal blanc est toujours restée confinée dans ce centre d'une étendue très restreinte, mais d'une énorme richesse et qui s'est immédiatement classé le premier parmi les producteurs d'argent du monde, laissant loin en arrière les fameuses mines de Huanchaca en Bolivie et celles des États-Unis. Un *rush* de cher-

cheurs d'argent se produisit, lors de la découverte, vers les montagnes désolées de la Barrière-Range au pied desquelles se trouvent les mines, dans une contrée aussi aride et plus morne, à cause de sa dénudation, que l'Australie de l'Ouest. Une ville de 20 000 habitants y est née en quelques années, qu'on a rapidement reliée par un chemin de fer à voie étroite à Adélaïde, le port le plus voisin, où l'on embarque pour l'Angleterre les lingots d'argent brut et les minerais que ne suffisent pas à traiter sur place les usines de fusion, installées par la principale compagnie, *Broken Hill Proprietary Mines.*

Le nombre d'ouvriers employés par les diverses compagnies, dont cinq à six seulement sont importantes, est de 4000 environ dont les trois quarts travaillent pour la société que nous venons de citer. La production a atteint son maximum en 1891, où la valeur de l'argent et des minerais d'argent et de plomb argentifère exportés a été de 90 millions de francs; elle s'est abaissée ensuite jusqu'à 42 millions en 1895 à cause de difficultés persistantes entre patrons et ouvriers, et surtout à la suite de la grande dépréciation de l'argent, et ne s'est relevée qu'à 52 millions en 1899 : Broken-Hill s'est aussi en partie dépeuplé au profit de l'Australie de l'Ouest. L'avenir de l'industrie, pour lequel on avait eu quelques craintes, à cause des difficultés de traiter les minerais sulfureux qui forment une proportion de plus en plus grande des dépôts à mesure qu'on avance en profondeur, paraît maintenant assuré, ce problème de chimie étant résolu.

En dehors de Broken-Hill, la production de l'argent est insignifiante en Australie et sa valeur n'atteint guère que 2 millions, venant de quelques mines du Queensland et de la Tasmanie.

Deux autres métaux sont extraits en quantités notables du sol de l'Australie : le cuivre et l'étain ; la production du premier paraissait en décadence, il y a quelques années; en 1892, l'ensemble de l'Australasie ne produisait que pour 8 millions de cuivre. Depuis la production

s'est beaucoup relevée, partie sous l'influence des hauts prix du métal qui ont ramené des travailleurs dans des mines naguère abandonnées de l'Australie du Sud et de la Nouvelle-Galles, partie par la mise en exploitation de nouvelles et riches mines en Tasmanie : en 1899, l'Australasie a produit environ 30 000 tonnes de cuivre valant 51 millions de francs; 60 p. 100 venaient de Tasmanie; le reste se partageait également entre l'Australie du Sud et la Nouvelle-Galles. L'Australie vient ainsi en bon rang parmi les producteurs de cuivre du monde après les États-Unis (260 000 tonnes) et l'Espagne (54 000 tonnes); elle fournit 6 p. 100 de la production totale. Longtemps plus importante, l'extraction de l'étain l'est moins aujourd'hui que celle de cuivre. On trouve le métal en quantités considérables en Queensland, en Nouvelle-Galles et surtout en Tasmanie; d'importants dépôts existent aussi dans le territoire du Nord, mais ils ne sont pas encore exploités. Il n'a été exporté d'Australie, en 1899, que 3 300 tonnes et, en 1900, que 3 200 tonnes d'étain (la production du monde entier étant de 76 000 tonnes); un peu plus de la moitié de l'étain australien s'extrait en Tasmanie, le reste en Nouvelle-Galles et au Queensland.

Les gisements de fer sont nombreux en Nouvelle-Galles et en Nouvelle-Zélande : plusieurs sont d'excellente qualité et situés à proximité de dépôts de houille et de calcaire qui en rendront un jour l'exploitation facile; mais ce jour n'est pas encore venu : l'Australie a suffisamment à faire en exploitant les ressources brutes de son sol sans chercher à les manufacturer elle-même. Elle est trop jeune pour la grande industrie.

Cependant ses mines de houille sont dès maintenant pour elle un élément de richesse des plus importants et le seront plus encore à l'avenir : répéter que le charbon et le fer sont en réalité plus précieux pour un pays que l'or et l'argent est une vérité devenue presque banale à force d'avoir été dite. Dès aujourd'hui, en digne fille de la Grande-Bretagne, l'Australie est un

pays exportateur de charbons : sur une production annuelle de 6 millions et demi de tonnes, elle en envoie près de 1 200 000 au dehors. Tout cet excédent des exportations provient de la Nouvelle-Galles du Sud, où s'extraient les trois quarts des charbons australiens. Dans cette seule colonie, la production a atteint, en 1899, le chiffre de 4 597 000 tonnes, dont 1 624 000 étaient envoyées aux autres colonies australiennes, tandis que 1 174 000 tonnes étaient expédiées en dehors de l'Australasie : la distribution de ces exportations est intéressante à connaître : 190 000 tonnes allaient aux archipels du Pacifique, dont la Nouvelle-Galles est le principal fournisseur; 412 000 dans l'Amérique du Sud; 66 000 aux Indes et en Chine; 8 000 à l'île Maurice, enfin 190 000 aux États-Unis, où la région du Pacifique manque de charbon; le reste était réparti entre de petits clients divers. L'exportation au loin des houilles néo-galloises n'a que médiocrement augmenté depuis 1891, où elle atteignait déjà 1 000 000 de tonnes; elle avait, il est vrai, beaucoup fléchi dans l'intervalle, tombant à 700 000 tonnes en 1893. Si elle avait ainsi décru, ce n'est pas à l'épuisement des gisements qu'en était la faute : quoiqu'ils aient été exploités dès 1826, on estime que les bassins déjà reconnus contiennent encore 500 millions de tonnes de combustible et l'on en a découvert tout récemment de nouveaux qui s'étendent sous la baie même de Sydney; ce n'est pas non plus à l'infériorité de leur qualité, car elles contiennent 79 p. 100 de carbone en moyenne et peuvent soutenir la comparaison avec les bonnes houilles anglaises qui en renferment 80 p. 100; les mines sont d'ailleurs bien situées, la bande des terrains carbonifères s'étendant tout le long de la mer de part et d'autre de Sydney, et les principales se trouvant tout près du bon port de Newcastle, le grand centre d'exportation des houilles de la Nouvelle-Galles comme son homonyme britannique est celui des houilles du nord de l'Angleterre. La raison principale de la décadence momentanée et du lent

développement de l'exportation et de la production néo-galloise, celles-ci tombées à 3 273 000 tonnes en 1893, ce sont les difficultés constantes entre patrons et ouvriers aboutissant à des grèves prolongées pendant trois et six mois. Une grève générale avait eu lieu en 1890; depuis, d'autres se renouvelaient, à intervalles rapprochés. Le port de Newcastle, où l'on n'était plus assuré de trouver des approvisionnements suffisants, était déserté par les navires et perdait son animation d'autrefois. Favorisées par les luttes du travail et du capital en Australie, les houillères de la Colombie britannique et du Japon se sont beaucoup développées et tendent à s'emparer des marchés de l'Extrême-Orient et de l'Amérique du Nord. Il est évident que tôt ou tard ces débouchés doivent échapper aux houilles australiennes, qui y ont déjà perdu beaucoup de terrain. Mais il leur reste encore un fort beau champ d'expansion avec tout le Pacifique, au sud de l'Équateur, la côte ouest de l'Amérique du Sud, les îles de la Sonde, si l'industrie sait réagir contre les tendances de désorganisation. La valeur du charbon à l'orifice du puits a été en moyenne, en Nouvelle-Galles, pendant les dix années 1884-1893, de 8 sh. 8 d. la tonne (10 fr. 85), alors qu'elle était, pendant la même période, d'après le statisticien Mulhall, de 6 shillings en Angleterre, de 5 sh. 3 d. en Allemagne, de 7 sh. 6 d. en Belgique, de 8 sh. 4 d. aux États-Unis et de 9 shillings (11 fr. 25) en France.

Les prix ont naturellement subi, aux Antipodes, dans ces dernières années, des fluctuations parallèles à celles qu'ils ont éprouvées en Europe. La production de la houille en Nouvelle-Galles du Sud, en 1899, ne constituait pas un maximum: elle restait au-dessous de celle de 1898 (4 706 000 tonnes); le chiffre de 1891 était de 4 307 000 tonnes.

La Nouvelle-Zélande contient aussi de grands gisements de houille; elle en extrayait 975 000 tonnes, dont 350 000 de lignite en 1899, contre 673 000 en 1891; elle exportait même 66 000 tonnes vers les autres colo-

nies et 23 000 au dehors; malheureusement ses principales mines, qui fournissent les deux tiers de sa production, formées d'excellent charbon, sont situées sur la côte ouest de l'île du Sud, très resserrée entre la mer et de hautes montagnes et ne possédant pas de bons ports, ce qui gêne le développement de l'exportation et par conséquent celui de la production; en outre, circonstance défavorable, le prix de la tonne de houille est généralement de 2 à 5 francs plus élevé en Nouvelle-Zélande qu'en Nouvelle-Galles du Sud. On estime à 200 millions de tonnes la réserve de charbon contenue dans les gisements actuellement connus de la Nouvelle-Zélande. Parmi les autres colonies australiennes, le Queensland produit encore du charbon en quantité notable et presque suffisante pour sa consommation (494 000 tonnes en 1899 contre 265 000 tonnes en 1892); ses mines sont situées dans les parties voisines de la Nouvelle-Galles du Sud. Victoria, où l'extraction était presque nulle, il y a dix ans, donne aujourd'hui 262 000 tonnes. La production des autres colonies est insignifiante. Dans son ensemble l'industrie houillère occupe en Australie 15 000 personnes, dont 10 500 en Nouvelle-Galles du Sud, 2100 en Nouvelle-Zélande et 1100 en Queensland. Grâce à leur richesse en charbon et en fer, la Nouvelle-Zélande et surtout la Nouvelle-Galles du Sud sont destinées par la nature à devenir un jour les centres industriels de l'Australasie.

CHAPITRE IX

L'élevage. — La production de la laine.

La richesse essentielle de l'Australie. — La prépondérance de l'élevage est la conséquence des conditions naturelles. — Les grandes « stations » ou *runs* de moutons; leur organisation. — Les *squatters* : la baisse des prix de la laine. — L'invasion des lapins. — Les divers modes de tenure de la terre; la location à l'État est le plus répandue. — Proportion des terres déjà appropriées. — Surface nécessaire pour nourrir un mouton; les terres encore vacantes: l'avenir de l'industrie pastorale.

Bien que l'or ait joué le rôle d'un stimulant énergique dans le développement de l'Australie, les bienfaits de sa découverte n'ont pas été sans mélange, car l'état d'équilibre instable de la société coloniale et l'importance excessive des agglomérations urbaines en ont été les résultats. D'ailleurs, si l'exploitation des mines et des placers a fait oublier pendant quelques années les ressources plus essentielles et plus durables du pays, celles-ci n'ont pas tardé à reprendre le premier rang: aujourd'hui, comme avant 1851, c'est la production de la laine qui est le fondement de la prospérité économique des colonies australiennes, et longtemps encore, sinon toujours, l'élevage des troupeaux, des moutons surtout, restera au premier rang de leurs industries.

La prépondérance du pâturage sur l'agriculture, du *squatter* sur le *farmer*, est la conséquence directe de la

nature du sol et du climat. Une bande de terre qui suit le rivage de la mer, large de 100 kilomètres en moyenne le long de la côte orientale, en Nouvelle Galles et au Queensland, d'un peu plus dans Victoria, d'un peu moins dans l'Australie du Sud, existant à peine ailleurs, voilà tout ce qui est propre à la culture; dès que l'on a dépassé les chaînes plus ou moins élevées qui limitent cette zone, on se trouve, si l'on est parti de la côte occidentale, dans cet étrange désert couvert d'arbres, mais absolument stérile, où sont semés les nouveaux champs d'or de l'Australie de l'Ouest; si l'on vient au contraire de l'est ou du sud-est, dans d'immenses steppes, où les affluents du Murray, profondément encaissés entre des berges de sable jaune, plus élevées que les plaines voisines, promènent, en interminables sinuosités, leur lit qui n'est souvent qu'un chapelet de mares en été, mais d'où l'eau déborde en hiver pour transformer en lacs certaines dépressions des plaines. Dans cette moitié orientale du continent les eucalyptus qui couvrent en grandes forêts la région maritime et les flancs des chaînes côtières se font de plus en plus rares à mesure qu'on s'éloigne de la côte; les éleveurs en sont d'ailleurs les ennemis et les détruisent pour pouvoir nourrir plus de bêtes à laine, n'en laissant guère qu'aux abords des villes et des habitations.

Toute cette région du bassin du Murray, et en particulier les immenses plaines du Darling, au sol un peu salé, où se plaît l'herbe spéciale dite *salt bush*, est la terre d'élection des mérinos, importés d'Espagne à la fin du siècle dernier, et qui forment aujourd'hui les neuf dixièmes des troupeaux du continent australien. Le climat du littoral serait trop humide pour eux, mais à l'intérieur la pluie totale n'est que de 200 à 400 millimètres, et pendant les deux tiers de l'année la sécheresse est absolue. L'été y est torride, celui de Bourke sur le Darling, la principale ville de l'ouest de la Nouvelle-Galles, est aussi chaud que celui du Caire; entre le jour et la nuit, entre l'hiver et l'été, les écarts du

thermomètre sont énormes; mais la température moyenne de l'hiver est encore de 12; s'il gèle parfois la nuit, ce n'est que rarement et très légèrement, et la neige est inconnue. Les éleveurs peuvent ainsi laisser leurs troupeaux en plein air toute l'année, sans avoir à craindre que le froid ne les décime, comme il arrive trop souvent sur les hauts plateaux algériens par exemple. La douceur de l'hiver est une condition essentielle pour l'élevage extensif des bêtes à laine qui se retrouve dans tous les pays qui s'y livrent en grand : l'Australie, l'Afrique méridionale, tandis que des conditions climatologiques opposées ont empêché les États-Unis de prendre un des premiers rangs dans cette industrie. Le nombre des moutons australiens, qui était de 105 en 1792, s'élevait en 1861 à 23 millions, à 49 en 1871, à 78 en 1881, à 124 286 000, enfin, à la fin de 1891, où le troupeau australien atteignit son maximum La seule colonie de Nouvelles-Galles du Sud avait décuplé son troupeau en trente ans et possédait, en 1891, 61 800 000 bêtes à laine; sa voisine du nord, le Queensland, où le mouton n'est élevé que dans le tiers méridional, en avait 20 millions; sa voisine du sud, Victoria, 13 millions. A l'ouest de ces trois colonies commence le véritable désert australien où les pluies deviennent extrêmement faibles, où le sol est souvent couvert de fourrés inextricables d'eucalyptus rabougris; déjà le nord-est de Victoria, le pays du *mallee-scrub*, se trouve dans ce cas. Dans l'Australie du Sud, dont l'immense territoire traverse d'outre en outre le continent, il n'y avait plus que 7 millions de moutons : les *stations* y sont disséminées au pied de quelques chaînons montagneux qui arrêtent les rares nuages et les obligent à verser quelques pluies sur leurs pentes : c'est pour porter des provisions à leur personnel à travers les solitudes qui séparent des terrains cultivables que le chameau, aujourd'hui si utile dans les champs d'or de l'Ouest, a été d'abord introduit en Australie. Toute la moitié occidentale du continent, à l'ouest de la ligne télégraphique qui le traverse du

nord au sud, du fond du golfe Spencer à Port Darwin, en face des îles de la Sonde, avec ses immenses déserts et les herbes vénéneuses qui se mêlent trop souvent à ses pâturages déjà rares, ne contient pas 2 millions de moutons : la richesse, comme la population de cette région, n'était, hier encore, qu'un facteur insignifiant dans l'ensemble de la société australienne.

Une série de sécheresses sans précédent a notablement réduit le troupeau australien depuis 1892; les années 1895 et 1897 ont surtout été désastreuses. Dans la colonie de Nouvelle-Galles du Sud le chiffre des bêtes à laine, diminué de 40 p. 100 en 8 ans, était tombé, à la fin de 1899, à 36 200 000; dans l'Australie du Sud, il était descendu dans le même laps de temps de 7 600 000 à 5 700 000; au Queensland, où, cependant, la colonisation s'avance moins loin dans l'intérieur, de 20 300 000 à 15 200 000. Malgré le maintien du petit troupeau tasmanien aux environs de 1 600 000 têtes et un progrès appréciable constaté dans l'Australie de l'Ouest (2 280 000 au lieu de 1 960 000) de même qu'en Nouvelle-Zélande, pays à l'abri des sécheresses où le nombre des moutons est passé de 18 500 000 à 19 300 000, l'ensemble des bêtes à laine australasiennes n'est plus évalué, à la fin de 1899, qu'à 93 645 000, en diminution de plus de 25 p. 100 par rapport à l'effectif de 1891.

La quantité de laine produite a naturellement subi des oscillations semblables à celles de l'effectif du troupeau : de 172 millions de kilogrammes en 1881 elle est passée à 350 millions en 1892 et retombée à 304 millions en 1897. Toute cette laine est exportée, sauf 3 ou 4 millions qui restent en Australie pour la consommation locale. La valeur des exportations de laine atteint bon an mal an la moitié de la valeur des exportations totales de l'Australie (560 millions sur 1020 millions en 1892, 488 millions sur un milliard en 1897). Ce n'est pas dans ses grandes villes, ni dans ses champs d'or, c'est dans les plaines du Murray et du Darling qu'il faut chercher les véritables sources de la prospérité de l'Australie.

Ces plaines sont découpées en énormes exploitations dont la plus grande partie est seulement louée à leurs propriétaires par la couronne. Pour se faire une idée de leur étendue, il faut savoir que dans la *Western division* de la Nouvelle-Galles, la partie la plus occidentale et exclusivement pastorale de la colonie, 16 millions d'hectares sont loués pour vingt-huit ans à 309 *squatters* qui ont ainsi en moyenne 50000 hectares chacun pour y faire paître leurs troupeaux : il ne faudrait que 10 à 12 de ces propriétés juxtaposées pour égaler la surface d'un département français. Certaines sont plus grandes encore ; je rencontrai, sur le paquebot qui me portait d'Amérique en Australie, le régisseur d'une ferme de 200000 hectares, qui venait de prendre un congé de six mois pour voir l'Europe et l'Amérique, et retournait s'enfermer au milieu de ses 250000 moutons à 1000 kilomètres de Sydney, dans les torrides solitudes de l'ouest de la Nouvelle-Galles. L'exploitation que je visitai, dans la région du Lachlan et qui contenait 160000 bêtes à laine sur environ 120000 hectares, était beaucoup moins éloignée, à quelques kilomètres seulement d'une station de chemin de fer. Une route passable mène de la gare à l'habitation du régisseur, maison légèrement bâtie, entourée de vérandas, comme il convient dans les pays chauds ; à l'intérieur on pourrait se croire chez un gentleman-farmer d'Angleterre ; seule la vue, par la fenêtre, des eucalyptus qui en ombragent les abords rappelle qu'on est aux Antipodes. Près de là sont les logements, confortables eux aussi, du personnel, qui, pour cet énorme troupeau, ne comprend que 60 hommes. Encore, me dit-on, est-ce là la propriété d'une compagnie, qui ne regarde pas à la dépense : un particulier se chargerait de diriger ce domaine en n'employant qu'une vingtaine de personnes. Autrefois il aurait fallu quantité de bergers. Mais, aujourd'hui, on les a supprimés : des barrières de fils de fer divisent tout le terrain en de nombreux paddocks, dans lesquels les moutons sont enfermés ; le rôle des employés se

borne presque à faire des rondes pour s'assurer qu'on ne vole pas les animaux, et que les barrières sont en bon état. On a pu ainsi mieux aménager la propriété, et en laisser reposer régulièrement certaines parties.

Il faut certes un tempérament bien trempé pour diriger des exploitations de ce genre et vivre presque constamment loin de toutes les distractions de la vie civilisée, surtout dans l'extrême Ouest de la Nouvelle-Galles, où nombre de domaines sont à 100 kilomètres de toute ville. Aussi la plupart des squatters avaient-ils pris l'habitude de ne rester que la moitié de l'année sur leurs terres et de venir passer l'autre à Sydney ou à Melbourne; au moins s'y rendaient-ils tous lors de la grande saison des courses, le divertissement favori des Australiens, en octobre et novembre, aussitôt après la tonte des moutons, et y menaient-ils grand train; quelques-uns ne paraissaient que fort rarement sur leurs « stations » et passaient une grande partie de l'année à voyager en Europe. Des régisseurs, homme de métier, s'occupaient pendant ce temps de leurs troupeaux. La production de la laine a été longtemps la source de bénéfices extraordinaires, et les bonnes terres de pâtures ont été parfois l'objet de spéculations aussi grandes que les terrains des villes : avant la découverte des mines d'or, il y avait eu à Victoria un premier *boom* accompagné d'une grande immigration des habitants des colonies voisines, et déterminé par l'excellence des pâturages de ce qu'on nommait alors le district de Port-Philip. Mais après la crise de 1893, qui éprouva durement beaucoup de *squatters* imprudents, vint la baisse des prix tombés de 11 pence (1 fr. 15) en 1889, à 6 pence (0 fr. 62), au début de 1895, pour la laine de mérinos de la Nouvelle-Galles, et de 13 pence (1 fr. 35) à 7 1/2 pence (0 fr. 78) pour celle de Victoria; la situation des propriétaires de troupeaux devint dès lors fort peu enviable. Pris entre les banques qui les pressaient de rembourser les avances qu'elles leur avaient faites, et les tondeurs de moutons, constamment en grève, ils ne

savaient à quel saint se vouer. Durant la grève de 1894, les *squatters*, décidés à ne plus céder aux exigences des tondeurs, durent parfois, eux et leurs familles, se servir eux-mêmes des cisailles ou plutôt des machines perfectionnées qui servent en Australie à recueillir la laine. A partir de la fin de 1895 les prix se relevèrent un peu ; mais les sécheresses répétées décimèrent les troupeaux, détruisant entièrement certaines stations éloignées de l'intérieur ; aussi nombre de *squatters* ne purent-ils profiter de la hausse très forte survenue en 1898 et 1899, et suivie tout récemment d'une nouvelle baisse de prix.

A côté des crises, des grèves, des variations de prix, des sécheresses, parfois du manque de bienveillance des gouvernements, les infortunés squatters ont encore à combattre un autre ennemi dont on a peine en Europe à parler sans sourire, et qui cependant est terrible. Ce fléau, que les colons eux-mêmes ont introduit, croyant n'amener qu'un gibier inoffensif, c'est le lapin. Dans ce pays à peine peuplé, dont le climat semble leur être aussi particulièrement favorable, les rongeurs ont pullulé. Dans les régions où ils sont nombreux, ils mangent toute l'herbe jusqu'à la racine, n'en laissant plus pour les moutons. La nécessité aidant, ils sont même, dit-on, devenus grimpeurs, et s'ils ne peuvent encore monter sur les grands arbres, du moins s'élèvent-ils sur les eucalyptus rabougris qui couvrent certaines parties de l'intérieur, et en mangent-ils toutes les feuilles lorsque l'herbe leur manque. Un district est-il envahi par les lapins, c'est la ruine à bref délai des squatters qui l'occupent et dont les moutons meurent de faim. On ne peut comparer l'effet de l'invasion des rongeurs qu'à celle des criquets : ils ont tôt fait de transformer le plus beau pâturage en une étendue aride, aussi dénuée d'herbe que le macadam des voies les plus fréquentées d'une grande ville. Les gouvernements australiens ont institué des prix de plusieurs centaines de mille francs pour récompenser les inventeurs de procédés d'extermination rapide. On n'en a

point trouvé de pratique jusqu'à présent. Ils ont payé des primes élevées à la destruction des lapins : 25 millions ont été tués en Nouvelle-Galles dans une seule année : leur nombre n'en a pas paru diminué. En désespoir de cause on s'est décidé, pour limiter du moins l'invasion, à construire des barrières constituées par des grillages de fil de fer s'enfonçant de trente centimètres dans le sol. Le gouvernement de la Nouvelle-Galles en a fait élever une sur une longueur ininterrompue de 1130 kilomètres : les frais n'ont pas été moindres de 900 francs par kilomètre ; et il faut y ajouter 22000 kilomètres environ posés par les particuliers pour la défense de leurs propriétés. Dans le Queensland, les *Rabbit Boards*, conseils spéciaux, chargés de veiller à la protection des pâturages contre les lapins, ont entrepris la construction de plusieurs énormes lignes de grillages parallèles à la frontière de cette colonie et de la Nouvelle-Galles, d'une longueur totale de 3400 kilomètres. D'autre part l'ingéniosité des colons a su faire sortir quelque bien de ce fléau et aujourd'hui des envois considérables de lapins congelés sont faits vers l'Angleterre où ils se vendent 1 franc à 1 fr. 25 pièce sur le marché de Londres. C'est une faible compensation aux ruines qu'ils causent.

La colonisation pastorale pénètre dès maintenant fort avant dans le centre de l'Australie. Grâce à elle, 70 des 80 millions d'hectares de la Nouvelle-Galles sont occupés déjà par des Européens, 60 millions d'hectares sont entourés de clôtures ; mais 18 millions seulement sont possédés par leurs occupants ; le reste est loué par l'État aux *squatters*. La location, si le bail est suffisamment prolongé, n'a pas les mêmes inconvénients pour la pâture que pour l'agriculture qui exige beaucoup plus d'installations et d'avance de fonds, et la prédominance de ce mode de tenure accompagne partout en Australie la prédominance de l'élevage sur les autres industries agricoles.

Les chiffres ci-dessous permettent de se rendre compte

de l'importance relative des terres possédées en toute propriété ou louées à leurs occupants et de celles qui sont encore vacantes (au 1er janvier 1898). Les surfaces sont exprimées en millions d'hectares :

	Surface totale.	TERRES DOMANIALES Vendues.	Louées.	Restant inoccupées.
Nouvelle-Galles du Sud.	80.6	18,9	51,8	9,9
Victoria.....	22,7	9,4	5,2	8,1
Queensland	173,0	6,3	113,5	53,2
Australie du Sud.....	234,0	5,9	106,0	122,1
Australie de l'Ouest....	253,0	2,6	38,8	211,6
Tasmanie.....	6.8	1,9	0,4	4,5
Nouvelle-Zélande.....	27.0	9,5	6,1	11,4
	797,1	54,5	321,8	420,8

La proportion des terres qui sont la pleine propriété de leurs occupants est ainsi de 7 p. 100 seulement du total; les terres louées occupent 40 p. 100 et il reste 5 p. 100 du sol vacant.

Sur les 360 millions d'hectares de terres vendues ou louées 3 600 000 seulement, soit 1 centième sont cultivées. Tout le reste forme donc des terrains de pâture, où vivaient au 31 décembre 1899 les 93 millions de moutons et les 10 millions de bêtes à cornes d'Autralasie. Si l'on admet, comme on le fait en général aux Antipodes, qu'une tête de gros bétail exige autant de nourriture que dix moutons, on voit que le cheptel total de l'Australasie équivaut à 193 millions de moutons. Comme ils sont répandus sur 370 millions d'hectares, il faut environ 190 ares pour nourrir un mouton.

C'est de l'élevage ultra-extensif; il faut remarquer toutefois que le troupeau a été très réduit depuis quelques années par des sécheresses exceptionnelles; en 1891, avant ces calamités, il y avait 124 millions de moutons et 12 millions de bêtes à cornes, soit en tout l'équiva-

1. Le territoire du Nord, qui prolonge à travers le continent la colonie de l'Australie du Sud dont il dépend, est compris dans les statistiques relatives à cette colonie.

lent de 244 millions de moutons pour 320 millions d'hectares de dépaissances, ce qui donne 130 ares par mouton. En examinant en particulier les diverses colonies, on voit qu'il fallait alors, en moyenne, pour nourrir une bête à laine, 40 ares de pâtures en Victoria, 47 en Nouvelle-Zélande, 60 en Tasmanie, 86 en Nouvelle-Galles du Sud, 128 en Queensland, 3 hectares et demi dans l'Australie du Sud (non compris le territoire du Nord), 10 hectares dans l'Autralie de l'Ouest. Il y a donc quatre colonies, seulement où l'on puisse entretenir en moyenne plus d'un mouton par hectare; parmi ces quatre colonies, deux, la Nouvelle-Galles et Victoria, n'ont plus guère de terres disponibles et ces terres sont situées à l'extrême ouest de la première, en des régions où il ne pleut presque jamais, ou au nord-ouest de la seconde, très sec aussi et couvert de *mallee scrub*. En Nouvelle-Zélande, où l'humidité du climat permet à certains pâturages de nourrir 15 ou 20 moutons à l'hectare, les hautes chaînes de montagne et les rochers couvrent une bonne part de ce qui n'est pas encore aliéné; en Tasmanie les épaisses forêts qui couvrent toute l'île sont d'un défrichement très difficile et retardent la colonisation. En somme il reste beaucoup moins de terres libres dans ces diverses contrées que ne le pourrait faire supposer la faible densité de la population, et il est difficile, d'autre part, de faire porter aux terres occupées plus de moutons qu'elles n'en portent aujourd'hui, sans quoi le troupeau se trouve décimé à la première sécheresse. C'est ce qui est arrivé en nombre de points de la Nouvelle-Galles du Sud, où l'on avait voulu élever plus de moutons que le sol n'en pouvait nourrir.

Les colonies où il reste beaucoup de terres disponibles sont le Queensland, l'Australie du Sud et l'Australie de l'Ouest. Dans le premier, nombre de *stations*, occupées depuis peu, ne portent pas encore tout le bétail qu'elles pourraient nourrir; malgré les ravages qu'y a causés aussi la sécheresse, c'est assurément la colonie qui paraît susceptible de développer le plus son cheptel.

Quant aux deux autres, leurs terrains de pâture sont assurément très inférieurs. Il est probable cependant que, dans ces immenses étendues, en grande partie désertes, on trouvera certaines régions propres à l'élevage et que, sans jamais rivaliser avec ceux de l'est, leurs troupeaux acquerront une certaine importance. L'effectif des moutons australiens pourra ainsi, non pas augmenter avec la même rapidité que par le passé, la plupart des bonnes terres étant occupées, mais retrouver le chiffre atteint en 1891 et même le dépasser peu à peu. L'élevage du gros bétail resté jusqu'ici secondaire, se développera peut-être plus vite, car le Queensland s'y prête particulièrement bien, et cette industrie a trouvé récemment au dehors de nouveaux débouchés.

CHAPITRE X

L'exportation des viandes et autres produits congelés.

Révolution produite par les applications du froid. — Les *freezing-works* de Melbourne : moutons, volailles, lapins, œufs, beurre, miel. — Les navires affectés aux transports des produits congelés. — Énorme développement de ce commerce depuis quinze ans. — La faiblesse des bénéfices est compensée par le caractère industriel de la production. — Les grandes beurreries. — Nouveaux perfectionnements : la *chilled meat.* — Les perspectives de l'industrie de l'élevage en Europe et la concurrence des pays neufs.

La laine a été longtemps le seul produit d'exportation que les colonies australiennes tirassent de leurs troupeaux, la fabrication du suif et de quelques viandes salées dont le débouché était restreint n'y ajoutait que peu de chose; le voyage sur mer était trop long pour permettre d'envoyer en Europe du bétail sur pied. Mais depuis quelques années les applications industrielles du froid ont produit une véritable révolution économique. Il y a un demi-siècle l'établissement des moyens de transport à grande vitesse et à grande capacité, chemins de fer et bateaux à vapeur, a permis aux grains, aux textiles, aux minéraux, à toutes les denrées de conservation facile, de venir des pays les plus éloignés lutter sur les grands marchés, les centres de consommation et

d'industrie du vieux monde avec les denrées similaires produites dans le voisinage. L'application industrielle du froid a étendu aux *perishable goods*, aux « denrées périssables » incapable de se conserver plus de quelques jours, les bienfaits que celle de la vapeur avait procurés aux autres : grâce à elle les viandes, les beurres, le fromage, les fruits, le miel, les œufs même peuvent supporter un voyage en mer de plus de quarante jours et arriver en parfait état de conservation d'Australie et de Nouvelle-Zélande dans les ports du Royaume-Uni.

Les premiers essais de transport des viandes congelées remontent à trente ans en arrière, au voyage du navire le *Frigorifique* de Bordeaux à la Plata. Comme pour tant d'autres industries, ce fut un Français, M. Tellier, qui fit les premières expériences concluantes au point de vue technique. Mais, de même que pour l'éclairage par le gaz, de même que pour l'utilisation de la vapeur, nous avons laissé à d'autres le soin d'exploiter ce nouveau champ d'application de la science que nous avions découvert, comme nous leur avons abandonné, pour les mettre en valeur, tant de riches territoires que nos compatriotes avaient les premiers explorés. Ce n'est que depuis 1880 que le commerce des viandes congelées a pris un très grand développement, le transport des beurres est venu ensuite, les autres applications sortent à peine de la période expérimentale.

Une visite aux *freezing-works* du gouvernement, à Melbourne, m'a permis de me rendre compte de l'organisasation de cette industrie. Des compagnies particulières s'occupent aussi de la congélation des diverses denrées, mais, dans ce pays de socialisme d'État, le gouvernement a voulu créer un établissement modèle muni des derniers perfectionnements et qui permît de faire des expériences pour étendre à de nouveaux produits la méthode de conservation par le froid. Les bâtiments sont situés de part et d'autre de voies de chemins de fer qui apportent les produits des campagnes et permettent de les amener ensuite, dans des wagons spéciaux, jus-

qu'au quai où ils sont chargés sur les navires. Le froid est produit par la détente de l'ammoniaque liquéfiée dans des tuyaux qui circulent à travers les chambres, et peut s'abaisser jusqu'à plusieurs dizaines de degrés au-dessous de zéro. Les viandes seules sont soumises à une très basse température, —18° à —20°. On me fait passer successivement dans les chambres où se trouvent les moutons, puis les volailles, dindons, poulets, canards, enfin les lapins. Toutes ces viandes ont la dureté du bois; aussi, les petits animaux, lapins et volailles, qui sont placés par 30 ou 40 dans des caisses à claire-voie, y sont-ils entassés avant d'être gelés : on peut en faire entrer ainsi un plus grand nombre dans un plus petit espace. Après les viandes voici les œufs : l'année précédente, où on les exportait pour la première fois, on les avait aussi soumis à un très grand froid; mais ils s'étaient brisés en morceaux; aussi les maintient-on maintenant un peu au-dessus du point de glace entre 0 et 1 degré. Ils sont soigneusement empaquetés dans des cadres de carton, en forme de damier, chaque œuf ayant sa case et complètement entouré d'écosses de pois pour amortir les chocs; le beurre n'est envoyé qu'après avoir été stérilisé. Le miel, enfin, avait été d'abord expédié dans des boîtes d'étain, mais les résultats ont été mauvais; aussi expérimente-t-on maintenant son envoi en rayons. Cinq ou six gâteaux de miel sont superposés dans une boîte en bois, séparés par des feuilles de fort carton. Autour de cette première enveloppe s'en trouve une seconde qui ne lui est reliée que par des ressorts, en sorte que les chocs ne parviennent que très adoucis à la boîte intérieure.

A bord des navires qui les chargent, les viandes et les autres produits continuent à être soumis aux mêmes températures que dans les *freezing-works*. Dès 1894, trente-six navires de 4000 à 7000 tonnes, dont trente vapeurs, étaient employés au transport des viandes de mouton congelées entre l'Angleterre et la seule colonie de la Nouvelle-Zélande — où cette indus-

trie est plus développée et plus ancienne qu'en Australie même —. Les plus petits peuvent transporter de 25 à 30 000, les plus grands 70 000 carcasses de mouton, l'ensemble de cette flotte suffirait au transport de 3 millions de carcasses par an. Deux compagnies anglaises s'occupent spécialement de ce trafic. Leurs bateaux partent tous les quinze jours de Londres, doublent le cap de Bonne-Espérance, font escale en Tasmanie, puis aux divers ports néo-zélandais et rentrent en Angleterre en doublant le cap Horn. Le voyage est un peu plus long que par le canal de Suez, quarante jours environ, dans chaque sens, mais les navires ne subissent pas les chaleurs prolongées qu'imposent la traversée oblique des tropiques et celle de la mer Rouge, et profitent des vents d'ouest favorables qui règnent dans le Pacifique austral. Plusieurs sont magnifiquement organisés pour le transport des passagers : le *Gothic*, que je visitais à Wellington, peut lutter à ce point de vue avec les plus beaux des Transatlantiques.

En 1880, il n'était entré dans les ports anglais que 400 carcasses de moutons et d'agneaux venant toutes d'Australie. En 1899, il en est arrivé dans le Royaume-Uni 6 869 000, dont 3 250 000 venaient de Nouvelle-Zélande, 1 205 000 d'Australie, 20 000 des îles Falkland, 2 333 000 de la République Argentine. C'est surtout dans la Nouvelle-Zélande, dont le climat plus humide a permis d'acclimater les herbes anglaises et est plus favorable à l'engraissement des moutons, que ce commerce a pris un grand essor. En Australie il a longtemps végété puis s'est accru rapidement et dans de fortes proportions de 1890 à 1896 pour baisser ensuite de nouveau parallèlement à l'effectif du troupeau australien; il reprendra sans doute dans l'avenir, car on estime que les colonies australiennes, la Nouvelle-Zélande non comprise, pourraient disposer normalement d'un excédent annuel de 4 à 5 millions de moutons à expédier en Europe. Elles sont moins avancées en ce qui concerne la viande de bœuf, qui n'est

produite sur une grande échelle que dans l'Australie tropicale ou semi-tropicale, dans le Queensland, où se trouvent 5 millions de bêtes à cornes, et le nord de la Nouvelle-Galles. La première de ces colonies envoyait néanmoins, en 1900, en Angleterre 256 000 quintaux de bœuf gelé contre 161 000 en 1895 et 20 000 seulement en 1891, et la seconde 48 000. La Nouvelle-Zélande entrait en lice avec 67000 quintaux en 1899 et 165 000 en 1900, alors que cette industrie y était presque nulle cinq ans auparavant. Elles commencent à faire concurrence sur le marché anglais aux exportations similaires des États-Unis qui s'élèvent à 1 400 000 quintaux par an; mais un nouveau compétiteur a surgi dans la République Argentine, dont les envois en Grande-Bretagne ont passé de 25 000 quintaux en 1896 à plus de 200 000 en 1900.

Cette concurrence même que se font l'Australie et les deux Amériques tend, toutefois, à réduire les prix de vente à un niveau qui ne laisse plus aux éleveurs qu'un bien faible profit. La viande gelée se vend toujours beaucoup moins cher que la viande fraîche, parce que l'opération du dégel, malgré tous les perfectionnements qu'on a cherché à y apporter, lui laisse un aspect peu agréable et lui fait perdre une partie de ses qualités : le mouton australien ou néo-zélandais ne valait ainsi à Londres, durant l'été de 1896, que 35 à 40 centimes la livre, alors que le mouton anglais ou écossais se payait en gros 60 à 65 centimes. Le fret, qui était d'environ 20 centimes il y a quelques années, n'est plus que de 10 aujourd'hui; les dépenses de congélation et d'embarquement faites dans la colonie sont d'environ 4 centimes; en y ajoutant les frais d'assurance et ceux qu'il faut encore faire à Londres, on arrive[1] à un total de 20 centimes de dépense pour amener de Nouvelle-Zélande sur le marché anglais une livre de mouton qui se vendra environ 40 centimes. On considère cependant dans la colonie que les 20

1. D'après le *New-Zealand official Year-Book*.

centimes restants suffisent à rémunérer convenablement l'éleveur, bien qu'il doive amener à ses frais le mouton de sa propriété au port d'embarquement; mais il ne faudrait pas que les prix éprouvassent une plus forte baisse.

Les compagnies qui possèdent les *freezing-works* et qui achètent aux propriétaires sont elles-mêmes en relation avec des maisons de Londres, à qui elles expédient à intervalles fixes un nombre déterminé de moutons, de façon à éviter les alternatives d'encombrement et d'insuffisance du marché. Ce sont les produits accessoires, suif et autres, qui constituent la plus grande partie des bénéfices de ces compagnies. Certaines maisons anglaises très importantes possèdent elles-mêmes des *freezing-works* dans les colonies et achètent du bétail directement aux éleveurs, aussi bien qu'aux compagnies secondaires. C'est la grande échelle sur laquelle est organisée l'industrie de la congélation aussi bien que l'élevage lui-même qui, avec l'abaissement des frais, permet aux produits des antipodes de venir lutter avec profit contre les produits européens.

Nulle part le caractère industriel que prend dans les pays neufs la fabrication de denrées qui ne semblaient nullement s'y prêter n'est plus marqué que dans la production du beurre. Ce n'est pas dans les fermes avec les vieilles barattes d'autrefois qu'ont été faites les 7000 tonnes de beurre que la colonie de Victoria a expédiées en Angleterre dès 1894 et les 16 000 qu'elle y a envoyées en 1899. Les antiques instruments ont été remplacés par des machines, des séparateurs centrifuges, qui leur sont aussi supérieures qu'une moissonneuse-lieuse l'est à une faucille. Des 12 500 tonnes de beurre produites dans Victoria en 1893-1894, 8000 l'avaient été dans 133 fabriques dont 119 se servaient de la vapeur comme force motrice et qui employaient en tout 516 ouvriers; leurs installations réunies avaient une valeur de 5 millions de francs. Depuis, les procédés

perfectionnés ont encore gagné du terrain. La Nouvelle-Zélande, qui est surtout le domaine des beurreries coopératives, et la Nouvelle-Galles du Sud exportent aussi du beurre, la première 2 000, la seconde 7 000 tonnes. Queensland et l'Australie du Sud font également depuis peu quelques expéditions. Ces produits des Antipodes arrivent sur le marché de Londres, vers lesquels ils sont dirigés pour la plupart (22 000 tonnes sur 26 000 d'exportation totale en 1899), au même prix que le beurre du Danemark qui est le grand fournisseur de l'Angleterre. Les contrats passés par le gouvernement de Victoria avec les compagnies de navigation assurent, à partir du mois de mai de l'année 1896, un service hebdomadaire l'été, bimensuel l'hiver, pour le transport des viandes, des beurres et des fromages moyennant 7 centimes et demi par livre seulement, et celui des volailles, des lapins et des œufs renfermés dans des caisses, à raison de 82 francs par mètre cube, ce qui représente un abaissement de 10 à 25 p. 100 sur les prix en vigueur au moment où je me trouvais en Australie.

Les gouvernements des diverses colonies s'occupent aussi beaucoup de ces nouvelles industries d'exportation. Leurs ministères de l'agriculture envoient gratuitement à tous ceux qui les demandent les renseignements nécessaires à l'installation de beurreries et de crèmeries; des écoles ont été fondées; des fonctionnaires spéciaux envoyés à Londres à demeure pour aider à la vente; des primes même ont été établies à Victoria pour favoriser la production du beurre. Cette intervention de l'État a donné lieu à quelques critiques, quoiqu'elle s'explique par le désir des gouvernements de faciliter la création de nouvelles ressources qui aident les colonies à sortir de la grave crise économique où elles sont plongées depuis 1893. Peut-être, cependant, les colons se sont-ils lancés trop vivement dans cette voie : le prix de 5 centimes le litre, où le lait était tombé dans l'automne de 1896 à Victoria, est bien peu rémunérateur même pour les

producteurs australiens. Un des grands journaux de Melbourne — ces questions occupent une place très importante dans la presse des colonies — calculait qu'une vache devait donner par an 1800 litres de lait pour rémunérer son propriétaire à ce prix, et de pareilles quantités sont rares, sous le climat sec des colonies.

Mais les procédés de conservation par le froid se perfectionnent tous les jours : après la viande gelée, *frozen meat*, voici la *chilled meat*, la viande simplement refroidie, « qui a eu le frisson », faudrait-il dire pour rendre exactement l'expression anglaise. Depuis longtemps on en exporte des États-Unis, mais on doutait que, refroidie seulement à 2 degrés au-dessous de zéro, elle pût supporter un voyage de quarante jours dont un tiers sous les tropiques. Des expériences faites en 1895 ont pourtant pleinement réussi. Aussi l'application de ce procédé a-t-elle pris de l'extension depuis lors; il est un peu plus délicat et plus coûteux; mais, d'autre part, les viandes ainsi traitées trouvent acquéreur à des prix sensiblement plus hauts que les viandes complètement congelées. L'effet du simple refroidissement est de ne geler que la partie extérieure des viandes sur une faible épaisseur; la masse intérieure reste aussi fraîche que si l'animal venait d'être abattu et, protégée par la croûte durcie, ne se putréfie pas. On expérimente aussi la substitution du simple refroidissement à la congélation complète pour le beurre, auquel les très basses températures enlèvent une partie de sa saveur.

Les agriculteurs européens s'étaient en grand nombre réfugiés dans l'élevage du bétail, où ils espéraient trouver une compensation aux déboires que leur avait causés la baisse des prix du blé. Grâce à de nouvelles applications de la science, les voici menacés de la concurrence, non plus seulement des grains, mais des produits animaux exotiques. Allons-nous voir, sous l'influence des exportations américaines et australiennes,

les prix du bétail s'abaisser dans les mêmes proportions que ceux des céréales? A la longue il est probable qu'il en sera ainsi. Toutefois le phénomène sera sans doute moins brusque. La consommation de la viande est susceptible de se développer beaucoup avec l'amélioration du bien-être général, pour peu que les prix faiblissent légèrement, tandis que l'importance relative du pain dans l'alimentation tend plutôt à diminuer un peu quand l'aisance augmente; tout abaissement de prix du beurre et des œufs doit également en élargir beaucoup le marché. D'ailleurs ces produits animaux offrent beaucoup moins d'homogénéité que les grains, ce qui est un grand désavantage pour les ventes à distance et en gros : des correspondances de Londres, parues dans les journaux d'Australie pendant mon séjour, signalaient comme un grave inconvénient le manque d'uniformité dans l'aspect et surtout la coloration des beurres. Les fluctuations de prix qui ont lieu à Londre entre le moment des achats dans les colonies et celui de l'arrivée des produits en Angleterre, bien des semaines après, sont aussi l'une des sérieuses difficultés de ce commerce, de même que l'établissement d'arrivages à intervalles déterminés. De grands progrès ont cependant déjà été faits et aujourd'hui le marché de Londres est approvisionné avec assez de régularité.

En 1899, les viandes importées formaient presque exactement la moitié de la consommation totale du Royaume-Uni, leur poids total s'élevait à 975 000 tonnes contre 600 000 en 1892 et 335 000 en 1885; sur ce chiffre les colonies australiennes figuraient pour 130 000 tonnes. Elles sont donc loin d'occuper encore dans la production de la viande la même place prépondérante que dans celle de la laine, quoiqu'elles y avancent vite. Leur concurrence est peut-être plus dangereuse dans l'industrie de la laiterie, où elles menacent sérieusement les fournisseurs continentaux du marché anglais, dont la France est, après le Danemark, le principal. Sans doute, en 1894, les importations de beurres exoti-

ques en Angleterre ne s'élevaient qu'à 15 000 tonnes, dont 11 000 d'Australasie et 4000 d'Amérique, tandis que le continent européen expédiait 117 000 tonnes, dont 49 000 pour le Danemark et 21 000 pour la France : mais ce n'étaient là que des débuts : grâce à l'organisation industrielle perfectionnée de leur beurrerie, les producteurs des antipodes pourront peut-être triompher de leurs rivaux européens. La révolution économique commencée il y a cinquante ans s'achève aujourd'hui : la distance n'est plus un obstacle sérieux au transport d'aucune denrée : pourvu que la production en soit habilement dirigée, que le sol et le climat s'y prêtent, peu importe que des milliers de lieues séparent le producteur du consommateur.

CHAPITRE XI

L'agriculture.

L'importance relativement médiocre de l'agriculture est la conséquence du climat et de la cherté de la main-d'œuvre. — Les céréales. — La viticulture, ses perspectives. — Cultures diverses. — Production des fruits. — Le problème de la mise en valeur de l'Australie tropicale.

La découverte des moyens de conservation des « denrées périssables » a été d'autant plus précieuse pour l'Australie qu'elle est loin d'occuper, au point de vue agricole, le même rang parmi les divers pays du monde qu'au point de vue pastoral. On estimait en 1899 la valeur totale des produits de son bétail à 1 280 millions de francs dont 575 pour une seule denrée, la laine, très chère alors, il est vrai, tandis que ses cultures n'avaient donné que 630 millions.

Pour la valeur absolue de la production agricole, c'est la Nouvelle-Zélande, favorisée par son climat, qui vient en tête, puis à peu de distance Victoria et la Nouvelles-Galle du Sud, représentant à elles trois les trois quarts du total. Si l'on considère le produit par tête, ce qui donne une mesure plus exacte de la place qu'occupe l'agriculture dans les occupations des colons, la Nouvelle-Zélande vient encore au premier rang, avec 218 francs par tête, puis la Tasmanie, avec 165 francs,

l'Australie du Sud, 135, Victoria, 129, la Nouvelle-Galles du Sud, 103. Toutes ces colonies se suffisent aujourd'hui pour leur consommation de blé ; mais lorsqu'elles ont subvenu aux besoins de leurs voisines, le Queensland et l'Australie de l'Ouest, il ne leur reste plus, après les meilleures récoltes, que 3 à 4 millions d'hectolitres à exporter au loin. L'ensemble de l'Australasie se suffit encore pour l'avoine, grâce aux belles récoltes de la Nouvelle-Zélande, qui, après avoir fourni aux besoins des autres colonies, peut encore, dans les bonnes années, exporter 1 ou 2 millions d'hectolitres au dehors ; le maïs et les pommes de terre sont également récoltés en quantités à peu près suffisantes pour les besoins locaux sans qu'il puisse en être exporté.

L'insignifiance relative des cultures est un des traits qui frappent le plus un voyageur européen en Australie. Durant le trajet de vingt heures en chemin de fer qui sépare Melbourne de Sydney, l'on ne voit guère de champs de quelque étendue qu'aux environs de la première de ces villes, quelques vergers et quelques vignes lorsqu'on passe le Murray à la limite des deux colonies, des cultures maraîchères au moment d'entrer à Sydney. Des forêts d'eucalyptus, des pâturages semés d'arbres où paissent des moutons ou des bêtes à cornes, suivant qu'on est plus ou moins loin des côtes, c'est là le paysage qui se déroule avec monotonie pendant tout le parcours. De Melbourne à Adélaïde, les cultures sont un peu moins rares, mais les pâturages, ou même de vrais déserts couverts de *scrub* rabougri, occupent de beaucoup la plus grande place. Rien ne diffère plus des immenses champs de maïs ou de blé de l'Illinois, de l'Iowa, du Minnesota, où les charrues à vapeur tracent des sillons rigoureusement droits d'un ou deux kilomètres de long.

1. Encore dans les années de sécheresse, comme on l'a vu en 1896, y a-t-il même un déficit dans la récolte de blé en Australie.

On aurait tort de reprocher aux Australiens leur négligence à l'égard du labourage : ils n'ont point à leur disposition la prairie rase de l'Amérique du Nord soumise au climat encore assez humide de la partie centrale du bassin du Mississipi. Chez eux, les régions voisines de la mer, les seules où la pluie est suffisante, sont presque toujours couvertes de denses forêts d'eucalyptus malaisées à défricher ; la maigreur des rendements en céréales prouve surabondamment que les Australiens ont été sages en portant leurs efforts sur l'élève du bétail plutôt que sur des cultures auxquelles leur sol et leur climat se prêtent médiocrement.

Il y a en Australie, d'après les statistiques se rapportant à la fin de 1898, 4 millions d'hectares de terres cultivées, dont 3 millions d'hectares en céréales. Le froment occupe à lui seul 2 350 000 hectares sur lesquels on en a récolté 20 millions d'hectolitres en 1898. C'est la récolte la plus importante qu'ait jamais faite l'Australasie, grâce à l'augmentation de l'étendue emblavée. L'année, sans être très bonne, pouvait être considérée comme passable, et cependant la production n'était que de 8 hectol. 1/2 à l'hectare ; encore tombait-elle au-dessous de 7, si l'on ne considère que le continent australien, en laissant de côté la Tasmanie et la Nouvelle-Zélande.

Les rendements ne sont pas seulement faibles, ils sont très irréguliers, et parfois une succession d'années sèches vient ruiner les cultivateurs. C'est ce qui est arrivé dernièrement dans l'Australie du Sud, qui était naguère la principale colonie productrice de blé et qui, dépassée depuis dix ans par Victoria, vient encore au second rang avec 700 000 hectares en blé pour 1898. La série des rendements successivement obtenus dans cette colonie de 1889 à 1898 vaut d'être citée pour montrer les déboires qui attendent trop souvent l'agriculteur aux Antipodes : en 1889, bonne année, la production par hectare atteint 7 hectol. ; elle est de 5 en 1890, de 4 en 1891, de 5 1/2 en 1892, de 4 1/2 en 1894, de 4 en 1895 ; en 1896, sur 680 000 hectares emblavés, 240 000 ne sont même

pas moissonnés, parce qu'il n'y a rien, et les 440 000 restant donnent une moyenne de 2 hectol. 1/2 à l'hectare; en 1897 le rendement général n'est encore que de 2 hectol. 1/2 pour remonter seulement à 4 1/2 en 1898. En Victoria le rendement a varié, durant la même décade d'années, de 3 hectol. 1/2 en 1895 et 4 en 1896 à 10 en 1890 et 1892; il est de 8 1/2 en 1898 pour les 860 000 hectares emblavés; c'est à peu près la moyenne. En Nouvelle-Galles, où les emblavements ont beaucoup augmenté, passant de 170 000 hectares en 1889 à 530 000 en 1898, par suite du développement du pays, du désir qu'avaient les producteurs de suffire à la consommation de leur colonie et peut-être aussi des désastres qui y ont atteint l'industrie pastorale, le rendement a diminué au fur et à mesure que la culture s'étendait; après avoir atteint 14 hectol. en 1889, puis s'être tenu presque constamment aux environs de 10, sauf dans la désastreuse année 1895, il est tombé à 6 1/2 en 1898. En dehors des trois colonies dont nous venons de parler, la culture de blé est insignifiante sur le continent australien. Les seules régions où elle semble susceptible de s'étendre en notable mesure, dans un avenir assez prochain, seraient le centre de Victoria et la partie limitrophe de la Nouvelle-Galles du Sud, dite Riverina. Mais on conçoit qu'aux cours actuels du blé, et vu l'éloignement de l'Australie, l'exportation de cette céréale puisse difficilement être une source inportante de revenus.

Le blé est beaucoup plus productif en Nouvelle-Zélande et en Tasmanie, où le climat est très différent; la surface emblavée y est cependant assez faible : 35 000 hectares seulement en Tasmanie au lieu de 20 000 en 1889 et 160 000 hectares en Nouvelle-Zélande contre 134 000 en 1889; en ce dernier pays le rendement moyen s'est tenu généralement, durant la période 1889-1898, entre 20 et 25 hectolitres avec un minimum de 16 en 1897 et un maximum de 29 en 1898.

Parmi les autres céréales, l'avoine occupe (1898)

320 000 hectares, et il s'en récolte 9 millions d'hectolitres (165 000 hectares et 6 millions d'hectolitres pour la Nouvelle-Zélande; 107 000 hectares et 2 millions d'hectolitres pour Victoria); 40 000 hectares sont ensemencés en orge, et produisent 1 200 000 hectolitres, dont la moitié en Nouvelle-Zélande et un tiers à Victoria. On compte 130 000 hectares de maïs, produisant 3 millions 1/2 d'hectol., dont les deux tiers étaient récoltés en Nouvelle-Galles du Sud et presque tout le reste en Queensland. La culture des pommes de terre s'étend sur 60 000 hectares et produit 630 000 tonnes, principalement en Nouvelle-Zélande, Victoria, Tasmanie et Nouvelle-Galles du Sud. Enfin on récolte encore 1 900 000 tonnes de fourrage (formé principalement de céréales coupées en vert, avec un peu de luzerne) sur 760 000 hectares. Cette culture, qui n'occupait encore en 1891 que 400 000 hectares, tend à se développer, parallèlement à l'industrie laitière. Il en est de même des prairies, où l'on a semé des herbes importées d'Europe et qui couvrent 4 300 000 hectares au lieu de 3 250 000 en 1891 et de 2 600 000 en 1887. La presque totalité de ces prairies (4 millions d'hectares) se trouvent en Nouvelle-Zélande, où elles servent à l'élevage intensif du bétail; grâce à elles et aux beaux champs d'avoine et de froment qui s'y mêlent, les grandes plaines de Canterbury, dans la plus méridionale des deux îles néo-zélandaises, sont, de toutes les parties de l'Australasie, celle qui a l'aspect le plus européen.

La Nouvelle-Zélande est assurément, de toutes les colonies anglaises des Antipodes la plus propre à l'agriculture; peut-être pourra-t-elle un jour exporter d'importantes quantités de céréales; même là, toutefois, il est probable que l'élevage restera la plus grande richesse du pays. A plus forte raison devra-t-il en être de même en Australie; sans doute les surfaces ensemencées s'y sont assez rapidement développées depuis quelques années, beaucoup plus rapidement qu'en Nouvelle-Zélande. En Nouvelle-Galles du Sud, elles ont

passé de 340 000 hectares en 1891 à plus de 800 000 en 1898, à Victoria de 850 000 à 1 300 000, mais la baisse des rendements consécutive à l'accroissement des surfaces dans la première de ces colonies montre que les terres les plus favorables à la culture y sont occupées. Victoria, où le climat est moins sec et plus tempéré que dans les autres parties de l'Australie, serait peut-être susceptible d'un assez grand développement agricole. Malgré tout, dans l'ensemble, on n'aperçoit pas que l'Australie puisse devenir un pays exportateur de céréales rivalisant, nous ne disons pas avec l'Amérique du Nord, mais avec l'Amérique du Sud.

La production des céréales, si perfectionnés que soient les nouveaux procédés d'exploitation, exige plus de main-d'œuvre que l'élève du bétail, et c'est encore une des causes qui tendent à en ralentir le développement aux antipodes, où le prix du travail humain est fort élevé. A plus forte raison, cette cherté est-elle un obstacle pour les cultures raffinées nécessitant des soins assidus, comme celle de la vigne, à laquelle le climat des parties les moins chaudes de l'Australie conviendrait cependant fort bien. Les Australiens sont assez fiers de leur production vinicole ; ils prétendent même un jour détrôner les vins français sur le marché anglais, et non seulement les vins français, mais ceux du Rhin, d'Espagne, de Portugal, car ils ont fait venir des plants de tous les pays et imitent tous les crus possibles de l'Europe et de l'Asie. Demandez dans un hôtel de Melbourne la carte des vins : sur la partie réservée aux vins du pays vous trouverez inscrits du bordeaux (*claret*), du bourgogne, du reisling, du chablis, du vin du Rhin (*hock*), du porto, du madère, du xérès (*sherry*), même du chiraz, qui doit être, d'après son nom, une imitation de vin persan ! Cette ardeur à vouloir tout produire du premier coup dénote quelque inexpérience, d'autant que les divers cépages sont souvent mélangés au hasard sans tenir compte des terrains et des expositions qui leur conviendraient le mieux. Mais la science du

vigneron ne s'acquiert pas en un jour, et tandis qu'il est assez facile de transformer en quelques mois le premier immigrant venu d'Europe en un auxiliaire utile sur une *station* de moutons, il faut des années, on serait presque tenté de dire des générations, pour accoutumer un homme à donner à la vigne les soins délicats qu'elle exige, surtout lorsque cet homme est un Anglo-Saxon et n'en a jamais vu un cep avant d'arriver en Australie.

Aussi 24 000 hectares seulement étaient-ils, en 1898, consacrés à la culture de la vigne : c'était trois fois plus, il est vrai, qu'en 1861, mais, depuis 1893, l'augmentation est à peu près nulle. Les trois quarts de ce vignoble appartenaient aux colonies de Victoria (où le phylloxera a déjà fait cependant quelques ravages) et de l'Australie du Sud.

Aux environs d'Adélaïde, les vignes sont très nombreuses : j'y visitai un domaine dirigé par l'un des très rares Français que j'aie rencontrés aux Antipodes, un Bourguignon, établi là depuis douze ans. Des coteaux où se trouvait la propriété, la vue était charmante sur la plaine bien cultivée, coupée de champs, de vergers, de vignobles, parsemée de bouquets d'eucalyptus, et limitée par la mer à l'horizon du couchant. La netteté des contours, le bleu profond du ciel, la blancheur éclatante des routes poussiéreuses, la chaleur qui faisait monter le thermomètre à 30° en cette journée d'octobre, l'avril de l'hémisphère Sud, me rappelaient l'Afrique du Nord plus encore que l'Europe méditerranéenne.

Les sarments des vignes qu'on laisse courir sur le sol, entre les ceps placés à grande distance comme dans le midi de la France, étaient plus vigoureux qu'ils ne le sont au début de juin en Languedoc ou en Provence. Le régisseur français se plaignait vivement de la diversité des cépages plantés avant son arrivée, mélangés au hasard, sans tenir compte ni de l'exposition, ni de la nature du sol; on avait, de plus, disait-il, abîmé les plants par des tailles maladroites, et ils s'en étaient

ressentis. Aujourd'hui tout le vignoble était en bon état, et les 58 hectares produisaient 1800 à 2000 hectolitres de vin, soit 30 à 35 l'hectare. Les trois quarts de cette récolte étaient formés de *claret*, vin rouge en réalité un peu plus corsé que son prototype, le bordeaux. Le reste comprenait les vins les plus variés : chaque grand producteur de vin, me disait mon hôte, a en ville un bureau où ses clients s'adressent pour lui faire leurs commandes sur échantillons. Ils s'attendent à y trouver tous les vins qu'ils peuvent avoir fantaisie de boire, rouges et blancs, secs, doux et mousseux, tout comme ils se procurent chez un pâtissier toute espèce de gâteaux. Cela complique absurdement la besogne du vigneron et l'installation de sa cave; mais c'est une condition nécessaire. « Je vends même, ajoutait-il, du vin non fermenté à l'usage de certaines *dénominations* religieuses, qui poussent le fanatisme de la tempérance jusqu'à ne pas vouloir se servir de liquides alcooliques pour donner la communion. » Ce « vin non fermenté » n'était que du moût pasteurisé.

On éprouve en Australie, sauf en quelques districts favorisés de Victoria, les mêmes difficultés qu'en Algérie à produire du vin susceptible d'une longue conservation; la cause en est la même : la grande chaleur qui règne au moment de la vendange — les maxima de plus de 40° sont fréquents à Adélaïde — fait monter la température dans les caves à 27° ou 28°, et empêche la fermentation d'être régulière, et le sucre du raisin de se transformer complètement en alcool. Aussi les vins australiens sont-ils trop souvent louches et douceâtres, quoique très chargés d'alcool. L'inexpérience des vignerons vient aggraver les mauvaises conditions climatiques. Dans le domaine dont je viens de parler, le régisseur me faisait remarquer la mauvaise construction de la cave, bâtie, avant son arrivée, en matériaux très légers, en un endroit très exposé au soleil; dans une autre grande propriété de la plaine d'Adélaïde que je visitai, le cellier n'était qu'un mauvais hangar mal

fermé, où la température s'élève parfois à 32° ou même 35°. Les petits cultivateurs, qui sont nombreux, ne font pas en général leur vin eux-mêmes, mais vendent leurs raisins aux grands propriétaires du voisinage.

Malgré leurs défauts, les vins australiens seraient une boisson bien préférable au *whiskey*, au *gin* et autres alcools frelatés que beaucoup de colons boivent purs ou mélangés à l'eau. Mais c'est précisément le manque de débouché local qui nuit le plus à la viticulture en Australie. La production égale à peu près aujourd'hui la consommation : cette dernière était de 130 000 hectolitres en 1893, alors que la récolte précédente atteignait 196 000 hectolitres[1]. L'exportation en Angleterre a été de 37 000 hectolitres en 1900 contre 30 000 hectolitres en 1896 et 17 000 en 1891. C'est là une bien faible fraction de la consommation anglaise qui monte de 700 000 à 750 000 hectolitres annuellement. Les vignerons de France et d'Espagne n'auront sans doute pas à craindre d'ici longtemps la concurrence des Australiens sur le marché anglais. Le vin, en Angleterre, est un article de grand luxe; on n'y importe guère que des vins de choix, et les crus classés du continent européen, produits de vieilles vignes et d'une culture vraiment artistique, conserveront bien des années l'avantage sur ceux de l'Australie. Dût-elle même fournir un jour à la plus grande partie de la consommation anglaise, la viticulture australienne n'en deviendrait pas encore une des industries importantes des colonies. Il faudrait, pour qu'elle atteignît ce rang, que la consommation locale augmentât énormément; bien que celle-ci semble avoir une tendance à progresser, elle n'est en moyenne que d'un peu moins de 4 litres par tête et par an dans l'ensemble de l'Australasie, variant de 0 l. 45 en Tasmanie à 9 litres dans l'Australie du Sud en pas-

1. La production de 1897 (la vendange se fait en février en Australie), avait été pour une surface à peu près égale, de 260 000 hectolitres.

sant par 3 litres en Nouvelle-Galles et au Queensland et 6 litres à Victoria et dans l'Australie de l'Ouest.

Il est difficile de faire renoncer une population à des boissons dont elle a l'habitude héréditaire : les Anglo-Saxons ont celle de la bière et du whiskey. Le vin se paye d'ailleurs beaucoup plus cher en Australie que la bière : les vins les plus communs sont vendus, dans l'Australie du Sud, par les producteurs, 65 à 70 francs l'hectolitre, rendus à Adélaïde; on les paye chez les détaillants, de même qu'à Melbourne, au moins 0 fr. 80 à 0 fr. 90 le litre. Les vins un peu supérieurs se vendent le plus souvent par caisses de 12 bouteilles d'un litre, et l'on en obtient d'assez agréables, blancs ou rouges, à partir du prix de 15 à 18 francs la caisse. Ce ne sont pas là des conditions qui permettent au vin de devenir une boisson populaire. On se rend facilement compte, dans les clubs, dans les restaurants, que, même chez les classes élevées, il reste un article de demi-luxe tout au moins, dont on ne se sert qu'en médiocre quantité. D'autre part, l'élévation du prix de la main-d'œuvre rend l'abaissement de celui du vin difficile. Il est impossible de trouver un homme pour biner la vigne, ce qui n'est pas un travail pénible, à moins de 5 fr. 60 par jour; il l'aurait fallu payer 6 fr. 85 avant la crise de 1893; tous les autres ouvriers sont payés à l'avenant. Aussi les viticulteurs australiens, non contents d'être protégés par des droits énormes de 6 fr. 25 à 7 fr. 50 le *gallon* de 4 litres et demi, demandent-ils encore des primes à leurs gouvernements!

Bien d'autres cultures encore ont été essayées, surtout dans ces dernières années, mais sont encore pour la plupart à l'état expérimental. Quelques-unes d'entre elles seraient susceptibles d'extension à l'avenir; celle des arbres fruitiers est de ce nombre. La portion du globe où se trouvent les colonies australiennes étant tournée vers le soleil lorsque notre hémisphère s'en détourne, toutes les récoltes s'y font six mois plus tôt ou plus tard qu'en Europe. Les fruits qu'elles nous

expédieraient, arrivant en une saison où nous en sommes privés, seraient donc les bienvenus et trouveraient certainement un débouché. Toute la question est d'amener les fruits frais en Angleterre, en bon état de conservation. Pour les oranges et les citrons, le problème est résolue et 35 000 caisses de fruits ont été expédiées en Angleterre en 1898 des orangeries de la Nouvelle-Galles du Sud, qui couvrent 4500 hectares, surtout aux environs de Paramatta, au fond de cette baie enchanteresse de Port-Jackson qui forme le port de Sydney. Les orangers de Paramatta sont aussi beaux que ceux de Blidah, en Algérie, et les vergers qui couvrent les environs en font l'endroit le plus agréable que j'aie vu en Australie.

Toutes les colonies, du reste, à l'exception de la Tasmanie et de la partie méridionale de la Nouvelle-Zélande, sont propres à la culture de l'oranger, du citronnier; toutes commencent à s'y livrer, et la production australasienne atteint déjà la consommation. La Tasmanie exporte en Europe des pommes et, chaque année, à l'automne des Antipodes, qui est notre printemps, les grands paquebots-poste de la Compagnie Péninsulaire et Orientale font escale dans le magnifique port de sa capitale, Hobart, pour les y charger. Les autres fruits sont à peine produits en assez grande quantité pour la consommation locale; de plus, on n'est pas encore assez assuré de la valeur des procédés de conservation, qui consistent soit à refroidir les fruits un peu au-dessus de zéro, soit à les enduire de compositions spéciales qui nuisent un peu à leur apparence, mais maintiennent l'intérieur à l'abri de l'air et des germes qui y flottent. La surface totale occupée par les jardins était, en 1896, de 74 000 hectares, et leur produit de 78 millions de francs.

Des expériences ont été faites sur une grande échelle pour cultiver les fruits, non seulement dans les régions côtières, mais encore à l'intérieur, en suppléant par l'irrigation à l'insuffisance et à l'irrégularité des pluies. L'aménagement des eaux est un point sur lequel notre

temps se trouve fort en arrière des anciens et des Arabes du moyen âge : il y a eu là un véritable recul de la civilisation qui s'explique parce que le centre en est passé dans des pays où l'humidité du climat diminuait l'importance de l'irrigation. Maintenant que les Européens se sont taillé de nouveaux domaines dans tous les coins du monde et s'occupent de mettre en valeur des pays moins humides que l'Europe du Nord-Ouest, si exceptionnellement favorisée, leur attention s'est portée vers l'utilisation des eaux courantes ou souterraines là où celles du ciel faisaient défaut. Mais la culture irriguée exige une grande dépense de main-d'œuvre, une attention constante et délicate qui ne se trouvent guère chez les nouveaux colons. Comme celle de la vigne, comme les industries artistiques, elle demande des qualités qui se rencontrent rarement dans les pays neufs. La vaste exploitation de Mildura, sur le Murray, où une grande compagnie avait affermé par lots, à de petits cultivateurs auxquels elle faisait des avances, les terrains qu'elle tenait elle-même du gouvernement, vient d'aboutir à une déconfiture financière complète et nombre de colons ont dû quitter le pays. Un expert anglo-indien renommé engagé par le gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud a, du reste, dernièrement déclaré que seuls le Murray et le Murrumbidgee, son affluent, avaient assez d'eau, parmi les rivières australiennes, pour pouvoir servir à l'irrigation; encore serait-il bon d'y joindre, pour l'été, de grands réservoirs emmagasinant les eaux des pluies d'hiver.

Toute la partie tropicale de l'Australie est encore pour ainsi dire inexploitée; la canne à sucre est cultivée dans le Queensland (44 000 hectares) et le nord de la Nouvelle-Galles (9 000 hectares). Le Queensland a produit, en 1898, 163 000 tonnes de sucre dont 109 000 ont été exportées dans les autres colonies australiennes, qui ont dû, en outre, faire venir 30 000 tonnes du dehors. L'Australasie est donc près de se suffire pour la consommation du sucre; mais la présence d'en-

gagés polynésiens, importés des îles Salomon et des Nouvelles-Hébrides pour le travail des plantations, y donne lieu à de vives discussions politiques et à des réclamations des ouvriers blancs, plus exclusifs en Australie que partout ailleurs. Cependant le climat du Queensland ne permet guère aux blancs de se livrer au dehors à des travaux pénibles, et il semble impossible de mettre en valeur tout le nord du continent sans avoir recours à la main-d'œuvre de couleur : on a dû maintenir aux Chinois l'autorisation de s'établir dans le territoire du Nord dépendant de l'Australie du Sud, alors qu'ils ont à payer 2500 francs par tête pour entrer dans les autres colonies. Le problème de l'exploitation de l'Australie tropicale, pour n'être pas très pressant, n'en sera pas moins d'une solution assez difficile dans l'avenir.

CHAPITRE XII

Le rôle du crédit dans la colonisation de l'Australie. — Ses abus et la crise économique de 1893.

Rôle immense du crédit dans le développement de l'Australasie. — Importation de capitaux britanniques de 1871 à 1892. — Abus des emprunts publics et privés à partir de 1880; excès de spéculation. — Les banques australiennes, leur dangereuse politique. — Chute de la spéculation immobilière en 1891; baisse des prix de la laine. — La moitié des banques d'émission suspendent leurs paiements en avril et mai 1893. — Causes profondes de la crise; sa durée prolongée. — Persistance de la stagnation économique. — Difficultés qu'éprouve l'Australie à se relever complètement: recherche de leurs causes.

Si l'Australasie a si vite atteint le prodigieux développement économique dont nous avons fait le tableau et qui peut se résumer par le total de sa production en 1891, avant les crises récentes, — 117 millions et demi de livres sterling ou 2 milliards 940 millions de francs, soit 720 francs par tête, chiffre qui n'est atteint en aucune autre contrée — et par celui de son commerce extérieur, dans la même année : 2 milliards 120 millions dont 1080 millions d'exportation [1], si de grandes villes

1. Les chiffres que nous donnons pour le commerce australasien sont ceux du commerce extérieur seulement, c'est-à-dire du commerce avec les possessions britanniques en dehors de

s'y sont élevées, si l'on y a construit 20 000 kilomètres de chemins de fer, elle ne le doit pas seulement aux colons venus du vieux monde et aux capitaux qu'ils apportaient avec eux, mais encore aux énormes capitaux prêtés par les habitants restés dans la mère-patrie. La prospérité si rapidement acquise par l'Australasie est ainsi une démonstration éclatante de l'utilité de la colonisation pour le pays colonisé aussi bien que pour le pays colonisateur, de l'importance du capital dans la production de la richesse et de la puissance du crédit. Elle ne devait que trop montrer aussi, par la suite, combien funestes peuvent être les abus de celui-ci.

A la fin de 1871, les Anglais avaient déjà placé en Australasie plus de 1900 millions de francs, dont 825 étaient prêtés aux gouvernements et aux municipalités et 1118 engagés dans des entreprises particulières. Dans les dix années suivantes, le chiffre des dettes publiques s'accrut de 1300 millions, tandis que les immigrants arrivés dans les colonies y apportaient 578 millions et que 500 nouveaux millions étaient encore placés par des capitalistes britanniques dans des entreprises privées. De l'ensemble des deux derniers nombres, il faut déduire 585 millions représentant des sommes retirées d'Australasie par leurs possesseurs ou simplement transférées d'une colonie dans une autre. La caractéristique de cette période, 1871-1881, fut surtout l'accroissement des dettes publiques, dû principalement à la construction des réseaux de chemins de fer, qui étaient à peine ébauchés à son début. En dehors des emprunts gouvernementaux, les capitaux apportés par les immigrants l'avaient emporté sur ceux qui furent prêtés par les habitants de la mère-patrie. De 1881 à

l'Australasie et les pays étrangers. Les importations et exportations intercoloniales n'y sont pas comprises. Pour juger de l'énorme importance relative du commerce de l'Australasie, il faut se souvenir que celui de l'Angleterre était, à la même date, de 19 milliards et demi et celui de la France de 12 milliards seulement, quoique ces pays fussent dix fois plus peuplés.

1892 il n'en fut pas de même et l'augmentation des dettes australiennes, tant publiques que privées, prit des proportions gigantesques. Les gouvernements et les municipalités empruntèrent 2935 millions; les immigrants apportèrent 875 millions; mais, en outre, 2305 millions d'argent anglais vinrent chercher en Australasie, dans des entreprises de toutes sortes, un emploi plus rémunérateur qu'ils n'en pouvaient trouver en Europe, où le taux de l'intérêt s'abaissait tous les jours. D'autre part, 600 millions avaient été retirés de leur emploi en Australie par leurs possesseurs ou transférés d'une colonie à une autre et doivent être retranchés des sommes que nous venons de citer.

Cet énorme afflux de capitaux dans les douze années 1881-1892 n'était plus l'indice d'un développement sain; il accompagnait une augmentation excessive de la population urbaine, et toute cette période fut caractérisée par une spéculation énorme portant surtout sur les biens-fonds, en particulier sur les terrains des villes, par une inflation générale. On remarque en effet que les cinq milliards et demi introduits en Australasie de 1881 à 1892 développèrent à peine autant la production de ce pays que l'avaient fait les 1800 millions apportés de 1871 à 1881 : la valeur totale de cette production était évaluée en 1871 à 1410 millions de francs; en 1881, à 2190 millions : en 1891, à 2940. C'est un fait bien connu que les premiers capitaux appliqués à la mise en valeur d'un pays sont toujours plus productifs que ceux qui suivent : mais l'effet de cette loi avait encore été exagéré aux Antipodes par la furie des travaux publics et des constructions de chemins de fer, qui l'atteignit comme elle avait atteint, peu de temps auparavant, la France et beaucoup de pays d'Europe. La plupart des lignes utiles étaient achevées en 1880 ou l'ont été peu après avec des capitaux empruntés avant cette époque. Les énormes emprunts d'État contractés depuis lors furent en grande partie gaspillés en prétendus *reproductive works* qui ne produisirent presque rien; quant aux com-

pagnies particulières qui se fondèrent, ce furent des sociétés financières et immobilières de spéculation, beaucoup plus que des entreprises destinées au développement réel des ressources du pays.

C'est à Melbourne surtout que l'on peut se rendre compte de ce qu'a été le *boom*, la grande période d'inflation et de spéculation qui battit son plein de 1886 à 1891, et dont on parle encore comme d'une sorte de temps fantastique. La seule colonie de Victoria, peuplée de 1 100 000 habitants, reçut, pendant ces cinq années, outre 150 millions de francs apportés par des immigrants, 1215 millions de capitaux anglais dont 425 prêtés à son gouvernement. Le mouvement de son commerce extérieur révélait une situation tout à fait anormale pour un pays neuf : ses importations étaient en moyenne des deux tiers plus fortes que ses exportations. L'immigration considérable qui s'y portait se concentrait tout entière à Melbourne même, dont la population, entre les recensements de 1881 et de 1891, s'accrut de 208 000 habitants, tandis que tout le reste de la colonie n'en gagnait que 70 000, chiffre inférieur à l'excédent des naissances sur les décès et qui indique un dépeuplement des campagnes au profit de la grande ville. C'était là, en effet, qu'on pouvait faire fortune rapidement en spéculant sur les terrains : dès 1884, dans Collins-Street, la plus grande artère de Melbourne, un lot de terrain s'était vendu 22 000 francs le pied anglais ($0^m,30$) de façade sur 66 pieds de profondeur, soit 3 600 fr. le mètre carré ; un peu plus tard le prix atteignit 30 000 fr. pour la même unité, 8 300 fr. le mètre. Une maison contenant des bureaux fut vendue — m'affirmait un des anciens locataires — 1 800 000 francs en 1889 à une société immobilière, qui put à grand'peine, en 1895, s'en défaire pour 300 000. La seule année 1888 vit se fonder à Melbourne 433 sociétés par actions, avec un capital de 360 millions réellement versés, dont 247 étaient des sociétés financières, *chiefly connected with real estate*, c'est-à-dire s'occupant surtout de terrains, dit la publi-

cation officielle *The Victorian Year Book*; au contraire, 17 de ces 433 compagnies seulement avaient pour but le développement des ressources naturelles du pays, en dehors des mines. Cette année 1888 marqua le point culminant de la période de spéculation : les opérations du *clearing house* de Melbourne portèrent alors sur 8 milliards 200 millions : trois ans auparavant, en 1885, elles n'avaient été que de 4 milliards 200 millions.

Une crise financière devait inévitablement suivre ces excès. Ce qui l'aggrava, ce fut la forme particulière sous laquelle l'argent anglais était placé en Australie. Au lieu de s'associer directement entre eux pour constituer des compagnies opérant dans les colonies, la plupart des capitalistes du Royaume-Uni avaient mis leurs fonds en dépôt dans des banques, le plus souvent pour six mois ou un an, placement fort avantageux, puisque, de novembre 1881 à février 1893, l'intérêt servi aux dépôts à un an dans les principales banques fut en moyenne de 5 p. 100 et ne descendit jamais au-dessous de 4 p. 100. Aussi, au début de 1892, plus d'un milliard de francs étaient déposés dans les 27 principales banques australiennes par des capitalistes britanniques, en outre des 2 800 millions que le public australien leur avait confiés. Une partie de cette dernière somme provenait, il est vrai, de comptes courants auxquels il n'était servi aucun intérêt. Néanmoins, il restait en tout plus de 3 milliards de francs, auxquels il fallait payer un intérêt de 5 p. 100; les profits tirés des opérations de banque proprement dites n'y auraient jamais suffi. Aussi les banques australiennes les considéraient-elles comme tout à fait secondaires : elles distribuaient le crédit foncier, le crédit agricole, prêtant sur les terres, sur les maisons, sur le bétail, la laine, les récoltes, sur tous les gages qu'on leur présentait et de la façon la plus imprudente, sans tenir compte de l'inflation énorme des prix des immeubles, de la difficulté de réalisation, des chances de dépréciation. Elles fondaient des *building societies*, des sociétés de construc-

tion à Melbourne, elles spéculaient sur les terrains. L'industrie pastorale était des plus florissantes alors, les cours de la laine élevés et les *squatters* empruntaient pour augmenter leur exploitation, souvent aussi pour acheter les terres dont ils n'étaient que locataires, afin de les mettre à l'abri des *free selectors*, des immigrants nouveaux venus, auxquels les lois foncières permettaient d'acquérir du gouvernement certaines terres, même lorsqu'elles étaient déjà louées pour la pâture : les banques ouvraient largement leurs caisses aux éleveurs : elles avaient en général commencé par prêter sur les troupeaux et se trouvaient entraînées à augmenter leurs avances pour faciliter l'achat du sol, de crainte que l'occupation d'une partie de la *station* par les *free selectors* ne vînt altérer la valeur de leur gage.

Emprunter à court terme et à un taux élevé, faire avec l'argent qu'on s'était ainsi procuré des prêts à long terme, sur des gages dont la valeur était énormément et artificiellement surélevée, et dont la réalisation devait devenir impossible en cas de crise, voilà quelle fut la ligne de conduite suivie de 1880 à 1892 par la plupart des banques australiennes. L'importance des dépôts britanniques les exposait à être compromises non seulement dans le cas d'événements fâcheux en Australie même, mais encore si un incident quelconque venait influencer le marché financier anglais et amenait les capitalistes du Royaume-Uni à retirer leurs dépôts. Le malheur voulut que ces deux éventualités se produisissent à la fois : la chute de la grande spéculation immobilière à Melbourne et une forte baisse du prix de la laine eurent lieu au moment même où les désastres financiers des pays de l'Amérique et de l'Europe méridionales ébranlaient profondément le marché de Londres. Les relations entre les diverses parties du monde sont si étroites aujourd'hui que la crise de l'Argentine, les troubles du Brésil, la banqueroute du Portugal et de la Grèce, la liquidation de la maison Baring précipitèrent un désastre en Australie.

En 1891, la crise commença, non par les banques proprement dites, mais par de nombreuses institutions financières improprement affublées de ce nom, qui servaient à leurs dépôts à un an jusqu'à 7 p. 100 d'intérêt. Toutes ces sociétés, qu'elles s'appelassent banques, ou bien *Land*, *Building* ou *Trade Companies*, pratiquaient, en l'exagérant encore, la politique d'emprunts à court terme et de prêts à long terme et distribuaient des dividendes fictifs, escomptant d'avance le profit total de ventes de terrains qui devaient être payés par annuités aux prix les plus déraisonnables et leur retombèrent en fin de compte sur les bras De juillet 1891 à mars 1892, 41 sociétés durent suspendre leurs paiements tant à Melbourne qu'à Sydney : leur capital s'élevait à 135 millions de francs, leurs dépôts à 365, leurs autres dettes à 90 millions. Trois des trente banques d'émission australiennes furent entraînées dans la crise et durent fermer leurs portes : deux autres liquidèrent en 1892, une troisième en janvier 1893. A l'effondrement de la spéculation immobilière venait se joindre une baisse des prix de la laine qui fléchirent de 15 à 20 p. 100 entre 1891 et 1893 ; la position des *squatters*, grands débiteurs des banques, s'en trouvait fort embarrassée ; les clients anglais de celles-ci, très alarmés des nombreuses faillites et déjà très atteints d'autre part, retiraient leurs fonds en grand nombre.

Au printemps de 1893, eut lieu une catastrophe financière comme il n'y en a peut-être pas d'autre exemple : douze des vingt-quatre banques d'émission, dont les bilans réunis atteignaient 2 milliards et demi de francs et la circulation de billets 64 millions, fermèrent leurs portes, se déclarant incapables de rembourser les 1800 millions de dépôts qui avaient été versés dans leurs caisses.

On peut difficilement se faire une idée de la violence de la commotion qui suivit ce désastre. En Australie, comme en Amérique, les particuliers ne conservent jamais par devers eux que des sommes minimes, quel-

ques livres sterling; tout ce dont ils n'ont pas besoin dans le courant d'une même semaine est déposé dans les banques, qui ont des succursales dans les localités même les moins importantes. Or, voici que 250 millions de comptes courants se trouvaient séquestrés. Les personnes les plus riches se virent du jour au lendemain totalement dépourvues d'argent liquide, à Melbourne surtout, où cinq des banques suspendues avaient leur siège. La panique eut heureusement peu d'effet sur les billets émis par les banques, à cause du petit nombre de ceux-ci : les législations australiennes sont fort restrictives en cette matière et le chiffre des billets en circulation est toujours resté très inférieur à l'encaisse métallique; il n'en atteint pas actuellement le cinquième. La période la plus aiguë de la crise dura peu, toutefois, et avant la fin de 1893, la plus grande partie des comptes courants avait été remboursée.

Il n'en put être de même des autres dépôts. Si l'on avait cherché à réaliser les gages sur lesquels les banques avaient imprudemment prêté ces fonds, on n'aurait aboutit qu'à ruiner absolument débiteurs et créanciers : toutes les terres d'Australie eussent été à vendre et elles n'auraient trouvé acquéreur qu'à des prix désastreux. Les créanciers s'en rendirent compte, et acceptèrent les arrangements que leur proposaient les banques. Avant la fin de 1893, les douze sociétés qui avaient suspendu leurs paiements en avril et mai étaient « reconstruites » et avaient rouvert leurs portes, mais on va juger à quelles dures conditions pour leurs créanciers : en échange de tous les dépôts non remboursables à vue des particuliers, et d'une partie même des comptes courants, formant une somme totale de 1 500 millions de francs, dont 530 millions de capitaux britanniques, les banques remettaient à leurs clients des bons de dépôts auxquels devait être servi un intérêt de 4 1/2 p. 100 jusqu'à leur remboursement. Celui-ci devait avoir lieu à des dates diverses entre 1896 et 1907 : l'une des banques convertit même les trois quarts de

ses dépôts en obligations perpétuelles 4 et 4 1/2 p. 100, une autre les deux tiers d'entre eux en actions privilégiées. En outre, les diverses sociétés ont appelé 150 millions de francs sur le capital non versé. Malgré cela et quoiqu'elles eussent retiré de la circulation une partie de leurs bons en les acceptant en échange de créances douteuses, la situation resta longtemps inquiétante en raison de l'obligation de rembourser, en quinze ans, 1 300 millions de dépôts et de la dépréciation des gages sur lesquels avaient prêté les banques, qu'aggravèrent encore les bas prix de la laine et les sécheresses qui décimèrent les troupeaux.

Quant aux terrains urbains et aux maisons, ils ont perdu les deux tiers ou les trois quarts de leur valeur. Dans les plus beaux quartiers de Melbourne, des propriétaires, qui menaient naguère un train effréné, offrent aujourd'hui de louer leurs somptueuses habitations à la simple condition de les entretenir en bon état, ainsi que les jardins y attenant. Les logements les plus modestes subissent la même dépréciation : telle petite maison louée à raison de 130 francs par mois avant le moment de la plus grande spéculation, ne se payait plus en 1895 que 30 francs; en 1888 on en louait de pareilles 200 francs. La population de Melbourne qui, de 1881 à 1891, avait augmenté de 20 000 âmes par an, tomba de 490 000 habitants en 1891 à 444 000 en décembre 1893 [1]; les recettes de son réseau de tramways ont fléchi de 14 millions en 1890-1891 à 9 millions en 1894-1895, témoignant de la diminution et de l'appauvrissement des habitants, du mauvais état des affaires. Dans le même intervalle, les chemins de fer de la colonie de

1. D'après le recensement de 1901, la population de Melbourne est revenue à 493 956 habitants; le chiffre d'ensemble de la population de Victoria, 1 196 000, accuse un gain de 55 000 habitants relativement à celui de 1891; comme l'excédent des naissances a été de 180 000 sur les décès pendant les dix dernières années, il en résulte qu'on doit estimer à 125 000 les vides faits par l'émigration.

Victoria, dont le réseau s'était accru de plus de 10 p. 100, virent leurs recettes brutes s'abaisser de près d'un quart.

J'ai cité les faits qui se rapportent à la colonie de Victoria parce que c'est elle qui donnait l'impulsion à toutes les autres, parce que c'est là que l'apparente prospérité produite par l'excès de spéculation et l'abus du crédit a été le plus caractérisée, et le désastre qui l'a suivie le plus profond; mais on retrouve dans toutes les autres les mêmes traits, un peu atténués. En Australie du Sud, la secousse a été presque aussi forte, en Nouvelle-Galles un peu moins, parce que les ressources réelles en sont plus grandes que celles de Victoria et que le développement y avait été moins artificiel; dans le Queensland, moins encore, parce que le pays est tout à fait neuf. La Nouvelle-Zélande, où une crise analogue, quoique moins intense, s'était produite quelques années plus tôt, a profité au contraire jusqu'à un certain point, par un effet de contraste, des embarras de ses voisines; elle l'aurait fait bien davantage, si ses expériences politiques et sociales n'influaient d'une manière défavorable sur son état économique.

Les institutions directement compromises, les banques ont pu cependant survivre, une seule a dû liquider définitivement; deux ou trois autres ont remanié à nouveau leurs concordats, non sans pertes pour leurs créanciers; le reste est aujourd'hui à flot, bien loin sans doute de la prospérité d'avant la crise. L'ensemble du pays continue à s'en ressentir gravement encore. Sans doute les Australiens ont, le premier moment de stupeur passé, fait montre d'une réelle énergie. Voyant diminuer les gains qu'ils tiraient de leurs anciennes industries, comme la laine, ils ont su s'en créer de nouvelles appropriées à leurs ressources : c'est au plus fort de l'ébranlement financier que la colonie de Victoria, suivie bientôt par les autres, a commencé d'exporter sur une grande échelle les viandes congelées, le beurre, les fromages, selon l'exemple donné déjà depuis plusieurs années par la Nouvelle-Zélande. D'autre part,

la fortune n'a pas voulu abandonner tout à fait ce pays, qu'elle avait tant gâté, et les mines d'or de l'Ouest, découvertes au moment précis où chancelait la prospérité des grandes colonies orientales, ont retenu sur l'Australie l'attention du monde. Malgré cela le pays n'est pas encore, depuis sept ans, parvenu à se relever. Les immigrants, on l'a vu, n'ont pas repris confiance; le peu qui vient aux Antipodes se rend sur les champs d'or de l'Ouest. Il en est de même des capitaux : durant les trois années 1893, 1894 et 1895, les Anglais retirèrent des entreprises privées australiennes une somme de 190 millions de francs; les gouvernements coloniaux trouvèrent cependant moyen d'emprunter encore 250 millions de francs; si l'importation des capitaux a repris depuis, sur une assez grande échelle, si 315 millions de capitaux du dehors ont été engagés dans des entreprises privées, si 250 millions ont été apportés par des immigrants, de 1896 à 1899, c'est presque uniquement vers l'Australie Occidentale, dans une beaucoup plus faible mesure vers la Tasmanie et la Nouvelle-Zélande, que ces richesses se sont dirigées.

L'un des meilleurs thermomètres de la prospérité publique, le chiffre des recettes brutes des chemins de fer témoigne de cet état de dépression persistante. En 1890-1891, l'ensemble du réseau ferré de l'Australie continentale et de la Tasmanie (Australie de l'Ouest exceptée), comprenait 15 200 kilomètres et produisait 217 millions de francs de recettes brutes; en 1895-1896 (les exercices se comptent en Australie du 1er juillet au 30 juin) les recettes tombaient à 187 millions, baisse de 14 p. 100; en 1898-1899 encore elles ne s'étaient relevées qu'à 216 millions, restant ainsi légèrement au-dessous du chiffre atteint huit ans auparavant, qu'elles ne dépassaient pour la première fois qu'en 1899-1900, avec 225 millions de recettes brutes, faible augmentation de moins de 4 p. 100, alors que le réseau était passé de 15 200 à 18 000 kilomètres, soit un accroissement de 18 p. 100. La recette brute par kilomètre était donc seulement de 12 500 francs au lieu

de 14 300 francs en 1890-1891. Dans toutes les colonies, à l'exception du seul Queensland, la plus jeune d'entre elles, ce produit kilométrique restait très inférieur à ce qu'il était neuf ans plus tôt; en Victoria et en Australie du Sud, c'était même le chiffre global des recettes qui se trouvait moindre, malgré l'accroissement du réseau, qu'en 1890-1891. En résumé, dans les trois colonies de Victoria, de Nouvelle-Galles et d'Australie du Sud, qui comptent ensemble les cinq sixièmes des habitants de l'Australie continentale, on ne constatait pas encore, en 1898, d'amélioration sensible depuis la période la plus aiguë de la crise; l'année 1899 et surtout l'année 1900 marquent, il est vrai, une reprise, appréciable surtout en Nouvelle-Galles du Sud, mais le relèvement reste encore lent et difficile.

Cette difficulté qu'éprouve l'Australie à se relever d'une crise de crédit, si grave qu'elle ait été, est frappante. D'ordinaire les pays jeunes ont plus d'élasticité : les États-Unis, la République argentine même, l'ont montré à plusieurs reprises. Cet affaiblissement prolongé ne provient pas seulement de calamités physiques, telles que les sécheresses répétées de ces dernières années, elle vient aussi de ce que la société australienne cachait sous des apparences florissantes certains vices de conformation, que nous avons signalés, tels que la mauvaise distribution de sa population; à la première crise venant entraver un développement un peu hâtif, ces défectuosités devaient se montrer à nu et empêcher une guérison rapide. Toutefois des tares constitutionnelles analogues se retrouvent, quoique moins accentuées peut-être, dans d'autres pays de peuplement récent. Il y a lieu, nous semble-t-il, de chercher d'autres causes encore à cette dépression persistante : l'étude de la législation politique, économique, fiscale et sociale de l'Australie nous aidera à les déterminer.

CHAPITRE XIII

La Démocratie et le Socialisme.

L'Australie est un laboratoire de science sociale. — La Société australienne est essentiellement démocratique. — Causes de ses tendances socialistes : manque d'équilibre entre la distribution de la population et celle des ressources naturelles : richesse et puissance de l'État colonial dès le début de son existence : question des sans-travail ; jalousie des diverses classes. — Influence du caractère anglo-saxon sur l'esprit démocratique. — L'organisation politique : caractère inférieur du personnel ; instabilité. — Le régime parlementaire et le *referendum*. — Formation et politique du parti ouvrier. — Les syndicats ; les grèves.

Les nouvelles sociétés qui se sont constituées dans les colonies anglaises des Antipodes se vantent de représenter au plus haut degré les tendances de la civilisation contemporaine, de marcher à son avant-garde. Et, de fait, si l'on applique à l'Australie les divers critériums auxquels on se fie le plus souvent aujourd'hui pour juger le degré de culture d'un pays, on est forcé de conclure que cette jeune contrée a déjà distancé toutes ses aînées. Ce n'est pas du développement littéraire ou artistique que nous entendons parler ici : aussi bien ne peut-on s'attendre à le trouver dans une société aussi jeune et, d'ailleurs, notre temps, dont toute l'attention se porte sur ce qui intéresse les masses, semble dédaigner les côtés les plus raffinés, les plus élevés même, de la civilisation. Mais pour ce qui est de la diffusion des connaissances moyennes, des conditions matérielles de l'existence,

de l'activité des transactions entre les hommes, l'Australie se rapproche certainement plus qu'aucun autre pays de l'idéal un peu terre à terre des contemporains.

Les illettrés y sont plus rares, les lettres et les télégrammes échangés plus nombreux, le commerce plus considérable par rapport à la population que nulle part ailleurs. Le *standard of life*, comme disent les Anglais, y est plus élevé, la vie plus large dans toutes les classes, si l'on en croit les statistiques de la consommation de certaines denrées : la viande, le sucre et autres. Enfin, malgré le léger lien qui les rattache à la monarchie anglaise, nulle part la démocratie n'est plus triomphante que dans les colonies australiennes; nulle part les innovations sociales n'ont été poussées plus loin, jusqu'à émanciper parfois la femme de sa traditionnelle minorité; nulle part enfin l'extension des pouvoirs de l'État, dont on prétend nous montrer l'omnipotence au terme de l'évolution actuelle, n'a trouvé des champions plus puissants et n'a été mise en pratique à un pareil degré.

De là vient l'intérêt qui s'attache à l'étude de ces jeunes sociétés où les aspirations modernes, durables ou éphémères, se font jour librement, beaucoup moins retenues qu'en Europe par les traditions du passé. Elles sont pour nous un véritable laboratoire de science sociale, et l'observation des expériences auxquelles leurs habitants se livrent peut être singulièrement utile au vieux monde. Il importe toutefois de ne jamais perdre de vue la diversité des milieux, la différence entre cette terre vierge d'Australie, où la civilisation a été implantée comme une bouture, et la vieille Europe où elle a crû lentement, où ses racines plongent dans le plus lointain passé. Des essais plus ou moins heureux dans l'une pourraient être funestes à l'autre.

Nous avons étudié dans un précédent chapitre l'histoire du peuplement de l'Australie et la formation de la société qui l'habite. Le fait capital de cette histoire,

c'est la découverte de l'or : malgré le développement agricole très important qui l'avait précédée, l'immigration qui a suivi cet événement fut si nombreuse et si soudaine que les nouveaux venus, au lieu d'être absorbés par les anciens colons, d'adopter leur esprit et leurs habitudes, les dominèrent, les submergèrent et, loin d'être assimilés par eux, se les assimilèrent plutôt. Pour l'histoire des idées, des tendances politiques et sociales, l'Australie date de 1850.

Les immigrants qui y sont arrivés alors et lui ont imprimé son caractère actuel sortaient en grande partie des couches profondes du peuple anglais, et plutôt des villes que des campagnes. C'est par suite de cette circonstance que se sont formées ces agglomérations urbaines dont la grandeur demesurée est l'un des caractères les plus saillants des colonies australiennes.

Le mal est d'autant plus grand que l'Australasie est, en dehors de l'industrie aurifère, un pays essentiellement agricole, pastoral surtout. La laine, la viande, les autres produits du bétail constituent les deux tiers des exportations australasiennes. De grande industrie, il n'y en a point et il n'y en aura pas de longtemps. Les richesses minérales de l'Australie, sauf en ce qui concerne les métaux précieux, n'ont rien d'exceptionnel; la houille notamment ne se trouve pas en très grande quantité. D'ailleurs, un pays aussi neuf, obligé de tirer tous ses capitaux du dehors, très éloigné des plus grands marchés du monde, ne peut avoir encore d'industrie de premier ordre : en Amérique même, les industries sont très récentes, sauf celle du coton. En résumé, c'est l'or qui a attiré des centaines de mille immigrants en Australie; son extraction n'occupait en 1899 que 96 000 personnes. Les grandes ressources du pays sont essentiellement rurales; mais ses habitants sont venus des villes et la moitié d'entre eux se sont renfermés de nouveau en des villes qui n'ont pas de raison d'être, du moins d'être aussi grandes

qu'elles le sont. C'est cette opposition, ce manque d'équilibre originel qui constitue le défaut le plus grave de la société australienne.

Les tendances qui la dominent s'expliquent par sa constitution. Les idées socialistes devaient naturellement être accueillies avec faveur par les chercheurs d'or malheureux, ou ruinés après une fortune momentanée, qui peuplaient les grandes villes, par les ouvriers, très nombreux et par cela même très puissants, dont les salaires avaient été extrêmement élevés pendant le premier essor des mines et qui ne voulaient à aucun prix les voir diminuer. Des mêmes causes est né le protectionnisme à outrance : pour faire vivre tous ces ouvriers des villes, il fallait créer des industries qui, placées dans des conditions défavorables, ne pouvaient soutenir la concurrence étrangère qu'en s'entourant de hautes barrières : la seule colonie qui lui ait échappé, la Nouvelle-Galles, est précisément celle où l'industrie, grâce à d'importantes mines de charbon, pouvait naître et se maintenir naturellement.

L'État s'est, d'ailleurs, trouvé dès l'origine très puissant en Australie parce qu'il possédait naturellement tout le sol. La politique de vente des terres à haut prix, qui a tant contribué à la prospérité de ce pays dès avant les découvertes minières, lui procura de tout temps des ressources très importantes. Aujourd'hui encore, les recettes, que les diverses colonies tirent tant des terres louées pour le pâturage que de celles qui sont vendues, atteignent en moyenne plus du huitième de leur revenu total. Dans la Nouvelle-Galles même, celui-ci est de 250 millions de francs dont un cinquième, 52 millions et demi, provient du domaine public. L'État disposait ainsi de sommes très importantes alors que les capitaux des particuliers étaient encore faibles ou très instables, comme dans la période de grande effervescence qui suivit la découverte de l'or. Il fut ainsi naturellement amené à se charger des grands travaux publics et surtout des constructions de chemins de fer. Que la constitution du

réseau ferré en ait été hâtée au début, cela est incontestable; mais bientôt arrivèrent des complications : lorsque l'État, une fois la plupart des lignes nécessaires terminées, voulut congédier la plupart des très nombreux ouvriers qu'il employait, naquit la question des *unemployed*, des *sans-travail*; le principal remède qui y fut apporté, sous la pression de l'opinion publique et de considérations électorales, consista à entreprendre sans cesse de nouvelles lignes, de moins en moins productives. Les masses s'habituèrent ainsi de plus en plus à considérer l'État comme le patron par excellence, et les *relief works*, les travaux entrepris pour soulager les ouvriers inoccupés, comme une fonction essentielle du gouvernement. Puisqu'il construit et exploite les chemins de fer, dit-on bientôt, pourquoi n'entreprendrait-il pas aussi toutes les autres industries? La force des choses avait conduit en Australie à l'exploitation des chemins de fer par l'État : il en résulte qu'aujourd'hui la logique simpliste des démocraties veut en faire le patron universel.

A ces causes, il faut encore ajouter les mauvais rapports des classes de la population entre elles. Que de fois n'ai-je pas entendu des Australiens regretter les sentiments amers de classe — *very bitter classfeelings* — dont étaient animées les couches inférieures de la population à l'égard surtout des grands propriétaires, des *squatters*. Comment ce sentiment de classe, assez faible en Amérique, est-il aussi fort ici? C'est sans doute encore à la composition mal équilibrée de la population qu'il faut l'attribuer. Aux États-Unis, où l'industrie, si elle est née en partie à l'abri artificiel de tarifs protecteurs, a du moins devant elle un immense marché, elle est vigoureuse, prospère, et l'ouvrier peut voir s'ouvrir devant lui un avenir illimité. En Australie, au contraire, les chétives industries de serre chaude, qui n'ont devant elles que des marchés minuscules — puisque chaque colonie formait un territoire douanier séparé —, végètent; et l'ascension, le passage de l'état d'ouvrier à celui

de patron, tout au moins de contremaître, n'est guère possible dans ce corps anémié. L'ouvrier n'ayant pas devant lui de perspectives d'avenir est ainsi mécontent, malgré ses hauts salaires, se plaint d'être un paria, et n'espère qu'en un changement radical de l'organisation de la société.

C'est en particulier aux *squatters* qu'il en veut. Ces grands propriétaires, ou grands locataires de terrains de parcours pour le bétail, dont plusieurs détiennent des dizaines de milliers d'hectares, sont cependant l'élément solide de la colonisation australienne, les véritables auteurs de la grandeur économique de ce pays. Le départ de quelques milliers d'entre eux lui serait plus funeste que l'exode de la moitié des 1 200 000 habitants qui peuplent ses quatre grandes villes. Si la propriété pastorale est souvent énorme en Australie, c'est que cette énormité est nécessaire à cause du climat, de ses longues sécheresses, de son irrégularité, qui occasionnent parfois des pertes désastreuses auxquelles un petit propriétaire, muni d'avances insuffisantes, ne saurait résister. L'agriculture proprement dite n'est pas non plus très favorisée en Australie, parce que les terres voisines des côtes sont presque toujours couvertes de forêts dont le défrichement revient à un prix élevé. Des squatters, des fermiers ou agriculteurs, et des ouvriers, les premiers sont les plus utiles, ils forment l'épine dorsale, *the back-bone*, suivant l'énergique expression anglaise, de la colonisation; les seconds sont presque un élément secondaire; les derniers ne contribuent que fort peu à la prospérité de l'Australie, mais ils sont les plus nombreux, et ils la gouvernent.

Recrutement des immigrants dans des milieux sans cohésion ni tradition, en forte proportion dans les villes; manque d'harmonie qui en résulte entre la composition de la population, en grande partie urbaine, et la nature des ressources du pays, surtout pastorales; jalousie entre les diverses classes de cet ensemble mal équilibré, voilà ce qui a favorisé la poussée du socialisme

d'État en Australie, malgré l'esprit individualiste de la race britannique qui a presque seule peuplé ce continent. On peut y ajouter aussi des causes ethniques : l'influence des Écossais, très nombreux surtout en Nouvelle-Zélande et dont l'esprit s'accommode assez bien d'un radicalisme dogmatique; celle aussi des Irlandais, qui constituent plus d'un cinquième de la population et qui rendent la démocratie australienne quelque peu turbulente et impatiente.

Toutefois, si elle est démocratique et singulièrement hardie il ne faut pas oublier que cette société est d'origine entièrement britannique. Si radicaux qu'ils puissent être, les Anglo-Saxons le sont toujours avec quelque méthode. Ils tiennent à conserver les dehors et les formes des choses lors même qu'ils en changent le fond. Aussi retrouve-t-on dans cette jeune et hardie société un grand nombre de coutumes, même d'institutions, qui en revêtent l'extérieur d'apparences tout à fait britanniques. Les habitudes de vie, comme les plaisirs des Australiens, ont été, aussi bien que leur type, à peine modifiés par le milieu, dont l'action ne se fait pas encore sentir depuis assez longtemps. En matière religieuse, l'influence de l'esprit anglais s'est maintenue plus profondément qu'en toute autre : les sentiments chrétiens sont encore aussi vivants, et les observances extérieures, celle du dimanche notamment, plus rigidement suivies, peut-être, qu'en Grande-Bretagne même.

Nulle part le respect des traditions, qui s'allie si souvent en pays anglo-saxon à l'esprit d'innovation, n'est plus sensible que dans l'organisation politique : depuis 1855 en Nouvelle-Galles du Sud, en Victoria, dans l'Australie du Sud, la Tasmanie et la Nouvelle-Zélande, depuis 1860 dans le Queensland, depuis 1890 seulement dans l'Australie de l'Ouest, le gouvernement parlementaire est en vigueur, exactement calqué sur celui de l'Angleterre : un gouverneur nommé par le souverain, chef du pouvoir exécutif, mais surtout per-

sonnage d'apparat, qui a cependant le pouvoir, rarement employé, de réserver son assentiment aux lois votées par le Parlement et de les transmettre au roi dont le droit de *veto*, toujours en théorie, est absolu; une Chambre haute ou Conseil législatif, dont les membres sont tantôt nommés par le gouvernement, à vie ou pour un certain nombre d'années, tantôt élus par un corps censitaire, jouant le rôle de la Chambre des lords, repoussant parfois les lois votées par la Chambre basse, quitte à céder, si, après une dissolution, les électeurs se prononcent contre elle; enfin une Assemblée législative, qui se distingue de la Chambre des communes anglaise en ce qu'elle est élue par le suffrage universel, mais qui est, comme elle, l'organe moteur du gouvernement, qui fait et défait les ministères, choisis, pour la plus grande partie, dans son sein.

Comme les mécanismes gouvernementaux, les milieux politiques des diverses colonies sont à peu près identiques. Ce sont des questions économiques et sociales qui s'y agitent principalement : les réformes politiques, relatives surtout à l'extension du droit de suffrage, qui avaient été discutées dans les premières années qui suivirent la concession du *self-government* sont aujourd'hui acquises. Ce qui remplit les sessions des parlements, c'est la lutte entre libre-échangistes et protectionnistes à outrance, à laquelle viennent se mêler, pour la dominer presque aujourd'hui, les discussions entre les partisans et les adversaires de l'extension indéfinie des pouvoirs de l'État. La coexistence de ces deux ordres de questions, l'absence de grands partis historiques, comme en Angleterre et aux États-Unis, quoiqu'il y ait dans chaque parlement, à l'instar de la Chambre des communes, un *leader* de l'opposition, personnage quasi officiel et successeur désigné du premier ministre, la fréquence des coalitions de groupes ont abouti à une grande instabilité ministérielle : les trois principales colonies, Victoria, Nouvelle-Galles, Nouvelle-Zélande, ont eu, de 1855 à 1895, 27 à 28 cabinets;

l'Australie du Sud, 42; le moins instable, le Queensland, 15 seulement[1].

Les replâtrages, les « débarquements » fréquents sont favorisés par la qualité inférieure du personnel politique : en Australie, comme en Amérique, comme dans bien d'autres démocraties anciennes ou modernes, le divorce entre les « autorités sociales », suivant la forte expression de Le Play, et les gouvernants, est de plus en plus complet : les chambres hautes servent seules encore de refuge à quelques *squatters*, industriels, banquiers; encore est-ce pour elles un titre à l'hostilité des politiciens de carrière. « Que représentent-ils donc, s'écriait, en parlant des membres du Conseil législatif, le premier ministre de la Nouvelle-Galles du Sud, M. Reid, ces hommes nommés à vie par les divers gouvernements qui se sont succédé? des avocats, des industriels, des financiers heureux, voilà tout ce que c'est. . » Le fait d'avoir exercé avec quelque succès une profession doit donc être l'arrêt de mort de l'influence politique d'un homme!

Les paroles que je viens de citer étaient prononcées au cours de la période électorale, à la suite d'une dissolution de la Chambre, qu'avait provoquée le refus du Conseil législatif de voter des réformes fiscales et douanières proposées par le gouvernement. Ces élections de 1895 marquèrent un nouveau pas dans la décadence du personnel politique de la Nouvelle-Galles. Le chef de l'opposition protectionniste, sir George Dibbs, le vieux

1. De 1894 à 1899, cette instabilité gouvernementale a paru cesser; les mêmes ministères sont restés au pouvoir pendant tout ce laps de temps dans presque toutes les colonies: les difficultés économiques et financières rendaient le pouvoir moins attrayant; de plus, presque tous ces gouvernements professaient un radicalisme avancé qui n'était pas sans plaire au corps électoral, quelles que puissent être les conséquences pour l'avenir des mesures qu'ils ont prises. Depuis 1900, il est vrai, les changements semblent tendre à redevenir fréquents, sauf la Nouvelle-Zélande, où le ministère radical-socialiste Seddon est au pouvoir depuis huit ans.

sir Henry Parkes, son allié, quoique libre-échangiste, presque tous les hommes indépendants qui n'acceptaient pas en entier et servilement les plans financiers du ministère, furent battus. De sir Henry Parkes, l'ancien chef, devenu dissident, du parti libre-échangiste, à son successeur, M. Reid, la décadence est grande. Le *grand old man* des Antipodes, comme on l'appelait, par une comparaison un peu ambitieuse avec M. Gladstone, était un véritable homme d'État. Cinq fois premier ministre, il s'était attaché à l'œuvre de la fédération des colonies australiennes qui leur sera très utile, ne fût-ce qu'en élargissant un peu l'horizon de leurs gouvernants. Bien qu'un peu charlatan à l'occasion, il ne se laissait pas absorber par les préoccupations électorales.

Son successeur, dont il disait « qu'il s'étonnait qu'un cerveau aussi réduit pût aller de compagnie avec un si énorme ventre », n'est pas, en réalité, dépourvu de certaines qualités, il a rendu de réels services à l'Australie dans la cause de la fédération; mais ce n'en est pas moins un de ces politiciens brouillons, démagogues et gaspilleurs, tenant par-dessus tout au pouvoir et pour qui l'art de gouverner consiste surtout à suivre ceux dont ils sont les chefs, à satisfaire les groupes les plus bruyants. Aussi préfèrent-ils les mesures d'ostentation aux réformes simples et graduelles et excellent-ils à compliquer les questions, à confondre les plus diverses pour composer de véritables mélanges détonants qui feront retentir leur nom dans les couches les plus profondes du peuple, pour lesquelles il prétendent travailler. Souvent, suivant un mot célèbre, ils ne pensent que quand ils parlent, mais ils se font vite une opinion sur tous les projets de réforme, non pas en étudiant le fond, mais en scrutant l'effet qu'ils produiront sur les masses électorales. Lorsque M. Reid arriva au pouvoir, en 1894, il était nettement investi par le pays de la mission d'abaisser le tarif douanier. Non content de déposer une loi dans ce sens et de proposer l'établissement d'impôts directs — foncier et sur le revenu — pour

maintenir les recettes budgétaires, il compliqua la réforme en rendant ces impôts progressifs, en exemptant tous les revenus inférieurs à 7500 francs. Il se refusa à toute concession à l'égard de la Chambre haute qui désapprouvait ces excès démagogiques, en appela aux électeurs, et, cette fois, ajouta à son programme la réduction à cinq ans du mandat, jusqu'alors à vie, des membres de la haute assemblée, et l'institution du *referendum*. C'était un bouleversement complet de la constitution; mais tout ce bruit et les violents discours qui l'accompagnaient satisfaisaient le bonhomme Démos, qui n'a guère changé depuis qu'Aristophane s'en moquait à Athènes. « Corps pourri et corrompu, vieux fossiles », tels étaient les termes dont se servait le premier ministre lui-même pour désigner la Chambre haute et ses membres. La période électorale terminée, il s'étonnait qu'ils en fussent mécontents et lui votassent un blâme pour ce qui n'était, disait-il, que *election talk*, des discours électoraux. La comédie finie, les acteurs étaient surpris qu'on vînt leur reprocher à la ville ce qu'ils avaient dit sur les planches pour se faire applaudir du public.

Les méthodes de travail des parlements australiens témoignent aussi du souci d'ostentation qui caractérise le monde politique de ces démocraties. La Nouvelle-Zélande se fait particulièrement remarquer à ce point de vue. Le premier ministre est ici un ancien cabaretier, qui, par une singulière ironie, s'est trouvé obligé de soutenir un projet de loi restreignant la vente des liqueurs alcooliques. Ce n'était qu'un des quatre-vingts et quelques *bills* que le Parlement devait discuter dans les trois derniers mois de sa session de 1895 et qui avaient trait aux sujets les plus divers : divorce; restriction de l'immigration, surtout de celle des Chinois; questions ouvrières, agraires; enfin question de la Banque de la Nouvelle-Zélande, près de tomber en déconfiture sous l'exagération de ses prêts hypothécaires. Dans cette dernière discussion il y eut deux

séances qui, commencées à 2 heures de l'après-midi, se terminèrent l'une à 6, l'autre à 8 heures du matin : c'est dans ces conditions que fut votée une garantie de 80 millions de francs donnée par cette colonie, dont le budget total ne dépasse guère 100 millions. Or, un an auparavant, le jeune et populaire ministre des finances avait déjà arraché à la Chambre, en une nuit, une première garantie de 50 millions en faveur de cette même institution, jurant que la situation lui était parfaitement connue, que la Banque serait désormais à l'abri de toute épreuve, comme il le répétait encore, au printemps de 1895, aux actionnaires de Londres!

Force the bills through the house, forcer la main à la Chambre pour faire passer leurs projets, voilà la politique constante de tous ces gouvernements. En Nouvelle-Zélande, les séances se prolongent presque toutes jusqu'à minuit ou 1 heure du matin. La moitié d'entre elles est absorbée, il faut le dire, par les remaniements de lois votées à la hâte un ou deux ans auparavant et reconnues incomplètes ou inapplicables; en 1895, on s'occupait notamment d'amender ainsi une loi sur la vente des liqueurs alcooliques adoptée en 1894; une autre, sur l'arbitrage entre patrons et ouvriers, remontant à la même date et qui dut être amendée de nouveau en 1896 et 1898 ainsi qu'une loi sur le travail dans les boutiques, *shops and shops' assistants act*, qui datait aussi de 1894, en remplaçait une autre de 1892 et fut remaniée une troisième fois en 1896. Contre une pareille législation, l'obstruction parlementaire serait une protection; mais on s'en est enlevé le bénéfice en limitant à une demi-heure le temps pendant lequel un orateur peut parler.

La précipitation la plus grande, avec sa conséquence forcée, l'instabilité et souvent l'arbitraire dans l'application, caractérise ainsi l'œuvre des législateurs australiens. Cette situation tend à s'aggraver par la diminution du pouvoir ou de la durée du mandat des chambres hautes; celles-ci ont déjà, naturellement,

assez peu d'autorité dans ces pays neufs, parce qu'elles ne s'appuient pas, comme la Chambre des pairs en Angleterre, sur un passé long et glorieux, sur une tradition historique. Mais, que leurs membres fussent élus pour un terme plus long que ceux des Chambres basses par des électeurs spéciaux soumis à certaines conditions de cens et de propriété [1], ou qu'ils fussent nommés à vie par le gouverneur en conseil des ministres, ils avaient du moins quelque indépendance et n'étaient pas soumis à toutes les fluctuations des courants d'opinion du moment. Depuis quelques années, dans les colonies où les membres du conseil législatif sont nommés par la couronne, l'idée de les faire nommer à temps a gagné beaucoup de terrain. La Nouvelle-Zélande a adopté en 1891 un terme de sept ans, l'Australie de l'Ouest six ans; en Nouvelle-Galles du Sud, M. Reid proposait cinq ans. Dans ces conditions il devient facile au gouvernement en possession du pouvoir de s'assurer en très peu de temps la majorité dans la Chambre haute dont le nombre des membres est légalement illimité. Cette Chambre perd alors sa principale raison d'être qui est, non pas d'empêcher la volonté du peuple de prévaloir, mais de l'obliger parfois à affirmer une seconde fois cette volonté, après un intervalle assez long, de manière à s'assurer qu'elle est bien réfléchie, et de faire ainsi que la législation ne reflète que les mouvements durables de l'opinion, non les plus éphémères, et ne soit pas vouée à une instabilité perpétuelle. Le referendum vers lequel se tournent en Australie beaucoup de gens dégoûtés de la manière dont on y pratique le régime parlementaire, pourrait, si on en abuse, rendre cette instabilité plus complète encore. Très précieux, lorsqu'il est employé dans les cas graves et

1. Ces conditions sont en général très larges : aux dernières élections de Victoria le corps électoral pour la Chambre haute comptait 153 449 membres contre 229 036 pour la Chambre basse; dans l'Australie du Sud, 35 370 contre 72 752; en Tasmanie la différence était plus grande : 7354 contre 31 231.

de solution urgente seulement, il risque de rendre complètement inutile l'existence de la Chambre haute, lorsqu'on le fait intervenir, comme M. Reid le proposait en Nouvelle-Galles du Sud, chaque fois qu'il y a désaccord entre les deux Chambres.

Cette instabilité législative, jointe à l'extension très grande des attributions de l'État, rend particulièrement sensible un mal que l'Amérique supporte assez allègrement parce que les changements y sont difficiles, fréquemment empêchés par le *veto* présidentiel dont il est fait un large usage, — M. Cleveland s'en est servi plus de trois cents fois en quatre ans — et que la sphère d'action de l'État y est étroitement limitée par la Constitution : nous voulons parler de la médiocre qualité du personnel politique, de la substitution du politicien de carrière, pour qui les considérations électorales priment toutes les autres, à l'homme de profession libérale mettant au service du pays ses connaissances générales sans abdiquer son indépendance.

Le régime parlementaire est un mécanisme délicat, bien fragile entre les rudes mains de la démocratie, toujours un peu brutale et peu disposée à admettre les ménagements et les concessions qui peuvent seuls en rendre le fonctionnement possible. Il exige d'ailleurs la présence de deux partis nettement tranchés, ayant chacun ses principes, ses traditions, son personnel. Ces conditions n'ont jamais été réalisées en Australie, et l'on s'en éloigne de plus en plus depuis que grandit le parti ouvrier qui, en promenant de droite et de gauche les votes de ses partisans, a obtenu des diverses coteries sans principes bien fermes qui se succèdent au pouvoir, de nombreuses mesures conformes à son programme. N'ayant en face de lui aucune opposition fortement organisée, il tient dans une dépendance plus ou moins complète les gouvernements des principales colonies, Victoria, Nouvelle-Galles, Australie du Sud, et Nouvelle-Zélande surtout où l'ancien parti libéral s'est fondu avec lui, se laissant complètement dominer par

ses idées, comme il arrive toujours en pareil cas. C'est grâce à l'appui du parti ouvrier que des gouvernements à tendance radicale-socialiste particulièrement accusée ont pu, faisant exception à l'instabilité qui jusqu'alors était de règle en Australie, rester au pouvoir pendant plusieurs années dans ces derniers temps. Dans l'Australie du Sud, M. Kingston, devenu premier ministre en 1894 n'a cessé de l'être qu'en 1899, pour faire place à son ancien collaborateur M. Holder; en Nouvelle-Galles, M. Reid, qui était encore, au fond, le plus modéré de ces chefs de cabinet coloniaux, n'a été renversé qu'en 1899, après cinq ans de pouvoir aussi; à Victoria, le même parti gouverne également depuis cinq ou six ans : enfin M. Richard Seddon, ministre depuis 1891, premier ministre depuis 1893, est le roi sans couronne, presque omnipotent de la Nouvelle-Zélande.

Ses méthodes opportunistes ont valu au parti ouvrier australien les reproches des révolutionnaires européens. Ils l'ont accusé de s'être laissé domestiquer et leurrer. Un écrivain de la *Revue socialiste* [1] disait même récemment qu'il n'avait jamais pu se résoudre à répondre affirmativement à cette question : « Y a-t-il un mouvement socialiste en Australie? » et il ajoutait ensuite : « En grande pompe et en cérémonie, les représentants du capitalisme concèdent de temps à autre à la classe ouvrière quelque petite loi, quelque vague promesse, quelque privilège innocent, quelque aumône chétive... Dans la pratique des discussions parlementaires où ils (les députés ouvriers) se mêlent chaque jour, l'épée luisante de l'idéal est prudemment gardée au fourreau et l'on ne se sert que du fleuret moucheté de l'opportunisme... Un des représentants du parti ouvrier se lève, pour démontrer qu'au lieu de dépenser l'argent pour le profit de tel et tel, il faudrait l'employer dans l'intérêt des ouvriers mal à l'aise de tel ou tel

1. *Le Paradis des ouvriers*, par M. Siebenhaar (*Revue socialiste*, janvier 1899).

métier. Le gouvernement a immédiatement en réserve quelque petit chemin de fer projeté qui, en réalité, n'aura d'autre utilité que de gaspiller de l'argent et de sauver le gouvernement, mais qui pour le moment va ouvrir toute une province à défricher et donner du travail à des milliers d'hommes... C'est ainsi que les gouvernements successifs des colonies ont dépensé inutilement des millions qui n'ont profité à personne, leur devise étant toujours : « Après nous le déluge! » On ne saurait mieux exposer la tactique du parti ouvrier, ni critiquer plus justement le gaspillage et l'énorme accroissement des dettes publiques auxquels a donné lieu l'abus des prétendus *reproductive works*, travaux reproductifs — ce mot est l'équivalent, dans le jargon électoral australien, de cette autre expression si souvent entendue chez nous depuis trente ans : augmenter l'outillage de la France —, qui n'ont rien produit, mais ont rendu chronique la plaie des sans-travail. C'est, toutefois, être bien intransigeant que de traiter d'aumônes chétives les importantes lois dont les socialistes n'ont que trop facilement obtenu le vote, en suivant toutefois une méthode plus conforme à l'esprit anglo-saxon qu'à l'idéal révolutionnaire.

Le grand desideratum du prolétariat, la journée de huit heures, est en vigueur dans la plupart des métiers en Australie et a été réalisé par les seuls efforts des syndicats, sans aide législative. La rareté des ouvriers habiles pendant la grande période d'effervescence des mines d'or a favorisé les hauts salaires et les courtes durées de travail. Les *Trade-Unions* se sont trouvées ensuite assez fortes pour maintenir ces conditions et y ont été encore aidées par l'inflation générale qui a signalé la période de grande prospérité, en partie factice, de l'Australie de 1871 à 1892. Pendant ce temps, il n'a pas été introduit dans ce pays moins de 7 milliards 200 millions nets de capitaux européens, dont plus de la moitié en emprunts publics. Les salaires sont restés très élevés, malgré les courtes journées, le plus simple

manœuvre gagnant 8 à 9 francs par jour; les syndicats ne rencontraient que peu de résistance et en profitèrent pour assurer leur puissance.

Ils voulurent la mettre à l'épreuve en 1890-1891, mais les grandes grèves qu'ils organisèrent alors dans les industries maritimes et parmi les mineurs des houillères de la Nouvelle-Galles du Sud échouèrent complètement. Le malaise résultant des excès de spéculation se faisait déjà sentir; les industriels, gravement menacés cette fois, s'unirent, et les grévistes durent renoncer à leurs prétentions. C'est depuis lors que le parti ouvrier s'est constitué en *solidarity-party*, que des liens se sont noués entre les associations ouvrières des diverses colonies et que des mesures législatives d'un caractère socialiste prononcé ont été prises par les divers gouvernements qui s'étaient bornés, jusque-là, à soulager les sans-travail par des travaux publics de toute sorte.

Par contre, sans renoncer complètement aux grèves, le parti ouvrier les a reléguées au second plan et elles ne tiennent plus une place très importante que dans le mouvement socialiste des tondeurs de moutons. Très nombreux dans ce pays, qui compte 100 millions de bêtes à laine, ils forment une population à demi nomade, qui se déplace d'un *run*, ou parcours de moutons, à un autre; ils sont accompagnés de ce qu'on appelle les *rouseabouts*, gens souvent sans aveu, qui font tous les petits travaux accessoires de la tonte, ramassent la laine, tiennent des cantines, etc. Les tondeurs eux-mêmes se recrutent dans les couches les plus inférieures de la population coloniale. Leurs divers syndicats sont réunis en une fédération générale, et les grèves, au moins partielles, qui éclatent presque tous les ans, revêtent un caractère de violence qu'ont très rarement les grèves urbaines.

La grande grève de 1894 a révélé des tendances et des moyens de propagande tout à fait anarchistes. Des agitateurs parcouraient le pays en tenant des discours et dis-

tribuant des pamphlets incendiaires. Les parlements sont formés « de comités de voleurs corpulents, d'escrocs bien élevés, d'orateurs prostitués, d'abjects vendus... L'arbre de la liberté ne porte des fruits que lorsqu'il a été fumé avec les os de ces gras usuriers, de ces insolents despotes ». On engageait les grévistes « à étudier la science de la mort, à employer les balles, l'acier, la mélinite, les torpilles, le poison, les explosions ». Des hangars, des bateaux chargés de laine furent brûlés ; des tondeurs, non affiliés au syndicat, enlevés, enchaînés et retenus dans des endroits écartés ; d'autres furent même tués à coups de fusil. Plus atroces encore furent les cas d'empoisonnement : une tentative de ce genre fut faite de nouveau dans le Queensland en 1895, pendant mon séjour en Australie, et faillit coûter la vie à plusieurs dizaines de personnes. Sans doute les chefs des *Trade-Unions* n'approuvaient pas ces sauvageries, mais ils n'osaient les répudier ouvertement : aucun député, aucun journal ouvrier n'a manifesté publiquement son indignation. La notion de la liberté du travail, en Australie comme en Europe, a complètement disparu dans les milieux populaires. Un témoin oculaire de l'incendie d'un bateau par les grévistes, sur le Murray, me dit que l'impression générale, parmi les ouvriers des grandes mines d'argent de Broken Hill, où il habitait, avait été celle-ci : « Il y a longtemps déjà qu'on aurait dû le brûler ; ç'a toujours été un bateau étranger au syndicat » ; et mon interlocuteur, brave commerçant de détail, aisé pourtant et nullement révolutionnaire, tout en déplorant les violences, trouvait que les *squatters* avaient eu tort de ne pas accepter l'arbitrage, de vouloir aller jusqu'au bout de leurs droits. Toutes les grandes grèves récentes, ajoutait-il, ont échoué, et cela entretient une vive animosité parmi les ouvriers. Grâce au socialisme des tondeurs de moutons, les représentants de certains districts ruraux sont parmi les plus révolutionnaires des parlements australiens.

Les excès de ces grèves d'un caractère tout spécial

sont, il n'est que juste de le reconnaître, des faits exceptionnels en Australie. En général la liberté du travail, sans y être absolument respectée, l'est plus que sur le continent européen. Parmi bien d'autres traits du caractère anglo-saxon le respect de la liberté d'autrui s'est jusqu'à un certain point conservé. Malgré la violence des polémiques et parfois des paroles, les meetings, les réunions publiques ont presque toujours lieu en bon ordre et les opinions les plus contradictoires peuvent s'y faire entendre.

CHAPITRE XIV

Le socialisme et la législation foncière. Les expériences communistes.

Idée de donner des terres aux sans-travail des villes. — Modifications apportées au régime des terres jusqu'en 1890 : vente à prix fixe et à paiements différés : limitation des étendues vendues à un seul acquéreur. — La législation actuelle en Nouvelle-Zélande : principe général de la location emphytéotique; exceptions : vente au comptant; location avec droit d'achat. — Obligation de résider et de cultiver. — Droit d'expropriation accordé au gouvernement par la loi de 1894. — La loi de 1895 en Nouvelle-Galles du Sud. — Inconvénients de l'instabilité du régime foncier. — Expériences de culture communiste subventionnées par l'État : les *village settlements* de l'Australie du Sud, leur échec. — Mouvement pour créer des institutions gouvernementales de crédit foncier : la Nouvelle-Zélande. — Résultats de tout ce système.

L'influence des doctrines socialistes se fait sentir dans toutes les parties de la législation australienne : lois sur les terres et sur le travail dans les manufactures, système d'impôts, tendance générale de l'État à se faire industriel et commerçant, à empiéter de plus en plus sur le domaine de l'initiative privée.

C'est la législation terrienne qui a surtout attiré dans ces dernières années l'attention des gouvernements désireux de résoudre l'éternelle question des sans-travail, toujours aiguë en Australie. On avait longtemps entretenu le mal en exécutant des travaux publics inu-

tiles [1]. La cause profonde de la surabondance des gens sans emploi dans ce pays si neuf était manifestement l'excès de la population urbaine; pour le guérir, il fallait donc s'efforcer, pensait-on, d'augmenter la population rurale, et donner des terres, dont la culture les ferait vivre, à ceux dont les métiers urbains étaient incapables d'assurer la subsistance : *settle the people on the land*, établir les gens sur la terre, telle est la formule répétée à l'envi par tous les politiciens des Antipodes; et pour obtenir ce résultat, les diverses colonies ont, depuis une dizaine d'années, et surtout depuis 1892, profondément altéré leur législation foncière.

Dans les lois passées de 1884 à 1888, le système de la vente à auction des terres publiques se trouva déjà de plus en plus abandonné ou du moins fort restreint et remplacé par la vente à prix fixe soit au comptant, soit par paiements répartis en quinze ou vingt annuités et sous condition de faire certaines améliorations, notamment des clôtures, dans un délai donné, souvent aussi de résider sur la terre; les étendues qui pouvaient être achetées par une même personne furent limitées à quelques centaines d'hectares, ce qui n'est pas énorme dans un pays tel que l'Australie. L'ensemble de cette législation était assez sage : elle empêchait l'accaparement du domaine public par des spéculateurs, comme cela avait eu lieu parfois antérieurement. Elle contenait, cependant, déjà, le germe d'une intervention excessive de l'État dans les affaires des colons, et l'on y trouvait la trace d'un esprit hostile à la grande propriété.

Ces dispositions se sont manifestées beaucoup plus vivement dans les lois plus récentes adoptées par toutes les colonies depuis 1890, sous la pression du parti

1. Les excès de construction de voies ferrées ont été très grands, notamment dans la colonie de Victoria, où il se trouve 227 kilomètres dont les recettes kilométriques n'atteignent pas 1000 francs par an et 820 qui ne font pas leurs frais d'exploitation, sur 5000 kilomètres au total.

ouvrier. La plus caractéristique est celle de la Nouvelle-Zélande, qui date de 1892.

« Les traits distinctifs du régime actuel des terres, dit une publication officielle, *The official year book of New Zealand*, sont le résultat d'idées venues graduellement à maturité dans cette colonie depuis quelques années. Ils comprennent le principe de la possession du sol par l'État, combiné avec une tenure perpétuelle de l'occupant : *State ownership of the soil with a perpetual tenancy in the occupier.* » La plus grande partie des terres de la couronne sont, en conséquence, non pas vendues, mais louées à baux emphytéotiques de neuf cent quatre-vingt-dix-neuf ans, c'est-à-dire pratiquement à perpétuité. Deux autres modes d'aliénation ont, cependant, encore été maintenus, mais ne doivent pas être appliqués à plus de 100 000 hectares par an : ce sont la vente au comptant, à prix fixe, et la location pour vingt-cinq ans; dans ce dernier cas, l'occupant peut acheter le fonds après dix ans. La rente est fixée à 5 p. 100 du prix de vente au comptant dans le cas de location pour vingt-cinq ans, et à 4 p. 100 seulement dans le cas de l'emphytéose. Les terres du domaine sont divisées en deux catégories : celles de la première se vendent au maximum 1 livre sterling par acre (62 fr. 50 par hectare), et nul ne peut en occuper plus de 256 hectares; le prix maximum pour celles de la seconde est de 15 fr. 50 par hectare, et nul ne peut en occuper plus de 800 hectares. Si un colon possède déjà des terres en Nouvelle-Zélande, il faut défalquer leur surface de ces maxima de 256 et 800 hectares pour obtenir l'étendue qu'il peut encore acheter ou louer à l'État. Des précautions extrêmement minutieuses sont prises pour assurer la culture des lots par leurs occupants. Même dans le cas de vente au comptant, il n'est délivré à l'acheteur qu'un certificat d'occupation et il doit, avant sept ans, avoir fait des améliorations à raison de 62 fr. 50 par hectare s'il s'agit de terres de première classe ou de 31 fr. 25 pour celles de deuxième classe. C'est alors seulement qu'un titre définitif lui est

remis. Pour les deux autres modes de tenure, dont le dernier, le louage à neuf cent quatre-vingt-dix-neuf ans, est le favori de l'administration, la réglementation est plus minutieuse encore : obligation à la résidence pendant sept ou dix ans de suite; améliorations à raison de 10 p. 100 du prix de vente la première année, puis de 10 p. 100 encore en deux ans, puis encore de 10 p. 100 en six ans; nouvelles améliorations ultérieures jusqu'à concurrence de 62 fr. 50 ou 31 fr. 25 suivant la catégorie à laquelle appartient la terre : voilà ce qu'on exige du colon[1].

L'ensemble de ces mesures constitue à notre sens un affaiblissement notable du droit de propriété et une immixtion tout à fait excessive de l'État dans les affaires des particuliers. Ce droit de possession primordial qu'on attribue à l'État sur toutes les terres n'est qu'un retour aux principes des despotismes orientaux où le souverain a un droit absolu sur les biens de ses sujets; que le souverain soit un, ou la moitié plus un, comme dans les démocraties, ce n'en est pas moins là une maxime détestable. Sans doute un bail de neuf cent quatre-vingt-dix-neuf ans équivaut en pratique à une tenure indéfinie. Mais il y a là, malgré tout, une atteinte morale au droit de propriété. Il s'en trouve une autre dans ces améliorations qu'on exige des colons, dans cette surveillance de l'administration qu'on leur impose pendant de longues années. Sans doute, dans un pays neuf, l'État peut exiger quelques garanties qu'on n'achète pas une terre pour en attendre la plus-value sans la mettre en valeur; il a surtout ce droit lorsqu'il accorde des facilités de paiement. Mais il est dangereux de le pousser trop loin : on en arrive vite ainsi à faire diriger les

1. Il est intéressant de savoir quelles sont les préférences des colons en ce qui concerne le mode d'acquisition des terres. La statistique nous apprend à ce sujet que, durant l'année qui finit le 31 mars 1899, il a été vendu au comptant 7 130 hectares à 114 personnes; loué avec option de vente 43 980 hectares à 458 personnes, loué à perpétuité 39 705 hectares à 362 personnes.

exploitations des particuliers par des fonctionnaires peu compétents, comme autrefois cet intendant de Bordeaux qui prétendait interdire à Montesquieu de planter des vignes. On habitue les cultivateurs à être tenus en tutelle, on affaiblit leur esprit d'initiative, on écarte tous les hommes énergiques qui veulent avoir leurs coudées franches. Enfin l'extension démesurée d'un système de baux emphytéotiques pourrait bien n'être pas sans danger pour les budgets de pays démocratiques où les considérations électorales pèsent toujours d'un si grand poids sur les gouvernements. Sera-t-il toujours facile de faire payer ces rentes annuelles? L'opinion publique n'obligera-t-elle pas à accorder des sursis, des remises dans les années malheureuses? Ce sont toujours les finances de l'État qui souffrent le plus des expériences socialistes.

Ainsi compromis une première fois par la loi sur les terres de 1892, le droit de propriété n'a pas tardé à subir en Nouvelle-Zélande une autre et plus grave atteinte. Le gouvernement, jugeant que le domaine public ne comprenait plus assez de bonnes terres, s'était déjà fait autoriser à traiter de gré à gré avec des particuliers pour leur en acheter. Une loi de 1894 lui a maintenant donné le droit d'exproprier toute personne possédant un domaine d'un seul tenant dont l'étendue dépasse 400 hectares, si la terre est propre à la culture, 800 hectares si elle est mi-agricole, mi-pastorale, 2000 si elle n'est propre qu'à la pâture. Si le prix offert par le gouvernement n'est pas accepté, une Cour spéciale le fixe après expertise. Voilà donc un maximum imposé à l'étendue de la propriété foncière et un maximum fort peu élevé dans un pays neuf tel que la Nouvelle-Zélande, grande comme la moitié de la France et peuplée de 700 000 habitants seulement. C'est un premier pas vers le partage égal des terres, auquel tend d'ailleurs ouvertement comme idéal, sinon comme but immédiat, toute cette législation foncière. Sans doute cette loi n'est, en théorie du moins, qu'une mesure transitoire, votée pour

six ans seulement. Mais qui peut garantir qu'elle ne sera pas rétablie au premier jour et peut-être aggravée? Lorsqu'une fois on a ébranlé un principe aussi fondamental que la propriété, il ne dépend plus de ceux qui s'y étaient attaqués de le rétablir. Dans la pratique, d'ailleurs, la nouvelle loi paraît avoir déjà donné lieu à de graves abus provenant de l'immixtion de la politique dans son application [1].

Les autres colonies australiennes suivent l'impulsion donnée par la Nouvelle-Zélande. La Nouvelle-Galles du Sud, en 1895, a introduit, elle aussi, le principe de l'emphytéose : les *homestead selections*, que la nouvelle loi institue, sont des étendues de 512 hectares au maximum, mi-agricoles, mi-pastorales, qui sont louées d'abord pour cinq ans moyennant une rente fixée à 1 et quart p. 100 de la valeur du fonds. Au bout de ces cinq années le bail peut être transformé en bail perpétuel, la rente étant alors doublée; en outre — et c'est ici un pas de plus qu'en Nouvelle-Zélande — l'occupant est tenu, en même temps qu'à certaines améliorations, à la résidence perpétuelle. Le mode habituel d'aliénation des terres reste pourtant la vente à prix fixe à 62 fr. 50 par hectare, avec résidence obligatoire pendant dix ans (au lieu de cinq avant 1895); 6 fr. 25 doivent être payés immédiatement et le reste l'est à raison de 3 fr. 12 par hectare et par an avec intérêts à 4 p. 100; la terre achetée doit être entourée d'une clôture au bout de trois ans au plus. L'étendue maxima que puisse acheter un colon est de 256 hectares et il peut lui être loué en outre une étendue de terre au plus égale à trois fois celle qu'il achète, l'ensemble des terres louées et achetées ne devant pas toutefois dépasser 512 hectares. Un même individu ne peut, durant toute son existence, acheter plus de 256 hectares de terre au domaine public, à moins qu'il ne profite de

1. L'Australie du Sud a suivi depuis l'exemple de la Nouvelle-Zélande et voté une loi donnant au Service des Terres le droit d'exproprier les grands domaines pour les partager en petits lots.

la faculté d'acheter, au bout de dix ans, ce qui lui avait été loué; mais la période de résidence obligatoire est alors prolongée. Si l'on veut acheter de la terre sans condition de résidence, le maximum est fixé à 128 hectares et le prix à 125 francs par hectare, sans qu'il puisse être donné de terre en location. L'autre trait le plus important de la loi, c'est le pouvoir accordé au gouvernement de reprendre aux *squatters* une portion des terres qui leur sont affermées, en leur accordant pour toute compensation une réduction proportionnelle de la rente qu'ils payent à l'État et une prolongation de bail pour ce qui leur est laissé. Sans avoir la même gravité que le système d'expropriation forcée établi en Nouvelle-Zélande, cette mesure n'en jette pas moins un trouble profond et une fâcheuse instabilité dans l'industrie pastorale. On voit du reste que tout ce régime foncier tend à enlever à la propriété son caractère absolu, par les multiples obligations qu'il impose à ceux qui l'acquièrent. Son hostilité même contre les non-résidents est souvent maladroite en gênant l'immigration des capitaux.

Les fréquents changements de la législation terrienne, auxquels se livrent depuis quelques années les colonies d'Australie, sont en eux-mêmes un très grand mal. Toute œuvre agricole est une œuvre de longue haleine, nécessitant l'emploi de capitaux qui ne peuvent être amortis qu'après un grand nombre d'années; plus que d'autres peut-être, les lois sur les terres devraient être empreintes d'un caractère de fixité presque absolue. Tant que les modifications ne s'appliquaient qu'à la manière d'aliéner le sol du domaine public, elles avaient relativement peu d'importance; aujourd'hui qu'on prétend remanier la distribution de ce qui a déjà été vendu ou loué, l'instabilité des lois a pour conséquence l'instabilité dans la tenure du sol, ce qui est infiniment plus grave. Or, depuis quinze ans la législation foncière a été profondément remaniée trois fois en Nouvelle-Galles du Sud, autant en Victoria et en Nouvelle-Zélande, quatre

fois dans le Queensland, dix fois dans l'Australie du Sud. « Avec ces changements continuels, on ne peut plus rien entreprendre, me disait un jeune *squatter*, rencontré sur le paquebot qui me portait d'Australie au Cap de Bonne-Espérance ; je vais voir l'Afrique du Sud, et si le pays me paraît favorable je m'y établirai. » Voilà l'effet qu'une législation instable, mais presque toujours hostile aux grands propriétaires de troupeaux, produit sur cet élément essentiel de la prospérité de l'Australie.

Les idées qui prévalent actuellement dans ce pays au sujet de la propriété, ont été inspirées en grande partie, nous l'avons dit, par le désir de donner des terres à l'excès inoccupé de la population urbaine, dépourvue de capitaux suffisants pour acheter la terre au comptant. L'œuvre est déjà difficile de transformer un ouvrier en cultivateur; les colonies australiennes ne l'ont pas jugée pourtant assez compliquée; elles y ont joint une expérience socialiste de culture du sol en commun. La Nouvelle-Zélande est entrée la première, mais avec beaucoup de précaution, dans cette voie en 1892; les publications officielles avouent aujourd'hui que la plupart des colonies fondées sur ce principe ont médiocrement réussi, rejetant, il est vrai, la faute sur le mauvais choix des terres; puis le mouvement a passé en 1893 sur le continent australien, où son caractère communiste s'est fort accentué, notamment dans Victoria et dans l'Australie du Sud. J'avais la bonne fortune de me trouver dans cette dernière colonie à la fin de 1895, au moment où se faisait une enquête parlementaire sur les communautés créées par la loi de décembre 1893, sous le nom de *village settlements*, et j'ai pu me rendre compte des conditions dans lesquelles se poursuivait cette curieuse expérience.

La loi que je viens de citer prévoit la constitution de *village associations* devant comprendre au moins vingt personnes et auxquelles le gouvernement peut louer une étendue de terres de 64 hectares par tête, au plus;

il peut, en outre, leur faire une avance maxima s'élevant à autant de fois 50 livres sterling que l'association comprend de membres. Une somme de 6 fr. 25 par hectare doit être dépensée chaque année en améliorations (*improvements*). Au bout de trois ans, l'association commencera à rembourser les avances reçues de l'État, avec les intérêts à raison de 5 p. 100 l'an; elle devra se libérer complètement en dix annuités. Chaque association sera dirigée par un *board*, comprenant au moins trois *trustees*, élus par ses membres ou *villagers* et parmi eux; les différends au civil seront réglés par arbitrage; aucun membre n'aura, dans les terres louées à l'association, d'intérêt séparé et propre, en dehors du droit de possession et d'usage de la part qui peut lui être allouée par le *board of trustees*. Les règlements qui organiseront le travail et l'existence dans les divers villages seront soumis à l'approbation du ministre des terres.

Celui-ci a d'ailleurs rédigé en personne un règlement modèle, qui a été adopté par presque toutes les associations sans changements notables. Ce document, qui vaut d'être analysé, énumère d'abord les personnes qui ne peuvent être admises dans les *villages*, telles, par exemple, que les Asiatiques. Il n'est point interdit aux femmes de devenir membres des associations, mais, dans la plupart des cas, elles n'ont pas été admises, et les hommes seuls participent aux délibérations. L'admission d'un nouveau membre peut être prononcée par le *board of trustees*, qui a qualité aussi pour décider l'expulsion de tout villageois en cas d'insubordination, de désobéissance aux règlements, d'absence non autorisée, etc. L'expulsé peut, toutefois, en appeler à l'assemblée générale de l'association votant à la majorité simple. En cas d'expulsion, de démission ou de décès, toute la part d'intérêt du membre disparu fait retour à l'association; l'héritage est donc supprimé ou du moins subordonné au bon vouloir des *trustees*, qui peuvent allouer un secours à la veuve ou à tel ou tel

membre de la famille d'un villageois décédé, ou même leur transférer sa part.

Les cinq *trustees* sont les véritables omniarques de Fourier. Élus pour un an et rééligibles, ils choisissent un président qui les convoque au moins une fois par mois. Leurs pouvoirs sont énumérés par le règlement en vingt articles : ils sont chargés des relations de la communauté avec le gouvernement; de la direction des travaux de culture de la terre, de construction des bâtiments et autres, ainsi que de toutes les industries qu'ils jugent bon d'établir; de l'achat et de la distribution de tout ce qui est nécessaire à l'association et à l'entretien de ses membres; de la vente de ses produits. Ils dirigent et surveillent le travail des villageois, en déterminent la durée; peuvent leur interdire de se livrer à un travail, quel qu'il soit, s'ils le jugent nuisible aux intérêts de l'association; administrent les magasins et dépôts; fixent les allocations qui seront faites aux villageois et à leurs familles sous forme de coupons à échanger contre des denrées dans les magasins; veillent à la santé publique, au maintien du bon ordre et de la discipline; peuvent infliger des amendes jusqu'à concurrence de 250 francs, augmenter le nombre des heures de travail d'un villageois, ou diminuer les allocations qu'il touche pour punir les infractions aux règlements; enfin ils nomment et révoquent le secrétaire, le trésorier, le médecin de l'association et tous autres employés, et en définissent les fonctions.

Les deux tiers des bénéfices seront distribués à titre de dividende, et toujours également entre les membres de l'association. Si l'un d'eux s'est trouvé incapable de travailler pendant un certain temps, sa part n'en sera pas diminuée.

Les villageois sont tenus d'être obéissants et respectueux à l'égard des *trustees*; ils devront résider sur la portion de terrain qui leur aura été allouée par le *board of trustees*, sauf pendant les absences que celui-ci aura autorisées (un congé de quinze jours par an est de

droit); ils ne devront entreprendre aucun travail particulier à l'intérieur ni à l'extérieur du village, ni acheter ou vendre quoi que ce soit, sans avoir reçu l'autorisation des *trustees*. Si l'assemblée générale décide que tout ou partie des gains des villageois, qu'ils aient été faits au sein de la communauté ou en dehors, doit être versée au fonds commun, ils sont tenus d'obéir. Les effets personnels de chacun : mobilier, vêtements, livres, ustensiles de ménage, restent sa propriété particulière, mais tous les outils et instruments de production passent à l'association; les villageois sont simples usagers du terrain qui leur a été alloué pour y habiter, et ne doivent pas s'en considérer comme propriétaires ni même fermiers.

L'association est chargée de l'entretien de ses membres : les *trustees* déterminent le nombre de coupons alloués à chacun d'eux suivant le nombre, le sexe et l'âge des membres de sa famille; ils seront touchés tous les vendredis par les intéressés, qui recevront en échange, dans les magasins de l'association, des provisions de bouche et des vêtements. Ces coupons leur assureront aussi des secours médicaux.

La dissolution de l'association pourra être prononcée par l'assemblée générale, à la condition que toutes les avances faites par l'État et les autres dettes, s'il y a lieu, aient été remboursées; les terres pourront alors être partagées entre les membres.

Bien que les treize associations de village qui se sont organisées n'eussent pas plus de quinze à dix-huit mois d'existence au moment de l'enquête parlementaire d'octobre 1895, celle-ci a provoqué des révélations fort intéressantes sur les résultats de ces expériences communistes. Un fait en ressort d'abord très nettement : le déplorable état des finances de toutes les associations; elles doivent à l'État, à des marchands, à tout le monde. Le maximum de 1250 francs par membre, avancé par l'État, est largement dépassé; un seul des villages ne demande pas de nouvelles avances, mais il se déclare

dans l'impossibilité de commencer les remboursements à l'époque prévue par la loi; les dettes de la plus obérée des treize communautés atteignent 128 livres sterling (3200 francs) par tête. Les suppléments d'avances demandés varient de 1250 à 2500 francs par tête; sans quoi, disent les témoins, nous serons obligés d'abandonner notre œuvre. Deux ou trois associations espèrent pouvoir s'en tirer, même si on leur refuse les avances nouvelles qu'elles réclament; mais les termes dont se servent leurs membres, *drag through*, *struggle through*, indiquent que ce ne sera point sans grande peine.

Les résultats obtenus sont-ils du moins en proportion des dépenses faites? Il ne le paraît guère. Par défaut d'expérience, par manque d'union aussi entre les villageois, on a trop souvent travaillé en pure perte. Dans l'une des communautés, après avoir défriché une pièce de terre, on n'a pu s'entendre sur ce qu'il fallait y planter, et elle est restée en jachère; ailleurs, pour satisfaire tout le monde, on a essayé simultanément quantité de cultures diverses, dont la plupart n'ont pas prospéré. L'aspect des villages est, du reste, misérable; les maisons n'ont le plus souvent que deux, ou même qu'une seule pièce. A Murtho, l'un des villages relativement prospères, le coût de l'entretien d'un adulte n'est que de 2 sh. 6 d. (3 fr. 15) par semaine, vêtement non compris, ce qui n'indique pas un *standard of life* bien élevé; ailleurs on descend à 2 shillings (2 fr. 50). L'une des communautés est restée plusieurs mois sans viande, et cependant en Australie, même dans les grandes villes, le prix du mouton descend à 3 ou 4 pence (30 ou 40 cent.) la livre; dans les campagnes, il est plus bas encore.

On s'explique ces déplorables résultats lorsqu'on est instruit des méthodes de travail en vogue dans les villages : « A sept heures et demie, répond le président de l'association de Gillen à la commission d'enquête, nous sonnons la trompe; à huit heures, nous nous met-

tons au travail; nous avons un quart d'heure pour fumer, entre dix et onze, puis nous dînons à midi. Le travail est repris à une heure; à trois heures et demie, repos d'un quart d'heure, et à cinq heures nous rentrons chez nous. » C'est la journée non pas de huit heures, mais de sept heures et demie, qu'on applique ainsi, été comme hiver, à cette œuvre si étroitement dépendante des circonstances atmosphériques qu'est l'agriculture! Le spectacle serait burlesque, s'il n'était attristant. Il semble pourtant que les villageois soient parfois plus durs pour les membres de leur famille que pour eux-mêmes. A Holder, la commission d'enquête arrivant, à six heures du matin, ne trouve personne dans les champs, qu'une femme coupant du vert pour les vaches : « Trouvez-vous bien qu'une femme soit dehors à travailler lorsque les hommes ne font rien? demande-t-on au président de l'association. — Oh! elle était sans doute dehors pour sa santé », répond-il ironiquement. On constate d'ailleurs, dans ces villages, une répugnance générale à admettre les femmes à délibérer, bien qu'une campagne ardente et couronnée de succès ait été menée l'année précédente pour leur accorder les droits politiques dans cette colonie même de l'Australie du Sud.

Avec les mauvaises méthodes de travail, le manque d'entente entre les membres est la principale cause de l'insuccès de ces associations communistes : le despotisme des *trustees* organisé par les règlements a été tempéré par de petites révolutions; telle communauté a eu quatre présidents en quinze mois; rarement les *trustees* sont arrivés au terme de leur mandat. Souvent on ne s'en est pas tenu aux discussions, mais des rixes, des agressions ont eu lieu sans qu'on pût obtenir le châtiment des coupables. « Votre agresseur a-t-il été puni? demande-t-on à un *trustee* du village de Holder, assailli pendant qu'il travaillait. — Non. Beaucoup de villageois croient que la justice ne peut les atteindre ici et qu'il n'y a aucun recours. — Pensent-ils donc qu'ils

peuvent commettre des agressions ou même des meurtres impunément? — Oui. — Pourquoi ne vous êtes-vous pas plaint, conformément au règlement? — J'ai été attaqué par un autre *trustee*, et j'aurais eu trois *trustees* sur cinq contre moi. » Le même témoin raconte qu'un villageois ayant été assailli et ayant eu un membre brisé, les *trustees* ont décidé l'expulsion de l'agresseur, mais l'assemblée générale a refusé de la voter; nombreux ont été les autres cas de violence dans ce village; partout il y en a, du reste, et partout la justice est aussi boiteuse. A Lyrup, ce sont des vols qui restent impunis, quoique les voleurs eussent été arrêtés. Les expulsions, très nombreuses, semblent, au contraire, avoir été prononcées pour des motifs futiles, parce que certains membres ne partageaient pas la manière de voir du parti dominant. Les départs volontaires ont été plus fréquents encore; l'un des villages n'a plus que 9 membres au lieu de 23; un autre s'est scindé en deux portions, qui n'ont ensemble que 49 membres au lieu de 67 à l'origine; un troisième est tombé de 100 à 65 et cela moins de deux ans après leur fondation.

L'expérience a donc été triste, mais concluante. En présence de l'impossibilité d'obtenir un travail régulier et de maintenir l'ordre dans ces communautés, dont la plus vaste ne compte pourtant que 100 associés et 350 habitants en tout, il s'est formé dans chacune d'elles un parti individualiste, composé surtout de ceux qui ont quelque connaissance de l'agriculture, tandis que les anciens ouvriers des villes, les *mechanics*, restent en grande partie communistes. « J'étais un partisan de la coopération socialiste, déclare un témoin, mais, depuis, j'ai passé six mois ici; le régime actuel ne vaut rien. » Et de toutes parts des villageois déclarent que le système est pourri, que jamais on ne réussira dans cette voie, que l'application de la journée de huit heures est absurde. « Étiez-vous communiste quand vous êtes arrivé ici? demande-t-on à l'un des habitants du village de Pyap. — J'étais un grand partisan de la terre pour

le peuple (*the land for the people*). Je croyais que nous allions être comme frères et sœurs. — Cela a-t-il marché? — Non, j'ai vu que cela ne pouvait pas marcher. — Croyez-vous à « la terre pour le peuple » maintenant? — Non, je crois à la terre pour moi. » Et le témoin demande qu'on répartisse la terre en lots individuels.

Il en coûte au gouvernement de l'Australie du Sud de se résigner à l'insuccès définitif de ces communautés de villages auxquelles on avait pompeusement donné les noms des divers membres du ministère qui les a instituées. Aussi se préparait-on à modifier la loi qui les régit, à porter à 100 livres sterling par tête l'avance maximum de l'État, à soumettre les associations à la surveillance étroite du ministre des terres, qui aurait le pouvoir de révoquer les *trustees* et d'expulser les villageois. Mais ceux-ci montrent la plus grande répugnance à laisser l'État s'immiscer dans leurs affaires. Tout fait prévoir que, malgré les modifications qu'on pourra y apporter, l'expérience échouera définitivement, comme elle échoue aussi en Victoria, où les membres de ces associations sont fort redoutés de tous leurs voisins à cause de leurs habitudes de maraudage.

A côté des expériences communistes de culture du sol, on a tenté de favoriser la petite propriété individuelle en donnant aux agriculteurs de plus grandes facilités pour emprunter. Le besoin d'institutions de crédit foncier se fait certes vivement sentir dans les colonies australiennes; les banques ordinaires s'y étaient, dans les dernières années, livrées, avec la plus grande exagération, aux prêts sur hypothèques, pour lesquels elles ne sont point faites, et il en était résulté la catastrophe financière de 1893 sur le continent australien, ainsi que la déconfiture plus récente de la Banque de Nouvelle-Zélande. Ces opérations sont très délicates dans des colonies où les terres ont été l'objet d'énormes spéculations qui en ont artificiellement enflé la valeur, et où l'existence d'un grand nombre de terres encore

vacantes rend très difficile, en cas de vente forcée d'une propriété, d'en retirer une somme en rapport avec les améliorations qui y ont été effectuées. Néanmoins, c'est l'État qui veut encore se charger de cette œuvre d'autant plus périlleuse pour lui qu'il se voit sans cesse entraîné à céder à des considérations électorales dans l'application. La Nouvelle-Zélande est la seule colonie qui ait voté jusqu'à présent une loi organisant ce crédit foncier par l'État : en 1894, le gouvernement a reçu l'autorisation d'avancer aux colons des sommes ne devant pas dépasser les trois cinquièmes de la valeur de leur propriété, ni 62 500 francs en tout; ces sommes sont remboursables par soixante-treize paiements semestriels de 3 p. 100 chacun, intérêt et amortissement compris. 75 millions de francs devaient être empruntés à cet effet; la moitié le fut au printemps de 1895, et dès cette année, 10 millions avaient déjà été prêtés. Malgré cela, « beaucoup de colons, dit le discours d'ouverture du gouverneur à la session parlementaire suivante, se plaignent que leurs demandes d'emprunt n'aient pas été prises en considération, comme elles auraient dû l'être. Toutefois la manière d'appliquer la loi ne dépend pas de mes ministres. Vous voudrez bien, j'espère, considérer sérieusement cette question. » Ceci voulait dire qu'on devrait se montrer plus coulant sur les conditions exigées pour être admis à recevoir des avances, et plus complaisant dans les évaluations des propriétés. Cependant sur les 9032 demandes d'avances présentées jusqu'au 31 mars 1899 et dont le total s'élevait à 2 959 000 livres sterling, soit environ 74 millions de francs, les Commissaires chargés de ce service en ont admis 7050; il est vrai que, pour une partie d'entre elles, ils n'offraient qu'une somme inférieure à celle qu'on demandait; le total des sommes ainsi offertes s'élevait à 2 073 000 livres sterling ou 51 800 000 francs; mais 828 aspirants-emprunteurs, mécontents de voir que leurs demandes n'étaient pas entièrement satisfaites, refusèrent ce qu'on leur allouait, soit 374 000 livres

sterling en tout; de sorte qu'en définitive il fut prêté 1 699 000 livres sterling ou 42 millions 1/2 à 6 222 personnes. Les arrérages payés par les débiteurs au Trésor jusqu'au 31 mars 1898 s'élevaient à 2 475 000 francs; 100 000 francs, soit 4 p. 100, étaient en retard. C'est là une proportion d'autant plus appréciable que les premières annuités d'un emprunt sont toujours les plus faciles à payer pour le débiteur. Elle menace donc de s'aggraver à l'avenir, et les finances néo-zélandaises risquent fort de n'être pas améliorées par cette loi.

Les colonies du continent australien suivent pourtant peu à peu le même exemple : à Victoria ce sont les caisses d'épargne, fusionnées toutes ensemble depuis la loi de décembre 1896 sous la direction de commissaires nommés par l'État, qui prêtent aux cultivateurs, lesquels doivent rembourser les avances faites, en 63 paiements semestriels, l'intérêt étant de 4 1/2 p. 100 par an. Dans l'Australie du Sud, le gouvernement proposait en 1895 l'institution d'une banque d'État qui eût été à la fois crédit foncier, caisse d'épargne et banque d'émission. Ces projets dangereux et mal conçus furent heureusement rejetés, et l'on se borna à créer une banque hypothécaire administrée par l'État et qui émet des obligations pour se procurer l'argent nécessaire aux prêts; ceux-ci, remboursés par annuités, doivent être faits à un intérêt de 5 p. 100 au plus. C'est le Crédit foncier de France qu'on a prétendu imiter en Australie; mais le Crédit foncier de France, n'est pas une banque d'État, bien qu'il ait avec l'État des relations, trop étroites encore, puisque ce sont ces relations et l'influence des politiciens sur ses affaires, qui ont précisément un moment compromis sa prospérité il y a quelques années. Loin d'éviter ces inconvénients les colonies australiennes les ont au contraire beaucoup aggravés en faisant de leurs banques hypothécaires des institutions d'État.

Le mouvement que toutes ces innovations prétendent favoriser, la transformation en agriculteurs de l'excès

inoccupé des habitants des villes, est certes digne de l'être, quoiqu'elle soit bien malaisée, quand il s'agit surtout d'un ouvrier australien, plus exigeant qu'aucun autre et qu'hypnotise le dogme des huit heures de travail. J'ai entendu souvent vanter à l'étranger le régime de la petite propriété française, mais il m'a semblé qu'on s'y rendait très peu compte des habitudes de travail prolongé, de sobriété, d'économie des moyens et petits cultivateurs de notre pays; l'idée d'appliquer à leur tâche la mesure uniforme des sept heures et demie de travail des villageois communistes de l'Australie du Sud ne leur serait assurément pas venue à l'esprit. Mais les idées hostiles au droit de propriété, au développement desquelles elle a servi de prétexte, et l'instabilité qui s'en est suivie, ont rendue tout à fait néfaste cette tentative de transformer des travailleurs urbains en agriculteurs. On n'a point satisfait ceux dont on voulait assurer le bonheur; on a mécontenté, inquiété, et l'on commence à faire fuir les grands propriétaires, qui ont fait jusqu'à présent la prospérité des colonies; par contre-coup, on a nui à ces sans-travail mêmes qu'on voulait soulager. Un grand capitaliste ne me disait-il pas à Wellington, en Nouvelle-Zélande, qu'il avait renoncé à faire exécuter, dans une de ses propriétés, des travaux de drainage susceptibles d'occuper plus de cent hommes pendant plusieurs semaines, parce qu'on allait prochainement l'exproprier pour répartir son domaine en un grand nombre de petits lots?

CHAPITRE XV

Le socialisme. — Les lois sur le travail. Le régime fiscal.

La journée de huit heures; efforts généralement heureux des syndicats pour l'obtenir. — La manifestation des trois-huit à Sydney. — Les lois sur le travail en Nouvelle-Zélande. — Arbitrage obligatoire. — Restriction du travail des femmes et des enfants. — Le *sweating-system* à Melbourne et les mesures proposées pour y remédier; fixation législative de salaires minima. — Les retraites pour la vieillesse en Nouvelle-Galles du Sud et en Nouvelle-Zélande. — Impôts progressifs foncier et sur le revenu. — Diminution du nombre des contribuables. — Taxes successorales progressives. — Nouveaux projets de lois socialistes annoncés.

Tout en s'efforçant d'en diminuer le nombre, les gouvernements australasiens n'ont pas négligé de s'occuper des ouvriers des villes. Ceux-ci avaient cependant veillé à leurs intérêts d'eux-mêmes, et les métiers où la journée de huit heures n'est pas en usage sont rares. S'ils n'ont pas toujours légiféré à ce sujet, les gouvernements ont du moins donné une consécration légale à la fête annuelle que les Trade-Unions célèbrent en l'honneur de la journée de travail « normale ». Cette fête n'a pas lieu en Australie le 1er mai, ni à la même date dans toutes les colonies. J'y assistai à Sidney le 7 octobre 1895. Tous les établissements officiels étaient fermés ce jour-là, même les bureaux de poste, à partir de neuf heures du matin; les

boutiques l'étaient également. C'était du reste une véritable fête, non une journée de manifestations. Le trait le plus caractéristique en fut la procession des syndicats dans George Street, la grande artère de la ville : une interminable série d'énormes panneaux de toile, portés par douze hommes, couverts de figures allégoriques avec les noms des corps de métier et des inscriptions de circonstance : « Unis nous tenons ferme, divisés nous tombons » ; — « Unis pour protester, non pour nuire » ; — « Huit heures de travail, de loisirs, de repos » ; — et même une devise plus avancée :

> Eight hours to work, eight hours to play,
> Eight hours to sleep, eight shillings a day.

qui ne se contente plus des trois-huit, mais en ajoute un quatrième : huit shillings (10 fr.) de salaire par jour. Quelques chars aussi, avec tableaux vivants symboliques; en tête l'un des principaux chefs des syndicats, assez mal à son aise sur un cheval précédé de trois personnages accoutrés en gendarmes; de place en place, d'autres chefs, ceints d'écharpes et d'insignes divers. L'ensemble était loin de valoir les cortèges du même genre en Europe ou en Amérique; mais en ce pays sans armée, où l'on ne voit jamais d'uniformes, où les parades sont rares, beaucoup de monde se pressait sur son passage : les enfants le précédaient ou l'accompagnaient comme ils font chez nous des troupes. La foule, très calme comme en tout pays anglo-saxon, approuvait sans bruit, riait, applaudissait fort rarement. Une seule fois elle se réchauffa un peu, c'était au passage d'un char symbolique sur lequel, d'un côté, un ouvrier ébéniste blanc travaillait posément à un meuble, tandis que de l'autre un individu déguisé en Chinois, la longue tresse enroulée sur le sommet de la tête, se démenait comme un diable. Au-dessus était inscrit en grosses lettres : « Quel est votre homme? » A l'accueil de la foule, on comprenait combien est intense l'animosité que la crainte d'une concurrence « déloyale », plus encore que

la haine de race, inspire aux colons d'Australie contre les « Mongols ».

Les lois ouvrières ont surtout porté sur le travail des femmes et enfants et sur l'arbitrage. C'est en Nouvelle-Zélande qu'on peut encore, sur ce point, se rendre le mieux compte des tendances dominantes en Australasie : « Sous bien des rapports, dit, avec orgueil, *the Official Year Book of New Zealand*, nos lois sur le travail sont en avance sur la législation existante ailleurs... » Étudions donc ces lois, puisque c'est des Antipodes que nous vient aujourd'hui la lumière.

L'arbitrage est obligatoire, en vertu d'une loi de 1894, amendée en 1895, 1896 et 1898, tout syndicat ou association professionnelle composé de 5 patrons ou de 7 ouvriers au moins peut, en cas de contestation quelconque entre patrons et ouvriers, porter le litige devant le comité de conciliation du district d'où appel peut être fait à la cour d'arbitrage; les décisions de celle-ci lient les parties et le refus de s'y soumettre entraîne une sanction pénale qui peut aller jusqu'à 12 500 francs d'amende pour le syndicat en révolte. Il faut remarquer que cette sanction pécuniaire peut fort bien, étant donné la législation et les habitudes des pays anglo-saxons, atteindre un syndicat ouvrier. Les patrons sont soumis à de lourdes responsabilités en cas d'accident. Le travail des enfants au-dessous de quatorze ans est absolument interdit : tant qu'ils n'ont pas seize ans ils doivent justifier, pour pouvoir travailler, que leur instruction atteint un certain niveau. Aucune femme ni aucun enfant âgé de moins de seize ans ne peut être employé pendant plus de huit heures par jour, ni entre six heures du soir et sept heures du matin dans aucun atelier ou manufacture (*workroom or factory*), et ces mots s'entendent de tout bureau, bâtiment ou lieu quelconque où travaillent plus de deux personnes salariées; les blanchisseries, boulangeries, laiteries sont comprises parmi les manufactures, ce terme étant entendu dans son sens le plus large. Le travail du dimanche est interdit, et, en outre,

comme le dimanche anglo-saxon est un triste jour de fête, toutes les femmes et les jeunes gens de moins de dix-huit ans doivent avoir au moins un demi-jour de congé payé par semaine. Par les lois de 1892 et 1894, des prescriptions analogues ont été étendues aux boutiques et magasins de vente au détail : le travail des femmes et jeunes gens y est limité à neuf heures et demie par jour, repas compris, sauf un jour par semaine où il peut durer deux heures de plus. Depuis 1894, l'après-midi de congé obligatoirement accordée aux employés est la même pour tous, sauf dans quelques commerces spéciaux, et est déterminée par les autorités locales. Ce jour-là, tous les magasins et boutiques doivent être fermés à une heure; sont exemptées les boutiques tenues par des Européens où eux et leurs enfants sont seuls employés et où l'on se livre à quelques commerces spéciaux : fruiterie, pâtisserie, etc. Tous les bureaux, sauf ceux des compagnies de navigation, d'exportation, de chemins de fer, de tramways et de journaux, doivent être fermés tous les jours à cinq heures et à une heure le samedi.

Toutes ces minuties, au milieu desquelles sont perdues quelques bonnes mesures, constituent au premier chef ce que l'on a si bien appelé *grand motherly legislation*, législation de grand'mère. Son premier inconvénient, c'est son manque d'élasticité. Malgré les vingt ou quarante jours où un travail supplémentaire de trois heures est permis, bien des industries — notamment celle des confections, — qui comportent des alternances de morte saison et de travaux pressés, en sont extrêmement gênées. Elle donne lieu à des tracasseries sans nombre. On est unanime surtout à se plaindre du *shops and shop's assistants act*, lois sur les magasins de vente au détail. La permission de vendre des fruits et des gâteaux, mais non des légumes ou du pain, pendant la demi-journée de congé, a donné lieu à des discussions byzantines sur la nature de quelques produits tels que les tomates, d'autant que les mêmes commerçants sont

parfois boulangers et pâtissiers, vendeurs de fruits et de légumes. On les oblige à faire disparaître de leurs étalages celles des denrées dont la vente est interdite. Un commerçant me racontait qu'il avait eu de sérieux ennuis parce que les fenêtres du premier étage de son magasin étaient ouvertes pendant le demi-congé pour cause de réparation. Ce sont là de petits faits, mais leur accumulation contribue fort à rendre insupportables à tous ces lois insuffisamment mûries et tracassières, qui finissent par décourager le commerce et l'industrie.

Malgré elles d'ailleurs et malgré les mesures plus ou moins semblables adoptées par les autres colonies d'Australasie, surtout depuis 1894 en Victoria et dans l'Australie du Sud, on n'en retrouve pas moins dans les grandes villes, à Melbourne principalement, d'effroyables misères et tous les excès du *sweating system*, exactement comme dans l'*East-End* de Londres. Il sévit surtout dans les industries de la confection et de l'ébénisterie, où se pratique le travail à la tâche à domicile. Chose curieuse, lorsqu'on a entendu les déclamations des démagogues contre la grande industrie et ces « bagnes » que sont les vastes ateliers, on voit la Nouvelle-Zélande marquer en quelque sorte d'infamie les articles fabriqués en tout ou en partie à domicile. Ces articles doivent porter lorsqu'ils sont mis en vente une marque spéciale et très apparente, de façon qu'on ne puisse confondre des produits confectionnés de cette manière, souvent dans des locaux insalubres, avec les marchandises provenant de manufactures régulièrement inspectées. Le gouvernement de Victoria, lui, a cru devoir proposer, pour remédier au mal, d'interdire le travail à domicile dans un grand nombre de cas, et d'obliger à le concentrer dans des manufactures. On espère par là supprimer la concurrence que font aux ouvrières dont les travaux d'aiguille sont le seul gagne-pain, celles qui ne cherchent en s'y livrant qu'à se procurer un superflu. Ce même *anti-sweating bill* contenait aussi des dispositions draconiennes à l'égard des Chinois dont la con-

currence est l'une des principales causes des bas salaires dans l'ébénisterie. Tout local où travaille même un seul Chinois est considéré comme une manufacture et tombe sous le coup des règlements qui les concernent. On espère ainsi élever le *standard of life* des Célestes, et par suite leurs salaires; de plus il leur est interdit de travailler, fût-ce à domicile, entre cinq heures du soir et sept heures du matin. Arrivera-t-on ainsi à supprimer le *sweating*? Il est à craindre que non, car les causes profondes du mal sont dans l'énorme afflux d'immigrants de toute sorte qui se sont précipités à Melbourne depuis la découverte de l'or et particulièrement de 1880 à 1890 pendant la période d'énorme spéculation. Dénués d'habileté professionnelle, *unskilled workers* pour la plupart, ces nouveaux venus ont dû se réfugier dans les métiers qui exigent peu ou point d'apprentissage et s'y font une effroyable concurrence. Le mal existe aussi bien dans les professions libérales : un médecin français, qui est aujourd'hui l'un des premiers de Melbourne, ne me disait-il pas que certains de ses collègues en étaient arrivés à soigner leurs clients, auxquels ils fournissaient même les médicaments, moyennant un abonnement de *6 pence* (63 centimes) par semaine! Croire qu'il sera possible de faire disparaître en un jour, par une législation hâtive, les conséquences malheureuses de l'exagération de la population urbaine dans ce pays sans grande industrie, c'est se faire de singulières illusions sur la puissance des lois.

On a été plus loin dernièrement : deux colonies n'ont pas craint de s'engager dans la voie de la fixation de certains salaires par mesure législative. A Victoria, la loi de 1898 autorise le gouvernement à nommer des commissions qui devront fixer les salaires minima dans les industries de la confection, de l'ameublement, de la cordonnerie et de la boulangerie [1]; la Nouvelle-Zélande, de

1. Ces minima ont été fixés comme suit : dans l'industrie de la confection, 9 fr. 35 par jour pour les hommes, 4 fr. 15 pour

son côté, par une loi de 1899, défend d'employer des mineurs de moins de dix-huit ans si on ne leur donne un salaire d'au moins 5 francs par semaine pour les filles et 6 fr. 25 pour les garçons. Assurément ces derniers minima sont très bas; on n'en pourrait dire autant de ceux que l'on a fixés à Victoria. Mais ce n'est pas tant sur leurs détails que sur leurs conséquences et sur leur principe qu'il faut juger de pareilles lois. La véritable question, c'est d'abord de savoir si elles ne dépassent pas leur but, si, à la place des maux qu'elles prétendent guérir sans y parvenir toujours, elles n'en créent pas d'autres au moins aussi grands, si elles ne sont pas de nature à enlever toutes ressources aux gens à qui elles veulent en donner de plus grandes[1], à produire une stagnation générale aussi funeste, sinon plus, aux pauvres qu'aux riches. Or, pour ne parler que des effets immédiats, la loi néo-zélandaise que nous venons de citer donne un coup funeste à l'apprentissage; celle de Victoria risque de réduire à la mendicité des gens qui trouvaient dans certains travaux peu payés le supplément de ressources nécessaires pour vivre. Enfin et surtout, une fois engagé sur une pareille pente, la fixation des salaires, où pourra-t-on s'arrêter? N'est-il pas à craindre que ce soit impossible?

les femmes, 40 centimes l'heure pour la confection de la lingerie; — dans la cordonnerie, 7 fr. 60 par jour pour les hommes, 25 francs par semaine pour les femmes; — dans la boulangerie, 1 fr. 25 l'heure; dans l'ameublement, 1 fr. 25 l'heure pour les hommes et 25 fr. par semaine de 48 heures pour les femmes.

1. C'est ce qui paraît se produire à Melbourne en ce qui concerne notamment l'industrie de la boulangerie. D'après des informations qui nous sont récemment parvenues de cette ville et que confirment d'ailleurs les journaux locaux, un grand nombre de pauvres gens qui ne peuvent, à cause de leur manque d'habileté professionnelle, se placer à plein salaire, parviennent à le faire à prix réduit en se déclarant âgés de moins de vingt et un ans ou de plus de cinquante-cinq, pour peu qu'ils ne soient pas trop éloignés de ces limites en dehors desquelles la loi autorise des réductions de salaires. Une véritable industrie de falsification des actes de l'état-civil s'est ainsi créée à Victoria.

La Nouvelle-Zélande, qui est, de toutes les colonies australiennes, celle où les expériences socialistes se poursuivent le plus systématiquement, vient encore de faire une récente et grande innovation avec sa loi de 1898, instituant des pensions universelles pour la vieillesse; toute personne âgée de plus de soixante-cinq ans, ayant eu sa résidence en Nouvelle-Zélande pendant vingt-cinq ans au moins et n'ayant pas subi de condamnations graves, a droit à une pension de 450 francs par an, pourvu que son revenu ne dépasse pas 850 francs; dans le cas où ses ressources sont supérieures à cette somme la pension diminue de 25 francs à mesure que le revenu s'accroît d'autant, de manière à tomber à zéro quand ce revenu atteint 1 300 francs. Au 31 mars 1900 il avait été accordé 11 285 pensions de ce genre, dont 9 656 pensions pleines et 1 629 pensions réduites. Le chiffre total de ces pensions s'élevait à 193 718 livres sterling, soit 4 843 000 francs. Le nombre des pensionnés s'élevait exactement à 50 p. 100 des personnes de plus de soixante-cinq ans habitant la colonie et à 58 p. 100 des personnes remplissant à la fois les conditions d'âge, de résidence et de casier judiciaire nécessaires à l'obtention des retraites. En 1910, le nombre des personnes de plus de soixante-cinq ans devant s'accroître beaucoup d'ici là, ce qu'explique la date relativement récente de la colonisation, la dépense annuelle du chef des pensions se trouvera portée à 10 millions de francs. La Nouvelle-Galles du Sud vient, tout récemment, de suivre l'exemple de la Nouvelle-Zélande. Le Parlement de Sydney a adopté en 1900 une loi allouant des pensions de 650 francs à toute personne âgée de plus de soixante-cinq ans et ayant un revenu inférieur à ce même chiffre de 650 francs; au-dessus de cette limite, la pension diminue comme en Nouvelle-Zélande quand le revenu augmente pour s'annuler lorsqu'il atteint 1 300 francs. Pour les gens mariés vivant ensemble, la pension est réduite à 487 fr. 50 pour chaque conjoint. Sur 38 933 personnes de plus de soixante-cinq ans

vivant en Nouvelle-Galles en 1901, les actuaires officiels estiment que 22 692 auront droit à une retraite, dont le chiffre moyen atteindra 580 francs ; ce sera une charge de 13 170 000 francs; en 1906 le nombre des retraités passerait à 30 000 et le chiffre total des pensions à 17 millions et demi. C'est là une charge énorme pour un pays de 1 400 000 habitants, déjà lourdement imposé. La nouvelle Constitution fédérale donne au Parlement fédéral le droit de légiférer au sujet des retraites pour la vieillesse, de façon à établir un régime uniforme. Il lui sera naturellement à peu près impossible de donner moins que celle des colonies qui aura donné le plus.

Le régime fiscal des colonies australiennes porte, comme les lois sur le travail et sur les terres, la trace de l'esprit avancé de leurs gouvernements. Aux droits de douane, aux locations et ventes de terres domaniales, aux recettes des divers services publics — postes, chemins de fer de l'État et autres, qui avaient longtemps formé, avec des droits de succession et quelques autres taxes indirectes, la presque totalité des revenus de l'État — sont venus se joindre, depuis quinze ans, des impôts directs; l'impôt foncier et l'impôt sur le revenu existent dans les plus importantes des colonies australiennes. Ce qui les caractérise, c'est l'application du principe progressif et surtout les nombreuses exemptions. Tous les revenus inférieurs à 5000 francs sont exemptés d'impôt en Australie du Sud et à Victoria; tous ceux au-dessous de 7500 en Nouvelle-Galles et Nouvelle-Zélande. Pour l'impôt foncier, les exemptions dans cette dernière colonie s'appliquent à tout propriétaire ne possédant pas plus de 12 500 francs de biens fonds; les hypothèques sont déduites de la valeur du fonds, tandis que les créances hypothécaires y sont ajoutées. Sur 90 000 propriétaires de la colonie, 12 000 seulement paient ainsi l'impôt foncier, et les publications officielles s'en félicitent hautement. De même l'introduction toute récente (1895) des impôts fonciers

et sur le revenu en Nouvelle-Galles du Sud, avec les mêmes exemptions, à peu de chose près, qu'en Nouvelle-Zélande, ne doit atteindre que 60 000 contribuables dans ce pays de 1 200 000 habitants. C'est un singulier principe, dans une démocratie, que de vouloir exempter d'impôts la grande majorité des électeurs et les soustraire ainsi à toute responsabilité. A l'exception des véritables indigents, nul ne devrait être dispensé de contribuer aux charges publiques. La seule base rationnelle d'un régime électif doit être *no representation without taxation*, pas de représentation sans taxation; c'est le corollaire nécessaire et tout aussi juste du fameux principe *no taxation without representation* au nom duquel s'étaient soulevées les colonies anglaises d'Amérique.

Les taxes successorales, beaucoup plus anciennes que les impôts dont nous venons de parler, revêtent en Australie ce caractère curieux d'être hautement progressives en raison de la valeur de la succession tout en ne variant pas ou presque pas avec le degré de parenté. En Nouvelle-Galles, où l'impôt est l'un des plus modérés, il est de 1 p. 100 au-dessous de 125 000 francs, atteint 4 p. 100 à 625 000 et monte à 5 p. 100 au-dessus de 1 250 000, même en ligne directe. Dans le Queensland, les successions au-dessous de 2500 francs sont exemptes de tout impôt, puis jusqu'à 25 000 francs le droit est de 1 p. 100 en ligne directe; de 25 000 à 250 000 francs c'est 1 et demi p. 100; puis 2 p. 100 jusqu'à 500 000 et 2 et demi p. 100 au-dessus; ces droits s'appliquent à la ligne directe ou à l'époux survivant; en tout autre cas ils sont doublés. Dans les autres colonies, les taxes successorales sont bien plus élevées.

Celles de Victoria sont relativement modérées en ligne directe jusqu'à 1 250 000 francs où elles n'atteignent que 3,70 p. 100; mais au-dessus de ce chiffre, toute distinction cessant entre la ligne directe, les collatéraux et les étrangers, elles bondissent à 7,40 p. 100, pour atteindre 10 p. 100 à deux millions et demi: dans l'Aus-

tralie du Sud, le taux de 5 p. 100 en ligne directe est déjà atteint à 175 000 francs, celui de 7 et demi p. 100 à un million. En ligne collatérale, c'est pis encore [1]. Il y a là des tendances tout à fait hostiles au principe même de l'héritage.

1. Nous donnons ci-dessous à titre d'exemple le tableau complet des droits successoriaux dans l'Australie du Sud et à Victoria :

AUSTRALIE DU SUD

Successions.	Ligne directe, veuf ou veuve.	Autres degrés de parenté.
Au-dessous de 5 000 fr.	pas de droit	pas de droit
De 5 000 à 12 500	»	1 à 3 p. 100
12 500 — 17 500	1 1/2 p. 100	3
17 500 — 25 000	2	3 1/2
25 000 — 50 000	3	4
50 000 — 75 000	3 1/2	5
75 000 — 125 000	4	6
125 000 — 175 000	4 1/2	7
175 000 — 250 000	5	7 1/2
250 000 — 375 000	5 1/2	8
375 000 — 500 000	6	9
500 000 — 750 000	6 1/2	10
750 000 — 1 000 000	7	10
1 000 000 — 1 500 000	7 1/2	10
1 500 000 — 2 000 000	8	10
2 000 000 — 2 500 000	8 1/2	10
2 500 000 — 3 750 000	9	10
3 750 000 — 5 000 000	9 1/2	10
Au-dessus de 5 millions.	10	10

VICTORIA

Successions.	Droits.	
Au-dessous de 25 000 fr.	pas de droit	
De 25 000 à 125 000	2 p. 100	
125 000 — 250 000	3 à 3,80 p. 100	droit croissant de 0,20 p. 100 par 25 000 fr.
250 000 — 1 000 000	4 à 6,80 p. 100	droit croissant de 0,20 p. 00 par 50 000 fr.
1 000 000 — 2 500 000	7 à 9,80 p. 100	droit croissant de 0,20 p. 00 par 100 000 fr.
Au-dessus de 2 500 000	10 p. 100.	

Les veuves et les descendants en ligne directe payent demi-droit seulement, si la succession est inférieure à 1 250 000 fr. (pour ce chiffre le droit serait donc 3,70 pour 100).

A Victoria, aucune différence n'est faite entre les étrangers et les parents autres que les descendants en ligne directe. Dans l'Australie du Sud, les étrangers payent 10 p. 100 quelle que soit la valeur de la succession.

Le respect des traditions ne saurait arrêter les colonies australiennes dans la voie des innovations hasardeuses; elles semblent croire qu'elles ont pour mission de guider le monde vers le progrès. Maintes innovations petites et grandes y sont promises, non seulement par des individualités sans mandat, mais par les gouvernements eux-mêmes. Celui de la Nouvelle-Zélande s'apprêtait, à la fin de 1895, à déposer un *fair rent bill*, un projet de loi instituant des cours spéciales auxquelles les fermiers pourraient demander la réduction de leurs fermages; la fixation des honoraires des médecins par la loi, l'interdiction de toute poursuite pour dettes au-dessous de 500 francs, la journée de huit heures obligatoire pour les adultes, la taxation de l'*unearned increment*, la plus-value soi-disant imméritée du sol, de plus grandes facilités pour le divorce — car l'affaiblissement de la famille marche toujours de pair avec les innovations sociales risquées, — voilà ce que promettent divers gouvernements.

La plupart des lois aventureuses que nous avons passées en revue ne datent que d'un très petit nombre d'années; les idées socialistes qui couvaient depuis longtemps en Australie et s'y faisaient jour peu à peu ont vu leur puissance fort augmentée à la suite de la grave crise financière de 1892-1893, due aux excès de spéculation qui l'avaient précédée. Quelques expériences, comme celles de culture communiste, sont cependant déjà jugées. L'ensemble de cette législation ne peut encore l'être complètement, mais son hostilité contre le capital est assurément l'une des causes qui contribuent le plus à maintenir l'Australie dans cet état de dépression économique d'où nous avons vu qu'elle a tant de peine à sortir.

CHAPITRE XVI

Le féminisme.

Les lois en Australasie sont en avance sur les mœurs. — Le mouvement féministe, assez superficiel, triomphe grâce à l'appui du parti ouvrier et du parti de la tempérance. — Le suffrage des femmes en Nouvelle-Zélande et dans l'Australie du Sud. — Les femmes et la *grand motherly legislation*. — Proportion des femmes gagnant leur vie en Australie. — Retard de l'âge du mariage qui accompagne le développement du féminisme.

La hardiesse des colons australiens en matière sociale, leur dédain pour les traditions — les préjugés, diraient-ils plutôt — de la vieille Europe, les a encore entraînés dans un autre champ d'innovations : ils ont accueilli le féminisme avec autant d'ardeur que le socialisme. La Nouvelle-Zélande en 1893, l'Australie du Sud en 1895 ont accordé aux femmes les droits électoraux politiques, plus récemment la Chambre basse de Victoria a voté la même réforme et il s'écoulera sans doute peu d'années avant que les autres colonies aient suivi. Avec quelques États de l'Union américaine, le Colorado, le Wyoming, l'Utah, ce sont les seuls pays où les femmes aient le droit de vote à toutes les élections.

Cette émancipation politique surprend plus en Australasie qu'en Amérique : dans le Nouveau-Monde, on est tellement habitué à voir la femme absolument libre.

elle concourt avec l'homme pour l'exercice de tant de professions, que, si opposé qu'on puisse être en principe au suffrage des femmes, on n'est point choqué, d'abord, de les voir l'exercer. En Australasie, la situation de la femme se rapproche beaucoup plus de celle qui lui est faite en Angleterre que de celle où elle se trouve en Amérique : plus libre que sur le continent européen, elle l'est moins absolument qu'aux États Unis. Mais la loi a devancé les mœurs, comme c'est souvent le cas aux Antipodes et dans tous les pays où des politiciens de profession occupent la scène, cherchent à étonner les spectateurs, et surtout à satisfaire les plus bruyants d'entre eux.

Si certains groupes s'agitaient avec véhémence et réclamaient à grands cris l'extension de l'électorat aux femmes dans les colonies qui l'ont adopté, comme ils le font encore dans celles qui ne s'y sont pas décidées jusqu'à présent, la masse du public, et du public féminin surtout, ne tient nullement à cette réforme. Dans les classes supérieures, l'indifférence des femmes est complète à ce sujet. J'ai pu en parler avec beaucoup d'entre elles à Melbourne, à Sydney, en Nouvelle-Zélande ; elles m'ont répondu, sans exception, qu'elles ne se souciaient nullement du droit de vote. Dans les classes populaires, et surtout dans la petite bourgeoisie, un certain nombre y attache sans doute plus d'intérêt, mais, de l'avis de tous, les seules qui tiennent véritablement à l'émancipation politique, ce sont les femmes de lettres, les professeurs, institutrices ; et encore, m'a-t-on dit souvent, celles qui sont séparées de leur mari, dont la vie privée est malheureuse, dont le caractère est aigri. C'est naturellement ce groupe qui se fait entendre ; la grande masse reste silencieuse précisément parce qu'elle est indifférente.

Au fond, tout ce mouvement féministe n'est guère qu'un vaste *humbug*, imaginé par des politiciens en quête d'agitations toujours renouvelées, des déclassées et des cerveaux brûlés, mais qui dispose en Australie de deux

soutiens puissants. Le premier est le parti ouvrier, parce que les extrêmes de la démocratie confondent toujours les mots changement et réforme, et aussi parce que les femmes des classes ouvrières, entièrement dénuées d'éducation politique, voteront dans le même sens que leurs maris, pensent les chefs des syndicats, tandis que la plupart de celles des hautes classes s'abstiendront. Le second soutien du mouvement, qu'on retrouve très puissant en Angleterre et en tout pays anglo-saxon, c'est le parti de la tempérance, ou plutôt de la prohibition, qui rêve la suppression complète du commerce des boissons alcooliques, et auquel le concours des femmes est absolument acquis. Si les femmes des classes moyennes et inférieures se désintéressent moins que celles des classes supérieures de l'obtention du droit de vote, si surtout un grand nombre en usent aujourd'hui qu'il leur a été conféré, c'est parce qu'elles sentent agir vivement autour d'elles, sur leurs pères, leurs maris, leurs frères, l'influence néfaste de l'alcool et qu'elles sont les premières à en souffrir, elles et leurs enfants.

En effet, bien que les Australasiennes ne tiennent pas beaucoup, en somme, à être admises à l'électorat — et cela est incontestable pour tout observateur de bonne foi — elles se servent cependant de leurs droits avec assez d'ardeur une fois qu'ils leur ont été donnés : aux élections du 28 novembre 1893 en Nouvelle-Zélande, les premières faites sous le nouveau régime électoral, sur 139 915 femmes majeures, 109 461, soit 78,5 p. 100, s'étaient fait inscrire sur les listes électorales [1], et 90 290 ou 64,5 p. 100 avaient pris part au vote. En 1896, sur 159 656 femmes majeures, 142 306 ou 89 p. 100 étaient inscrites et 108 783, soit 68 p. 100 votèrent. La proportion des votants masculins était un peu plus forte : 72,2 p. 100

1. En Australasie, tout nouvel électeur doit demander son inscription, qui n'est pas faite d'office; en certaines colonies, il faut même se faire réinscrire tous les trois ans, ou chaque année.

en 1893 et 75,9 p. 100 en 1896. La question de la vente des liqueurs alcooliques avait joué un très grand rôle dans la campagne de 1893, et le parlement issu de cette élection a voté des lois nouvelles réglementant plus sévèrement le commerce des spiritueux. Quoique l'attente des prohibitionnistes ait été trompée aux élections de décembre 1896 et aux scrutins locaux qui suivirent, et où ils furent battus malgré l'appui de la plupart des femmes, ils n'en continuent pas moins à soutenir dans toute l'Australie le mouvement féministe.

Si important qu'il puisse être de mettre un frein au fléau de l'alcoolisme, il est cependant grave d'opérer une réforme sociale et politique aussi profonde que l'admission des femmes à l'électorat, non pour ce qu'elle vaut en elle-même, mais pour des causes accessoires. Le parti prohibitionniste et le parti ouvrier, sans l'appui desquels les femmes attendraient longtemps encore leurs droits politiques, n'ont vu dans ce changement qu'un moyen de procurer un plus grand nombre de sectateurs aux causes qu'ils soutenaient. C'est bien là un exemple du plus grand mal des États modernes : la subordination de toutes choses à l'intérêt électoral, le vote des mesures les plus graves, sans considérer leurs qualités intrinsèques et leurs conséquences futures, simplement pour les résultats immédiats qu'on en peut attendre, pour les voix qu'elles peuvent valoir aux partis qui les ont soutenues.

Cette ardeur même des femmes en faveur de la prohibition de l'alcool, qui leur a valu les sympahies du *temperance party*, ne provient-elle pas elle-même des penchants de leur nature qui rendent précisément le moins désirable leur participation au gouvernement? N'est-elle pas un témoignage de leur tendance à se décider non d'après des raisonnements, mais d'après des sentiments, à aller par suite aux extrêmes, à n'admettre aucun terme moyen? N'est-elle pas surtout une preuve de la faveur avec laquelle elles envisagent la *grand motherly legislation*, la « législation de grand'mère », qui voudrait protéger

les hommes contre tout danger et toute tentation, les enfermer dans un réseau de prescriptions minutieuses rappelant les soins, la surveillance de tous les instants dont ont été entourées les premières années de leur vie? Les femmes élèvent des enfants qui voteront plus tard, pourquoi ne voteraient-elles pas elles-mêmes? ai-je souvent entendu dire en Australie. N'est-ce pas justement parce qu'en appliquant au gouvernement des hommes les principes qui dirigent l'éducation des enfants en bas âge, on n'arriverait qu'à affaiblir l'initiative, l'énergie individuelle, les qualités vraiment viriles, que le suffrage féminin est au contraire dangereux? « Les gens de ce pays sont incapables de rien faire sans l'État », me disait déjà avec une nuance de dédain un Américain avec lequel je voyageais en Nouvelle-Zélande. En fait, le vote des femmes en 1893, 1896 et 1900 n'a fait que fortifier le ministère socialiste qui gouverne cette colonie.

Il y a de curieuses contradictions chez les promoteurs du mouvement féministe. Ce sont gens « avancés » qui ont sans cesse à la bouche le grand nom de Darwin et la théorie de l'évolution. Pourquoi prétendent-ils donc faire en un seul jour de la femme l'égale de l'homme, alors que sa position subordonnée pendant des séries de siècles — si ce n'est sa nature originelle — en a fait une créature fort différente ? En Nouvelle-Zélande, on fonde aujourd'hui des ligues pour l'éducation politique des femmes, qui est nulle dans les classes inférieures, disait la présidente de l'une d'elles, femme d'un ancien ministre grand partisan de la réforme. N'eût-il pas mieux valu essayer de commencer cette éducation avant de leur mettre entre les mains un bulletin de vote? Il est étrange aussi que les mêmes groupes qui préconisent l'assimilation des deux sexes et réclament, outre l'électorat, l'éligibilité des femmes et leur admission à toutes les professions, protestent d'autre part contre leur emploi dans les manufactures non seulement parce que ce travail est nuisible à leur santé, mais parce qu'il les empêche de vaquer aux soins du ménage et détruit le

foyer familial. Une simple ouvrière aura cependant moins de préoccupations, une fois son travail terminé, qu'une femme député, médecin ou avocat. D'ailleurs la nature ne permet pas à la femme, comme à l'homme, d'assurer la conservation de l'espèce en exerçant un métier avec continuité. La femme n'est pas inférieure à l'homme, soit, mais elle est différente, c'est-à-dire inférieure par certains côtés et supérieure par d'autres. Qu'on laisse donc son activité s'exercer dans la sphère où cette supériorité est démontrée.

Ainsi que nous l'avons dit, les lois ont devancé les mœurs en Australie et la proportion des femmes qui travaillent en dehors de leur ménage y est moindre qu'en Amérique. D'après le recensement de 1891, sur une population féminine totale de 1 440 000 personnes, dont 1 060 000 âgées de plus de quinze ans, 318 000 étaient classées comme gagnant leur vie (*bread winners*); 133 000 d'entre elles étaient rangées dans la catégorie des domestiques; 70 000 étaient ouvrières; 37 000, employées à des travaux agricoles; 33 000 exerçaient des professions libérales; 23 000 appartenaient à la classe commerçante comme patronnes ou employées; 22 000 se livraient à des métiers divers. Nous ne possédons malheureusement de renseignements relatifs aux occupations des femmes à des époques antérieures que pour la seule colonie de la Nouvelle-Galles du Sud; elles peuvent néanmoins donner une idée du mouvement qui les porte de plus en plus à se créer une situation indépendante. Le nombre total de femmes néo-galloises était de 337 000 en 1881, de 515 000 en 1891; il avait ainsi augmenté de 53 p. 100; le nombre des femmes gagnant leur vie s'était accru dans le même temps de 83 p. 100, passant de 48 963 à 89 502. L'augmentation la plus remarquable se manifestait dans les professions libérales, qui occupaient 4288 femmes en 1881 et 10 402 en 1891. C'est de ce côté surtout que le féminisme tend à les pousser.

Parallèlement à ce mouvement, il s'en produit un autre très significatif : le retard de l'âge du mariage. En

1883, la proportion des jeunes mariées mineures était, en Nouvelle-Galles du Sud, de 28,17 p. 100; en 1892, elle était tombée à 23,55. Le même fait se retrouve à Victoria : pendant la période de 1881 à 1890, la proportion moyenne des jeunes mariées au-dessous de vingt et un ans avait été de 21 p. 100, et pour celles de vingt et un à vingt-cinq ans, de 43,2 p. 100. En 1893, les chiffres correspondants n'étaient que de 17,4 et 39,8. Dans la Nouvelle-Zélande enfin, où les mariées mineures formaient 29,4 p. 100 du total en 1882, elles ne comptaient plus que pour 19,7 en 1893, pour 18,1 en 1898. Lorsque la femme gagne sa vie par elle-même et que les mœurs laissent à la jeune fille une grande indépendance, elle a moins de hâte de se marier. Souvent, d'ailleurs, le mariage la forcerait à renoncer à sa position. « J'occupe huit jeunes filles de vingt à vingt-cinq ans, me disait un commerçant en Nouvelle-Zélande; elles gagnent de vingt-cinq à trente francs par semaine; pas une seule n'est fiancée — et en Australasie comme en Angleterre les fiançailles sont souvent longues; — si elles se mariaient, je ne pourrais les garder; du reste, pourquoi se presseraient-elles : elles gagnent aisément leur vie et sont parfaitement indépendantes. » Pourquoi se presseraient-elles, en effet? Seulement, se mariant tard, leurs enfants seront moins nombreux. Certes, il ne faut pas sacrifier l'indépendance de la femme, ni lui interdire toute occupation étrangère aux soins du ménage, dans l'unique dessein de rendre la natalité plus forte. Mais il ne convient pas non plus d'exagérer une tendance qui, légitime et conforme à la marche de la civilisation si elle est contenue dans de justes limites, deviendrait fort dangereuse si elle était exagérée; et c'est cette exagération que produit inévitablement le féminisme à outrance.

CHAPITRE XVII.

Le mouvement religieux.

Persistance et vivacité de l'esprit chrétien en Australasie. — Statistique religieuse; importance numérique et gains des non-conformistes. — L'Armée du Salut et son œuvre.

Nous avons vu jusqu'à présent les colonies australiennes singulièrement hardies et peu respectueuses de la tradition, mais celle-ci ne perd jamais complètement ses droits en pays anglo-saxon. Nous allons en retrouver l'influence dans l'intensité de la vie religieuse, aussi active dans cette jeune et ardente démocratie que dans la conservatrice Angleterre, qu'aux États-Unis et dans les autres colonies britanniques. Cette influence persistante du christianisme qui pénètre profondément toute la vie sociale est le trait le plus caractéristique, le plus universel de l'esprit anglo-saxon. Il ne comporte plus guère aujourd'hui d'exclusivisme de secte; un certain nombre de fanatiques, dans les confessions protestantes extrêmes, n'ont pas encore désarmé toute hostilité contre le catholicisme; mais ils ne sauraient entraîner les masses à leur suite et le cri de : *No popery*, s'il peut retentir encore parfois, n'éveille en Australie qu'un écho plus faible encore qu'aux États-Unis. Pour n'être pas intolérant, l'esprit religieux ne perd rien de sa puissance, les observances extérieures sont plus rigou-

reuses peut-être qu'en Angleterre même et le dimanche australien est aussi triste pour un Français que celui de Londres. Le seul plaisir que l'on se permette est la promenade dans les jardins publics; point de jeux[1], cricket, football ni autres, dont les Australiens sont cependant grands amateurs; point de courses dont ils sont plus friands encore; point de théâtres. Les services de transport eux-mêmes sont suspendus : pas de tramways, même à Melbourne, pendant les heures des offices; et dans mainte ville, comme à Wellington, double tarif pendant le reste de la journée; pas même de trains de chemin de fer : l'express de Melbourne à Sydney, qui part à cinq heures du soir pour arriver à onze heures du matin, se trouve supprimé et le samedi et le dimanche; l'unique levée de la poste a lieu à neuf heures du matin. C'est un arrêt complet de l'existence. Il va sans dire que ces habitudes qui, sous prétexte d'assurer le repos dominical à tous, privent le populaire de tout plaisir en ce jour de congé, et dont certaines, lorsqu'elles sont consacrées par des lois, deviennent attentatoires à la liberté de conscience, nous paraissent exagérées et oppressives. Elles n'en ont que plus de valeur comme signe de la profonde empreinte religieuse qu'a conservée cette société.

Ce qui n'en est pas une preuve moins remarquable, c'est l'attitude des pouvoirs publics et des hommes politiques : un des faits qui me frappèrent le plus, durant mon séjour en Nouvelle-Galles du Sud, où régnait alors une grande sécheresse, fut de voir le gouvernement radical présidé par M. Reid demander aux ministres de toutes les confessions de dire des prières

1. Cette suppression des jeux le dimanche n'est, si je ne me trompe, qu'un usage et non une loi en Australie; il n'en est pas de même dans quelques autres colonies anglaises; pendant mon séjour au Canada en 1895, plusieurs jeunes gens de Toronto, ville de 180 000 âmes, furent condamnés à l'amende pour avoir joué au *golf* un dimanche, sur un terrain appartenant à l'un d'eux, mais où ils pouvaient être vus de l'extérieur.

publiques pour obtenir de Dieu qu'il fît tomber la pluie. Certes ce ministère qui avait dans son programme un impôt hautement progressif sur le revenu, la réforme et la diminution des pouvoirs de la Chambre haute, le *referendum*, toute une série de mesures démocratiques, qui avait triomphé aux élections grâce à l'appui du parti ouvrier dont les votes lui étaient nécessaires au Parlement, ce ministère, disons-nous, ne saurait être traité de réactionnaire, ni d'obscurantiste. Le fait s'était produit durant la session législative; aucun député n'éleva la voix pour protester; un seul journal, très répandu il est vrai, mais frondeur de parti pris et extrêmement avancé, lu plutôt peut-être pour l'humour avec lequel il est rédigé que pour les idées qu'il expose, le *Bulletin*, organe hebdomadaire de Sydney, se permit des railleries. Mais elles n'eurent point d'écho dans la presse quotidienne. La coexistence de principes démocratiques très avancés et d'idées religieuses très fermes ne doit pas nous étonner : elle se retrouve aux États-Unis, où chaque séance de la convention démocrate à demi révolutionnaire de Chicago, en juillet 1896, était ouverte par une prière, bien que le programme qu'elle imposait à son candidat à la présidence, M. Bryan, contînt les plus violentes diatribes contre la richesse acquise et toute une série de revendications socialistes. Peu importe que ceux qui prennent l'initiative de ces manifestations religieuses soient sincères ou non; mais ils connaissent mieux que personne les habiletés, les roueries de la politique, ils savent admirablement discerner ce qui plaît aux masses; qu'ils soient réellement religieux ou qu'ils affectent de l'être pour se faire bienvenir des électeurs, cela n'en démontre pas moins l'influence énorme de la religion. Ce n'est pas en Australasie que la formule « ni Dieu, ni maître » aurait du succès. Ce n'est point là non plus qu'on dénaturerait les textes destinés aux écoles primaires pour en extirper le nom de Dieu : l'école publique y est *unsectarian* comme en Amérique, elle n'appartient à aucune secte; mais

elle appartient au christianisme; l'histoire sainte y est enseignée et la morale religieuse aussi.

Tous les cultes sont aujourd'hui libres et sur un pied de parfaite égalité en Australasie. Pendant assez longtemps quatre confessions, ou « dénominations », comme on dit en pays anglais, émargèrent au budget de l'État : les anglicans, les catholiques, les presbytériens et les méthodistes wesleyens. L'Australie du Sud fut la première à abolir le budget des cultes en 1851; Victoria, la dernière, en 1875; les situations acquises furent d'ailleurs respectées. Sans être aussi variée qu'en Amérique, la statistique religieuse de l'Australasie est déjà compliquée. Toute localité de deux à trois mille âmes possède au moins quatre églises appartenant aux quatre confessions que nous venons de citer. En outre les congrégationalistes, les baptistes, les luthériens sont assez nombreux et ont leurs temples dans la plupart des villes. Nous donnons ci-dessous la répartition des Australiens entre les divers cultes en 1891, ainsi que la proportion des adhérents de chacun d'eux à la population totale aux trois derniers recensements :

	Adhérents en 1891	PROPORTION POUR 100.		
		1871	1881	1891
Anglicans	1 485 066	39,1	39,1	39,1
Catholiques	801 118	23,1	22,2	21,1
Presbytériens	493 369	13,6	13,4	13,0
Méthodistes	434 355	10,5	10,9	11,4
Congrégationalistes	79 423	2,4	2,2	2,1
Baptistes	87 176	2,0	2,2	2,3
Luthériens	76 439	2,1	2,1	2,0
Israélites	15 268	0,4	0,4	0,4
Non-chrétiens	46 166	1,8	1,7	1,2
Sectes diverses	203 866	2,7	3,6	5,3
Non classés ou refusant de déclarer leur religion	78 804	2,3	2,2	2,1
Total	3 801 050	100,0	100,0	100,0

Ce tableau suggère diverses réflexions : en ne tenant compte d'abord que de la situation actuelle, sans

s'occuper des variations qu'a subies depuis vingt ans le chiffre des adhérents de chaque confession, il est intéressant de comparer la situation religieuse de l'Australie à celle du Royaume-Uni, d'où sont venus presque tous ses colons : ce qui frappe aussitôt les yeux c'est la proportion beaucoup plus faible des anglicans, qui ne forment plus même dans ces colonies les deux cinquièmes de la population alors qu'ils sont en forte majorité dans la métropole; par contre les catholiques sont plus nombreux (21 p. 100 au lieu de 15 à 16 p. 100) et les presbytériens de même : ces différences font encore ressortir le rôle considérable qu'ont joué les éléments irlandais et écossais dans le peuplement de l'Autralasie, et la force des méthodistes et autres sectes dissidentes semble prouver aussi que, parmi les Anglais eux-mêmes, les non-conformistes auraient émigré en plus grand nombre que les adhérents de l'Église établie : ils n'y sont pourtant plus poussés, comme au XVIIe siècle, par des persécutions religieuses; mais ce sont souvent des minorités à l'esprit plus actif, plus entreprenant, plus inquiet peut-être aussi que la masse de la nation, qui contribuent le plus à étendre au dehors l'influence d'un peuple. Les différences sont d'ailleurs considérables au point de vue religieux entre les diverses colonies : ainsi, en 1891, l'Église d'Angleterre comptait parmi ses adhérents à peu près la moitié des habitants des deux petites et calmes colonies de Tasmanie et de l'Australie de l'Ouest — où les mines d'or n'avaient pas encore été découvertes —; elle comprenait encore 45 p. 100 de la population de la Nouvelle-Galles, la colonie mère, mais 28 p. 100 seulement de celle de l'Australie du Sud. C'est dans la Nouvelle-Galles du Sud que les catholiques étaient le plus nombreux (25,5 p. 100) et en Nouvelle-Zélande qu'ils l'étaient le moins (14 p. 100). Par contre, dans cette dernière colonie, dont la partie la plus méridionale est presque entièrement peuplée d'Écossais, les presbytériens formaient 22,6 p. 100 des habitants, tandis qu'ils n'attei-

gnaient que moins de 6 p. 100 en Australie du Sud et 4 p. 100 dans l'Ouest. C'est dans l'Australie du Sud, enfin, que les autres dissidents de tout genre étaient le plus nombreux : 19 p. 100 de la population y étaient méthodistes, 5,5 p. 100 baptistes, 3,7 p. 100 congrégationalistes, 7 p. 100 luthériens : ces derniers descendaient des Allemands venus en assez grand nombre dans ce pays il y a trente ou quarante ans; plus récemment les Allemands se sont portés vers le Queensland, où la proportion des luthériens est de 6 p. 100.

Si nous considérons maintenant le mouvement des adhérents de chaque confession nous observons un fait caractéristique : l'Église d'Angleterre reste stationnaire, le presbytérianisme, qui est l'Église établie en Écosse, et le catholicisme, qui est la religion de la grande majorité en Irlande, voient décroître en Australasie la proportion de leurs fidèles. Tandis que les trois confessions dominantes sont ainsi en perte relative, les méthodistes augmentent d'une façon sensible et les sectes nombreuses et variées classées sous la rubrique « sectes diverses » gagnent sans cesse des adhérents. Cette situation s'étend du reste à tous les pays protestants, aux pays neufs surtout. Les gains faits par les sectes avancées sont conformes à l'esprit de libre examen du protestantisme; elles ne semblent guère avoir lieu par conversions individuelles, mais plutôt par l'effet des mariages mixtes : les membres des sectes extrêmes, des sectes nouvelles surtout étant animés d'un esprit de prosélytisme plus vif que ceux des anciennes confessions, c'est dans leur foi que les enfants sont le plus souvent instruits. Or les unions mixtes sont nombreuses : dans la Nouvelle-Galles du Sud, en 1891, sur 141656 couples il s'en trouvait 25000 où les deux conjoints n'appartenaient pas à la même confession; les catholiques eux-mêmes contractent souvent de ces mariages : dans cette année 1891, on comptait en effet 26253 couples où les deux époux étaient catholiques; par contre 3798 hommes et 8384 femmes

appartenant à l'Église romaine s'étaient unis à des protestants. L'Église catholique a d'ailleurs une autre cause d'affaiblissement dans l'école publique, *unsectarian* en théorie, mais dont l'esprit est protestant. De même qu'en Amérique, où les progrès du catholicisme sont plus apparents que réels, l'Église a peine, aux Antipodes, à garder ce qu'elle reçoit : il s'y trouve certainement plus de fils de catholiques devenus protestants que de fils de protestants devenus catholiques.

Nous ne saurions passer sous silence, en parlant de l'esprit religieux en Australie, l'un des mouvements les plus remarquables qui se soient produits à ce point de vue dans le monde anglo-saxon tout entier depuis quelques années : nous ne voyons guère en France que les côtés ridicules de l'Armée du Salut et ses propagateurs ne remportent pas de succès chez nous; ils ont, du reste, tort d'y venir et n'ont que faire en pays catholique : le besoin que leur œuvre s'efforce de satisfaire n'y existe pas. Le salutisme représente une réaction contre le froid rationalisme dans lequel versaient de plus en plus la majeure partie des sectes protestantes : il prétend porter la parole de Dieu aux masses; la montagne ne venant pas à eux, les salutistes vont à la montagne : ce sont des médecins de l'âme qui visitent sans cesse leurs malades, au lieu d'attendre, comme trop de ministres patentés des anciennes confessions, que ces malades viennent consulter chez eux. En pays protestant la séparation entre le clergé et le peuple est bien plus complète qu'en pays catholique, surtout en dehors de l'Église anglicane : c'est à ce mal que l'Armée du Salut veut remédier. Le méthodisme, par certains côtés, cherchait à remplir un rôle semblable : ses fondateurs comprenaient qu'il ne suffit pas, pour attirer le peuple au christianisme et l'y maintenir, de le convier à venir écouter, dans une église aux murs nus et froids, un prêche plus froid encore et souvent plutôt philosophique que véritablement religieux. A défaut des cérémonies dont le catholicisme a entouré le culte avec un

sens si profond de la psychologie des masses, les grands meetings périodiques du méthodisme, ses *revivals* ou revivifications, où tous les fidèles peuvent prendre la parole s'ils se croient illuminés par l'Esprit saint — et il s'en trouve toujours beaucoup qui se le figurent —, avaient mis la religion plus à la portée de tous.

L'Armée du Salut va plus loin. Dans tous les camps de chercheurs d'or du monde, à Cripple-Creek dans les Montagnes-Rocheuses, à Coolgardie dans l'Ouest australien, à Johannesburg au Transvaal, aussi bien que dans maints districts ruraux, j'ai vu leurs « officiers », hommes et femmes, processionner à travers les rues, précédés de leur drapeau, accompagnés de leurs musiciens, toujours suivis d'une foule nombreuse. De temps à autre ils s'arrêtent à quelque carrefour pour psalmodier en plein air, et finalement ils s'engouffrent dans leurs *barracks*, leurs « casernes », comme ils disent, où l'on prêche et où l'on chante. Sans doute, même en pays anglais, un quolibet les salue de ci, de là ; mais, si quelques-uns les traitent avec d'autant plus de sévérité qu'ils sont bruyants, encombrants, souvent gênants pour la circulation dans les grandes villes, tout le monde est unanime à reconnaître que leur propagande religieuse et moralisatrice atteint des couches sociales qui échappent à l'action de toutes les autres « dénominations ». Ils ne prétendent d'ailleurs pas former une secte spéciale, mais conquérir les humbles aux principes de la Bible et de l'Évangile, et ils jugent qu'il n'y a pas à reculer, pour atteindre leur but, devant une mise en scène qui peut paraître charlatanesque aux gens raffinés, mais attire et retient les foules. Tous ces officiers et officières avec leurs vareuses ou leurs jerseys rouges, leur accoutrement bizarre, leur allure d'illuminés, leur abus des termes militaires, nous semblent grotesques et je n'ai pu m'empêcher de rire parfois devant certaines de leurs *casernes*, comme celle de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, aux hautes murailles crénelées, aux grilles formidables, tel un château fort

d'opéra-comique, détonant dans cette ville moderne, paisible et proprette, où rien n'éveille une idée guerrière. Mais la tournure ridicule de ces bâtiments n'empêche pas que bien des misères y soient soulagées, que dans tout centre de quelque importance ces gens étrangement travestis possèdent des établissements charitables, des asiles, des refuges où ils accueillent avec dévouement tous les malheureux.

CHAPITRE XVIII

La société et les habitudes de vie.

Le taux des salaires dans les divers métiers. — Le coût de l'existence. — Dépenses moyennes annuelles d'un habitant de l'Australie. — La consommation de la viande et des diverses denrées. — La consommation d'alcool; sa décroissance : les sociétés de tempérance et leurs exagérations; la question de la prohibition des liqueurs alcooliques. — Les plaisirs; les courses et le jeu; les divertissements sont les mêmes qu'en Angleterre. — Les relations sociales; rôle des gouverneurs.

On avait, avant sa récente crise économique, surnommé l'Australasie le « Paradis des Ouvriers ». Si l'on entend par là que, nulle part, l'ensemble de la population ne jouit de plus de bien-être, l'expression est près d'être justifiée et l'on a tort seulement de la restreindre à la classe ouvrière. Il n'y a guère de pays au monde assurément où la vie soit plus aisée qu'en Australie, où le prix des choses indispensables à l'homme, des aliments surtout, soit plus bas, et où les salaires soient en même temps plus élevés. La crise si intense de 1893 a sans doute porté un coup à la prospérité du pays et à l'aisance de ses habitants. Beaucoup de salaires ont faibli, mais leur niveau actuel, s'il est inférieur à celui qui s'est maintenu de 1875 environ à 1892, est encore très haut. D'autre part, la baisse des produits bruts, qui a été l'une des causes de cette diminution

des salaires, l'a compensée en partie en rendant le coût de la vie encore meilleur marché. Le tableau des gages pour quelques métiers, que nous donnons ci-dessous, se rapporte à la Nouvelle-Galles du Sud; c'est la plus assise des sept colonies et le taux des salaires varie peu, d'ailleurs, suivant les divers points de l'Australasie. A Victoria il était un peu plus élevé qu'en Nouvelle-Galles avant la crise, il est un peu plus bas aujourd'hui, en Nouvelle-Zélande un peu plus bas également, légèrement plus haut en Queensland. Mais ces différences atteignent au maximum 8 à 10 p. 100, sauf aux nouveaux champs d'or de l'Australie de l'Ouest, où la vie est extrêmement chère et où les salaires nominaux sont en conséquence surélevés sans que leur pouvoir d'achat, le salaire réel, soit plus considérable :

	En 1888.	En 1894.	En 1898.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Charpentiers, par jour.....	13 »	11 75	11 25
Forgerons, —	10 75	10 75	11 25
Maçons, —	13 »	12 »	11 25
Manœuvres, terrassiers, par jour..	10 »	8 25	7 50
Mineurs (houillères de Newcastle), par jour.	11 25 à 15 »	9 40 à 11 25	
Domestiques de ferme, par an...	1150 »	850	975 »
Bergers, — ...	1000 »	800	1000 »

Ces deux dernières catégories sont en outre nourries et logées. La nourriture est abondante, 10 à 15 livres de bœuf ou de mouton, 8 à 10 livres de farine, 1 à 2 livres de sucre, un quart de livre de thé par semaine. Le logement est au contraire au-dessous du médiocre, la literie et les meubles faisant souvent presque défaut. Dans les *stations* de moutons de l'intérieur un couple marié, où la femme fait la cuisine et l'homme est employé à des travaux divers, gagne, suivant les cas, de 1300 à 1800 francs par an. Les gages des domestiques attachés à la personne sont, comme dans tous les pays neufs, particulièrement élevés, quoiqu'ils aient subi une forte réduction à la suite de la crise : une femme de chambre

(*housemaid*) gagnait facilement 900 francs par an, il y a dix ans; en 1895 la même personne n'était plus payée que 600 à 700 francs; elle l'est aujourd'hui de 700 à 800. Les gages des bonnes à tout faire (*general servants*), qui étaient à peu près au même taux, avant la crise, ont un peu moins baissé : il est assez naturel que la catégorie des serviteurs de luxe, pour ainsi dire, ait été la plus atteinte. Les *barmaids*, qui dans les cabarets se tiennent debout derrière le comptoir et servent les clients, sont les femmes les plus payées; leur service est assez fatigant et se prolonge tard le soir : leurs salaires atteignent 20 à 30 francs par semaine.

Les chemins de fer de l'État fournissent, dans la Nouvelle-Galles du Sud, où ils étaient bien administrés, un bon exemple de ce que gagnent les ouvriers d'industrie : les mécaniciens y sont payés (1894) de 13 fr. 75 à 19 francs par jour; les chauffeurs, de 10 francs à 12 fr. 50; les chefs de train (*guard*), 10 fr. 60 à 15 francs; les hommes d'équipe, 7 fr. 50 à 12 fr. 50. Les salaires minima pour les métiers les moins payés (nettoyeurs, graisseurs) ne descendent pas au-dessous de 5 francs par jour. Ces salaires n'ont guère varié depuis lors. Dans les industries de l'alimentation, telles que la brasserie, les salaires les plus bas sont encore de 50 francs par semaine pour les hommes; dans la boulangerie ils ne descendent pas au-dessous de 35 francs; dans les beurreries, de 31 fr. 25 pour le travail le plus commun, ayant haussé de 15 à 25 p. 100 depuis le moment le plus dur de la crise. D'une manière générale, il est très rare qu'un ouvrier un tant soit peu exercé ne gagne pas au moins *5 shillings* (6 fr. 25) par jour et, dans presque tous les métiers la journée de travail est de huit heures. Il n'y a guère d'exception notable à cette règle que l'industrie de la confection, où les salaires descendent assez fréquemment au-dessous d'une livre sterling par semaine et même, pour les femmes, à 15 francs ou 12 fr. 50. Encore dans le travail à la pièce, qui a lieu le plus souvent à domicile, trouve-t-on des gages plus bas, des cas de *sweating* bien caractérisés;

c'est là un très grand mal; mais les *unskilled workers*, les travailleurs sans habileté professionnelle, qui se livrent à cette tâche parce qu'elle exige un peu ou point d'apprentissage, s'ils se font entre eux une concurrence désastreuse, ne nuisent guère aux salaires des *skilled workers*, des ouvriers sachant un métier. Il faut observer, toutefois, comme le font remarquer avec insistance les Manuels des Émigrants publiés par l'*Emigrants' Information Office britannique*, que l'élévation des salaires, dans un métier donné, n'implique nullement une grande demande de bras dans ce métier. Il y a eu presque toujours, et depuis sept ou huit ans surtout, un grand nombre d'*unemployed*, de sans-travail en Australie.

Si les salaires sont plus élevés en Australie que partout ailleurs, la vie y est à très bon marché, les produits alimentaires surtout. On en jugera par quelques prix de détail à Sydney : viande de mouton, 15 à 25 centimes la livre; de bœuf, 20 à 30 centimes; beurre, 1 fr. 25; pain, 15 centimes, toujours par livre; lait, 40 à 45 centimes le litre. Dans l'intérieur, la viande de mouton ne coûte presque rien, 10 centimes la livre, moins quelquefois. Aussi l'Australasie est le pays du monde où la consommation de viande est de beaucoup la plus forte : elle ne s'élève pas à moins de 264 livres[1] par tête et par an, tandis que, d'après le *Dictionnaire de statistique* de Mulhall, elle n'est que de 150 livres aux États-Unis, de 109 en Angleterre, de 77 en France; au contraire, la consommation de nourriture végétale, bien qu'elle tende à augmenter, est faible : 392 livres de grains au lieu de 375 en Angleterre et aux États-Unis, 540 en France, 550 en Allemagne; et 266 livres de pommes de terre au lieu de 380 en Angleterre, 570 en France, 1020 en Allemagne, et 170 seulement aux États-Unis.

1. Il s'agit de livres anglaises de 453 grammes. Il semblerait que la consommation de la viande en Australie ait un peu diminué depuis 1893 où elle était estimée à 276 livres. La crise économique peut y être pour quelque chose, quoique cette denrée soit bien bon marché.

Dans les pays riches, le blé tend à tenir une place de moins en moins importante dans l'alimentation : c'est encore une des nombreuses causes qui font que la baisse de ce produit est conforme au progrès général de la civilisation. La consommation élevée que font les Australiens des articles de demi-luxe, tels que le sucre (100 livres par tête au lieu de 75 en Angleterre, 53 aux États-Unis, 20 en France) ou le beurre (20 livres par tête, soit autant qu'aux États-Unis, au lieu de 19 en Angleterre et 8 seulement en France), indique l'aisance générale. Le chiffre de la dépense moyenne annuelle, indiquée par les documents officiels de la Nouvelle-Galles du Sud, confirme cette observation : en 1892, chaque Néo-Gallois dépensait, pour son entretien et ses plaisirs, tout compris, 1175 francs ; sensiblement abaissé par la crise, ce chiffre s'est un peu relevé depuis et se trouve, en 1899, de 994 francs, alors que, d'après le statisticien Mulhall, les dépenses moyennes d'un Américain n'étaient que de 820 francs, celles d'un Anglais de 795, d'un Français de 600, d'un Allemand de 505, d'un Italien de 290. Dans cette somme de 994 francs, la part de la nourriture est de 31,6 p. 100, celle des vêtements 13,9 p. 100, du logement 11,2 p. 100, des impôts directs 1,4 p. 100, des boissons fermentées et spiritueux, 8 p. 100 ; reste 30,8 p. 100 pour les dépenses diverses. La proportion des frais nécessités par la satisfaction du plus essentiel de tous les besoins, la nourriture, se trouve plus faible en Australie que nulle part ailleurs, sauf aux États-Unis d'Amérique et au Canada, quoique — on l'a vu plus haut — les Australiens soient mieux nourris qu'aucun autre peuple. D'autre part, la douceur du climat rend presque nul, sauf en une partie de la Nouvelle-Zélande et de la Tasmanie, les frais de chauffage qui grèvent sérieusement le budget des Européens du Nord et des Américains. Il reste donc beaucoup plus aux habitants de l'Australie pour leurs dépenses de luxe ou de demi-luxe et leurs plaisirs de tout genre.

Parmi ces dépenses dites de luxe, en prenant le mot dans le sens le plus général, figurent les sommes employées à l'achat des boissons alcooliques, sur lesquelles nous devons insister. Les habitants de la Nouvelle-Galles du Sud y consacraient (1892) 95 francs par an, ceux de Victoria 115; en 1899, les dépenses que faisaient les Néo-Gallois de ce chef avaient fléchi à 80 francs et celles des Victoriens avaient sans doute baissé d'au moins autant. Ce sont là des chiffres plus élevés qu'en aucun autre pays : en Grande-Bretagne le chiffre correspondant est de 72 fr. 50 et en France de 48 fr. 50. Toutefois, si l'on considère les quantités d'alcool consommées on arrive à un résultat différent. En 1893, la quantité total de *proof spirit*, c'est-à-dire d'alcool à 50° — c'est la mesure en usage en pays anglais —, consommée en Australasie était exactement de 11 litres par tête, variant de 8 litres en Nouvelle-Zélande à 24 litres dans l'Australie de l'Ouest. Ici, au contraire, c'était un chiffre inférieur à celui de toute autre contrée, la Russie exceptée, en particulier à l'Angleterre (16 l. 30) et surtout à la France (23 l. 20). Mais rien n'est plus défectueux que ce mode de calcul qui confond l'alcool consommé sous forme de spiritueux proprement dits et celui qu'on absorbe en buvant de la bière, du cidre ou du vin. Sous ces dernières formes il est généralement considéré comme étant peu ou point nuisible. Or, en 1899, la consommation annuelle moyenne d'un Australien était de 48 litres de bière, de 4 l. 6 de vin et de 3 l. 4 de spiritueux.

Malgré les facilités qu'offre l'Australasie pour la culture de la vigne, la consommation du vin n'est donc pas même double de celle de l'Angleterre (1 l. 95); même dans l'Australie du Sud, où elle est la plus forte, elle atteint seulement 10 litres, soit à peu près autant qu'en Suisse et dix fois moins qu'en France. On boit aussi relativement peu de bière en Australie : beaucoup moins qu'en Angleterre, où la consommation annuelle par tête est d'environ 120 litres, qu'en Allemagne ou en Hol-

lande où elle est de 90. Pour les spiritueux proprement dits, l'Australasie vient à peu près sur le même rang que la France, mais en arrière de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, des États-Unis et surtout des pays scandinaves. On observe depuis longtemps déjà dans ce pays une heureuse tendance à la diminution de la consommation de l'alcool : l'exemple de la colonie de la Nouvelle-Galles, pour laquelle nous avons sous les yeux des chiffres qui remontent à dix-huit ans, est frappant à cet égard. En 1883, la consommation totale d'alcool à 50° (*proof spirit*) sous toutes les formes y était de 16 litres par tête; en 1888, elle tombait à 12 l. 8 pour rester à peu près stationnaire jusqu'en 1891 ; le malaise économique a eu ensuite pour effet d'abaisser la consommation à 10 l. 4 en 1893; elle ne s'est pas relevée ensuite et est tombée à 9 l. 9 en 1899. C'est surtout sur les spiritueux proprement dits que la baisse s'est fait sentir : 6 l. 6 en 1883, puis 5 litres en 1887, sans variation jusqu'en 1891 et chute, par l'effet de la crise, à 3 l. 8 en 1893, la proportion restant stationnaire en 1899. Pour l'ensemble de l'Australasie on observe cependant un relèvement de la consommation d'alcool sous toutes ses formes : 11 litres en 1899 contre 10 en 1893; mais cette augmentation provient uniquement de l'usage plus abondant de la bière (48 litres au lieu de 43) et du vin (4 l. 6 au lieu de 3 l. 2); celle des spiritueux proprement dits n'a pas varié, et si l'on se reporte aux temps antérieurs à la crise, la diminution est marquée.

On rencontre cependant en Australie bon nombre d'ivrognes, sans doute parce que la chaleur du soleil y rend nuisibles des doses d'alcool qu'on absorberait impunément sous le ciel brumeux de la Grande-Bretagne, et l'abus de la boisson n'y excite pas, dans les milieux mêmes ayant quelque éducation, autant de répulsion qu'en notre pays. C'est surtout dans les camps miniers de l'Ouest, tout nouvellement découverts, où la boisson est la seule distraction, que les bars foisonnent — moins pourtant que dans les lieux du même genre en Amérique,

où j'ai compté cinq *bars* se suivant porte à porte dans la grande rue de Cripple-Creek, au Colorado. Le fait que la consommation s'abaisse, en dehors tout au moins des nouveaux champs d'or, est cependant indéniable et encourageant. Convient-il d'aider cette diminution de par des mesures législatives, de contraindre les gens à la sobriété, voire à l'abstention totale de boissons alcooliques, faut-il en un mot en prohiber la vente?

Cette question est constamment agitée dans tout le monde anglo-saxon. Les sociétés de tempérance, à la tête desquelles se trouvent presque toujours des ministres non-conformistes, presbytériens ou méthodistes, et qui comptent parmi leurs adhérents un grand nombre de femmes, se prononcent énergiquement pour l'intervention législative, pour le *teetotalism* obligatoire. Si elles n'ont pas eu assez de force pour faire interdire en Australie, comme dans certains États de l'Union américaine [1], la vente des liqueurs alcooliques, elles ont du moins obtenu dans plusieurs colonies, notamment en Nouvelle-Zélande, le vote de lois élevant le prix des licences et instituant le système de l'*option locale* par lequel chaque district est laissé libre, soit de maintenir le nombre des cabarets existants, soit de le réduire dans une certaine proportion chaque année, soit de les supprimer tout à fait moyennant indemnité. S'il est bon de fixer un maximum au nombre des débits, s'il est surtout très juste de faire une enquête sur les personnes qui demandent à en ouvrir un et de n'accorder de licences qu'à des gens d'une moralité éprouvée [2], il

1. Notamment le Maine, le New-Hampshire, le Vermont, la Caroline du Sud, le Wyoming.

2. Il s'est passé à ce sujet, pendant mon séjour à Melbourne, un fait assez curieux : le tenancier d'un débit ayant quitté son commerce, il s'était présenté pour le remplacer une jeune fille sur laquelle les renseignements étaient excellents ; devant la cour de justice chargée de statuer sur le transfert de la licence, l'inspecteur de police demanda que ce transfert fût refusé dans l'intérêt même de la demanderesse, parce que le cabaret en

semble que l'État, qu'il soit représenté par les autorités centrales ou locales, outrepasse fort ses pouvoirs en prétendant interdire à des personnes majeures l'achat de boissons alcooliques. Outre que leur usage modéré n'est pas nuisible, l'État ne saurait se faire juge de ce qui convient à la santé de chacun, et une majorité, si grande soit-elle, n'a aucun droit, à notre sens, d'empêcher les membres d'une minorité de s'empoisonner même, s'il leur en prend l'envie, à condition qu'ils ne fassent de mal qu'à eux. L'ivresse publique ou la vente de spiritueux à des personnes déjà ivres et, si l'on veut, à des mineurs, paraissent donc être les seuls actes qu'on puisse légitimement qualifier de délictueux. Quant à l'option locale, elle est oppressive : en pareille matière il n'y a qu'une seule solution raisonnable, c'est l'option individuelle.

Les sociétés de tempérance, qui ont rendu de réels services dans la lutte contre l'alcoolisme, sont devenues encombrantes aujourd'hui par leur fanatisme excessif; elles se refusent à distinguer en aucune façon entre les divers genres de boissons alcooliques et leurs membres se voilent la face devant un verre de bordeaux avec autant d'horreur que devant une bouteille du gin ou du whiskey le plus violent. Un pasteur néo-zélandais ne déclarait-il pas « qu'il n'avait pas plus d'estime pour un *publican* (cabaretier), un commerçant en spiritueux, ou un brasseur, ou même un propriétaire de vignes, que pour une fille publique »? Ridicule pharisaïsme d'un ministre chrétien qui oubliait que le Christ disait à ses pareils, il y a dix-huit siècles : « Les publicains et les filles publiques entreront avant vous dans le Royaume des Cieux! » Que penser aussi de ces sectes protestantes qui ne veulent donner la communion qu'avec du vin non fermenté?

question était situé dans une rue médiocrement famée où une « jeune et jolie fille » ne serait pas en sécurité. Elle obtint pourtant gain de cause, sous la promesse que son frère logerait avec elle.

Il s'en trouve des exemples en Australie et également au Canada, où la question fut longuement discutée au synode presbytérien de 1895 à Toronto; les membres de cette assemblée croyaient-ils donc que c'est en vin non fermenté que Jésus changea l'eau aux noces de Cana? Toutes ces exagérations sont absurdes.

D'autre part les lois qu'on fait voter ainsi sont trop souvent inexécutables. Dans le seul district de la Nouvelle-Zélande qui, en vertu de la loi sur l'option locale, ait adopté la prohibition absolue, une enquête faite par les soins de l'Église presbytérienne, qui avait beaucoup poussé à la mesure, a montré que les débits clandestins étaient nombreux et pouvait, au dire d'un journal du pays, se résumer ainsi : « Ceux qui buvaient avant la loi boivent encore, ceux qui ne buvaient pas ne boivent pas. » Le dimanche les cabarets doivent être fermés et nul ne doit vendre à boire en dehors des heures des repas à qui que ce soit, à l'exception d'un voyageur de bonne foi, *a bona fide traveller*. Mais qu'est-ce qu'un voyageur de bonne foi? Des jeunes gens, membres d'une association de tempérance, voulant éprouver un cabaretier, s'en allèrent un dimanche lui demander à boire, affirmant qu'ils étaient en voyage. Le débitant les servit. Traduit par eux devant la justice, il fut condamné à l'amende parce qu'il s'était contenté de leur affirmation, sans demander de preuves. Mais quelles peuvent bien être ces preuves?

Le suffrage des femmes, adopté par deux colonies, et en passe de l'être par les autres, vient donner une nouvelle force au mouvement prohibitionniste. L'adoption de systèmes plus ou moins restrictifs de la vente des boissons semble donc probable dans l'Australasie entière. Si nous désapprouvons en cette matière comme en d'autres tout ce qui tend, en restreignant trop la liberté de l'homme, à diminuer sa responsabilité et à affaiblir son énergie, nous ne pouvons que louer les mesures législatives qui contribuent à favoriser la consommation des boissons hygiéniques aux dépens de

celle des spiritueux, en taxant plus lourdement ceux-ci que celles-là, comme dans l'Australie du Sud où une licence de marchand de vins ne coûte que 75 francs si le vin doit être vendu en bouteille et emporté, ou 125 francs s'il est bu sur les lieux, tandis qu'une licence de *publican*, vendant toute espèce de spiritueux, se paye 750 francs dans les villes et 500 francs dans les campagnes.

Le vice principal de l'Australie, ce n'est pas l'ivrognerie, c'est le jeu. L'Anglais est naturellement assez joueur et l'Irlandais aussi; mais ce qui a développé ce côté du caractère australien, ce sont les fortunes subites qui se sont faites dans les mines d'or. Nous avons cité les poids des plus grosses pépites dont on ait gardé la mémoire : des fac-similés de ces lingots d'or valant des centaines de mille francs sont exposés au musée de Melbourne et excitent l'imagination du public, comme le font aussi les trouvailles de pépites plus petites, mais valant encore des milliers de francs que rapportent si souvent les journaux. Grâce à cette sorte de loterie perpétuelle que la nature a instituée en Australie, trop de gens en viennent à compter sur le hasard pour faire fortune, beaucoup plus que sur un travail régulier. Les *booms* successifs, les périodes de folle spéculation qui se sont si souvent succédé et dont la dernière a abouti à la crise désastreuse dont le pays se dégage à peine, n'ont pas d'autre origine. En temps ordinaire, c'est à l'occasion des courses que l'amour du jeu se fait surtout sentir chez les Australiens. L'élève des chevaux a bien réussi aux Antipodes; les étalons et les poulinières de pur sang anglais importés ont donné naissance à une race qui a peut-être une tendance à diminuer de taille, mais n'a point perdu les qualités d'énergie de ses ancêtres. Aussi les courses sont-elles fort nombreuses : chaque capitale a plusieurs séries de réunions; la plus brillante est celle du mois de novembre à Melbourne. Le jour où est courue la Coupe est, dans toute l'Australasie, une fête bien autre que le Grand Prix de Paris

en France, ou même le Derby d'Epsom en Angleterre. Dans les *stations* de moutons les plus reculées du Queensland, dans les champs d'or perdus au milieu des déserts de l'Australie de l'Ouest, il n'est point d'autre sujet de conversation. Tout le monde attend avec anxiété le résultat que le télégraphe répand partout, car tout le monde a parié. Le jour de l'événement, en 1895, je me trouvais au camp minier de Kalgoorlie, ou Hannan's, ville vieille alors d'un an, à 600 lieues de Melbourne à vol d'oiseau; le gagnant, connu le soir à neuf heures, par une dépêche affichée aux bureaux de l'un des deux journaux locaux, appartenait à un propriétaire de l'Australie du Sud. Aussitôt les gens originaires de cette colonie se réunirent, lui envoyèrent un télégramme de félicitations et passèrent la nuit à banqueter. Le petit bourgeois parisien qui voit dans la victoire d'un cheval français au Grand Prix une revanche de Waterloo paraît bien froid à côté de ces enthousiastes. Deux mois avant la course, sur un bateau faisant le service côtier de la Nouvelle-Zélande, comme je feuilletais un horaire, un passager ne voyant pas bien l'imprimé que j'avais entre les mains était déjà venu me demander si c'était la liste des poids pour la Coupe!

Les Australiens n'ont pas hérité seulement de la passion des Anglais pour les courses de chevaux; les *sports* athlétiques de tout genre, l'aviron, le cricket, le football, sont pratiqués avec autant d'ardeur aux colonies qu'en Grande-Bretagne; malgré la chaleur du climat, j'ai vu des jeunes gens ramer à Adélaïde ou jouer au cricket à Coolgardie par des températures de 30 et 35 degrés avec autant d'ardeur que sous le ciel brumeux de l'Angleterre. Les rencontres entre les joueurs des diverses villes ou des diverses colonies sont suivies avec le plus grand intérêt par le public; des équipes anglaises sont venues parfois en Australie et, en 1896, une équipe australienne a remporté des succès en Grande-Bretagne, compensant un peu les blessures d'amour-propre qu'avaient causées aux Australiens les exhibitions peu brillantes d'un de

leurs meilleurs chevaux de course, *Paris III*, envoyé dans la métropole durant l'automne de 1895 et dont les journaux publiaient tous les jours des nouvelles détaillées reçues par télégraphe. Les matchs de boxe sévissent aussi en Australie comme dans tout le monde anglo-saxon; quelques-uns des plus célèbres professionnels sont même originaires des Antipodes. Distractions, habitudes d'esprit, genre de vie, tout est bien anglais chez les Australiens, et rien n'est plus naturel étant donnée la date si récente de la colonisation.

Ils sont plus expansifs cependant que leurs parents de la métropole, sans l'être autant encore que les Américains, ceux de l'Ouest surtout, qui, après une demi-heure de voyage dans le même wagon de chemin de fer, vous traitent en vieux camarades. Dans les classes élevées, dans la société, il y a aussi plus de gaîté qu'en Angleterre. A Sydney, à Melbourne, les relations sociales sont très actives, les réunions, surtout les réunions intimes, sans apparat, très nombreuses. On peut appliquer à l'Australie ce que, dans son grand ouvrage, *The American Commonwealth*, M. Bryce dit des États-Unis, et ce qui s'applique à beaucoup de pays neufs : la vie y est agréable, mais uniforme. Il faut s'amuser entre soi et l'on y réussit assez bien, mais il est difficile de varier les distractions. L'extrême monotonie du paysage australien, l'absence de tout vestige du passé remontant à plus d'un siècle, enlève l'intérêt qui, en Europe, s'attache aux déplacements, même restreints. Dans les capitales, les théâtres, fort luxueux et confortables, n'ont en général que des troupes médiocres et ne sont qu'un reflet, un clair de lune des théâtres anglais. L'une des distractions les plus populaires, ce sont les auditions des grands orgues municipaux, propriété des villes, dont Sydney et Melbourne s'enorgueillissent à juste titre, qui ont réellement peu de rivaux au monde et sont confiés à des artistes d'un réel talent.

Ce qui contribue beaucoup à rendre brillantes les relations sociales, c'est la présence à la tête des colonies

d'un gouverneur, membre de l'aristocratie anglaise, qui forme le centre de la vie mondaine. La représentation est la première de ses fonctions et, s'il sait s'en acquitter avec tact, elle n'est pas sans importance politique indirecte et contribue à maintenir les liens qui unissent les colonies à la Grande-Bretagne. Un gouverneur anglais est un vrai vice-roi, il remplit tout à fait le rôle d'un souverain. Toutes les jeunes filles de la « société » qui vont faire leur entrée dans le monde commencent par être présentées à un bal du gouverneur, comme les jeunes filles de l'aristocratie anglaise le sont à un *drawing-room* de la Reine. La présence du gouverneur maintient dans la meilleure société australienne un bon ton et une politesse de manières que l'on est presque surpris de trouver dans un pays aussi jeune. Cela est surtout sensible chez les femmes qui, comme dans tous les pays neufs, ont plus de connaissances générales que les hommes, trop absorbés par les affaires et dont les études ont été souvent écourtées, terminées à seize ou dix-sept ans pour qu'ils puissent s'occuper d'un métier lucratif ou de la gérance de leurs propriétés. Cependant, et ceci s'applique autant et plus peut-être aux classes populaires qu'aux classes élevées, l'Australien lit plus que l'Américain; tandis que ce dernier est tout à fait confiné dans ses journaux dont les gigantesques éditions du dimanche ont, en général, 32 ou 40 pages et parfois 64, l'Australien lit aussi quelques livres.

CHAPITRE XIX

La démographie australienne.

Acclimatation parfaite de la race blanche aux Antipodes. — La mortalité y est plus faible qu'en aucun autre pays, même dans les régions semi-tropicales. — La natalité : elle s'affaiblit constamment; causes de ce phénomène : retard de l'âge du mariage; influence de la civilisation démocratique. — La population australienne se rapproche rapidement d'une composition normale.

L'île-continent des Antipodes a fourni à la race blanche un merveilleux terrain de développement. Malgré la chaleur du climat, qui rappelle celui de l'Afrique du Nord, la mortalité y est plus faible qu'en aucun autre pays du monde. Pour l'ensemble de la période décennale 1889-1898 la mortalité moyenne a varié sur le continent australien de 12 p. 1000 dans l'Australie du Sud, à 16,3 dans l'Australie de l'Ouest, en passant par 12,6 en Nouvelle-Galles, 14,7 en Victoria, 13,2 dans le Queensland; en Tasmanie la moyenne était de 13,2 et en Nouvelle-Zélande de 9,8 seulement. La moyenne générale de l'Australasie (12,90 p. 1000) est plus faible que celle d'aucun autre pays du monde. Elle a été constamment en s'abaissant jusqu'à présent : en 1861-1865 elle était de 16,77 p. 1000; en 1866-1870 de 15,71, puis de 15,02 en 1871-1875, de 14,79 en 1876-1880, de 14,77 en 1881-1885, de 13,95 en 1886-1890, de 12,7 en 1891-1895 [1], de 12,2

1. En France, la mortalité est de 21,7 p. 1000, en Angleterre

en 1896-98. Sans doute une part de cette faible mortalité peut être attribuée à la forte proportion de gens jeunes qui se retrouve dans tous les pays neufs, tandis que les vieillards sont moins nombreux que dans les anciennes sociétés d'Europe. Ce n'est là toutefois qu'un facteur secondaire; d'ailleurs, dans toute l'Australie, les enfants forment déjà une proportion de la population presque aussi grande qu'en Europe [1].

Si les décès y sont si peu nombreux, c'est donc bien que la race blanche y a trouvé des conditions d'habitat

de 18,4; en Suède, le pays européen où elle est la plus faible, de 16,4.

1. Ce n'est pas en effet la mortalité d'ensemble seule, c'est la mortalité à tous les âges qui est plus faible en Australasie qu'en Europe : pour le prouver, nous comparons dans le tableau ci-dessous la mortalité, les chiffres relatifs à la Nouvelle-Galles du Sud et à Victoria, à ceux de la Suède, le pays le plus favorisé de l'Europe, de l'Angleterre et de la France :

	DÉCÈS PAR 1000 HABITANTS				
	Nouvelle-Galles du Sud	Victoria	Suède	Angleterre	France
	—	—	—	—	—
De 0 à 5 ans	39,1	42,1	42,7	55,3	63,8
— 5 à 10 —	3,6	4,0	»	5,2	»
— 10 à 15 —	1,8	2,6	»	3,1	»
— 15 à 20 —	3,1	4,1	4,4	4,3	6,1
— 20 à 25 —	4,6	6,1	6,2	5,6	7,5
— 25 à 30 —	6,1	7,8	6,5	7,5	9,1
— 30 à 35 —	7,3		6,6	5,7	9,7
— 35 à 40 —	9,5	11,1	7,4	11,4	10,2
— 40 à 45 —	11,4		»	»	»
— 45 à 55 —	15,8	17,0	»	»	»
— plus de 55 —	»	»	»	»	»

Les chiffres donnés pour les pays d'Europe sont ceux de M. Bodio, l'éminent statisticien italien. Ceux de la Nouvelle-Galles se rapportent à l'année du recensement 1891, et ceux de Victoria à la période 1881-1890. Il faut remarquer que ces deux colonies ne sont pas parmi les plus favorisées de l'Australie et que, dans la première, la mortalité en 1891 a été plus élevée qu'en aucune autre année de 1887 à 1895. Un trait remarquable de la mortalité australienne, qui se retrouve dans beaucoup de pays neufs, notamment en Algérie, c'est qu'elle est beaucoup plus élevée chez les hommes que chez les femmes, 16,55 contre 13,56 à Victoria; 15,41 contre 12,16 en Nouvelle-Galles du Sud.

tout particulièrement favorables. L'acclimatement, qui ne semble pas s'être effectué du premier coup, car à l'origine de la déportation la mortalité des pénitenciers de Sydney était très forte, est aujourd'hui parfait : à tous les âges, la mortalité est moindre en Australasie que dans le Royaume-Uni, dont presque tous les colons sont originaires, et la différence est particulièrement sensible pour les enfants en bas âge, dont la résistance est l'un des critériums les plus certains de l'acclimatement, non seulement des individus, mais de la race : la proportion des enfants qui succombent dans la première année de leur existence varie de 87,5 p. 1000 en Nouvelle-Zélande, à 128 p. 1000 à Victoria et dans le Queensland, en passant par 116 dans l'Australie du Sud et 119 en Nouvelle-Galles, alors qu'elle est de 142 en Angleterre (117 seulement en Écosse) et de 166 en France. Encore faut-il remarquer que les chiffres de la mortalité australienne sont fort grossis par l'énorme proportion de la population urbaine, les décès étant beaucoup plus nombreux, aux Antipodes comme ailleurs, dans les villes que dans les districts ruraux. C'est ainsi qu'en 1898, dans la Nouvelle-Galles du Sud, la mortalité est de 15,1 p. 1000 à Sydney et de 12,5 seulement dans l'ensemble de la colonie; à Melbourne et Adélaïde, elle est de 18 et 17 p. 1000; elle atteint 22,4 à Hobart, capitale de la Tasmanie : tous chiffres bien supérieurs à ceux de l'ensemble des colonies dont ces cités sont les capitales. En dehors des grandes villes, la mortalité australienne varie presque partout de 9 à 12 p. 1000. Le Queensland est la seule colonie où la mortalité de la capitale, très faible d'ailleurs en elle-même (11,8 p. 1000), soit inférieure à celle de l'ensemble du pays; cela tient peut-être à ce que Brisbane est à l'extrémité sud, tandis que le reste de la contrée est en grande partie tropical.

Le fait que, même dans cette dernière colonie, située tout entière au-dessous du 29e degré de latitude et coupée par le tropique, la mortalité soit plus faible qu'en aucun pays d'Europe, témoigne des facultés d'adapta-

tion des races européennes à des climats beaucoup plus chauds que ceux de leurs contrées d'origine. A Sydney, la température moyenne de l'hiver est de 12° au-dessus de zéro, c'est autant qu'à Palerme; celle de l'été est de 22°, à peu près la même que celle de Marseille. A Brisbane, capitale du Queensland, le climat est semi-tropical : la moyenne de l'hiver atteint 15°, celle de l'été 25° et les pluies tombent en été, ce qui rend la chaleur bien plus pénible pour les Européens. Dans l'intérieur de la Nouvelle-Galles, à Bourke, la moyenne de l'été monte à 28 degrés; cependant cette ville est au centre d'une des grandes régions d'élevage. A Melbourne même, le point le plus méridional et par conséquent le plus froid du continent australien, la température moyenne est encore très supérieure à celle de l'extrême midi de la France; le point le plus bas où le thermomètre y soit jamais descendu est 3 degrés au-dessous de zéro. En résumé, dans toute l'Australie, la neige est inconnue; dès qu'on s'éloigne de quelques dizaines de kilomètres de la côte les maxima de plus de 40 sont très fréquents, le Queensland et le nord de la Nouvelle-Galles sont soumis au régime des pluies d'été, et cependant les Anglais, les Irlandais, les Écossais résistent mieux à la mort dans ces contrées que dans leurs pays d'origine. Que dire après ces exemples des démographes et des médecins qui prétendaient que les Français ne sauraient s'acclimater en Algérie?

Si la mortalité est plus faible en Australasie qu'en Angleterre, la natalité y a longtemps été plus forte : de 1881 à 1891 on comptait encore 35 naissances pour 1000 habitants en Australasie au lieu de 32 à 33 en Grande-Bretagne. Dès que le climat n'est pas particulièrement défavorable les colons ont presque toujours plus d'enfants dans les pays neufs que dans leurs contrées d'origine : ils ont plus d'espace devant eux, leurs enfants sont souvent la seule société qu'ils puissent avoir; ils n'ont guère d'autres divertissements qui viennent leur faire négliger les plaisirs élémentaires :

c'est ainsi que la natalité des Français en Algérie est d'un tiers ou même de près de moitié plus forte que dans la mère-patrie. D'ailleurs la proportion des vieillards est faible aux colonies, celle des personnes en âge de reproduire considérable. Mais cette supériorité de la natalité australienne sur celle de la Grande-Bretagne a cessé aujourd'hui. Le trait le plus remarquable de cette natalité, c'est en effet la constante tendance à décroître qu'elle a montré depuis le milieu du siècle et qui l'a enfin fait tomber à partir de 1890 pour la Nouvelle-Zélande et de 1895 pour tout l'ensemble de l'Australie au-dessous de la natalité de la mère-patrie. Pour qu'on puisse juger de ce mouvement, nous donnons ci-dessous le tableau de ce qu'a été en moyenne par périodes quinquennales la natalité australasienne (nombre de naissances pour 1000 habitants) depuis trente-cinq ans.

	1866-70	1871-75	1876-80	1881-85	1886-90	1891-95	1896-99
Nouvelle-Galles..	40,6	38,7	37,5	37,7	36,4	32,8	27,9
Victoria.....	39	35,7	32,2	30,8	32,7	31,1	26,8
Queensland.....	44	41	36,7	36,4	38,8	35,1	30,5
Australie du S..	40,8	37,7	38,2	38	34,7	31,2	26,2
Australie de l'O.	33,9	31,3	33	34,6	36,9	30,8	28
Tasmanie.....	29,7	29,7	31,5	35	34,6	32,2	27
Nouvelle-Zélande.	42,3	40	41,2	36,4	31,2	27,7	25,8
Ensemble.....	39,9	37,3	35,7	35,2	34,4	31,5	27,3

La diminution est énorme et ininterrompue dans l'ensemble des colonies. Elle doit évidemment s'expliquer en partie par le retour de la population à un état plus normal au point de vue de la répartition entre les différents âges. La période 1866-1870, encore très rapprochée des grandes découvertes minérales, a vu arriver un nombre énorme d'immigrants, pour la plupart jeunes. Les changements de direction des courants d'immigration, se portant de préférence tantôt vers une colonie tantôt vers une autre, expliquent certaines irrégularités locales de la natalité qui se compensent et n'agissent pas sur l'ensemble. C'est à la jeunesse rela-

tive de sa population que le Queensland, qui a reçu 101 000 immigrants en 1881-1890, et a passé dans cette période de 213 000 à 393 000 habitants, doit sa forte natalité en 1886-1895; c'est aussi à une recrudescence d'immigration que Victoria doit le relèvement de sa natalité, accompagnée d'une augmentation du nombre des mariages de 1886 à 1893. Depuis, la crise terrible, qui a eu son maximum d'acuité en 1893, mais qui dure encore, a provoqué une chute brusque des mariages et des naissances. A Victoria, où elle a été le plus intense, pour une population à peu près stationnaire (1 140 000 en 1891 et 1 179 000 en 1894) on a enregistré : 38 505 naissances en 1891; 37 831 en 1892; 36 552 en 1893; 34 258 en 1894, et les mariages ont été respectivement au nombre de 8780, 7723, 7004, 7032.

Ce n'est pas seulement, toutefois, la diminution de l'immigration ni l'influence d'une crise transitoire qui abaissent la natalité australienne. Il vient s'y joindre des causes profondes, qui agissent sur la natalité dans tous les pays civilisés, aux États-Unis aussi bien qu'en Europe. Le retard de l'âge du mariage, surtout chez les femmes, est une des plus importantes; il résulte lui-même, en grande partie, du mouvement féministe si puissant dans ces pays. Les statistiques de l'âge des jeunes mariées pour Victoria donnent les chiffres suivants :

	Au-dessous de 21 ans.	21-25	25-30	Plus de 30
	—	—	—	—
Moyenne des années 1881-1890.	209,8	432,3	223,8	133,1
Année 1893.....	174,5	397,5	264,5	163,5

Pour les hommes les résultats sont analogues, quoique moins marqués. Dans la Nouvelle-Galles la proportion des mariées mineures est de même tombée de 28,17 p. 1000 en 1883, à 23,55 p. 1000 en 1892.

La Nouvelle-Zélande est particulièrement intéressante à étudier, parce que l'immigration y a été faible depuis 1880, n'ayant amené que 35 000 immigrants en vingt ans, qu'elle a presque entièrement échappé à

l'influence perturbatrice de la grande crise de 1893, qu'elle se pique enfin d'être la plus « avancée » des colonies autraliennes au point de vue du mouvement socialiste et féministe. La population d'origine européenne s'y composait, en 1896, date du dernier recensement, de 366 607 hommes et 330 783 femmes contre 269 665 hommes et 220 328 femmes en 1881. En 1881, la natalité était de 37,95 p. 1000; depuis lors elle s'est abaissée régulièrement chaque année, sans aucune interruption, pour ne plus atteindre, en 1886, que 33,15, en 1891 que 29,01, en 1896 que 26,33, en 1899 que 25,11. Cet abaissement provient bien en partie de ce que les vieillards et les enfants forment aujourd'hui une plus forte proportion de la population. Mais ceci est loin d'être la seule cause : en 1881, on comptait, en effet, 100 naissances légitimes pour 314 femmes mariées de quinze à quarante-cinq ans; en 1886, 100 pour 332; en 1891, 100 pour 358. Le rapport du nombre de naissances d'une année au nombre de mariages conclus l'année précédente, qui était en 1880 de 5,54, s'abaissait à 5,18 en 1885, à 4,87 en 1890 à 4,44, en 1895 à 3,85 en 1898. Le même mouvement s'observe d'ailleurs dans les autres colonies : à Victoria, le nombre d'enfants par mariage est tombé de 4,99 en 1880 à 4,05 en 1898 et, en Nouvelle-Galles, de 5 à 4,11 dans le même laps de temps. D'autre part, en Nouvelle-Zélande, la proportion des mariages pour 1000 habitants varie assez peu, et irrégulièrement (7,07 en 1882, 6,12 en 1890, 6,91 en 1898). L'âge du mariage s'élève, comme dans les autres colonies, et là paraît être l'une des principales causes de la diminution des naissances : le nombre des jeunes mariées au-dessous de vingt et un ans est tombé, avec une absolue régularité, de 29,39 p. 100 en 1882 à 18,13 p. 100 en 1898, celui des mariées de vingt et un à vingt-cinq ans de 42,05 en 1888 à 40,86 en 1898. Ce retard du mariage, provenant de la plus grande indépendance de la femme et des nombreuses occupations lucratives qui s'offrent à elle, et auxquelles elle craint que les charges du

ménage ne la forcent à renoncer, est de notoriété publique à la Nouvelle-Zélande et tout le monde l'y trouve très légitime.

Il n'en est pas moins vrai qu'il y a là une influence affaiblissante sur la fécondité; la restriction volontaire du nombre des enfants, qui dérive des mêmes causes morales, vient s'y joindre, et aussi l'effet épuisant d'une vie plus agitée et d'une tension excessive des nerfs. Ce sont bien là les raisons de la diminution universelle de la natalité qu'on observe dans tous les pays progressifs, et elles sont les effets directs de la civilisation[1]. Le mouvement démocratique, qui a répandu dans toutes les classes de la population des idées d'ambition, d'instabilité, et une certaine inquiétude d'esprit, est venu favoriser et développer cette tendance.

Loin de nous la pensée de dire qu'il faille retourner à la barbarie ou à un régime autocratique pour relever le nombre des naissances. Toute médaille a son revers, dit la sagesse des nations, et la civilisation nous a donné assez de bienfaits pour que nous puissions nous résigner à subir quelques maux en échange. Ces maux, du reste, elle nous offre les moyens d'y remédier et les progrès de l'hygiène et de la science, en général, doivent permettre d'abaisser la mortalité et de maintenir ainsi un écart suffisant entre les naissances et les décès. En Australasie, la marge est encore fort large grâce au nombre extrêmement faible de ces derniers : Victoria, où elle est la plus restreinte, voit encore sa population s'augmenter de 12,6 p. 1000 par an, par le seul excédent des naissances, et dans le Queensland le croît naturel atteint 17,8 p. 1000; la moyenne est encore de 15 p. 1000; c'est plus qu'en aucun pays européen. L'Australie nous indique ainsi la voie que doit suivre la civilisation.

1. Le mouvement de la natalité australienne vient corroborer à ce point de vue les statistiques des pays européens, et confirmer la théorie de la population exposée par mon père, Paul Leroy-Beaulieu, dans son *Traité théorique et pratique d'Économie politique.*

Malgré ce maintien d'un excédent considérable des naissances sur les décès, la chute si rapide de la natalité australienne n'en est pas moins un symptôme inquiétant; on observe bien un mouvement de ce genre dans tous les pays à civilisation progressive et démocratique; mais, poussé à point et dans un pays neuf, où de larges horizons s'ouvrent devant les nouveaux venus à la vie, il est excessif et ne dénote pas une société saine; il est vrai que l'Australie, nous l'avons dit, représente au plus haut degré les tendances, mauvaises ou bonnes, de la civilisation et de la démocratie modernes. Aujourd'hui la natalité y est inférieure à celle de tous les pays du monde, la France et les États-Unis exceptés. En Nouvelle-Zélande, en Tasmanie, en Australie du Sud elle est tombée, en 1898 et 1899, au-dessous de 26, chiffre de la France en 1876; en Nouvelle-Zélande, elle n'a plus été que de 25,1, chiffre de la France en 1881. Sans doute la crise économique a dû exercer une certaine influence sur la natalité dans le continent australien, car la chute a été bien brusque depuis 1892, surtout dans les colonies les plus atteintes; aussi est-il possible qu'on assiste bientôt à un relèvement passager dans ces provinces; mais cette crise n'a fait qu'aggraver un mouvement qui existait indépendamment d'elle, et elle n'a pas agi sensiblement en Nouvelle-Zélande où il se manifeste le plus.

Pour être encore élevé le croît naturel de la population australienne est plus faible que jadis puisqu'il atteignait 25 p. 1000 en 1865-1870 et 20 p. 1000 de 1881 à 1890. Le retour de cette population à une composition plus normale, voisine de ce qu'elle est dans les pays anciens, devra contribuer à le réduire encore, en diminuant le nombre des naissances et augmentant plutôt celui des décès. L'immigration étant très faible, ce retour de la population à un équilibre naturel entre les groupes de divers âges et les sexes doit s'effectuer peu à peu. Au point de vue des sexes les Australiens se divisent (31 décembre 1898) en 2 385 984 hommes et 2 090 974 femmes,

soit 87,7 femmes pour 100 hommes. Cette proportion varie de 98.5 femmes pour 100 hommes à Victoria, à 50 femmes pour 100 hommes dans l'Australie de l'Ouest; elle est de 87 en Nouvelle-Galles du Sud. de 78 dans le Queensland, de 92 dans l'Australie du Sud, de 85,5 en Tasmanie, de 89,5 en Nouvelle-Zélande. Comme point de comparaison cette même proportion était, en 1890, de 95 aux États-Unis.

CHAPITRE XX

La fédération australienne. L'avenir de l'Australie.

Isolement absolu des diverses colonies jusqu'à ces dernières années. — Anciens projets de fédération; le Conseil Fédéral. — Obstacles rencontrés par la fédération; rivalités des politiciens; jalousies locales; questions douanières; indépendance naturelle des diverses colonies. — Projet de sir Henry Parkes; convention fédérale de 1891; échec de cette tentative. — Projet de M. Reid; conférence de Hobart entre les premiers ministres en 1895; réunion d'une convention nationale en 1897 et vote d'une constitution. — Caractères de cette constitution; combinaison du type canadien et du type américain, du gouvernement parlementaire et du fédéralisme. — Dispositions nouvelles pour résoudre les conflits entre les deux Chambres; leurs inconvénients, tendance à céder à tous les caprices du corps électoral. — Attributions fiscales, politiques et judiciaires de l'État fédéral, qui dispose de pouvoirs bien plus étendus qu'en Amérique. — Vote définitif de la Constitution en 1899; adhésion de toutes les colonies et sanction de la Reine en 1900. — Avenir de l'Australie; son infériorité de richesse par rapport aux États-Unis. — Nécessité pour elle de se recueillir, d'attirer l'immigration des hommes et des capitaux, de ménager ceux-ci, de ne pas augmenter le poids des impôts. — Lourdeur des charges publiques en Australie. — Prétentions politiques des colonies; la doctrine de Monroë appliquée au Pacifique. — Dangers que peuvent faire courir à l'Australie le socialisme d'État et les réformes d'ostentation à l'intérieur, la politique mégalomane à l'extérieur.

Au moment même où un nouveau siècle s'ouvre, l'Australie vient d'entrer dans une nouvelle période de

son histoire : au mois de juillet 1900, la reine d'Angleterre a sanctionné la loi instituant la fédération australienne et englobant ainsi dans un même organisme politique, sans leur enlever toute autonomie intérieure, les diverses colonies, qui, jusqu'alors, vivaient aussi complètement isolées l'une de l'autre que si des milliers de lieues les eussent séparées. Cette absence de tout lien entre elles avait, à première vue, quelque chose d'anormal. Jamais, semble-t-il, terre ne fut mieux faite pour l'unité que « l'Ile Continent » des Antipodes, si homogène d'un bout à l'autre, aussi bien au point de vue des conditions naturelles qu'au point de vue de la population qui l'a colonisée. Il y a bien là « un continent pour un peuple, un peuple pour un continent », comme le disait un des plus ardents avocats de la fédération, un de ceux qui ont le plus fait pour la réaliser, M. Barton, de la Nouvelle-Galles du Sud, et pourtant, jusqu'à la dernière année du XIXe siècle, l'Australie était restée divisée en six microcosmes politiques, ne se connaissant les uns les autres que pour se jalouser, pour s'interdire à l'aide de hautes barrières toute pénétration économique, semblant prendre tellement à cœur de rendre toute communication difficile qu'ils s'étaient même appliqués à construire leurs chemins de fer à des écartements de rails différents [1], ce qui oblige à un transbordement général des voyageurs et des marchandises à leurs frontières. Ne fît-elle qu'étendre les marchés commerciaux, en atténuant ainsi les inconvénients du protectionnisme et élargir en même temps l'horizon politique des gouvernants et des gouvernés, la fédération aurait de très grands avantages. Aussi était-elle depuis longtemps l'idéal des meilleurs

1. Les chemins de fer de la Nouvelle-Galles sont seuls à la voie normale européenne (4 pieds 8 pouces et demi ou 1 m. 44), ceux du Queensland sont à 3 pieds 6 pouces ou 1 m. 07, ceux de Victoria à 5 pieds 3 pouces ou 1 m. 60 ; dans l'Australie du Sud il y a deux voies, l'une de 1 m. 07, l'autre de 1 m. 60 ; les autres colonies ont adopté 1 m. 07.

hommes politiques des Antipodes, de tous ceux qui avaient quelque hauteur de vue, en même temps que des vrais amis de l'Australie au dehors.

Les premiers essais tentés pour amener l'Australie à se fédérer remontent à l'établissement des institutions parlementaires dans les colonies et même plus haut : on en trouve la trace dès 1849, dans un *bill* pour la réforme du gouvernement de l'Australie proposé par Lord Grey et rejeté par les Lords. Depuis, quelques tentatives furent faites, mais échouèrent; lorsque les colonies, après la grande période d'immigration de 1850 à 1880, furent devenues un peu plus rassises, la question recommença d'être vivement discutée. En 1885 le Parlement britannique passa même une loi autorisant la constitution d'un conseil fédéral de l'Australasie, où les gouvernements des colonies qui le désireraient enverraient des délégués. Mais c'était là un corps purement délibératif, dénué d'aucune ressource financière et d'aucun organe d'exécution. Il se réunit cinq fois en dix ans pour siéger chaque fois une quinzaine de jours; la Nouvelle-Galles du Sud ne s'y fit pas représenter, élevant une objection de principe contre une assemblée fédérale dont les membres n'étaient pas élus. La Nouvelle-Zélande et l'Australie du Sud s'abstinrent aussi, en sorte que ce fantôme d'assemblée ne put jamais prendre corps.

Ces difficultés montrent que la fédération australienne n'était pas une chose aussi simple, aussi évidemment indiquée qu'il peut sembler à première vue : l'établissement d'une confédération est, en réalité, toujours compliqué. Les États-Unis eux-mêmes ont eu beaucoup de peine à s'organiser : après avoir en commun conquis leur indépendance, les treize anciennes colonies américaines, jalouses de leur autonomie, avaient d'abord institué par les « Articles de confédération » un gouvernement fédéral composé d'un simple Conseil, sans exécutif, sans ressources propres, tenu d'en référer sans cesse aux États. L'Union serait tombée

en poussière, si l'anarchie qui résultait d'un tel état de choses, le souvenir du sang versé en commun, la crainte d'un retour offensif de l'étranger n'avaient eu raison des intérêts particuliers et déterminé, en 1787, onze ans après la déclaration d'indépendance, le vote, par un congrès réuni à Philadelphie, de l'admirable Constitution qui est encore en vigueur aujourd'hui et à laquelle certains États n'adhérèrent qu'en 1791. Les grandes œuvres ne s'enfantent que dans la douleur : le sentiment des dangers, des souffrances qu'on a subis ou qu'on craint de subir en commun est le motif le plus puissant qui pousse les États comme les hommes à s'unir. La confédération canadienne a été grandement favorisée, de son côté, par la crainte de voir les États-Unis absorber les diverses provinces si elles restaient isolées, et c'est pour cela que la métropole, dont la voix était plus écoutée dans ces pays assez calmes que dans les bouillantes démocraties australiennes, a vivement poussé à cette confédération.

L'Australie, elle, n'a jamais eu grand'chose à craindre du dehors; sans doute elle a bien plus d'homogénéité que le Canada ou que les anciennes colonies anglaises d'Amérique; mais peut-être est-ce précisément cette ressemblance entre toutes les colonies australiennes qui les empêchait de s'unir : ayant chacune leur port qui est aussi leur grande ville, leur tête démesurée et orgueilleuse, leurs régions de culture aux abords des côtes, leurs pâturages dans l'intérieur, leurs forêts d'eucalyptus, leurs mines d'or, elles ne sentent pas le besoin de s'unir qui vient plutôt aux nations, comme aux hommes, qui se complètent qu'à celles qui sont trop semblables. N'ayant pas un besoin pressant des produits les unes des autres, elles voyaient surtout les perturbations passagères qui devaient résulter de l'union douanière, condition nécessaire de l'union politique : les industries de Victoria, créées et maintenues à grand renfort de tarifs protecteurs, redoutaient la concurrence de celles de la Nouvelle-Galles plus favo-

rablement placées; les habitants de Melbourne craignaient aussi que les Néo-Gallois, qui prirent souvent l'initiative des projets de fédération, ne voulussent faire de Sydney la capitale de l'Australie entière. Dans ces conditions le sentiment populaire était bien favorable à la fédération et en percevait confusément les avantages, mais les jalousies locales empêchaient qu'il se formât un courant sérieux. Le clan des politiciens, de son côté, restait au fond plutôt froid : ils craignaient de voir diminuer l'effectif ou du moins l'influence des Parlements et des ministères provinciaux, désormais subalternisés devant le pouvoir fédéral; si quelques-uns affectaient quelque sollicitude à l'endroit de la fédération, c'était surtout pour proposer à grand bruit des plans qui se contrecarraient les uns les autres et pour attirer sur eux l'attention du public.

Ces rivalités locales et individuelles contribuèrent beaucoup à faire échouer encore en 1890-1891 les projets de fédération de Sir Henry Parkes, le seul homme d'État vraiment digne de ce nom qu'ait encore produit l'Australie. Premier ministre de la Nouvelle-Galles du Sud, il invita les autres gouvernements australiens à nommer des délégués qui se réunirent en effet à Melbourne, en février 1890, pour s'entendre au sujet de la convocation d'une convention nationale australienne. Celle-ci, composée de quarante-cinq membres, élus dans leur sein par les parlements des sept colonies, s'assembla d'abord à Melbourne en 1890 puis de nouveau à Sydney en mars 1891 et vota un projet de constitution fédérale, non pas inspirée, comme l'aurait voulu Sir Henry Parkes, de la constitution canadienne, qu'on trouva trop centralisée, mais se rapprochant plutôt de celle des États-Unis. La constitution devait entrer en vigueur lorsqu'elle aurait été ratifiée par les Parlements locaux et — ceci n'était guère qu'une formalité — par le Parlement britannique; mais des intrigues furent ourdies, à Sydney même, contre Sir Henry Parkes, par l'ambitieux M. Reid, qui voulait le remplacer comme chef du parti libre-

échangiste et ne craignit pas de s'allier aux protectionnistes et au parti ouvrier pour le précipiter du pouvoir dès la fin de 1891. Affaibli par la défaite de son chef, le mouvement fédéral ne put vaincre la force d'inertie qu'il rencontra et, au milieu des préoccupations causées par la crise financière qui éclata bientôt, on n'eut plus assez de liberté d'esprit pour s'occuper de questions constitutionnelles.

On avait, toutefois, fait un trop grand pas dans la voie de la fédération pour que l'idée n'en revînt pas, aussitôt que les embarras financiers laisseraient un peu de répit. Elle reparut dès la fin de 1894 dans la Nouvelle-Galles du Sud. M. Reid, devenu chef du parti libre-échangiste et premier ministre, n'y trouva plus d'inconvénients du moment que l'honneur n'en revenait pas à d'autres qu'à lui. Quels que fussent ses motifs, il poussa le projet avec la vigueur propre à son tempérament. Dès le début de 1895 une conférence des premiers ministres des six colonies australiennes — la Nouvelle-Zélande se tenant à l'écart — eut lieu à Hobart, en Tasmanie, sur l'initiative de M. Reid, qui proposa à ses collègues de confier à une convention directement élue par le suffrage universel le soin de rédiger une Constitution fédérale, laquelle serait à son tour soumise à l'acceptation du peuple de chaque colonie. Ce plan fut adopté et l'on s'arrêta à la procédure suivante : chaque gouvernement colonial soumettrait au plus tôt à son Parlement un *federal enabling bill*, en vertu duquel les électeurs seraient appelés à nommer, pour chaque colonie, dix membres de la convention nationale. Celle-ci voterait dans une première session un projet de constitution, puis s'ajournerait pour permettre aux divers Parlements d'y suggérer des modifications. Dans une deuxième session, la Convention statuerait sur les amendements proposés, après quoi aurait lieu sur l'ensemble le *referendum* populaire. On demanderait alors, simple formalité, la ratification de la reine et la fédération serait un fait accompli.

Le plan était assurément bien conçu; l'élection des délégués au suffrage universel direct et le referendum flattaient l'instinct démocratique, si puissant en Australie, et faisaient apparaître cette nouvelle tentative de fédération comme une œuvre vraiment nationale et non pas seulement comme une combinaison de politiciens. En outre, le moment était bien choisi : l'Australie tout entière venait d'être rudement secouée par une crise économique et financière des plus aiguës qui avait fait sentir aux colonies leur solidarité : il était naturel qu'elles songeassent à s'unir pour se fortifier. L'orgueil de Victoria, particulièrement atteinte, avait été abaissé; aussi les résistances, qui venaient habituellement de ce côté, avaient presque entièrement disparu, comme devait le prouver un peu plus tard le vote de cette colonie. Grâce à ce concours de circonstances exceptionnellement favorable, le plan de M. Reid put être mené à bien, non sans se trouver, au moins à deux reprises, sur le point d'échouer.

Le *federal enabling bill* fut passé, après quelques délais, par toutes les colonies, à l'exception du Queensland, et les délégués à la Convention furent nommés par le peuple dans la Nouvelle-Galles, Victoria, l'Australie du Sud et la Tasmanie, par le Parlement dans l'Australie de l'Ouest, irrégularité sur laquelle on ferma les yeux pour ne pas augmenter le nombre des désertions. Durant sa première session, tenue à Adélaïde du 22 mars au 23 avril 1897, la Convention nationale rédigea et vota, en s'aidant largement des travaux de son aînée de 1891, un projet de constitution qui fut remanié, d'après les suggestions des Parlements locaux, durant la seconde et la troisième session, qui eurent lieu à Sydney en septembre 1897 et à Melbourne du 20 janvier au 16 mars 1898. A cette date fut adoptée la Constitution qui va régir les destinées de l'Australie fédérée. Elle mérite de retenir notre attention parce que c'est encore là une expérience politique nouvelle que fait l'Australie. Sa constitution contient au moins deux choses qui n'avaient guère

encore été tentées ailleurs : la combinaison du système fédéral avec le principe parlementaire de la responsabilité ministérielle, et des stipulations précises d'un genre particulier pour régler les conflits entre les deux Chambres.

Nous avons dit qu'il y avait deux écoles parmi les partisans de la fédération australienne : les uns voulaient modeler la nouvelle constitution sur celle des États-Unis, les autres sur celle du Canada. Le vrai type du gouvernement fédératif est assurément celui des États-Unis : l'État fédéral y jouit du pouvoir de légiférer sur un certain nombre de sujets strictement définis, et, en toute matière qui ne lui a pas été expressément confiée par la Constitution, le pouvoir législatif appartient aux seuls États particuliers. Ce gouvernement fédéral, dont la sphère d'action est ainsi rigoureusement limitée, a pour organe législatif deux Chambres : dans l'une, la Chambre des Représentants, chaque État compte un nombre de députés proportionnel à sa population; elle représente donc l'ensemble de la nation. Dans l'autre, le Sénat, chacun des États est également représenté par deux membres : la Nevada qui compte 42 000 habitants, aussi bien que le New-York qui en a 7 millions. Le Sénat a, en toute matière, exactement les mêmes droits que la Chambre, en sorte que, pour toute loi nouvelle, il faut à la fois l'assentiment de la majorité de la population (représentée par ses députés à la Chambre des Représentants) et de la majorité des États. Quant à l'exécutif fédéral, c'est-à-dire au président, il est élu par le suffrage populaire, mais non par le suffrage direct : chaque État nomme autant d'électeurs présidentiels qu'il a de représentants à la Chambre et au Sénat réunis : le nombre d'électeurs n'est donc pas rigoureusement proportionné à la population et la représentation des petits États dans le collège présidentiel se trouve ainsi renforcée par rapport à celle des grands : mesure admirablement conçue pour sauvegarder les droits des États, c'est-à-dire le caractère réellement

fédéral du gouvernement, dans l'élection du Président dont les pouvoirs sont si considérables. Il faut remarquer en outre que, pour renforcer encore l'action des États sur le pouvoir exécutif, le Sénat est investi de certains droits exécutifs, surtout en matière de politique extérieure. La caractéristique de la constitution américaine, c'est d'une part la limitation rigoureuse des droits du pouvoir fédéral, d'autre part le soin apporté à empêcher l'oppression d'une majorité de petits États par une minorité de grands, lors même que ceux-ci contiendraient une forte majorité de la population.

Au Canada le spectacle est tout différent. Le droit de légiférer est expressément confié à l'État fédéral en certaines matières et aux États particuliers en d'autres; mais, pour tout ce qui n'est pas formellement et explicitement dévolu à ces derniers, c'est à l'État fédéral que revient le pouvoir législatif. La situation est ainsi l'inverse de ce qu'elle est aux États-Unis. Dans l'organisation même du pouvoir fédéral il n'y a aucune représentation des États : le nombre des députés qu'ils envoient à la Chambre basse est proportionnel à leur population, et c'est cette chambre qui détient effectivement le pouvoir; la Chambre haute est composée de membres nommés à vie par le pouvoir exécutif et joue vis-à-vis de l'autre le rôle de la Chambre des Lords par rapport à la Chambre des Communes. L'exécutif est confié à un gouverneur général nommé par la Reine, agissant d'après les avis de ses ministres, c'est-à-dire, en réalité, à ces ministres, qui sont responsables devant les Chambres, c'est-à-dire, en réalité, devant la Chambre basse. Ainsi, en ce qui concerne la sphère d'activité de l'État fédéral, beaucoup moins étroitement limitée déjà qu'aux États-Unis, le Canada est considéré comme unifié, les États particuliers disparaissent, il ne s'agit plus que des volontés de la majorité populaire dans l'ensemble de la Confédération. Si une loi plaisait à la masse des habitants des deux grandes provinces d'Ontario et de Québec, fût-elle contraire aux intérêts des cinq autres,

elle serait adoptée; on saisit immédiatement l'énorme différence qui sépare cette constitution de celle des États-Unis. Elle n'est plus vraiment fédérale; elle laisse simplement aux provinces leur autonomie pour un certain nombre d'objets, assez considérable il est vrai, et confie tout le reste à un État central organisé en État unitaire.

Entre ces deux modèles l'Australie a hésité et elle a fini par adopter un système de compromis. En principe la majorité de la Convention nationale professait une préférence pour le système américain : aussi organisa-t-elle le pouvoir législatif sous la forme de deux Chambres : l'une, la Chambre des Représentants, où les États sont représentés proportionnellement à leur population, l'autre, la Chambre des États, où ils sont tous également représentés par six membres. Seulement il était difficile de renoncer au gouvernement parlementaire. A moins de rompre tout lien avec la mère-patrie, l'Australie devait avoir à sa tête un gouverneur général anglais nommé par la Reine, mais il est clair qu'elle ne pouvait confier à un homme venu de l'autre extrémité du monde des pouvoirs analogues à ceux du Président des États-Unis. Le gouverneur devant être en Australie, beaucoup plus encore que le souverain en Angleterre, un personnage surtout représentatif, on ne pouvait guère faire autrement que de confier la réalité du pouvoir à un ministère recruté dans les Chambres. Mais les conséquences de ce principe sont graves. L'un des principaux membres de la convention nationale australienne, Sir Richard Baker, délégué de l'Australie du Sud, n'hésitait pas à dire que « le régime parlementaire (*the cabinet system*) est incompatible avec une véritable Fédération parce que vous ne pourrez jamais avoir un gouvernement responsable qui le soit devant deux Chambres ». Cette dernière proposition est amplement démontrée par l'expérience aussi bien que par le bon sens et il en résulte évidemment que si l'on prétend allier le gouvernement parlementaire avec une consti-

tution fédérale, le ministère ne sera responsable en fait que devant la Chambre des Représentants élue proportionnellement à la population, que le Sénat ou Chambre des États passera au second plan; les droits des États se trouveront ainsi sacrifiés, et le principe fédéral avec eux.

Entraînée par cette impossibilité de rendre le ministère effectivement responsable devant deux Chambres à la fois, la Convention australienne a décidé que tous les projets de loi autorisant des dépenses, ou instituant des impôts, devraient être présentés d'abord à la Chambre et que le Sénat ne pourrait les amender, mais seulement les rejeter ou les retourner à la Chambre en suggérant des modifications. Elle a également interdit au Sénat d'introduire en aucun projet de loi des amendements de nature à augmenter les charges publiques. Ces dispositions suscitèrent une violente opposition de la part des représentants des petites colonies et faillirent faire échouer la fédération; en fin de compte quelques délégués de la Tasmanie et de l'Australie du Sud, désireux avant tout d'éviter cet échec, consentirent à les voter. En dehors des questions financières, on veut bien laisser au Sénat les mêmes pouvoirs qu'à la Chambre, mais il reçoit une nouvelle atteinte du fait des dispositions prises en vue de résoudre les conflits entre les deux Assemblées.

Celles-ci sont les suivantes : Si la Chambre vote à deux reprises un projet de loi que le Sénat repousse, l'un et l'autre sont dissous simultanément; si, après la dissolution, l'entente est encore impossible, les deux assemblées se réunissent et le projet devient loi, pourvu qu'il soit adopté par une majorité égale aux trois cinquièmes des membres présents et prenant part au vote. C'est un nouveau sacrifice qu'on impose au Sénat et par conséquent aux petites colonies, d'autant qu'en vertu de la Constitution la Chambre doit compter, aussi exactement que possible, un nombre de membres double de celui du Sénat. Aussi des débats orageux

s'engagèrent-ils encore à ce propos. M. Wyse, de la Nouvelle-Galles du Sud, avait sagement cru que la simple mesure de la dissolution simultanée, proposée par lui, et déjà difficilement acceptée par les petites colonies, devrait satisfaire les grandes; mais il n'en fut rien; à Victoria surtout l'agitation fut très violente, on y poussa l'absurdité jusqu'à représenter ce Sénat élu par le suffrage universel direct comme un corps aristocratique, et Sir Georges Turner, premier ministre de cette colonie, alla jusqu'à demander que la majorité simple suffît à faire passer une loi dans la réunion des deux assemblées. Il en serait résulté que la Nouvelle-Galles et Victoria auraient pu en s'unissant imposer absolument leurs volontés aux quatre autres colonies, puisque, dans la séance commune, elles auraient disposé de 61 voix sur 112[1]. Jamais les petites colonies n'eussent accepté pareille mesure; heureusement les représentants de la Nouvelle-Galles se montrèrent plus raisonnables et, sur la proposition de MM. Reid et Carruthers, la majorité des trois cinquièmes fut déclarée nécessaire, ce qui rend indispensable l'accord d'au moins trois colonies.

Prises en elles-mêmes et en dehors des entorses qu'elles infligent au véritable esprit fédéral, on voit que les dispositions que nous venons d'analyser ont pour but, en hâtant la solution des conflits parlementaires, de rendre plus faciles les modifications législatives. Quel contraste avec les difficultés dont la Constitution américaine a entouré au contraire les changements de législation, les droits du Sénat égaux, supérieurs mêmes à ceux de la Chambre dont il peut persister à rejeter les résolutions, quoique 46 sénateurs représentant 23 États qui comptent 14 millions d'habitants puissent y faire échec à 44 sénateurs représentant 22 États avec 60 millions d'habitants! En outre, le veto présidentiel peut

1. Les 76 sièges de députés à la Chambre des Représentants sont actuellement répartis comme suit : Nouvelle-Galles, 26; Victoria, 23; Queensland, 10; Australie du Sud, 7; Tasmanie, 5; Australie de l'Ouest, 5.

venir aux États-Unis annuler les décisions des Chambres qui n'ont le droit de passer outre que par une majorité des deux tiers dans l'une et l'autre Assemblée : par ce moyen M. Cleveland a arrêté en quatre ans plus de 300 lois. Voilà les soins qu'ont pris les illustres auteurs de cette constitution pour qu'aucun changement ne fût introduit dans la loi s'il n'était imposé par la volonté de la grande majorité de la nation, et par une volonté bien réfléchie et persistante, car le Sénat est nommé pour six ans et renouvelable par tiers et le Président élu pour quatre ans, alors que la Chambre ne l'est que pour deux. En Australie, au contraire, nous voyons dans la constitution fédérale cette hâte de donner satisfaction, non pas seulement aux volontés raisonnées, mais à tous les caprices temporaires de la majorité, que nous avons déjà observée dans la politique locale de chaque colonie. Dès qu'une question est posée, il faut la trancher à la hâte, par une procédure précipitée, qui semble faite exprès pour accroître l'excitation, pour pousser aux résolutions extrêmes prises *ab irato*, au lieu de laisser revenir le calme, en ajournant la solution et discutant à loisir. Il semble pourtant qu'il puisse être souvent utile de donner au peuple le temps de réfléchir. Lorsqu'il se trouve dans un pays deux chambres, l'une renouvelée intégralement, l'autre soumise à des renouvellements partiels, il est clair qu'après un ou deux de ceux-ci l'accord finira par s'établir entre les deux assemblées et que toute loi qui est l'expression, non d'un engouement temporaire, mais d'une volonté réfléchie et persistante, finira par être adoptée. Or tout changement de législation étant toujours la cause d'un certain trouble, mieux vaut attendre deux ou trois ans — qu'est cela dans la vie d'un peuple? — avant d'adopter une bonne mesure, que d'en prendre à la légère de mauvaises ou de hâtives qu'il faudra bientôt amender, d'où l'instabilité la plus nuisible. Mais on n'a pas su se rendre compte de tout cela dans cette impatiente démocratie australienne. Il est à craindre qu'elle pâtisse d'autant

plus gravement de ces défauts de sa constitution que la sphère d'action de l'État y est très étendue, infiniment plus vaste qu'en Amérique, où on l'a sagement réduite au minimum.

En Australie, comme aux États-Unis et contrairement à ce qui se passe au Canada, le gouvernement fédéral n'exercera son autorité que sur les matières qui lui sont expressément dévolues par la Constitution — tout le reste demeurant du ressort des États, — mais ces matières sont beaucoup plus nombreuses aux Antipodes que dans l'Union américaine. Aussitôt le gouvernement fédéral organisé, il devra prendre en main les administrations des douanes et de l'accise, puis, dès qu'il le jugera utile et par simple proclamation, les services de la défense sur terre et sur mer, de l'éclairage et du balisage des côtes, de la circulation monétaire, des postes et télégraphes. Il aura également le droit, mais sans que cela lui soit imposé, de légiférer sur les questions d'émigration et d'immigration, sur les banques, sur les faillites et nombre d'autres sujets. Enfin, avec le consentement des États intéressés il pourra reprendre l'administration de leurs chemins de fer et tout ou partie de leur dette publique. Ses ressources ne seront pas limitées, comme aux États-Unis, au produit des douanes et de l'accise, mais il pourra établir tous les impôts qui seront nécessaires pour satisfaire à ses besoins.

Le premier acte du gouvernement fédéral sera l'unification douanière : deux ans après sa constitution toutes les barrières entre les colonies seront abolies [1] et un tarif de douanes commun et uniforme établi sur les marchandises venant du dehors; afin de compenser la perte considérable résultant pour les divers États de la suppression des douanes intercoloniales, les droits pourront être établis de façon à produire une somme

1. Ces droits seront cependant maintenus pour cinq ans, en ce qui concerne l'Australie de l'Ouest, les circonstances locales ne se prêtant pas, dans cette colonie, à leur brusque suppression, mais ils décroîtront d'un cinquième chaque année.

quatre fois plus élevée que ne le comporteraient les besoins de l'État fédéral, et le surplus sera partagé entre les colonies. Pour empêcher toute atteinte à la liberté du commerce, il sera établi une *interstate commerce commission*, idée venue d'Amérique, qui veillera notamment à ce que les divers États ne cherchent pas, par des combinaisons de tarifs de chemins de fer, à détourner un trafic qui appartiendrait plus naturellement à leurs voisins. Des guerres de chemins de fer de ce genre, nuisibles aux finances des deux colonies, ont eu lieu dans le passé entre Victoria et la Nouvelle-Galles. Il ne sera peut-être pas aisé de les prévenir sans amener quelques frottements entre les pouvoirs fédéraux et locaux. A la différence de son prototype américain, l'*Interstate Commerce Commission* australienne aura affaire non à des particuliers, mais à des administrations d'État, qui pourront être portées à se rebiffer contre ce qu'elles ne manqueront pas de considérer comme une intrusion excessive de l'autorité centrale.

L'État fédéral possède naturellement aussi des attributions judiciaires : des tribunaux seront organisés qui connaîtront des crimes et délits commis contre les lois fédérales. Au sommet de la hiérarchie se trouvera la Haute-Cour d'Australie à laquelle il pourra en être appelé non seulement des décisions des autres tribunaux fédéraux, mais encore des jugements des Cours Suprêmes des divers États. Les arrêts de la Haute-Cour seront sans appel en tout ce qui concerne l'interprétation de la Constitution fédérale et de la Constitution des États, à moins qu'ils ne touchent en même temps aux intérêts d'autres parties des possessions du Roi d'Angleterre; pour les autres cas il sera loisible d'en appeler au Conseil Privé séant à Londres, pouvoir judiciaire suprême de l'Empire britannique et symbole de son unité.

Telle est la constitution australienne. Elle ne saurait rivaliser de sagesse politique avec celle des États-Unis. C'est l'œuvre hâtive d'une démocratie impatiente; elle

repose sur deux principes : la fédération et le gouvernement parlementaire, difficilement compatibles, sinon contradictoires, qu'il faudrait du moins beaucoup de prudence et de calme pour concilier; or ces qualités ne sont pas celles qu'on a vu dominer jusqu'à présent dans la politique aux Antipodes. Peut-être est-ce aller loin que de prédire avec sir Richard Baker que « ceci tuera cela », mais il est assurément possible que de sérieuses difficultés surgissent de ce chef. On peut prévoir d'autres conflits entre les États et le gouvernement fédéral : la sphère d'action des pouvoirs publics est très vaste en Australie, où ils se mêlent de tout; les limites entre la zone dévolue à l'autorité fédérale et celle réservée aux États particuliers sont beaucoup moins nettes qu'en Amérique; elles se pénètrent un peu réciproquement; à la première, dès aujourd'hui très large, on a ouvert des horizons presque illimités, sous condition il est vrai que la confédération s'entende avec les États pour se faire remettre certains de leurs pouvoirs; mais la pression qu'elle peut être tentée d'exercer en ce sens et, en tout cas, la grande multiplicité des points de contact, les facilités données par la Constitution pour tout régler rapidement, souvent par conséquent *ab irato*, tout cela n'est pas de nature, il faut bien le reconnaître, à rendre très aisées les relations entre les pouvoirs fédéraux et locaux. La facilité relative avec laquelle la Constitution peut être revisée ne nous paraît pas non plus d'un très bon augure : pour qu'un amendement y soit introduit, il suffit qu'il soit voté par la majorité absolue de l'une et l'autre Chambre, puis soumis au *referendum* et accepté par la majorité absolue du peuple et des États. Dans l'Union américaine, des amendements ne peuvent être faits à la Constitution qu'à la majorité des deux tiers des voix dans chaque Chambre et avec le consentement des trois quarts des États. On y a beaucoup mieux compris que pour rester conforme au véritable esprit fédéral, pour ne pas provoquer de tentatives ou du moins de

désirs de sécession, une revision du pacte fondamental qui unit les divers États doit être entourée de beaucoup de garanties et n'être possible que si la presque unanimité d'entre eux et la volonté mûrement réfléchie de la très grande majorité de la population y consentent.

Est-ce à cause des défauts que nous avons signalés, est-ce à cause d'une indifférence fondamentale à l'endroit de l'idée fédérale, toujours est-il que le vote populaire auquel fut soumise la constitution fut signalé par un réel manque d'enthousiasme et que, si elle fut adoptée dans diverses colonies à des majorités considérables, le nombre des votants se trouva moindre qu'à de banales élections aux Parlements locaux. On les jugera par les résultats ci-dessous :

	Plébiscite sur la fédération.			Votants à la dern. élect. légis. locale	Inscrits.
	Oui	Non	Total		
Nouvelle-Galles .	71.595	66.228	137.823	178.717	324.338
Victoria.....	100.520	22.099	122.619	158.225	254.125
Australie du S..	35.803	17.320	53.123	91.348	137.781
Tasmanie.....	11.706	2.716	14.422	11.950	30.300

Le déchet des votants paraîtra d'autant plus sensible si l'on veut bien réfléchir qu'aux élections législatives on ne vote pas, suivant l'usage anglais, dans les circonscriptions où il n'y a qu'un candidat. Aux dernières élections qui précédèrent le plébiscite celles-ci avaient été au nombre de 3 sur 125 en Nouvelle-Galles, de 13 sur 95 à Victoria, de 22 sur 37 en Tasmanie. D'autre part, les listes électorales sont assez mal tenues en Australie et démesurément gonflées par des inscriptions multiples, par l'omission de radiation des morts, ou gens qui ont quitté le pays. On estime qu'il faudrait les réduire de 10 à 15 p. 100 pour obtenir le chiffre réel des électeurs. Même en tenant compte de ce fait, il n'en résulte pas moins que le nombre des votants au scrutin fédéral n'atteignait pas la moitié des inscrits en Nouvelle-Galles et en Australie du Sud, et dépassait à peine cette proportion dans les deux autres colonies.

Si l'on s'en était tenu à ce scrutin, la fédération aurait, du reste, échoué. D'après les *federal enabling bills* votés dans chaque colonie, en prévision sans doute du peu d'empressement des électeurs, la fédération ne devait être considérée comme acceptée que si le nombre des votes favorables atteignait un certain minimum. Dans la Nouvelle-Galles du Sud ce minimum était fixé à 80000 suffrages. En présence de l'échec subi dans cette colonie, la plus importante de toutes, de l'abstention du Queensland et de l'Australie de l'Ouest qui s'étaient retirés du mouvement, les trois autres ne pouvaient songer à former une union qui aurait à peine contenu le tiers des habitants de l'Australasie. Ce grand effort n'allait-il donc aboutir à rien? On recula devant la perspective d'un aussi triste avortement et un renouveau d'ardeur se produisit qui entraîna non seulement la Nouvelle-Galles du Sud à procéder à un nouveau vote, cette fois sans minimum de majorité, mais encore le Queensland. Cinq colonies australiennes sur six ayant alors adhéré à la fédération, le bill fut porté à Londres où, après quelques retards, la ratification du Parlement de Westminster et, enfin, le 9 juillet 1900, la signature de la Reine furent données. Entraîné par le vent d'impérialisme qui souffle sur tous les pays britanniques et grâce auquel on peut dire que l'Union australienne s'est faite, le gouvernement de l'Australie de l'Ouest lui-même soumit aussi le *bill* au vote populaire, qui l'adopta en octobre à une majorité des deux tiers.

La fédération australienne se trouve ainsi, du premier jour, complète. Nous avons dit les avantages que les colonies devaient en retirer et, malgré les sérieuses imperfections que présente à notre sens la Constitution qu'elles se sont donnée, on ne peut que les féliciter d'avoir enfin compris l'intérêt qu'elles avaient à s'unir. Certes c'est un important événement dans l'histoire du monde que la naissance de cette jeune nation des Antipodes, placée sous l'égide de la Grande-Bretagne

qui ne lui apporte aucune entrave, aucune sujétion mais seulement une puissante protection contre toute attaque du dehors. Ce n'est pas que nous prévoyions pour la jeune confédération australienne des destinées aussi extraordinairement brillantes que celles de son aînée de plus d'un siècle, l'Union américaine : il y a là une illusion qu'il importe de ne pas entretenir, car les conditions naturelles s'opposent à ce qu'elle devienne une réalité. Sans doute le territoire des deux confédérations a presque identiquement la même étendue, — 7 500 000 kilomètres carrés — environ les cinq sixièmes de l'Europe; mais il n'a pas à beaucoup près la même richesse. Dès qu'on franchit les chaînes côtières de l'est, on trouve, en Australie, au lieu du splendide bassin du Mississipi, les maigres pâturages du Darling et du Murray, qui ne se prêtent pas à l'agriculture mais seulement à l'élevage le plus extensif; bientôt on tombe dans le désert pour ne retrouver à l'ouest du continent qu'une bien mince bande cultivable, beaucoup plus étroite et moins favorisée du climat que celle qui longe aux États-Unis la côte du Pacifique. Sur les 7 millions et demi de kilomètres carrés de l'Australie jointe à la Tasmanie, il y en a 3 millions où il ne tombe pas 250 millimètres d'eau et qui peuvent être considérés comme absolument inutilisables, d'autant que cette insuffisante quantité de pluie tombe tout entière en quelques semaines d'hiver et que les quatre cinquièmes de l'année en sont complètement dépourvus. Un peu plus de 2 millions de kilomètres carrés reçoivent moins de 500 millimètres d'eau et ne se prêtent qu'à l'élevage extensif, toujours à cause de la mauvaise répartition au moins autant que de l'insuffisance des pluies. Sur les 2 500 000 kilomètres qui restent, les trois cinquièmes se trouvent dans la zone tropicale, où l'Australie plonge largement, alors que les États-Unis n'y pénètrent pas; les blancs ont par conséquent de la difficulté à s'acclimater dans ces régions; ils ne peuvent y travailler la terre surtout au-dessous du 20e degré de latitude. Il n'y

a par conséquent guère qu'un million de kilomètres carrés qui jouissent, avec un sol d'une fertilité assez ordinaire, d'un climat tempéré et très sain — encore que très chaud en été — et d'une précipitation d'eau généralement suffisante quoique les longues sécheresses n'y soient pas encore rares. C'est là seulement que peut habiter une population agricole assez dense, mais la difficulté de défricher les forêts d'eucalyptus qui couvrent le pays retarde la colonisation. Si nous passons du sol au sous-sol, dont les richesses jouent un rôle si important dans les sociétés modernes, nous devons constater, ici encore, qu'en dehors des métaux précieux, l'Australie est médiocrement pourvue, infiniment moins bien en tout cas que l'Amérique du Nord. Enfin elle est trois ou quatre fois plus éloignée de l'Europe que ne le sont les États-Unis, deux fois plus que le Brésil ou l'Argentine, ce qui non seulement est de nature à en détourner beaucoup d'émigrants, mais rend plus difficile l'écoulement de ses produits sur les grands marchés du vieux monde, qui restera bien longtemps encore le principal centre de consommation.

Ce sont là des raisons péremptoires qui interdisent à l'Australie de rêver un avenir pareil à celui des États-Unis. En admettant que, par l'excédent des naissances sur les décès, sa population continue à s'accroître de 15 pour 1000 par an, ce qui est la moyenne des dernières années et ce qui pourrait ne pas se maintenir puisque la natalité tend à baisser et que la mortalité devra sans doute se relever un peu quand la population sera arrivée à une composition normale, en évaluant d'autre part l'immigration nette à 20000 âmes par an en moyenne, à l'avenir — et elle n'atteignait pas, dans ces dix dernières années, le tiers de ce chiffre, bien que soutenue par l'attrait des mines d'or de l'Ouest dont le plein effet paraît d'ailleurs produit maintenant —, en mettant par conséquent tout au mieux, l'Australasie n'aurait guère, vers 1950, qu'une douzaine de millions d'habitants, Nouvelle-Zélande comprise. Pour qu'elle

atteignît 15 millions il faudrait 50 ou 60 000 immigrants par an, ce qui n'a jamais été atteint depuis 1860, qu'en quelques années exceptionnelles, ce que rien ne permet de prévoir et ce que les richesses du pays ne paraissent pas comporter.

Pour arriver à ce développement qui serait, en somme, très satisfaisant, il faudrait toutefois que l'Australie se préoccupât, nous ne disons pas d'attirer les immigrants, mais de ne rien faire qui puisse les détourner d'elle. Nous n'entendons pas ici critiquer certaines lois qui, sous prétexte d'empêcher l'envahissement des colonies par les *undesirable immigrants*, les propres à rien, les infirmes, les illettrés des pays arriérés de l'Europe, écartent peut-être en réalité plus d'un bon colon — lois dont l'utilité se comprend peut-être mieux aux États-Unis, qui n'ont que l'embarras du choix et contiennent déjà une nombreuse population, qu'aux Antipodes. Nous voulons parler d'un mal plus profond. Les immigrants ne viennent pas en Australie parce que ce pays a subi une crise dont il n'arrive pas à se relever; et, s'il n'y arrive pas, c'est qu'il est très lourdement grevé d'impôts ; c'est aussi en grande partie que des mesures maladroites, sous couleur de favoriser les travailleurs et les humbles, empêchent les capitaux de produire, les grèvent de charges exclusives et les effraient, alors qu'il faudrait au contraire les attirer, car c'est l'immigration des capitaux qui, seule, peut permettre de donner du travail aux immigrants eux-mêmes et aux colons.

C'est la situation financière et la nécessité de ne pas augmenter les charges qui devraient, les premières, attirer l'attention du nouveau gouvernement central. L'Australie, on ne saurait trop insister sur ce point, supporte des charges très lourdes. L'ensemble des budgets de dépenses des six colonies qui entrent dans la fédération est (pour 1899-1900) de 710 millions de francs, en face desquels se trouvent 740 millions de francs de recettes. Sans doute, pour pouvoir être comparé aux budgets des pays européens ou américains, ces

chiffres doivent subir certaines réductions : c'est ainsi qu'il convient de retrancher des revenus de l'État les recettes brutes des chemins de fer et de ses dépenses non seulement les frais d'exploitation des dits chemins, mais encore les intérêts des emprunts contractés pour les construire; il y a encore quelques services industriels, tramways, adductions d'eau, égouts, dont l'état se charge souvent en Australie; une fois les recettes de tous ces services divers déduites des revenus et, d'un autre côté, les charges qu'ils entraînent défalquées des dépenses, mais en continuant à maintenir dans le budget les chapitres relatifs aux postes et télégraphes qui sont en tout pays un service d'État, il reste 440 millions de recettes et 402 millions de dépenses; il est à remarquer que 23 millions d'excédent sur 38 sont employés à couvrir le déficit laissé par l'exploitation des services industriels de l'État (chemins de fer et autres) dont les charges dépassent les recettes dans toutes les colonies, l'Australie de l'Ouest exceptée.

Nous avons cette fois un budget que nous pensons comparer à celui de la France qui contient à peu près les mêmes éléments que le nôtre. On sait que notre pays est lourdement grevé, que nos dépenses sont plutôt excessives; elles ne sont pourtant guère que huit fois et demie supérieures à celles de la jeune confédération australienne, alors que notre population est un peu plus de dix fois plus forte. Que peut-on conclure de ce fait, si ce n'est que le budget australien est énorme, tout à fait excessif pour un pays neuf, dont l'un des attraits devrait être la modération des charges fiscales? On a peine à concevoir que les colonies australiennes puissent dépenser autant en l'absence presque complète de frais militaires. On fera peut-être observer que l'Australie supporte plus facilement son fardeau que nos vieux pays d'Europe parce que, sur 440 millions de recettes — non compris, toujours, celles des services industriels — le trésor en tire seulement 253 des impôts, les postes et les télégraphes en fournissant 57 (recette

brute), des revenus divers 43, et le domaine 87. Cette dernière ressource n'existe pas, ou existe à un degré infiniment moindre en nos vieux pays d'Europe. Mais en portant ainsi à leurs budgets annuels le revenu intégral de leurs domaines, les colonies australiennes ne mangent-elles pas leurs fonds? On peut le craindre, car, si une partie de ces recettes provient de locations de terres (40 millions en 1899-1900) et tend à s'accroître, une autre partie (47 millions) provient de ventes et diminue plus vite que la première n'augmente : en 1881, en effet, la vente des terres rapportait 109 millions et leur location 21, soit ensemble 130 millions. Il faudra donc augmenter les impôts, si l'on veut continuer à dépenser autant en présence de la baisse du revenu terrien. Même à ne prendre que le chiffre actuel des taxes, il est très lourd puisqu'il représente 68 francs par tête, un Français payant 72 à 75 francs. Les habitants de la Nouvelle-Zélande versent même au Trésor 95 francs par tête. Il ne s'agit là que des budgets centraux de chaque colonie; or les municipalités et autres corps locaux dépensent annuellement, non compris les subsides que leur allouent les gouvernements coloniaux, 81 millions dont les trois quarts au moins proviennent d'impôts : c'est encore là 17 francs d'imposition par tête à ajouter : on arrive ainsi à 84 ou 85 francs, soit à bien peu de chose près à la même proportion qu'en France (90 à 92 francs); en Nouvelle-Zélande on atteint le chiffre énorme de 120 francs de taxes par tête.

Le premier effet de la fédération sera naturellement d'accroître les dépenses, car l'entretien du gouvernement fédéral paraît devoir exiger une somme de 12 millions et demi de francs, et les gouvernements locaux ne semblent guère portés à réduire leurs frais; dans tous les pays où la sphère d'action gouvernementale n'est pas, comme aux États-Unis, réduite au minimum, le régime fédéral est d'ailleurs coûteux. La fédération aura-t-elle, en compensation, infusé un peu de sagesse aux hommes politiques et au corps électoral aus-

tralien, aura-t-elle suffisamment élargi leur horizon, pour leur faire comprendre par exemple que l'une des causes les plus puissantes de la grandeur des États-Unis, la cause primordiale peut-être, qui pourrait dépasser en importance la richesse même de leur territoire, a été l'absolue liberté laissée à l'initiative des particuliers et des associations privées, l'absence de toute intrusion de l'État dans des domaines qui ne sont pas les siens, que de là est née cette surexcitation de l'énergie, de l'activité individuelle qui caractérise si admirablement les Américains? Nous souhaitons de tout cœur que l'Australie se rende compte de ces vérités. Elle ne doit plus prétendre guider le monde dans la voie du progrès social ou de ce qu'elle croit être tel. Elle doit, sinon revenir en arrière, ce qui serait bien préférable, du moins s'arrêter dans la voie des expériences hasardeuses qui éloignent d'elle l'immigration des hommes et des capitaux, aussi bien par les entraves directes qu'elles apportent à leur liberté d'allures que par les charges excessives dont elles grèvent le pays. Elle doit se rendre compte qu'elle a besoin d'un sérieux et durable recueillement financier, que ses impôts sont trop lourds, que sa dette de 4 milliards 900 millions est dangereusement énorme. Cette dette a bien été contractée, dit-on non sans emphase, pour des *reproductive works*, pour l'exécution de travaux productifs, et non, comme les dettes des États européens pour payer des frais de guerre; n'empêche que sur les 183 millions d'arrérages que nécessite annuellement la dette, ces travaux, chemins de fer et autres, ne produisent, une fois leurs frais d'exploitation payés, que 115 millions de francs, laissant 68 millions à la charge du budget général, et il n'y a aucune chance pour que dans un avenir prochain cette charge se trouve sensiblement diminuée.

Au contraire, la dette pourrait bien se trouver accrue dans l'avenir, et pour subvenir à des travaux qui n'ont même pas la prétention d'être productifs. Une

autre conséquence de la fédération et du vent d'impérialisme qui souffle sur tout l'Empire britannique, ce seront des dépenses militaires et navales pour la défense des côtes australiennes, pour l'organisation d'un certain effectif d'armée permanente, peut-être pour une instruction plus sérieuse des milices, pour le renforcement et surtout le renouvellement de la petite escadre auxiliaire australasienne, mise au service de l'Angleterre depuis plusieurs années déjà. Les prétentions politiques que les colonies avaient déjà dans le Pacifique vont devenir encore plus grandes et plus intolérantes, maintenant que leur union leur a donné de la cohésion et un plus haut sentiment de leur importance : la Nouvelle-Guinée, les îles Fidji devraient devenir, pour les satisfaire, des territoires de la Confédération australienne, qui réclame aussi les Nouvelles-Hébrides bien que celles-ci ne soient même pas possessions britanniques. La Nouvelle-Zélande, de son côté, demanda très vivement, dans l'automne même de 1900, que l'administration des divers archipels anglais de la Polynésie lui fût remise. Toutes ces grandeurs exigeront au moins autant de frais qu'elles fourniront de recettes, étant donné les habitudes dépensières des colonies, et peut-être serait-il sage de leur part de renoncer à appliquer, un peu prématurément, une sorte de doctrine de Monroë à l'océan Pacifique.

L'augmentation des dépenses militaires, navales, extérieures serait une raison de plus pour s'efforcer de réduire les charges intérieures et pour renoncer à la politique d'étatisme et d'interventionnisme qui les aggrave. Malheureusement les débuts de la fédération ne paraissent pas devoir être heureux à ce point de vue. On sait qu'une des premières questions que discutera le Parlement fédéral sera celle des retraites pour la vieillesse qui, organisées sur le modèle de la Nouvelle-Zélande, coûteront, pour commencer, 25 à 30 millions de francs et 50 ou 60 millions, sinon plus, dans une douzaine d'années ; si l'on prenait pour type

le système néo-gallois, plus ambitieux, on arriverait dès le début à quelque 45 millions et bientôt à 80 millions au moins. Ce sont là les calculs des statisticiens australiens eux-mêmes; il en résulterait donc un supplément immédiat de 7 à 12 francs de dépenses par tête en même temps qu'un pas nouveau dans la voie de l'étatisme. L'impatience avec laquelle cette mesure est attendue, l'ardeur que met d'autre part la Nouvelle-Galles du Sud à entreprendre elle aussi l'expérience du suffrage des femmes, de même que l'esprit qui a présidé à la discussion et à la rédaction de la Constitution, les facilités qu'elle donne au vote hâtif des changements inconsidérés, enfin diverses mesures prises récemment par certains gouvernements coloniaux sont autant de symptômes de nature à faire croire que l'Australie n'est pas encore fatiguée de l'interventionnisme à outrance, des expériences sociales, du règne des agitateurs et des politiciens brouillons et démagogues. Ne vient-on pas de décider en Nouvelle-Galles et à Victoria qu'aucun ouvrier employé par le Gouvernement ou des entrepreneurs à son service ne devrait être payé moins de 7 shillings. soit 8 fr. 75 par jour? et déjà l'on demande qu'on exécute de grands travaux pour donner ce salaire à tous les sans travail du pays, avec l'espoir qu'aucune industrie privée ne pourra ainsi maintenir de salaires inférieurs. Dans le Parlement fédéral qui vient d'être élu, le *Labour Party*, le parti ouvrier pourra faire à son gré la majorité en se portant soit du côté des libres échangistes soit du côté des protectionnistes. Voilà qui ne présage pas une législation tendre pour le capital. D'une part la loi lui impose de très hauts salaires et des entraves de toutes sortes par les lois ouvrières; d'autre part, c'est lui qui doit payer les frais de toutes les fantaisies législatives, de toutes les réformes socialistes, puisqu'on tend à exempter d'impôts directs tous les petits contribuables. Le résultat ne se fera pas attendre; les capitaux engagés en Australie resteront, quand ils ne pourront faire autrement; mais il en viendra peu

ou point de nouveaux. C'est ce que me disait un Français qui connaît bien et depuis longtemps l'Australie : « Ceux qui sont venus établir ici des industries restent parce qu'ils ne peuvent s'en aller, mais personne ne vient en fonder de nouvelles ». Or, sans capital il est impossible de développer un pays neuf et les travailleurs manuels sont les premiers à en pâtir. Si l'Australie ne secoue pas le joug des politiciens socialisants, si elle persévère dans la même voie, il est fort à craindre qu'elle ne puisse développer ses richesses, qu'elle continue de végéter à l'avenir comme elle l'a fait depuis 1893, alors que tout le reste du monde civilisé a traversé durant les trois dernières années une période de prospérité exceptionnelle.

DEUXIÈME PARTIE

L'AFRIQUE AUSTRALE

CHAPITRE I

La ville et la colonie du Cap. — M. Cecil Rhodes.

Lenteur du développement de l'Afrique Australe jusqu'aux découvertes minières. — Énorme immigration dans ces dernières années. — Cape-Town. — Population de la ville et de la colonie : Blancs d'origine anglaise et d'origine hollandaise; Malais, Bushmen, Hottentots et Cafres. — Difficultés entre Anglais et Boers. — Guerres avec les Cafres. — Atténuation de ces difficultés; extension du droit de suffrage aux noirs. — Esprit conservateur de la colonie du Cap. — M. Cecil Rhodes; son caractère, ses procédés, son œuvre.

L'Afrique du Sud qui, depuis quelques années, attire les regards du monde entier, avait passé pendant des siècles pour une contrée fort mal traitée de la nature. Négligé par les Portugais, colonisé par les Hollandais à partir de 1652 seulement, cent soixante-six ans après que Barthélemy Diaz, sur ses bateaux de cinquante tonnes, eût découvert et doublé le cap de Bonne-Espérance, le pays auquel ce fameux promontoire a donné son nom ne fit guère que végéter sous le régime restrictif et étroit qu'y maintint la Compagnie Néerlandaise des Indes-Orientales. Il ne comptait que 26 000 habitants européens lorsque, au début de ce siècle, l'Angleterre

s'en empara, plutôt à cause de l'importance stratégique que lui donnait sa position à mi-chemin des Indes, *the half way house to India*, qu'en raison de sa valeur intrinsèque. Restée en dehors du courant d'immigration qui entraînait les Européens vers l'Amérique et l'Australie, l'Afrique du Sud, découverte quelques années avant la première, colonisée cent cinquante ans avant la seconde, ne comptait guère, il y a trente ans, que 250 000 habitants de race blanche. La découverte des mines de diamants de Kimberley, à l'extrême nord de la colonie du Cap, lui donna en 1870 une première impulsion, celle des gisements aurifères du Witwatersrand, au Transvaal, une bien plus vigoureuse, depuis 1886. La fièvre de l'or envahit ce pays jusqu'alors délaissé; l'innombrable légion des chercheurs d'or et de ceux qui en vivent s'y précipita; des villes s'y créèrent en quelques années, comme dans les régions les plus favorisées de l'Amérique et de l'Australie.

Le paquebot *Damascus*, qui me portait d'Australie au Cap, où je débarquai le 2 décembre 1895 après une traversée de dix-neuf jours, la plus longue qu'on puisse faire aujourd'hui sans apercevoir la terre, amenait plus de 250 immigrants dont la plupart ne quittèrent le bord que pour prendre dès le soir le train de Johannesburg. C'étaient généralement des artisans, des ouvriers du bâtiment surtout, qui, chassés de l'Australie par la dépression générale et persistante des affaires, s'en venaient gagner de hauts salaires au Transvaal. Les passagers de cabine, au nombre d'une quarantaine, étaient des ingénieurs, des industriels allant eux aussi à Johannesburg. Quelques hardis chercheurs d'or se proposent d'attendre un autre paquebot qui les mènera à Beira, d'où ils se rendront à Fort-Salisbury pour explorer le territoire de *Chartered Company*. Il n'y a pas, cependant, parmi mes compagnons de voyage, que des gens directement intéressés à la production de l'or; il s'y trouve aussi deux ou trois propriétaires australiens qui viennent examiner l'Afrique du Sud en vue d'y

élever des moutons. Tout le bruit fait autour des mines d'or, la perspective d'avoir un marché important à proximité, ont attiré leur attention sur ce pays où ils espèrent, en outre, trouver un gouvernement plus conservateur que chez eux. Le jour même où nous arrivions entrait dans le port l'un des deux grands paquebots qui viennent chaque semaine d'Angleterre : il apportait plus de 500 immigrants de toute nationalité, dont 200 juifs russes. Un millier de personnes au moins arrivait alors chaque semaine dans l'Afrique du Sud pour courir aux champs d'or du Transvaal.

Cape-Town, la porte d'entrée où passent toutes ces multitudes, se trouve au fond de la baie de la Table, que ses habitants comparent, sans hésiter, au golfe de Naples ; c'est quelque peu d'outrecuidance, mais le site est beau pourtant. La brume matinale, si épaisse qu'il me semblait plutôt arriver sur les côtes d'Écosse que sur celles de l'Afrique australe, cachait, au moment où nous entrions en rade, les contours du paysage, mais le soleil la déchira tout à coup, comme nous accostions, et nous découvrit l'imposant contour de la baie, fermée au sud par l'énorme muraille, haute de 1000 mètres, de la Montagne de la Table, que flanquent les pics étranges et dénudés de la Tête et de la Croupe du Lion, tandis que les monts des Hottentots, estompés dans le lointain du nord-est, complètent l'hémicycle des côtes. La ville du Cap elle-même ne vaut pas le site ; bien qu'âgée de deux cent cinquante ans, elle ne compte que 80 000 âmes et n'a pas l'aspect d'une grande capitale. Des rues étroites, pleines de poussière ou de boue, se coupant régulièrement à angle droit ; de petites maisons à deux étages, au toit en terrasse, en pierre claire ou blanchies à la chaux, au-dessus desquelles font saillie quelques grands édifices neufs : le nouvel hôtel des Postes, le Parlement ; tout cela est assez banal. Les Anglais ont supprimé les vieux noms de rues hollandais pour leur substituer des noms de gouverneurs, d'officiers ou de souverains britanniques. C'est ainsi que l'ancienne

Heerengrachte, la « promenade des gentilshommes », a été transformée en Adderley Street : on a supprimé aussi le canal qui se trouvait au milieu; cette eau polluée n'était guère saine sous ce climat, mais elle rappelait Amsterdam aux anciens possesseurs de la contrée. Dans les rues écartées, on trouve encore d'anciennes maisons hollandaises à large perron ; mais elles se font de plus en plus rares.

La population est plus intéressante, plus pittoresque que la ville : on y peut observer, passant de l'une à l'autre par une gradation insensible, toutes les nuances possibles de la peau humaine, depuis les blondes et fraîches Hollandaises, qu'on dirait échappées d'un tableau de Rubens, jusqu'au noir franc des Cafres. Ce n'est pas le seul mélange de ceux-ci et des blancs qui a produit cette variété : un troisième élément, les Malais, importés au siècle dernier par les Hollandais, sont intervenus pour servir de liant et adoucir les transitions entre les divers degrés de mélange des sangs. D'ailleurs, les indigènes de la partie occidentale de la colonie du Cap, les Hottentots et les Bushmen, sont d'un jaune brun et non pas noirs. On en voit rarement de types purs dans la capitale; ils sont pasteurs et surtout chasseurs dans les régions les plus sauvages de l'intérieur, ne se plient guère à un travail régulier. Ce sont des Cafres, venus de l'est, qui font tous les travaux pénibles dans la ville, ainsi que les Cape-boys, résultat ultime du mélange de toutes les races étrangères et indigènes qui se sont confondues sur ce sol.

Les Malais forment l'élément pittoresque. Industrieux et tranquilles, il sont surtout petits commerçants et fournissent, en outre, presque tous les cochers bistrés qui conduisent les fiacres peints en blanc du Cap. Leurs femmes égayent les rues de leurs larges robes claires, roses, lilas, vertes, bleues, surmontées d'un corsage de couleur différente et la tête couverte d'un foulard d'une troisième nuance; les jours de fête, les hommes aisés et les prêtres se parent aussi de vêtements flottants aux

teintes voyantes. Les Malais sont musulmans et assez souvent polygames, mais leurs femmes sortent librement et sans voile. Le quartier où ils habitent, ainsi que beaucoup de gens de sang mêlé, avec ses petites maisons cubiques, sans étages et blanchies à la chaux, rappelle quelque peu l'Orient, d'autant qu'une ou deux mosquées y dressent de modestes minarets, et que les rochers dénudés de la Montagne de la Table, qui se voient de toute la ville, ne dépareraient pas un paysage du Levant. Mais les maisons ont des fenêtres sur la rue et la vue de bambins jaunes et noirs s'exerçant à jouer au cricket sur les places montre que les Anglais sont solidement implantés ici et qu'ils y ont apporté comme partout, avec leur domination, toutes leurs habitudes et leurs plaisirs, que les indigènes eux-mêmes se sont mis à imiter.

Pourtant, même parmi la population d'origine européenne, les personnes de sang britannique ne forment pas la majorité. Les 376 987 blancs purs ou supposés tels, recensés en 1891 dans la colonie du Cap, descendent, en effet, de trois peuples différents : les Hollandais, les Français et les Anglais. Les premiers arrivèrent en 1652, sous le commandement de Van Riebeek, représentant la Compagnie hollandaise des Indes orientales, et gardèrent le pays jusqu'en 1806. En 1688 et 1689 l'on vit venir, chassés de France par la révocation de l'édit de Nantes, environ trois cents huguenots, hommes, femmes et enfants, qui s'étaient d'abord réfugiés en Hollande et auxquels la Compagnie offrit des terres aux environs du Cap. Avec eux était venu aussi un ministre protestant français; mais, lorsque plus tard ils demandèrent à continuer de former une congrégation séparée et à choisir eux-mêmes leurs pasteurs, le gouverneur Van der Steele refusa avec emportement et leur signifia « d'avoir à rengainer leurs impertinences françaises, et de se souvenir du serment de fidélité qu'ils avaient prêté à la Compagnie ». On incorpora les réfugiés à l'Église réformée hollandaise et on découragea, autant que pos-

sible, l'usage du français. En 1709, il fut interdit de l'employer dans toute communication officielle et, en 1724, on s'en servit, pour la dernière fois, au service divin. Bientôt les deux populations furent entièrement assimilées et le français tout a fait oublié. La comparaison de cette rapide absorption des huguenots français du Cap et de l'étonnante vitalité des Canadiens français en Amérique met bien en évidence la puissance de la religion, comme agent soit de conservation d'une nationalité, soit, au contraire, d'absorption de cette nationalité par une autre. Au Canada, l'Église catholique a été de tout temps le soutien inébranlable des descendants de nos compatriotes. Au Cap, les protestants français, de même religion que les Hollandais, n'ayant pu obtenir de former une congrégation séparée, forcés d'assister aux services de l'Église hollandaise, furent rapidement absorbés par l'élément prédominant.

On ne reconnaît plus aujourd'hui les descendants des Français qu'à leur nom : De Villiers, Du Plessis, Malherbe, Du Toit, Jourdan, Marais, Le Roux, Joubert, Retief, Olivier, Théron, Labuscagne, etc. La prononciation en est souvent des plus difficiles à reconnaître: ainsi Villiers est hideusement prononcé *Fildji*. Quelquefois l'orthographe même a été altérée : Du Pré a été transformé en Du Preez, Valjean en Viljoens, Crosnier en Cronje. Quelques noms de lieux : Champagne, Languedoc, Rhône, Lamotte, rappellent aussi la France. En général, les huguenots se sont mêlés aux Hollandais par des mariages : en quelques endroits ils se sont pourtant conservés assez purs, comme en témoignent leurs physionomies. Dans la petite ville de Paarl, à quinze lieues de Cape-Town, les types des habitants, qui portent presque tous des noms français, sont absolument ceux qu'on rencontre dans les campagnes du Languedoc.

Les recensements officiels ne font pas la distinction entre les personnes de langue hollandaise et celles de langue anglaise; les statistiques religieuses peuvent seules fournir des renseignements sur l'origine des

habitants. En 1891, l'Église réformée hollandaise et l'Église réformée sud-africaine, qui en est une branche, comptaient ensemble 228 627 membres, soit 60 p. 100 de la population blanche. C'est donc à peu près cette proportion qui est d'origine franco-hollandaise. Je dis « d'origine », car dans la partie — relativement restreinte, il est vrai, — de cette population qui vit dans les villes, l'usage du hollandais tend à se perdre; il arrive même quelquefois que, changeant de langue, on change de religion, les limites des diverses confessions protestantes n'ayant nullement la même rigidité que celles qui les séparent du catholicisme. Je pourrais citer telle personne d'origine huguenote, occupant une situation officielle des plus élevées au Cap et appartenant à l'Église réformée de Hollande, dont les enfants savent à peine le hollandais et ont tout naturellement passé à l'Église anglicane. L'Église hollandaise célèbre dans toutes les villes des services dans les deux langues, ce qui est une preuve de plus du recul du hollandais dans les centres urbains : ses forces sont dans les campagnes. Dans toutes les écoles on enseigne les deux langues : l'une sert de moyen d'instruction, l'autre est un peu comme une langue étrangère; le choix de la langue principale appartient au *School board*, conseil de surveillance de l'école nommé par les contribuables de la localité; dans les villes c'est toujours l'anglais qui a la place prédominante.

Les deux populations, anglaise et hollandaise, n'ont pas une aire géographique aussi bien déterminée que les Français et les Anglais au Canada. Cependant, toute la partie ouest de la colonie, à l'exception de la ville même du Cap et de ses environs immédiats, ainsi que les hauts plateaux qui occupent le centre et le nord ont une population blanche en grande majorité hollandaise. La côte sud et sud-est et tout l'est de la colonie à partir du méridien de Port-Élisabeth sont principalement peuplés d'Anglais; la capitale, Cape-Town, est aussi en majorité anglaise. La plupart des habitants blancs sont

nés dans la colonie même : en 1891 on comptait 27 000 personnes nées en Angleterre, 7000 en Écosse, 4000 en Irlande [1], 6500 en Allemagne [2]. Il n'y avait que 866 personnes nées en Hollande, l'ancienne mère-patrie, moins qu'en Amérique (988). Les autres pays européens ne donnaient que des contingents insignifiants : l'immigration avait été des plus faibles au Cap jusque vers 1870; à ce moment, eut lieu un *rush* vers les mines de diamants de Kimberley à l'extrême nord de la colonie; aujourd'hui, l'énorme courant qui se précipite vers le Transvaal ne fait guère que la traverser en y laissant bien peu de chose. Le peu d'écart entre les personnes des deux sexes dans la population — 196 000 hommes contre 181 000 femmes en 1891 — montre que l'augmentation de la population blanche résulte, en principale partie, du croît naturel des anciens colons hollandais et des premiers immigrants anglais, arrivés peu après l'occupation britannique. Dans les pays de grande immigration, le nombre des hommes l'emporte de beaucoup sur celui des femmes.

Les blancs ne forment qu'un quart à peine de la population de la colonie du Cap. Les différentes races indigènes constituent les trois autres quarts : voici les chiffres de la population au dernier recensement, en 1891 :

Blancs Européens	376 987
Malais	13 987
Hottentots	50 388
Fingos	229 680
Cafres et Béchuanas	808 456
De sang mêlé	247 608

1. Le Cap est de toutes les colonies anglaises celle où les Irlandais sont le moins nombreux : le peu d'importance de cet élément ressort de la faiblesse numérique du catholicisme, qui ne compte dans la colonie du Cap que 14 853 adhérents blancs (plus 2422 gens de couleur).

2. Un assez grand nombre d'immigrants allemands avaient été amenés à l'origine de la domination anglaise. Ils réussirent médiocrement; la plupart d'entre eux se sont ensuite fondus avec les Boers. Le président Krüger est un descendant de ces colons allemands.

Les Hottentots habitent l'ouest de la colonie; la ligne de démarcation entre eux et les Cafres qui les refoulent peu à peu, se trouve vers le 44e degré de longitude Est (de Greenwich) et tend à reculer vers l'ouest. Ils sont d'un jaune brun, parlent une langue qui n'a aucun rapport avec celle des Cafres et s'en distinguent à première vue; ils leur sont très inférieurs au point de vue intellectuel et leur nombre décroît rapidement. Parmi eux sont confondus les 4 à 5000 Bushmen qui subsistent encore; ces individus, de très petite taille, sont exclusivement chasseurs et, de même que tous les sauvages qui mènent ce genre de vie, disparaissent devant les blancs; ils parlent une langue qui a quelques rapports avec celle des Hottentots et semblent appartenir à la même race que les pygmées découverts par Stanley au centre de l'Afrique. Les Bushmen et les Hottentots à peau jaune, se désignant eux-mêmes sous le nom de Khoï-Khoïn, seraient, d'après les doctrines aujourd'hui en faveur, les habitants primitifs de la plus grande partie de l'Afrique du Sud et du Centre et auraient été refoulés, les uns dans les grandes forêts, les autres à l'extrême sud par les envahisseurs nègres de race supérieure.

Ceux-ci, Cafres et Fingos, sont les représentants les plus intelligents de la race noire, généralement de beaux hommes, de grande taille, vivant groupés en villages sous le gouvernement de chefs héréditaires, non seulement pasteurs, mais cultivateurs aussi. Comme tous les peuples de ce genre, aussitôt qu'un gouvernement civilisé eut mis fin aux guerres entre tribus, ils commencèrent à multiplier rapidement; ils se propagent sans cesse vers l'ouest et on les trouve dans les villes et les fermes où ils viennent se louer comme manœuvres et domestiques. Il n'y a aucune chance de les voir décroître et ils pourraient être d'utiles auxiliaires pour la mise en valeur de la colonie. Dans le district oriental, dit Transkei ou Cafrerie britannique, qui s'étend de la rivière Kei aux confins de Natal, les Cafres forment

presque toute la population : sur 560 000 habitants, il y a 10 000 blancs seulement : ces territoires sont d'annexion récente, en sorte que, dans la colonie du Cap proprement dite, les blancs sont 367 000 contre 800 000 personnes de couleur seulement, soit près du tiers de la population; dans un nombre notable de districts de l'ouest, où ils n'ont en face d'eux que les Hottentots, ils sont même en majorité. Les 85 000 habitants de Cape-Town et de ses faubourgs sont à peu près également divisés entre blancs et gens de couleur : c'est là qu'habitent la plupart des Malais.

Faire vivre ensemble tous ces éléments variés n'était pas un problème facile. Il était, cependant, à peu près résolu il y a quelques années, après bien des frottements et des difficultés. Entre les Anglais et les Boers descendants des Hollandais, les relations avaient été à plusieurs reprises très tendues. L'introduction, vers 1820, d'immigrants anglais, le remplacement du hollandais par l'anglais comme langue officielle quelques années plus tard, puis l'émancipation des esclaves avec une compensation insuffisante à leurs propriétaires, mécontentèrent extrêmement les Boers et, dans les années 1835-1837, un grand nombre d'entre eux prirent la décision d'émigrer au delà du fleuve Orange pour fonder les États libres d'Orange et du Transvaal, dont l'Angleterre refusa d'abord d'admettre l'indépendance; mais les Boers expulsèrent les fonctionnaires britanniques qu'on leur envoya et, après une tentative d'occupation militaire, durant laquelle la tête d'André Prétorius, leur chef, fut mise à prix pour 2000 livres sterling, le gouvernement du Royaume-Uni se décida à reconnaître les deux Républiques en 1852. La plus grande partie des Boers était, cependant, restée dans la colonie du Cap et les relations entre les deux éléments de la population blanche demeurèrent longtemps médiocres. Ce n'est qu'après l'établissement du gouvernement parlementaire, en 1872, qu'elles commencèrent à s'améliorer; en 1882, l'égalité des deux langues fut reconnue;

on peut s'exprimer depuis ce temps, au Parlement, aussi bien en hollandais qu'en anglais; en outre, on enseigne les deux langues dans les écoles. Dans les cours de justice cependant, l'anglais reste la langue officielle et un interprète leur est adjoint. La grande association hollandaise, l'*Afrikander Bond*, qui avait eu longtemps des tendances nettement anti-anglaises et même séparatistes, fut ramenée au loyalisme par l'habile politique de M. Cecil Rhodes, et s'il se produisait de temps à autre quelques frottements inévitables, il n'y avait plus vers 1895 dans la colonie du Cap aucune difficulté sérieuse entre les deux races [1].

Avec les noirs, les choses ont été plus loin encore qu'avec les Boers, et les guerres cafres remplissent toute l'histoire de la colonie pendant la première moitié du siècle. Les Hollandais, qui s'étaient confinés dans le sud-ouest, n'étaient guère arrivés au contact des Cafres. L'expansion des Anglais vers l'est eut pour conséquence de nombreux conflits armés : mais depuis quarante ans tout est tranquille de ce côté. Le gouvernement a même tant de confiance dans le loyalisme des

1. En constatant ces bonnes relations entre les deux races, dans une lettre adressée de Cape-Town à l'*Économiste français* à la date du 12 décembre 1895, nous ajoutions en note, faisant allusion aux inquiétudes qui commençaient à se produire :

« Ceci s'applique à la colonie du Cap, à celle de Natal et à l'État d'Orange. Au Transvaal, la situation est au contraire extrêmement tendue entre le gouvernement boer et les immigrants anglais. S'il s'y produisait, à la suite de troubles intérieurs, une intervention de l'Angleterre, il ne serait pas impossible que toutes les vieilles querelles de race se réveillassent dans toute l'Afrique du Sud. »

L'événement a démontré la justesse de nos prévisions. En fomentant la folle et criminelle équipée de Jameson, M. Cecil Rhodes a détruit en huit jours l'œuvre patiemment édifiée en bien des années, dont il avait été lui-même un des plus habiles ouvriers. Les passions de race se sont donné libre carrière depuis lors dans toute l'Afrique Australe jusqu'à ce que la guerre avec le Transvaal vint creuser entre Anglais et Boers un fossé infranchissable.

Cafres qu'il n'a pas hésité à les assimiler complètement aux blancs au point de vue des droits politiques.

Par une exception à peu près unique en pays anglais, il n'y a aucune distinction légale de couleur dans la colonie du Cap. Le suffrage, il est vrai, n'est pas universel : jusqu'en 1892, tout sujet britannique, résidant depuis un an dans la colonie et jouissant d'un revenu de 25 livres (625 fr. par an), avait le droit de vote pour les deux Chambres. En 1892, la loi réglant le droit de suffrage a été modifiée et, chose curieuse, dans un sens restrictif : ne seront plus électeurs que ceux qui possèdent une part de propriété d'au moins 75 livres (1875 fr.), ou reçoivent un salaire ou traitement de 50 livres (1250 fr.) par an. De plus, ils devront pouvoir écrire leur nom, leur profession et leur adresse; ces clauses doivent écarter beaucoup de noirs; d'ailleurs, une part dans la propriété collective de terres de tribus indigènes ne confère pas le droit de vote. Il faut remarquer, cependant, que l'effet de la loi n'est pas rétroactif et que les anciens électeurs conservent tous leurs droits.

Pour se rendre compte de la proportion des nègres ainsi admis à voter, on peut consulter les statistiques de l'instruction publique, qui n'est obligatoire pour aucune race : 68 p. 100 du nombre total des blancs, enfants compris, savaient lire et écrire en 1891; pour les gens de sang mêlé, la proportion était de 18 p. 100; pour les Malais, de 12,2; les Fingos, 8,3; les Hottentots, 3,5; les Cafres et Béchuanas, 2,7. Environ 260 000 blancs et 100 000 personnes de couleur savent ainsi lire et écrire. Les électeurs blancs sont donc certainement de beaucoup plus nombreux; en quelques districts pourtant, les noirs forment la majorité du collège électoral; mais ils n'ont jamais élu l'un des leurs. Dans la proportion où se trouvent actuellement les électeurs des deux races, on ne peut qu'approuver la concession du suffrage à un certain nombre de noirs; cela empêche les blancs de les opprimer; mais il est clair que, si la colonie du Cap doit en venir un jour au suffrage universel, il serait

absurde de l'étendre aux noirs; il est même possible, en ce cas, que la clause imposant la connaissance de la lecture et de l'écriture devienne un jour insuffisante pour empêcher les noirs d'avoir la majorité sur les blancs, et il sera sage de maintenir toujours quelques conditions de propriété. Un Cafre qui aura appris tant bien que mal à lire, à écrire et même à faire une addition et une soustraction, qui se sera assimilé, un peu comme un perroquet, avec cette facilité précoce, mais superficielle et limitée des noirs, une instruction qui n'élargit guère son esprit, ne sera pas, en effet, pour cela, devenu l'égal d'un blanc, même ignorant, au point de vue intellectuel; il est juste que les noirs participent aux élections dans une certaine mesure pour satisfaire les plus intelligents d'entre eux et prévenir leur oppression par les blancs; mais il faudra de bien longues générations avant qu'ils puissent être appelés à gouverner le pays, si même ils doivent jamais en être capables.

Au point de vue politique la colonie du Cap présente un curieux contraste avec les turbulentes démocraties de l'Australie. Depuis 1872 jusqu'au réveil des querelles de race en 1895, elle n'avait eu que six ministères. Cette stabilité, cette sagesse politique ont singulièrement favorisé l'étonnante carrière du puissant homme d'État qui a surgi dans ce pays lointain, M. Cecil Rhodes [1], dont le nom retentit dans l'univers entier. Premier ministre de la colonie de 1890 à 1895 après avoir fait une première fois partie du cabinet de 1881 à 1884, il a su, grâce à sa persévérante énergie et à la largeur de ses conceptions, s'élever au-dessus du petit théâtre où il était placé et faire d'une colonie secondaire et arriérée, reléguée à l'extrémité de l'Afrique, le noyau d'un immense empire s'étendant du 34e au 9e degré de

1. Nous avons tenu à laisser subsister intégralement dans les pages qui suivent et qui concernent M. Rhodes le texte de la 1re édition de cet ouvrage. On verra plus loin quelles réflexions nous inspire son rôle depuis 1896.

latitude Sud, du Cap des Aiguilles au lac Tanganika. Si c'est le flatter beaucoup que de l'appeler le « Napoléon du Cap », il mérite du moins d'être mis sur le même rang que les fondateurs de l'Empire des Indes : il égale, s'il ne les surpasse, Clive et notre Dupleix; il n'est pas, comme le second, abandonné par son pays, mais soutenu par des gouvernements énergiques, auxquels il a fallu plus d'une fois pourtant qu'il forçât la main. Avant la faute qu'il commit en provoquant l'invasion du Transvaal, sa situation à la tête du gouvernement du Cap paraissait inébranlable, malgré ses détracteurs. Ceux-ci trouvaient que la présidence du Conseil de la colonie du Cap, de la Compagnie à charte de l'Afrique du Sud, des mines de diamants *De Beers*, des *Consolidated Goldfields*, étaient bien des entreprises pour un seul homme : la finance de M. Rhodes, disaient-ils, n'influence-t-elle pas trop sa politique? On a reproché aussi à son gouvernement d'être corrupteur; on lui attribue cette parole cynique que « tout homme a son prix »; enfin, reproche plus local : on lui en veut d'attirer les jeunes gens de la colonie vers les régions lointaines du Nord.

Les hommes comme M. Rhodes ont le droit d'être absous de bien des péchés véniels. Ses procédés ont été souvent brutaux; c'est à son instigation que l'Angleterre a, en 1891, dépouillé le Portugal d'immenses régions sur lesquelles celui-ci avait certainement des droits historiques supérieurs, lui prenant tous les pays élevés, sains et supposés riches en minéraux, pour ne lui laisser guère qu'une bande marécageuse le long de la côte. Un peu plus tard il a provoqué la guerre avec les Matabélés, simplement pour s'emparer de leur pays. Mais, après tout, ces contrées dont leurs anciens possesseurs ne faisaient rien, il s'occupe de les mettre en valeur; il en profite, soit; mais son pays en profite aussi, et c'est sa Compagnie à charte qui assume toutes les peines et les risques inséparables du début d'une colonisation, tandis que l'Empire britannique recueillera

ces territoires lorsque la civilisation les aura déjà pénétrés, que la tranquillité y sera assurée.

J'ai pu juger moi-même combien M. Rhodes s'intéresse passionnément à son œuvre. J'eus l'honneur de dîner chez lui, dans sa luxueuse résidence de Groote Schur, sur le revers de la montagne de la Table, dans ces jolis environs de Cape-Town, tout verdoyants par un été exceptionnellement humide, où les grandes allées de chênes et les bouquets d'arbres alternent avec les vergers et les vignobles. C'est une ancienne maison hollandaise qu'il a fait restaurer et qui est toute pleine d'antiquités, trouvées aux grandes ruines de Zimbabwe, dans le Mashonaland, dont la découverte a étonné les archéologues. J'ai entendu M. Rhodes discuter avec passion la question de savoir si ces ruines viennent des Phéniciens ou des anciens Arabes d'avant l'islamisme; je l'ai vu faire venir le *Livre des Rois*, lire les passages relatifs à Salomon et au voyage d'Hiram, à l'or du pays d'Ophir; puis, prenant une traduction de Diodore de Sicile, nous en lire les passages où l'auteur décrit les mines d'or situées au sud de l'Égypte et la manière dont elles étaient exploitées, expliquer, enfin, que les restes des travaux des anciens dans le Mashonaland et le Matabeleland correspondent exactement aux descriptions de Diodore. « Je ne prétends pas, disait M. Rhodes, que ce soient là les mines exploitées par les Égyptiens; mais elles l'ont certainement été par un peuple de même civilisation »; puis, prenant une médaille d'or, trouvée aussi près de ces ruines, mais bien plus récente, puisqu'elle portait l'image du Sacré-Cœur et au-dessous deux pélicans symboliques, nous parler des nombreuses missions que les jésuites eurent dans ce pays au XVIe siècle. « Et tout cela s'est perdu », disait-il enfin, comme avec une nuance de mélancolie, mais pensant certainement que c'était la justification de la prise de possession de ces pays par une race supérieure, dont la mission est d'y réintroduire la civilisation que des barbares en avaient extirpée, que les

Portugais, après un premier et grand effort, n'avaient pas su y établir; car M. Rhodes croit avec conviction aux races supérieures et au partage de l'empire du monde entre quatre ou cinq d'entre elles.

Ce que cet homme a fait de plus remarquable, peut-être est-ce lui-même. Débarqué au Cap à dix-huit ans, condamné comme phtisique, chercheur de diamants à Kimberley, puis profitant des premières ébauches de sa fortune pour aller étudier à Oxford, ce fils d'un pasteur de campagne était hier le maître presque absolu de toute l'Afrique du Sud. Il rêve encore de bien d'autres entreprises, dont la plus vaste serait un chemin de fer du Cap au Caire situé entièrement en territoire anglais; en attendant le chemin de fer, il s'occupe activement de faire pousser le télégraphe qui arrive déjà à Blantyre, capitale du Nyassaland. Il a, d'ailleurs, cette faculté qui caractérise les hommes vraiment supérieurs, de ne pas délaisser les détails des choses rapprochées, lors même qu'il a en tête les plus grands projets : il vient ainsi de faire venir d'Asie Mineure des chèvres angoras pour améliorer les troupeaux de cette espèce, qui sont, dans la colonie du Cap, presque aussi importants que les troupeaux de moutons. Dans la politique de la colonie, il avait exercé une influence conciliatrice, ramené ceux des Boers qui avaient des tendances séparatistes et fait de la puissante association autrefois hostile à l'Angleterre, l'*Afrikander Bond*, son plus ferme soutien. Il a bien traité les noirs, tout en leur ayant imposé un léger impôt pour les obliger à travailler.

Comment cet homme si modéré à l'intérieur, si habile à ménager, à concilier tous les éléments divers dont se compose la population de la colonie du Cap, s'est-il montré parfois si brutal et si peu respectueux des traités vis-à-vis des États, des colonies européennes ou des peuples indigènes voisins? Des considérations financières ont-elles pesé sur sa politique, comme le prétendent certains? Nous croyons qu'elles n'ont eu qu'une influence secondaire. C'est de domination, beau-

coup plus que de richesses, qu'a soif M. Rhodes, malgré l'immense fortune que lui ont rapportée l'or et les diamants de l'Afrique du Sud. Il veut que, du cap des Aiguilles aux grands lacs équatoriaux, toute l'Afrique soit soumise au drapeau britannique. C'est un descendant de la grande race de Cortez, de Clive, de Warren Hastings, de tous ces fondateurs d'immenses empires coloniaux. Comme eux il ne recule pas, s'il le croit nécessaire, devant l'emploi de la force brutale; s'il n'avait eu parfois recours à elle, il n'aurait pas servi son pays aussi bien qu'il l'a fait. Mais ses conquêtes, il ne les fait pas seulement en vertu de la maxime que la force prime le droit; il a une ambition plus haute que de voir toute l'Afrique du Sud teintée sur les cartes aux couleurs britanniques; il veut qu'elle se développe et prospère; il veut que son œuvre soit durable. C'est pourquoi dès qu'un peuple s'est soumis à la puissance anglaise, il le ménage; il traite bien les noirs du Cap, quoiqu'il ait mené avec une brutale énergie l'expédition du Matabeleland; il traite bien les Boers de la colonie quoiqu'il ait essayé de s'emparer du pays de leurs frères du Transvaal; et ces Boers du Transvaal eux-mêmes, il les eût traités avec équité et même bienveillance une fois soumis, comme il fait de ceux d'entre eux qui émigrent au nord dans le domaine de sa Compagnie à charte. Mais eux préféraient leur indépendance, et veulent la défendre à tout prix! C'est ce que ne prévoyait peut-être pas M. Rhodes : les Anglais paraissent croire, et vraiment de bonne foi, qu'il serait de l'intérêt de tous les peuples du monde d'être gouvernés par eux et semblent toujours un peu surpris qu'ils n'acceptent pas de bonne volonté les bienfaits de leur domination!

Les lignes qu'on vient de lire étaient écrites dans le courant de 1896, quelques mois après que M. Rhodes eut été obligé de quitter le pouvoir à la suite de la néfaste expédition Jameson, où il s'était engagé avec une légèreté, une ignorance des forces de l'adversaire, qui contrastaient avec sa perspicacité habituelle, sans

doute mise en défaut cette fois par les renseignements erronés des Anglais de Johannesburg, financiers habiles mais politiques médiocres, sans clairvoyance ni résolution. Nous ajoutions que M. Rhodes était si peu découragé par cet échec que, peu de jours après sa démission de premier ministre, il déclarait hardiment que sa carrière ne faisait que commencer. « On peut l'en croire, disions-nous, et l'œuvre immense qu'a déjà accomplie cet homme à l'âge de quarante-trois ans permet de présager ce qu'il pourra faire encore, soutenu qu'il sera toujours par l'opinion d'un pays qui s'estime justement heureux d'avoir un pareil serviteur, pourvu que, grisé par l'heureuse fortune qui l'a toujours accompagné jusqu'ici, il n'entraîne pas l'Angleterre dans des aventures guerrières, dont l'issue risquerait d'être la destruction complète de cet empire sud-africain dont il est le créateur ».

Pour le malheur de l'Angleterre et de l'Afrique du Sud, les craintes que nous exprimions ainsi se sont réalisées. M. Cécil Rhodes joua encore un grand et noble rôle lorsqu'en 1896 il mit fin, par la seule force de son prestige personnel, à l'insurrection des Matabélés, dans le camp desquels il n'hésita pas à se rendre, seul et désarmé, s'en remettant à la foi de ces barbares, pour négocier leur soumission. Mais sa complicité avouée dans l'affaire Jameson lui avait enlevé pour jamais la confiance des Boers de la colonie du Cap; le rôle de conciliateur entre les deux races qu'il avait joué jusqu'alors lui était désormais interdit. Comme il est de ces hommes pour lesquels l'action est la vie même, comme il ne pouvait se résoudre à ne plus rien être dans cette Afrique du Sud pour laquelle il avait tant fait, il se retourna du côté du parti anglais extrême qu'il combattait naguère. Il avait voulu fonder sur la douceur, sur l'entente des races, l'Empire de l'Angleterre dans l'Afrique du Sud; il avait rencontré au Transvaal une résistance inattendue, pourtant bien explicable, qu'il avait essayé d'escamoter, pour ainsi dire, avec l'expédition de Jame-

son. L'opération ayant misérablement échoué, ayant détruit en outre l'œuvre conciliatrice si avancée dans le reste de l'Afrique australe, M. Rhodes se tourna, pour arriver au même but, vers les procédés violents. Soutenu par la fièvre de l'impérialisme britannique, dont il était lui-même atteint, excité encore par le ministre anglais des colonies, il poussa de toutes ses forces à cette funeste guerre avec le Transvaal qui ne pourra fonder la domination anglaise dans toute l'Afrique du Sud que sur les bases peu solides de l'oppression de la majeure partie de la population blanche. Le Napoléon du Cap, comme le grand homme auquel on l'a comparé, s'est laissé emporter par sa fortune, par le sentiment de sa propre puissance et de celle de son pays. Il n'en demeure pas moins une grande et énergique figure, mais l'histoire dira sans doute qu'il fit plus de mal à son pays par les violences de la seconde partie de sa carrière qu'il ne lui avait fait de bien d'abord par son habileté conciliatrice; et il reste probablement encore à M. Rhodes assez de clairvoyance pour qu'il regrette à certaines heures l'idéal d'union pacifique qu'il avait caressé d'abord, mais que son impatience l'a empêché de réaliser, et pour qu'il sente lui-même que l'œuvre accomplie par la violence, au prix de haines irrévocables, porte en elle un germe de mort et ne saurait être qu'éphémère.

CHAPITRE II

Les plateaux sud-africains. — Les mines de diamants de Kimberley.

Les plateaux de l'Afrique du Sud. — De Cape-Town à Kimberley : le Grand Karrou ; le Karrou du Nord. — Kimberley; les gisements de diamants; leur formation géologique. — Histoire de l'industrie diamantifère depuis la découverte en 1867; la DE BEERS CONSOLIDATED MINES et son monopole de fait. — Les procédés d'extraction et de traitement du minerai. — La main-d'œuvre; prisonniers et travailleurs libres; les *compounds*. — Quantité et valeur des diamants produits.

L'ossature de l'Afrique du Sud est formée d'un immense plateau dont la masse principale s'étend du Cap au Limpopo ou fleuve des Crocodiles, sur plus de 10 degrés de latitude, et auquel viennent encore se rattacher, par un mince pédoncule, resserré entre la vallée des affluents du Limpopo et les régions basses du désert de Kalahari et du Ngamiland, les hautes terres du Matabeleland et du Mashonaland, qui se prolongent jusqu'auprès du Zambèze vers le 16e degré de latitude. Le plateau principal s'appuie à l'est à la haute chaîne des monts Drakenberg, dont certains sommets dépassent 3000 mètres et qui tombe dans l'océan Indien, distant de 40 lieues seulement de la ligne de faîte, par d'étroits gradins que séparent des pentes rapides. Sur l'autre versant, au contraire, où prennent naissance le fleuve Orange et son affluent le Vaal qui vont à 300 lieues

de là se jeter dans l'Atlantique, se succèdent les très larges terrasses du plateau dont l'inclinaison générale est du nord-est au sud-ouest. C'est sur ce plateau, qui semblait ne devoir être jamais qu'une région de maigres pâturages, qu'on a découvert les grandes richesses minérales qui ont fait la fortune et peut-être le malheur de l'Afrique du Sud, qui ont attiré sur elle en tous cas l'attention du monde : les diamants à Kimberley par 1200 mètres d'altitude, l'or à Johannesburg par près de 1800.

La région côtière est bien mince : on la traverse en quelques heures par l'express qui part chaque jeudi soir du Cap pour Kimberley et Johannesburg, les deux lignes ne se séparant qu'à 800 kilomètres du point de départ. Lorsqu'on se réveille au matin on a déjà franchi les montagnes et l'on se trouve dans un pays tout différent, sur le premier gradin du plateau, le Grand Karrou. La première impression est sinistre : plus de grandes allées de chênes, de vergers, de vignes, de cultures d'aucune sorte, plus de petites villes blanches et riantes comme Paarl ou Stellenbosch, mais un désert dont le sol pierreux transparaît à travers de maigres broussailles rabougries et grillées, et que parsèment une multitude de mamelons rocheux au sommet rigoureusement horizontal, reproductions sur une plus petite échelle de la fameuse montagne de la Table. De temps à autre on franchit le lit encaissé de rivières sans eau, d'*oueds* qui ne coulent que pendant quelques semaines chaque année et se dirigent vers le sud, pour traverser les montagnes et gagner l'océan Austral; quelques fermes, situées de loin en loin, au voisinage de puits, et entourées de bouquets d'eucalyptus, apparaissent à de longs intervalles et viennent seules, avec d'assez nombreux troupeaux de chèvres, animer le paysage. Les stations s'espacent à 40 ou 50, parfois à 80 kilomètres l'une de l'autre. Le plus souvent il ne s'y trouve même pas de village, elles marquent seulement des croisements de routes, ou plutôt de pistes, desservant les

rares centres de population, auxquels les relient des services de chars. La présence de cette région désolée du Karrou, barrant tout le nord de la colonie à si peu de distance des côtes, a beaucoup nui au progrès de l'Afrique du Sud. Sans doute un certain nombre de colons hollandais avaient commencé à s'y établir dès le milieu du XVIIIe siècle, pour être à l'abri des règlements vexatoires que la Compagnie des Indes imposait dans la capitale et ses environs immédiats; ils s'étaient mis à mener un genre de vie analogue à celui des indigènes, élevant du bétail sur des pâturages dont l'immensité compensait la maigreur, se déplaçant en cas de trop grande sécheresse, contractant ainsi ces habitudes nomades qui caractérisent les Boers d'aujourd'hui. Mais ces colons étaient en bien petit nombre : quelques centaines de familles avaient seules, jusqu'à l'établissement de la domination anglaise, dépassé les montagnes côtières et l'on croyait en général que plus on s'avançait à l'intérieur, en partant de la côte méridionale, et plus le pays devenait aride et desséché : le Karrou était à peine habitable, ce qui était au delà ne devait plus l'être du tout. Or cela n'est vrai que si on se dirige droit au nord ou vers le nord-ouest parallèlement à la côte de l'Atlantique : on tombe alors bientôt dans le pays des Bushmen et des Namaquas, ou dans le désert de Kalahari, régions d'absolue stérilité; mais en inclinant vers le nord-est, le pays s'améliore au contraire, les pluies d'été semi-tropicales succèdent aux pluies d'hiver de la zone tempérée chaude, en même temps que l'élévation du plateau maintient un climat favorable aux Européens; grâce à l'humidité plus grande, le sol qui, même dans le Karrou, n'est pas mauvais, se couvre d'herbes plus abondantes et peut, dans certaines parties de l'État d'Orange, porter d'assez belles moissons.

C'est cette direction du nord-est qu'ont suivie les Boers lorsque, il y a soixante ans, ils résolurent d'échapper à la domination britannique et fondèrent les républi-

ques indépendantes d'Orange et du Transvaal ; c'est cette direction aussi que suit le chemin de fer : après avoir dépassé la petite ville de Beaufort-West, peuplée de 2700 habitants, le seul centre notable qu'on doive voir jusqu'à Kimberley, entouré d'arbres et de vergers qui peuvent s'arroser grâce à un vaste réservoir de 240 000 mètres cubes, où sont recueillies les eaux qui tombent sur les montagnes voisines, la ligne, franchissant ces montagnes, pénètre dans le Karrou du Nord, élevé de 1100 à 1200 mètres au-dessus du niveau de la mer, alors que l'altitude du Grand Karrou varie seulement de 600 à 900, mais déjà moins aride, du moins dans sa partie orientale, où nous nous trouvons. On le traverse sur une longueur de 300 kilomètres pour arriver au fleuve Orange, la première eau vive qu'on voie depuis qu'on a franchi les montagnes côtières à près de deux cents lieues de là. Un pont de 400 mètres y est jeté, à quelques kilomètres de l'endroit où l'on a trouvé les premiers diamants de l'Afrique australe, dans les sables de ses bords, et nous voici dans le Griqualand de l'Ouest, pays annexé aujourd'hui à la colonie du Cap. Le paysage change encore une fois, les *kopjes* pierreux ont disparu, le pays est plat et sans intérêt, le sol rouge, mais des arbustes, sinon des arbres, de petits mimosas réjouissent l'œil, habitué depuis un jour à ne voir aucune verdure. La terre est décidément meilleure, le climat moins sec, et l'élève des chevaux auquel se livrent quelques colons est, dit-on, une industrie profitable. Ce n'est pas cependant l'agriculture qui a peuplé ce pays, ce sont les mines de diamants, qui y ont fait surgir deux villes, l'une de 28 000, l'autre de 10 000 habitants, comptant ensemble 17 000 âmes de population blanche.

Kimberley, ainsi que son annexe Beaconsfield, qui en est à une lieue, a commencé de se bâtir en 1870, à un millier de kilomètres du Cap et à 1200 mètres d'altitude sur le plateau du Griqualand, occupé alors seulement par quelques fermiers boers. Bien que la partie de ce

territoire où se trouvent la ville et les mines, située entre le fleuve Orange et son affluent le Vaal, fût généralement considérée comme appartenant à l'État libre d'Orange, dont ces deux rivières forment les limites, une proclamation du gouverneur du Cap, traitant la contrée comme *res nullius*, l'annexa au territoire britannique. La République protesta vainement et dut se contenter, en 1876, de recevoir 2 250 000 francs de l'Angleterre en compensation de la perte d'un territoire dont la production diamantifère depuis l'origine dépasse un milliard et demi. Kimberley conserve encore, à peu de chose près, l'aspect d'un camp minier aux premiers âges de son existence : l'horrible tôle ondulée y joue toujours un rôle prépondérant parmi les matériaux de construction; les rues, au lieu de se couper régulièrement à angle droit, comme dans la plupart des villes de cet âge, cheminent tortueusement à travers les vieilles cahutes de tôle aux plaques disjointes; des négrillons déguenillés y grouillent, jouant dans la poussière et la boue, dérangés de temps à autre par les énormes chariots que traînent seize bœufs, les *Cape-carts*, grandes voitures à deux-roues attelées de deux chevaux, ou les diligences à dix mules qui sont ici, comme dans toute l'Afrique du Sud, les moyens de transport habituels. Pas un monument, bien entendu, la seule curiosité de la ville, c'est la mine, autour de laquelle elle est bâtie en croissant.

A cinq minutes de marche de la place du Marché, on arrive tout à coup devant une sorte d'immense cratère, très légèrement elliptique, de 400 mètres de diamètre en moyenne et de 150 mètres de profondeur, dont les talus et le fond sont formés d'éboulis de terre jaune ou d'un gris bleuâtre : c'est la mine de diamants de Kimberley, et cette immense excavation est entièrement l'œuvre des hommes, les travaux s'étant faits à ciel ouvert jusqu'en 1886. A un mille à l'est se trouve une autre excavation semblable, la mine de Beers; à une lieue au sud est celle de Bultfontein, et à un kilomètre

de cette dernière, celle de Dutoitspan. Ces quatre mines sont les seules importantes et fournissent 90 p. 100 de la production totale de l'Afrique du Sud, quoique plusieurs autres soient disséminées aux environs. En outre, on trouve quelques diamants dans les sables du Vaal, qui coule à 20 kilomètres au nord de Kimberley, et aussi, mais plus rarement, dans les alluvions du fleuve Orange, au sud. Enfin, dans l'État d'Orange, la mine de Jagersfontein est importante, surtout par la pureté et la blancheur de ses produits.

En creusant ces immenses excavations en forme de cône renversé pour chercher les diamants, les hommes n'ont fait que reconstituer l'œuvre de la nature et rendre aux lieux l'aspect qu'ils avaient à des époques géologiques antérieures. On s'accorde aujourd'hui à considérer ces mines comme les cratères d'anciens volcans de boue éteints : la terre bleue qui contient les diamants serait venue des profondeurs du sol sous forme de boue, pour remplir la cheminée verticale du volcan et le cratère évasé qui la termine. A l'appui de cette théorie on fait remarquer que la *bleue* — comme on dit par abréviation à Kimberley — contient, outre des fragments de toutes les roches que traverse la cheminée volcanique et qui sont, à partir de la surface, du basalte, des schistes, des grès, des quartzites, d'autres fragments appartenant à des couches plus profondes tels que du granit et du gneiss, couches que n'ont pas encore atteintes les travaux et les sondages les plus avancés, quoiqu'ils aient été poussés jusqu'à 400 mètres de profondeur. La formation des diamants au sein de la *bleue* est assez mystérieuse; ce qui paraît certain, c'est qu'ils ne se sont pas formés à la place qu'ils occupent actuellement, car on a trouvé de nombreux diamants brisés, mais ils ont pris naissance dans les profondeurs du sol et ont été poussés vers la surface avec l'épanchement boueux. Les différences qui existent entre les diamants des diverses mines, quoique celles-ci soient très rapprochées, prouvent que leur formation a eu

lieu séparément; du reste, ces cheminées volcaniques ne paraissent pas converger. A partir du point où elles entrent dans les roches dures (220 mètres de profondeur environ pour la mine de Kimberley) leurs parois sont absolument verticales et leur section est constante; ce n'est qu'aux niveaux supérieurs qu'elles s'évasent en cratères.

L'extraction des diamants est aujourd'hui à peu près entièrement concentrée entre les mains de la puissante compagnie *De Beer's Consolidated Mines*, qui possède en entier les mines de Beers et Kimberley, presque en totalité aussi Dutoitspan et Bultfontein, et s'est entendue avec les propriétaires de Jagersfontein, en sorte qu'elle est absolument maîtresse du marché des diamants, la production du Brésil et de l'Inde étant tout à fait insignifiante en comparaison de celle de l'Afrique du Sud. L'histoire de la formation de cette compagnie, qui a ainsi monopolisé toute une industrie, mérite d'être racontée en quelques mots : c'est là que se sont d'abord exercées les qualités d'activité et d'énergie qui caractérisent M. Cecil Rhodes.

Le premier diamant sud-africain avait été découvert en 1867[1] par un Irlandais nommé O'Reilly, qui l'avait vu entre les mains des enfants du Boer Van Niekerk; celui-ci lui dit avoir trouvé ce caillou sur les bords du fleuve Orange et le lui donna pour rien; O'Reilly, l'ayant fait examiner par des experts, le vendit 12500 francs qu'il partagea généreusement avec Van Niekerk; pendant deux ans on chercha en vain d'autres pierres; mais en 1869, le même Van Niekerk acheta 10000 francs à un Hottentot un magnifique diamant de 83 carats, brut, qu'il revendit aussitôt 250000. « L'Étoile de l'Afrique du Sud », estimée en juin 1870 à 625000 francs, pèse aujourd'hui, taillée, 49 carats 1/2. A la suite de cette

1. Sur une carte de missionnaires datant de 1750 on trouve pourtant inscrite au-dessus du pays actuellement désigné sous le nom de Griqualand la mention : « Ici sont des diamants ».

découverte les chercheurs accoururent en foule; les bords du fleuve Orange se montrèrent à peu près stériles; mais on fut plus heureux dans les alluvions du Vaal et, en quelques mois, une population de 10000 âmes fut rassemblée sur ses rives. A la fin de 1870 arriva la nouvelle de découvertes diamantifères sur les fermes de Dutoitspan et de Bultfontein; mais ces mines ne suffirent pas à rémunérer les chercheurs d'alors qui ne disposaient que d'outils primitifs. Au début de l'année suivante, sur la ferme de M. de Beer, furent découvertes la mine aujourd'hui désignée d'après son nom *De Beer's*, puis, quelques mois plus tard, celle de Colesberg Kopje, aujourd'hui Kimberley, la plus riche de toutes.

Le 21 juillet 1871, la mine de Kimberley fut ouverte au public; elle fut divisée en *claims* de 31 pieds sur 31 (100 mètres carrés environ). Mais sur l'un des côtés de chaque claim, alternativement le côté est et le côté ouest, une bande de 7 pieds 1/2 de largeur fut réservée, le réduisant ainsi d'un quart, mais permettant d'avoir des chemins de 15 pieds de large qui facilitaient beaucoup le travail. Il y avait 14 ou 15 chemins en tout et 500 *claims* dans la mine de Kimberley — la seule sérieusement travaillée au début, comme la plus riche. Les *claims* furent bientôt subdivisés en moitiés, en quarts, voire en huitièmes et seizièmes, ces derniers ne couvrant plus que 4 mètres carrés. Nul ne pouvait alors posséder plus de 2 *claims* et la mine se trouvait partagée entre 1600 propriétaires. Cet état d'extrême division ne devait pas se maintenir longtemps; à mesure que les travaux s'approfondissaient, les chemins, transformés en étroites murailles, devenaient fort dangereux; des éboulements répétés se produisirent. Dès le milieu de 1872 il fallut chercher une autre méthode d'exploitation. On le trouva en élevant tout autour de la mine des échafaudages portant chacun trois ou quatre plates-formes superposées. De chaque plate-forme partaient des câbles fixes aboutissant, pour les plates-formes les

plus basses, aux *claims* des bords, pour les plus élevées à ceux du centre, et le long desquels on hissait les seaux qui servaient à extraire du fond la terre diamantifère. L'aspect de la mine était à cette époque des plus curieux, surtout au clair de la lune, où tous ces câbles métalliques brillaient d'un éclat argenté.

Cette méthode d'exploitation exigeait déjà plus de capitaux : l'extrême division qui avait existé jusqu'alors avait augmenté les frais généraux dans une proportion telle que le travail eût cessé d'être rémunérateur; aussi le *Kimberley Mining Board*, établi en 1874, trouva-t-il nécessaire d'autoriser la possession de dix claims et non plus de deux seulement par un même individu. A mesure que les travaux s'approfondissaient, les bords de la mine s'éboulaient de plus en plus fréquemment, tandis qu'à l'époque des pluies le fond se remplissait d'eau. Le *Mining Board* dépensa 12 millions et demi en 1882 pour l'enlèvement des débris. Devant ces charges croissantes, le mineur individuel disparut, mais les petites compagnies qui le remplacèrent les ressentirent lourdement aussi. La crise industrielle fut doublée d'une crise financière, causée par les excès de spéculation qui avaient accompagné la fondation des compagnies. En 1883, le *Mining Board* ne put faire face à ses engagements et suspendit ses travaux. Alors commença l'exploitation souterraine, effectuée d'abord à l'aide de puits creusés dans les éboulis du fond de la mine. Mais, comme certains propriétaires exploitaient encore à ciel ouvert, un glissement général se produisit bientôt, et en 1884, 50 claims seulement étaient exploités sur 350 à 400 considérés comme bons. A de Beers aussi d'immenses glissements se produisirent en 1885. L'impossibilité de continuer les travaux à ciel ouvert était bien démontrée.

Dès 1883, l'inspecteur des mines déclarait que, pour la mine de Kimberley en particulier, il devenait de jour en jour plus évident qu'on n'en pourrait tirer tout le profit possible, que lorsque l'ensemble en serait réuni

dans les mêmes mains et exploité suivant un plan unique. Quand le système des travaux souterrains eut été adopté, la continuation de la division des mines entre un grand nombre de sociétés se traduisit non seulement par des frais généraux démesurés, mais par des procès, des difficultés incessantes : à chacune des mines Kimberley et de Beers on avait foré six ou huit puits alors qu'un ou deux auraient suffi ; l'enchevêtrement des galeries des diverses compagnies, l'existence d'une demi-douzaine de systèmes de travail différents causaient un gaspillage de forces considérable auquel l'établissement d'une direction unique, au moins pour chaque mine, pouvait seul mettre un terme.

A la fin de 1885 il existait encore dans les quatre mines 98 entreprises distinctes, dont 19 à Kimberley, 10 à de Beers, 37 à Dutoitspan et 32 à Bultfontein. M. Cecil Rhodes, qui, après avoir essayé de faire de l'agriculture lors de son arrivée en Afrique australe, avait été l'un des premiers chercheurs de diamants et était devenu président de la *De Beers Mining Company*, consacra toute son activité à l'œuvre de la fusion. Fondée, en 1880, au capital de 5 millions, la *De Beers Mining Company* avait, en 1885, porté ce capital à 21 millions et elle distribuait un dividende de 7 1/2 p. 100; poursuivant sa politique d'achat de ses voisines, elle éleva son capital à 58 millions en 1888, en même temps que ses dividendes croissaient graduellement jusqu'à 25 p. 100 pour l'exercice terminé le 31 mars de cette année. L'effet de l'amalgamation des intérêts miniers sur la marche de l'industrie est mis en évidence par les faits suivants : les dépenses par charge (16 pieds cubes) de *terre bleue* extraite avaient été réduites de 13 sh. 2 d. en 1882, à 8 sh. 2 d. en 1887; le rendement s'était élevé de huit dixièmes de carat à 1,15 carat par charge, le prix de revient du carat s'étant ainsi abaissé de 16 sh. 6 d. à 7 sh. 2 d., le dividende avait passé de 3 à 16 p. 100, et cependant le prix du diamant était tombé de 27 sh. à 18 sh. 5 1/2 d. par carat. L'augmentation du rende-

ment en carats était due d'abord à l'accroissement de richesse de la mine en profondeur, mais aussi au traitement plus perfectionné du minerai, que l'augmentation de puissance financière de la compagnie permettait de laisser se pulvériser plus parfaitement, opération très longue et qui demande un an d'exposition à l'air sur le sol, et enfin à une plus grande surveillance des employés.

Cette amélioration des conditions de l'industrie était menacée par un écueil : la baisse des cours du diamant ; devant l'extraction croissante ceux-ci avaient fléchi de plus de 30 p. 100 en cinq ans, et nul ne pouvait dire où s'arrêterait la dépréciation d'un produit dont la rareté est l'un des principaux mérites. Il n'aurait bientôt servi à rien d'avoir diminué le prix de revient si l'on ne pouvait mettre un terme à l'effondrement des prix de vente et à la surproduction qui en était la cause. L'entente entre les producteurs était singulièrement favorisée par la concentration de toutes les mines de diamants importantes en ce coin de l'Afrique du Sud, sur un espace de quelques kilomètres carrés. Il en résultait que ceux qui domineraient, qui « contrôleraient » le marché sud-africain devaient contrôler le marché du monde entier ; M. Rhodes et ses collègues le comprirent et, jugeant aussi que la meilleure forme d'entente, c'était la « consolidation », la fusion de toutes les compagnies minières en une seule, ils firent voter un programme en ce sens par l'assemblée des actionnaires de la *De Beers Mining Co.* tenue à Kimberley le 31 mars 1888. Cette compagnie elle-même fut dissoute et son actif transféré à la *De Beers Consolidated Mines*, dirigée d'après les statuts par cinq administrateurs à vie, dont l'un est M. Rhodes et parmi lesquels on retrouve deux des magnats des mines d'or du Transvaal, MM. B. J. Barnato et A. Beit. Ces gouverneurs reçoivent une part de l'excédent des bénéfices de la compagnie après la distribution de 30 p. 100 aux actionnaires, et s'engagent solidairement à y conserver toujours un intérêt qui, au

cours actuel des actions, représente plus de vingt millions de francs.

Aussitôt formée, la nouvelle compagnie se mit en devoir d'acquérir d'abord la mine de Kimberley; depuis 1885 la situation s'y était améliorée : grâce à l'adoption des travaux souterrains, les bénéfices des principales compagnies leur avaient permis d'acquitter leurs dettes. Les deux plus grandes d'entre elles se préparaient à entamer avec la *De Beers* une lutte qui n'eût pu manquer d'être ruineuse, mais M. Rhodes les prévint en achetant en silence leurs titres et, lorsqu'il en eut acquis une quantité suffisante pour faire prévaloir ses volontés, il traita avec les actionnaires pour la cession de la totalité de leur actif à la *De Beers*. Quant aux deux autres mines, Bultfontein et Dutoitspan, presque aucune compagnie n'y avait jamais donné de dividendes sérieux, quoique la production fût assez importante; il fut donc facile de les acheter presque toutes. A l'assemblée générale du 31 mars 1890, le rapport du conseil d'administration annonça aux actionnaires que le but qu'on s'était proposé en fondant la *De Beers Consolidated Mines* était rempli et que les quatre mines de diamants de De Beers, Kimberley, Bultfontein et Dutoitspan étaient *practically controlled*, dominées en fait par la compagnie. Les rares entreprises indépendantes qui subsistaient encore ont été absorbées depuis par la *De Beers*. A la fin de 1890, une nouvelle mine, celle de Wesselton, fut découverte à un mille de Dutoitspan, mais dans l'État d'Orange dont la frontière est toute voisine; en 1891 la *De Beers* acheta le domaine sur lequel elle se trouvait pour 7 millions et demi de francs, en laissant toutefois au propriétaire le droit d'en extraire en tout cinq millions de charges de minerai en cinq années (1892-1896), à condition de lui rembourser la moitié du prix d'achat et de ne pas vendre plus de 20 000 carats de diamants par mois. Elle est donc aujourd'hui propriétaire aussi de cette mine. Elle s'est entendue avec les possesseurs de Jagersfon-

tein, située à une beaucoup plus grande distance, dans l'État d'Orange. S'il reste encore quelques mines en dehors de sa sphère d'action, c'est qu'elle les juge trop médiocres pour qu'il vaille la peine de s'en occuper.

Telle est l'histoire de la concentration de toute une industrie entre les mains d'une seule compagnie particulière. On ne saurait, à aucun point de vue, regretter l'extrême émiettement des premières années. Il était incompatible avec l'organisation d'une industrie perfectionnée, et l'exploitation des mines, passé la période des recherches superficielles, exigeait pour être rémunératrice une unité de plan et de grands capitaux que de puissantes sociétés pouvaient seules fournir. Il était donc dans la nature des choses que chaque mine devînt en fin de compte la propriété d'une seule entreprise. Faut-il regretter qu'au lieu de se borner là et de maintenir l'existence d'un certain nombre de compagnies concurrentes, la concentration ait été plus loin, ait abouti à la constitution d'un monopole et à la limitation de la production? Ce fait a été très nuisible assurément à la ville de Kimberley et surtout à sa voisine, Beaconsfield, située près des mines Bultfontein et Dutoitspan, dont la dernière n'est pas exploitée actuellement et dont la première l'est fort peu; on emploie moins d'ouvriers que s'il existait plusieurs compagnies indépendantes. Mais il ne faut pas oublier non plus que la coexistence de plusieurs sociétés aurait entraîné une concurrence acharnée, une surproduction qui eût abaissé les prix dans d'énormes proportions et d'où seraient résultées des crises répétées; en outre l'existence de ce monopole a rendu beaucoup plus facile la répression des vols. Ceux-ci constituaient une véritable industrie organisée, et étaient si nombreux, il y a vingt ans, que plus de la moitié des diamants échappaient à leurs propriétaires légitimes. Depuis 1882 des mesures très rigoureuses ont été prises contre les I. D. B. (*illicit diamond buyers*, acheteurs illicites de diamants). Nul ne peut aujourd'hui, dans la colonie du Cap, vendre

de diamants bruts sans être muni d'une licence spéciale.

La compagnie de Beers a porté l'organisation de l'industrie des diamants à sa plus haute perfection. Les travaux souterrains auxquels on accède par des puits percés en dehors des mines, dans le roc solide et non plus dans les déblais, et d'où partent aux divers niveaux des galeries transversales se dirigeant vers la « bleue », atteignent aujourd'hui 1200 pieds de profondeur. Le travail d'abatage est des plus simples : pas de filon à proprement parler : on est à même la terre bleue diamantifère et on extrait tout ce qui se trouve autour de soi. La « bleue », une fois montée à la surface par de puissantes machines, est emmenée dans des wagonnets mus par un système de chaînes sans fin, et étalée sur le sol pour qu'elle puisse s'y désagréger, se réduire en poussière et en boue. Plus elle reste longtemps exposée aux intempéries, à la pluie, au soleil et plus son traitement est facile ensuite : le temps minimum est de trois mois pour la bleue provenant de la mine Kimberley, de six mois pour celle de la mine *De Beers*, mais en pratique on la laisse souvent un an. On aide du reste au travail naturel de pulvérisation par le passage répété de herses à vapeur. Les immenses aires d'étendage sont entourées de barrières, mais ici la surveillance n'est pas bien active, car les diamants sont tellement disséminés dans cette terre d'un gris bleuâtre qu'il faudrait bien de la chance à un chercheur pour en rencontrer un seul : il n'y en a qu'un carat à peine par *charge* de bleue ! Quand la bleue est desséchée elle subit un premier lavage à grande eau qui enlève les parties les plus légères : celles-ci forment d'immenses accumulations, de vraies montagnes de *tailings* ou résidus. Ce qui reste dans les cuves est transporté par des wagonnets à l'usine où se trouvent les *pulsators* : le *pulsator* est un appareil fort ingénieux constitué par un cylindre légèrement incliné sur l'horizontale et percé de cinq séries de trous, de dimensions différentes, les plus petits se

trouvant près de l'extrémité la plus élevée du cylindre, les plus grands à l'autre extrémité. Le minerai, entrant par l'extrémité supérieure, les parties les plus fines tombent d'abord à travers les petits orifices qui s'y trouvent, le reste se divise suivant sa grosseur entre les quatre autres séries. En sortant du *pulsator* chacune des cinq sortes de minerai ainsi distinguées tombent sur des *vanners*, toiles agitées d'un mouvement de vibration constant d'où l'eau entraîne les parties boueuses plus légères, tandis que les parties lourdes, contenant les diamants, sont retenues.

La matière diamantifère est ainsi divisée en cinq sortes, se présentant toutes sous la forme de graviers de teinte foncée, qui ne diffèrent que par leur grosseur et où de rares diamants sont disséminés au milieu d'une immense multitude de cailloux sans valeur. Néanmoins, pour les en séparer, il n'y a plus d'autre moyen que de les trier à la main. Pour la cinquième sorte de minerai, la poussière qui contient les tout petits diamants, ce travail est fait par des *convicts* nègres, des condamnés pour crimes de droit commun à des peines qui atteignent parfois quinze ou vingt ans de travaux forcés. Il peut sembler original d'employer des gens qui sont presque tous des voleurs au tri d'une matière aussi précieuse, mais on les juge plus faciles à surveiller que des ouvriers libres; ils vivent dans un bâtiment qui communique directement avec l'atelier où ils travaillent et l'œil des contremaîtres blancs ne les quitte pas d'un instant. Les quatre autres sortes sont triées par des blancs en qui la Compagnie peut avoir toute confiance. C'est merveille de voir avec quelle dextérité et quelle rapidité ils étalent la matière sur la table qui se trouve devant eux avec une truelle, reconnaissent du premier coup d'œil s'il s'y rencontre quelque diamant et le jettent dans une sorte de tire-lire placée à leur côté.

Ce qu'il y a de plus curieux à Kimberley ce ne sont ni les mines elles-mêmes, ni les procédés employés pour

extraire les pierres précieuses, ce sont peut-être les *compounds* où vivent les mineurs nègres. Ne pouvant en aucune façon compter sur la loyauté des indigènes, fort sujette à caution, la Compagnie a dû, afin de prévenir les vols, adopter un système d'organisation du travail tout à fait particulier. Tout noir qui se présente pour être employé par elle doit signer un engagement de trois mois au moins. Cela fait, il entre dans le *compound*, d'où il ne sortira plus pendant tout le temps prévu dans son contrat, si ce n'est pour descendre dans la mine, dont l'entrée communique avec le *compound* par un passage couvert. Pendant tout ce temps il ne pourra parler à ses parents ou amis qu'à travers un double grillage qui lui permettra de les voir, mais non de les toucher. Le *compound* est une vaste enceinte entourée d'une double barrière de tôle ondulée : du faîte de la barrière intérieure part un grillage horizontal qui avance à plusieurs mètres dans l'intérieur du *compound*, de façon à éviter qu'on puisse lancer quoi que ce soit au dehors. Sans doute ce régime de séquestration est dur ; mais ne s'y soumettent que les noirs qui le veulent, et ils sont fort bien traités par la Compagnie. Dans le *compound* se trouvent des cases beaucoup plus confortables que les huttes des *kraals* indigènes. On vend aux ouvriers la viande 3 pence (0 fr. 30) la livre ; ils peuvent acheter aussi à l'intérieur tout ce qui compose la nourriture habituelle d'un indigène, du pain, de l'épicerie, des boissons non alcooliques, limonade et autres. Grâce à l'absence de l'alcool le plus grand ordre règne. L'aspect du principal *compound* de la De Beers, construit pour 2800 hommes, mais qui n'en contenait que 1600 lorsque je le visitai, était des plus pittoresque, avec ses hôtes bronzés, drapés dans des couvertures aux couleurs vives, occupés les uns à faire cuire leurs repas sur de grands feux, les autres à jaser accroupis devant leurs cases, à jouer, à se baigner et à nager dans la grande piscine installée en plein air au milieu de l'enceinte. Ils sem-

blaient tous contents de leur sort et l'on m'en montrait un qui s'y trouvait depuis sept ans sans interruption; trop souvent l'on en voit qui reviennent au *compound* une semaine seulement après l'avoir quitté, ayant déjà dissipé leurs économies de plusieurs mois en faisant bombance à Kimberley. Sont-ils malades, on les soigne fort bien, dans l'hôpital annexé au *compound*; j'en vis un sur le point d'en sortir après y avoir été traité pendant neuf mois pour une grave tumeur. On ne peut reprocher à la Compagnie de ne pas prendre soin de la vie de ses ouvriers et leur travail n'est pas excessif non plus : huit heures par jour de présence dans la mine pour lesquelles ils reçoivent un salaire de 2 fr. 50 à 5 fr.

Malgré les précautions prises, malgré les huit jours passés avant l'expiration de leur engagement dans les chambres d'isolement où on les soumet à des examens répétés, et où un traitement médical permet de s'assurer qu'ils n'ont, avant d'y entrer, avalé aucun diamant, on n'en estime pas moins qu'un dixième des pierres précieuses est encore aujourd'hui volé.

Tous les diamants de Kimberley sont expédiés en Europe par le bureau de poste de la ville, où ils sont conduits sous escorte, en boîtes recommandées. L'exportation de l'Afrique du Sud, qui est pratiquement identique à la production, a varié, depuis quinze ans, entre 2 439 641 carats en 1885, chiffre minimum, et un maximum de 3 841 937 carats en 1888. La valeur des pierres exportées a atteint son point le plus élevé, 120 millions de francs, en 1895; depuis 1886, elle n'est jamais descendue au-dessous de 75 millions. En 1898, dernière année d'exploitation normale avant la guerre sud-africaine, l'exportation s'est élevée à 3 497 802 carats, valant 115 millions de francs.

CHAPITRE III

Le Transvaal. Johannesburg et le Witwatersrand; la population des districts aurifères : les Uitlanders.

Le Witwatersrand. — Johannesburg; sa croissance extraordinaire en dix ans; elle n'a déjà plus l'aspect d'un camp minier, mais d'une véritable grande ville; ses maisons, ses chemins de fer. — La population du Transvaal : blancs et noirs; Boers et Uitlanders. — Les Uitlanders ou étrangers : Anglais et coloniaux, Américains, Allemands, Israélites russes. — Caractère urbain et temporaire de l'immigration étrangère. — La vie à Johannesburg.

De Kimberley à Johannesburg, il y a 500 kilomètres à peine par l'ancienne piste que suivaient les chars à bœufs et les diligences à mules dans les premières années des mines d'or du Transvaal, alors que voyageurs et marchandises se partageaient entre la route de Kimberley et celle, plus courte, mais plus difficile, de Natal, pour gagner le Witwatersrand. Il y en a 1060 par le chemin de fer; il faut revenir vers le sud-ouest sur 240 kilomètres par le chemin déjà parcouru, se diriger ensuite pendant une centaine vers l'est-sud-est, comme si l'on allait rejoindre la côte à Port-Élisabeth, remonter enfin vers le nord-est à travers les plaines herbeuses de l'État d'Orange, qui n'ont pas plus d'arbres que le Karrou, mais où d'assez nombreux

troupeaux animent du moins le paysage, et où les fermes sont moins espacées. On s'arrête même à une ville de 5000 âmes, Bloemfontein, la seule qu'on voie dans tout le trajet. Enfin, après avoir franchi le Vaal, on se trouve sur les plateaux plus ondulés du Transvaal, et, après deux jours de voyage, on distingue enfin à l'horizon une chaîne de médiocres collines précédées de hautes cheminées qui s'alignent de l'est à l'ouest. C'est la « Rangée de l'Eau Blanche », le fameux Witwatersrand, avec le plus grand champ d'or du monde étendu sur ses pentes.

Après n'avoir parcouru pendant deux jours que des solitudes silencieuses, on peut se croire transporté dans un pays fantastique en suivant, pendant la dernière heure du trajet, l'affleurement du *Main Reef*. On n'aperçoit, de part et d'autre de la voie, que les hangars en tôle qui abritent les machines, les énormes entassements de résidus, les lignes des grandes cuves où se fera la cyanuration et d'où déborde une eau boueuse et grise, amenée par des canalisations de bois; on n'entend que le bruit assourdissant des batteries de 50, 100, 150 pilons. Enfin le train s'écarte un peu vers le nord de la ligne des mines et, à 1630 kilomètres de Cape-Town, entre en gare de Johannesburg.

La prodigieuse croissance de cette ville laisse bien loin en arrière les *mushroom cities*, les « villes-champignons » de l'Amérique et de l'Australie. Ce qu'il y a de plus frappant dans Johannesburg, c'est le caractère de solidité, de permanence de tous ses édifices; ils ont été faits pour durer; et on n'y voit presque plus aucune des misérables baraques de tôle ondulée qui, en 1887, composaient *Ferreira's Camp*, comme on appelait alors ce qui devait être Johannesburg. C'est à l'absence de bois dans tous les pays environnants que cette ville doit d'avoir dépouillé si tôt le caractère temporaire qu'on retrouve encore dans des cités américaines trois ou quatre fois plus âgées. Une maison de bois est une habitation fort convenable, plus fraîche en été et plus chaude en hiver,

disent les Américains, qu'une maison de pierre. Aussi ne se hâte-t-on pas de remplacer la première par la seconde. Mais une cahute en tôle ondulée, comme celles que j'ai habitées dans l'Australie de l'Ouest, torride en été, glaciale par les nuits d'hiver, est le plus triste logis qu'on puisse imaginer et le moins approprié au climat de Johannesburg ; dès qu'on a pu être assuré que, grâce à la puissance des gisements aurifères, son existence serait de quelque durée, on a commencé à faire des constructions en pierre ou en briques : la plus grande partie de la ville proprement dite est fort bien bâtie aujourd'hui.

Au centre, s'étend la grande place du Marché toute pleine chaque matin d'énormes chariots attelés de douze à dix-huit bœufs, dont les fermiers du voisinage se servent pour apporter leurs produits. Entre la place et la grande artère de *Commissioner Street*, ainsi que le long de cette rue, se trouvent les bâtiments où la plupart des compagnies minières et des grandes maisons financières ont leurs bureaux. Quelques-uns d'entre eux, surtout ceux des banques, ne seraient pas déplacés dans une grande ville européenne. C'est « entre les chaînes », dans une courte rue allant de la place du Marché à *Commissioner Street*, et interdite aux voitures par des chaînes tendues à chaque extrémité, qu'est l'endroit le plus animé de la ville; la Bourse s'ouvre sur cette rue, et les flâneurs, les gens qui vont aux nouvelles s'y donnent aussi rendez-vous; toute la journée de nombreux groupes y stationnent. De l'autre côté de la place du Marché, *Pritchard Street* est la rue des boutiques, des magasins de détail. En m'y promenant, la veille de Noël 1895, et voyant la foule se presser devant les étalages éclairés à l'électricité des marchands de jouets, de meubles, des bijoutiers, des modistes, où étaient exposées les dernières « créations » de la mode européenne, j'avais peine à imaginer que dix ans auparavant il n'y avait, à la place où se trouve aujourd'hui cette ville de 80 000 habitants d'une activité fiévreuse, que des pâtu-

rages sans limite et de si peu de valeur qu'une ferme de 2000 hectares changeait de mains pour un attelage de 16 bœufs, soit pour moins de 4000 francs, alors que des terrains viennent de s'y vendre 500 francs le mètre carré. C'est l'attrait de l'or qui a créé tout cela, et si on l'oubliait un instant, on n'aurait qu'à jeter un coup d'œil dans l'une des rues perpendiculaires, à l'extrémité de laquelle un entassement de *tailings* (résidus de broyage), aussi haut que les maisons avoisinantes, rappellerait que c'est aux mines d'or que Johannesburg doit sa naissance.

Elle s'élève immédiatement au nord de l'affleurement des lits de conglomérat aurifères : les mines de *Worcester*, de *Ferreira*, *Wemmer*, *Salisbury*, *Jubilee*, *City and Suburban* touchent la ville et limitent absolument son développement vers le sud. Des autres côtés elle s'étend indéfiniment en faubourgs : à l'est et au nord-est sont Jeppes-Town et Doornfontein, sur les collines : là se trouvent les habitations particulières des gens riches et aisés qui, conformément à l'habitude anglo-saxonne, se logent en dehors de la ville proprement dite. Elles sont le plus souvent construites dans le style des pays chauds, avec des vérandas et des balcons couverts, parfois meublées avec le plus grand luxe, et entourées de jardins. Malheureusement il n'est pas aussi facile de faire grandir un arbre que de construire une ville : l'unique ombrage dont on jouisse est celui que donne parcimonieusement le maigre et triste feuillage de l'eucalyptus, l'arbre par excellence des pays neufs, le seul qui puisse croître aussi vite qu'une telle cité; aussi est-ce lui qui fait l'ornement des parcs, encore quelque peu dans l'enfance, et plusieurs compagnies minières en ont fait de grandes plantations. Les quartiers de l'ouest et du nord-ouest ont encore le caractère du Johannesburg primitif avec leurs petites maisons de tôle; là sont confinés, par mesure administrative, les gens de couleur, Hindous et noirs, qu'on ne doit plus voir dans les autres parties de la ville après la tombée de la nuit.

Ce qu'il y a de plus extraordinaire dans cette ville, c'est qu'elle est née et s'est développée jusqu'à la fin de 1892 sans avoir aucun moyen de communication moderne. Il a fallu tout transporter dans des chars à bœufs, de Natal ou de Kimberley, où s'arrêtait alors le chemin de fer du Cap, à une distance de 500 kilomètres. Le matériel même du chemin de fer qui longe le Witwatersrand, de part et d'autre de Johannesburg, et amène aux mines d'or le charbon de Bocksburg, a dû être apporté ainsi. En 1892 fut ouverte la voie ferrée du Cap à Johannesburg par Bloemfontein et, depuis 1895, la ville, pourvue de voies aussi nombreuses que faciles, communique par chemin de fer avec cinq ports : Cape-Town, Port-Élisabeth, East-London, Durban ou Port-Natal, et Delagoa-Bay. Le séjour en est sain et le serait encore davantage si l'eau y était bonne et en quantité suffisante. Malheureusement il est difficile d'avoir de bonne eau en abondance sur les hauts plateaux du Transvaal, où la sécheresse est absolue pendant six mois, quelquefois pendant huit à neuf : en 1889, Johannesburg fut désertée par la plus grande partie de sa population à la suite d'une de ces saisons exceptionnelles dont l'influence, combinée avec le manque de moyens de transport, avait amené les vivres à des prix de famine; et peut-être en aurait-il été de même en 1895 s'il n'y avait eu des chemins de fer. Le climat est d'ailleurs peu agréable, balancé entre les influences contraires de l'altitude qui atteint 1750 mètres, et de la latitude qui est de 26 degrés. Pendant la saison sèche les variations de température atteignent 25° à 30° dans une même journée, surtout en juillet et août où les gelées nocturnes ne sont pas rares; le vent soulève la poussière en de tels tourbillons que d'un côté d'une rue on ne peut apercevoir l'autre. Pendant la saison humide, de novembre à mars, au contraire, des averses assez fréquentes, souvent prolongées et toujours torrentielles, changent les rues à peine pavées en lacs de boue.

Ce ne sont pas ces inconvénients secondaires qui

peuvent arrêter la foule des immigrants, attirée par l'appât de l'or. Il est difficile d'évaluer la population de Johannesburg : aucun renseignement statistique précis n'existe, et elle varie constamment. La réponse qu'on prête à un citoyen de Chicago interrogé sur le chiffre de la population de sa ville : « Je n'en sais rien : il y a huit jours que j'en suis parti », ne serait pas déplacée dans la bouche d'un habitant de Johannesburg. D'après des évaluations de décembre 1895, la population du Witwatersrand entier, de *Randfontein* à *Modderfontein*, serait de 160 000 personnes de toute race : mais un grand nombre sont disséminées sur les diverses mines; sans doute l'étroite ligne de constructions est à peine interrompue tout le long de l'affleurement du filon, surtout dans la partie centrale où les mines sont petites et rapprochées; toutefois on ne peut comprendre dans l'agglomération de Johannesburg, outre la ville proprement dite, que les faubourgs s'étendant de la mine *Robinson* à l'ouest, jusqu'à *Wolhuter* ou tout au plus à *Metropolitan* à l'est; elle doit compter ainsi 80 000 habitants environ, dont un tiers, probablement, de nègres, en y comprenant ceux qui travaillent dans les mines au sud de la ville et vivent dans les *compounds* construits par les compagnies, et quelques centaines d'Hindous, petits commerçants et garçons d'hôtel. La population blanche serait donc de 50 000 à 55 000 âmes pour Johannesburg même, et de 70 000 à 80 000 pour tout le Witwatersrand, le grand district aurifère. La population blanche totale du Transvaal, dont l'étendue atteint la moitié de la France, doit être (1895) de près de 200 000 habitants, tandis qu'il s'y trouve 650 000 à 700 000 nègres [1].

1. Depuis 1895, la population de Johannesburg a augmenté beaucoup moins rapidement que dans les premières années de sa fondation; un camp minier nécessite toujours plus de travailleurs, surtout de travailleurs d'ordre supérieur, dans les débuts, lorsqu'il s'agit d'organiser l'exploitation et de faire les installations permanentes, que lorsque l'extraction suit plus tard sa marche normale; aussi malgré la mise en exploitation de

Mais la distinction de couleur n'est pas la seule qui s'impose; les blancs sont divisés en deux catégories nettement tranchées : les *Boers*, descendants des colons hollandais et des huguenots français, premiers immigrants arrivés de la colonie du Cap il y a cinquante ans, et les *Uitlanders*, les étrangers accourus presque tous depuis la découverte de l'or, en 1884, dans le district de Kaap, et surtout en 1885 dans le Witwatersrand. Ces nouveaux venus forment près des deux tiers des blancs vivant sur le territoire de la République. C'est la population la plus mêlée qu'il soit possible d'imaginer : toutes les nations d'Europe y sont représentées; mais les sujets anglais en forment la majorité. Encore importe-t-il de distinguer ici entre les immigrants venus des Iles Britanniques, ceux qui sont originaires des colonies anglaises de l'Afrique du Sud (le Cap ou Natal) et les Australiens : la seconde catégorie est évidemment la plus nombreuse. En 1890, année où fut fait un recensement, assez peu exact, il est vrai, elle comprenait 29 280 personnes; mais elles n'étaient pas toutes de race anglaise, car le mouvement d'émigration des Boers vers le nord n'ayant commencé qu'en 1835 et s'étant poursuivi pendant plusieurs années, presque tous ceux d'entre eux qui avaient dépassé cinquante ans se trouvaient être nés dans la colonie du Cap. Les sujets britanniques non originaires de l'Afrique australe étaient, à la même époque, au nombre de 8980, tandis qu'il n'y avait que 5354 étrangers appartenant à d'autres nationalités européennes ou américaines; mais tous ces chiffres et surtout les derniers se sont énormément accrus depuis.

Parmi les immigrants de la colonie du Cap se trouve

beaucoup de mines nouvelles en 1897 et 1898, le nombre des blancs ne s'est-il accru qu'assez faiblement sur le Witwatersrand; il ne paraît pas qu'il dût atteindre 100 000 âmes lorsque la guerre vint vider presque entièrement Johannesburg et les environs; quant aux noirs qui fournissaient les ouvriers communs, simples mineurs, manœuvres et autres, ils étaient sensiblement plus nombreux.

un élément particulièrement peu recommandable; ce sont les anciens I. D. B (*illicit diamond buyers*), acheteurs de diamants volés, qui pullulaient autrefois aux mines de diamants de Kimberley [1], et qui, voyant leur commerce ruiné par la concentration des mines entre les mains de la seule compagnie *De Beers* et les lois dont elle a obtenu le vote, s'en sont venus à Johannesburg; plusieurs de ces équivoques personnages y ont amassé de grandes fortunes. Beaucoup de personnes plus honorables, de toutes professions, ont du reste aussi quitté Kimberley pour Johannesburg; les chefs des grandes maisons financières qui ont mis en œuvre les richesses du Witwatersrand avaient, pour la plupart, fait leur apprentissage aux mines de diamants. Le nombre des Australiens a aussi énormément augmenté en 1894 et 1895 à la suite de la crise intense qui sévit, à Melbourne surtout, depuis 1893; ils partagent, avec les émigrants venus des mines d'étain de la Cornouailles, les fonctions de chefs d'équipe, chargés de diriger le travail des noirs dans les mines.

Parmi les étrangers, les immigrants originaires de l'État libre d'Orange, au nombre de 11 527 en 1890, et qui n'ont pas sans doute beaucoup augmenté depuis, forment une catégorie spéciale, généralement de même origine que les Boers du Transvaal et agriculteurs; ils sympathisent plutôt avec eux qu'avec les autres Uitlanders. Il en est de même des Hollandais, dont beaucoup remplissent des fonctions publiques pour lesquelles il serait souvent difficile de trouver les Boers instruits en nombre suffisant; ils étaient 1420 en 1890 et il devait y en avoir 2000 à 3000 avant la guerre.

Les autres nationalités les plus largement représentées sont les Américains, les Allemands et les Israélites russes. Les premiers ont presque monopolisé les emplois

1. A un certain moment, ce commerce s'était tellement répandu qu'on estimait que la moitié des diamants extraits des mines échappait à leur propriétaire légitime.

techniques : presque tous les *managers*, les directeurs de mines et les ingénieurs viennent des États-Unis. Un grand nombre de simples mineurs ont quitté aussi, depuis 1893, le Nevada et le Colorado où beaucoup de mines d'argent ont dû cesser leur extraction à la suite de la grande baisse du métal blanc, et sont venus chercher fortune au Transvaal ; il est impossible d'évaluer avec quelque exactitude le nombre des Américains, mais il paraît certain qu'il n'a jamais atteint 10 000. Les Allemands prétendaient être 20 000, ce qui semble exagéré ; ils sont très rarement occupés dans les mines, et font principalement le commerce : beaucoup d'entre eux tiennent des *stores*, des magasins qu'on voit, de loin en loin, isolés en pleine campagne près du croisement des chemins mal définis du Transvaal, et où l'on trouve tout ce qu'il est possible de vendre. Ils sont ainsi plus directement en contact avec les Boers que la plupart des autres étrangers. Les Juifs russes affluent aussi vers Johannesburg. Le jour même où je débarquai à Cape-Town un paquebot venant d'Angleterre en avait amené 250. Ils arrivent le plus souvent très pauvres, sans presque savoir un mot d'anglais ; mais nul endroit au monde ne se prête mieux à l'exercice du talent inné de leur race pour les affaires ; ils commencent par faire toutes sortes de petits métiers, sont même parfois cochers de fiacre, emploi généralement abandonné aux gens de couleur, mais s'élèvent rapidement plus haut.

Les autres peuples, à l'exception des Italiens assez nombreux, ne sont représentés chacun que par quelques centaines d'individus : Français, Suisses, Belges, Danois, Suédois, Norvégiens et autres exercent des professions très diverses et se trouvent dans toutes les classes de la société.

Le caractère essentiel de toute cette immigration est d'être urbaine et temporaire. Les étrangers habitent presque tous dans les centres miniers ou parcourent les régions aurifères encore mal connues de l'est et du nord du Transvaal à la recherche de nouveaux filons ;

il n'y en a pas un sur mille qui se livre à la culture proprement dite, à peine quelques maraîchers aux environs de Johannesburg. Le gouvernement ne vend pas de terres, il est vrai; mais il existe de grandes compagnies foncières qui se déferaient volontiers des terres qu'elles possèdent à des prix abordables; cela ne tente pas ces immigrants qui sont venus ici pour faire fortune rapidement et ont l'intention arrêtée de s'en retourner dans leur patrie sitôt qu'ils seront riches. Des blancs employés dans les mines, presque aucun n'a de famille, ou du moins ceux qui en ont une l'ont laissée au pays natal; il en est de même des ouvriers d'art des villes. Les hommes d'affaires, les financiers qui forment la classe supérieure, se font sans doute construire des maisons à Johannesburg et y amènent leur famille; mais, dès que leurs enfants ont grandi, il les font le plus souvent élever en Angleterre et eux-mêmes s'y rendent fréquemment; ils savent que, lorsqu'ils le voudront, ils pourront aisément se défaire de leur installation au Transvaal et le quitter pour toujours. Ce n'est guère que parmi les petits et moyens commerçants qu'on trouve des hommes établis au Witwatersrand avec toute leur famille et comptant y demeurer.

Pourquoi, d'ailleurs, les rois des mines d'or, ou ceux mêmes qui n'ont conquis au Transvaal que l'aisance, y resteraient-ils? Johannesburg ne se prête guère à un grand étalage de luxe; les distractions y sont rares; le séjour n'en a rien qui puisse satisfaire la vanité d'un parvenu. D'autre part, ceux qui n'ont amassé qu'une fortune plus modeste peuvent en jouir bien moins là que partout ailleurs, à cause de la cherté de tout ce qui sort du cadre des objets de première nécessité [1]. Il est impossible d'avoir des serviteurs

1. Il ne faut pas s'exagérer toutefois le prix de la vie à Johannesburg. La viande de bœuf ou de mouton, médiocre, il est vrai, et de même les effets d'habillement communs ne sont pas très chers; mais toutes les denrées et tous les objets de luxe, de même que les légumes frais, certains fruits et les

blancs et de retenir longtemps les noirs, à qui l'on peut rarement se fier. Le climat, sans être malsain, est assez fatigant. On s'explique donc que ceux qui ont réussi à gagner quelque argent au Transvaal aient bientôt le désir d'en sortir.

Il devrait être facile d'y faire, sinon une grande fortune, du moins d'importantes économies. L'ouvrier blanc qui sait un métier, charpentier, maçon, chef mineur, gagne de 20 à 30 francs par jour; son logement et sa nourriture ne lui en coûtent que 5 à 6; les compagnies minières ont des installations fort confortables pour leurs employés. Malheureusement, trop peu savent résister aux tentations de la boisson et du jeu. Sous ce climat chaud, les Anglais se laissent entraîner encore plus facilement qu'en Europe à abuser des boissons alcooliques : rencontre-t-on dans la rue à Johannesburg un homme qu'on a vu à peine une ou deux fois : « Voulez-vous boire quelque chose? » propose-t-il, et il faut le suivre dans un *bar* qui n'est jamais loin, prendre à ses frais du whiskey ou du gin arrosé d'eau de seltz, et lui rendre aussitôt la politesse, sous peine de passer pour un homme qui ne sait point vivre. Si, au lieu d'être deux, on est cinq, chacun devra payer successivement à boire aux quatre autres; l'argent et la santé passent vite à ce régime. Quant au jeu, il y en a de deux sortes : le jeu à la bourse, qui est un mal chronique; le jeu aux courses, qui est une fièvre revenant pendant trois ou quatre jours chaque trimestre. Les matins de courses, la Bourse est désertée; on ne s'occupe plus des cours des mines, mais de la cote des chevaux; on organise des poules gigantesques; pour les deux plus grandes,

œufs, se payent à des taux exorbitants. Dans les meilleurs hôtels de Johannesburg, en 1895, on payait 16 à 20 francs par jour, nourriture comprise, et 75 à 80 francs par semaine si l'on restait plus de quelques jours, ce qui est beaucoup moins qu'en Amérique et ne dépasse pas les prix de l'Australie. Le service y est, il est vrai, encore beaucoup plus mal fait. Ces frais se seraient plutôt abaissés par la suite, à confortable égal.

montées en vue du *Summer Handicap*, que je vis courir pendant mon séjour à Johannesburg, il avait été pris 64 800 billets d'une livre sterling; le total s'élevait donc à 1 620 000 francs. Les organisateurs prélevaient une commission de 10 pour 100; tout en tenant compte des frais, le métier de *bookmaker* est, avec ceux d'hôtelier et de cabaretier, l'un des plus lucratifs qui soient à Johannesburg. Malgré ces deux vices, le jeu et l'abus de la boisson, la population est remarquablement respectueuse de la loi, et dans cette étrange société de gens de toute nation, au passé souvent très agité, il est juste de reconnaître que les crimes sont fort rares.

CHAPITRE IV

Le Transvaal. — Les Boers.

Malgré ses apparences de grande ville, Johannesburg n'est qu'un camp minier temporaire. — La vraie population du Transvaal : les Boers, leur caractère et leur genre de vie; leur horreur des villes. — Leur capitale, Pretoria. — Leur gouvernement; le président Krüger.

Si, quittant Johannesburg, vous vous élevez sur les hauteurs qui dominent la ville au nord, où s'étagent encore quelques maisons du faubourg *fashionable* de Doornfontein, et que vous vous retourniez pour jeter un regard sur le panorama qui s'étend vers le sud, toute la longue ligne des mines avec leurs installations de machines, leurs cheminées, leurs petits bâtiments d'habitation, leurs blancs entassements de résidus, n'apparaît plus que comme un mince ruban se déroulant au pied des collines, comme un accident insignifiant dans le paysage immense, mollement ondulé, où quelques rangées de faibles coteaux s'estompent seulement à l'horizon.

Si, marchant encore quelques pas, vous dépassez la crête, vous voici sur un plateau sans arbres, sans cultures, sans rien qui décèle que vous venez à peine de sortir d'un centre industriel d'une extraordinaire activité, vers lequel le monde a les yeux tournés. Johannes-

burg n'a de banlieue qu'à l'est et à l'ouest, où les maisons et les installations minières se continuent presque sans interruption pendant 25 ou 30 kilomètres de part et d'autre. Au nord et au sud, dès qu'on a dépassé de quelques centaines de mètres l'affleurement du Main Reef, on se retrouve sans transition dans l'absolue solitude; malgré les apparences, cette grande ville aux solides maisons de pierre n'est qu'un camp minier, construit pour durer quarante ou cinquante ans, parce qu'on estime que les gisements aurifères ne seront pas épuisés plus tôt; mais si, par hasard, ils venaient à manquer demain, la ville se viderait subitement. Ses babitants ne tiennent pas au sol; ils sont campés là pour atteindre un but bien défini : faire fortune le plus tôt possible. Quand ils auront extrait tout l'or que contient le sol, ils se retireront, comme des moissonneurs après la récolte faite. Les vrais habitants de la contrée, ceux qui en ont fait leur patrie, qui s'y sont établis avec leurs femmes et leurs enfants, les *paysans*, dans le sens le plus large et étymologique du mot, ce sont les Boers; leur nom n'est que la traduction hollandaise de ce mot français : paysan.

En face du *colluvies gentium* qui s'est donné rendez-vous à Johannesburg, les Boers forment la population la plus homogène qui soit, bien qu'ils descendent surtout de deux éléments très divers : les anciens colons hollandais et les huguenots français réfugiés au Cap après la révocation de l'Édit de Nantes. Mais les deux nationalités se sont promptement amalgamées, ou plutôt la seconde a été absorbée par la première, et les descendants des protestants de l'ouest et du midi de la France ont aujourd'hui la même langue, le même genre de vie que ceux des Hollandais; ils ont même, le plus souvent, perdu tout souvenir de leur pays d'origine; seuls les nombreux noms patronymiques français révèlent que notre sang coule dans les veines de beaucoup d'entre eux; assez souvent on rencontre des hommes aux yeux et aux cheveux foncés, aux traits accentués,

dont la descendance latine ne peut faire aucun doute. Ce n'est pas là, toutefois, le type habituel du Boer, qui, sous l'influence d'un climat et d'un genre de vie tout différents, s'est aussi nettement distingué de celui du Hollandais : grand, maigre, les cheveux châtains, portant toute sa barbe blonde, qui encadre un visage impassible au front haut, aux yeux clairs, au nez mince et un peu long, le Boer est facile à reconnaître dès qu'on l'a vu une fois, qu'il marche lourdement à pied ou qu'il s'en aille aux allures détraquées de son petit cheval bai, décharné, à la croupe avalée, aux jambes défectueuses, semblant toujours prêt à tomber, mais adroit, accoutumé à marcher de nuit comme de jour, sans autre nourriture et sans autre litière que l'herbe du *veld*.

Le *veld*, c'est la campagne du Transvaal, aux longues ondulations herbeuses, vertes en été, brunies et desséchées pendant la saison sèche d'hiver, désolées surtout lorsque, au printemps, on a brûlé les herbes. Elle est aussi dépourvue d'arbres et de tout point saillant que la prairie américaine, et ceux-là seuls qui l'ont habitée longtemps sont sûrs de ne pas s'y perdre. Les Boers qui l'ont trouvée presque inoccupée s'y sont taillé de grandes fermes de 2500 hectares; naguère encore, tout bourgeois de la République avait droit, à sa majorité, à une ferme prise sur les terres domaniales; il la délimitait suivant un périmètre rectangulaire en en faisant le tour au trot de son cheval dans un temps fixé. Il pouvait alors se bâtir, au milieu de ses terres, une maison d'où il ne vît pas fumer la cheminée d'un voisin et vivre isolé, c'est-à-dire heureux. Les médiocres corps de ferme des Boers, qui n'ont rien conservé de la propreté hollandaise, sont entourés de quelques saules pleureurs ou parfois d'eucalyptus, puis de quelques arpents de terre où l'on cultive assez de grain et de pommes de terre pour nourrir la famille, rarement davantage. Des troupeaux de bœufs paissent sur tout le reste de la propriété. L'hospitalité des Boers, qu'ils accordent

d'ailleurs volontiers, est aussi peu luxueuse que grave : du mauvais lard et du café détestable, voilà tout ce qu'on peut trouver chez eux.

Ils ont souvent deux ou trois fermes : l'une sur le haut plateau, l'autre sur les terres mieux arrosées du sud-est ou sur les croupes qui descendent vers le nord, dans le *Bushveld*, couvert de mimosas et de bouquets d'arbres, où les animaux n'ont pas à craindre le froid des nuits de juillet et d'août; c'est là que, pendant l'hiver, lorsque l'herbe des hautes régions est desséchée, les Boers conduisent leur bétail. Ils *trekkent* eux-mêmes à sa suite, c'est-à-dire qu'ils accompagnent les troupeaux dans leurs grands chariots de 4 à 5 mètres de long, bas sur roues, non suspendus, traînés par seize bœufs à grandes cornes. C'est ainsi que, mécontents de leurs nouveaux maîtres anglais, ils ont quitté la colonie du Cap, traversé les déserts du Karrou, franchi le fleuve Orange, et se sont établis les uns en deçà, les autres au delà de son affluent, le Vaal. Les gravures populaires montrent les femmes mêmes défendant les chariots à coups de fusil contre les Zoulous et les Matabelés qu'il fallut combattre. Ce grand *trek* de plusieurs milliers d'hommes évoque le souvenir des migrations germaniques du temps des Cimbres et des Teutons, ou des envahisseurs de l'empire romain.

Redevenu pasteur et à demi nomade, ce peuple a l'horreur des villes : sa capitale, Pretoria, bien que doublée, elle aussi, depuis la découverte de l'or, ne compte qu'une dizaine de mille habitants, également partagés probablement en Boers, étrangers et gens de couleur, nègres ou Hindous. Au milieu se dresse l'église, de style vaguement gothique, surmontée d'une flèche haute et nue comme il convient à ces calvinistes rigides. Elle n'est plus aujourd'hui le seul grand édifice de la ville; en face d'elle le palais du gouvernement, grand bâtiment de pierre, a remplacé l'ancienne maison à toit de chaume où siégeait jadis le Parlement, en même temps que les excédents de recettes succédaient aux

déficits budgétaires, chroniques avant la découverte des mines. Les banques, diverses compagnies financières ont entouré la place de l'Église de hautes maisons. Il n'y a pourtant qu'une véritable rue à Pretoria, *Kerk Straat*, la rue de l'Église, dont les boutiques, presque toutes anglaises, rivalisent avec celles de Johannesburg; les autres ne sont que des allées au milieu des jardins et des arbres sous lesquels se cachent les maisons. Du haut des collines qui la dominent, la capitale du Transvaal a l'air d'un parc plus que d'une ville, et l'aspect de cette vallée ombragée et bien arrosée contraste singulièrement avec le plateau poussiéreux de Johannesburg.

Le gouvernement des Boers est patriarcal : le président gouverne sans ministres, mais avec un conseil composé du commandant général, du secrétaire d'État élu par le premier Volksraad pour quatre ans et de deux autres membres élus par la même assemblée pour deux ans. Le premier Volksraad, élu de même que le président par le suffrage de tous les bourgeois de la République, partage avec lui tous les pouvoirs. Les étrangers ne peuvent voter pour l'élection de ses membres que douze ans après leur naturalisation. Le second Raad, où les Uitlanders sont représentés, n'est guère qu'une chambre consultative pour les questions minières et commerciales : ses votes doivent être ratifiés par le premier Raad, et elle n'intervient pas dans la fixation du budget. L'administration locale est confiée à des magistrats nommés *veldcornets*, qui ont également des pouvoirs de juge de simple police; les *landdrosts* ou baillis, fonctionnaires d'un rang plus élevé, rendent la justice en première instance.

Le président Paul Krüger, qui n'a cessé d'exercer ses fonctions depuis qu'en 1881 les Anglais ont dû rendre l'indépendance au Transvaal, jouit d'une immense influence personnelle. Bien que de descendance allemande, *Oom Paul*, « l'oncle Paul » — comme l'appellent les vieux fermiers, d'un terme de respectueuse fami-

liarité — est un représentant typique des Boers au point de vue moral. Tandis que son grand adversaire, M. Cecil Rhodes, est à la fois homme d'État et homme de finance, le président Krüger est homme d'État et homme d'Église; il appartient à la secte ultra-puritaine des *Doppers* et prêchait lui-même à l'occasion dans leur église de Pretoria. Ne buvant jamais que du café ou du lait, menant la vie la plus simple dans sa petite maison de Pretoria, qu'un factionnaire solitaire, se promenant devant la grille d'un jardin minuscule, distinguait seule des habitations voisines, ce patriarche, animé d'une foi inébranlable qui, lorsque le malheur l'eut chassé de son pays, faisait répondre un dimanche aux journalistes en quête d'interviews : « le Président prie », est bien le chef qui convenait à ce peuple d'un calvinisme rigide, dont les lois défendent de *trekker*, de chasser, de donner même des fêtes privées le dimanche. Il avait transporté à la présidence les habitudes de la vie rustique : à cinq heures il était debout; il donnait ses audiences à sept heures du matin. Il n'a reçu que l'éducation la plus sommaire, et l'on a voulu croire longtemps qu'il n'était qu'un paysan madré. Dans les redoutables crises qu'a traversées son pays depuis quelques années, il a montré qu'il était beaucoup plus que cela : un véritable homme d'État; il est devenu enfin le héros de la plus noble des causes. On a fait à sa politique des reproches d'étroitesse, d'intolérance que nous examinerons plus loin. Qu'il nous suffise de demander ici à ses détracteurs s'ils sont bien certains que des concessions, si grandes fussent-elles, eussent apaisé des adversaires qui voulaient simplement devenir des maîtres? Plutôt que d'abdiquer lâchement devant eux, ce qui aurait amené non seulement la perte de l'indépendance du Transvaal, mais la déchéance définitive de la nationalité boer dans toute l'Afrique australe, le président Krüger a préféré résister et, comptant sur l'indomptable énergie de son peuple, s'armer pour une lutte, dont l'issue a été un moment douteuse, et qui

aura eu en tout cas pour effet de dresser en face des Anglais, séparés d'eux par un fossé désormais infranchissable, tous les Hollandais unis de l'Afrique du Sud, désormais bien décidés à défendre leur nationalité et assurés, par leur nombre, du triomphe final.

CHAPITRE V

L'industrie aurifère au Transvaal.

Les gisements du Witwatersrand. — Leur nature exceptionnelle : leur formation; nombre, épaisseur et richesse des diverses couches exploitables. — L'inclinaison des couches et leur plongement vers le sud : les *deep levels*. — L'organisation de l'industrie. — L'extraction et les procédés de traitement du minerai. — Quantité d'or obtenue et frais d'exploitation. — La main-d'œuvre blanche et noire, difficulté d'amener les noirs à travailler; remèdes proposés pour obvier au manque de bonne volonté des indigènes. — Le prix de revient; ses éléments; sa réduction désirable; moyens proposé pour y arriver. — Production du Witwatersrand depuis l'origine; ses progrès constants, interrompus seulement par les crises politiques. — Perspectives de l'industrie aurifère; évaluation de la quantité d'or exploitable.

Si les édifices de Johannesburg ont un caractère de permanence qui les distingue tout à fait des constructions provisoires de la plupart des camps miniers, c'est que ses habitants ont foi dans la puissance et la continuité des gisements aurifères qui s'allongent à l'est et à l'ouest de la ville. Sa vie sera égale à celle des mines : l'on espère que pendant trois ou quatre dizaines d'années, peut-être davantage, on extraira encore de l'or du Witwatersrand.

Les couches de conglomérats, qui forment le minerai du Rand, sont une formation géologique unique au monde. On trouve, sans doute, des conglomérats dans

bien des endroits, mais on n'en a jusqu'à présent rencontré d'aurifères que dans le district du Witwatersrand et dans les districts voisins de Heidelberg et de Klerksdorp. Si, partant de Johannesburg, on s'avance vers le sud, on rencontre plusieurs séries de couches : la série du *Main Reef* dès la sortie de la ville, puis celles du *Bird Reef* du *Kimberley Reef*, de l'*Elsburg Reef* et du *Black Reef*; les affleurements de ces quatre dernières séries sont respectivement à 900, 1800, 4500, 9000 mètres environ de l'affleurement du *Main Reef*, et lui sont grossièrement parallèles. Les trois séries intermédiaires : *Bird*, *Kimberley* et *Elsburg Reef*, contiennent trop peu d'or pour que l'exploitation soit rémunératrice. Le *Black Reef*, qui a été déposé plus récemment que les autres lits, dont il est séparé par un épanchement de roches volcaniques, est exploité, en certains endroits, notamment à *Orion*. La série du *Main Reef* est celle qui fait la richesse du Witwatersrand. Elle a été reconnue et est travaillée sur une longueur ininterrompue de 42 kilomètres, depuis la mine *Banket*, au delà de Roodeport à l'ouest, jusqu'à celle de *Blue Sky*, près de Boksburg à l'est. Elle se compose de plusieurs lits de conglomérats, dont le nombre, l'épaisseur et la distance entre eux varient. Leur inclinaison près de la surface n'est pas non plus constante, allant de 80 à 25 degrés, mais elle s'adoucit rapidement en s'uniformisant et, vers 300 ou 400 mètres de profondeur, est presque partout comprise entre 15 et 35 degrés; les lits de conglomérat se dirigent ainsi vers le sud dans l'intérieur du sol, et l'on a fait l'hypothèse, assez généralement adoptée aujourd'hui, que la formation analogue qui affleure et est exploitée à *Nigel*, près d'Heidelberg, où l'inclinaison des couches est dirigée vers le nord, n'est que la continuation de celle du Witwatersrand. Cette dernière se perd un peu au delà de Boksburg, mais à 7 kilomètres environ au nord-est de ce point on retrouve les lits de conglomérat aurifère (à Kleinfontein, Chimes, Modderfontein). Ces lits sont coupés par quelques grandes failles et sont certaine-

ment la suite de ceux du Witwatersrand rejetés vers le nord par une dislocation géologique. C'est à 30 kilomètres plus au sud-est que se trouvent les formations plus tourmentées de Nigel.

A l'ouest du Witwatersrand on retrouve également, à 4 kilomètres et exactement au nord de l'endroit où ils s'arrêtent après la mine *Banket*, des conglomérats aurifères qui se dirigent d'abord de l'est à l'ouest de *French Rand* à *George and May*, puis se recourbent au sud dans la grande propriété de *Randfontein*. On les considère généralement aussi comme n'étant qu'un rejet de ceux du Witwatersrand; de même que le filon exploité au sud de *Randfontein* dans *New-Midas* et les Compagnies voisines est tenu pour être la suite du *Black Reef*. Les gisements aurifères du district de Klerksdorp, à 100 kilomètres plus loin vers le sud-ouest, ont aussi quelque analogie avec ceux du Witwatersrand, et certaines personnes voudraient y voir encore la suite du *Black Reef*; cela est toutefois fort hypothétique et les différences entre les deux formations paraissent très sérieuses.

Les conglomérats du Rand sont formés d'un ciment silico-ferrugineux entourant des noyaux de quartz de grosseur très variable. L'or se trouve presque exclusivement dans le ciment, surtout à la surface des noyaux, très rarement dans ceux-ci et, en ce cas, dans leurs fissures. Il est à un état d'extrême division, et l'on peut dire qu'il n'est jamais visible à l'œil nu.

Les lits de conglomérats, d'abord déposés horizontalement, ont été ensuite relevés et amenés à la position où ils sont aujourd'hui par des phénomènes volcaniques : on a fait trois hypothèses pour expliquer la présence de l'or dans ces dépôts sédimentaires : 1° il est d'origine alluviale; il provient de l'érosion de formations quartzeuses aurifères, dont proviennent également les noyaux et a été déposé en même temps qu'eux; 2° il est bien vrai que l'or a été déposé en même temps que les conglomérats; mais il y a été introduit par des sources contenant des solutions ferrugineuses, chargées

en petite quantité de sels d'or qui se sont décomposés au contact de matières organiques; l'absence de toute trace de ces dernières dans les dépôts rend cette deuxième hypothèse peu vraisemblable; 3° le métal a été amené lors d'éruptions volcaniques postérieures au dépôt des conglomérats, par des injections de solutions minérales ou de vapeurs, desquelles il a été précipité.

La série du *Main Reef* est formée de plusieurs lits de conglomérats d'épaisseur très variable. Dans les mines situées au sud de Johannesburg et les mines voisines, trois lits sont exploités : en prenant pour exemple la mine *Robinson*, le premier corps de minerai qu'on rencontre est le *South Reef*, formation très riche, mais n'ayant que 1 pied (0 m. 30 c. 1/2) à 18 pouces (0 m. 46) d'épaisseur. Aux essais, le *South Reef* donne 2 à 3 onces, parfois jusqu'à 5 onces d'or par tonne; le *Main Reef leader*, qui vient ensuite, a encore aux essais une valeur de près de 2 onces à la tonne, et un demi-pied à un pied d'épaisseur; le *Main Reef*, enfin, est immédiatement au-dessous du *Main Reef leader* ou séparé de lui par 3 ou 4 pieds de grès, tout au plus; il atteint 4 à 6 pieds d'épaisseur, mais sa teneur en or est à peine d'une demi-once par tonne et tombe souvent au-dessous. Jadis, on se bornait, dans cette région, à exploiter les filons minces et riches du *Main Reef leader* et du *South Reef*. Aujourd'hui on a pu, grâce au perfectionnement des procédés de traitement, s'attaquer aussi au *Main Reef* et en extraire la partie supérieure, généralement un peu plus riche que l'ensemble, sur une épaisseur de 3 pieds (à la *Robinson*). Plus à l'ouest le *South Reef* s'épaissit mais sa teneur diminue, et le *Main Reef Leader* disparaît; c'est ainsi que dans la mine de Langlaagte Estate on a deux gros filons de 6 à 10 pieds, relativement pauvres (une demi-once à la tonne). Dans l'est du Witwatersrand on trouve en général 3 filons parallèles, dont on exploite principalement tantôt l'un, tantôt l'autre, tantôt deux ou même les trois également. Nous

ne décrirons pas en détail ces diverses dispositions, nous bornant à remarquer que les filons les plus minces sont généralement les plus riches. La régularité de l'ensemble de la formation aurifère du Rand est remarquable malgré les différences de détail.

Avec cette régularité, le trait le plus intéressant des gisements, c'est l'affaiblissement de l'inclinaison des couches aurifères en profondeur; il a pour résultat de faire sortir, à une profondeur d'ailleurs variable, le filon des claims (lots de terrain minier) dans lesquels il affleure et du territoire de la Compagnie qui détient ces claims : les mines d'affleurement possédant rarement plus de trois ou quatre rangées de claims parallèles à l'affleurement, il s'ensuit que les terrains situés au delà de leurs limites, du côté de l'inclinaison du filon, c'est-à-dire vers le sud, ont encore une très grande valeur. Plusieurs des Compagnies *deep levels* (à niveau profond) qui les possèdent sont en pleine exploitation depuis 1898 et il est désormais prouvé que les divers lits de minerai se retrouvent généralement en profondeur avec la même régularité que près de la surface. Quant à leur teneur en or, il semble qu'il y ait beaucoup moins de variation en profondeur que dans le sens de l'affleurement, que le minerai des *deep levels* qui se trouvent en arrière d'une mine se rapproche beaucoup plus du sien que celui des mines voisines à l'est et à l'ouest. Jusqu'où continuera cette régularité du filon qui semble démontrée aujourd'hui jusqu'à 4000 pieds de l'affleurement et à 2400 pieds de profondeur? on n'en sait rien encore; mais des mines extrêmes *deep levels* ont été lancées peu de temps avant la guerre et les sondages effectués à plus d'un mille de l'affleurement donnaient des indications favorables.

En dehors de la teneur en or, il faut toutefois considérer que la quantité de minerai contenue dans un claim est moindre pour une mine *deep level* où l'inclinaison moyenne est de 30 degrés que pour une mine d'affleurement où elle atteint 50, 60 degrés et parfois

davantage. La profondeur plus grande du puits nécessite quelques dépenses supplémentaires; mais c'est relativement peu de chose, et, pour le changement de direction que subit le puits lorsqu'il rencontre le filon, devenant incliné de vertical qu'il était auparavant, un dispositif simple permet de le franchir sans inconvénient. Quant à l'augmentation de température qui limite l'exploitation des mines en profondeur, on n'aura pas encore d'assez longtemps à s'en occuper dans le Rand : on n'y a guère dépassé 300 à 400 mètres et il y a en Australie des mines d'or atteignant 1000 mètres et aux États-Unis des mines de cuivre qui descendent à 1500. Il arrivera cependant un moment où la profondeur limitera l'exploitation.

Le Witwatersrand est de tous les champs d'or du monde celui où la perfection des procédés d'extraction et de traitement est poussée au plus haut point. On n'avait encore vu nulle part l'exploitation des mines d'or pratiquée sur une aussi grande échelle, et, depuis quatorze ans seulement qu'elle existe, l'industrie aurifère dans l'Afrique du Sud a fait faire de très grands progrès à la métallurgie. Les deux particularités essentielles des minerais du Rand sont une grande régularité et une faible teneur en métal [1]. Ce dernier caractère rendait indispensable l'organisation de Compagnies étendues, travaillant en grand avec les procédés les plus perfectionnés, afin d'abaisser les frais généraux et le coût du traitement et, en même temps, la continuité des filons donnait confiance aux capitalistes et enlevait à l'industrie des mines d'or ces énormes aléas qu'elle avait toujours présentés jusque-là, pour ne lui laisser guère plus d'incertitudes qu'à d'autres exploitations minières, — et il ne faut pas oublier que celles-ci en ont toujours d'assez grandes. L'extraction de l'or

1. Une seule mine, Ferreira, a régulièrement un rendement moyen de plus d'une once (31 gr.) par tonne; quelques-unes descendent à 8 pennyweights (12 gr. 4); la moyenne générale est de 13 pennyweights (20 gr.) environ.

des minerais du Witwatersrand par de petites Compagnies locales, comme il y en a beaucoup en Amérique et en Australie, et à plus forte raison par des *prospecteurs* individuels, aurait été impossible. Aussi, les concessions de chaque mine occupent-elles une surface considérable. La plupart des mines d'affleurement ont de 50 à 200 *claims*, soit 30 à 120 hectares; les mines *deep levels*, qui nécessitent une première mise de fonds assez considérable pour le percement d'un puits vertical de plusieurs centaines de mètres jusqu'au filon, ont toutes au moins 100 hectares; *Simmer and Jack* en a plus de 500, *Modderfontein* plus de 1000. Il est vrai que, lorsqu'une Compagnie dispose de plus de 400 à 500 *claims* (240 à 300 hectares), elle organise le plus souvent des filiales pour l'exploitation de ses terrains; mais ce n'est que dans les parties les plus riches du Rand, qu'on trouve des mines peu étendues, dont l'une des plus petites, *Wemmer*, a encore 13 hectares. Comme point de comparaison, on peut citer les mines de l'Australie de l'Ouest où les concessions de 5 ou 10 hectares sont les plus fréquentes, ou encore celles du Colorado et de l'Utah qui s'étendent sur 8 ou 16 hectares le plus souvent, très exceptionnellement sur 30 ou 40.

Grâce aux grands capitaux dont elles disposent, les mines du Rand sont installées avec un véritable luxe. Sous les vastes hangars en tôle ondulée qui se succèdent le long de l'affleurement, se trouvent de superbes salles de machines éclairées à la lumière électrique. La plupart des machines, qui venaient autrefois d'Angleterre, arrivent, aujourd'hui, d'Amérique et, en assez grand nombre, d'Allemagne. Le charbon est extrait des mines de Boksburg et de Springs, à 22 kilomètres seulement à l'est de Johannesburg et, par conséquent, à 55 des mines les plus éloignées de l'ouest, et tout près de l'*East Rand*. La présence de ces houillères, contiguës aux gisements aurifères, a une importance capitale et a énormément facilité le développement du Rand; bien que le charbon soit de qualité inférieure et le prix de

transport (20 centimes par kilomètre) exagérément élevé, il permet encore de réaliser une grande économie sur l'emploi des charbons anglais.

L'intérieur des mines est aussi remarquablement bien tenu. Voici, par exemple, la *Robinson*, l'une des mines modèle du Rand, et l'une de celles que j'ai visitées : on y descend par un puits incliné, suivant la pente moyenne du filon, en sorte qu'à chaque niveau on peut faire partir du puits même les galeries principales sans avoir besoin, pour gagner le lit de minerai, de faire une percée à travers une grande épaisseur de roc stérile. Au milieu du puits sont deux voies ferrées, sur lesquelles roulent les bennes qui amènent le minerai et que font mouvoir des câbles métalliques ; de chaque côté sont des escaliers par où montent et descendent les travailleurs. Les galeries, percées aux divers niveaux, dont dix se succèdent jusqu'à 700 pieds de profondeur, sont si bien éclairées à l'électricité qu'on pourrait presque s'y promener sans emporter de bougies ; le roc est assez solide, comme partout dans le Rand, pour permettre de se passer de boisages, et ce n'est pas un mince avantage en un pays où il faut faire venir le bois de l'Orégon en doublant le cap Horn. On se rend compte admirablement de la formation aurifère : les parties déjà enlevées forment un vaste tunnel plongeant vers le sud, incliné de 40 à 45 degrés. Il y a ici deux de ces tunnels superposés : l'un où l'on extrait le *South Reef*, l'autre où l'on travaille le *Main Reef leader* et maintenant aussi une partie du *Main Reef*. La distance entre les deux tunnels est de 100 pieds, tandis que le *Main Reef leader* et le *Main Reef* qu'on exploite ensemble sont collés l'un sur l'autre ou séparés seulement par une mince couche de grès. Les deux tunnels sont à peu près de même hauteur, 3 ou 4 pieds ; mais, tandis que dans les chantiers où l'on exploite le *Main Reef* presque tout le roc extrait est du minerai utile, il faut dans le tunnel supérieur abattre une forte proportion de roc stérile. La cohésion des roches est si grande que les

piliers sont très rares : de loin en loin seulement on en constitue en empilant des morceaux de roc.

Le minerai descend des chantiers dans la galerie inférieure par des glissières en bois; lorsque le filon est très incliné on peut même le faire rouler sans qu'il soit nécessaire d'installer ces glissières. Quand la pente tombe au-dessous de 40 degrés environ, il devient, au contraire, difficile de faire passer le minerai des chantiers aux galeries. Dans certaines mines, comme je l'ai vu faire à la *Simmer and Jack*, où l'inclinaison n'est que de 12 à 20 degrés, on a posé de place en place des rails allant des galeries aux chantiers et sur lesquels se meuvent des wagonnets; ce système nécessite l'introduction de machines motrices dans la mine et complique l'installation, mais il semble difficile de n'y pas recourir, car la solution qui consiste à placer des nègres de place en place le long des glissières pour pousser le minerai exige trop de main-d'œuvre. C'est une des difficultés secondaires de certains *deep levels*.

Après une sorte de premier triage grossier, fait aux chantiers mêmes par les ouvriers, pour éviter d'y mêler une énorme quantité de roc stérile, le minerai arrivé dans les galeries est chargé dans des wagonnets qu'on pousse sur les rails jusqu'aux puits et monté à la surface dans des bennes, généralement à plusieurs mètres au-dessus du sol; là, il est versé sur une grille inclinée qui laisse passer les blocs d'assez faible dimension pour aller tout de suite aux pilons, tandis que le reste — de beaucoup la plus grande partie — tombe sur la table de triage circulaire, ou formée d'une toile sans fin rectangulaire, qui tourne ou avance lentement devant des ouvriers lesquels rejettent les parties stériles, tandis que les blocs de conglomérat sont entraînés et dirigés dans les concasseurs où ils sont divisés en blocs plus petits et de là sous les pilons. Ceux-ci sont groupés cinq par cinq, s'élevant et retombant avec un bruit infernal une centaine de fois par minute; de l'eau arrive constamment dans les mortiers où le minerai est broyé

et entraîne la boue liquide ainsi formée sur les tables de cuivre amalgamées, dont le mercure retient au moins la moitié de l'or contenu dans le conglomérat. De temps à autre on arrête le groupe de cinq pilons correspondant à chaque table; on racle l'amalgame qui recouvre celle-ci, on n'a plus ensuite qu'à chauffer pour séparer le mercure et obtenir l'or brut. Les pilons des modèles les plus récents pèsent 1050 livres anglaises (475 kilogrammes), ils sont capables d'écraser chacun un poids de minerai variant, suivant sa dureté, de trois tonnes et demie à un peu plus de cinq tonnes par jour.

Au sortir des tables d'amalgamation le minerai, toujours en suspension dans l'eau, et dès lors dénommé *tailings*, retient encore une forte proportion de l'or qui s'y trouvait, à peu près 40 p. 100 en moyenne. Pour l'en dépouiller, on le soumet encore à une ou deux opérations, toujours à la cyanuration, souvent à la concentration. Celle-ci a lieu immédiatement au sortir des tables sur des *vanners*, toiles sans fin animées d'un rapide mouvement de vibration, où les parties les plus lourdes, plus chargées d'or que les autres, se déposent. Ces « concentrés » sont ensuite traités par de l'eau de chlore, et l'or est facilement extrait du chlorure d'or ainsi formé. Les concentrés ne contiennent guère plus d'un dixième de l'or des *tailings*, soit 4 à 5 p. 100 seulement de la teneur totale du minerai. Au sortir des *vanners* — ou des tables d'amalgamation, si l'on ne concentre pas, — les *tailings* sont remontés par d'énormes roues à godets à plusieurs mètres au-dessus du sol, et amenés, par des canalisations de bois, dans les cuves où doit se faire la cyanuration. On laisse arriver dans la cuve l'eau qui entraîne les *tailings* jusqu'à ce qu'elle soit pleine des dépôts boueux qu'ils abandonnent. Ce qui déborde n'entraîne que les parties les plus légères, ou *slimes*, contenant encore 10 p. 100 de l'or qui se trouvait dans le minerai. Une fois la cuve presque pleine de dépôts boueux, on achève de la remplir avec une solution de cyanure de potassium qui filtre à travers et

s'empare de l'or, qu'on peut recueillir au fond sous forme de cyanure d'or; on extrait ainsi un peu plus des deux tiers de ce que contenaient ces boues. Quant aux *slimes*, jusqu'au début de 1896 on n'avait trouvé aucun moyen pratique de les traiter; on est parvenu depuis à le faire avec profit quoique le coût de l'opération absorbe une grande partie de l'or extrait.

Voici, à titre d'exemple, les résultats des diverses phases du traitement pour la mine *Crown Reef* en l'année finissant le 31 mars 1895 :

Or recueilli au moulin (sur les tables d'amalgamation)	57,7 p. 100
Or extrait des concentrés	4,3
Or extrait par cyanure des tailings	19,2
Total de l'or recouvré	81,2 p. 100

Il y avait donc encore 18,8 p. 100 de métal perdu dont 0,5 p. 100 dans le traitement des concentrés, 8,3 p. 100 dans le traitement des *tailings* par le cyanure, 10 p. 100 entraîné avec les *slimes*. Depuis qu'on a trouvé le moyen d'extraire presque tout le métal contenu dans ces dernières, il ne reste plus que 10 p. 100 environ de métal non recouvré.

Les frais étaient, pour la même Compagnie, en y comprenant les dépenses d'entretien et de développement de la mine, de 23 sh. 6 d. par tonne, plus 5 sh. 1 d. pour la cyanuration, en tout 28 sh. 7 d., ou 36 francs, absorbant les deux tiers de l'or extrait. Les prix d'extraction varient d'ailleurs beaucoup suivant, principalement, l'épaisseur du filon. Ainsi la *Langlaagte Estate*, qui travaille un filon de plus de 10 pieds d'épaisseur, ne donnant pas une demi-once par tonne, a moins de 25 francs de frais, tandis que quelques mines dépensent quelque 40 francs par tonne. En général le chiffre tendait, en 1899, à se réduire à une trentaine de francs.

La main-d'œuvre employée par les mines est entièrement nègre en ce qui concerne les travaux grossiers : d'après le rapport de la Chambre des mines pour 1894,

à la fin de cette année 42 000 noirs et 6500 blancs étaient occupés par les mines. Les employés supérieurs : directeurs des mines, ingénieurs, sont généralement Américains; beaucoup d'entre eux, du reste, ont plus de notions pratiques que d'instruction théorique et ont commencé par être simples ouvriers ou chefs-mineurs. Quoiqu'ils s'acquittent, en général, convenablement de leurs fonctions, ils ont parfois une tendance à rester esclaves de la routine. Au-dessous d'eux viennent les mécaniciens, puis les chefs d'équipes, les *shift-bosses*, qui surveillent et dirigent le travail des nègres dans la mine. Ce sont, le plus souvent, des immigrants venus de la Cornouailles où ils travaillaient aux mines d'étain, ou encore des Australiens : leur salaire est d'environ 15 shillings (19 fr.) par jour. Ils sont logés sur le territoire même des mines, dans de longs et étroits bâtiments n'ayant qu'un rez-de-chaussée et divisés en chambres individuelles par des cloisons. Les noirs aussi sont logés dans les *compounds* des diverses Compagnies, bâtiments bas entourant une cour carrée. Ils ont la liberté d'aller et venir et ne se font pas faute d'en user, surtout pour aller acheter du *gin* et du *whiskey* aux cantines interlopes qui pullulent tout le long du *Rand* et où ils passent leur dimanche à se soûler d'alcools abominables, au point que beaucoup sont hors d'état de descendre dans la mine le lundi matin, ce dont les Compagnies se plaignent vivement.

La question du travail des noirs est fort importante pour les mines du Witwatersrand. Malheureusement l'insuffisance de main-d'œuvre est un mal chronique dans l'Afrique du Sud. Elle n'a cessé de se faire sentir gravement au Witwatersrand, où il a manqué la plupart du temps 15 à 20 p. 100 au moins du personnel nécessaire, les mines les plus nouvelles et les plus excentriques souffrant surtout de cette situation.

Il semble extraordinaire que, dans un pays tel que le Transvaal, qui contient plus de 600 000 noirs, à portée du Natal qui en compte 450 000, de la colonie du Cap où

il s'en trouve 1 500 000, des possessions portugaises du Mozambique et des territoires de la Chartered peuplés de plusieurs millions d'indigènes, on ait si grand mal à recruter une centaine de mille travailleurs pour les mines. L'appât d'un salaire de 3 livres sterling ou 75 francs par mois, plus la nourriture et le logement, pour huit heures de travail par jour, semble pourtant suffisamment élevé. Le malheur, c'est que le nègre a peu de besoins. Un seul motif, en somme, le pousse à s'engager dans les mines : il veut se procurer assez d'argent pour acheter une femme et une couple de bœufs; cela fait, il fera travailler son épouse pour lui et restera à somnoler dans son kraal, en fumant sa pipe, ou à bavarder avec ses compagnons; outre sa femme il aura parfois acheté un chapeau haut de forme, un parapluie et une paire de souliers; muni de ces emblèmes de la civilisation, il vivra content, ayant réalisé tous ses désirs, jusqu'à ce qu'il éprouve le besoin de prendre une seconde épouse, car les négresses ont vite perdu les charmes de leur prime jeunesse. Peut-être s'en retournera-t-il alors aux mines pour y rester encore quelques mois. Cette conception de l'existence peut, après tout, se défendre au point de vue philosophique; elle n'en est pas moins fort nuisible au développement du pays.

Les principales régions fournissant des travailleurs aux mines d'or sont : d'abord le Transvaal lui-même, puis le Basoutoland et la colonie du Cap, enfin les possessions portugaises. Les Zoulous de Natal et du Zoulouland proprement dit, qui sont les plus beaux, les plus forts et aussi les plus propres des noirs, répugnent au travail souterrain. Les noirs du Cap et les Basoutos sont les plus civilisés, beaucoup savent lire et écrire et sont chrétiens; mais ce sont de moins bons travailleurs que ceux du nord du Transvaal et surtout que les noirs du Mozambique. Les indigènes de ces diverses races se méprisent fort les uns les autres et se querellent parfois, laissant de nombreux blessés sur le terrain, au grand désespoir de leurs employeurs.

Pour recruter les travailleurs, les Compagnies envoient des agents en pays nègre où ils font de la propagande pour elles et s'efforcent de racoler des noirs, en leur faisant des promesses mirifiques, à l'instar des anciens sergents recruteurs; ils reçoivent par tête de nègre qu'ils enrôlent une somme fixe qui, en temps de pénurie, s'élève jusqu'à 25 francs. Les racoleurs se font souvent entre eux une concurrence déloyale, volant aux nègres de leur voisin la passe dont ils sont obligés de se munir pour voyager, et ne la leur rendant que quand ils se sont engagés à venir travailler chez eux; d'ailleurs, maintes Compagnies débauchent parfois sur le Witwatersrand même les nègres de leurs voisines. Quelquefois, prétend-on, des fermiers qui avaient hâte de rentrer leurs récoltes arrêtaient aussi les noirs pendant plusieurs jours et les faisaient travailler pour eux. La fréquence de ces derniers faits semble cependant avoir été exagérée par les ennemis des Boers. Ce qui est plus grave et plus répandu, ce sont les attaques des noirs s'en retournant avec leurs gains par des voleurs de grand chemin qui les dépouillent; ces attentats sont très regrettables, parce qu'ils détournent les noirs de venir aux mines en leur inspirant la crainte d'être ainsi frustrés du prix de leur travail.

Quels sont les remèdes à cette rareté des bras? On ne peut guère, malheureusement, indiquer que des palliatifs : une surveillance plus attentive sur les routes par lesquelles les noirs s'en retournent chez eux, des mesures énergiques assurant l'exécution des contrats d'engagement. On demandait aussi au gouvernement l'abolition du *Plakkers Wet*, loi qui interdit de loger plus de cinq familles noires sur une ferme en dehors des réserves indigènes. Cette loi empêche, en effet, la formation d'agglomérations de noirs sur les plateaux, à proximité du Rand : or les Cafres se décident d'autant plus facilement à venir dans une mine qu'elle est plus près de leur village. Dans le district de Kaap, situé en pays nègre, ils sont payés 45 à 50 francs

par mois seulement, au lieu de 75 francs sur le Rand. Il serait donc à désirer que le *Plakkers Wet* fût rapporté; on réclame aussi la limitation et même l'interdiction de la vente des liqueurs fortes aux nègres; avec ces quelques mesures palliatives le gouvernement aura épuisé ses pouvoirs, à moins qu'on ne lui demande de rétablir un esclavage déguisé, une sorte de corvée des mines, analogue à celle que les Espagnols avaient instituée au Pérou. Les compagnies minières elles-mêmes pourraient d'ailleurs beaucoup améliorer leur situation au point de vue de la main-d'œuvre, en renonçant à se disputer les noirs entre elles et s'entendant pour établir un service de recrutement unique qui répartirait les travailleurs entre les mines dans la proportion de leur importance. Il semble qu'on ait enfin pris des mesures pour qu'il en soit ainsi, au jour encore problématique de la reprise général du travail.

On a proposé d'introduire des travailleurs du dehors, mais on on ne voudrait pas amener des Asiatiques : l'entrée du pays est interdite aux Chinois, et personne ne demande qu'on revienne sur cette mesure, adoptée aussi en Amérique et en Australie. Les Hindous sont assez nombreux à Johannesburg et beaucoup plus au Natal, où il s'en trouve 45000, autant que de blancs; mais leur présence donne lieu, dans cette dernière contrée, à toutes sortes de conflits de race; ils ne paraissent pas très propres, du reste, au travail des mines. Il est d'ailleurs suffisamment difficile de faire vivre ensemble des Boers, des Anglais et des noirs pour qu'on ne veuille pas compliquer encore la situation en amenant des Asiatiques.

La pénurie de la main-d'œuvre noire n'est pas la seule chose dont se plaigne l'industrie transvaalienne. On sait qu'en dehors de la zone centrale du Rand où le rendement industriel varie de 12 pennyweights (18 grammes) à 1 once par tonne, le minerai relativement riche ne se rencontre plus qu'exceptionnellement, formant pour ainsi dire des îlots au milieu de couches plus pauvres,

dont la teneur reste généralement inférieure à 10 pennyweights à la tonne. Quelque grande que soit la quantité de métal que renferment les gisements du Rand, il est bien évident qu'il vaudrait mieux l'y laisser dormir toujours si les frais de production devaient dépasser la valeur de l'or extrait. La plupart des nouvelles mines entrées en exploitation depuis 1895 ne rendant que 7 à 10 pennyweights (30 à 45 francs) par tonne de minerai, il devenait absolument nécessaire de réduire les dépenses qui atteignaient encore alors de 32 à 35 et parfois à 38 francs par tonne. D'après l'ouvrage technique que M. de Launay, l'éminent professeur à l'École des Mines, a consacré à l'industrie aurifère du Transvaal, qu'il a étudiée longuement sur place, aussi bien que d'après les rapports des compagnies, les frais d'extraction pourraient se décomposer ainsi : main-d'œuvre blanche, 26 p. 100 ; main-d'œuvre noire, 20 p. 100 ; explosifs, 20 p. 100 ; charbon, 10 p. 100 ; divers, 24 p. 100. Il faudrait s'efforcer de gagner sur tous les chapitres ; mais comment s'y prendre ? Les administrations minières, toujours prêtes à accuser le gouvernement boer, ont mené grand bruit du monopole de la dynamite, des tarifs élevés de transport du charbon. Il y a certes une part de vérité dans ces griefs : le monopole obligeait à payer à Johannesburg 112 fr. 50 une caisse de dynamite qui ne coûte que 70 francs à Kimberley. S'il n'existait pas, on pourrait donc économiser 30 p. 100 sur le prix des explosifs, soit 6 p. 100 sur l'ensemble des frais : l'État aurait pu aisément, sinon racheter le monopole, du moins le rendre moins onéreux en renonçant à la part qu'il prélève sur les bénéfices, ou demander à la compagnie d'abaisser ses prix en échange d'une prolongation de la concession. Les tarifs de transport du charbon sont absolument déraisonnables et il faut blâmer le gouvernement boer de n'avoir pas racheté dès 1896, comme il en avait le droit, sur la base du trafic moyen des trois dernières années, les chemins de fer de la Compagnie néerlandaise ; il lui aurait été aisé

de les affermer à une Compagnie où des capitaux hollandais, français, allemands, seraient entrés volontiers en exigeant un abaissement considérable des tarifs, d'où une nouvelle économie de 3 ou 4 p. 100 des frais généraux par réduction d'un bon tiers des prix du charbon. Si le gouvernement avait pris ces deux mesures, s'il avait résolu en outre dans le sens favorable aux mines, qui est, du reste, celui qu'indique l'équité, la question des *bewaarplatzen* [1], ou terrains de dépôts des résidus, il aurait fait tout ce qui dépendait de lui pour faciliter l'industrie : mais, on le voit, la réduction des frais généraux ainsi obtenue ne serait guère que de 8 ou au maximum 10 p. 100, 3 francs par tonne environ; ce qui est assez peu de chose.

Le reste relève uniquement des compagnies minières. Elles avaient en fin de compte réussi, avant la guerre, à réduire de 20 p. 100 le salaire des noirs. Ce que l'on aurait pu réduire aussi, croyons-nous, dans une très large mesure, 25 et même 30 p. 100, c'est le salaire des blancs. Dans l'Australie de l'Ouest où la vie est plus coûteuse et bien plus désagréable, les mineurs blancs ne gagnent que 12 fr. 50 à 15 francs par jour tandis qu'on les paye 19 francs sinon 20 à 25 francs au Transvaal. On ne fera croire à personne qu'un salaire aussi élevé soit nécessaire, alors qu'on vit très convenablement dans les bons hôtels de Johannesburg pour 16 francs par jour, tout compris. Une fois la première période d'installation passée, on voyait d'ailleurs nombre de blancs inoccupés sur le Rand. Johannesburg ne se développait plus que médiocrement et, d'après les journaux de l'Afrique du Sud, les paquebots allant du Cap en Australie en décembre 1896 étaient complètement remplis d'Australiens s'en retournant dans leur pays, faute

1. Ces terrains avaient été concédés aux compagnies comme simple terrain de dépôt de résidus; les sociétés demandaient que les droits miniers leur fussent aussi reconnus sur eux, sans exiger de prix exagéré; le gouvernement boer ne voulut pas y consentir.

d'avoir trouvé au Transvaal les positions qu'ils venaient en grand nombre y chercher un an ou dix-huit mois auparavant. Enfin les frais généraux doivent être susceptibles d'importantes réductions. Les premières mines exploitées, les plus riches en général, ne regardaient guère à la dépense : un peu de gaspillage n'y tirait pas à conséquence; mais les autres ont eu tort de vouloir imiter ces habitudes.

Les dépenses de premier établissement ont souvent été démesurées aussi; on s'est trop hâté d'augmenter le nombre des pilons; surtout on ne s'est pas préoccupé d'exploiter les mines au point de vue du rendement industriel, mais au point de vue spéculatif, au point de vue de l'effet à produire sur le public. Les huit ou dix grandes maisons ou grands groupes financiers de Johannesburg, qui, grâce à l'étrange habitude de tenir les assemblées d'actionnaires dans cette ville lointaine, ont su garder la haute main sur toutes les mines, lors même qu'ils ne disposent plus que d'une partie relativement faible des actions, les considèrent pour la plupart comme des valeurs de jeu, auxquelles ils font subir toutes sortes de transformations, remaniant sans cesse le territoire des compagnies; tantôt créant des filiales qui se partagent les concessions d'une société, tantôt opérant des fusions entre des mines voisines, se passant et se repassant perpétuellement les *claims* sans aucune raison sérieuse. De tout cela résultent des frais que les actionnaires supportent naturellement, mais non sans finir par murmurer, d'autant qu'il s'y joint des procédés plus critiquables encore, tels que le rachat des parts de fondateurs moyennant des actions entièrement libérées, tels les véritables détournements d'actif auxquels voulurent se livrer certaines administrations abusant du texte lâche des statuts et des pouvoirs extraordinaires et excessifs qu'elles s'étaient fait confier à l'origine. Tout cela jetait la suspicion sur une catégorie de valeurs qui étaient excellentes au fond et étaient arrivées avant la guerre à donner des revenus

très considérables. Nous reproduisons ci-dessous le tableau de l'extraction depuis qu'il est établi des statistiques régulières [1], c'est-à-dire, à peu de chose près, depuis l'origine de l'industrie jusqu'en 1899, les travaux ayant été à peu près entièrement arrêtés depuis le mois d'octobre de cette année par suite de la guerre [2]; nous mettons en regard les chiffres de la production du monde entier; on peut ainsi juger de la part croissante et, en fin de compte, prépondérante de ce petit district du Witwatersrand dans l'industrie aurifère universelle :

	PRODUCTION DU WITWATERSRAND		PRODUCTION D'OR DU MONDE
	Poids en onces.	Valeur en francs.	Valeur en francs.
1887....	23 155	2 107 100	548 200 000
1888....	208 122	18 939 100	571 100 000
1889....	369 557	33 629 700	640 000 000
1890....	494 817	45 028 300	615 900 000
1891....	729 238	66 360 700	677 100 000
1892....	1 210 867	110 188 900	760 900 000
1893....	1 478 473	134 547 000	815 200 000
1894....	2 024 159	184 198 400	936 200 000
1895....	2 277 635	203 697 100	1 030 000 000
1896....	2 284 728	207 910 000	1 140 000 000
1897....	3 034 674	276 150 000	1 266 000 000
1898....	4 295 609	387 000 000	1 500 000 000
1899....	4 081 991	371 000 000	1 625 000 000

1. Ces statistiques sont fournies mensuellement par la Chambre des mines de Johannesburg. L'once troy est un poids de 31 gr. 1035; une once de fin vaudrait donc 107 fr. environ; mais les chiffres de la Chambre des Mines sont exprimés en onces de métal brut, non affiné. Il faut même le distinguer en deux catégories : l'once du métal provenant directement du moulin, des tables d'amalgamation, qui vaut 91 à 95 francs; l'once provenant de la cyanuration des *tailings* ou résidus, 70 à 75 francs; celles-ci interviennent dans le total depuis 1893, date de la découverte de ce mode de traitement des résidus, et pour 1896 doivent représenter le quart du total.

2. Pendant les trois derniers mois de 1899 la production du Rand n'a été que de 168 181 onces; pendant les neuf premiers elle avait été de 3 913 810 onces, contre 3 082 003 pendant les neuf premiers mois de 1898. L'industrie se développait donc plus que jamais au moment où éclata la guerre.

En dehors du Witwatersrand, d'autres districts du Transvaal produisent encore de l'or, mais les gisements sont d'une différente nature : comme en Australie ou en Amérique, comme partout au monde en dehors du Witwatersrand, l'or s'y trouve soit dans des filons de quartz, soit dans des *placers*; seules les formations des districts de Heidelberg et de Klerksdorp, surtout du premier, ont quelque analogie avec celles du Rand. La plupart de ces régions sont encore incomplètement explorées, bien que l'or ait été découvert dans la vallée de Kaap deux ans avant de l'être sur le haut plateau du Rand; la célèbre mine de Sheba se trouve dans cette vallée, et la ville de Baberton, qui s'y est bâtie, prenait un rapide essor lorqu'elle fut éclipsée par Johannesburg : le district de Kaap est aujourd'hui muni d'un chemin de fer qui s'embranche sur la ligne de Delagoa-Bay à Pretoria et Johannesburg : le district de Lydenburg allait avoir le sien quand la guerre a éclaté. L'achèvement des voies de communication leur permettra de se développer et, sans rivaliser pour l'abondance, ni surtout pour la durée et la régularité des filons avec le Witwatersrand, ils pourront devenir des centres d'extraction importants.

Voici la répartition de la production aurifère du Transvaal entre les divers districts en 1895 (les détails postérieurs nous manquent, mais en 1898, l'ensemble des districts autres que le Rand avait produit 260 000 onces).

Production de l'or au Transvaal en 1895.

	Onces de métal brut.	Kilogrammes de fin.	Valeur en francs.
Witwatersrand....	2 277 635	69 595	203 697 130
Vallée de Kaap....	63 046	1 960	5 737 186
Lydenburg.....	63 506	1 975	5 779 046
Klerksdorp	90 841	2 825	8 266 531
Heidelberg.....	43 649	1 357	3 972 059
Zoutpansberg.....	8 726	271	794 066
Malmani	829	26	75 439
Divers.....	824	26	74 984
Totaux.....	2 549 056	78 035	228 396 441

Depuis l'origine, c'est-à-dire depuis 1884, jusqu'au 31 décembre 1899 la production totale a été au Transvaal de 2 milliards 200 millions environ, dont 2 milliards 40 millions pour le Witwatersrand.

En 1898, dernière année de production, le Transvaal avait donc fourni plus d'un quart de l'extraction totale de l'or dans le monde, dépassant les États-Unis qui produisaient 335 millions et l'Australasie (337 millions); l'Empire russe suivait de loin avec 133 millions. Mais, tandis que chacun de ces pays s'étend sur un espace de plus de sept millions de kilomètres carrés, le Transvaal n'en comprend que 280 000, guère plus de la moitiée de la France, les neuf dixièmes de l'or y sont même extraits de ce mince ruban du Witwatersrand long d'une quinzaine de lieues et large d'un kilomètre ou deux, alors qu'aux États-Unis les centres de production se répartissent sur une dizaine d'États des Montagnes-Rocheuses, qui, sans compter le lointain Alaska, couvrent ensemble dix fois plus de territoire que la République Sud-Africaine et qu'en Australasie aussi, la production s'éparpille entre les diverses colonies, sur des millions de kilomètres carrés. Même aux plus beaux jours des *placers* californiens et australiens, alors qu'en 1853 le seul État de Californie produisit 340 millions d'or et que la même année la colonie de Victoria, plus petite que le Transvaal, en donna 315 millions, l'extraction se répartissait entre plusieurs districts de ces contrées; jamais on n'avait vu dans le monde un champ d'or aussi petit que le Rand fournir une pareille quantité de métal. Ce qui est également particulier à ce fameux champ d'or c'est le développement constant et graduel de la production depuis la découverte.

Dans les régions de placers et de mines de quartz riches, favorables aux prospecteurs individuels et aux petites compagnies, l'apogée de la production suivit au contraire de peu la découverte : de cinq ans en Californie, de deux ans à Victoria; au bout de dix à douze

ans elle s'était déjà abaissée, dans chacun de ces deux pays, d'un tiers relativement au chiffre le plus élevé; c'est qu'en général, les mines d'or ont une vie assez courte et la richesse d'un district aurifère se maintient plutôt par la découverte de nouveaux filons épars en divers points que par la durée des anciens. Dans le Witwatersrand, au contraire, c'est sur la seule puissance des lits de conglomérats aurifères actuellement reconnus, non sur la découverte de nouveaux gisements, que l'on compte pour maintenir longtemps la production, et l'accroître même au fur et à mesure que de nouvelles mines entreront en exploitation. La plus faible teneur, les moindres facilités de travail des couches, l'importance des concessions et la grande échelle même sur laquelle est organisée l'industrie y rendent naturellement plus longue la période de l'installation.

Les seuls arrêts qu'ait eus à subir cette industrie si florissante sont dus à des causes politiques. L'invasion de Jameson l'a empêchée de progresser pendant toute l'année 1896 et le commencement de 1897, parce qu'elle a détourné de venir travailler aux mines les noirs, peu soucieux de recevoir des coups et chez qui les impressions de trouble persistent longtemps, parce qu'elle a éloigné même plus d'un travailleur blanc expérimenté. Bien plus grave a été le coup que lui a porté la guerre sud-africaine, entreprise soi-disant dans ses intérêts et qui n'a fait que l'arrêter complètement depuis plus de dix-huit mois, que la désorganiser de fond en comble, dont elle aura enfin beaucoup de mal à se relever, si l'on en juge par la dépression prolongée que lui avait infligée l'affaire bien moins grave de Jameson.

Nous ne saurions quitter le chapitre de l'industrie aurifère sans dire quelques mots de la quantité totale de métal contenue dans ces fameux conglomérats du Witwatersrand, question sur laquelle on a beaucoup discuté dans ces dernières années. Nous laissons à ce

sujet la parole à M. le professeur de Launay, qui, dans son ouvrage, *Les Mines d'Or du Transvaal*, paru en 1896, s'exprime ainsi :

« Quant à la seconde question, celle de la quantité d'or à extraire au total du pays, il est si hasardeux d'y répondre et l'on a, en le faisant, des chances de se tromper dans de telles proportions que nous nous serions abstenu d'en parler, si une solution, même approximative, n'intéressait pas aussi vivement les économistes. C'est à ce titre seul que nous nous aventurons dans des calculs dont nous sommes tout le premier à reconnaître le caractère éminemment hypothétique.

« Étant donné qu'une profondeur verticale de 800 mètres correspond (pour une pente devenant de 20°) à 1430 mètres suivant l'inclinaison de la couche, et 1200 mètres à 2350, M. Schmeisser, en 1894, a calculé qu'une longueur d'exploitation de 16 kilomètres suivant l'affleurement donnait, dans le premier cas, 22 880 000 mètres carrés de surface de filon : dans le second, 37 600 000 mètres carrés.

« Pour une épaisseur moyenne de 1 m. 50 (qui est celle réalisée en pratique, dans la plupart des mines, par suite des nécessités mêmes de l'exploitation, et qui correspond à la teneur des minerais broyés), il en résulte, en comptant 2 tonnes 70 par mètre cube, dans un cas 92 664 000 tonnes de minerai; dans l'autre, 152 280 000 tonnes.

« En admettant une teneur moyenne de 21 grammes, M. Schmeisser est arrivé : dans le premier cas (jusqu'à 800 mètres) à 1 945 944 kilogr. d'or (dont 93 000 déjà extraits), soit 1 852 944 kilogr., ou 5360 millions de francs; dans le second (jusqu'à 1200 mètres) à 3 194 888 kilogr. ou un peu plus de 9 milliards à extraire.

« Un an auparavant, en 1893, M. Hamilton Smith avait calculé que, jusqu'à 915 mètres de profondeur, on extrairait du Rand 5375 millions de francs. »

M. de Launay fait ensuite observer que la longueur

des exploitations, qui n'était que de 16 kilomètres en 1892, a passé à 40 kilomètres à la date où il publie son livre, et continue ainsi :

« En gardant une partie des éléments du calcul de M. Schmeisser, et substituant seulement une longueur de 40 kilomètres à celle de 16 ; mais, d'autre part, réduisant, pour plus de sûreté, la teneur moyenne de 20 à 15 grammes, on trouve : jusqu'à une profondeur verticale de 800 mètres, plus de 10 milliards ; jusqu'à 1000, qui semble bien la limite pratique, 13 milliards et demi, et, jusqu'à 1200, environ 17 milliards.

« Ces chiffres ne représentent évidemment qu'une très grossière approximation et supposent, en particulier, d'une façon assez aventureuse, la persistance des exploitations jusqu'à de très grandes profondeurs avec continuation d'une même teneur, sans réduction moyenne de plus d'un quart sur la teneur de tous les minerais. Mais, par contre, nous n'y avons fait entrer pour rien les districts entiers d'Heidelberg et du Nigel, de Klerksdorp et de Potchefstroom, ni la longue zone de Randfontein aux West Rand Mines et au Champ d'Or, ni toutes les couches secondaires, telles que le Black Reef, le Kimberley Reef, etc.

« Nous avons essayé de faire le calcul, par une méthode absolument différente, en partant des évaluations, relativement exactes, de quelques concessions et multipliant le total obtenu, dans le rapport de la longueur totale du Rand à celle de ces concessions suivant la direction des couches ; nous sommes arrivés ainsi à 13 ou 14 milliards.

« Enfin, si nous remarquons qu'un claim, avec une pente moyenne de 22° et une épaisseur de 1 m. 50, contient 21 000 tonnes de minerai, soit, pour une teneur de 15 grammes, 515 kilogrammes d'or, on peut évaluer approximativement à 15 000 claims la superficie des concessions du Rand déjà existantes et paraissant devoir être pratiquement exploitables dans la plus grande partie de leur étendue, ce qui, en les supposant

tout entières exploitées, produirait 4 720 050 kilogrammes d'or, ou plus de 14 milliards.

« Tout récemment, MM. Hatch et Chalmers ont calculé que sur la partie centrale de 43 kilomètres de long entre Roodeport et Driefontein, il pouvait y avoir 14 milliards 300 millions, et 17 milliards et demi sur la longueur totale du Rand. »

Il est en résumé très difficile d'émettre avec quelque certitude une appréciation sur la quantité d'or qu'on pourra extraire du Witwatersrand; il l'est plus encore de dire combien de temps on mettra à le faire : les progrès de l'industrie semblent hâter plutôt l'exploitation des mines. Les estimations que cite M. de Launay et les siennes propres varient de 13 à 17 milliards de francs d'or; comme la surface reconnue aurifère paraît s'être un peu étendue, admettons qu'il se trouve quelque 18 à 20 milliards de francs dans le gisement et qu'on puisse en extraire 600 millions de francs par an en moyenne; l'existence des mines du Rand se prolongerait alors jusque vers 1930 ou 1935; il va sans dire que celles de la partie centrale et presque toutes celles exploitées aujourd'hui seront épuisées bien auparavant. Il semble probable que, par suite de ce fait, l'apogée de la production annuelle du Witwatersrand ne soit pas très éloignée; mais toutes ces considérations ont forcément un caractère des plus hypothétiques, que les aléas politiques, auxquels l'exercice de cette industrie est dorénavant soumise, ne font qu'accentuer encore.

CHAPITRE VI

L'Expansion de l'Angleterre vers le nord. La Compagnie à charte. — La Rhodesia.

Extension des possessions anglaises vers le nord : tentatives faites en ce sens dès le milieu du XIXe siècle; annexions effectives depuis 1884. — Les plateaux du Matabeleland et du Mashonaland ou Rhodesia. — Traces de civilisation antique et missions portugaises en ce pays; sa dévastation par les Matabélés au milieu du siècle. — Visées récentes de l'Allemagne et des Boers du Transvaal. — Énergie et décision de M. Cécil Rhodes. — La *Compagnie à charte de l'Afrique du Sud britannique*. — La mise en valeur du pays; rapides constructions des chemins de fer. — Les ressources de la Rhodesia, les gisements aurifères. — Le peuplement et ses perspectives.

Jusqu'en 1884 le fleuve Orange formait la limite septentrionale de la domination anglaise en Afrique. La Grande-Bretagne ne possédait au delà que la petite province diamantifère du Griqualand; elle détenait d'autre part, depuis 1843, le territoire du Natal, baigné par l'océan Indien, qu'elle avait une première fois refusé d'annexer en 1823, malgré la demande de quelques Anglais qui s'y étaient établis et auquel elle n'attacha d'importance qu'après que les Boers du *Grand-Trek*, vainqueurs du terrible chef cafre, Dingan, y furent arrivés en 1840 pour proclamer la République de Natalia. L'Angleterre refusa de reconnaître le nouvel État, comme elle refusait de reconnaître l'Orange et le Transvaal;

mais il lui fut plus facile d'avoir raison des faibles détachements de Boers descendus vers les plages de l'océan Indien que de leurs frères enfoncés dans les solitudes des hauts plateaux. L'annexion fut donc proclamée en 1843; en 1848 la plupart des Boers, irrités de se trouver encore sous la domination britannique, émigrèrent au Transvaal; il en resta quelque-uns dans les montagnes. Depuis lors la petite colonie s'est peu à peu développée pour arriver à une prospérité modeste, à une *aurea mediocritas*, qu'ont à peine troublée de temps à autre les incursions des Zoulous sur la frontière nord. Le Zoulouland, l'Amatongaland passèrent à leur tour sous la domination anglaise; mais ni ces pays restreints, au climat chaud, fatigant, fiévreux même, où le gouvernement britannique juge d'ailleurs prudent de ne laisser s'établir les blancs qu'en petit nombre au milieu des noirs nombreux et turbulents, ni le Natal lui-même, où les indigènes sont aussi fort nombreux, ne pouvaient servir d'exutoire suffisant aux ambitions anglo-saxonnes: d'autre part, le bassin supérieur du fleuve Orange et de son grand affluent, le Vaal, était occupé par les Républiques boers dont l'Angleterre s'était décidée à reconnaître l'indépendance en 1852. La seule région vers laquelle l'expansion fût aisée était ce domaine naguère encore inconnu qui s'étend au nord des cours inférieur et moyen de l'Orange, lequel ne traverse, il est vrai, que d'affreux déserts sans eau; la partie la plus orientale de la région, située au nord du Griqualand, dans le voisinage de la frontière transvaalienne, a seule quelques cours d'eau qui se transforment ensuite en *oueds*, dans le grand désert de Kalahari. Pour faible que soit la valeur propre de tout ce pays qui s'étend du Transvaal à l'Atlantique, il n'en forme pas moins la route de l'Afrique centrale, de la vallée du Zambèze et des grands lacs, aussi bien que des plateaux, habitables aux blancs, du Matabeleland et du Mashonaland, qu'on peut atteindre par cette voie en longeant et contournant le Transvaal. C'est ce que voyaient les

coloniaux du Cap, plus peut-être que les Anglais eux-mêmes à qui l'on dut forcer un peu la main pour qu'ils en prissent possession, bien qu'ils eussent protesté en 1868 contre la proclamation du président Pretorius, qui étendait la souveraineté du Transvaal jusqu'au lac Ngami. Par ses atermoiements, la Grande-Bretagne faillit laisser passer en d'autres mains l'immense empire que lui a donné l'impulsive énergie de M. Cecil Rhodes, et qu'administre la Compagnie britannique de l'Afrique du Sud, formée à l'image de la vieille Compagnie des Indes.

Sur environ 1 800 000 kilomètres carrés que couvre ce territoire, tant au nord qu'au sud du Zambèze, de 25 à 9 degrés de latitude sud, entre la colonie du Cap au midi, le Transvaal au sud-est, les possessions portugaises et l'Afrique orientale allemande à l'est, l'État libre du Congo au nord, puis de nouveau les possessions portugaises et le Sud-Ouest africain allemand à l'ouest, la portion justement désignée sous le nom de Rhodesia, du nom de celui qui l'a soustraite à la barbarie pour la donner à l'Angleterre, est, de par son climat et sa situation géographique, seule susceptible, d'ici longtemps, d'être mise en valeur par des Européens. Les autres régions : le désert de Kalahari, entre le Transvaal et le Damaraland allemand, puis le pestilentiel Ngamiland qui lui succède au nord avec son lac et ses marécages salés, enfin, l'Afrique centrale britannique, au nord du Zambèze, avec son climat tout à fait tropical, sont ou bien stériles ou trop malsaines pour permettre aux blancs de s'y acclimater et, en tout cas, de s'y reproduire; elles sont encore fort mal connues, par les seuls récits de quelques rares explorateurs, tout à fait inorganisées et dépourvues de moyens de communications. Mais ce sont d'immenses réserves pour l'avenir.

Le Matabeleland et le Mashonaland, dont l'ensemble est aujourd'hui baptisé Rhodesia, sont dans une autre situation. Ils s'étendent sur environ 300 000 kilomètres

carrés, entre le Limpopo qui les sépare du Transvaal et la vallée moyenne du Zambèze, de 16° à 22° de latitude; les plateaux qui les couvrent s'abaissent à l'est en terrasses vers les possessions portugaises, à l'ouest vers le Ngamiland. Ils font partie de la grande zone de hautes terres qui s'étend à l'est de l'Afrique depuis la colonie du Cap jusqu'à l'Abyssinie, et qui n'est pas sans analogie avec le système de la Cordillère américaine; seulement les plateaux africains sont moins réguliers, moins élevés, plus distants de la côte, plus fréquemment interrompus par des rivières : la vallée du Zambèze les coupe même complètement en deux tronçons, en faisant communiquer les plaines de l'intérieur avec celles qui bordent la mer, et séparant le Nyassaland du Mashonaland. Les terres basses que parcourent le Limpopo et ses affluents viennent aussi échancrer profondément la zone de grande altitude entre le Transvaal et la Rhodesia. Celle-ci est généralement moins élevée que le *highveld* où se trouve Johannesburg, et ses plateaux ne servent point de soubassement à des chaînes semblables aux monts Drakenberg. Il est rare que les terrasses de la Rhodesia dépassent 1500 mètres, et quelques hauteurs isolées seulement peuvent atteindre 2000. Néanmoins, il s'y trouve quelque 150 à 180 000 kilomètres carrés d'une altitude supérieure à 1000 mètres, offrant des conditions d'existence supportables aux Européens. Quoique sous les tropiques, les gelées nocturnes n'y sont pas rares en juillet et août, et, même en été, les nuits y sont en général assez fraîches; toutefois, plus encore que sur les plateaux du Transvaal, les écarts extrêmes de température entre la nuit et le jour pendant la saison sèche, la chaleur humide et lourde pendant la saison pluvieuse fatiguent les blancs. Par contre, grâce à sa plus grande proximité de l'équateur, la Rhodesia jouit de pluies plus régulières et quelques averses tombent de temps à autre, même pendant la saison sèche qui dure de juin à octobre.

Ces plateaux étaient jusqu'à ces derniers temps la possession des Matabélés, tribu zoulou émigrée du Zoulouland en 1817 sous le commandement du chef Mosilikatze et établie d'abord sur le territoire actuel de l'État d'Orange, dont elle extermina les habitants. Chassés de là en 1836 par les Boers arrivant de la colonie du Cap, ils se réfugièrent d'abord derrière le Vaal, puis bientôt derrière le Limpopo. Ils vainquirent sans peine les populations paisibles, mais assez denses, des pasteurs mashonas, saccagèrent leurs villages, dépeuplèrent des régions entières et s'établirent dans la partie occidentale des plateaux, où la région de collines qu'on désigne aujourd'hui sous le nom de Mattoppo Hills devint le centre de leur domination. C'est de l'arrivée des Matabélés seulement, et du régime dévastateur qu'ils établirent, que date la rupture complète de toutes les relations entre ce pays et les établissements portugais de la côte : Sofala, Inhambane, Beira. Les jésuites avaient eu là, au XVIe et au XVIIe siècle, de nombreuses missions ; on a retrouvé en maints endroits des médailles qu'ils avaient fait frapper avec de l'or indigène ; j'ai eu occasion d'en voir moi-même à Cape-Town de fort beaux exemplaires. Les légendes répandues sur l'empire du Monomotapa avaient évidemment pour origine la découverte par les Portugais des grandes ruines de Zimbabwe et d'autres analogues, oubliées depuis et retrouvées de nos jours. Que cette région de l'Afrique soit ou non le pays d'Ophir de la Bible, ces constructions sont certainement l'œuvre de peuples de race blanche : Phéniciens, Arabes d'avant l'islamisme, ou autres, en tout cas d'étrangers au pays ; cependant les indigènes qui travaillaient pour ces étrangers avaient conservé quelques notions de l'art du mineur et, jusqu'au commencement de ce siècle, une assez grande quantité de poudre d'or venue de l'intérieur s'exportait par les établissements portugais.

Si peu connu que fût redevenu le Matabeleland, la

richesse minérale que lui attribuait la tradition devait en faire l'objet de nombreuses convoitises. Lorsque l'Allemagne s'annexa, en 1884, les côtes inhospitalières du Damaraland et du Namaqualand, au nord de la colonie du Cap, il est certain que M. de Bismarck avait en vue une grande extension à l'intérieur qui aurait porté les Allemands, à travers le désert de Kalahari et le Bechuanaland, jusqu'aux frontières de leurs demi-frères de race, les Boers du Transvaal, et aurait englobé le Ngamiland et la Rhodesia actuelle : un vaste empire colonial germanique s'étendant du Zambèze au fleuve Orange aurait réduit l'Angleterre à ne posséder que l'extrême sud du continent. Elle vit le danger, envoya dès cette même année, 1884, des troupes dans le Béchuanaland et, en 1885, déclara soumis à l'influence britannique tout le pays jusqu'au Zambèze. On se borna d'abord à organiser en colonie de la couronne le Béchuanaland méridional où le premier commissaire britannique fut M. Rhodes; puis, en 1888, une convention fut conclue avec Lobengula, roi des Matabélés, qui accepta le protectorat anglais. A ce moment même, les Boers du Transvaal se préparaient à occuper le Mashonaland, non pour y chercher de l'or, dont ils ne se souciaient pas plus alors qu'aujourd'hui, mais pour y trouver de nouveaux pâturages; il pouvait y avoir des doutes sur les limites des territoires de Lobengula et des contestations pouvaient s'ensuivre avec les Boers. Cette fois encore l'Angleterre gagna ses compétiteurs de vitesse, grâce à l'activité de M. Cecil Rhodes. Il avait obtenu, avec MM. Rudd, Maguire et autres, de nombreuses concessions minières du roi des Matabélés; il détermina la formation de la *British South Africa Company*, dans laquelle il eut l'habileté d'intéresser des membres de la plus haute aristocratie anglaise, jusqu'au gendre du prince de Galles, et qui obtint en octobre 1889 une charte royale lui concédant l'administration des immenses territoires nouvellement placés sous le protectorat britannique; l'année suivante, un

corps de 500 hommes partait du Béchuanaland anglais pour aller, après une marche de 1000 kilomètres à travers un pays sans route, et sans coup férir, fonder, dans le Mashonaland, Fort-Salisbury, qui devint la capitale des établissements de la Compagnie. D'après les conventions faites avec Lobengula, le Mashonaland, c'est-à-dire la partie orientale de ses domaines, devait être mise en valeur la première. L'insurrection des indigènes en 1893-1894 vint fort à point pour permettre à la Compagnie à charte, qu'on a accusée de l'avoir fomentée, de s'emparer aussi de l'administration du Matabeleland proprement dit et, au mois de mai 1894, elle put organiser l'ensemble de ces deux territoires, qui sont officiellement désignés depuis juin 1895 sous le nom de Rhodesia.

Quelque jugement qu'on porte sur la brutalité qui a souvent caractérisé les procédés de la Compagnie, il faut reconnaître qu'elle a accompli une véritable transformation du pays en peu de temps et à peu de frais. Le pouvoir exécutif se compose d'un administrateur des territoires, qui était jusqu'en 1895 le fameux docteur Jameson, assisté d'un Conseil où entrent un juge et trois autres membres nommés par la Compagnie avec l'agrément du ministre anglais des Colonies. La région est divisée en neuf districts administrés par des magistrats. Quelques centaines d'hommes de police y ont parfaitement maintenu l'ordre aussi longtemps qu'on ne les a pas distraits de leurs fonctions pour d'autres entreprises. Cette organisation rudimentaire et économique a été largement suffisante pour permettre au pays de commencer à se développer. A Fort-Salisbury, aussi bien qu'à Buluwayo, tout près de l'ancien kraal du roi Lobengula, s'élèvent des villes aux maisons solidement bâties en briques, ayant chacune 2000 à 3000 âmes de population blanche, deux ou trois journaux, des églises de toute « dénomination », des hôtels nombreux, enfin tous les organes de la vie civilisée. Umtali, sur la route de Salisbury à la mer, près des

frontières portugaises, est aussi une véritable ville où habitent 500 Européens. Le télégraphe relie aujourd'hui au Cap non seulement Buluwayo et Salisbury, mais encore Zomba et Blantyre, près du lac Nyassa; bientôt il atteindra le lac Tanganyka. Le chemin de fer le suit aussi vite qu'il est possible; de Mafeking, à 1400 kilomètres du Cap, dans le Béchuanaland, où il arrivait dès octobre 1894, on l'a poussé jusqu'à Buluwayo, à 800 kilomètres plus loin, à 2200 du Cap; il y est arrivé en 1898. Ultérieurement on compte le prolonger encore de 450 kilomètres environ pour atteindre Salisbury.

La vraie route de sortie, pour la région qui entoure ce dernier point, est, toutefois, celle qui mène à travers les territoires portugais au port de Beïra. Il n'y a de ce côté que 600 kilomètres à faire pour atteindre la mer : L'insalubrité de la zone côtière, et même des premières pentes jusqu'à 800 ou 900 mètres d'altitude, et la présence dans ces régions basses de la mouche *tsétsé*, meurtrière aux bœufs et même aux chevaux, rendait cette route impraticable jusqu'à ce qu'on y eut établi un chemin de fer; mais, dès 1895, une compagnie affiliée à la *Chartered* avait déjà construit, sur 190 kilomètres, un *pioneer railway*, un « chemin de fer de pionnier », à 60 centimètres d'écartement de rails, de Fontesvilla, terminus de la navigation sur le Pungwe, rivière de Beïra, à Chimoïo, situé à 700 mètres d'altitude; au delà de ce point on pouvait se servir de chars à bœufs. Aujourd'hui la voie ferrée est achevée sur tout le parcours de Beïra à Salisbury.

La rapidité avec laquelle on s'applique à pourvoir la Rhodesia de moyens de transports rapides et sûrs mérite d'être citée en exemple à tous les peuples colonisateurs. On ne s'est pas attardé à y construire des routes qui auraient coûté fort cher et auraient été endommagées gravement à chaque saison des pluies; on s'est contenté de tracer quelques pistes et l'on s'est mis à construire des chemins de fer, vite et à peu de frais; la dépense de premier établissement du tronçon

de Mafeking à Gaberones, par exemple, stipulée par marché, est de 40 000 francs le kilomètre, et cependant il s'y trouve quelques cours d'eau à franchir. L'exploitation n'est pas onéreuse. La section de Vryburg à Mafeking, où circulaient trois trains par semaine dans chaque sens, a donné, dès l'année qui a suivi son ouverture, une recette nette de 4 pour 100 du capital de construction.

Tant que les chemins de fer n'atteignaient pas Buluwayo, d'une part, et tout au moins Umtali, de l'autre, le développement de la Rhodesia, quelles que soient ses ressources, ne pouvait être rapide. Le *trek*, le transport par chars à bœufs, est extrêmement lent, souvent rendu difficile par les pestes bovines trop fréquentes dans l'Afrique du Sud — une épizootie terrible a ainsi décimé le bétail en 1896 —, toujours impossible dans les basses vallées à cause de la mouche *tsétsé*, dont la morsure, inoffensive pour l'homme, est mortelle pour les bœufs, même pour les chevaux et les mulets. Seuls, parmi les animaux de bât et de trait, les ânes y résistent et, dans les régions infestées, on les attelle par vingt ou vingt-deux aux chariots. Les crues des rivières, le détrempement du sol en été, l'espacement des points d'eau, la rareté du fourrage pendant l'hiver font encore du *trek* un mode de transport particulièrement défectueux et irrégulier. Aussi est-il très coûteux : à la fin de 1895 les frais s'élevaient, pour le transport d'une tonne de Mafeking à Buluwayo, à 600 francs, soit environ 75 centimes le kilomètre. Le prix d'une place dans la diligence attelée de dix mules, qui faisait le service en quatre jours et demi de Mafeking à Buluwayo, était de 625 francs; de là à Salisbury, il fallait presque aussi longtemps et il en coûtait 330 francs. Il est facile de comprendre que, dans ces conditions, il fût malaisé d'installer l'exploitation des gisements d'or de la Rhodesia sur une grande échelle, et il n'est pas étonnant qu'on ait mis longtemps à sortir de la période des recherches et des développements. Toutefois, si l'on

n'a guère extrait de métal, on a, dès le début, furieusement *pegged out*, jalonné des *claims*[1]; au 31 mars 1895, on n'avait produit encore que 4400 onces d'or, mais 67 923 claims étaient enregistrés.

La guerre entre la Grande-Bretagne et le Transvaal survenant un an à peine après l'établissement de bons moyens de communication, le transport des troupes monopolisant ceux-ci et l'écho du conflit venant répandre l'alarme parmi les noirs, le développement des mines rhodésiennes s'est encore trouvé ralenti ; quelques-unes d'entre elles ont cependant réalisé de sérieux progrès et, en 1900, la Rhodésia a produit 8 400 000 francs d'or.

Qu'y a-t-il au fond de tous ces gîtes aurifères ou réputés tels? Presque tous ces *claims* étant des *claims* d'affleurement — car on sait encore trop peu de chose de l'inclinaison des filons pour constituer des *deep levels* — ils représentent une longueur d'affleurement infiniment supérieure à celle du Witwatersrand. « Qu'un dixième des mines seulement vaille quelque chose, s'écrient les enthousiastes, et la Rhodesia est un second Transvaal! » C'est aller un peu vite en besogne; c'est oublier que les couches de conglomérat aurifère du Rand sont un phénomène géologique unique au monde et que les filons de la Rhodesia sont, au contraire, comme ceux de l'Australie et des États-Unis, des filons quartzeux d'un genre tout à fait différent qui n'offrent pas les mêmes garanties de régularité et de durée. Les travaux des anciens sont certainement une présomption favorable en faveur des mines rhodésiennes; mais si le peuple inconnu qui a exploité ces gîtes n'avait pas des procédés de traitement aussi perfectionnés que de nos jours, il ne faut pas oublier non plus que les anciens étaient prodigues de la main-d'œuvre esclave et que les frais d'extraction étaient ainsi bien diminués.

1. La dimension du claim de la Chartered est de 150 pieds sur 600. Le pied anglais vaut 30 cent. 1/2.

Aujourd'hui, au contraire, la question de la main-d'œuvre est la grande pierre d'achoppement de l'industrie minière. D'autre part, le Witwatersrand ne serait pas ce qu'il est, si d'importantes mines de charbon ne se trouvaient situées tout à proximité, presque contiguës aux mines d'or. Si médiocre que soit ce charbon, son emploi revient bien meilleur marché que celui des houilles anglaises. En Rhodesia, au contraire, il paraît y avoir peu de charbon; mais de très vastes gisements d'excellente houille ont été reconnus en territoire portugais, au-dessous de Tete sur le Zambèze, à 350 kilomètres au nord de Salisbury. Ce charbon pourra être un jour utile pour les mines rhodésiennes.

En dehors des richesses minérales, peut-être très grandes, mais encore problématiques, quelles sont les ressources de la Rhodesia? Les opinions sont très partagées à ce sujet, et l'on ne peut s'en étonner quand on songe que, depuis l'occupation anglaise, toute l'attention des blancs qui s'y sont rendus a été attirée uniquement par les mines et qu'antérieurement le pays n'avait été vu que par des explorateurs, dont l'impression variait suivant les saisons où ils le parcouraient. Les renseignements que l'on peut recueillir à son sujet dans l'Afrique du Sud paraissent être influencés, surtout, par les sentiments favorables ou hostiles que nourrissent à l'endroit de la *Chartered* les personnes que l'on interroge. A tout prendre, ces plateaux ondulés, généralement découverts, parsemés de *kopjes*, ou mamelons granitiques, rocheux et escarpés, paraissent ressembler assez à ceux du Transvaal, tout en étant un peu plus arrosés et boisés, quoique encore insuffisamment. Bien que pouvant fournir suffisamment de céréales à leurs habitants, il ne semble pas qu'aux prix très bas où les grains sont, sans doute définitivement, tombés, ils puissent en exporter au loin. Le climat, semi-tropical, n'est pas favorable aux moutons; les bœufs, au contraire, paraissent y prospérer assez, tout en étant sujets à des épizooties fréquentes. Peut-être certaines

cultures tropicales ou semi-tropicales réussiraient-elles bien, comme le café dont on a fait avec assez de succès l'expérience plus au nord dans le Nyassaland, et le thé, qui n'a pas donné de mauvais résultats plus au sud, à Natal. C'est encore et toujours la main-d'œuvre qui est la grave question.

Ce serait, nous semble-t-il, une illusion que de compter sur la formation d'une nombreuse population blanche rurale en Rhodesia. Si le climat permet aux blancs de vivre et de se reproduire, il ne leur permet guère de se livrer au travail assez dur des champs. Seuls les Boers, dès longtemps acclimatés dans la colonie du Cap et qui se sont habitués peu à peu à des climats plus chauds, en s'élevant graduellement vers le nord dans l'État d'Orange et le Transvaal, paraissent devoir fournir un élément sérieux de population blanche dans les campagnes. Un certain nombre de ces rudes pasteurs se sont déjà établis dans la haute vallée de la rivière Sabi — dont le nom serait, prétend-on, un souvenir de la reine Saba. D'ailleurs les blancs en général et les Anglo-Saxons en particulier répugnent au contact des indigènes et émigrent plus volontiers dans les pays tout à fait vacants comme les États-Unis, l'Australie, certaines parties de l'Amérique du Sud, que dans les régions où les indigènes forment une population dense et pullulante, et monopolisent du reste tous les métiers inférieurs ne laissant guère de place qu'à une immigration restreinte de chefs d'entreprises, de contre maîtres, de commerçants, ou d'ouvriers d'élite. Cependant, si les mines rendent ce qu'on espère d'elles, il pourrait se former des villes importantes peuplées de blancs; dans les campagnes l'élément indigène prédominera sans doute toujours comme il le fait, sous l'influence de conditions géographiques, climatériques et ethniques analogues, sur les plateaux du Mexique et des Andes.

Au nord et au nord-est de la Rhodesia proprement dite, c'est-à-dire des hautes terres du Matabeleland et du

Mashonaland, s'étendent les immenses territoires de la Zambézie et de l'Afrique centrale britanniques. Soumis au climat tropical, tout à fait impropres à l'établissement d'une nombreuse population blanche, ils pourront devenir un jour une grande colonie d'exploitation, mais sont encore presque inconnus aujourd'hui, les Portugais, auxquels ils appartenaient hier encore, n'ayant jamais su en rien tirer, les Anglais n'ayant guère pu, depuis dix ans qu'ils les possèdent, faire autre chose que reconnaître le pays, le munir d'un télégraphe et y commencer quelques cultures sur les plateaux relativement sains du Nyassaland.

CHAPITRE VII

Les méthodes politiques et économiques de la Grande-Bretagne dans l'Afrique du Sud.

Procédés par lesquels s'est effectuée l'expansion britannique. — Les annexions de territoire depuis 1871. — Conduite des Anglais vis-à-vis des Portugais, des indigènes et des Boers. — Tableau des États sud-africains et de leur population. — Extrême souplesse et variété des méthodes administratives de l'Angleterre : divers types de colonie. — La mise en valeur du pays et les voies de communication. — Situation politique et économique de l'Afrique du Sud en 1895. — Relation des Anglais et des Boers; la politique de conciliation patiente et ses bons effets vis-à-vis des Afrikanders du Cap et de l'État d'Orange; progrès de l'influence anglaise dans celui-ci. — Le Transvaal se tient plus à l'écart; causes de cette attitude; probabilité qu'elle se fût modifiée avec un peu de temps, de patience et de prudence.

L'empire que l'Angleterre s'est taillé dans l'Afrique du Sud s'étend ainsi du cap des Aiguilles au lac Tanganyka, de 34 à 9 degrés de latitude sud, et couvre une étendue de 3 800 000 kilomètres carrés, dix fois supérieure à celles qu'occupaient plus ou moins effectivement les Hollandais, lorsqu'ils cédèrent en 1806 le Cap à la Grande-Bretagne.

Les procédés par lesquels s'est accomplie cette expansion britannique, depuis que la découverte des diamants eut ouvert par le Griqualand occidental la série des annexions, sont loin d'être sans reproche : dès

avant la guerre avec le Transvaal les Anglais ont sans cesse abusé de la force : contre l'État d'Orange en 1871 en annexant la région diamantifère; contre le Portugal en 1891, lorsqu'ils le réduisirent à la portion congrue et s'attribuèrent les bords du lac Nyassa et le bassin moyen du Zambèze; contre le Transvaal lui-même à deux reprises — et avec un égal insuccès — lorsqu'en 1877 et 1895 ils voulurent purement et simplement incorporer ce pays à leurs possessions. Ils ont traité souvent avec dureté et injustice les tribus indigènes, déclarant la guerre sous des prétextes futiles : en 1879 à Cetiwayo, roi des Zoulous, qu'on reconnaît aujourd'hui avoir été l'un des plus humains parmi les monarques nègres; en 1893, à Lobengula, roi des Matabélés, sans autre raison que le désir de s'emparer de son pays. Toutes les fois que les indigènes ont fait mine de résister, ils les ont terrifiés par des répressions impitoyables et sanglantes, dont le plus récent exemple a eu lieu dans le Matabeleland en 1896.

S'il faut réprouver ces violences, il n'en est pas moins vrai que l'Angleterre peut se réclamer à juste titre dans l'Afrique australe d'un droit supérieur à ceux de ses rivaux et de ses adversaires, d'un droit qui n'est pas seulement celui de la force, mais celui de la civilisation. Il faut faire exception en ce qui concerne les Républiques boers : l'État d'Orange n'avait nullement entravé l'exploitation des mines de Kimberley pendant qu'elles avaient été sous sa juridiction, et, nous l'avons déjà signalé et y reviendrons, les Anglais du Witwatersrand ont exagéré grossièrement les mauvaises dispositions des Boers à l'égard de l'industrie aurifère. Les actes commis en 1871, en 1877, en 1895, sont donc de purs abus de la force que rien ne justifie. On n'en saurait dire autant de la conduite de l'Angleterre envers le Portugal en 1891. Ce dernier pays prétendait, en vertu de la doctrine de l'*hinterland* et de droits historiques, à la possession de tout le bassin du Zambèze, qui s'étend entre ses deux colonies d'Angola et de

Mozambique, sur les côtes est et ouest de l'Afrique; mais, depuis près de quatre siècles qu'il s'était établi en ces parages, il n'avait rien fait pour relier ces deux groupes de possessions, il n'avait su montrer que son incapacité. Jamais aucune occupation effective de l'intérieur n'avait eu lieu; les limites de la zone d'action des Portugais avaient même sensiblement reculé depuis la fin du XVIe siècle : quelques ports fiévreux sur la côte, quelques postes plus malsains encore sur le Zambèze où, sous l'autorité de fonctionnaires corrompus et sous la garde de soldats mulâtres déguenillés, végètent quelques centaines de blancs et quelques milliers de métis, et dont le plus éloigné, celui de Zambo, n'est qu'à 180 lieues de la mer, alors que le continent en a plus de 600 de large à cette latitude, voilà tout ce qu'ils possèdent réellement dans cette colonie du Mozambique, où leur influence cesse dès qu'on s'éloigne de quelques lieues de la mer ou du fleuve, où les indigènes les méprisent, où rien n'a été fait pour mettre le pays en valeur. Un explorateur hardi, le major Serpa Pinto, essaya, il y a vingt ans, de galvaniser cet empire en décomposition et de réaliser le rêve de ses fondateurs du XVIe siècle : il traversa l'Afrique de l'ouest à l'est en partant d'Angola; mais l'exploit isolé d'un homme énergique ne pouvait suffire à créer des droits à une nation dégénérée; eût-on reconnu aux Portugais la possession des territoires qu'ils réclamaient, ils eussent continué à y faire ce qu'ils y font depuis quatre siècles, c'est-à-dire rien. Une nation peut-elle soustraire ainsi indéfiniment à l'activité humaine un vaste champ dont elle s'est montrée incapable de tirer parti? Assurément non, car la seule justification de la colonisation, le seul trait qui en fasse autre chose qu'un simple abus de la force ou un amusement enfantin consistant à colorier des « sphères d'influence » sur des cartes, c'est précisément l'action civilisatrice, le développement, sous la direction du peuple colonisateur, des ressources du pays, que les indigènes laissaient sans emploi. Les

Portugais ne s'étaient pas acquittés de cette tâche mieux que les tribus noires elles-mêmes. Les Anglais se sont présentés pour les remplacer; sans doute ils n'ont fait triompher leurs prétentions que par un brutal déploiement de force; mais à cette force il faut reconnaître qu'ils joignaient le droit qui est le fondement même de la colonisation : en une dizaine d'années, malgré bien des difficultés, ils ont plus fait progresser leurs nouvelles possessions que les Portugais en quatre siècles.

Ce droit, non pas du plus fort, mais du plus civilisé, que M. Cecil Rhodes exprimait encore en décembre 1896 à Port-Élisabeth, en disant qu'on ne pouvait permettre à aucune partie de l'Afrique du Sud de rester le domaine de la sauvagerie, c'est en l'appliquant encore que les Anglais ont annexé aussi les territoires des tribus indigènes, la Rhodesia actuelle notamment. Ils y étaient d'autant plus justifiés que les maîtres de ce dernier pays, les Matabélés, n'étaient même pas des indigènes, mais les vainqueurs et les tyrans de ceux-ci. Toute cette partie de l'Afrique australe, Rhodesia, Transvaal, République d'Orange, Natal, était, durant le premier tiers de ce siècle, le domaine d'États-brigands constitués par des chefs zoulous, Chaka, Dingan, Mosilikatze, tout à fait semblables à ceux d'Ahmadou et de Samori, que nous avons trouvés en face de nous dans le Soudan occidental. La domination de leurs hordes guerrières a duré jusqu'à ce que les Anglais y missent un terme dans ces dernières années, en s'emparant par force, sur les Matabélés, des contrées que ceux-ci avaient enlevées par force aux Mashonas, mais, tandis que la domination des Matabélés n'avait eu pour résultat que la ruine et la dépopulation du pays, on exploite dès aujourd'hui un filon aurifère à la place même où se dressait le kraal du roi Lobengula et à quelques centaines de mètres de là s'élève une ville peuplée de 2500 blancs. Sans doute, ici encore, on a abusé de la force, on a réprimé, avec un excès de dureté peut-être,

des insurrections grossies pour les besoins de la cause. Il ne faut pas oublier cependant que les Matabélés sont gens singulièrement turbulents et que les Anglais ont pu se trouver entraînés à des rigueurs aussi grandes pour faire un exemple, éviter de longues séries de troubles qui auraient fait couler plus de sang encore. et réparer le grand affaiblissement de leur prestige qu'a produit sur l'imagination impressionnable des noirs l'humiliant désastre de Jameson.

Tout en procédant résolument à la mise en valeur du pays, les Anglais s'étaient gardés cependant, jusqu'à ces toutes dernières années, d'agir avec précipitation; nulle part ils n'ont mieux montré que dans cette Afrique du Sud, peuplée d'un mélange si complexe de races variées, l'admirable souplesse de leur génie colonisateur. On ne s'est point imaginé ici d'assimiler ce qui était inassimilable ni d'unifier ce qui était essentiellement divers; les possessions britanniques de l'Afrique du Sud ne forment pas moins de neuf domaines politiques différents, auxquels sont appliqués des régimes distincts, à peu près tous les systèmes d'administration coloniale possible, savamment gradués suivant leur degré de civilisation et les races qui les habitent. Nous en donnons ci-dessous l'énumération avec la population blanche et de couleur et nous y joignons les mêmes indications pour les États boers [1] :

États africains au sud du Zambèze et leur population.

	Blancs.	Gens de couleur.
Colonie du Cap	376 987	1 350 237
Natal	42 759	512 817
Zoulouland	548	145 336
Amatongaland	»	80 000
Basoutoland	578	218 324
Bechuanaland britannique	5 284	55 122
Protectorat de Bechuanaland	500	110 000
Rhodesia	2 500	250 000
État libre d'Orange	77 716	129 787
Transvaal (avec le Swaziland)	160 000	712 500

1. Ces chiffres sont ceux que donne l'*Illustrated Official Hand-*

La colonie du Cap jouit depuis 1872 du *self government* complet; mais son gouverneur, nommé par la Couronne, qui n'a dans la colonie même que les pouvoirs très restreints d'un chef d'État constitutionnel, est Haut-Commissaire de la Reine pour l'Afrique du Sud; il a la haute main sur tous les intérêts britanniques dans cette partie du monde — Natal et les protectorats voisins du Zoulouland et de l'Amatongaland étant seuls soustraits à son influence —. Encore le Cap même n'est-il unifié que depuis peu; les quatre territoires, dont le dernier n'est annexé que depuis 1894, formant ensemble la Cafrerie britannique, à l'est de la colonie, et peuplés presque exclusivement de nègres (560 000 Cafres contre 10 000 blancs), sont soumis à un régime spécial; les tribus indigènes y sont très fortement constituées; l'on s'est bien gardé, d'ailleurs, de les désorganiser même dans le reste de la colonie et on leur a constitué de larges réserves, où leur organisation traditionnelle de propriété collective s'est maintenue, tout en facilitant l'acquisition individuelle de terres à tous ceux qui le désirent. Natal a reçu, mais depuis 1893 seulement, la plénitude du gouvernement responsable et parlementaire, les affaires indigènes étant encore réservées au gouverneur. Le Bechuanaland britannique, resté jusqu'à la fin de 1895 « colonie de la Couronne », et gouverné, sous l'autorité du Haut-Commissaire à qui appartenait le droit de légiférer par décret, par un administrateur qui était en même temps le chef du pouvoir judiciaire, a été jugé alors suffisamment civilisé pour être annexé à la colonie du Cap, au Parlement de laquelle il est maintenant représenté.

Voilà donc trois pays qui ont été admis successive-

book of the Cape and South Africa, publication officielle de 1893. Les populations du Cap, du Natal et de l'Orange ont été recensées en 1891, le reste repose sur des estimations. En 1899, à la veille de la guerre, la population blanche du Transvaal devait être de 200 000 âmes, ce qui fait plus de 700 000 blancs contre 3 500 000 noirs dans l'Afrique australe au sud du Zambèze.

ment en 1872, 1893 et 1895 aux bénéfices du *self government*. A côté d'eux viennent les protectorats, protectorats administratifs bien entendu et non diplomatiques. Il a paru tout simple aux Anglais de maintenir dans le montagneux Basoutoland, le Zoulouland et l'Amatongaland l'autorité des chefs indigènes, tout en annexant, pour éviter toute difficulté extérieure, ces pays à l'empire britannique : du premier coup ils ont adopté cette solution comme ils l'avaient fait dans l'Inde, comme les Hollandais l'ont fait à Java, comme nous l'avions du reste fait nous-mêmes dans l'Afrique occidentale, bien que nous ayons paru l'oublier, lorsqu'à propos de l'application d'un régime semblable à Madagascar, on s'est perdu en de byzantines discussions sur le partage de la souveraineté. Le premier de ces pays, le Basoutoland, a été quelque temps annexé à la colonie du Cap, puis désannexé en 1884; un résident britannique surveille les divers chefs indigènes, sous la haute autorité du gouverneur du Cap, de même que les résidents du Zoulouland et de l'Amatongaland dépendent du gouverneur de Natal. Dans ces trois pays habités par des tribus turbulentes, il est interdit aux blancs de s'établir à moins d'autorisations spéciales et individuelles qui peuvent être accordées aux commerçants et aux mineurs : on a voulu éviter ainsi les troubles que font toujours naître les questions de terres dans les contrées où la propriété indigène est collective. Le territoire ouvert aux Européens dans l'Afrique du Sud est bien assez vaste pour que la soustraction de ces quelque 100 000 kilomètres carrés à la colonisation ne nuise pas au développement général du pays.

Beaucoup plus vaste que ces trois protectorats est celui du Bechuanaland, qui s'étend, au nord de la colonie du même nom, jusqu'au Zambèze; ici les blancs peuvent s'établir et il est probable qu'ils viendront en assez grand nombre le long de la ligne du chemin de fer qui en traverse les bords. Mais de vastes territoires de culture et de chasse sont réservés aux indigènes que leurs

chefs gouvernent sous la surveillance du résident britannique. Le dernier des protectorats est celui du Nyassaland, sur les plateaux qui entourent le grand lac Nyassa, territoires tout à fait frustes encore, situés au nord-est de la sphère de la Compagnie à charte. Celle-ci, dont l'administration s'est d'abord organisée dans les plateaux de la Rhodesia, puis dont les pouvoirs ont été réduits dans cette région quand les colons, devenus relativement nombreux, ont réclamé leur part de contrôle sur le gouvernement, s'apprêtait, à la veille de la guerre, à franchir le Zambèze pour commencer la mise en valeur des vastes territoires qui s'étendent au nord jusqu'aux limites de l'État du Congo.

Sous la variété des régimes politiques adoptés par l'Angleterre pour ses possessions sud-africaines on retrouvait une pensée constante : donner aux blancs, partout où ils sont assez nombreux, le plus de libertés possible, jusqu'au *self government* complet, tout en assurant le respect des droits et des coutumes des indigènes parce que c'est le seul moyen d'obtenir la tranquillité de ceux-ci, c'est-à-dire de maintenir la sécurité qui est la première de toutes les conditions pour le développement d'une colonie. L'impitoyable répression des révoltes procède au fond de la même idée : l'établissement à tout prix de l'ordre; dès que les noirs sont soumis ils sont bien traités; dès qu'ils tentent de se révolter on les frappe sévèrement pour faire un exemple et éviter qu'ils ne recommencent. Des excès qu'il faut regretter ont été commis dans l'application de ce système, mais on ne saurait nier l'excellence de son principe. Ce qui fait le plus grand éloge des moyens employés par l'Angleterre à assurer la tranquillité dans ses colonies de l'Afrique du Sud, c'est la faiblesse numérique des troupes permanentes qui s'y trouvaient jusqu'en 1899. La garnison britannique du Cap ne se composait que d'un régiment; encore son rôle était-il beaucoup plus de défendre la position même de Cape-Town contre une attaque venue du dehors, de garder

à l'Angleterre la clef de la seule route des Indes qui pourrait être utilisée en temps de guerre, que de concourir à assurer la paix à l'intérieur. A côté de ce régiment, pas d'autres troupes permanentes que les forces de police recrutées dans le pays même : 850 hommes de cavalerie et d'artillerie au Cap, 200 hommes à Natal, 450 hommes de la *Bechuanaland Mounted Police* et autant à peu près au service de la Compagnie à charte. En dehors de ces corps de cavaliers, excellents pour une guerre coloniale, les diverses milices de volontaires organisées comptaient 5500 hommes au Cap, 2000 à Natal, 500 dans la Rhodesia; en ce dernier pays ils reçoivent une indemnité annuelle de 100 francs, plus 100 francs d'habillement. Avec ces 2000 hommes de forces permanentes et ces 8000 de milices les Anglais maintenaient la paix dans un territoire de plus de deux millions de kilomètres carrés (au sud du Zambèze), qu'habitaient 2 700 000 noirs. Si différentes que soient les conditions et si supérieur qu'un Arabe soit à un Cafre on ne peut s'empêcher de faire une comparaison, qui n'est guère à l'honneur de nos méthodes politiques, entre les faibles forces qui gardent l'Afrique du Sud et les 60 000 hommes de troupes actives que nous entretenons dans l'Afrique du Nord.

Après la sécurité, le premier besoin des pays neufs c'est un bon système de moyens de transport; à ce point de vue encore l'œuvre accomplie dans l'Afrique australe mérite d'être citée comme un modèle : on s'y trouvait encore un peu en retard il y a vingt-cinq ans, alors que 64 kilomètres de voie ferrée seulement étaient posés au Cap et 5 à Natal. Depuis on a vite regagné le temps perdu et sans s'attarder à faire d'abord des routes, moyen de communication ancien, on s'est mis aussitôt à construire des chemins de fer et on les a construits comme il convenait; c'est-à-dire qu'ici encore on n'a pas voulu faire de l'assimilation et doter des pays à population clairsemée de voies aussi luxueusement construites que celles des vieilles contrées de l'Europe

occidentale, mais qu'on a visé à faire avant tout vite et bon marché.

Tous les chemins de fer de l'Afrique du Sud sont à voie étroite de 3 pieds et demi, soit 1m07, au lieu de 1m44, largeur normale des voies ferrées européennes. Grâce à cette moindre largeur, on a pu éviter beaucoup de travaux d'art coûteux et mieux adapter la voie au terrain dans les passages de montagnes et l'escalade des plateaux, ce qui est fort important en ce pays où les voies ferrées atteignent des altitudes de près de 2000 mètres. Les chemins de fer du Cap démontrent d'ailleurs que la voie étroite se prête à un trafic très important. Leurs recettes brutes kilométriques se sont élevées en 1896 à 28 000 francs pour l'ensemble du réseau et à une quarantaine de mille pour le *Northern System*, par où passe le trafic du Transvaal; dans ce pays la ligne qui suit le Witwatersrand, de Springs à Krugersdorp, et qui comprend notamment la courte, mais importante section de Johannesburg à Elandsfontein, a un mouvement bien plus considérable encore. Les frais d'exploitation, par contre, sont assez bas puisqu'ils ne s'élèvent, malgré l'importance du trafic et le tracé mouvementé des lignes, qu'à 13 000 francs par kilomètre [1].

1. C'est que les Anglais savent faire la distinction, qu'on ne semble pas apercevoir en France, entre un chemin de fer colonial et une ligne qui parcourt les parties les plus riches de l'Europe. Ils ne se croient point tenus de bâtir à intervalles rapprochés des gares de pierre et de briques et d'y entretenir dans l'oisiveté de nombreux employés, lorsqu'il n'y a pas de trafic à en attendre. Sur les plateaux du Karrou, la distance entre deux stations consécutives atteint parfois 50 et même jusqu'à 80 kilomètres; plusieurs de ces gares sont de simples hangars où il n'y a pas d'employés, et il se trouve certaines haltes dont le nom est simplement indiqué en grosses lettres sur une plaque que supportent deux poteaux, sans qu'il s'y trouve aucune construction; lorsqu'un voyageur, venant d'une ferme du voisinage, veut y prendre le train, il agite un drapeau si c'est le jour, il allume une lanterne si c'est la nuit, ce que voyant, le mécanicien s'arrête. Il y a un train par jour des ports

Le réseau ferré du Cap, en y comprenant les chemins de l'État d'Orange, exploités jusqu'en 1896 par l'administration des voies ferrées de la colonie, et l'extension, achevée en 1898, de la ligne de Kimberley jusqu'à Buluwayo, comprend dès aujourd'hui 4300 kilomètres; il y en a, de plus, 650 au Natal et 800 au Transvaal, en comprenant la courte section du chemin de fer de Delagoa-Bay, qui traverse les possessions portugaises. C'est donc, en tout, près de 6000 kilomètres de voies ferrées, reliées les unes aux autres, dans l'Afrique australe. Ce réseau est loin d'être arrivé au terme de son développement et l'on sait que le rêve de M. Cecil Rhodes est de relier le Cap au lac Tanganyka, sinon au Nil par une voie ferrée; l'on peut prévoir tout au moins que dans un avenir prochain, le Zambèze sera atteint par le chemin de fer.

L'Angleterre avait su donner ainsi à ses possessions de l'Afrique du Sud en peu de temps et à peu de frais une immense extension, elle avait admirablement discerné la meilleure méthode d'administration qui convenait à chacune des parties de cet empire, elle le dotait aussi rapidement que possible de l'outillage indispensable au développement de ses ressources naturelles, elle faisait régner la sécurité dans ces contrées naguère encore sauvages; aussi ces dernières étaient-elles aussi prospères que le permettait la nature souvent ingrate de leur sol, compensée, il est vrai, par de grandes richesses minières. Elles se suffisaient largement à elles-mêmes, ne coûtaient rien à l'Angleterre et rapportaient beaucoup aux Anglais. Les possessions britan-

de la côte à Johannesburg et à Kimberley, sur les lignes des districts côtiers, et surtout des environs de Cape-Town, il y en a parfois un plus grand nombre. Mais lorsqu'on dépasse Kimberley pour se diriger vers le nord, on n'a plus que trois trains par semaine. Voilà une manière de construire et d'exploiter les chemins de fer coloniaux fort différente de la méthode suivie en Algérie, et il serait bien à désirer que notre administration s'inspirât de ces leçons à l'avenir pour faire, non pas grand et beau, mais vite et utilement.

niques de l'Afrique du Sud comptaient, en 1891, 5 millions d'habitants, dont 420 000 blancs, au lieu des 26 000 Européens et des 47 000 hommes de couleur qui peuplaient en 1815 les possessions néerlandaises. Encore ce développement des colonies britanniques ne donnait-il pas une idée complète de l'extension prise depuis quatre-vingts ans dans l'Afrique australe par le domaine des peuples civilisés : les deux Républiques d'Orange et du Transvaal, fondées par les descendants des colons hollandais, ont ensemble un territoire de 440 000 kilomètres carrés qu'habitent 250 à 300 000 blancs et 800 000 noirs. L'ensemble de ces pays importait pour 350 millions de francs de marchandises et en exportait 375 millions, alors qu'en 1806 le commerce total des établissements du Cap atteignait à peine 4 millions, et qu'en 1871 encore il ne dépassait pas 195 millions.

Les Anglais auraient dû être satisfaits autant que fiers de ce brillant épanouissement de leur empire sud-africain. Cependant à leurs yeux il n'était pas complet : tous les territoires au sud du Zambèze ne leur appartenaient pas encore : sans doute ils ne convoitaient guère le stérile Sud-Ouest africain allemand, bien qu'ils se repentissent d'avoir laissé s'installer à côté d'eux une grande puissance européenne ; d'autre part ce qui restait aux Portugais dans le Mozambique, paraissait en soi peu digne d'envie. Ce pays bas et pestilentiel avait pourtant sa valeur comme voie d'accès vers la Rhodesia, le moyen Zambèze, le Nyassa ; il contenait de bons ports et, avant tout, celui de Lourenço-Marquez dans la baie Delagoa, excellente position militaire ; mais les Portugais, humiliés devant l'Angleterre, lui avaient accordé toutes facilités d'accès : le droit de transporter ses troupes par le chemin de fer de Beïra, une concession à Chindé aux bouches du Zambèze, le droit de naviguer sur ce fleuve et son affluent, le Chiré. Peu à peu il semblait que le pays dût tomber complètement sous l'influence de l'Angleterre, sous sa domination politique même, au moins indirectement, par l'intermé-

diaire d'une compagnie à charte. Cela était si évident qu'on parlait, en 1899, d'un accord secret anglo-allemand, attribuant aux Anglais ce qui était au sud du Zambèze, aux Allemands ce qui se trouvait au nord. De ce côté les visées de l'Angleterre étaient donc certaines d'être satisfaites un jour. D'ailleurs si l'événement tardait trop, elle n'en était pas à reculer devant un nouveau coup de force auquel, dans l'hypothèse d'une entente avec l'Allemagne, personne n'oserait s'opposer.

Aussi n'était-ce pas de ce côté que venaient ses préoccupations; ce qu'elle considérait comme une épine à son pied, c'était la présence des deux États boers. Tant qu'elles n'étaient pas englobées dans son système politique, ces deux petites Républiques, formant un corps étranger dans l'empire sud-africain britannique, constituaient, par le seul fait de leur existence, un foyer d'attraction pour les populations d'origine hollandaise de la colonie du Cap. Celles-ci étaient ainsi soustraites aux influences exclusivement anglaises: elles avaient sous les yeux la réalisation d'un idéal d'indépendance et de liberté qui pouvait les gagner, diminuer leur loyalisme, accentuer tout au moins l'antagonisme de race. Qu'il y eût un certain fonds de vérité dans ces craintes, on peut l'admettre et cela explique la longue résistance de l'Angleterre à reconnaître l'indépendance des Boers. Mais cette indépendance une fois reconnue n'était-il pas évident que toute tentative d'y porter atteinte aurait les résultats les plus fâcheux, en créant un centre, non plus seulement étranger, mais hostile à l'Angleterre? N'était-il pas infiniment préférable pour celle-ci de se concilier les États boers par une politique amicale et d'éviter ainsi que leur influence s'exerçât sur les Hollandais du Cap dans un sens diamétralement opposé à la sienne? Après avoir maladroitement essayé de la violence, en annexant le Transvaal en 1877, après avoir vu les inconvénients de cette politique, l'agitation qu'elle avait soulevée dans l'Afrique australe entière, l'Angleterre était revenue très

sagement à la manière douce, qui avait produit les meilleurs résultats. Les Boers du Cap, jadis hostiles, vivaient en bonne intelligence avec les Anglais, ils participaient même au gouvernement et M. Rhodes s'appuyait sur eux. La politique habile et conciliante de celui-ci ne remportait pas de moindres succès vis-à-vis de l'État d'Orange, qui avait conclu avec la colonie une union douanière, faisait exploiter par elle ses chemins de fer, et semblait s'angliciser tout doucement. Le Transvaal résistait sans doute, mais pouvait-on s'étonner qu'il conservât quelque défiance vis-à-vis d'une nation qui l'avait brutalement annexé en 1877 et dont une grande partie n'avait pas vu sans chagrin qu'on lui rendît son indépendance en 1881. Ici encore pourtant, il est probable qu'en évitant de froisser en rien les susceptibilités des Boers, on fût arrivé avec le temps, lorsque la génération qui avait pris une part active aux événements de 1877 et de 1881 aurait disparu, à entraîner ce petit État dans l'orbite de la Grande-Bretagne. Peut-être même l'éventualité n'était-elle pas bien éloignée, car certains des hommes qui s'étaient le plus vigoureusement battus contre les Anglais en 1881, tel le général en chef Joubert, montraient des dispositions conciliantes, et il n'y avait pas, après tout, beaucoup de sang versé entre les deux peuples.

Pourvu donc qu'on ne brusquât rien, qu'on se gardât avec soin de se mêler aux affaires intérieures des Boers, très jaloux de leurs libertés, il semblait très probable, nous dirons même qu'il est à peu près certain qu'on fût arrivé, non pas à absorber positivement leurs républiques dans l'empire britannique, mais à les englober avec les colonies anglaises du Cap et de Natal dans une union douanière d'abord, dans une fédération analogue à la Fédération australienne, quoique peut-être un peu plus lâche ensuite, ce qui les aurait virtuellement soumises au protectorat anglais, sans les empêcher de conserver leur complète autonomie intérieure, leur parlement, leur président élu. L'Afrique du Sud tout

entière aurait ainsi vécu en paix, sous l'égide de l'Angleterre, qui n'y aurait pas eu sensiblement moins de pouvoir qu'en Australie ou au Canada. Au pis aller, en supposant que le Transvaal se fût tenu à l'écart, on l'y aurait laissé, en évitant scrupuleusement d'attenter à son indépendance pour ne pas soulever les haines de race dans toute l'Afrique du Sud; on aurait continué d'enserrer peu à peu l'État d'Orange dans des liens toujours plus forts et, comme c'était lui le plus proche voisin du Cap, on aurait mis les Afrikanders de ce pays à l'abri de toute influence hostile.

C'était bien là, semble-t-il, le plan qu'avait d'abord suivi M. Rhodes. Nous avons vu que les premières étapes en avaient été couronnées de succès du côté des Boers du Cap et de l'État d'Orange. Malheureusement on ne voulut se résigner ni à se passer du Transvaal, devenu riche tout à coup de misérable qu'il était naguère, ni même à attendre pour voir s'il ne se montrerait pas plus conciliant après la disparition du président Krüger — qui est né en 1825 — ou en tout cas après celle des principaux combattants de 1881. Il ne se fût agi pourtant que de patienter jusqu'en 1915 ou 1920; qu'est-ce qu'un quart de siècle dans la vie d'une nation et que fait-on de solide sans le secours du temps? Mais l'Angleterre et M. Rhodes perdirent patience dès 1895. Il nous faut maintenant étudier la lamentable série de fautes et de crimes qui a eu pour résultat de couvrir l'Afrique australe de ruines et qui lui laisse en perspective, au lieu d'une paix prospère, un avenir de discordes et de haines.

CHAPITRE VIII

Antagonisme des Boers et des Uitlanders. L'insurrection de Johannesburg et l'invasion du docteur Jameson en 1895-1896[1].

Torts de l'Angleterre à l'endroit du Transvaal depuis le milieu du XIXe siècle; inquiétude des Boers en voyant affluer chez eux des immigrants anglais. — Prétentions politiques et arrogance des étrangers, des Anglais principalement. — Divers courants d'opinion parmi les Uitlanders à la fin de 1895. — L'Union nationale; son manifeste du 27 décembre. — Le comité de réformes. — Tentatives de conciliation. — Les violents l'emportent; organisation de corps de volontaires; effet produit à Johannesburg par l'invasion de Jameson; tergiversations du comité de réformes; attitude des étrangers non Anglais à l'égard de la révolution; désaveu officiel de l'invasion par le gouvernement du Cap. — Désastre et capture de Jameson à Krügersdorp. — La mobilisation des Boers. — Effondrement de l'insurrection; le Haut-Commissaire à Pretoria; Johannesburg se rend à discrétion. — Générosité des Boers.

Les événements qui ont eu lieu au Transvaal en décembre 1895 et janvier 1896 étaient depuis longtemps en préparation et n'ont été que le résultat de la tension

1. Nous maintenons ici le récit détaillé de l'invasion de Jameson et des agitations qui l'ont précédée tel qu'il a paru dans la 1re édition de cet ouvrage. Ces événements sont trop instructifs par le jour qu'ils jettent sur les « dessous » de la politique sud-africaine pour que nous en abrégions la relation.

toujours croissante des relations entre les Boers et la population minière, ou du moins une certaine partie de cette population. Les Boers ont vu, sans la moindre joie, et beaucoup d'entre eux avec consternation, la découverte des mines d'or sur leur territoire et l'invasion d'immigrants qui s'est précipitée vers le Witwatersrand. Après avoir mis entre eux et les villes de la côte méridionale des centaines de lieues de déserts, ils espéraient pouvoir être enfin chez eux et vivre tranquilles et isolés dans la république rustique qu'ils avaient établie sur ces hauts plateaux. Un moment ils pensèrent émigrer de nouveau vers le Mashonaland et le Matabeleland, entre le Limpopo et le Zambèze; mais l'Angleterre prétendait à la souveraineté sur ces territoires et leur avait imposé un traité qui leur interdisait d'étendre leurs limites au nord et à l'ouest. Ce qui augmentait encore leur défiance contre les nouveaux venus, en majorité Anglais, c'est que la Grande-Bretagne avait toujours cherché à leur ravir leur indépendance; une première fois, il y a soixante ans, lors de la grande émigration des Boers, elle avait prétendu étendre sa souveraineté jusqu'au 25e degré de latitude, avait mis à prix la tête de leur chef, Pretorius, devant sa résistance, et ne s'était décidée à reconnaître leur indépendance qu'en 1852; une seconde fois, en 1877, elle avait brutalement annexé le Transvaal, profitant des discordes intestines où il était plongé et de la pénurie du Trésor à la suite de guerres pénibles contre les Cafres; elle avait même refusé aux Boers, malgré ses promesses, des institutions parlementaires; elle n'avait enfin reconnu de nouveau leur indépendance qu'après une guerre marquée par de constantes défaites des troupes britanniques et terminée par le désastre de Majuba, où 400 Anglais, commandés par le général Colley, furent écrasés par les Boers, 100 hommes, dont le général, tués, et presque tout le reste pris. La défiance était légitime après de pareilles et aussi récentes expériences.

Il aurait été de bonne politique, de la part des immigrants anglais, s'ils voulaient vivre en harmonie avec les Boers, de chercher à calmer leurs suspicions et à les convaincre qu'ils ne voulaient pas attenter à leur indépendance. Ils n'en firent rien; au contraire les journaux de Johannesburg ne cessaient de vilipender M. Gladstone pour avoir, contraint et forcé d'ailleurs, restitué le Transvaal aux Boers; il ne se tenait pas un *meeting* sans qu'on entonnât le chant chauvin de *Rule Britannia*, pas une réunion sans qu'on réclamât à la fin le *God save the Queen*, qu'on écoutait debout, tandis qu'on affectait de ne prêter aucune attention à l'hymne national du Transvaal, pas un banquet où il n'y eût des discussions sur la priorité des toasts portés à la reine et au président. Ce sont là de petits incidents, mais qui entretenaient sans cesse la méfiance des Boers. Enfin, plus récemment, se produisit une manifestation plus grave : lors d'une visite au Transvaal du gouverneur du Cap, sir Henry Loch, le drapeau de la République sud-africaine fut enlevé à Johannesburg et remplacé par un drapeau anglais. En même temps qu'ils affirmaient ainsi leur nationalité britannique, tous ces hommes venus dans le pays pour y faire fortune le plus tôt possible et s'en retourner ensuite, réclamaient à cor et à cri des droits politiques. Que pouvaient conclure les Boers de toutes ces agitations, si ce n'est qu'on voulait leur reprendre leur patrie? et comment auraient-ils été enclins dès lors à examiner avec faveur les réclamations, souvent justifiées, de la population étrangère relativement aux questions économiques? N'est-il pas explicable qu'ils ne fissent rien pour favoriser la mise en valeur de ces champs d'or dont les exploitants les menaçaient et les méprisaient, qu'ils retardassent l'ouverture du chemin de fer reliant Johannesburg au Cap, où ils voyaient un outil d'envahissement, jusqu'à ce que celui de Delagoa-Bay, qui leur ouvre une autre voie de communication avec le reste du monde en dehors du territoire anglais, eût atteint les hauts plateaux? Les revendications poli-

tiques faisaient du tort aux demandes de réformes économiques; malgré cela, d'ailleurs, le régime des mines d'or était bien loin d'être aussi intolérable que le feraient croire les bruyantes réclamations dont a retenti la presse anglaise, et l'industrie, comme on l'a vu, se développait à grands pas.

Les agitations politiques s'étaient calmées sur le Witwatersrand pendant la phase de grande spéculation sur les mines d'or, qui avait duré de l'automne de 1894 jusqu'en septembre 1895. Mais lorsqu'une crise eut succédé à cette période d'excès marquée par beaucoup d'abus, elles se réveillèrent et, en novembre de la même année, à l'ouverture de la Chambre des mines de Johannesburg, M. Lionel Phillips, son président, ouvrit les hostilités par un violent discours où il menaçait le gouvernement d'une insurrection, s'il n'octroyait des réformes politiques et économiques immédiates. M. Phillips faisait appel à l'union des travailleurs et des capitalistes contre les Boers. Bien qu'il n'y eût jamais eu de difficultés ouvrières, les mineurs furent difficiles à entraîner : satisfaits de leurs gages élevés, ils supportaient sans peine le poids des impôts dont on se plaignait avec tant d'ostentation. Beaucoup d'entre eux étaient fort opposés à l'annexion à l'Angleterre qu'ils voyaient poindre au bout du mouvement. De ce nombre étaient, outre les Américains, beaucoup d'Australiens et de gens de la colonie du Cap ou Afrikanders, notamment les anciens mineurs de Kimberley, qui poursuivaient d'une véritable haine M. Rhodes, président de la monopoliste compagnie *De Beers*. Dans une réunion d'employés de tout rang des mines, un ingénieur américain, M. R. E. Brown, engageait les ouvriers à ne pas se faire les instruments de capitalistes avides de monopoles et prêchait la conciliation avec les Boers.

Malgré une campagne de presse des plus violentes, où l'on porta contre le gouvernement les plus absurdes accusations, la majorité des Uitlanders restait encore médiocrement disposée en faveur du mouvement au

milieu de décembre. A ce moment on pouvait distinguer trois courants : les révolutionnaires en tête desquels étaient les grands financiers, anglais et israélites, que suivaient la plupart des Anglais et des Australiens, à l'exception des commerçants de Johannesburg et des mineurs cornouaillais, très opposés à toute action violente. Le but, non avoué, de leurs chefs, était l'annexion du Transvaal aux colonies anglaises et la masse du parti, assez indifférente à ce qui suivrait la chute du gouvernement boer, tenait avant tout à le voir tomber. Les modérés, Américains, Afrikanders et commerçants de Johannesburg, répugnaient à l'emploi de la violence, et, tout en demandant des réformes politiques, suivaient la ligne de conduite indiquée par l'ingénieur Brown. Enfin les étrangers non anglais se tenaient en dehors de l'agitation et plusieurs manifestaient des sympathies pour le gouvernement.

Le 14 décembre devait être tenu un *meeting* convoqué par l'*Union nationale du Transvaal*, ligue fondée en 1891 pour soutenir les revendications diverses, mais surtout politiques, des étrangers. Il fut remis au 27 d'abord, puis au 6 janvier, sous le prétexte bizarre que, le 27 se trouvant compris entre deux journées de courses, il serait à craindre que la population fût ce jour-là trop distraite des questions politiques. Les fêtes de Noël se passèrent tranquillement et joyeusement, comme en tout pays anglais; à cette date beaucoup de personnes croyaient encore que toute cette agitation se passerait en menaces, quoique de mauvais bruits eussent commencé à circuler : on parlait de fusils, de canons Maxim même, introduits en fraude par certaines compagnies minières. Il était certain, en tout cas, qu'on continuait à endoctriner les mineurs et que des personnes qui devaient être bien informées éloignaient leurs femmes et leurs enfants.

C'est le 27 décembre au matin que le feu fut mis aux poudres par la publication du manifeste du président de l'Union nationale. Ce document, adressé au peuple

du Transvaal, déclarait que l'association se proposait d'atteindre les trois résultats suivants : le maintien de l'indépendance de la République; l'obtention de droits pour les étrangers égaux à ceux des Boers; enfin qu'il fût faite justice à leurs revendications : celles-ci étaient au nombre de dix, comprenant des réformes politiques, l'extension du droit de suffrage aux étrangers, l'établissement d'un vrai gouvernement parlementaire, de l'égalité des langues anglaise et hollandaise, du libre-échange pour les produits de l'Afrique du Sud, l'enseignement des deux langues dans les écoles, des réformes judiciaires et administratives, et l'abrogation de la loi qui réserve l'éligibilité aux seuls protestants. L'énumération de ces réclamations était suivie de cette phrase qui terminait le manifeste : « Voilà ce que nous voulons. Il reste à résoudre la question qui vous sera posée le 6 janvier : « Comment l'obtiendrons-nous? » C'est à cette question que j'attends de vous une réponse nette, conforme à votre opinion réfléchie. »

C'était une menace d'insurrection non déguisée : on jugera de l'état d'esprit de la partie exaltée des Uitlanders si l'on sait qu'un journal de Johannesburg regrettait la « modération » de cet appel. Malgré tout, le 28, tout le monde se rendit aux courses : aucune préoccupation politique n'aurait pu empêcher la population d'assister à son délassement favori. Mais, le soir, le train partant pour le Cap fut envahi : plus de 2000 personnes, surtout des femmes et des enfants, voulaient partir aussitôt. Pendant toute la semaine suivante on put voir, à la gare de Johannesburg, une foule de femmes et d'enfants assis sur leurs bagages dès midi pour attendre le train du Cap qui ne partait qu'à dix heures du soir; quoiqu'on eût doublé, triplé le nombre des trains, il était à peine possible de faire partir tout le monde, et des femmes furent plusieurs fois réduites à s'entasser dans des wagons à bestiaux découverts, les voitures à voyageurs manquant. De toutes les mines des environs, les familles des employés affluaient à

Johannesburg pour en repartir le plus rapidement qu'elles pouvaient ; on dut leur organiser des gîtes tant bien que mal dans les bureaux de diverses compagnies.

A partir du lundi 30 décembre, tout le mouvement des affaires, fort ralenti déjà depuis le milieu du mois, fut arrêté à Johannesburg. Le Comité de réformes, composé d'environ vingt-cinq personnes, parmi lesquelles M. Lionel Phillips, le colonel Rhodes, frère du premier ministre du Cap, M. Leonard, président de l'Union nationale, les représentants de presque toutes les grandes maisons financières, et siégeant dans l'hôtel des *Consolidated Goldfields of South Africa*, dont M. Cecil Rhodes est le directeur, fut, à partir de ce jour, la seule autorité reconnue à Johannesburg. Dès le 30 on distribua des fusils au siège du comité et l'on y amena, après les avoir triomphalement promenés dans les rues, trois canons Maxim frauduleusement introduits, cachés dans des chaudières. La plupart des mines avaient aussi fait venir des fusils, dissimulés de toute manière et surtout dans des pianos ; dans plusieurs d'entre elles, le personnel fut forcé de prendre les armes, sous peine de renvoi ; on demandait d'abord aux mineurs s'ils consentaient à défendre, au besoin par les armes, les propriétés de la compagnie, puis s'ils accepteraient d'aller au secours des femmes et des enfants, qui ne coururent pas un instant le moindre danger. Ils acceptaient sans peine de prendre ces engagements ; mais lorsqu'on leur fit entendre qu'il pourrait convenir, pour déjouer les projets du gouvernement, de prendre l'initiative de l'attaque, plusieurs refusèrent ; ils furent aussitôt congédiés.

Quelques tentatives de conciliation furent encore faites par les modérés. Les commerçants de Johannesburg avaient formé une union pour défendre leurs propriétés en cas de désordres, se séparant des fauteurs d'insurrection ; ils envoyèrent au président quelques-uns des leurs pour le prier de faire des concessions ; les Américains firent de même. M. Krüger

consentit à suspendre les droits d'importation sur les denrées alimentaires, ce qu'il fit par décret paru le 31 décembre. Leurs autres réclamations, déclara-t-il, seraient examinées avec bienveillance et soumises au Volksraad qui allait se réunir dans une quinzaine. Le président ne pouvait, certes, céder à des demandes faites les armes à la main; néanmoins, sa réponse fut jugée insuffisante à Johannesburg : les modérés s'effacèrent, comme toujours en pareille circonstance; plusieurs d'entre eux, croyant que le mouvement allait triompher, s'y joignirent. Quant aux Américains, un bon nombre avaient déjà dû se rallier au comité de réformes pour conserver leurs positions au service des compagnies minières : les autres restèrent jusqu'à la fin de la crise spectateurs des événements, sans pouvoir se décider à prendre un parti.

Cette révolution tint quelque peu du vaudeville. Chaque partie de l'empire britannique était représentée par un corps particulier avec un brassard et une cocarde pour le distinguer des autres : les Écossais, les Gallois, les Anglais des comtés du Nord, ceux du Sud, les Irlandais, les Australiens, les Afrikanders. On les voyait traverser la ville pour aller chercher des armes au siège du comité, puis s'en revenir en rangs et faire des tentatives d'exercice sur la place du Marché ou quelque autre endroit découvert. Mais c'était surtout la cavalerie qu'il fallait voir : tous les jeunes gens de Johannesburg en faisaient partie; coiffés d'un sombrero au bord gauche relevé, la vareuse serrée à la ceinture, de hautes bottes jaunes resplendissantes aux jambes, d'immenses éperons aux talons, le fusil en bandoulière, ils galopaient à travers les rues, sans autre nécessité que de faire admirer leur belle mine de casseurs d'assiettes. Tous ces fringants cavaliers qui partaient ainsi en campagne sans emporter d'autres provisions que quelques cartouches, avec leurs grands cols blancs irréprochables, leurs beaux vêtements et leurs chevaux habitués à l'avoine, qu'ils commençaient par fatiguer à

plaisir, caracolant à travers la ville, n'avaient aucune idée de ce que pouvait être la guerre, et plus d'un aurait sans doute fait piètre contenance au feu, si sa monture et lui n'eussent pas succombé à la fatigue avant même d'y arriver. Les femmes aussi s'étaient mises de la partie et avaient constitué un corps d'infirmières, heureuses de se faire voir tout de blanc vêtues. Chaque jour paraissaient dans les journaux des notes annonçant que tout était prêt pour la défense de la ville, les points importants des environs occupés, enfin que « toutes les mesures que pouvaient enseigner la stratégie et l'art militaire étaient prises » ; nul ne songeait à se demander où les heureux spéculateurs, membres du comité de réformes, avaient appris ces sciences compliquées.

Lorsqu'on connut à Johannesburg, le 30 décembre au soir, l'entrée dans le Transvaal du Dr Jameson avec 700 hommes de troupes exercées, au service de la Compagnie à charte, nul ne douta plus du succès de l'insurrection. « Mais pourtant, disaient quelques sceptiques, les Boers existent encore, ils ne laisseront pas ainsi passer Jameson, sans essayer de l'arrêter, sans se battre. — Les Boers, répondait-on, ils sont dégénérés, ce ne sont plus les hommes d'il y a quinze ans ; puis, ils ont été surpris et d'ailleurs nous avons acheté tous les chefs ; ils ne se battront pas. » Des centaines de personnes stationnaient sans cesse devant le bâtiment des *Consolidated Goldfields* où siégeait le comité, dont un membre paraissait de temps en temps à la fenêtre, pour prononcer quelques paroles applaudies de confiance et donner des nouvelles de l'avance de Jameson. Le 1er janvier au soir, on annonça qu'il était près de Krügersdorp, à 30 kilomètres de Johannesburg, où les Boers avaient en vain essayé de l'arrêter, et qu'il serait à Johannesburg le lendemain vers midi. Le 2 dans la matinée, la ville semblait en fête : à tous les balcons, à toutes les fenêtres voisines du siège du comité, des femmes en toilette claire attendaient l'arrivée des vainqueurs ; on faisait des préparatifs pour une illu-

mination. On répandait des nouvelles fantaisistes sur l'avance de Jameson. Il est à Roodeport, disait-on; il est à Langlaagte. annonçait-on un peu plus tard; et l'on prétendait même vous montrer dans une lorgnette des troupes d'hommes armés sur les collines à l'ouest de Johannesburg, par où il devait arriver; d'autres disaient qu'il était au champ de courses, au sud de la ville. C'était une excitation fiévreuse; on dépêcha un landau à sa rencontre; à midi un membre du comité déclarait que la soupe était prête, pour restaurer ses hommes fatigués aussitôt qu'ils arriveraient.

Quelques minutes plus tard, le comité de réformes apprenait le désastre de Krügersdorp et la capture par les Boers de toute la troupe de Jameson avec armes et bagages. Il n'osa d'abord l'avouer. Il semble, d'ailleurs, qu'aussitôt la révolution commencée et les armes distribuées, ce groupe, qui parlait si haut, ait perdu toute confiance, ait été effrayé des conséquences de ce qu'il avait engagé. Il avait donné des armes; il n'osa s'en servir. Tant qu'il n'y avait eu qu'à préparer l'insurrection sur le papier, il s'était montré très ferme : on avait même organisé le gouvernement qui devait succéder à celui des Boers; le président, le vice-président de la République étaient désignés. On avait, paraît-il, un nouveau drapeau qui, au lieu d'être bleu, blanc et rouge, avec une bande verte le long de la hampe, comme celui du Transvaal, portait en outre à l'angle supérieur la croix de Saint-André de l'Angleterre. Mais on n'avait eu garde de le montrer, pour ne pas s'aliéner une partie de la population, et on avait arboré en grande pompe le *Vierkleur*, l'étendard du Transvaal, au-dessus du siège du comité. De même, le 31 décembre, on répudiait hautement l'acte du docteur Jameson, appelé pourtant par une lettre signée de cinq des principaux membres du comité; le lendemain, au contraire, on se décidait à déclarer qu'on ne pouvait refuser aucun secours pour la bonne cause et que le comité se faisait solidaire de Jameson.

L'attitude de tous les étrangers de diverses nationalités, en présence de cette invasion de flibustiers, était de nature à faire réfléchir : dès qu'ils l'avaient apprise, les Allemands de Pretoria et de Johannesburg s'étaient réunis et avaient décidé d'offrir leurs services au gouvernement pour la défense de l'ordre de choses légal. Les Français avaient aussi déclaré leurs sympathies pour les Boers, et quelques-uns s'étaient également offerts à s'enrôler et à prendre du service dans l'artillerie. Les Scandinaves ne cachaient pas leur hostilité au mouvement révolutionnaire; seuls, les Italiens s'abstenaient. Les quelques centaines de Boers qui habitent Johannesburg et plusieurs étrangers s'étant présentés aux bureaux du gouvernement pour demander des armes, on les engagea à se tenir tranquilles, pour le moment, tout en leur promettant de les employer, s'il devenait utile. Il faut en faire honneur au tempérament froid des Anglo-Saxons si, dans cette ville en révolte et privée d'autorités régulières, l'ordre le plus parfait n'a cessé de régner, malgré la division de la population en deux partis ennemis; à peine quelques boutiques furent-elles pillées par des nègres dans les faubourgs, et ces désordres furent facilement réprimés.

Devant l'attitude des étrangers non anglais, les hésitations du comité s'accrurent; peut-être la proclamation du gouverneur du Cap, Haut-Commissaire de la reine, intimant au docteur Jameson l'ordre de revenir immédiatement en arrière et interdisant aux sujets britanniques de lui prêter aucune assistance, lui inspira-t-elle la crainte de voir diminuer le nombre de ses partisans. Cette proclamation devait pourtant être prévue : l'Angleterre ne pouvait, au moins officiellement, sanctionner un acte de piraterie internationale. Toujours est-il qu'une délégation du comité, ayant obtenu une audience de M. Krüger, lui demanda d'accepter la venue du Haut-Commissaire à Pretoria et de s'engager à ne faire aucune entreprise à main armée contre Johannesburg jusqu'à son arrivée, qui devait avoir lieu le 4. Le pré-

sident accepta d'autant plus volontiers qu'il avait ainsi le temps de mobiliser toutes ses forces. Dès lors le comité, heureux de n'avoir pas à lutter, se renferma dans l'inertie; il laissa les 5000 ou 6000 hommes qu'il avait armés manœuvrer à Johannesburg, mais n'osa envoyer personne au secours de Jameson, n'eut même pas assez de décision pour couper le chemin de fer par lequel le gouvernement faisait parvenir, à travers la gare même de Johannesburg, les munitions à ses troupes en lutte avec les envahisseurs. Si ces envois n'étaient pas arrivés, les Boers auraient été obligés de laisser passer leurs ennemis faute de pouvoir tirer.

Je ne referai pas ici le récit connu de la marche de Jameson et de sa fin désastreuse. Pour que le docteur eût risqué une pareille marche forcée, de Mafeking, tout près de la frontière du Bechuanaland et du Transvaal, à Johannesburg, près de 300 kilomètres faits en trois jours (29 décembre-1er janvier) dans un pays sans route, presque sans manger ni dormir, il fallait qu'il se crût certain de n'avoir pas à combattre ou du moins, en cas de bataille, d'être énergiquement secouru par ceux qui l'avaient appelé. Toute aide lui manquant, ses hommes fatigués devaient être vaincus. Les Boers, dont plusieurs partis le suivaient sur ses flancs, le laissèrent s'avancer jusqu'à ce qu'eux-mêmes fussent en force pour se mesurer avec lui. Le 1er janvier au soir, dans les escarmouches de Randfontein et de Rietvlei, les Boërs avaient l'infériorité numérique; ils n'étaient que 400 contre les 700 envahisseurs et eurent pourtant l'avantage. Le lendemain ils avaient reçu des renforts et Jameson, qui avait essayé de tourner leur position, acculé dans un vallon au sud de Krügersdorp, vit ses hommes entourés et fusillés par le tir infaillible des Boers, abrités derrière les grosses pierres d'un *kopje* (mamelon) rocheux, qui le dominait. « Nous nous battions, dit un officier échappé presque seul au désastre, contre des flocons de fumée : puis lorsque, à bout de forces et désespérant de rompre la ligne de nos ennemis,

nous eûmes hissé le drapeau blanc, nous vîmes tout à coup les pentes qui paraissaient désertes se couvrir d'hommes qui semblaient sortir de terre comme des fourmis. » Les pertes des Anglais furent de 65 tués, 37 blessés et 23 disparus. Tout le reste fut pris, avec 8 canons Maxim, 4 canons de campagne, 33 000 cartouches de fusil, 20 caisses de projectiles, 742 chevaux et des voitures de toute sorte. Les Boers, qui n'avaient eu que 4 tués et 5 blessés, se comportèrent noblement dans la victoire, donnèrent à manger aux hommes épuisés, et les dirigèrent sous escorte sur Pretoria où les précédaient, emmenés dans des chariots, leur chef et leurs officiers, qui s'attendaient à être fusillés sur-le-champ et qui furent simplement internés à la prison, en attendant leur jugement.

Comment un pareil désastre avait-il sitôt terminé cette expédition ? comment ce pays, qui n'a d'autre armée permanente qu'un corps de cent artilleurs, avait-il pu si vite avoir assez de troupes pour écraser l'envahisseur? Je pus me rendre compte de la manière dont se faisait la mobilisation des Boers en allant, le 3 janvier, à Pretoria, qui n'avait pas cessé d'être en communication par voie ferrée avec Johannesburg, dont 70 kilomètres la séparent. Toute la journée, les Boers ne cessèrent d'y arriver par petits groupes de trois, de cinq, de dix. Ils auraient fait piètre mine auprès des beaux cavaliers de Johannesburg. Montés sur leurs petits chevaux dont l'aspect évoquait le bidet de d'Artagnan, coiffés de leur vieux chapeau de feutre, vêtus de leur pantalon et de leur veste de tous les jours, la cartouchière en écharpe, tenant d'une main le canon du fusil dont la crosse appuyait seulement sur la selle, ils ne s'appliquaient pas à se donner l'air martial, mais semblaient aussi calmes que s'ils partaient en chasse. Ils avaient dû sauter en selle tels qu'ils étaient au reçu de l'ordre qui les appelait, emportant pour toute nourriture quelques lanières de bœuf desséchées, plus semblables à des morceaux de cuir qu'à de la viande et, au trot de leurs

infatigables rosses, étaient venus se ranger sous les ordres des *veldcornets* transformés en capitaines. Bien que, de par la loi, ceux de seize à soixante ans fussent seuls obligés de servir, j'ai pu voir maint patriarche plus âgé, et aussi quelques gamins d'une quinzaine d'années à peine. De temps en temps passaient des groupes de trois hommes qui étaient manifestement le père, le fils et petit-fils. D'autres fois défilaient des troupes plus considérables, comme les habitants du district de Middelbourg qui, arrivés en chemin de fer au nombre d'une centaine sur des trucks découverts, tenant leurs chevaux tout harnachés par la bride, les enfourchaient à la gare et entraient en ville, suivis d'autant de nègres menant en main un second cheval pour chacun d'eux. Tous ces gens, aussitôt leurs ordres reçus au sujet de l'endroit où ils devaient camper, allaient se promener à travers la ville, faire quelques emplettes dans les boutiques, ou voir le musée qui n'avait jamais reçu tant de visiteurs, comme s'ils avaient été là pour un voyage de plaisir. Le 3 janvier au soir, quatre jours après la nouvelle de l'invasion de Jameson, le gouvernement boer disposait de plus de 5000 hommes, les uns à Krügersdorp, les autres à Pretoria. Le président Krüger pouvait répéter avec plus de vérité le mot qu'on prête à Pompée : « Je n'ai qu'à frapper du pied le sol pour en faire sortir des légions. »

A Johannesburg, l'insurrection s'était effondrée. Le comité de réformes n'avait osé avouer le désastre de Krügersdorp qu'à neuf heures du soir, bien qu'il le sût depuis midi et que le bruit commençât déjà à en circuler dans la ville. Il avait prétendu d'abord que le docteur Jameson s'était rendu à la proclamation du Haut-Commissaire qui lui interdisait de continuer son entreprise; il fallut qu'un témoin oculaire arrivant du champ de bataille démentît cette fausse version et prouvât que les troupes de la Compagnie à charte avaient combattu tant qu'elles avaient eu de l'espoir. La foule furieuse demandait pourquoi on ne marchait

pas au moins pour les délivrer. Un moment, elle sembla vouloir envahir le bâtiment où siégeait le comité; mais tout se calma; un morne découragement succéda à l'excitation des jours précédents. Les troupes improvisées manœuvraient encore dans les environs, mais au milieu de l'indifférence universelle; les brillants cavaliers avaient disparu. C'était bien la peine, en vérité, d'avoir hué les mineurs cornouaillais qui — fort sagement — étaient partis en masse, les wagons qu'ils occupaient couverts de l'inscription *Coward's Van*, wagon des lâches, pour ne pas se montrer plus courageux. Cette fin lamentable excita l'indignation de toute l'Afrique du Sud. A Natal, à Cape-Town, des meetings furent tenus dans lesquels on décida de télégraphier au Haut-Commissaire, en route pour Pretoria, de s'interposer en faveur de Jameson et de considérer sa mise en liberté comme plus importante qu'aucune satisfaction accordée aux Uitlanders; le nom de Jameson fut acclamé tandis que celui de Johannesburg était salué de *groans*, de ces grognements, signe de réprobation habituel aux réunions anglaises.

Quand le gouverneur du Cap, sir Hercules Robinson, arriva à Pretoria, ce fut en effet tout ce qu'il put obtenir de M. Krüger. Il avait vu, en traversant l'État libre d'Orange, de l'artillerie et une troupe de 2000 hommes appelés aux armes par le gouvernement pour venir au secours de la république sœur du Transvaal, et il se rendit compte que la situation de Johannesburg était désespérée. Il envoya son secrétaire pour engager les insurgés à se soumettre aux conditions du président, qui exigeait avant toute chose la reddition des armes. Un grand meeting fut tenu le 7 janvier où l'on décida d'accepter l'ultimatum du gouvernement. La résistance était d'ailleurs impossible : 10 000 à 12 000 Boers au moins étaient en armes et entouraient à peu près la ville à quelques kilomètres de distance; les troupes de l'État d'Orange étaient prêtes à passer la frontière; dans la ville même, 3000 étrangers et Boers étaient

enrôlés par les autorités régulières. Le 10 janvier, les armes étaient rendues et tout était fini : la Bourse même, fermée depuis le 28 décembre, avait rouvert ses portes, privée, il est vrai, de plusieurs de ses personnages importants, membres du comité de réformes et tous en sûreté à la prison de Pretoria; la plupart furent mis en liberté sous caution; seuls les cinq signataires de la lettre d'appel au docteur Jameson furent retenus. Justement condamnés à mort par les tribunaux de Pretoria, tandis que les autres membres du comité de réformes se voyaient frappés de peines diverses, ils furent tous grâciés par le président et autorisés même à rester au Transvaal sous la promesse formelle qu'ils ne s'occuperaient plus de politique. La mansuétude des Boers, plus grande que n'eût été celle d'aucun autre peuple, s'étendit à Jameson lui-même, condamné à mort par une cour martiale, mais grâcié aussitôt par M. Krüger et reconduit avec ses hommes sur le territoire anglais.

CHAPITRE IX

Les prétextes et les causes de la guerre sud-africaine. Les griefs des Uitlanders. Les prétentions de l'Angleterre à la domination de toute l'Afrique Australe.

Agitation factice qui aboutit à la révolte et à l'affaire Jameson. — Le rôle de M. Rhodes et du gouvernement britannique. — Les diverses revendications des étrangers. — Réformes économiques et fiscales; les droits de douane; les monopoles. — Réformes politiques : revendication du droit de suffrage. — Refus absolu et justifié des Boers d'accorder aucune concession en ce sens. — Comparaison entre la situation des mines et de leurs exploitants au Transvaal et dans diverses colonies anglaises. — Rappel de la politique annexionniste de l'Angleterre dans l'Afrique australe; exaltation de l'orgueil et de l'impérialisme britannique après le jubilé de 1897; considérations financières qui s'y mêlent; rôle occulte des grands chefs des mines dans les campagnes de presse qui surexcitent l'opinion anglaise contre les Boers. — Accointances de ces financiers et de M. Rhodes avec M. Chamberlain. — État de légitime défense où se trouvent les Boers poussés à bout par les menaces britanniques; leurs prétendus plans d'expulsion des Anglais de l'Afrique du Sud.

La suite des événements que nous venons de raconter démontre clairement que l'affaire Jameson et l'insurrection de Johannesburg n'étaient pas le résultat d'un mouvement populaire, mais celui d'une agitation créée par les grandes maisons financières de Johannesburg pour mettre la main sur le gouvernement du Trans-

vaal et établir dans le pays un protectorat anglais, objet qu'on n'osait pas avouer, de peur de s'aliéner non seulement les étrangers autres que les Anglo-Saxons, de tout temps absolument opposés au mouvement, mais encore les Américains et de nombreux Anglais du Cap qui craignaient de tomber entre les mains de la Compagnie à charte.

Que M. Rhodes ait connu, approuvé, contribué à préparer l'équipée de Jameson, son homme de confiance, son *fidus Achates*, tout portait à le croire dès le premier jour et, lorsque vint son tour de déposer, en février 1897, devant la Commission d'enquête parlementaire sur les affaires sud-africaines, il se vanta hautement de la part prépondérante qu'il avait prise dans l'organisation du mouvement révolutionnaire. Il déclara en outre que, si un certain nombre des Uitlanders voulaient seulement arriver à un changement du régime intérieur du Transvaal, tel n'était pas son but à lui, et que ce qu'il avait voulu obtenir, c'était l'accession du Transvaal à une confédération sud-africaine qui aurait fait partie de l'Empire britannique, comme la fédération des colonies canadiennes, tout en laissant à ce pays le *self government* intérieur.

Le gouvernement britannique, ou du moins son ministre des Colonies, M. Chamberlain, a-t-il, lui aussi, trempé dans la préparation de l'affaire Jameson? Il est moins facile ici de répondre avec certitude et précision; la Commission d'enquête de 1897 n'a pas fait la lumière sur ce point. A vrai dire, cette enquête ne fut qu'une scandaleuse comédie. Composée, d'une part, de mameloucks du ministère, qui en formaient la majorité, d'autre part de libéraux auxquels le souvenir de leur récent écrasement électoral et leurs dissensions intestines semblaient enlever toute vigueur, elle ne comptait guère que deux ou trois membres indépendants, décidés à pousser les choses à fond, et ceux-ci représentaient une trop petite minorité du Parlement, et plus encore de l'opinion, pour que leur action pût

avoir beaucoup de poids. On s'efforça donc d'éviter toute révélation trop compromettante : M. Chamberlain, mis sur la sellette par son ennemi personnel, M. Labouchère, eut sans doute quelques mauvais moments à passer, mais, sous des prétextes divers, on refusa de poser certaines questions, de faire comparaître certains témoins, de rechercher certains documents. Bref l'enquête fut déclarée close avec assez de précipitation et sans que la complicité du ministre des colonies pût être prouvée.

Elle n'en reste pas moins très probable : les incidents mêmes de l'enquête, le parti pris évident de ne pas la pousser à fond, de ne pas s'entourer de tous les renseignements qu'il eût été possible d'avoir, l'attitude même de M. Chamberlain sont de nature à y faire croire. MM. Rhodes et Chamberlain — ce dernier était fort intéressé dans beaucoup d'affaires minières du Transvaal — avaient d'ailleurs nombre d'amis communs qui, eux, étaient de la manière la plus certaine au courant des projets de Jameson. Enfin tout ce qu'on a appris depuis sur le caractère du personnage, toute la politique violente et perfide à la fois qu'il a suivie dans l'Afrique du Sud concourent à faire penser qu'il y avait entente entre lui et M. Rhodes, par-dessus la tête du vieux et benoît gouverneur du Cap, sir Hercules Robinson (depuis lord Rosmead). Tout au plus pourrait-on supposer que les deux compères s'étaient compris à demi-mot et que leur entente était seulement tacite.

Quant au chef du ministère britannique, Lord Salisbury, il a montré d'ordinaire un trop grand souci de sa dignité, de sa loyauté pour qu'on puisse, en l'absence de preuves formelles, l'accuser d'avoir participé à la préparation d'un acte de véritable piraterie. Il semble donc assez probable, sinon certain, que le cabinet de Saint-James, dans son ensemble, ne fut pas complice, et la hâte avec laquelle le Haut-Commissaire de l'Afrique du Sud publia la proclamation qui désavouait Jameson et demanda la démission de M. Cecil

Rhodes corrobore cette opinion. Mais il est, par contre, très vraisemblable qu'en cas de succès de Jameson le gouvernement anglais, entraîné par M. Chamberlain et par l'opinion publique, déjà très portée au jingoïsme, se serait laissé forcer la main, comme il l'a toujours fait en pareille circonstance, notamment lors de la conquête du Matabeleland, et se fût incliné sans aucun regret, bien au contraire, devant le fait accompli.

La preuve que ni le gouvernement, ni l'opinion ne désapprouvaient en réalité l'invasion de Jameson, on ne tarda pas à l'avoir. Après l'extrême indulgence montrée par les Boers pour les auteurs de cet audacieux attentat au droit des gens, devant la réprobation qu'il avait suscitée dans le monde entier, il semblait que l'Angleterre, couverte de confusion, dût se hâter d'offrir au Transvaal les plus complètes réparations. Rien de pareil n'eut lieu : Jameson, pour qui la détention perpétuelle aurait dû être une peine légère, fut accueilli en Angleterre comme un héros, condamné à quelques années de prison après un procès qui fut une sorte d'apothéose, et mis en liberté au bout de quelques mois sous prétexte de santé. Rhodes, très bien reçu aussi pendant le voyage qu'il fit dans la métropole, fut acclamé à son retour dans l'Afrique du Sud par la population anglaise des villes de la côte, qui lui faisait grise mine lorsqu'il prêchait la conciliation avec les Boers et se retourna brusquement vers lui du jour où il voulut leur ravir leur indépendance. A Londres, on ergotait, sans aboutir, sur le chiffre de l'indemnité demandée par le Transvaal. Les journaux, loin de chercher à séparer la cause de l'Angleterre de celle des flibustiers, les excusaient, vantaient les bons motifs qui les avaient guidés, déclaraient qu'ils avaient été entraînés par une généreuse indignation, par le désir de délivrer les Anglais du Witwatersrand de la honteuse oppression des Boers, que, pour éviter le renouvellement de pareilles événements, il n'y avait qu'un moyen : exiger que l'administration transvaalienne réforme ses abus,

cesse de traiter des sujets britanniques en ilotes et fasse droit à leurs réclamations. Enfin, au début de 1897, l'enquête parlementaire sur l'affaire Jameson déviait complètement de son objet, se transformait en enquête sur les procédés du gouvernement boer à l'endroit duquel on ne se gênait pas pour faire entendre des menaces.

Les griefs des Uitlanders étaient-ils donc si graves qu'ils pussent excuser d'abord l'affaire Jameson, et justifier ensuite une guerre entre l'Angleterre et le Transvaal? Ces griefs étaient de deux sortes : les uns d'ordre économique, les autres d'ordre politique. Il convient de les examiner successivement.

Nous avons indiqué, en parlant de l'industrie minière, quelles étaient les principales réformes que le gouvernement boer aurait pu et dû équitablement effectuer en sa faveur : le rachat des chemins de fer, suivi de l'abaissement des tarifs, la suppression du monopole de la dynamite auraient amené dans le prix d'extraction une réduction de 2 fr. 50 à 3 francs par tonne de minerai environ, soit 8 à 10 p. 100. Une plus stricte application de la loi sur les passes des nègres, la suppression de certaines mesures qui leur rendaient difficile l'accès des champs d'or, peut-être une modification aux lois sur la vente des liqueurs alcooliques auraient permis aux mines de recruter plus facilement leurs travailleurs. Enfin, il aurait été juste de reconnaître aux compagnies, pour un prix d'achat modéré, le droit d'exploiter le minerai contenu sous les *bewaarplatzen*, et le gouvernement du Transvaal aurait dû, en tout cas, ne pas laisser indéfiniment cette question en suspens.

Quant aux redevances à payer par les mines à l'État, les lois minières du Transvaal sont très libérales : aussi longtemps que les mines ne sont pas en exploitation normale, la redevance due au gouvernement est de 5 shillings (6 fr. 25) ou 2 sh. 6 d. (3 fr. 12) par mois et par claim, suivant que les terrains exploités sont sur une propriété privée (c'est généralement le cas au

Witwatersrand) ou sur des terres domaniales, et, une fois que le broyage a commencé, une livre sterling (25 fr. 22) par *claim*. Les droits payés par les mynpachts, terrains réservés au propriétaire d'une ferme déclarée aurifère, sont encore moindres. Il n'y avait donc nullement lieu de se plaindre à ce sujet; les législations australiennes, celles de beaucoup d'États de l'Amérique du Nord et celles du Canada imposent de bien plus lourdes charges aux exploitants.

A un point de vue économique plus général, on critiquait l'élévation des droits douaniers du Transvaal qui, prétend-on, renchérissait exagérément la vie sur les champs d'or. Le tarif douanier frappe toutes les importations de droits de « 7 1/2 p. 100 de la valeur de facture qui doit représenter la valeur courante exacte de ces marchandises sur le lieu où l'exportateur les a obtenues; dans le cas d'importations des pays d'outre-mer cette valeur facturée est majorée de 20 p. 100 ». Sont exceptés de nombreux articles, notamment le bétail et tous les produits de l'État d'Orange — grand producteur de blé — et de la province portugaise de Mozambique. Les machines ne paient que 1 1/2 p. 100 (ou 1,80 p. 100 en tenant compte de la majoration de 20 p. 100). Tout ceci est fort libéral. Mais en outre certaines marchandises sont frappées de droits spécifiques venant s'ajouter au 7 1/2 p. 100, notamment les viandes de conserve, les œufs, le beurre, le café, le thé, le sucre, les bières, vins et spiritueux. Ces tarifs sont souvent moins lourds que ceux de la colonie du Cap. Ce que demandent, il est vrai, les mineurs, c'est non pas le libre-échange avec le monde entier, mais seulement avec l'Union douanière sud-africaine, formée du Cap, de l'État d'Orange et de la Chartered; mais ces territoires produisent peu ou point des denrées que je viens de citer. D'ailleurs, ce qui contribuait tout autant que le tarif douanier du Transvaal à renchérir la vie et à augmenter tous les frais de l'industrie, c'était le droit de transit de 5 p. 100 dont la colonie du Cap frappait les marchandises qui traver-

saient son territoire pour se rendre chez ses voisins du nord; c'est l'abolition de ce droit abusif, qui n'existe plus en aucun pays civilisé, que les Uitlanders auraient dû d'abord poursuivre. Quant au tarif douanier en lui-même, il était bien moins élevé que celui de bien des colonies anglaises, notamment de l'Australie de l'Ouest, qui cependant produit moins encore que le Transvaal les denrées nécessaires à la vie des nombreux mineurs répartis sur ses champs d'or.

Les réclamations économiques des Uitlanders n'étaient donc guère justifiées qu'en ce qui concerne les lois sur le travail des noirs, l'exagération des tarifs de chemin de fer et les monopoles pour lesquels le gouvernement boer semblait avoir une tendresse particulière et nuisible; à côté du monopole de la dynamite, ne concédait-il pas en effet celui du ciment, celui de la fabrication des briques à la machine? ne proposait-il pas au Volksraad, qui le rejetait à une seule voix de majorité, celui du cyanure de potassium, si nécessaire aux mines? N'était-il même pas question d'autres projets tout à fait étranges, comme le monopole des confitures? Loin de nous, donc, la pensée de dire qu'il n'y avait absolument rien de raisonnable dans les réclamations des Uitlanders. Certains de leurs griefs étaient très réels; il y a toutefois deux choses qu'il ne faut pas oublier : la première, c'est que des charges plus lourdes encore et d'aussi grandes difficultés de main-d'œuvre pèsent sur l'industrie aurifère dans certaines colonies anglaises, où le gouvernement britannique n'est nullement intervenu pour les redresser, et que les Anglais sont mal venus à se plaindre chez autrui de ce qu'ils tolèrent chez eux; la seconde — et c'est là un argument tout à fait direct —, c'est que toutes ces charges dont on se plaignait si bruyamment n'ont pas empêché l'industrie aurifère d'acquérir une prospérité extraordinaire, que son développement, un moment interrompu par les troubles que fit naître l'invasion de Jameson, avait repris ensuite avec une rapidité inouïe, que la produc-

tion d'or avait doublé en trois ans, atteignant 500 millions de francs et qu'on ne peut vraiment s'apitoyer beaucoup sur le sort d'une industrie, quand les Sociétés qui s'y livrent voient leurs actions cotées en moyenne à 7 ou 8 fois et, pour certaines, à 40 fois le pair. Ainsi donc, si la législation du Transvaal pouvait donner lieu à quelques réclamations fondées, elle était loin d'écraser l'industrie et il n'y avait rien là qui justifiât une révolution ou une intervention étrangère.

Nous arrivons maintenant aux réformes politiques; ce qu'on demande ici, c'est le droit de vote et l'éligibilité aux Chambres pour les Uitlanders après une courte résidence. Tandis que tous les étrangers s'accordaient à demander des réformes économiques, ce sont les seuls sujets britanniques, joints à quelques Américains, qui réclamaient des changements politiques. Les Boers se trouvaient à nos yeux parfaitement justifiés à les refuser. Les droits des étrangers, à la veille de la guerre, étaient ceux-ci : ils peuvent, dès leur arrivée, se faire inscrire sur les registres des *veldcornets*; lorsque leurs noms s'y trouvent depuis deux ans, ils peuvent réclamer la naturalisation et voter pour le second Volksraad; deux ans plus tard, ils ont le droit d'y siéger; douze ans après la naturalisation, ils sont électeurs et éligibles pour le premier Raad et la présidence. Nous n'hésitons pas à dire que ces lois nous paraissent très bien conçues. Les étrangers sont, après deux ans seulement de résidence, représentés dans le second Volksraad, dont le vote est nécessaire pour toutes les lois relatives aux mines et aux questions financières et économiques, excepté le budget et les douanes. Mais la plupart d'entre eux ne sont au Transvaal qu'en passant, pour s'y enrichir; beaucoup des grands financiers de Johannesburg ont commencé leur fortune aux mines de diamants de Kimberley, d'autres en Amérique et en Australie; presque tous, accompagnés de la plupart des ouvriers blancs, courront ailleurs demain, s'ils croient qu'ils pourront y gagner plus d'argent et plus vite. Toute

cette population du Witwatersrand n'y restera qu'aussi longtemps que dureront les mines, et dans quarante ans, cinquante au plus, il ne subsistera guère de Johannesburg que des maisons en ruine, et des mines, que des entassements de *tailings* et de résidus variés. Les Boers sont aujourd'hui les seuls agriculteurs, ils seront probablement alors de nouveau en grande majorité dans le pays. Les Uitlanders sont des passants, qui n'ont d'autre droit que de demander à exercer tranquillement leur industrie et n'ont pas à s'immiscer dans le gouvernement. Ceux qui auraient réellement l'intention de s'établir au Transvaal et d'y faire souche y resteraient plus de quatorze ans et auraient alors tous les droits des Boers. Quoi d'étonnant d'ailleurs à ce que ceux-ci imposassent un aussi long stage en face de la prétention inouïe qu'avaient les Anglais de ne pas perdre leur nationalité primitive en se faisant naturaliser au Transvaal? Pouvaient-ils accepter parmi eux des concitoyens qui auraient eu en même temps une autre patrie? Nul peuple n'y consentirait.

Quant au cri de *no taxation without representation*, il n'est nullement justifié ici. Ceux qui paient les impôts, presque tous perçus sur les mines, ce sont les actionnaires : d'après les chiffres mêmes publiés peu après l'affaire Jameson par un journal anglais bien renseigné, le *Statist*, deux cinquièmes de ceux-ci, ou 40 p. 100, sont Français; un huitième, ou 12 1/2 p. 100, Allemands, et les autres, soit 47 1/2 p. 100, moins de la moitié, Anglais, et la proportion de ces derniers a encore diminué de 1896 à 1899. Ceux qui seraient représentés au Parlement seraient les habitants de Johannesburg, qui, personnellement, paient fort peu de taxes. Dira-t-on que les élus des chefs et des employés des compagnies à Johannesburg seraient en quelque sorte les représentants des actionnaires? Il ne paraît guère y avoir harmonie entre ceux-ci et les administrateurs locaux. Certes, aucun des Français et des Allemands actionnaires des mines du Transvaal ne voyait d'un

bon œil les agitations politiques et, sans doute, beaucoup des actionnaires anglais n'en étaient guère plus satisfaits. Tous étaient, au contraire, à bon droit inquiets de savoir avec quels fonds on avait payé les fusils et les canons introduits à Johannesburg et cachés dans les mines lors de l'affaire Jameson; tous avaient vu d'un fort mauvais œil le trouble que cette entreprise, aussi sotte qu'odieuse, jeta pour un an dans l'industrie. Tout ce qu'on aurait pu demander aux Boers au point de vue politique, ou plutôt civil, c'eût été des institutions municipales plus complètes pour Johannesburg et d'autres centres miniers, ainsi que l'établissement d'écoles bilingues dans ceux-ci; mais encore un gouvernement est-il maître chez lui, et ce n'est peut-être pas dans l'année même où le gouvernement du Manitoba, représentant la majorité anglaise de cette colonie britannique, venait de supprimer l'enseignement du français dans les écoles publiques, que des Anglais étaient bienvenus à reprocher aux Boers de ne pas se montrer plus libéraux que leurs propres compatriotes.

Au sujet des revendications politiques comme des réclamations économiques, il faut encore remarquer que telle colonie britannique se montre aussi sévère, sinon plus que le Transvaal. Nous avons parlé, dans la première partie de cet ouvrage, du mécontentement causé aux « *other siders* » de l'Australie de l'Ouest par les lois électorales de cette colonie et le petit nombre des représentants des districts aurifères dans son Parlement. Leurs plaintes sont absolument identiques à celles des Uitlanders du Transvaal, et elles sont plus justifiées car ils appartiennent à la même nationalité que les anciens colons, ils ne constituent pas une émigration hétérogène aspirant à supprimer l'indépendance du pays. Pourtant le gouvernement anglais n'a jamais émis la prétention d'intervenir en leur faveur, bien qu'il en ait le droit strict. Que dire enfin des hypocrites jérémiades des Uitlanders sur la condition faite par les Boers à une classe spéciale de sujets britanniques, les Hindous,

alors que ceux-ci étaient mieux traités au Transvaal qu'ils ne le sont au Natal dont on a fini, depuis 1896, par leur interdire l'entrée. Et cependant ici encore le gouvernement britannique avait le droit d'intervenir. Que ne s'efforçait-il donc d'obliger d'abord ses propres colonies à mettre en vigueur les principes qu'il prétendait imposer au Transvaal?

Résumons en quelques mots l'exposé que nous venons de faire. Les revendications d'ordre économique formulées par les Uitlanders étaient, partiellement fondées en fait, mais fortement exagérées, et ne justifiaient nullement de leur part une attitude révolutionnaire. Quant aux revendications d'ordre politique, émises surtout par les Uitlanders anglais, elles n'étaient nullement fondées en droit; elles l'étaient d'autant moins que leur prétention de rester Anglais tout en devenant Transvaaliens devait naturellement inquiéter le gouvernement boer sur leurs intentions, et que tout le reste de leur conduite avant, pendant et après le raid Jameson corroborait ces inquiétudes, les transformait même en certitudes. Le but des Uitlanders anglais était manifestement de profiter de la majorité passagère qu'ils espéraient avoir, une fois que les droits politiques leur seraient octroyés, pour supplanter entièrement l'élément boër dans le gouvernement, pour faire passer le Transvaal sous la domination britannique. Dans ces conditions, comment les Boers leur auraient-ils accordé quoi que ce soit?

La prétention d'obtenir à la fois des réformes politiques et des réformes économiques faisait même grand tort à ces dernières. Si les Uitlanders — et nous parlons toujours surtout des Anglais, élément prépondérant par le nombre et surtout le bruit qu'ils menaient — si les Uitlanders, disons-nous, avaient su rester dans leur rôle, s'ils s'étaient montrés respectueux de l'ordre de choses établi, s'ils n'avaient pas inspiré aux Boers des craintes pour leur indépendance, il est probable que ceux-ci, si grande que puisse être leur défiance de

l'étranger en général, eussent plus aisément subi leur contact et prêté l'oreille à leurs réclamations dans ce qu'elles avaient de juste. Mais comment voulait-on qu'ils fussent disposés à la bienveillance vis-à-vis de gens qui n'avaient ostensiblement qu'un désir, celui de les renverser du pouvoir? Pourquoi auraient-ils pris des mesures pour favoriser une industrie dont tous les exploitants se vantaient d'être leurs ennemis déclarés? Certaines des charges qui pesaient le plus lourdement sur l'industrie minière avaient d'ailleurs été établies, non dans le simple désir de nuire à celle-ci, mais par une pensée politique, pour créer dans l'Afrique du Sud d'autres intérêts que les intérêts anglais, pour y amener des éléments français, allemands, hollandais et autres susceptibles de contrebalancer l'élément britannique et intéressés à la conservation de l'indépendance du Transvaal. N'était-ce pas de bonne guerre en présence de l'attitude de cet élément britannique? L'établissement des monopoles, la concession des chemins de fer à une compagnie hollandaise faisaient partie de ces mesures, plus politiques que fiscales. Le monopole de la dynamite procédait même d'une autre pensée : installer au Transvaal un établissement pouvant approvisionner le pays de munitions de guerre dans le cas où il serait obligé de soutenir une lutte pour son indépendance. L'événement a montré combien cette prévoyance était justifiée.

Ainsi donc, si les Uitlanders n'obtenaient pas ces réformes économiques qui étaient les seules qu'ils fussent fondés à demander, c'est en grande partie à l'attitude des Anglais, aussi bien des Anglais du Transvaal que de ceux d'Angleterre, à leur ton arrogant, à leurs insoutenables prétentions politiques, à leurs menaces contre l'indépendance des Boers qu'ils le devaient. Le gouvernement du Transvaal se refusait à modifier son régime économique parce que, dans les circonstances où il se trouvait, ce régime économique devenait, par la faute des Uitlanders, un moyen de défense nationale. On a donc le droit de dire qu'à quelque point de vue

qu'on les envisage, les griefs des Uitlanders ne fournissaient à l'Angleterre aucune raison légitime d'attaquer le Transvaal.

Ces griefs, on se décide à l'avouer aujourd'hui et cela était dès longtemps évident, ne sont pas les causes de la guerre sud-africaine, non plus que de l'expédition Jameson; si le gouvernement britannique avait attaché tant d'importance à des doléances de cette nature, il aurait commencé par contraindre à y faire droit celles de ses colonies où elles se produisaient, et notamment l'Australie de l'Ouest, où l'analogie était si frappante; ces griefs n'ont été qu'un prétexte, en même temps que, monstrueusement grossis et dénaturés, ils ont fourni un moyen d'exciter contre les Boers l'opinion anglaise. La preuve la plus évidente que le désir de donner satisfaction aux Uitlanders n'a pas été le motif réel de la guerre, c'est que, le jour où le président Kruger a accédé même à leurs revendications politiques, les moins justifiables de toutes, le gouvernement anglais a soulevé d'autres questions et fait la guerre tout de même. Les causes véritables de cette lutte, il faut les chercher, en premier lieu, dans les prétentions britanniques à l'hégémonie sur toute l'Afrique du Sud, dans le désir de supprimer l'indépendance des Boers, qu'on considérait comme incompatible avec cette hégémonie; puis, en second lieu, dans certaines considérations financières.

Nous l'avons vu plus haut, la politique persistante de l'Angleterre depuis de longues années, tout au moins depuis que M. Rhodes est entré en scène, a été d'étendre sa domination sur toute l'Afrique au sud du Zambèze et d'absorber même les républiques boers dans cet empire sud-africain. Pour ce faire on avait essayé successivement de la violence et de la douceur : l'application de la première méthode lors de l'annexion du Transvaal en 1877-1881 ayant paru dangereuse, on adopta la seconde et l'on réussit à enjôler l'État d'Orange, à l'attirer dans des liens, dont il ne se serait sans doute plus dégagé si l'on avait persisté dans la même poli-

tique; mais, voyant que le Transvaal continuait à se tenir ombrageusement à l'écart, on perdit patience et l'on revint aux moyens violents. On tenta d'enlever la position par surprise, d'escamoter pour ainsi dire l'indépendance du Transvaal avec l'expédition de Jameson. L'entreprise échoua, mais grâce à elle et à ce qui suivit — procès Jameson en Angleterre, enquête parlementaire, commentaires de la presse anglaise —, tous les masques tombèrent. Il devint certain que la Grande-Bretagne, n'ayant pu absorber le Transvaal en douceur, était décidée, *per fas et nefas*, à supprimer son indépendance. Le gouvernement de Londres, ou du moins son ministre des colonies — à qui on laissait les mains libres — s'était persuadé que l'intérêt de l'Empire Britannique exigeait la destruction de ce pays qui constituait dans l'Afrique du Sud un centre réfractaire à son influence, et il avait su faire partager au pays cette conviction.

C'est ici qu'interviennent les considérations financières auxquelles nous avons fait allusion. M. Chamberlain, M. Rhodes et leurs amis pouvaient craindre qu'il se produisît dans l'opinion, à un moment donné, un courant opposé à l'écrasement de ce petit peuple boer, à la perpétration, par la Grande-Bretagne, d'un crime si opposé à toutes ses traditions libérales, si souvent réprouvé par elle chez les autres. De pareils courants atteignent parfois en Angleterre une force irrésistible et il peut suffire pour les faire naître d'un appel fait à propos à la conscience du peuple britannique, qui s'émeut volontiers lorsque ses sentiments ne sont pas en conflit trop direct avec ses intérêts. Or, au fond, cette opposition n'existait pas ici. Il s'agissait donc, pour les partisans de la politique violente, de la faire naître, tout au moins en apparence, et de représenter en même temps les Boers comme indignes de toute compassion, comme étant non pas des gens qu'on voulait opprimer, mais des oppresseurs dignes d'être châtiés, dont il fallait délivrer les victimes. Pour cela

il n'était rien de tel qu'une bonne campagne de presse, qui fît ressasser tous les jours par les journaux à leurs lecteurs les exactions des méchants Boers et les plaintes des pauvres Uitlanders, démesurément grossies. Cette campagne de presse fut admirablement menée pendant quatre ans : les grands financiers enrichis par les mines d'or fournirent les fonds nécessaires.

Ils se figuraient en effet avoir un puissant intérêt à la guerre : ils rêvaient d'un régime qui non seulement affranchirait l'industrie minière des entraves qu'y mettaient les Boers, mais encore gouvernerait le Transvaal exclusivement pour elle. Après avoir supprimé les droits de douane, aboli les monopoles, réduit les tarifs de chemins de fer, on appliquerait aux mines d'or du Witwatersrand le même régime qu'aux mines de diamants de Kimberley : les noirs seraient enfermés pour tout le temps de leur engagement dans les *compounds* dépendant des mines, où on ne leur vendrait aucune liqueur alcoolique. Il est vrai qu'à Kimberley on n'emploie que les noirs qui veulent bien s'engager, et c'est l'appât d'un salaire élevé qui les décide à se soumettre à cette sorte d'emprisonnement. Comme au Transvaal on prétendait réduire leurs gages de 3 livres à 1 livre sterling par mois, en même temps qu'on appliquerait le système de Kimberley, il est fort probable qu'on n'eût guère trouvé de travailleurs bénévoles. Mais qu'à cela ne tienne, on imposerait aux nègres des impôts élevés pour les mettre dans la nécessité de se procurer de l'argent, ce qu'ils ne pourraient faire qu'en venant travailler aux mines. En somme c'était l'établissement de la corvée, même d'une sorte d'esclavage temporaire qu'on rêvait, sans oser l'avouer, et ce, non pas pour les besoins temporaires de grands travaux publics, mais pour procurer des bénéfices à une industrie particulière.

Des difficultés sans nombre que risquait d'amener la mise en vigueur d'un pareil régime, des troubles, peut-être des guerres avec les indigènes qui pouvaient en résulter, on n'avait cure. Avec la présomptueuse inca-

pacité politique qui caractérise si souvent les financiers heureux, on ne se préoccupait pas davantage des conséquences fâcheuses qu'une guerre entre l'Angleterre et les Boers entraînerait pour l'industrie de l'or : interruption prolongée de l'exploitation, dommages matériels peut-être, frais élevés en tout cas, dont une partie risquait fort d'être mise à la charge du Transvaal et de retomber en impôts sur les mines, seule richesse du pays. L'écrasement des troupes de Jameson par les Boers, leur rapide mobilisation n'avaient pas dessillé les yeux; on se figurait toujours que la guerre, s'il fallait en venir là, serait courte; on croyait même qu'il n'y en aurait pas, que le Transvaal se laisserait intimider par les menaces, par les envois de troupes dans l'Afrique du Sud, accorderait aux Uitlanders les droits politiques qu'ils demandaient, laisserait l'Angleterre s'immiscer non seulement dans ses relations extérieures, mais dans ses affaires intérieures et qu'ainsi tout serait réglé, presque sans secousse, à leur avantage.

C'est dans cette espérance que, pour éviter toute opposition, les financiers sud-africains surent habilement mettre dans leurs intérêts une foule de membres, et des plus haut placés, de l'aristocratie britannique — un gendre de la reine n'était-il pas administrateur de la Compagnie à charte? — et subventionner les journaux. Ceux-ci donnèrent avec ensemble : on compterait sur les doigts les quelques feuilles restées indépendantes. Il y a eu ainsi à la base de toute cette grave affaire sud-africaine une gigantesque entreprise de corruption, qui a joué un très grand rôle dans sa mise en œuvre, et qui ajoute encore à la honte qu'elle fait rejaillir sur l'Angleterre.

Le public se laissa facilement entraîner par des journaux bien stylés : les semences qu'ils jetaient tombaient sur un terrain merveilleusement préparé. Dès le temps de l'affaire Jameson, l'Angleterre se trouvait bien loin de ce qu'elle avait été, non seulement en 1860, mais même en 1880 ou 1885. Le vent de l'impérialisme s'était

déjà levé et courbait tout devant lui; il ne cessa de croître chaque jour. En 1897, aux fêtes du jubilé de la Reine, de ses noces de diamant avec le trône, l'Angleterre fut gorgée du spectacle de sa propre grandeur. La venue de toutes les parties du monde des représentants des pays qui lui sont soumis, la revue navale de Spithead, où s'assembla son immense flotte, enivrèrent de l'idée de sa force ce peuple naturellement orgueilleux et quelque peu brutal, en même temps qu'elles lui donnèrent la conscience de l'énorme masse de l'Empire Britannique et l'illusion de son unité. De la contemplation d'une pareille puissance au désir de l'éprouver sur tous ceux qui oseraient ne pas s'incliner devant elle à la première sommation, il n'y avait pas loin. La politique extérieure de l'Angleterre se fit de plus en plus brutale à dater de ce moment, et c'est alors que furent définitivement pesés dans la balance les destins de ce petit peuple de paysans obstinés, assez audacieux pour refuser aux représentants de la grande nation, de la race impériale, établis chez lui, les droits qu'ils réclamaient; assez insolent pour ne pas tenir compte des représentations britanniques; assez ingrat pour abuser de l'indépendance qu'on consentait à lui laisser, et ériger un centre de résistance contre l'Angleterre dans une contrée où elle était « *the paramount power* », le pouvoir prépondérant.

Dès le lendemain de l'affaire Jameson et d'une manière chaque jour plus accentuée depuis, l'attitude du gouvernement et de l'opinion britanniques donnaient clairement à entendre aux Boers du Transvaal que l'Angleterre en voulait une fois de plus à leur indépendance. Décidés qu'ils étaient à la défendre à tout prix, peut-on s'étonner qu'ils se soient dès lors préparés à une lutte désespérée, et qu'ils aient mis à profit les sympathies qu'ils trouvaient en Afrique et en Europe, chez leurs frères de race justement indignés des violences de l'Angleterre ou menacés, eux aussi, dans leurs libertés? D'une part ils s'armèrent donc jusqu'aux

dents : des grandes usines du continent européen, du Creusot et d'Essen, leur arrivèrent des canons de siège et de campagne et les fusils les plus perfectionnés ; des forts entourèrent Pretoria, tandis qu'un autre dominait Johannesburg afin d'éviter qu'une rébellion intérieure vînt, comme en 1895, au secours d'une invasion étrangère. Dans la crainte que l'Angleterre ne brusquât les événements et ne déclarât la guerre avant que les Boers ne fussent prêts, tous ces armements furent tenus dans le plus grand secret, et ce secret fut si bien observé que personne au dehors ne put s'en douter ; les crédits nécessaires étaient portés au budget sous des rubriques diverses. Aussi tout le monde s'étonnait-il du gonflement démesuré de ce budget transvaalien. Les Anglais stigmatisaient la corruption des Boers, s'indignaient de voir les mines traitées comme une vache à lait, dépouillées de leurs légitimes bénéfices qu'on répartissait sous forme de primes énormes à l'élevage ou à l'agriculture. Les amis des Boers eux-mêmes avaient quelque peine à les défendre devant l'énorme disproportion des dépenses avec les besoins réels d'une si petite nation. Ils y renoncèrent presque, lorsqu'en 1899 ils les virent frapper les mines d'un nouvel impôt de 5 p. 100 du revenu brut. Tout le monde blâma alors ces paysanneries. On ne savait pas que ces fonds alimentaient en réalité le budget de la guerre et, le danger devenant plus pressant, le temps manquant, celui-ci grossissait tous les jours. Aujourd'hui qu'on sait ce qu'il en est, on admire au contraire ce gouvernement dont l'habileté et la force d'âme parvinrent à cacher des préparatifs qui seraient devenus vains s'ils avaient été découverts. C'est une situation d'une grandeur vraiment tragique que celle de ce petit peuple s'armant en silence pour une lutte désespérée, sans se soucier des insultes que lui attiraient des apparences trompeuses.

En même temps qu'ils armaient, les Boers du Transvaal resserraient les liens qui les unissaient à leurs

frères de l'Orange. Ceux-ci, ne se faisant pas d'illusion sur le sort qui les attendait le jour où les possessions anglaises, grossies du Transvaal, les entoureraient de toutes parts, rompaient les liens dont l'ancienne politique conciliante de l'Angleterre avait déjà su les entourer. A l'élection présidentielle de 1896, ils élurent à une très forte majorité M. le juge Steyn, nettement hostile à l'Angleterre, contre M. Fraser qui, vingt-cinq ans auparavant, s'était montré favorable à une reconnaissance de la suzeraineté britannique; l'année suivante, ils retiraient au gouvernement du Cap l'exploitation de leurs chemins de fer qui lui avait été confiée jusqu'alors; bientôt après un traité unissait les deux républiques en une alliance offensive et défensive, et établissait même une sorte de lien fédératif entre elles.

Peut-on voir dans tous ces préparatifs militaires et diplomatiques une provocation des Boers à la Grande-Bretagne? On n'a pas manqué de le prétendre à Londres. Quant à nous, il nous semble que la provocation était partie du côté où l'expédition Jameson avait été officieusement préparée, puis officiellement excusée par la grâce du flibustier et les atermoiements sur la question de l'indemnité, du côté où le gouvernement émettait la prétention d'intervenir dans les affaires intérieures du Transvaal, où l'opinion le poussait à le faire par la force. En présence de constantes menaces de l'Angleterre, c'était de la part des Boers un acte de la plus élémentaire prévoyance que de se préparer à une lutte que les Anglais eux-mêmes proclamaient inévitable, à moins que le Transvaal ne voulût renoncer en fait à son indépendance.

On prétend cependant que les Boers auraient été plus loin que la simple défensive, on veut voir dans l'attitude du Transvaal et de l'Orange, dans les relations entretenues entre leurs gouvernements et leurs frères de race de la colonie du Cap une preuve qu'ils avaient formé le dessein de jeter les Anglais à la mer et de proclamer l'indépendance des États-Unis de l'Afrique du Sud; on

aurait même trouvé des dépêches de M. Blignaut, secrétaire d'État de la République d'Orange, qui corroboreraient plus ou moins nettement cette opinion. Mais, s'il en est ainsi, ce qui n'est pas bien prouvé, une chose est en tous cas constante, c'est que pareil projet n'aurait été formé qu'en 1897 ou 1898; et vraiment, après l'expédition et le procès de Jameson, après les incidents de l'enquête parlementaire anglaise, devant le ton arrogant de M. Chamberlain, n'est-il pas fort explicable que les Boers se soient dit qu'ils n'auraient jamais de sécurité réelle aussi longtemps que les Anglais seraient établis à côté d'eux dans l'Afrique du Sud? Mais à qui la faute, si ce n'est à ces derniers? S'ils s'étaient montrés moins constamment agressifs, s'ils avaient su se résigner à respecter l'indépendance des Boers, croit-on que ceux-ci auraient ainsi formé le dessein de les expulser? La preuve que c'est l'attitude menaçante de l'Angleterre qui a été la cause des préparatifs des Boers, on la trouve dans ce fait que ceux-ci n'ont pris d'importance qu'après l'affaire Jameson, on la trouve aussi notamment dans la soudaine volte-face de l'État d'Orange à la suite de ce néfaste événement. Jusqu'alors ce pays avait été des plus conciliants envers l'Angleterre, il se mettait de son plein gré dans une sorte de dépendance économique vis-à-vis d'elle; aussitôt après, il rompait tous les liens qui l'attachaient de ce côté pour se rapprocher du Transvaal. Rien ne saurait mieux montrer que les Boers n'eussent pris aucune initiative hostile à l'Angleterre, si elle n'avait pris elle-même cette attitude vis-à-vis d'eux; eût-elle nettement désavoué Jameson et renoncé à ses projets d'immixtion dans les affaires intérieures du Transvaal, ils se seraient vite apaisés. Elle fit tout le contraire. Pourrait-on blâmer les Boers, s'il était vrai qu'en fin de compte ils aient formé le projet de supprimer une bonne fois la cause de tous leurs maux en expulsant les Anglais de l'Afrique du Sud? Ceux-ci n'en seraient pas moins responsables d'une situation que leur politique violente a seule créée.

CHAPITRE X

Les préliminaires de la guerre. Les négociations entre l'Angleterre et le Transvaal en 1899.

Reprise de l'agitation dans l'Afrique du Sud au début de 1899, après une accalmie de surface. — Incidents à Johannesburg en février; pétition des 21 000 Uitlanders à la reine Victoria en mars. — Surexcitation de l'opinion britannique par une campagne de presse qui dénature la question. — Formule spécieuse de l'*equality all round*, de l'égalité pour tous les blancs dans l'Afrique Australe. — Représentations de l'Angleterre au Transvaal au sujet du traitement des Uitlanders; intervention conciliatrice de l'État d'Orange et des Afrikanders du Cap; la conférence de Bloemfontein et son échec (6 juin 1899). — Dispositions conciliantes du Transvaal, contraste entre son attitude et les paroles menaçantes de M. Chamberlain au début du mois d'août. — Le président Krüger accorde aux Uitlanders le droit de vote après sept ans, puis même après cinq ans (19 août), à condition que l'Angleterre s'engage à ne plus jamais intervenir dans les affaires intérieures. — Prétentions sans cesse croissantes de M. Chamberlain; il soulève la question de la suzeraineté. — Retrait des concessions du Transvaal; mauvaise foi évidente du gouvernement britannique, qui rompt toute négociation, puis cherche à traîner en longueur parce que ses préparatifs ne sont pas achevés. — Excellentes raisons des Boers pour ne pas se prêter à cette tactique. — L'ultimatum du Transvaal (9 octobre); l'adhésion de l'Orange et l'ouverture des hostilités.

On ne saurait, nous l'avons montré, donner le change à aucun esprit impartial et prétendre avec aucune apparence de raison que l'Angleterre n'a fait en Afrique du

Sud qu'une guerre défensive : il ne dépendait que d'elle d'apaiser les Boers en se montrant respectueuse de leurs droits, qu'elle-même avait reconnus par traités; la marche des négociations qui précédèrent immédiatement la guerre montre d'ailleurs surabondamment que les Boers ont offert pour l'éviter toutes les concessions compatibles avec leur indépendance; l'eussent-ils fait si vraiment ils avaient eu les noirs desseins que leur prêtent les Anglais?

C'est en 1899 seulement que se produisit la crise décisive qui aboutit à la guerre; durant la fin de 1897 et l'année 1898, on put même croire à une accalmie : la gravité des affaires sud-africaines était masquée à l'Europe et l'Angleterre elle-même s'en trouvait distraite par des soucis plus pressants : événements d'Extrême-Orient, guerre hispano-américaine, rivalités coloniales avec la France qui aboutirent à l'incident de Fachoda; mais pendant ce temps les haines de race ne s'exaspéraient pas moins dans l'Afrique australe. Au Transvaal, les Uitlanders, un instant frappés de stupeur par le désastre de Jameson, recommençaient à se livrer à des agitations politiques; au Cap, les Afrikanders sortaient de leur indifférence politique habituelle et les élections de 1897, faites exclusivement sur la question de race, donnaient, pour la première fois, la majorité à l'*Afrikander Bond*; M. Gordon Sprigg, chef du parti ultra-anglais, se voyait ainsi forcé de quitter le pouvoir, malgré l'appui de M. Rhodes, jadis son adversaire, réconcilié avec lui sur le terrain du jingoïsme; le parti de conciliation, dont M. Rhodes était autrefois le chef, n'existant presque plus, les Afrikanders arrivaient au gouvernement, sous la direction de M. Schreiner, malgré la répugnance qu'éprouvait à les y appeler le nouveau Haut-Commissaire du Cap, Sir Alfred Milner, homme à tout faire de M. Chamberlain et de M. Rhodes, dont la politique de provocation ne devait que trop bien montrer qu'il n'avait été envoyé dans l'Afrique du Sud que pour rendre la guerre inévitable. Le ministère

Schreiner, tout en conservant une attitude correcte vis-à-vis de ce gouverneur dont toutes les sympathies allaient à ses ennemis politiques, ferma les yeux sur le transit à travers la colonie des armes destinées aux Boers de l'Orange, qu'il semble bien avoir connu ; cependant sa conduite, depuis le commencement de la guerre, a prouvé plus tard qu'il n'était nullement hostile à la domination anglaise au Cap; mais sans doute espérait-il qu'en permettant aux Boers de s'armer, il diminuait les chances de guerre, en vertu de l'antique adage, et ne se reconnaissait-il pas le droit de les empêcher de pourvoir à leur légitime défense.

Au début de 1899, l'Angleterre ayant l'esprit libre de toute autre préoccupation, son attention se reporta du côté du Transvaal; le premier incident, qui servit de prétexte à un renouveau d'agitation, se produisit au mois de février : un Anglais de Johannesburg fut tué par un agent de police boer qui cherchait à l'arrêter et auquel il voulait résister. Traduit devant la justice, le policier fut acquitté. Était-il oui ou non en état de légitime défense? les Anglais prétendirent qu'il était absolument impossible de le soutenir, le tribunal estima qu'il y avait au moins doute et en fit profiter l'inculpé. Il n'y avait là qu'un fait divers, fâcheux sans doute, mais banal, que les Anglais n'auraient peut-être pas pris au tragique, s'ils s'étaient remémorés leur propre douceur envers Jameson, infiniment plus coupable et responsable de la perte d'un bien plus grand nombre de vies humaines que le *policeman* de Johannesburg; mais ils montrèrent une fois de plus qu'ils se jugent malaisément à la même mesure que leur prochain : tous leurs journaux jetèrent les hauts cris, et s'indignèrent contre l'odieuse tyrannie, les sévices, les outrages de toute sorte dont étaient soi-disant victimes les malheureux Uitlanders. Le terrain se trouva ainsi bien préparé pour l'arrivée de la grande pétition, adressée à la Reine au mois de mars par ses sujets habitant le Transvaal et portant 21 000 signatures. Cette pétition, après avoir

exposé tous les nombreux griefs que prétendaient avoir les Uitlanders et dont nous avons amplement parlé, demandait à la Reine, au chef du pouvoir prépondérant dans l'Afrique du Sud, d'intervenir auprès du gouvernement transvaalien pour leur faire rendre justice.

Nous en avons assez dit au sujet de la manière dont avait été machinée l'affaire Jameson et l'insurrection de Johannesburg, ainsi que la campagne de presse qui les avait accompagnées et suivies, pour qu'on perçoive aisément le caractère médiocrement spontané de cette nouvelle agitation. C'étaient de nouveau M. Rhodes et M. Chamberlain qui, avec les grands financiers du Witwatersrand, niaisement persuadés que le régime anglais leur apporterait de très grands bénéfices au prix d'une courte crise, menaient toute la campagne; la presse de Johannesburg était entièrement entre leurs mains, tous les étrangers du Rand, qu'ils fussent leurs employés ou bien des commerçants, dont le personnel des mines formait la clientèle, se trouvaient dans leur dépendance et signaient ce qu'on voulait bien leur faire signer; on faisait d'ailleurs miroiter à leurs yeux de superbes promesses. Quant à la presse anglaise, on s'était acquis son alliance et l'on sait que l'opinion britannique, très avertie en matière de politique intérieure, se laisse entraîner avec la plus grande facilité par une campagne de presse bien menée sur les questions étrangères qu'elle connaît fort peu. Les mêmes antiennes revinrent sur l'abus que faisait le Transvaal de l'indépendance « qu'on avait bien voulu lui laisser » et sur la nécessité de mettre à la raison « l'oligarchie boer » qui opprimait la majorité de la population blanche, en même temps qu'elle menaçait la domination anglaise dans toute l'Afrique du Sud. Avec autant d'habileté que de déloyauté, on persuada au public que, loin de menacer l'indépendance de personne, l'Angleterre ne faisait que conformer sa politique à ses vieilles traditions libérales, qu'elle ne cherchait qu'à faire régner l'humanité et l'équité. On laissa entendre qu'on n'en voulait pas

aux Boers en général, que ceux de l'Orange et du Cap étaient les premiers à blâmer la conduite du Transvaal, que, dans ce dernier pays, le gouvernement était aux mains d'une petite coterie corrompue, composée du président Krüger, de sa famille, de ses amis et d'un certain nombre de Hollandais qu'il avait fait venir d'Europe pour occuper des postes administratifs; que cette bande ne cherchait qu'à s'enrichir grâce aux chemins de fer, aux monopoles, à une variété d'affaires louches; que ces vils intérêts pécuniaires étaient le vrai motif pour lequel on refusait tout droit de vote aux Uitlanders, qui ne se seraient pas laissé berner par la coterie au pouvoir comme la masse ignorante et à demi civilisée des Boers. On ajouta encore que ceux-ci accablaient de mauvais traitements les noirs et autres gens de couleur, qu'ils les maintenaient dans un esclavage déguisé. Par ces machiavéliques calomnies on parvint à faire vibrer la fibre humanitaire et libérale des Anglais, en même temps qu'on faisait appel à leur orgueil, si puissant, pour qu'ils ne laissent pas plus longtemps opprimer leurs compatriotes. On surexcita enfin leur sentiment d'équité en lançant la fameuse formule *equality all round* : l'égalité sur toute la ligne entre tous les blancs, voilà, disait-on, le but que l'Angleterre poursuit dans l'Afrique du Sud.

C'est sur ce terrain que se plaça M. Chamberlain lorsqu'à la suite de la pétition des 21 000 Uitlanders il fit, au printemps de 1899, des représentations au gouvernement transvaalien. Est-il besoin de faire remarquer sur quel sophisme repose la fameuse formule *equality all round*? En pratique, elle voulait dire que les Uitlanders devaient avoir au Transvaal les mêmes droits que les colons d'origine hollandaise dans la colonie du Cap. Cette prétention était inadmissible parce qu'il n'y a aucune analogie réelle entre les deux situations. Les colons hollandais se trouvaient déjà au Cap depuis plusieurs générations lorsque les Anglais le conquirent en 1806; fixés dès longtemps dans le pays dont ils exploi-

tent le sol, ils y sont tous nés, ils n'ont aucun désir, ni pour eux, ni pour leurs descendants, de retourner en Europe; il est bien clair que, du moment qu'il existe un Parlement, de pareilles gens doivent y être représentés. Les Uitlanders du Transvaal, ou du moins plus des neuf dixièmes d'entre eux, ne sont au contraire que des passants; loin d'être nés dans le pays, de songer à s'y fixer définitivement, financiers, ingénieurs, contremaîtres, ouvriers, commerçants même ne comptent y rester que le temps de s'enrichir, pour revenir ensuite finir leurs jours en Europe en emportant les richesses qu'ils ont acquises là-bas. Ils exploitent une industrie qui, si importante qu'elle soit aujourd'hui, ne saurait être qu'éphémère; sans aucun intérêt permanent dans le pays, ils n'ont cure de son avenir. Peuvent-ils vraiment en devenir des citoyens, peuvent-ils, grâce à une majorité de hasard destinée à disparaître au bout de peu d'années, supplanter, dans l'exercice du pouvoir, ceux qui y sont venus pour y vivre et y mourir, pour y fonder le foyer où leurs descendants vivront et mourront après eux? Ces derniers ne sont-ils pas justifiés à prendre des précautions pour que le groupe permanent et compact qu'ils représentent ne soit pas submergé par le torrent passager de cette invasion cosmopolite, à limiter la représentation qu'ils accordent à ces passants étrangers, à n'admettre à nommer des représentants que ceux d'entre eux qui font tout au moins un séjour prolongé dans le pays et qui, en réclamant la nationalité transvaalienne, renoncent bien explicitement et définitivement à toute allégeance étrangère. Nous avons assez amplement traité la question des Uitlanders pour qu'on voie l'absurdité de toute assimilation entre eux et les Boers du Cap et la grossière mystification qui se cache sous la retentissante formule : *equality all round.*

Les représentations adressées par le ministère britannique au gouvernement de Pretoria étaient déjà en elles-mêmes une violation des conventions de 1881 et de 1884 qui réglaient les relations de l'Angleterre et du

Transvaal et qui stipulaient expressément — quelle que fût l'interprétation qu'on pût donner à d'autres clauses — le droit pour les Boers de régler comme ils l'entendraient le gouvernement et l'administration intérieure du pays. Le Transvaal aurait donc eu le droit de répondre dès l'abord par une fin de non-recevoir absolue aux prétentions britanniques; s'il ne le fit pas c'est la preuve qu'il cherchait, non pas une rupture, mais bien au contraire un terrain de conciliation. Les Boers de l'Orange ne se montrèrent pas moins soucieux d'éviter la guerre et, secondés par ceux du Cap, s'efforcèrent d'être les intermédiaires d'une solution amiable; rien, soit dit en passant, n'établit mieux que cette attitude l'inanité de la légende du complot hollandais pour la destruction de la domination britannique dans l'Afrique australe. Après que la question eût traîné pendant deux mois au milieu de l'excitation croissante de l'opinion anglaise, montée par la presse et par les violences calculées du langage de M. Chamberlain, le président Krüger accepta, à la prière de M. Schreiner et de plusieurs de ses collègues du ministère du Cap, ainsi que de M. Steijn, président de l'État d'Orange, de se rencontrer à Bloemfontein, capitale de cet État, avec le Haut-Commissaire anglais, sir Alfred Milner. La conférence eut lieu au début de juin; mais les prétentions excessives de l'Angleterre l'empêchèrent d'aboutir à aucun résultat, et, le 6 juin, elle fut rompue.

Cependant, pour épuiser tous les moyens de conciliation et tenter de satisfaire la Grande-Bretagne dans la mesure du possible, le président Krüger faisait voter, un mois plus tard, par le Volksraad, une loi sur la naturalisation qui accordait aux Uitlanders le droit de vote après sept ans de résidence, avec effet rétroactif. Sur ce point capital de la représentation des Uitlanders qui avait été jusqu'alors considéré comme le sujet essentiel des réclamations anglaises, le Transvaal accordait ainsi à peu de chose près ce que demandait sir Alfred Milner : celui-ci avait proposé le droit de vote au bout de cinq

ans; quelle importance sérieuse pouvaient avoir deux ans de retard? Si l'Angleterre n'avait eu vraiment d'autre but que d'assurer aux étrangers du Transvaal un traitement équitable, n'est-il pas évident qu'elle se fût tenue pour satisfaite?

Elle ne le fit pas et c'est ici qu'apparut la mauvaise foi du cabinet de Londres. Les droits des Uitlanders, toutes les autres prétentions qu'il mettait en avant n'étaient qu'un prétexte; ce qu'il voulait, c'était l'annihilation de l'indépendance du Transvaal, la suppression du gouvernement boer, ou tout au moins l'établissement d'une sorte de protectorat qui lui assurât la haute main, non pas seulement sur les affaires extérieures, mais sur l'administration intérieure du pays. Aussi chaque fois que le Transvaal lui fait des concessions, va-t-on le voir émettre des prétentions nouvelles; rien ne le satisferait que la soumission à discrétion des Boers à toutes les conditions qu'il voudrait bien leur dicter. A la communication qui lui a été faite de la nouvelle loi, M. Chamberlain répond le 2 août 1899, en proposant la nomination d'une commission d'enquête, composée de représentants des deux pays et chargée d'examiner si cette loi assure aux Uitlanders une représentation immédiate et substantielle. C'était revendiquer de la façon la plus nette, et contrairement à tous les traités, le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures de la République. Les paroles menaçantes, que le ministre des colonies prononce le 9 août à la clôture du Parlement anglais, ne sont pas de nature à atténuer le ton de sa note du 2. Répondant à un député qui conteste l'opportunité de mesures extrêmes contre les Boers, il s'élève contre l'idée qu'une pareille opinion puisse être partagée même par une infime partie de la nation anglaise; il déclare que la prépondérance de l'Angleterre dans l'Afrique du Sud est menacée par l'obstination du Transvaal à refuser aux Uitlanders l'exercice de leurs droits, que pareille situation ne peut être plus longtemps tolérée, bref que « nous avons

mis la main à la charrue et que nous ne la retirerons pas ». Que prouvent de pareils discours, si ce n'est l'idée arrêtée de pousser le Transvaal à bout? Sur le conseil de ses frères de race de l'Orange et du Cap, le président Krüger fait pourtant encore de nouvelles concessions. A la demande de commission d'enquête formulée par M. Chamberlain, il répond par des contre-propositions où il accorde tout ce que M. Alfred Milner réclamait à Bloemfontein : franchise électorale pour les Uitlanders après cinq ans de résidence; dix représentants aux districts miniers sur les 36 membres que comprend le premier Volksraad, le nombre de ces représentants ne devant jamais tomber au-dessous du quart de l'effectif de l'assemblée; droit, pour les nouveaux électeurs, de prendre part à l'élection du président, ce qui n'était pas sans risquer de mettre les vieux Boers en minorité. Aussi pour éviter les périls que ces concessions suprêmes pouvaient faire courir à l'indépendance du Transvaal, le gouvernement de Pretoria mettait à leur octroi deux conditions : l'Angleterre renoncerait à ses prétentions injustifiées de suzeraineté; son intervention actuelle dans les affaires intérieures de la République ne serait pas considérée comme un précédent; elle s'abstiendrait de toute immixtion à l'avenir et toutes autres difficultés pourraient être résolues par l'arbitrage. Or, le 22 août, date où M. Chamberlain reçoit ces propositions qu'il ne publie d'ailleurs que quelques jours après, paraît un *Livre Bleu*, recueil de documents diplomatiques officiels, parmi lesquels s'en trouvent précisément plusieurs où la suzeraineté de l'Angleterre est obstinément affirmée par ses représentants. Le 28 août, dans sa réponse au Transvaal, le ministre des Colonies s'étonne qu'on ne lui parle pas de sa proposition d'enquête mixte; il en formule cette fois une d'enquête unilatérale faite par l'agent britannique à Pretoria; quant à la suzeraineté de l'Angleterre, il refuse absolument d'y renoncer; affirme à nouveau que les traités la consacrent; il ne veut même pas prendre l'engagement formel de ne pas

intervenir à l'avenir dans les affaires intérieures, mais « espère » seulement qu'il n'aura plus à le faire, en ajoutant qu'il ne saurait renoncer au droit de protéger ses nationaux, comme si cette protection avait rien de commun avec l'octroi de droits politiques!

Ainsi le gouvernement anglais, voyant ses revendications en faveur des Uitlanders acceptées, cherche une nouvelle pomme de discorde en soulevant la question de suzeraineté. Le Transvaal, résolu à aller jusqu'à l'extrême limite des concessions compatibles avec son indépendance, mais jusque-là seulement, retire alors, le 2 septembre, ses propositions du 19 août, puisque les conditions auxquelles elles étaient subordonnées ne sont pas acceptées; mais il autorise l'agent britannique à faire une enquête sur la loi de vote après sept ans, qui subsiste. M. Chamberlain feint de ne pas comprendre le retrait des concessions et, le 12 septembre, déclare accepter celles-ci pourvu qu'une enquête démontre qu'elles sont bien appliquées dans leur esprit et dans leur lettre; quant à la prétention du Transvaal d'être traité en État souverain il ne saurait y être fait droit. Le ministre anglais émettait en outre la nouvelle prétention que les représentants des Uitlanders puissent se servir de la langue anglaise au Volksraad. Il ajoutait enfin que s'il n'était pas fait à cette note — à cet ultimatum pourrait-on plutôt dire — de réponse immédiate et positive, le gouvernement anglais, soucieux de ne pas laisser se prolonger une situation intolérable et dangereuse, examinerait à nouveau toute la question et formulerait des propositions définitives. Ce qu'on demandait au Transvaal, sous prétexte de faire une enquête sur la loi électorale, c'était ainsi de mettre la main sur son administration intérieure; on lui refusait d'autre part toute garantie; et enfin il devenait évident que rien ne satisferait le cabinet de Londres qui élevait chaque jour de nouvelles prétentions. Le Transvaal ne pouvait que répondre par une fin de non recevoir, et c'est ce qu'il fit sans tarder; au reçu de cette réponse

les ministres se réunirent à Londres et, le 22 septembre, M. Chamberlain télégraphiait à sir Alfred Milner qu'il n'y avait plus lieu de négocier, mais que le gouvernement anglais allait sous peu de jours poser au Transvaal des conditions nouvelles et irrévocables.

Ainsi c'était l'envoi d'un ultimatum qu'on annonçait et on l'appuyait d'expéditions de troupes dans l'Afrique du Sud ; de chance de paix on n'en pouvait plus attendre à ce moment que d'une volte-face subite de l'opinion anglaise; mais celle-ci était montée au dernier degré; on était parvenu à ne plus lui faire voir dans les Boers que des vassaux à demi-sauvages en état de rébellion, elle réclamait maintenant à grands cris qu'on les châtiât promptement et les mît hors d'état de nuire; déchaînée à ce point, elle n'était plus capable de comprendre la gravité de la lutte où l'Angleterre allait s'engager. Pourtant les pronostics des gens prévoyants commençaient de se réaliser : le gouvernement de l'État d'Orange communiquait à Sir Alfred Milner une résolution votée par son Volksraad, où était affirmé le bon droit du Transvaal et l'obligation pour l'Orange de se joindre à lui en cas de guerre. Mais on était trop lancé à Londres pour pouvoir reculer; l'opinion ne l'eût plus permis et le ministère lui-même, persuadé d'un prompt succès, ne le voulait pas; il essaya seulement de traîner les choses en longueur, car, dans son emportement, la « nouvelle diplomatie » de M. Chamberlain avait été plus vite que les préparatifs militaires : il n'y avait encore qu'une quinzaine de mille hommes dans l'Afrique australe.

Peut-on s'étonner que les Boers ne se soient pas prêtés à cette temporisation, que, puisque la guerre était certaine, à moins qu'ils renonçassent d'eux-mêmes à leur indépendance, ils aient voulu du moins profiter de l'avantage passager que leur assurait la faiblesse numérique des troupes anglaises? S'ils eussent agi autrement, c'eût été vraiment se laisser trop duper. Lorsqu'on a la certitude absolue d'être attaqué — et personne ne peut nier que c'était le cas des Boers — il est parfois

prudent de frapper le premier pour mieux se défendre, et ce n'est pas cela qui peut donner le change sur le côté où se trouve le véritable agresseur. C'est donc encore un absurde et ridicule sophisme que celui par lequel les Anglais ont voulu faire retomber sur le Transvaal la responsabilité de la guerre, sous prétexte qu'il ne s'est pas prêté à leur jeu par trop clair, et qu'il a pris l'initiative, une fois tout espoir d'arrangement perdu, de brusquer les événements. Une dernière tentative de conciliation avait été faite par les Afrikanders du Cap : 53 députés, la majorité du Parlement colonial, avaient adressé à la Reine une pétition où ils rappelaient que le Transvaal avait offert pour les Uitlanders toutes les concessions demandées par sir Alfred Milner, que la seule chose à laquelle il se refusât était une intervention directe et continue de l'Angleterre dans ses affaires intérieures ; les signataires suppliaient la Reine d'en revenir à l'institution de la commission mixte proposée en août, se portant garants des dispositions conciliantes du Transvaal. M. Chamberlain répondit qu'il était trop tard et que le gouvernement anglais allait formuler ses propositions définitives.

Il ne semblait toutefois guère pressé de le faire. Lassé d'une lenteur dont le but était trop évident, le gouvernement de Pretoria demandait, le 30 septembre, qu'on voulût bien les lui faire connaître; le 1er octobre, M. Chamberlain répondait qu'il ne pourrait les communiquer que quelques jours plus tard; mais, le 7, le conseil des ministres, réuni à Balmoral sous la présidence de la Reine, décidait de convoquer pour le 17 le Parlement britannique à l'effet de lui demander un crédit de 10 millions sterling pour les frais de guerre et l'autorisation d'appeler les réserves. N'était-ce pas l'équivalent d'une déclaration de guerre? Il aurait fallu qu'on fût aveugle à Pretoria pour y voir autre chose et pour se prêter à retarder l'ouverture des hostilités jusqu'à ce que les Anglais fussent prêts. Se souciant peu des interprétations qu'un ennemi de mauvaise foi donne-

rait à ses actes, le gouvernement boer envisagea la situation en face et la jugea sainement; il comprit que son devoir était de mettre du côté de son peuple toutes les chances possibles — et il semblait y en avoir bien peu — dans la lutte inégale qu'on l'obligeait à soutenir pour son indépendance. Aussi, le 9 octobre, à 5 heures du soir, M. Reitz, secrétaire d'État du Transvaal, remettait à l'agent britannique, M. Conyngham Greene, un *ultimatum* de son gouvernement. Après avoir exposé que la convention de Londres de 1884, qui réglait les rapports de l'Angleterre et du Transvaal assurait simplement aux étrangers établis dans le pays l'égalité de droits civils avec les Boers, que l'Angleterre n'avait pas le droit d'intervenir puisque cet article n'était pas violé, que c'était donc par pur esprit de conciliation que le Transvaal avait pourtant consenti à un échange de vues amical au sujet des droits politiques, ce document déclarait que les prétentions excessives de la Grande-Bretagne et les concentrations de troupes sur les frontières des Républiques boers avaient créé dans l'Afrique du Sud une situation inquiétante, dont la prolongation n'était pas tolérable; en conséquence le gouvernement de Prétoria demandait : que les difficultés pendantes fussent soumises à l'arbitrage; que l'Angleterre retirât ses troupes des frontières des Républiques; qu'elle rappelât chez elle les renforts envoyés depuis le milieu de juin; et qu'elle arrêtât ceux qui se trouvaient en mer; l'absence d'une réponse favorable dans les quarante-huit heures serait considérée comme une déclaration de guerre. Le lendemain M. Chamberlain répondait qu'il était impossible de discuter ces conditions. Le 11 octobre 1899, à cinq heures du soir, l'agent britannique était invité à quitter Pretoria et l'état de guerre commençait. Aussitôt le président Steijn appelait aux armes les Boers de l'État d'Orange et les troupes des deux Républiques franchissaient la frontière du Natal. Le lendemain, 12 octobre, étaient tirés les premiers coups de fusil de la guerre sud-africaine.

CHAPITRE XI

La guerre sud-africaine et ses conséquences.

Erreur presque unanime de l'opinion en Angleterre et dans le monde entier sur ce que devait être une guerre entre la Grande-Bretagne et le Transvaal. — Raisons tirées de la nature des lieux et du climat, comme des précédents historiques qui auraient dû en faire prévoir les immenses difficultés. — Autres causes provenant du caractère et de l'organisation des adversaires en présence. — Défauts divers de l'armée anglaise; instruction insuffisante des hommes et des officiers; inaptitude à vivre à la dure; impossibilité d'entretenir des troupes montées nombreuses. — Qualités et défauts des Boers : leur endurance sans bornes, la justesse de leur tir, leur sang-froid, leur parfaite connaissance du pays; par contre, la cohésion est insuffisante chez eux comme chez toutes les milices; ils ignorent l'arme blanche; admirables dans la défensive, la guerre de surprises et de coups de main hardis, ils sont peu propres à l'offensive stratégique en grandes masses et ne s'écartent pas volontiers de leurs frontières. — Les opérations militaires. — Hésitations des Anglais sur le plan de campagne à suivre. — Première phase de la guerre : l'offensive des Boers; ils ne la poussent pas à fond et ne savent pas profiter de leur supériorité numérique pour occuper tous les plateaux sud-africains; ils s'attardent au siège de Ladysmith, de Kimberley et de Mafeking, impéritie et désastres des Anglais. — Deuxième phase : offensive des Anglais; Lord Roberts profite de son énorme supériorité numérique pour atteindre d'un premier bond Bloemfontein (février-mars 1900) d'un second Johannesburg et Pretoria (juin) en prenant Cronje et tournant toutes les positions des autres chefs boers. — Troisième phase : la guérilla; énormes pertes infligées aux Anglais par les combats de détail, les surprises et les coups de main, malgré leurs succès contre les dernières armées boers opérant

en masse. — Caractère de cruauté que prend la guerre du fait des Anglais; les incendies de fermes; les reconcentrados; violations répétées du droit des gens. — Inefficacité de ces moyens. — L'invasion du Cap par les Boers en décembre 1900. — Recrudescence et obstination de la résistance au printemps de 1901.

Qu'allait être cette guerre détestable, si ardemment désirée par les chauvins anglais d'une part, par les grands financiers intéressés au Transvaal de l'autre? Une simple promenade militaire, s'il fallait en croire ses auteurs. Toute la presse anglaise répétait à satiété, et était parvenue à faire croire au monde entier que les soldats de la Reine fêteraient la Noël à Pretoria et que trois mois après le commencement des hostilités la soumission des deux Républiques serait un fait accompli. Les grands chefs des mines d'or, ou les journaux inspirés par eux et désireux de satisfaire les passions chauvines du public qu'ils avaient eux-mêmes surexcitées, n'étaient pas seuls à parler ainsi. Le gouvernement anglais en paraissait à peine moins convaincu : le Chancelier de l'Échiquier ne déclarait-il pas à l'ouverture du Parlement que les deux cent cinquante millions qu'il lui demandait suffiraient amplement à couvrir toutes les dépenses qu'entraîneraient directement ou indirectement les hostilités? Le principal instigateur de la lutte, celui qui avait fait de cette guerre sa guerre, qui n'avait reculé devant rien pour l'imposer, M. Chamberlain, que sa position de ministre des colonies semblait pourtant mettre à même d'être bien renseigné, allait plus loin encore, et se laissait même aller à dire que « s'il demandait 40 000 hommes de troupes, c'est qu'il fallait satisfaire les exigences des militaires, mais qu'en réalité avec 20 000 on viendrait à bout des Boers [1] ». Au milieu de cet étrange aveuglement, un seul Anglais paraît avoir vu clair, c'est le général Butler, commandant les troupes anglaises dans

1. Nous pouvons garantir l'exactitude de ce propos tenu, il est vrai, dans une conversation particulière.

l'Afrique du Sud; il avait averti le gouvernement des difficultés et de la longueur de la guerre et avait vivement insisté pour qu'on ne s'y engageât pas; l'unique récompense de ces sages conseils fut le rappel de leur auteur au moment où les hostilités allaient commencer. Aux appréciations raisonnées d'un chef militaire compétent, on préférait les avis de l'homme emporté et brouillon que M. Chamberlain avait mis à la tête de l'Afrique du Sud, de Sir Alfred Milner, qui n'était que le porte-parole de ces financiers de Johannesburg, dont l'impéritie et le manque de jugement avaient été démontrés moins de quatre ans auparavant par l'affaire Jameson et auxquels la rude leçon d'alors n'avait pas ouvert les yeux. M. Cecil Rhodes lui-même, décidément grisé par la fortune et l'ambition, ne montrait pas plus de sagesse.

Et cependant le caractère d'une lutte entre l'Angleterre et les Boers était clairement déterminé par la géographie et l'histoire du pays. On nous permettra de reproduire textuellement ici ce que nous écrivions au début de 1897 dans la 1re édition de ce livre : « Les faits qui se sont passés au mois de janvier 1896 viennent corroborer les événements de 1880 et permettent aujourd'hui de tenir pour certain que la conquête du Transvaal par l'Angleterre est impossible, à moins de sacrifices absolument hors de proportion avec les bénéfices qu'en pourrait attendre la Grande-Bretagne, peut-être même avec le souci de sa sécurité en Europe.

« Nous n'insistons pas en ce moment sur ce qu'aurait certes d'odieux une telle agression, mais sur ses chances de succès matériel. Si elle n'avait à combattre que les Boers du Transvaal, qui peuvent mettre sur pied 12 à 15 000 hommes, tous excellents tireurs, il est vrai, l'Angleterre pourrait espérer les vaincre sans de trop énormes sacrifices. Mais il se trouve, on le sait, quantité de Boers dans l'Afrique du Sud en dehors des limites de la République Sud-Africaine. Sur les 376 987 blancs de la colonie du Cap, 228 627 apparte-

naient, d'après le recensement de 1891, à l'Église réformée de Hollande et à ses diverses ramifications; parmi ces descendants de huguenots et de Hollandais, un certain nombre, habitant les villes, était sans doute anglicisé de mœurs et de langue, mais ce n'était qu'une faible minorité. Dans l'État d'Orange, sur 77 000 blancs, 60 000 à 65 000 sont des Boers; et dans la colonie du Natal, ils forment un cinquième environ des 42 000 Européens. En résumé, ils constituent au moins la moitié de la population blanche de l'Afrique du Sud entière, 360 000 environ sur 700 000 Européens.

« On peut prévoir ce que serait l'attitude de cette population d'origine franco-hollandaise, en cas de conflit armé entre l'Angleterre et le Transvaal, d'après ses sentiments et ses actes pendant la dernière crise. L'État libre d'Orange n'hésita pas un instant : aussitôt que le docteur Jameson fut entré au Transvaal, le gouvernement envoya l'artillerie sur la frontière et appela un premier contingent de citoyens pour accourir au premier signal à l'aide de la République sœur. Cette attitude si nette fut une grande désillusion pour les Anglais : tout le monde m'avait dit, à mon passage à Cape-Town, que la colonie du Cap avait su se concilier l'État d'Orange en concluant avec lui une union douanière, en lui construisant ses chemins de fer sans qu'il eût rien à débourser. Il y avait bien un traité signé à Potchefstroom en 1890, après de patients efforts du président Krüger, en vertu duquel chacune des deux Républiques garantissait l'indépendance et l'intégrité du territoire de l'autre; mais tout le monde assurait avec confiance qu'il resterait lettre morte. L'événement a prouvé une fois de plus que les passions de race sont bien autrement puissantes que les liens économiques.

« Les Boers des colonies anglaises étaient aussi fort excités; beaucoup de ceux du Natal passaient la frontière pour venir combattre côte à côte avec leurs frères du Transvaal; le gouvernement de la colonie dut

prendre des mesures pour empêcher le mouvement de se généraliser. Ceux du Cap, plus éloignés, manifestèrent du moins hautement ce qu'ils sentaient. Tout près même de Cape-Town, à la petite ville de Paarl, un meeting en masse envoya ses félicitations et ses vœux au président Krüger après l'échec de Jameson. Le chef du parti boer à la Chambre des députés, le président de la puissante association hollandaise de l'Afrikander-Bond, M. Hofmeyr, ramené à force de patience et de concessions des confins du séparatisme, et qui semblait devenu aussi loyaliste qu'un Anglais, télégraphia aussi à M. Krüger et déclarait à un *interviewer* qu'il ferait tous ses efforts pour maintenir la paix, mais que, si la guerre éclatait, Dieu seul savait quel parti il prendrait. C'est d'ailleurs en présence de l'agitation des Boers de la colonie du Cap que l'Angleterre, en 1881, avait renoncé à pousser plus loin la guerre et reconnu l'indépendance du Transvaal.

« Ainsi donc, en cas de guerre déclarée entre ce pays et l'Angleterre, il viendrait se joindre aux 15 000 hommes qu'il peut mettre en ligne autant de Boers de l'État d'Orange, et un chiffre inconnu, plusieurs milliers certainement, du Cap et de Natal. C'est 30 000 à 40 000 hommes au moins, tous rudes soldats et infaillibles tireurs, qui seraient soulevés; l'Afrique du Sud entière serait en feu, du Cap de Bonne-Espérance au fleuve des Crocodiles. L'Angleterre n'est nullement préparée à faire une pareille guerre, qui ne serait pas sans ressembler fort à l'expédition du Mexique, avec lequel ces pays ne manquent pas d'analogie. Sans doute, elle pourrait recruter quelques milliers de volontaires parmi les Afrikanders de race anglaise, mais ceux-ci habitent surtout dans les villes ou aux environs; dans l'est de la colonie du Cap seulement on les trouve en assez grand nombre dans les campagnes; ils sont moins résistants, moins exercés au tir que les Boers. Pour vaincre l'insurrection générale, pour assurer les communications, il faudrait envoyer dans l'Afrique du Sud 60 000 ou 80 000 hommes,

peut-être davantage, de troupes européennes. L'Angleterre est-elle en état de le faire?

« Ce ne serait pas une guerre régulière, mais une série de combats en ordre dispersé, où l'artillerie serait inutile. Le pays, sans doute, comprend surtout de hauts plateaux dépourvus d'arbres, mais les grandes plaines ouvertes, comme celles de l'ouest de l'État d'Orange, sont rares, et, dans les grandes montagnes qui s'élèvent à l'est des hautes terres, au milieu des *kopjes* pierreux du Karrou, sur les plateaux ondulés du Transvaal, dans les vallons et les buissons du Bushveld, la guerre d'embuscades et de guerillas aurait un beau terrain. Les troupes européennes souffriraient sensiblement de la chaleur et des grandes variations de température; on ne trouverait pas à vivre sur le pays, difficilement peut-être à y boire, car les points d'eau sont rares en maintes régions et il n'existe aucune carte détaillée et exacte. Il faudrait tout faire venir de la côte, en chars à bœufs sans doute, par des routes détestables, car les Boers auraient tôt fait de couper les chemins de fer, surtout cette voie ferrée de Natal, qui s'élève de 1700 mètres en 300 kilomètres, grimpant péniblement au flanc des montagnes où vivent les fermiers hollandais. »

Les événements, nous avons le droit de le dire, ont largement justifié nos prévisions. Loin d'exagérer la force de résistance des Boers nous l'avons plutôt évaluée trop bas. Ce n'est pas 80 000 hommes qu'il a fallu pour les vaincre, c'est 250 000; et, contre l'attente universelle, l'Angleterre est parvenue à mobiliser une aussi grande masse de troupes. Elle l'a fait, il est vrai, au prix de sacrifices énormes, d'ordre pécuniaire aussi bien que politique. Elle a dégarni à l'extrême les Iles Britanniques, réduit d'une manière presque dangereuse les garnisons de l'Égypte et des Indes; elle s'est condamnée à assister impuissante aux progrès de ses rivaux sur tous les points du globe, à jouer un rôle des plus secondaires, malgré l'étalage d'une vaine supériorité maritime, dans cette Chine où ses intérêts sont si grands

et où, d'ordinaire, sa voix sonnait si haut. De cette impuissance, comme des échecs subis par ses armes, est résultée une perte de prestige qui n'est pas sans péril pour un Empire qui vit en grande partie de ce prestige. C'est pourquoi l'Angleterre, lorsqu'elle sera revenue à la raison, ne pardonnera pas à ses gouvernants d'aujourd'hui l'effroyable aventure dans laquelle ils l'ont si légèrement lancée. Par contre, elle se montre peut-être trop portée à condamner en bloc un système militaire qui lui a permis, sans supporter la lourde charge du service obligatoire, d'envoyer au loin une pareille armée.

Si l'immense Empire Britannique a dû faire un si grand effort pour soutenir la lutte contre ces adversaires qu'on appelait dédaigneusement à Londres « quelques bandes de paysans », les causes s'en trouvent d'abord dans la nature des lieux et du climat, qui devaient nécessairement opposer à la marche des troupes anglaises des difficultés sans nombre, leur infliger de rudes souffrances et de très lourdes pertes. A ce que nous avons déjà dit sur ce point nous ajouterons cette simple observation qu'on n'a pas d'exemple, du moins dans les temps modernes, d'une armée aussi considérable opérant dans un pays aussi désert. La densité de population de la colonie du Cap tout entière, noirs et blancs compris, est de 3 habitants au kilomètre carré, celle de l'État d'Orange d'un peu moins de 3. Encore faut-il remarquer que les trois quarts des habitants du Transvaal et du Cap, les trois cinquièmes de ceux de l'État d'Orange sont des noirs et que la présence d'un nombre donné de noirs sur un territoire implique l'existence de beaucoup moins de ressources que celle d'un nombre égal de blancs ; ces blancs eux-mêmes sont gens primitifs. Le théâtre des opérations de la guerre anglo-boer est donc encore beaucoup plus dénué de ressources que les provinces centrales de la Russie ne l'étaient en 1812, ou la partie du Mexique envahie par les Français sous le Second Empire. On peut dire qu'il

y a impossibilité complète de se nourrir sur le pays d'autant plus que les Boers peuvent emmener avec eux la plus grande partie de leurs troupeaux.

Le manque absolu de ressources du pays, l'absence de toutes cartes, la sécheresse et les énormes variations de température durant une moitié de l'année, la lourde chaleur d'étuve et les pluies torrentielles pendant l'autre, la longueur des lignes de communication, voilà les rudes obstacles que la nature opposait au succès des Anglais. Mais il y a encore une autre série de causes, qu'il n'était pas davantage impossible de percevoir, et qui a contribué à rendre la guerre si longue et si pénible; c'est dans le caractère et l'organisation des deux adversaires qu'il faut chercher celles-ci.

L'armée anglaise, si elle s'est trouvée plus nombreuse qu'on ne l'aurait cru, s'est montrée inférieure à l'opinion, déjà médiocre. qu'on avait généralement d'elle. A parler franc elle n'a brillé ni par ses soldats, ni par ses officiers. L'homme de troupe anglais, soldat de métier, n'est pas mauvais à condition qu'il soit pourvu d'une dose suffisante de confortable; on le sait bien en Angleterre, la preuve en est au soin qu'on met, d'ordinaire, à préparer tous les services d'approvisionnement et autres des corps expéditionnaires; mais, comme les animaux de race, il perd toute énergie, il tombe bientôt malade, s'il lui faut vivre trop à la dure et voir réduire les amples rations de viande dont il a l'habitude. Or ces privations, on n'a pu les lui éviter au Transvaal, parce que toutes les prévisions de l'état-major britannique se sont trouvées fausses, parce qu'il est impossible de ne jamais manquer de rien avec des lignes de communications aussi longues, en présence d'un ennemi actif et résolu, parce qu'il ne s'agissait pas d'une expédition rapide où les effets du climat n'ont pas le temps de se faire sentir, ni les rouages des divers services de se fausser, mais d'une guerre véritable et des plus rudes. D'ailleurs les vieilles troupes n'ont constitué qu'une fraction de l'armée de l'Afrique du Sud; des corps

coloniaux, des volontaires divers, et surtout des bataillons de milice ont concouru à former le reste. Les premiers, dont on a fait grand bruit, dans le concours desquels on a voulu voir l'attestation de l'unité de l'Empire Britannique, n'ont jamais été qu'en petit nombre : vingt à vingt-cinq mille hommes venus soit de la colonie du Cap elle-même, soit du Canada, soit des diverses colonies australiennes. Formés d'aventuriers qu'attirait l'appât de soldes très élevées — 5 francs et même 5 shillings ou 6 fr. 25 par jour pour les simples soldats — ces corps comprenaient deux éléments distincts : des coureurs de bois, chasseurs, cowboys ou gardiens de troupeaux, bref des ruraux, très endurants, qui rendirent de réels services malgré leur médiocre discipline, et des voyous ramassés sur le pavé des villes qui n'en rendirent aucun. Les volontaires de la métropole, sédentaires arrachés à leurs occupations habituelles par un moment d'enthousiasme ou l'appât d'une haute paye, n'ayant aucune préparation militaire, étaient incapables de supporter les fatigues d'une pareille campagne et on les a prudemment laissés en arrière, à l'écart des champs de bataille. Quant aux milices, certaines, comme la yeomanry ou milice à cheval, recrutée parmi les propriétaires ou gros fermiers des campagnes, se montrèrent, au début du moins, pleines d'un entrain, qui se refroidit en général assez vite; mais la plupart ne manifestèrent jamais la moindre ardeur. Tous ces corps auxiliaires devaient souffrir plus encore que les troupes régulières des fatigues, des privations et des maladies.

Les officiers anglais, très braves, toujours au premier rang pour entraîner leurs troupes au feu, les exposant même parfois sans nécessité, manquaient en général des connaissances les plus élémentaires de l'art militaire. Les uns, ceux des milices et corps auxiliaires notamment, n'avaient jamais fait la guerre, les autres ne l'avaient faite que contre des peuplades barbares, et n'avaient pris à cette école que de mauvaises habi-

tudes. Ne se gardant, ni ne s'éclairant, ne préparant pas leurs attaques, traitant la guerre en gens de sport, encombrant de plus leurs colonnes, et jusqu'aux voitures d'ambulance, de l'attirail de leurs bagages, ils ne pouvaient qu'être le jouet du plus mobile et du mieux informé des ennemis. Prise dans son ensemble l'armée anglaise était la moins apte peut-être de toutes les armées européennes à faire une pareille guerre, non pas seulement parce que l'instruction vraiment militaire y est des plus sommaires, mais surtout parce qu'elle est la moins apte à vivre à la dure et qu'elle s'empêtre d'*impedimenta* de toute sorte.

Enfin, pour vaincre les Boers il aurait fallu par-dessus tout de la cavalerie et de l'infanterie montée ; or la nature des lieux et du climat rendent presque impossible à l'envahisseur d'en conserver. De nombreuses maladies et une très redoutable, en particulier, dite la peste chevaline, s'attaquent aux chevaux et surtout aux chevaux importés dans l'Afrique du Sud. Les petits chevaux boers, produit d'une sélection qui s'est opérée pendant plusieurs générations, résistent assez bien ; mais les chevaux amenés à grands frais par les Anglais d'Europe, des États-Unis ou de l'Argentine, déjà très éprouvés par une longue traversée, transportés sous un climat qui n'est pas le leur, soumis aux plus rudes fatigues, recevant une nourriture différente de celle à laquelle ils sont habitués et souvent insuffisante, sont une proie facile pour les épizooties. Les Anglais en ont perdu des quantités énormes, 90 000 a-t-on dit dans les quinze premiers mois de la guerre.

Des Boers, qui se trouvent en face de l'armée anglaise, nous avons assez parlé dans les pages précédentes pour qu'il n'y ait pas lieu d'y insister. Ce qu'ils sont dans la paix, ils le sont dans la guerre. Elle modifie à peine leur genre de vie. Endurcis par les *trecks*, par les longues chasses, vivant de peu, habitués, eux et leurs montures, aux plus rudes fatigues, ils devaient supporter sans peine celles de la guerre la plus prolongée, qui n'était

pour eux qu'une chasse d'une espèce particulière. Leur absolu sang-froid devait laisser à leur tir toute son impeccable justesse; leur foi profonde et mystique dans la justice de leur cause, dans la protection divine même, devait exalter encore leur courage et les déterminer à lutter à outrance. Leur connaissance du pays et de la langue des indigènes, les sympathies de toute la population blanche non seulement des deux Républiques, mais des plateaux du Cap et du Haut-Natal devaient leur permettre d'être au courant de tous les mouvements de l'ennemi et de le surprendre sans cesse, grâce à leur extrême mobilité. Ces Boers, que les Anglais traitaient de bandes de paysans, c'étaient bien, il est vrai, des milices, mais des milices d'ordre supérieur, toutes différentes de ce que pourraient être des milices européennes puisqu'ils étaient, depuis leur enfance, rompus aux exercices du tir, aux marches, aux chevauchées prolongées, accoutumés à toutes les privations.

Toutefois, si les qualités des Boers les rendaient incomparables pour la défensive ou pour la guerre de surprises, de coups de main hardis exécutés en petits groupes, ils n'en avaient pas moins certains défauts inhérents aux milices qui se firent lourdement sentir lorsque, dans la première période de la guerre, ils tentèrent de se livrer à des opérations régulières et par grandes masses. Divisée en *commandos*, d'effectifs très inégaux d'ailleurs, formés chacun par la levée en masse des hommes d'un district administratif, leur armée manquait de cohésion. A l'intérieur même des commandos il ne régnait qu'une discipline assez lâche, les officiers n'ayant d'autre autorité que celle que voulaient bien leur reconnaître leurs hommes, et se trouvant d'ailleurs dénués de toute instruction spéciale qui les imposât. Un commando ou même une fraction de commando jugeait-il le moment favorable pour une attaque, il l'exécutait sans aucun concert avec le reste de l'armée. L'artillerie seule était dans la main des chefs; les Boers s'en servirent non sans habileté; ils firent merveille sur-

tout par la façon dont ils surent déplacer les plus lourdes pièces de siège, les hissant sur les kopjes à pic, leur faisant franchir les ravins les plus profonds, les rendant presque aussi mobiles que des canons de campagne. Mais l'artillerie, indispensable à préparer une attaque ne suffit pas, non plus souvent que l'excellence du tir, à en achever le succès ; il y faut en outre la combinaison des mouvements, et fréquemment l'emploi de l'arme blanche à laquelle les Boers répugnaient. Dans la défensive ils retrouvaient de grands avantages ; à 500 mètres, à 800 mètres même de leurs retranchements, leur tir fauchait l'ennemi. Mais, celui-ci repoussé, ils ne savaient pas le poursuivre et changer ainsi sa défaite en déroute.

Au point de vue stratégique, ces soldats citoyens ne comprenaient pas non plus l'utilité d'une offensive étendue qui les fît rester longtemps en dehors de leurs frontières. Une fois l'ennemi écarté de celles-ci, il leur tardait de rentrer chez eux veiller sur leurs familles, leurs troupeaux, leurs récoltes. On était obligé d'en laisser à tour de rôle un grand nombre quitter l'armée, prêts à revenir d'ailleurs à la première alerte, mais l'affaiblissant tout de même, la condamnant à l'inaction : on peut estimer que 50 000 à 55 000 hommes, en tout, ont pris les armes pour la cause des Boers, mais c'est tout au plus s'ils ont jamais eu à la fois une quarantaine de mille combattants. Ce manque de cohésion et de capacité offensive en masse fit que les Boers ne surent pas profiter au début, dans la période de la guerre régulière, de l'excellent armement qu'ils s'étaient constitué, non plus que de leur supériorité numérique et des fautes de leurs adversaires.

La « nouvelle diplomatie » de M. Chamberlain avait, en effet, dans sa maladroite violence, marché beaucoup plus vite que les préparatifs militaires. Le 11 octobre 1899, premier jour de la guerre, les Anglais n'avaient qu'une douzaine de mille hommes au Natal et quelques bataillons épars dans la colonie du Cap. Ils n'étaient

pas encore fixés sur la voie qu'ils allaient prendre pour envahir les deux Républiques. Des deux routes qui s'offraient à eux, celle de Natal et celle du Cap, la première menait beaucoup plus directement à Johannesburg et à Pretoria, objectif des envahisseurs et dont la prise, nul n'en doutait dans l'état-major britannique, amènerait la fin de la guerre; mais, si elle était plus courte, cette route était beaucoup plus abrupte et, de ce côté, le territoire anglais n'occupait que les pentes, les gradins escarpés du grand plateau sud-africain, dont il atteignait à peine le bord à Charlestown, station frontière du chemin de fer Durban-Johannesburg. Du côté du Cap, au contraire, les possessions anglaises pénètrent en plein sur les plateaux par le Grand Karrou et le Karrou du nord; sans doute la ligne de communication est plus longue, et plus longue aussi la distance de la frontière à Prétoria; mais le premier inconvénient est compensé par la présence de voies ferrées plus nombreuses et mieux pourvues de matériel roulant qu'au Natal; et le second l'est en partie par la facilité du pays, qui s'élève en pente douce de l'Orange à Johannesburg et ne présente que peu de bonnes positions pour les défenseurs. L'essentiel, d'ailleurs, dans la guerre qu'entreprenaient les Anglais, c'était d'avoir le point de départ de leurs opérations sur le plateau même, de ne pas être obligés de se battre pour y accéder, car les pentes extrêmement tourmentées, les étroites vallées qui y mènent présentent des successions de positions excellentes où quelques centaines de bons tireurs peuvent résister très longtemps à une armée entière et lui infliger des pertes effroyables. Mieux vaut donc avoir à faire 100 kilomètres sur le plateau que dix sur les pentes. Or, au Cap, nous venons de le dire, les Anglais tenaient ces plateaux; au Natal ils n'y avaient qu'un débouché, en un seul point de leur bord et ils ne pouvaient y réunir au début de la guerre assez d'hommes pour le garder. Dans ces conditions la route du Cap leur était imposée par la nature des lieux; ils mirent trois

mois à le comprendre. Il en résulta pour eux de sanglants échecs; si leurs adversaires eussent été capables d'une offensive stratégique en grande masse, les Anglais n'auraient peut-être pas échappé à un désastre complet, à la perte de toute l'Afrique australe.

Les Boers sortirent bien d'abord de leurs frontières. Bousculant, au sud-est, les Anglais du Natal, ils les forcèrent à dégringoler les pentes et, après leur avoir enlevé près de 2000 prisonniers, tué ou blessé plusieurs centaines d'hommes, les enfermèrent le 30 octobre dans le bas-fond de Ladysmith sur la Tugela. A l'ouest ils faisaient de même, investissaient dans Mafeking les 1000 hommes du colonel Baden-Powell, dans Kimberley les 2400 hommes du colonel Kekewitch. Mais cela fait ils s'arrêtèrent, s'obstinèrent indéfiniment au siège ou plutôt au blocus de ces places, sans même tenter jamais d'attaques d'ensemble, qui auraient fini par réussir, sinon au début, du moins après quelques semaines, contre les Anglais fatigués par la saison des pluies commençante. Au lieu d'immobiliser ainsi leurs forces ils auraient pu, avec bien plus d'avantage, les employer à envahir le nord de la colonie du Cap, à saisir les importants embranchements de Stormberg, de Rosmead-Middelburg, de Naauwpoort et surtout de De Aar, points où les lignes de chemins de fer qui se dirigent de Capetown, de Port-Élisabeth et d'East London vers Kimberley et Buluwayo, vers Bloemfontein, Johannesburg et Pretoria, se rejoignent ou sont reliées entre elle par des transversales. Il leur eût été aisé, par une marche hardie, d'occuper sinon tout le plateau, du moins la région du Karrou du nord jusqu'à la chaîne de montagnes qui, coupée par le chemin de fer entre Beaufort-West et Victoria-West, le sépare des plateaux moins élevés du sud; dans les défilés de ces montagnes ils auraient pu ensuite résister longtemps aux armées anglaises; ils auraient trouvé de nombreux concours et fait beaucoup de recrues dans la population, formée presque entièrement d'Afrikanders d'origine hollan-

daise; peut-être même auraient-ils pu pousser plus loin encore au sud, soulevant tout le pays.

Au lieu de tenter résolument ce plan, quitte à dégarnir le corps de siège de Ladysmith et à ne laisser au Natal que le nombre d'hommes strictement nécessaire pour s'opposer à la reprise de la marche des Anglais vers le nord, les Boers n'envoient au sud du fleuve Orange que d'assez faibles commandos, qui atteignent bien Stormberg et Middelburg, sont rejoints il est vrai par bon nombre d'Afrikanders révoltés, mais opèrent sans ensemble. Pendant ce temps les Anglais se renforcent et s'organisent; dès le milieu de novembre Lord Methuen paraît sur le fleuve Orange et se dirige vers Kimberley; après trois combats où il perd beaucoup de monde, et où les Boers cèdent le terrain, il subit, le 11 décembre, une sanglante défaite qui lui coûte mille hommes, à Maggersfontein, où il lance follement ses troupes sur un glacis découvert à l'attaque des lignes ennemies. Deux jours plus tôt le général anglais Gatacre, surpris de nuit à Stormberg, dans la colonie du Cap, se laisse prendre 600 hommes et, quatre jours plus tard, le 15 décembre, le commandant en chef des troupes britanniques, sir Redvers Buller, qui, débarqué d'abord au Cap, s'est laissé attirer vers le Natal par l'espoir de délivrer Ladysmith, se heurte, à Colenso, aux retranchements des Boers, couverts par la Tugela, perd deux batteries d'artillerie aventurées sans protection et près de douze cents hommes, alors que ses adversaires ont à peine quelques tués. Cette semaine du milieu de décembre, c'est la semaine noire pour l'Angleterre.

Malheureusement pour les Boers, ni devant Kimberley, ni devant Ladysmith, ils ne savent poursuivre leurs succès, passer de la défensive à l'offensive; ils laissent l'ennemi opérer tranquillement une retraite qu'ils pouvaient aisément changer en désastre. Pendant deux mois, sur les principaux théâtres de la guerre, les adversaires vont rester l'un en face de l'autre presque

sans bouger. A Kimberley, l'immobilité est même complète. Sous Ladysmith, Buller, qui a reçu des renforts, essaye encore, à deux reprises, le 20 janvier et le 5 février, de passer la Tugela ; deux fois il est repoussé avec des pertes énormes, à Spion-Kop et à Vaal-Kranz, mais chaque fois il échappe au désastre par l'absence de poursuite des Boers. Pendant ce temps des combats sans grande importance se livrent dans le nord de la colonie du Cap, mais les Anglais s'organisent. Le plus brillant soldat du Royaume-Uni, le feld-maréchal Roberts, est nommé généralissime et arrive en janvier au Cap. Sous le coup des humiliations de décembre, l'Angleterre se résout à un effort sans précédent ; elle convoque les milices, les volontaires, fait appel aux colonies, se décide à porter l'effectif de ses troupes à plus de 200 000 hommes, dont les trois quarts environ sont réunis en Afrique du Sud au début de février. Devant cette masse énorme, les Boers, quatre fois moins nombreux, vont être obligés de plier. La seconde période de la guerre, celle de l'offensive anglaise, commence.

La cavalerie du général French délivre Kimberley par un mouvement tournant le 15 février 1900 ; le vieux chef boer Cronje, le vainqueur de Methuen, se trouve sur le point d'être investi à son tour dans ses lignes de siège ; il ne se décide à les quitter que trop tard, alors que la retraite lui est déjà presque coupée par Lord Roberts qui le devance sur la route de Bloemfontein. La plus grande partie de ses troupes parvient pourtant à s'échapper en se fractionnant par petits détachements ; mais lui-même se laisse acculer, avec 4000 hommes et l'énorme convoi qui alourdit sa marche, dans une boucle de la rivière Modder ; après huit jours d'héroïque résistance, son camp à moitié brûlé, transformé en charnier, il doit signer la capitulation de Paardeberg, le 27 février. Quelques escarmouches encore et l'armée anglaise entre le 13 mars à Bloemfontein, épuisée d'ailleurs par une marche rapide dans une saison fatigante, et en partie démontée.

Les difficultés ainsi rencontrées et les leçons des quatre premiers mois de la guerre auraient dû engager l'Angleterre à accorder la paix que lui demandèrent à ce moment les présidents Krüger et Steijn; mais la victoire semblait déjà l'avoir grisée, son gouvernement se borna à répondre par la bouche de Lord Salisbury, « qu'il n'était pas disposé à reconnaître l'indépendance des deux Républiques » et n'accepterait des Boers qu'une reddition sans condition, formule à laquelle il devait continuer toujours à se buter si malheureusement. C'était folie pourtant que de croire la force de résistance des Boers si vite tombée. Sans doute leur propre territoire était envahi, et ils avaient dû quitter les possessions anglaises; pour concentrer leurs forces à la défense de leur pays, ils avaient même levé, le 28 février, le siège de Ladysmith non sans infliger encore en plusieurs combats de très lourdes pertes à leurs adversaires; d'ailleurs leur retraite de ce côté s'effectuait dans le meilleur ordre, de même que celle des commandos qui avaient envahi le nord de la colonie du Cap. Or qu'importait aux Boers qu'on leur prît les quelques villes de leur territoire, où bien peu d'entre eux vivent, et qui n'ajoutent rien à leurs ressources? Ce n'était pas là ce qui pouvait mettre fin à leur résistance du moment qu'on les poussait au désespoir; pour y arriver il aurait fallu les prendre eux-mêmes en masse; on avait bien pris Cronje, mais d'autres restaient après lui.

A peine les Anglais sont-ils entrés à Bloemfontein, où ils espéraient se reposer tranquillement, que des difficultés de toutes sortes surgissent autour d'eux. Le fameux chef de guerilla De Wet se signale pour la première fois en s'emparant, à Sannah's post, à quelques lieues de cette ville, de plusieurs pièces d'artillerie et en détruisant ensuite les réservoirs d'eau; les communications sont fréquemment interrompues, les détachements et les convois harcelés. Ce n'est qu'au début de mai que Lord Roberts peut recommencer sa marche vers le nord.

Dans la guerre régulière l'immense supériorité du nombre assure aux Anglais une facile victoire : les Boers sont obligés d'abandonner les meilleures positions sous peine d'être tournés et de subir le sort de Cronje ; aussi est-ce sans autres engagements que quelques combats d'avant ou d'arrière-garde, que l'armée britannique franchit le Vaal et s'empare, le 31 mai, de Johannesburg et, le 5 juin, de Prétoria, tandis qu'une autre colonne délivre, le 17 mai, Mafeking, dont la garnison a subi 217 jours de siège.

Ces nouvelles, reçues à Londres avec l'enthousiasme le plus délirant, marquaient pourtant non pas la fin de la lutte, comme on se l'imaginait si légèrement, mais le début d'une nouvelle phase, infiniment plus redoutable pour les Anglais que les précédentes. C'est la guerre de guerillas qui commence de toutes parts, c'est-à-dire la chasse aux isolés, aux patrouilles, aux convois anglais, les surprises habilement préparées où tomberont plus d'une fois de fortes colonnes, et où elles laisseront presque toujours leurs bagages, souvent de l'artillerie et des escouades, des compagnies, voire des bataillons entiers de prisonniers. Pour une pareille guerre les Boers sont incomparables. Les envahisseurs voient leurs communications sans cesse interrompues, leur ravitaillement menacé ; ils sont obligés de s'éparpiller, d'installer des garnisons en une foule de points divers, offrant ainsi d'autant plus de surface aux attaques de l'ennemi ; ils finissent par s'apercevoir de l'erreur qu'ils ont commise en se fixant des objectifs géographiques, en attachant une importance illusoire à l'occupation de Bloemfontein, de Pretoria, d'une foule d'autres villes ou soi-disant telles qui ne sont que des groupes de quelques maisons, des lieux de marché sans aucune importance vitale pour le Transvaal ; ils comprennent enfin que l'objectif véritable, celui dont la prise décidera seule de la fin de la guerre, c'est l'ennemi, et ils se lancent alors à sa poursuite ; mais au prix de quelles fatigues, de quelles privations, de quelles pertes

en hommes et en chevaux et aussi de quels mécomptes! Les ambulances, les hôpitaux, fort mal organisés d'ailleurs, s'encombrent de malades; la fièvre typhoïde, désignée sous le nom euphémique d'entérite, fait d'affreux ravages. L'armée anglaise fond, il faut jeter tous les jours plus d'hommes dans ce gouffre de l'Afrique du Sud et le nombre des troupes nécessaires pour garder les lignes de communication, pour assurer les derrières dans la colonie du Cap frémissante, est tel qu'il devient impossible de se livrer à des opérations d'ensemble, à de grandes battues susceptibles de prendre d'un coup les principaux corps boers et de faire tomber la résistance.

Au moment même où Lord Roberts remportait ses plus grands succès, un bataillon anglais entier était pris par De Wet à Lyndley, le 31 mai 1900, et l'habile chef boer, accompagné par le président Steijn, entreprenait la grande série de marches où, après avoir traîné les Anglais à sa suite dans tout le nord de l'État libre, il les laissait en arrière, à bout de souffle, et s'en venait dans l'ouest du Transvaal rejoindre son émule Delarey pour tomber de concert sur les Anglais de Carrington et enlever encore d'un coup cinq compagnies et un escadron à Nitral's Neck. Ce ne sont là que les épisodes les plus caractéristiques de cette guerre qui fourmille d'escarmouches de détail et affaiblit les envahisseurs, plus encore par les fatigues et les privations qu'elle leur impose que par les pertes directes que leur inflige le feu. Cependant la fin de la saison sèche réserve encore d'importants succès aux Anglais : au mois de juillet, le général boer Prinsloo se laisse, à l'exemple de Cronje, acculer dans une vallée où il doit capituler avec 4000 hommes; un autre chef, longtemps heureux, Olivier, se fait prendre un mois plus tard. Enfin, durant ce même mois d'août, Lord Roberts, dans un troisième bond en avant, avec ses troupes reposées et tant bien que mal remontées, s'avance à l'est de Pretoria contre ce qui reste de l'armée principale des Boers, sous Botha,

fait sa jonction avec Buller et a facilement raison de ses adversaires, grâce à son énorme supériorité numérique, à Machadodorp, sur la ligne de Pretoria à Lourenço-Marquez. Le 6 septembre les Anglais entrent presque sans coup férir à Lydenburg, situé dans une position très forte au centre d'un district montagneux, dont leur petit nombre empêche les Boers de défendre les passes. Le 11, le président Krüger, incapable de suivre à cheval les défenseurs de son pays désormais coupés de toute communication avec le dehors, passe la frontière portugaise; un millier d'hommes, pour la plupart volontaires étrangers au service du Transvaal, en font autant et mettent bas les armes; le 24, les Anglais atteignent à leur tour Komati-Poort, station frontière du Mozambique, et, comme consécration de tous ces succès, Roberts déclare le Transvaal annexé à l'Empire britannique, comme il avait déjà fait, en juin, de l'État libre d'Orange. Tout le monde, en Angleterre, proclame à nouveau la guerre finie et le gouvernement, qui a profité de la bonne tournure de la campagne pour dissoudre le Parlement, obtient, en faisant sonner bien haut sa victoire définitive, en annonçant le prochain retour du généralissime et de ses troupes, en déchaînant les passions chauvines, un éclatant triomphe électoral.

Certes, le découragement avait fait à ce moment de sérieux ravages dans les rangs des Boers : 12 à 15 000 d'entre eux étaient prisonniers, quelques milliers sans doute morts ou hors de combat; leurs auxiliaires étrangers partis pour la plupart, leurs alliés de la colonie du Cap rentrés dans l'obédience britannique, bon nombre de citoyens des deux Républiques, fatigués d'une longue lutte, retournés dans leurs fermes, il ne restait sans doute plus qu'une douzaine de mille combattants. Si, au lieu d'annexer brutalement les deux Républiques et d'exiger une soumission sans condition, on avait essayé de traiter avec les autorités boers, ou du moins avec les chefs militaires, comme l'ont fait bien des gouvernements vis-à-vis même d'insurgés; si l'on

avait offert non pas l'indépendance, mais une autonomie intérieure avec des institutions libérales, la grande majorité de ceux qui étaient encore sous les armes auraient très probablement accepté, et il ne serait vraiment plus resté que « quelques bandes » d'irréductibles. L'essai valait au moins la peine d'être tenté. On ne le voulut pas, on s'enferma dans une intransigeance absolue; à ces gens qui avaient franchi des déserts pour vivre à leur guise on fit entrevoir les institutions libres au bout de « plusieurs générations[1] » et cela après avoir prétendu faire la guerre au nom de l'*equality all round*, de l'égalité de tous les blancs dans toute l'Afrique du Sud! On émit la prétention monstrueuse de traiter en rebelles ou en brigands ces hommes qui défendaient leur pays et leur foyer, on crut que la terreur pourrait avoir raison du plus énergique et du plus obstiné des peuples, et, comme la résistance ne faisait que s'exaspérer, on n'eut pas honte de se lancer dans une véritable guerre d'extermination.

Laissons le généralissime anglais lui-même exposer sa méthode de guerre : « J'ai tenu à entretenir Votre Honneur, écrit Lord Roberts au général Botha, au sujet des agissements de ces bandes relativement peu nombreuses de Boers armés, qui se tiennent cachées à proximité de nos lignes de communications et qui, sans cesse, essaient de détruire le chemin de fer; par quoi ils mettent en péril la vie des voyageurs — des combattants aussi bien que des non-combattants — sur ces lignes. J'ai été amené à vous présenter cette observation par ce fait que, à l'exception des districts occupés par l'armée sous le commandement personnel de Votre Honneur, il n'existe plus actuellement d'armées boers organisées dignes de ce nom, ni au Transvaal, ni dans la colonie de la Rivière d'Orange, et que la guerre maintenant menace de dégénérer en combats entre les

1. Discours de Lord Salisbury au banquet du Lord-Maire peu après les élections de 1900.

troupes anglaises et des bandes de guérillas irrégulières et irresponsables. Or, cela deviendrait tellement néfaste au pays et tellement regrettable sous tous les rapports, que je me vois contraint d'employer tous les moyens en mon pouvoir pour empêcher un semblable état de choses. » — « Je proteste, répond Botha, avec la plus grande énergie contre l'affirmation de Votre Excellence que, à l'exception des forces burghers sous mon commandement personnel, il n'y aurait plus de corps réguliers boers; je lui oppose le plus formel des démentis. Nos forces sont toujours organisées et commandées comme elles l'étaient au début de la guerre et conformément aux lois de notre pays. »

Mais Lord Roberts ne veut rien entendre et maintient son opinion. « Il me reste, continue-t-il, à informer Votre Honneur des ordres que je viens de donner pour la mise en pratique de mes vues. Les voici : Toutes les fermes situées à proximité de l'endroit où une tentative aura été faite pour détruire la ligne ferrée ou pour faire dérailler un train seront brûlées, et dans toutes les fermes qui se trouvent à une distance de dix milles au moins d'un tel endroit, toutes les provisions, le bétail, etc., seront enlevés. J'estime qu'alors que la guerre régulière s'est transformée en une guerre irrégulière de guérillas, je manquerais à mon devoir vis-à-vis de nos intérêts nationaux si je permettais aux familles de ceux qui continuent à nous combattre d'habiter plus longtemps dans les villes occupées par nous. Ce n'est plus là, actuellement, une question d'approvisionnement, mais de politique, et afin de nous garantir contre l'éventualité d'informations données à notre détriment. Je n'ai pas besoin de vous dire combien cette mesure m'est pénible, mais j'y suis contraint par l'intention manifeste de vous et de vos Burghers de continuer la guerre, bien qu'il ne puisse plus subsister aucun doute quant au résultat final. »

Peut-on entendre énoncer une thèse plus monstrueuse? Le chef d'une des armées en présence a-t-il le

droit d'imposer à son adversaire la manière dont ce dernier doit faire la guerre et de lui interdire l'emploi des petits détachements? Est-il fondé après une certaine durée de guerre à refuser le caractère de belligérants réguliers aux mêmes soldats auxquels il l'avait reconnu au début des opérations? Car les hommes qui combattaient les Anglais au Transvaal et dans l'Orange à la fin de 1900 étaient bien les mêmes que ceux qui étaient sous les armes un an auparavant, les Boers n'ayant certes pas fait de nouvelles recrues; ces hommes continuaient à obéir aux ordres de gouvernements réguliers, car ce n'est assurément pas la chute de la capitale ou l'acte unilatéral d'une annexion, qu'on n'osa d'ailleurs notifier à aucune puissance, qui peuvent faire cesser l'existence d'un gouvernement. Il n'y en a guère dans le monde entier qui n'aient vu depuis un siècle ou deux l'ennemi dans leur capitale et ils n'en subsistent pas moins. A-t-on jamais vu enfin au XIXe siècle aucun chef militaire chasser du territoire occupé par lui les femmes et les enfants des soldats ennemis originaires de ce territoire? Et depuis quand appartient-il à l'un des deux adversaires de décider que la situation de l'autre est trop désespérée pour qu'il ait le droit de continuer la lutte?

L'application de ces ordres inhumains fut plus inhumaine encore. On brûla d'abord les fermes voisines des points où les voies ferrées avaient été détruites, ainsi que celles dont les propriétaires avaient violé, après l'avoir prêté, le serment de ne plus porter les armes contre l'Angleterre — serment arraché lui-même par les menaces d'incendie ou du moins d'expulsion —; on en vint bientôt à brûler celles dont les propriétaires servaient encore dans les commandos boers, sans avoir jamais prêté, ni par conséquent violé de serment; puis, souvent, sans plus ample informé, celles dont le maître était absent pour une raison quelconque, même s'il était prisonnier, même s'il était mort [1]. Quant

1. D'un document officiel soumis au Parlement anglais, il

aux femmes et aux enfants, lorsqu'on ne les laisse pas errer dans le Veld sans abri et sans nourriture, on les parque auprès des villes ou des grands rassemblements de troupe, dans des camps insalubres, sous des abris insuffisants, où l'on ne prend pas la peine de les défendre contre les outrages de la soldatesque, voire des indigènes. Lord Roberts devient l'émule du maréchal Weyler, dont il copie la politique cubaine des *reconcentrados*, et quand, obligé de rentrer en Angleterre sur l'ordre du gouvernement pour laisser croire que la guerre est finie, il est remplacé par lord Kitchener, « le boucher d'Omdurman », la politique de dévastation systématique devient plus implacable encore. Dans la plupart des districts occupés, toutes les fermes sans exception doivent être évacuées et leurs habitants transformés en *reconcentrados*, sous prétexte d'empêcher les Boers de trouver des abris ou des renseignements. C'est le désert qu'on fait dans les deux Républiques, l'œuvre de trois générations qu'on anéantit en quelques mois.

Dans ce désert l'armée anglaise elle-même souffre de plus en plus, les maladies redoublent à la fin de 1900 avec la saison des pluies. Pendant ce temps bien des fermiers exaspérés rentrent dans les rangs des Boers qui, poussés au désespoir, n'ayant plus rien à perdre, sont résolus à faire la guerre jusqu'à l'épuisement complet. Tandis que les envahisseurs, harassés, las de parcourir l'Orange à la poursuite chimérique de De Wet ou le Transvaal derrière Delarey, voient leurs communications sans cesse interrompues, et sont presque toujours réduits à la défensive, les Boers se pro-

résulte qu'on a brûlé, dans les dix-huit premiers mois de la guerre, 634 fermes, dont la plupart en octobre et novembre 1900, et ce pour des motifs souvent si futiles que des journaux anglais aussi conservateurs et aussi partisans de la guerre que la *Saint-James-Gazette* en ont été indignés. Parmi les fermes brûlées figure celle de De Wet, ce qui constitue bien une des vengeances les plus ignoblement basses qu'on puisse relever dans l'histoire des guerres modernes.

curent à leurs dépens sur les prisonniers qu'ils font, sur les trains qu'ils arrêtent, vivres et munitions. En décembre 1900 ils envahissent de nouveau la colonie du Cap, ils retrouvent les canons et les munitions qu'ils y avaient enterrés dix mois auparavant; ils évitent les villes, mais parcourent en maîtres les campagnes, approchent jusqu'à moins de dix lieues des côtes, au point de jeter l'alarme jusque dans Cape-Town, reçoivent partout des secours en vivres et en munitions, font même, parmi les jeunes gens, de nombreuses recrues. Les Anglais doivent alors faire revenir vers le sud une partie de leurs troupes et le général en chef Kitchener lui-même; mais, s'ils parviennent à écarter les Boers des régions côtières, poursuivent en vain le merveilleux De Wet qui leur échappe encore, et ne peuvent déloger les commandos des montagnes du centre de la colonie, non plus que des steppes du nord-ouest. Au Transvaal les vastes razzias qu'ils organisent au printemps de 1901 infligent sans doute aux Boers la perte sensible d'une assez importante quantité de munitions et de bétail, elles amènent bien aussi quelques redditions, mais aucun chef, aucun groupe important ne se soumet, les troupes britanniques n'occupent toujours pas effectivement le pays en dehors des villes et des points stratégiques; elles ne parviennent pas même à protéger efficacement les chemins de fer, où les rails et les trains sautent à tout instant, où le général en chef lui-même manque d'être pris. Ainsi, au milieu de 1901, après vingt mois de guerre, les hostilités s'étendent sur un champ plus vaste que jamais; il se trouve encore, d'après l'estimation du ministre de la guerre britannique, près de 20 000 Boers en armes et, pour les poursuivre à travers ces immensités, pour combler les vides que la guerre et la maladie font dans son armée et qui s'élèvent parfois jusqu'à 100 morts par jour, l'Angleterre vient d'être obligée d'expédier encore 30 000 soldats de renfort dans l'Afrique du Sud, ce qui porte à 300 000 le chiffre total des hommes qu'elle y a envoyés

depuis le début ; il est vrai que sur ce nombre 18 000 sont morts et 50 000 invalides ont été rapatriés.

Sans doute, les Boers paraissent marcher vers l'épuisement ; leur invasion même dans la colonie du Cap semble avoir été provoquée en partie par la difficulté qu'ils éprouvent à vivre dans un pays dévasté ; coupés de toute communication avec la mer, les munitions doivent finir un jour par leur manquer, malgré les prises qu'ils font. D'autre part la disproportion du nombre est telle, la base de recrutement des Boers si étroite — la population d'origine hollandaise des deux Républiques n'atteignant pas 200 000 âmes — qu'il semble difficile qu'ils puissent prolonger la lutte assez longtemps pour forcer l'Angleterre à lâcher prise. Si leurs frères du Cap s'étaient soulevés en masse à leur appel, la situation eût été bien différente et il est bien probable que, dès maintenant, les États-Unis de l'Afrique du Sud se fussent constitués, par l'expulsion des Anglais qui n'auraient gardé que quelques ports. Mais le soulèvement des Afrikanders n'a été que partiel : la puissance britannique les a intimidés ; ils n'ont pas eu assez de confiance dans l'issue de la lutte pour risquer leur tête et la confiscation de leurs biens ; ils ont été abandonnés par leurs chefs, MM. Hofmeyr, Schreiner, premier ministre du Cap au début de la guerre, qui ont hésité entre le loyalisme dû à la Reine et le loyalisme dû à leur race, et ont trouvé dans ce conflit de sentiments un prétexte commode pour adopter l'attitude la moins périlleuse. C'est ce très petit nombre des Boers qui rend la situation de l'armée britannique dans l'Afrique du Sud très différente de ce qu'a été celle de l'armée française en Espagne ou au Mexique, des Espagnols à Cuba, des Américains aux Philippines.

Cette fois encore la force paraît donc l'emporter sur le droit au moins momentanément. La guerre sud-africaine n'en reste pas moins un crime et, suivant un mot célèbre, « plus qu'un crime, une faute », une colossale faute.

Elle n'ajoute certes rien au prestige de l'Angleterre, ni à l'idée que le monde se fait de sa puissance; bien au contraire, le spectacle des efforts inouïs qu'a dû faire cet immense Empire pour venir à bout de deux peuples minuscules qui ne comptent pas ensemble 200 000 âmes et qu'il lui faut 300 000 soldats et deux ans pour vaincre, ce spectacle a humilié la Grande-Bretagne devant l'univers entier, en même temps que l'injustice, la mauvaise foi, la cupidité, la révoltante brutalité qu'elle a étalées dans cette guerre et dans les négociations qui l'ont préparée l'ont couverte d'opprobre et ont soulevé contre elle la conscience des nations; de tout cela elle peut affecter de n'avoir cure; mais elle se trompe; moins que tout autre pays elle peut se passer de prestige et de force morale.

Les pertes matérielles sont considérables : 20 000 morts — car les statistiques ne nous disent pas ceux qui vont mourir en Angleterre des suites de leurs blessures ou de leurs maladies — et 5 ou 6 milliards, ce qui se fait nécessairement sentir, même au plus riche pays du monde. Ajoutez les sommes importantes que vont coûter les réfections de matériel et la réorganisation militaire que tout le monde proclame indispensable après les vices que cette guerre a révélés dans l'armée anglaise. Ajoutez encore les frais d'entretien dans l'Afrique du Sud pendant de longues années d'un corps d'occupation très important qu'il ne sera pas possible de mettre, au moins immédiatement, à la charge du pays.

En outre, pour compléter le passif de la guerre, il faut tenir compte de l'effacement prolongé qu'a dû s'imposer l'Angleterre partout à l'extérieur; dès le début, elle s'est résignée à partager les Samoa avec l'Allemagne et les États-Unis, introduisant ainsi ces derniers aux portes de l'Australasie; elle a fait à l'Allemagne encore d'autres concessions tenues secrètes; elle a dû assister impassible à la main-mise de la Russie sur la Perse; enfin et surtout, dans cette Chine où elle était habituée à parler si haut, elle a été réduite à enregistrer les

volontés des autres puissances, à jouer un rôle de troisième plan qui l'a humiliée devant elle-même, devant le monde, devant ses propres soldats indiens, ce qui n'est pas sans danger, ce qui peut gravement compromettre son avenir dans cette partie du globe.

Quel est maintenant le bénéfice de l'opération? La possession de ces maigres plateaux sud-africains ajoute-t-elle à la richesse de l'Angleterre? Sans doute il y a des mines d'or sous ces plateaux, mais ces mines d'or étaient déjà en grande partie entre les mains des nationaux anglais. Leur rapporteront-elles de plus beaux dividendes maintenant qu'elles vont être en territoire britannique? Nous avons vu, en traitant de l'industrie minière, quels avantages on faisait miroiter aux yeux des porteurs de titres, quelles diminutions de charge devaient résulter des dégrèvements d'impôts, des suppressions de monopoles. Tout cela n'était guère que fantasmagorie. Il est établi dès aujourd'hui que les simples frais d'administration du Transvaal sous le régime britannique, l'entretien du corps de police très dispendieux qu'on se propose d'y créer et une partie seulement de l'entretien du corps d'occupation suffiront à maintenir le budget transvaalien au même chiffre que sous le régime boer. Or les mines sont plus que jamais la seule matière imposable, les agriculteurs ayant été encore appauvris par la guerre. Elles payeront donc toujours autant, sous une forme ou sous une autre. Quant aux réductions à opérer sur les salaires des noirs, elles tarderont peut-être à venir, car il sera déjà malaisé de les recruter après la longue période des troubles; et si l'on parvient plus tard à réduire un peu le coût de cette main-d'œuvre, ce qui ne diminuera que faiblement le prix de revient, l'avantage qui en résultera suffira-t-il seulement à compenser les trois années sans dividendes qu'auront subies les porteurs à partir de juillet 1899, et les dégâts du matériel, conséquences forcées de la guerre? En tout cas, vingt ou trente millions de plus dussent-ils rentrer pendant

trente ou quarante ans dans les poches des actionnaires, cela rémunérerait-il une dépense de 5 milliards, sans parler de l'irréparable perte de 20,000 vies humaines.

Dira-t-on que, dans les mains habiles de l'Angleterre, ces pays se peupleront, se coloniseront, seront mis en valeur? Mais qu'on regarde les plateaux de la colonie du Cap, anglais depuis quatre-vingt-quinze ans. Sont-ils plus peuplés, autrement exploités que ceux de l'Orange et du Transvaal? Non, et il ne s'y trouve pour ainsi dire pas de colons anglais; ceux-ci sont groupés autour des villes côtières et ont abandonné toutes les hautes terres aux Boers. Pourquoi iraient-ils maintenant les leur disputer? Il faut renoncer à cette illusion d'une forte immigration européenne se produisant après la guerre sur les plateaux des deux Républiques. L'Afrique du Sud n'est pas un pays qui puisse attirer les paysans de Grande-Bretagne, non plus d'ailleurs que les Australiens. Les terres y sont moins propices à l'agriculture et même à l'élevage qu'aux États-Unis et en Australie, le climat moins bon, les épizooties beaucoup plus fréquentes; le voisinage des indigènes est toujours très désagréable aux Anglo-Saxons, il rend d'ailleurs les habitations isolées moins sûres, les frais de garde des troupeaux plus élevés. Les mines d'or ne suffisent pas, à elles seules, à amener dans un pays une nombreuse population permanente; elles attirent très vivement l'attention sur lui et provoquent ou rendent beaucoup plus rapide la mise en valeur de ses autres ressources, s'il en a d'importantes. C'est ce qu'on a vu en Australie et en Californie. Mais si le pays est pauvre, les camps miniers se vident quand le minerai est épuisé et la contrée se retrouve ensuite dans le même état que devant ou peu s'en faut : tel a été le cas de beaucoup de plateaux de l'Amérique méridionale; tel sera celui de l'Afrique du Sud dans vingt, trente ou quarante ans, quand les mines du Rand seront épuisées.

Il suit de là que c'est un pur sophisme que de tenter

de justifier cette guerre en la représentant comme la lutte de deux formes sociales, la lutte de la civilisation industrielle qui est celle de l'avenir contre la civilisation pastorale qui est celle du passé. Les Anglais étant les champions de la première, les Boers de la seconde, le triomphe des Anglais est conforme à l'évolution naturelle; c'est, en définitive, un bien et, d'ailleurs, une nécessité inéluctable : tel est le raisonnement superficiel d'adeptes irréfléchis de la doctrine de l'évolution. On ne niera certes pas que le conflit entre la population industrielle de Johannesburg et la population pastorale des Boers, incapables de se comprendre, ait été l'une des principales causes et l'occasion de la guerre. Mais l'existence d'une grande industrie n'étant sur les plateaux sud-africains, du fait de la nature, qu'un accident local et temporaire, et les conditions permanentes du pays ne se prêtant au contraire qu'à la vie pastorale, c'est, en vertu des lois les plus certaines de l'évolution, en vertu de la doctrine de la survivance des plus aptes, la société pastorale qui doit, en définitive, l'emporter dans ces régions sur la société industrielle; c'est la première qui est la forme vraiment appropriée au sol et au climat. La victoire de la seconde n'apparaît donc plus, elle aussi, que comme un accident.

Ce ne sont pas là pures spéculations philosophiques. De ce que l'Afrique du Sud est incapable d'attirer de nombreux émigrants d'Europe, on doit conclure que le but direct que s'était proposé l'Angleterre en faisant cette guerre est manqué, qu'il ne pouvait être atteint. Ce qu'elle voulait, en effet, c'était assurer d'une manière inébranlable sa domination qu'elle prétendait menacée par l'indépendance des États boers et les intrigues qu'ils tramaient auprès des Afrikanders du Cap. Elle supprime donc cette indépendance; ce qu'elle n'a pu empêcher, malgré sa guerre d'extermination, c'est que la majorité, tout au moins la moitié des blancs de l'Afrique du Sud, sont d'origine hollandaise. Or une

guerre comme celle qui ensanglante l'Afrique du Sud depuis vingt mois laisse après elle des traces ineffaçables pendant plusieurs générations. Séparées par ces sanglants souvenirs, comme par leurs mœurs, par leur conception même de l'existence, les deux races blanches de l'Afrique du Sud sont désormais irréconciliablement ennemies. Tous les observateurs ont remarqué comment les sentiments des Afrikanders du Cap, presque amicaux pour l'Angleterre à la veille de l'affaire Jameson, malveillants depuis lors, s'étaient exaspérés de plus en plus pendant toute la durée de la guerre. L'Angleterre ne saurait plus apparaître aux yeux de tous les Boers que comme un oppresseur dont on rêve de secouer le joug.

Or les Boers sont extrêmement prolifiques; les descendants des 27 000 colons hollandais qui se trouvaient au début du XIXe siècle dans l'Afrique du Sud étaient environ 350 000 en 1891. En admettant même que les pertes de la guerre aient compensé l'accroissement qu'ils avaient subi depuis lors, elles seront vite récupérées au sein d'une population primitive. Les Boers seront au moins 1 million ou 1 200 000 en 1940. Les Anglais, n'étant presque pas renforcés par l'immigration, s'accroissent bien moins vite : ils étaient 250 000 ou 260 000 en 1891; depuis sont arrivés les Uitlanders du Rand, mais ceux-ci laisseront bien peu de traces; dans quarante ans d'ici les Anglais seront deux ou trois fois moins nombreux qu les Boers dans l'Afrique australe. Conscients de leur prépondérance, ayant resserré sous une oppression commune les liens qui les unissent, ces derniers ne tarderont pas alors à secouer le joug et l'Afrique du Sud échappera à l'Angleterre.

Dans la première édition de cet ouvrage, nous écrivions qu'une politique sage et douce, reconnaissant loyalement l'erreur du raid Jameson et s'efforçant de la faire oublier, pourrait arriver à constituer dans l'Afrique australe, sous l'égide de l'Angleterre, une société où les races diverses, Anglais, Boers et noirs auraient

vécu, sans se confondre, mais en paix, et travaillé en commun à la prospérité du pays. L'anglais, le hollandais et les langues cafres y auraient occupé une situation respective analogue à celle du latin, du punique et des parlers berbères dans l'Afrique du Nord sous la domination romaine, qui rendit ce pays si prospère. Les violences de l'impérialisme britannique ont rendu cet heureux avenir à peu près impossible, et l'ont remplacé par la perspective d'une longue série de troubles, que suivra, après le rétablissement, déjà difficile, d'un tranquillité de surface, une période de compression où les haines de races ne feront que s'aviver encore pour faire explosion la première fois que la métropole se trouvera embarrassée ailleurs. L'Afrique du Sud en souffrira et l'Angleterre elle-même ne tardera pas à se repentir d'avoir attaché à ses flancs une nouvelle Irlande, d'avoir renoncé à ses traditions libérales pour essayer de subjuguer et de maintenir dans la sujétion par la force un peuple de race blanche. C'est une triste et dangereuse préface aux essais d'organisation de l'Empire Britannique que cet acte de violence, que cet abandon des principes de liberté sur lesquels reposait précisément la grandeur et l'union de cet Empire.

TROISIÈME PARTIE

LES PROJETS D'ORGANISATION DE L'EMPIRE BRITANNIQUE

L'impérialisme et la fédération de l'Empire.

Immensité de l'Empire britannique. — Variété des climats et des races qui le peuplent. — Absence d'organisme de gouvernement commun. — L'impérialisme. — Différence entre les idées régnantes en Angleterre au sujet des colonies aujourd'hui et au milieu du siècle. — Genèse de l'impérialisme; ses deux soutiens : l'idée d'union commerciale et celle de défense maritime de l'empire. — Encouragements des hommes d'État anglais; M. Chamberlain, champion de l'impérialisme; *Greater Britain* et *Little England*. L'opinion aux colonies. — Coloniaux et Anglais; leurs traits communs et leurs différences. — Importance aux colonies des éléments écossais et irlandais. — Divergences économiques : le protectionnisme colonial. — Les moyens d'arriver à une union plus intime des diverses parties de l'Empire. — L'Union douanière : différence de point de vue entre l'Angleterre et ses colonies. — Difficultés d'une solution. — Loyalisme des colonies. — Avantages qu'elles ont à rester unies à la métropole dès lors qu'elles sont maitresses absolues chez elles. — Dangers que ferait courir à l'Empire britannique tout système politique qui conduirait à l'immixtion de la métropole dans les affaires des colonies. — Tendance périlleuse à renoncer aujourd'hui aux principes libéraux qui ont gouverné la politique anglaise en cette matière au XIXe siècle.

I

L'Empire britannique est le plus vaste qui ait jamais existé : son étendue est triple de celle de l'Europe et

dépasse le cinquième de la surface totale des terres émergées, laissant bien loin en arrière les territoires, pourtant énormes, occupés par la Russie, la Chine, les États-Unis d'Amérique, le Brésil; sa population est probablement quelque peu inférieure à celle du Céleste-Empire, mais n'en forme pas moins un quart de l'humanité. Sans doute, les pays soumis au sceptre de la reine Victoria sont dispersés sur tous les points du monde, au lieu de former une masse compacte comme les contrées que nous venons de nommer, ou les grands empires de l'antiquité. Mais ce manque de cohésion est plus apparent que réel. Les moyens de communication sont devenus si rapides de nos jours qu'il suffit à peu près d'un mois pour se rendre d'un point à un autre de l'Empire britannique, si éloignés soient-ils. Il fallait assurément plus de temps, il y a dix-huit cents ans, pour traverser l'Empire romain, et il en faut plus encore aujourd'hui pour passer d'une extrémité à l'autre de l'Empire russe. Dira-t-on que l'obligation de traverser les mers pour parcourir les possessions de l'Angleterre est une cause de faiblesse pour cette immense domination? Mais la mer n'est-elle pas anglaise, au dire de tout bon Anglais, que justifie la puissance de la flotte britannique? Loin de les séparer, l'Océan est le lien qui réunit ces membres épars. La Grande-Bretagne est en quelque sorte chez elle sur les chemins maritimes qui conduisent à ses dépendances; elle peut empêcher les autres États de communiquer avec les leurs ou du moins leur créer mille difficultés à le faire. C'est ce qui distingue essentiellement l'empire colonial anglais : sa métropole est maîtresse des mers, les communications entre ses diverses parties sont aussi assurées en toutes circonstances que si elles formaient un territoire continu.

Ce qui subsite, en dépit du télégraphe et de la vapeur, en dépit de la puissance de la flotte britannique, c'est la variété des races et des climats qui se partagent l'Empire. De cette variété résulte l'absence d'un organe de gouvernement commun et une extraor-

dinaire complexité dans la manière dont sont administrées les différentes possessions de l'Angleterre. Blancs de l'Australie ou du Canada, populations mêlées du Cap et de Natal, Asiatiques de toute sorte, noirs plus ou moins civilisés des Antilles, nègres tout à fait primitifs de l'Afrique, Papous de la Nouvelle-Guinée, les Anglais n'ont pas eu la folie de croire que le même régime convînt à tous ces peuples; ils n'ont pas pensé non plus qu'il fût possible d'installer dès l'abord dans des territoires tout récemment acquis le même appareil gouvernemental que dans des pays qu'ils possèdent depuis longtemps, les conditions de race et le climat fussent-elles semblables. Toutes ces contrées ne sont même pas pour eux des *colonies*, et le terme général de *possessions* anglaises est le seul qu'ils jugent applicable à toutes les dépendances du Royaume-Uni. C'est ainsi qu'elles sont désignées dans les publications officielles qui ont trait à toutes les parties de l'Empire, comme par exemple le *Statistical Abstract for the Colonial and other possessions of the United Kingdom*. Parmi les possessions qui ne sont pas des colonies, il faut mentionner au premier rang l'Inde et ses dépendances, formant un empire dans l'Empire, gouvernée par un vice-roi sous l'autorité d'un ministre spécial, qui administre lui-même, par d'autres intermédiaires, divers groupes d'îles et les importantes positions militaires d'Aden et de Perim; — il faut citer ensuite les protectorats des Somalis, de la côte du Niger et de l'Ouganda, qui sont rattachés au ministère des Affaires étrangères; — l'île de l'Ascension, qui dépend du ministère de la Marine; — et surtout les territoires de la Compagnie Royale du Niger, de la Compagnie Impériale de l'Afrique de l'Est, de la Compagnie Britannique de l'Afrique du Sud, de la Compagnie du Nord de Bornéo [1] : les Anglais n'ont

1. La Compagnie Royale du Niger, en tant que compagnie à charte munie de pouvoirs administratifs, a été supprimée en 1899; les territoires qui lui étaient confiés ont formé, sous le nom de Nigeria, une nouvelle colonie, dont le régime gouverne-

pas hésité à recourir de nouveau aux compagnies à charte, si propres à étendre sans grands frais l'influence d'une nation, à mettre un peu d'ordre dans les pays neufs, à leur donner un premier degré de développement commercial. Sans se laisser arrêter comme on l'a fait en France, par les préventions de légistes étroits et des discussions byzantines sur la délégation de la souveraineté, ils ont reconnu à ces compagnies des droits régaliens, et ont ainsi reconstitué, à la fin du XIXe siècle, ces précieux instruments qui avaient si bien servi au XVIIe et au XVIIIe les divers peuples européens : au même besoin ils ont compris qu'il fallait le même organe.

Les autres possessions britanniques sont des « colonies » ou du moins dépendent du ministère des Colonies : elles sont au nombre de quarante-deux, qu'on peut diviser en quatre classes, d'après le *Colonial Office list* : six d'entre elles n'ont aucune assemblée délibérante, et le pouvoir législatif y appartient au gouverneur nommé par la Couronne [1]; seize ont un « conseil législatif » nommé entièrement par la Couronne [2]; dans neuf, une partie des membres du conseil législatif est choisie par des corps électoraux, le plus souvent assez restreints [3]. Enfin les onze colonies restantes jouissent

mental est analogue à celui des colonies de la côte ouest d'Afrique. Les droits de la Compagnie de l'Afrique du Sud ont, de leur côté, été réduits et une certaine représentation a été accordée aux colons dans la Rhodésia proprement dite, portion la plus peuplée de son territoire.

1. Ces six colonies sont : Gibraltar, Sainte-Hélène, l'île Labouan au nord-ouest de Bornéo, et trois territoires sud-africains, le Basoutoland, le Bechuanaland britannique (ce dernier annexé depuis 1896 à la colonie du Cap) et le Zoulouland.

2. Les colonies appartenant à cette seconde catégorie sont : la Nouvelle-Guinée, Ceylan, les îles Falkland, Fidji, les Seychelles, Hongkong, les colonies de la côte ouest d'Afrique, la plupart des Antilles et le Honduras britannique.

3. Malte, la Guyane anglaise, l'île Maurice, les îles Bahamas, les îles Bermudes, la Jamaïque, la Barbade, les îles Sous-le-Vent (Antilles).

du *self government* complet; elles ont un organisme parlementaire tout semblable à celui de l'Angleterre : deux Chambres, dont l'une est élue, en général, au suffrage universel, un ministère responsable, un gouverneur représentant la reine, sans avoir plus de pouvoirs qu'elle. La Grande-Bretagne n'intervient jamais dans leurs affaires intérieures. Si ces possessions ont été jugées dignes de s'administrer ainsi elles-mêmes, c'est que la population d'origine européenne y est nombreuse; dans neuf d'entre elles, le Canada, Terre-Neuve et les sept colonies australiennes, l'élément indigène est négligeable; dans les deux autres, le Cap et surtout Natal, il conserve une grande majorité; aussi sont-elles venues plus tard à une vie autonome : le Cap en 1872 et Natal en 1893 seulement; encore les affaires indigènes restent-elles, dans ce dernier pays, en partie soustraites au parlement local et réservées au gouverneur comme elles l'ont été longtemps en Nouvelle-Zélande. L'Angleterre n'a pas voulu que la population noire y fût victime des préjugés d'une minorité de blancs dix fois moins nombreuse; de même que par un autre acte de sagesse, en sens inverse, elle n'a pas concédé aux noirs des Antilles, frottés seulement d'un léger vernis de civilisation, le *self government* dont ils ne se seraient guère servis — l'exemple des Antilles françaises le prouve — que pour opprimer les blancs et entraver les progrès des îles.

En disant qu'il n'existe pour toutes ces diverses parties de l'Empire britannique aucun organe de gouvernement commun, nous n'avons garde d'oublier que l'autorité du parlement de Westminster, du « Parlement Impérial », pour employer une expression devenue presque officielle, s'étend à elles toutes. Il plane au-dessus des gouvernements locaux; ceux-ci n'existent qu'en vertu de lois votées par lui, et la constitution d'aucune des dépendances ne peut être modifiée sans son assentiment, qui n'est jamais refusé, il est vrai, aux colonies autonomes, lorsque les Chambres locales se

sont prononcées. D'ailleurs, même dans les colonies à gouvernement parlementaire, les gouverneurs ont, théoriquement du moins, comme la reine en Angleterre, le droit de refuser leur signature à un bill voté par les Chambres, qui ne peut alors devenir une loi. Ils n'en usent jamais pour les affaires purement intérieures, mais il leur arrive parfois de réserver leur assentiment et d'en référer à la reine, c'est-à-dire, en fait, à ses ministres, lorsqu'il s'agit de questions pouvant intéresser l'ensemble de l'empire, ou ses relations avec des pays étrangers. On le voit, cependant, le lien qui réunit les colonies à la mère-patrie est fort lâche. La faiblesse en est particulièrement sensible sur le terrain des relations commerciales : chacune des possessions britanniques, colonie de la Couronne ou colonie autonome, est maîtresse de ses droits de douane et, de tous côtés, des tarifs, en général très élevés, hérissent de barrières presque infranchissables le territoire de l'Empire. Les produits des autres dépendances de l'Angleterre et de la métropole elle-même ne sont pas mieux traités à l'entrée d'une colonie que les importations de l'étranger. D'autre part, le Royaume-Uni ne favorise aucunement les marchandises coloniales et ouvre librement ses ports aux denrées du monde entier. Au point de vue militaire aussi, l'Empire britannique est entièrement inorganisé en ce sens que c'est la métropole seule, ou presque seule, qui doit subvenir avec sa flotte à la défense de toutes ses dépendances. Resserrer les liens qui unissent entre elles toutes les parties de l'Empire en commençant par s'occuper des questions commerciales et militaires, telle est la conception de l'impérialisme britannique dont l'idéal, le but, éloigné, mais qu'on espère atteindre un jour, est la fédération du Royaume-Uni et de ses colonies.

Cette idée impériale est essentiellement moderne, contemporaine même; elle n'a commencé à germer que depuis un quart de siècle sur le sol de la Grande-Bretagne. Elle était incompatible avec l'ancien système

colonial qui, tout en concédant parfois aux colonies d'assez grandes libertés intérieures, laissait la métropole maîtresse de régler à son gré et à son avantage les relations commerciales : seule à approvisionner ses possessions d'articles manufacturés, elle assurait en revanche un traitement privilégié dans ses ports à leurs produits bruts. Après la perte des colonies américaines, les seules qui fussent habitées par une nombreuse population blanche, l'Angleterre, qui douta un instant alors de sa vocation colonisatrice, ne posséda plus pendant longtemps, en dehors de l'empire des Indes encore en formation et administré par la Compagnie, que des îles à sucre, quelques comptoirs africains et de vastes étendues ou bien tout à fait vacantes et transformées en lieux de déportation comme l'Australie, ou très peu peuplées, et habitées en majeure partie par les descendants de ses anciens ennemis, Français ou Hollandais, comme le Canada et le Cap de Bonne-Espérance. Les libertés locales y étaient très étroitement mesurées, les rapports commerciaux réglés par un protectionnisme rigide, et un projet de fédération n'aurait point eu de sens, puisque l'action du gouvernement métropolitain se faisait sentir très directement dans toutes ces dépendances où la population blanche était fort peu nombreuse.

Plus tard, lorsque l'ancien système mercantile fut abandonné, lorsque le mouvement libéral anglais eut abouti en 1846 à l'abolition des lois-céréales et à l'établissement du libre-échange, lorsqu'enfin l'Australie et le Canada eurent assez développé leur richesse et leur population pour que des institutions représentatives et bientôt le *self government* complet leur fussent accordés, on en vint à considérer en Angleterre l'existence de l'Empire britannique comme un phénomène transitoire. La parole de Turgot, « qu'une colonie devenue adulte se détache de la mère-patrie comme un fruit mûr d'un arbre », prononcée avant la guerre de l'Indépendance américaine, avait été vérifiée une première fois par cette

guerre; confirmée ensuite par l'affranchissement des colonies espagnoles et de Saint-Domingue, puis par la séparation du Brésil d'avec le Portugal, elle devint un article de foi. Vers 1850 ou 1860, presque tout le monde croyait assurément, en Angleterre comme ailleurs, que l'Empire britannique, *Greater Britain*, la « Plus grande Bretagne », seul survivant, comme le fait remarquer l'historien Seeley, de toute une famille d'empires — la Plus grande France, la Plus grande Espagne, le Plus grand Portugal, — pour avoir duré plus longtemps qu'eux grâce à la sagesse et à la puissance maritime de sa métropole, n'en était pas moins voué à une dissolution prochaine. Encore quelques dizaines d'années au plus, et l'Australie, le Canada, le Cap, les Antilles même proclameraient leur indépendance et formeraient de nouvelles nations! Le but que devait se proposer l'Angleterre et qui était atteint par l'octroi d'institutions libérales, c'était seulement de faciliter la séparation, de la rendre amiable, en sorte que de bons rapports subsistassent ensuite entre elle et ces nouveaux peuples de même race. L'apôtre du libre-échange, Cobden, prêchait même l'abandon de l'Inde, où l'Angleterre ne jouait à son sens que le rôle odieux d'un oppresseur.

II

A partir de 1870 ou de 1875, et surtout de 1885, on a commencé dans le Royaume-Uni à envisager la question coloniale d'une autre façon. On s'est demandé si la séparation des colonies était un fait aussi inéluctable qu'il avait paru longtemps. Dans un monde renouvelé par les moyens de communication rapides, où la distance devient un facteur tous les jours moins important, l'Empire britannique apparaît à beaucoup d'esprits non plus comme un anachronisme, comme un vestige du passé destiné à bientôt disparaître, mais plutôt comme un

précurseur, comme un type particulièrement approprié aux conditions d'existence modernes. Ne voit-on pas en effet se reformer de toutes parts de grands empires analogues à ceux qui disparurent à la fin du XVIIIe et au commencement du XIXe siècle? Les vieilles puissances colonisatrices, comme la France, ne sont pas seules à rentrer en lice; les plus jeunes nations de l'Europe, l'Allemagne, l'Italie, à peine constituées, se jettent dans la même voie. L'Angleterre elle-même participe largement à la curée de l'Afrique et s'y taille de nouveaux et vastes domaines. Sans doute, ce sont là principalement des possessions d'un autre genre que les anciennes colonies anglaises ou espagnoles du Nouveau-Monde; et il semble bien acquis aujourd'hui que les pays tropicaux du moins, habités par des races barbares ou trop indolentes, doivent rester très longtemps, sinon toujours, aux mains des peuples européens, si l'humanité veut tirer parti de leurs vastes ressources. Mais pourquoi les grandes colonies de peuplement elles-mêmes, les contrées d'outre-mer habitées par des hommes de sang britannique, ne demeureraient-elles pas aussi unies à la mère-patrie, non plus comme des sujettes, mais comme des égales, comme des associées? Les vexations d'une politique maladroite, égoïste et hautaine, peu respectueuse de leurs droits, ont conduit à une rupture violente les colons anglais et espagnols du Nouveau-Monde. Aujourd'hui que les grandes dépendances de l'Angleterre jouissent de toutes les libertés qu'elles peuvent désirer, les mêmes causes de séparation n'existent plus et, si l'on réfléchit aux nouvelles données du problème, la dislocation de l'Empire britannique ne paraît nullement inévitable. Cette concession même des institutions parlementaires, que l'on considérait comme devant préparer l'indépendance des colonies, semble devoir servir à les maintenir unies à la métropole. Mais s'il en est ainsi, si l'Empire doit durer, il faut donner plus de consistance aux relations entre ses divers membres; il faut resserrer, suivant un plan défini, ces liens qu'on avait laissés se

relâcher, alors que la rupture en semblait fatale et même prochaine ; il faut remanier, rajeunir, raffermir la constitution de l'Empire, — ou plutôt il faut la créer, car, à vrai dire, elle n'existe pas.

Telle est l'idée impérialiste, qui est dans la logique de la situation actuelle de la Grande-Bretagne et de ses colonies ; elle a tiré deux puissants soutiens de préoccupations commerciales et militaires. Si l'on avait pu croire, après le traité de commerce de 1860, que le monde entier serait bientôt converti au libre-échange, et que la certitude de trouver partout des débouchés assurés aux produits des industries nationales rendrait la possession de colonies tout à fait inutile au point de vue du commerce, la réaction protectionniste qui a commencé de sévir depuis déjà vingt ans a montré que ces espérances n'étaient que des illusions. Aussi une partie de l'Angleterre industrielle ne voit-elle pas d'un mauvais œil des projets qui, en se réalisant, conduiraient, sinon à l'établissement d'une union douanière de l'Empire, du moins à la réduction en sa faveur des tarifs des colonies ; et celles-ci, menacées de voir leurs produits bruts exclus des grands marchés du continent européen, se tournent vers la mère-patrie pour lui demander de leur assurer un traitement privilégié.

Par une nouvelle coïncidence favorable à l'idée impériale, ces réclamations des colonies, qui ne sauraient se traduire en fait que par l'établissement de droits différentiels — c'est-à-dire par une grave atteinte aux principes de la liberté commerciale — et qui auraient été repoussées avec indignation par les Anglais de tous les partis, il y a vingt ans, sont aujourd'hui, sinon accueillies avec faveur, du moins discutées posément. Le réveil du protectionnisme atteint la Grande-Bretagne elle-même ; et si ses principes ne sont pas près de triompher, on ne peut nier qu'il y existe un parti protectionniste, dont plus d'un des ministres actuels n'est pas l'ennemi déclaré. Le libre-échange, considéré encore par la grande majorité des Anglais comme un régime favorable

aux intérêts du Royaume-Uni, n'est plus à leurs yeux ce qu'il paraissait naguère, un dogme qu'on ne discutait pas; et c'est déjà là un succès pour ses adversaires. L'idée du *Fair Trade*, c'est-à-dire du commerce juste, équitable, de la réciprocité en somme, gagne du terrain et bat en brèche celle du *Free Trade*, du commerce libre. Les progrès que font, depuis quelques années, sur beaucoup de marchés et même dans certaines dépendances britanniques, le commerce allemand et plus récemment aussi le commerce américain aux dépens du commerce anglais, fortifient encore le parti des hommes disposés à faire quelques concessions aux colonies pour en obtenir d'autres en retour, et réserver du moins ces débouchés, chaque jour croissants, à l'industrie de la métropole. Il ne faudrait pas, sans doute, exagérer l'importance de ces modifications de l'opinion anglaise, mais il ne faut pas la diminuer non plus. Le fait que le libre-échange est descendu de son piédestal pour tomber dans le domaine des choses que l'on discute est patent et significatif. Nous sommes loin de prétendre que l'Angleterre soit prête à y renoncer, et encore moins qu'elle aurait avantage à le faire; mais quelques atténuations au régime de la liberté douanière en faveur des colonies apparaissent, non pas encore comme probables, mais du moins comme possibles, dans certaines circonstances, alors qu'il y a un quart de siècle l'hypothèse d'une pareille concession eût été universellement considérée comme une utopie, aussi folle que dangereuse.

Si les Anglais ont trouvé en Allemagne des concurrents redoutables pour leur commerce, ils ont découvert aussi, ils se sont imaginé découvrir plutôt que la suprématie de leur marine était également menacée. Sans doute leur flotte est beaucoup plus puissante que celle d'aucune nation continentale. Mais, après avoir posé en principe qu'elle devait l'emporter sur les flottes réunies de deux autres pays quels qu'ils fussent, voici que les Anglais, ou du moins bon nombre d'entre eux, vou-

draient la voir supérieure aux marines coalisées du monde entier. Depuis que la Grande-Bretagne n'est plus, comme elle l'a été pendant un demi-siècle, la seule puissance coloniale; depuis qu'elle a vu les autres peuples développer aussi leurs possessions d'outre-mer et se constituer des empires qui prétendent rivaliser avec le sien; depuis qu'au début de 1896 elle s'est trouvée complètement isolée à la suite des affaires du Vénézuéla et du Transvaal et de sa conduite équivoque en Orient, un parti nombreux et puissant réclame d'énormes augmentations de la flotte et même de l'armée; le gouvernement a exécuté dans ces dernières années un gigantesque programme de constructions navales et il est sans cesse question de nouvelles augmentations de la flotte. Toutefois, pour donner aux forces maritimes de l'Angleterre tout le développement qu'ils rêvent, les *jingos* — et ils sont nombreux — pensent que le concours des colonies ne serait pas inutile et qu'il est juste, d'ailleurs, qu'elles contribuent à l'entretien de la flotte qui doit les défendre. En face de l'hostilité ou de la malveillance de tous les autres peuples, les fils dispersés de la Grande-Bretagne doivent serrer les rangs et faire front tous ensemble. La crainte de voir compromise l'hégémonie maritime du Royaume-Uni qui assure les communications entre les diverses parties de l'empire, qui est la garantie de sa prospérité commerciale et de son intégrité, est venue ainsi augmenter le nombre des partisans de la fédération impériale.

Pour n'être pas entré encore dans le domaine des projets réalisables à brève échéance, l'établissement de rapports plus intimes entre le Royaume-Uni et ses colonies n'en a pas moins été fréquemment et vivement discuté en Angleterre depuis bon nombre d'années déjà; elle a pris une place suffisamment importante dans l'attention du public pour que les principaux hommes d'État y aient fait de fréquentes allusions sinon au Parlement, du moins dans des discours prononcés en dehors de l'enceinte du palais de Westminster : « Il

est, à mon sens, impossible, disait dès 1888 lord Rosebery à Leeds, de maintenir telles quelles pendant longtemps les relations lâches et imparfaites qui existent actuellement entre l'Angleterre et ses colonies et de conserver en même temps ces colonies comme partie intégrante de l'Empire. Sur le terrain des intérêts commerciaux, la question est digne d'être considérée par nos grandes communautés commerciales. » Trois ans plus tard, en 1891, lord Salisbury, alors premier ministre, déclarait, en réponse à une députation de l'*Imperial Federation League*, que la question des rapports plus étroits à établir entre la mère-patrie et ses colonies n'était « ni plus ni moins que l'avenir de l'Empire britannique ».

L'association devant laquelle le noble lord s'exprimait ainsi, et qui avait beaucoup fait pour répandre l'idée de fédération, cessa d'exister en 1894, à la suite, paraît-il, de mésintelligences économiques entre ses chefs; mais elle fut bientôt remplacée par la Ligue de l'Empire britannique : *British Empire League*. L'idée impérialiste tenait dès lors une place très grande dans les préoccupations du public : un des incidents qui en témoignent, c'est qu'en septembre 1894 un journal financier et économique des plus répandus, le *Statist*, désireux de faire du bruit autour de son nom, offrait un prix de mille guinées (26 500 fr.) à l'auteur du meilleur mémoire sur la question de l'union douanière de l'Empire britannique; lord Salisbury et lord Rosebery acceptaient de désigner les juges du concours qui furent le marquis de Lorne, gendre de la reine, et lord Playfair [1]. Enfin, l'avènement

1. Le prix fut décerné le 20 avril 1896 et divisé par les juges « qui, dit le *Statist*, diffèrent d'opinions économiques » entre les deux mémoires de M. J.-G. Colmer, publiciste canadien connu, qui se prononçait en faveur de l'établissement par l'Angleterre de droits différentiels sur les produits étrangers, et M. R.-S. Ashton, écrivain anglais, qui demandait au contraire que les colonies adoptassent le système de libre-échange général de la métropole.

au ministère des colonies, en juillet 1895, de M. Joseph Chamberlain donna à l'impérialisme dans les conseils du gouvernement un champion déclaré et l'un des plus habiles propagateurs qu'il pût avoir.

Politicien avant tout, le député de Birmingham avait observé les progrès que cette conception nouvelle faisait pas à pas dans toutes les classes depuis que Disraéli en avait jeté les premières semences en faisant la reine Victoria impératrice des Indes; il avait aperçu combien elle flattait l'orgueil du peuple britannique, sa conviction de supériorité innée sur toutes les autres races. Il avait aperçu quelle force l'impérialisme était susceptible de prendre pour peu qu'on le propageât avec quelque habileté et quel puissant levier de popularité il pouvait devenir pour l'homme qui s'en ferait le champion attitré. Ambitieux et peu embarrassé de scrupules, il résolut d'être cet homme; il se jeta donc dans l'impérialisme avec la même ardeur qu'il s'était jeté autrefois dans le radicalisme extrême, alors que c'était cette théorie qui avait la faveur des masses. Cette vaste conception flattait d'ailleurs les goûts mégalomanes qui lui étaient naturels; mais il semble bien que s'il en devint l'apôtre si dévoué c'est surtout parce qu'elle pouvait le servir et réaliser son ambition d'autant plus vive qu'il n'est plus jeune. M. Joseph Chamberlain rêvait de succéder à Lord Salisbury, de le remplacer même : mais il savait qu'il avait bien des obstacles à vaincre, qu'il ne pouvait être porté au pouvoir que par un irrésistible courant d'opinion; c'est sur l'impérialisme, forme agrandie du chauvinisme, qu'il comptait pour le provoquer. Dès le mois de novembre 1895, à peine ministre depuis trois mois, il déclarait dans un toast[1] que les colonies et la métropole ont « une origine commune, une littérature commune, un amour commun de la liberté et de la loi, des

1. Au banquet donné, le 6 novembre 1895, par l'agent général de la colonie de Natal, en l'honneur de l'achèvement du chemin de fer de Natal au Transvaal.

principes communs à affirmer, des intérêts communs à préserver ». Bientôt après, en juin 1896, dans un discours prononcé au Congrès des Chambres de commerce de l'Empire britannique dont il était le président d'honneur, M. Chamberlain formulait un véritable programme d'action impérialiste : « Insensiblement, disait-il, les liens entre nous (Anglais et coloniaux) se fortifient et se multiplient. Depuis longtemps, vous, messieurs, qui venez des colonies, vous avez été l'objet de nos pensées; aujourd'hui nous vous voyons. Vos demandes, vos désirs, les ressources de vos divers pays, votre état politique, tout cela nous est aussi familier que si nous étions tous citoyens des provinces d'un même royaume, ou des États d'une véritable fédération impériale. Je crois qu'une connaissance plus approfondie doit tendre à compléter notre entente et qu'elle fera entrer dans le domaine de la politique pratique ce magnifique rêve qui a enchanté tous les plus grands et les plus patriotes de nos hommes d'État, aussi bien dans la métropole qu'aux colonies, ce rêve de nous voir réaliser une union au sein de laquelle des États libres, jouissant chacun de leurs institutions indépendantes, seront cependant inséparablement unis pour la défense d'intérêts communs et l'accomplissement d'obligations réciproques, et seront attachés les uns aux autres par les liens de l'affection, du sang et de la religion. » Pour atteindre ce but, la première étape, selon l'ardent ministre des colonies, c'est de réaliser l'union commerciale de l'Empire; lorsqu'une fois cette union sera faite, il existera naturellement un conseil commun pour en surveiller le fonctionnement; ce conseil devra examiner toutes les questions relatives aux voies de communication et aux lois commerciales intéressant l'Empire entier; il aura même — nous continuons à résumer le discours de M. Chamberlain — à s'occuper de tout ce qui regarde la défense de l'Empire, car cette défense n'est autre chose que la protection du commerce impérial.

« Graduellement, poursuivait le ministre, nous arriverions ainsi par cette méthode prudente et expérimentale avec laquelle ont été construites peu à peu nos plus grandes institutions, nous arriverions, je crois, à un résultat qui différerait peu, s'il en différait aucunement, d'une fédération complète de l'Empire... L'établissement d'une union commerciale à travers l'Empire entier ne serait pas seulement le premier pas, mais un grand pas, le pas décisif, vers la réalisation de la plus haute idée qui soit jamais entrée dans l'esprit des hommes d'État britanniques. » Mais le premier pas, comment s'y prendra-t-on pour le faire? Nous nous trouvons en présence, disait en substance M. Chamberlain, de trois projets : le premier consiste dans l'adoption pure et simple par les colonies du libre-échange britannique; le second dans l'établissement à l'entrée des colonies de droits différentiels favorisant légèrement les produits de la métropole aux dépens des produits étrangers, et dans l'institution parallèle de droits du même genre dans la métropole. Ces deux propositions doivent être repoussées, continuait l'orateur : la première ne serait jamais acceptée par les colonies; la seconde ne saurait l'être par la Grande-Bretagne, à qui l'on demande de sacrifier son immense commerce avec les pays étrangers pour n'accroître que très peu ses échanges avec ses dépendances, qui tirent déjà presque toutes leurs importations de la mère-patrie. Reste un troisième projet qui est l'institution d'un véritable *Zollverein* impérial, établissant le libre-échange ou un régime très voisin dans l'intérieur de l'Empire, mais laissant chacun de ses membres libre de traiter comme il conviendrait les marchandises importées des pays étrangers. Toutefois — et c'est là un trait essentiel du projet — la Grande-Bretagne s'engagerait à frapper de droits modérés certains articles que les colonies produisent en grand : ces articles comprendraient — c'est M. Chamberlain qui le constate — les grains, la viande, la laine, le sucre, et quelques autres. Mais l'orateur ne

s'en effraye pas, et il ajoute que cette proposition mérite d'être bien accueillie par le libre-échangiste même le plus orthodoxe : ce serait le plus grand progrès qu'eût jamais fait la doctrine de la liberté commerciale, puisque les bienfaits s'en trouveraient étendus à 300 millions d'hommes.

Ce discours de M. Chamberlain est un événement; c'est la première fois qu'un ministre anglais s'est prononcé publiquement en faveur d'une union douanière de l'Empire britannique, et n'a pas craint de déclarer qu'une telle réforme ne serait pas payée trop cher par le rétablissement de droits protecteurs sur des produits alimentaires et des matières premières à leur entrée en Grande-Bretagne. Sans doute, la plupart des délégués des chambres de commerce anglaises, ceux de Liverpool et de Manchester en tête, n'ont pas semblé partager ces idées, jugeant que leur application constituerait, quoi qu'en eût dit le ministre, une grave atteinte aux principes du libre-échange dont l'adoption a tant contribué au développement de la puissance et de la prospérité britanniques. Mais ce milieu de commerçants où M. Chamberlain prononçait son discours est naturellement plus défavorable qu'aucun autre à toute restriction de la liberté des importations, et la froideur qui y a accueilli ses déclarations peut fort bien n'être pas partagée par le pays.

Tandis qu'en politicien avisé, M. Chamberlain s'attelait, avec ardeur, à cette tâche difficile de resserrer les liens qui unissent les diverses parties de l'Empire britannique, les chefs des deux grands partis, Lord Salisbury et Lord Rosebery, plus sceptiques peut-être, se croyaient obligés de flatter à maintes reprises l'idée impérialiste, qui s'emparait de jour en jour davantage de l'opinion anglaise. Presque tous les hommes publics d'outre-Manche se montrent aujourd'hui partisans de la *Greater Britain*, de la Plus grande Bretagne : le groupe que ses adversaires flétrissent du nom de *Little Englanders*, d'hommes de la Petite Angleterre, dans

lequel eût sans doute figuré Cobden, ne comprend plus guère, en dehors de rares et sages indépendants comme M. Courtney et M. James Bryce, que les radicaux très avancés de l'école de M. Labouchère. La masse du parti libéral proteste avec horreur contre tout soupçon de *Little Englandism*. Les agriculteurs, qui se plaignent sans cesse, pour lesquels le gouvernement cherche à « faire quelque chose », sans bien savoir quoi, ne verraient pas d'un mauvais œil la concurrence du dehors réduite à celle des seuls produits coloniaux; quelques industriels partageraient ces sentiments, ceux qu'effraye le spectre, encore lointain, de la concurrence asiatique de même que ceux qui commencent à souffrir de la concurrence, plus réelle, de l'Allemagne ou des États-Unis. Enfin, disent ceux que préoccupe l'idée de la guerre, pourquoi rester à la merci de l'étranger pour notre subsistance? Puisque le territoire restreint des Iles-Britanniques ne peut, à beaucoup près, nourrir tous ses habitants, ne vaut-il pas mieux favoriser le développement de l'agriculture dans nos colonies de façon à pouvoir tirer d'elles les aliments dont nous avons besoin et que nous serons certains ainsi de pouvoir trouver même en cas de guerre? Si, au début du siècle, nous avions au même degré qu'aujourd'hui dépendu de l'étranger pour notre subsistance, quelle aurait été notre situation en face de Napoléon Ier décrétant le blocus continental, et quelle serait-elle aujourd'hui dans l'hypothèse d'une guerre avec les États-Unis? L'argument de la défense nationale, le plus fort que puissent invoquer les protectionnistes du continent, se trouve ainsi étendu à l'Angleterre.

L'isolement du Royaume-Uni au milieu des puissances — ce « splendide isolement », que lord Salisbury célébrait au début de 1896 et que M. Gladstone et nombre de libéraux voulaient rendre plus complet en poussant l'Angleterre à prendre seule en main la cause des chrétiens d'Orient — donne une force nouvelle à l'impérialisme. Enfin le *jubilé de diamant*, les fêtes du soixantième

anniversaire de l'accession au trône de la Reine Victoria sont venus en 1897 lui donner l'impulsion suprême. L'Angleterre, nous avons eu l'occasion de le remarquer, déjà s'est enivrée à ce moment du spectacle de sa propre grandeur; les nombreux habitants des colonies et parmi eux tous leurs premiers ministres accourus à Londres n'ont pas échappé à cette griserie. Ils se sont sentis fiers d'appartenir à un si puissant Empire. Ils se sont encore exagéré sa force. Ils ont cru que l'Empire britannique pouvait se passer du reste du monde. Défense nationale, union commerciale, voilà les deux idées qui s'entremêlent toujours à la base de la grandiose conception d'une fédération impériale. L'établissement d'un Zollverein ou, en attendant, l'abaissement des barrières douanières qui s'élèvent entre ses diverses parties, l'institution d'un conseil commun de commerce doublé d'un conseil de défense prépareraient, pense-t-on, l'unité de l'Empire britannique, aussi sûrement que le Zollverein germanique a préparé l'unité de l'Empire allemand. Tels sont les projets — ou les rêves — des champions de l'impérialisme. Nous venons de voir quel accueil ils ont reçu en Grande-Bretagne; il nous faut étudier maintenant ce qu'en pense l'opinion dans les colonies.

III

Et d'abord, quelles sont les colonies dont l'opinion est le plus importante à connaître, quelles sont celles même où il existe une opinion? Sur les 300 à 320 millions d'hommes qui peuplent l'Empire britannique, en dehors de la métropole, combien s'en trouve-t-il qui aient réellement, selon le mot de M. Chamberlain, « une origine commune, une histoire commune, une littérature commune... » à eux et aux habitants du Royaume-Uni? Il y a quelque 10 millions et demi de blancs dans

l'ensemble des dépendances de l'Angleterre, et parmi eux 1 800 000 à 2 millions ne sont ni de sang anglais ni de langue anglaise. Les trois cents autres millions se composent de 280 millions d'Hindous et de Birmans, de quelques centaines de mille Malais et insulaires océaniens, de nègres primitifs de l'Afrique ou prétendus civilisés des Antilles. Tous ces gens de couleur, à l'exception de 2 à 3 millions de noirs du Cap et de Natal, vivent dans l'Empire des Indes ou dans des colonies de la Couronne; au milieu d'eux se trouvent seulement, principalement dans les Antilles et à Maurice, 250 000 à 300 000 blancs, dont la moitié sont de langue française. L'acquiescement de tous ces pays, qui ne sont pas autonomes, aux projets de fédération impériale dépend principalement, et même, pour la plupart d'entre eux, absolument, du gouvernement anglais lui-même. D'ailleurs, s'ils entraient quelque jour dans une telle fédération, ce serait au même titre que les territoires dans l'Union américaine, ou même que les anciens bailliages sujets de la confédération suisse. Ils ne peuvent — et la plupart d'entre eux ne pourront jamais, ou du moins de très longtemps — se gouverner eux-mêmes; ils continueraient donc d'être administrés par des autorités que nommerait soit l'Angleterre seule, soit le gouvernement de la confédération. Ce pourraient être des possessions de celle-ci, ce n'en seraient pas des membres. Les contrées dont il importe de connaître l'opinion, ce sont les filles majeures de l'Angleterre, ses associées et non pas ses sujettes, les colonies autonomes, de l'acquiescement desquelles dépend la réalisation des projets de fédération. Elles sont réparties géographiquement en trois grands groupes : le Canada et Terre-Neuve, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, l'Afrique méridionale.

C'est là que vit presque toute la population d'origine européenne de l'Empire britannique; et non seulement elle y vit, mais elle y vit seule, dans les deux premiers groupes du moins, où les blancs n'ont en face d'eux que quelques tribus sauvages, vingt fois moins nom-

breuses que les immigrés et qui auront disparu dans peu de dizaines d'années. En Afrique, le nombre des noirs l'emporte de beaucoup sur celui des Européens, mais ceux-ci n'en forment pas moins un groupe important qui s'est montré depuis plus de vingt ans parfaitement capable de se gouverner lui-même; les indigènes sont soumis et tranquilles; les représentants du Cap et de Natal seraient dignes, à tous égards, de siéger à côté de ceux de l'Australie et du Canada. Voilà donc des colonies où l'élément blanc possède soit une énorme majorité numérique, soit le monopole de l'énergie et de l'activité, où il est, en un mot, l'élément essentiel du pays. Peut-on, cette fois, dire d'elles à juste titre, comme M. Chamberlain, qu'elles ont avec la mère-patrie « une origine, une langue, une littérature communes... des principes communs à affirmer, des intérêts communs à préserver »? Il faut, ici encore, faire une restriction : les Anglais n'ont été les premiers à coloniser ni leurs possessions actuelles de l'Amérique du Nord ni celles de l'Afrique du Sud : ils avaient été précédés dans les premières par les Français, dont les descendants forment aujourd'hui un tiers de la population totale du Canada et ont conservé intactes leur religion, leur langue et leurs lois; dans les secondes les Hollandais étaient venus avant eux, et les fils des premiers colons, les Boers, non contents d'être aussi nombreux que les Anglo-Saxons dans les colonies britanniques, ont fondé à côté d'elles des États dont ils ont maintes fois montré qu'ils savaient défendre l'indépendance. Dans notre siècle, toutefois, l'immigration qui s'est dirigée vers les possessions anglaises est venue presque entièrement des Iles-Britanniques; on n'y voit rien de semblable à l'extraordinaire mélange de gens accourus de tous les coins de l'Europe que l'on peut contempler aux États-Unis, et l'Australie qui, elle, ne date que d'un siècle, qui n'a pas connu d'autres maîtres que les Anglais, est habitée par une population presque aussi purement britannique que celle du Royaume-Uni.

C'est d'elle seule qu'on est en droit de dire, en toute rigueur, que son origine, son histoire, sa littérature lui sont communes avec l'Angleterre. Si l'on en pouvait dire autant des principes et des intérêts, non seulement de la population australienne, mais de toute la population de langue anglaise de l'Empire, la fédération serait sans doute bientôt faite : les Français du Canada ne chercheraient pas à l'empêcher ; les Boers du Cap et de Natal ne l'auraient pas non plus tenté. Pour laisser en ce moment de côté la question des intérêts, quels sont donc les principes et les traditions qui unissent les Anglais et leurs frères de race des colonies, quels sont ceux qui les divisent? En quoi se ressemblent, en quoi diffèrent ces hommes de même race qui n'habitent pas sous les mêmes cieux?

Ce sont les similitudes qui frappent au premier abord un étranger arrivant dans les colonies britanniques : l'Anglo-Saxon a partout le même genre de vie, les mêmes habitudes, les mêmes plaisirs. Au Canada, en Australie, au Cap, sa maison diffère aussi peu que possible de ce qu'elle est en Angleterre : à peine les modifications nécessaires pour s'adapter au climat plus froid ou plus chaud. Mais toutes ces habitations particulières semées dans les *suburbs*, dans les faubourgs des villes, dont le centre est exclusivement réservé aux affaires, conservent les allures générales des *cottages* anglais, et l'installation intérieure en est exactement la même. Les jardins, petits ou grands, qui les entourent, sont enclos de murs, de haies vives, parfois seulement de barrières en planches, mais en tout cas de clôtures assez élevées qui ne permettent guère aux passants de jeter dans l'intérieur des regards indiscrets et de violer l'intimité du *home*. A Victoria, la capitale de la Colombie britannique, le cocher américain qui me promenait dans la ville me faisait remarquer, avec un haussement d'épaules, la manie qu'avaient « la plupart de ces Anglais de s'enfermer ainsi hermétiquement, comme s'ils voulaient se cacher ». Dans les villes des États-Unis, au contraire,

les jardins ne sont entourés le plus souvent que d'une simple grille à jour qui permet de voir tout ce qui s'y passe; parfois un simple carré de gazon où jouent les enfants s'étend devant l'habitation sans être séparé de la rue autrement que par les trois ou quatre marches d'un perron. Les divertissements aussi sont les mêmes et tiennent une aussi grande place dans la vie : en dépit de la température, j'ai vu des jeunes gens d'Adélaïde s'exercer à l'aviron sur la rivière Torrens, j'en ai vu d'autres, dans les camps miniers de l'Australie de l'Ouest, jouer au cricket par 30 ou 35 degrés de chaleur avec la même énergie qu'en Angleterre. Le goût des Anglais pour les courses de chevaux est encore exagéré dans leurs colonies, tandis qu'aux États-Unis elles attirent peu l'attention, à l'exception des courses au trot qui intéressent surtout un public local. En Australasie au contraire, même en Afrique australe, c'est avec une véritable passion que toutes les classes de la société se précipitent sur les hippodromes.

Dans les institutions, d'aussi grandes analogies se rencontrent. Nous ne reviendrons pas sur l'organisation politique des grandes colonies calquée sur celle de l'Angleterre. On y a éprouvé parfois quelque difficulté à constituer des chambres hautes, rouages un peu artificiels dans ces pays neufs et n'ayant point, pour les soutenir, le prestige historique de la Chambre des lords. Mais nulle part on n'a voulu se passer de ces assemblées et, soit en confiant la nomination des membres au gouverneur en conseil des ministres, soit en les faisant élire par des corps censitaires, on a, tant bien que mal, organisé des Sénats. Les règlements, les modes de discussion et de vote de ces Parlements coloniaux sont calqués sur ceux du Parlement britannique et cette année même, le premier Parlement de l'Australie fédérée a procédé à l'installation de son président ou *Speaker* dans les mêmes formes et l'a affublé du même costume que le Parlement de Westminster. Comme l'exécutif et le législatif, le pouvoir judiciaire est constitué de la

même façon qu'en Angleterre et l'appareil de la justice est le même : au commencement des débats des cours, un huissier, s'adressant aux auditeurs, pousse le vieux cri français : « Oyez! oyez! oyez! » comme on le fait aussi à Washington même, à la Cour suprême des États-Unis; mais, tandis que celle-ci est la seule en Amérique où les juges siègent en costume et avec quelque solennité, tous les juges australiens ont, comme leurs collègues d'Angleterre, des perruques poudrées et portent la robe. Ils sont inamovibles et entourés d'une considération universelle. En cas d'absence ou de changement du gouverneur, c'est le *Chief Justice*, le président de la Cour suprême, qui est de droit chargé de l'intérim de ces hautes fonctions. Si cette justice est si respectée, elle le doit, comme en Angleterre, à son indépendance; elle entoure de garanties aussi grandes les droits des accusés; comme en Angleterre aussi, le jury est organisé sur la plus large base et ses décisions, qui doivent toujours être rendues à l'unanimité, sont souvent plus sévères qu'en France. M. Chamberlain avait certes raison lorsqu'il disait qu'Anglais et coloniaux ont le même amour de la liberté et de la loi, — du moins lorsqu'ils sont entre eux. — Le respect des opinions de ses adversaires, de la liberté de discussion, est universellement répandu chez les Anglo-Saxons. Les polémiques des journaux sont parfois très violentes, les discours des politiciens, en Australie surtout, fort peu mesurés; mais dans un meeting, quel qu'il soit, un orateur peut toujours se faire écouter, fût-il en désaccord avec l'unanimité des assistants. J'eus occasion, à Coolgardie, d'assister à une réunion publique où l'on devait protester énergiquement contre les procédés du gouvernement de l'Australie de l'Ouest à l'égard de la population minière et l'insuffisance de sa représentation politique. Plusieurs orateurs se firent entendre : l'un déclara qu'il n'était ni démocrate ni socialiste; un autre qu'il était démocrate mais non socialiste; un troisième enfin fit profession de socialisme. Tantôt des *groans*, des grogne-

ments, tantôt des applaudissements soulignèrent certaines phrases; mais dans ce milieu de chercheurs d'or, dans cette ville vieille de trois ans, malgré l'influence énervante d'une chaleur torride, le plus grand ordre ne cessa de régner. Des remercîments furent votés à la fin de la réunion à tous les orateurs sans distinction d'opinion; un ordre du jour de protestation fut adopté et l'assistance se retira dans le plus grand calme. Je pensais non sans quelque honte à ce que sont souvent les réunions de ce genre en France.

Ces ressemblances dans les mœurs et les institutions de l'Angleterre et de ses dépendances peuvent cacher quelque temps aux yeux étrangers les divergences qui existent entre les deux sociétés; mais il n'est point besoin d'un très long séjour aux colonies pour les voir apparaître. Si conservateur qu'il soit, l'Anglo-Saxon l'est plus encore peut-être de la forme que du fond, et, tout en en maintenant les dehors presque immuables, il laisse parfois les choses se modifier profondément. La situation respective des divers éléments du gouvernement anglais, le souverain, les ministres, la Chambre des lords et la Chambre des communes, s'est énormément altérée depuis deux siècles, sans qu'aucune loi écrite soit intervenue. De même en se transplantant dans le Nouveau-Monde ou aux Antipodes, bien des institutions ont changé de caractère : ce changement s'est produit en partie à cause de la composition différente de la population. Outre que les colons se sont recrutés surtout, comme toujours, dans les couches moyennes et inférieures de la société anglaise, qu'en Australie la découverte des mines d'or a attiré beaucoup d'éléments démagogiques, la proportion des Écossais et des Irlandais est bien plus considérable aux colonies que dans le Royaume-Uni. Tandis que l'Angleterre propre et le pays de Galles contiennent plus des trois quarts de la population des Iles-Britanniques, l'Irlande en comprenant à peine un huitième et l'Écosse un neuvième, on trouve au contraire, sur 100 personnes établies en Aus-

tralie et nées dans la métropole, 57 Anglais seulement, 27 Irlandais — plus d'un quart — et 17 Écossais.

Au Canada, le contraste est peut-être encore plus marqué, et dans l'Afrique du Sud les Écossais, sinon les Irlandais, sont de même en proportion plus forte que dans le Royaume-Uni. Les statistiques religieuses mettent en évidence avec une grande netteté le nombre très élevé des Écossais et des Irlandais dans les colonies. L'Église anglicane, à laquelle se rattachent les deux tiers des habitants des Iles-Britanniques, n'a plus en Australie pour adhérents que les deux cinquièmes à peine de la population : moins de 1 500 000 sur 3 800 000. En revanche, il s'y trouve 800 000 catholiques, soit plus du cinquième, alors qu'il n'y en a pas un sixième dans la métropole, presque tous confinés en Irlande. Les presbytériens, en très grande majorité Écossais, sont près de 500 000, les méthodistes plus de 400 000, les congrégationalistes, les baptistes chacun 80 000, toutes proportions bien plus fortes qu'en Grande-Bretagne. Au Canada, le voisinage des États-Unis a produit une plus grande diversité encore : chacune des deux sectes méthodiste et presbytérienne l'emporte légèrement par le nombre des fidèles sur l'Église anglicane; et quelque 300 000 Irlandais viennent s'ajouter aux 1 500 000 Canadiens français qui forment la masse catholique. Même dans l'Angleterre proprement dite l'émigration doit être plus forte, d'après ces résultats, parmi les non-conformistes que parmi les fidèles de l'Église établie.

Le grand nombre des Écossais, des Irlandais, des dissidents anglais aux colonies est un fait très caractéristique; et non seulement ils y sont nombreux, mais ils y sont très influents. On me faisait remarquer en Australie que la plupart des grands *squatters*, des hommes qui s'étaient acquis une importante fortune dans l'élevage, étaient d'origine écossaise; de même les Écossais ont été, avec les Canadiens français, les pionniers du Nord-Ouest américain, et c'est presque exclusivement parmi eux que se recrutaient les employés de

la Compagnie de la Baie d'Hudson. On les retrouve toujours à l'avant-garde de la colonisation. Dans les luttes politiques, Écossais et Irlandais tiennent aussi une très grande place; mais ces derniers sont bruyants, turbulents; on peut trop souvent leur appliquer le mot qu'on prête à un fils d'Erin débarquant à New-York un jour d'élection et en butte aux sollicitations des agents des divers partis : « Pour qui êtes-vous? lui dit-on. — *I am against the government*, je suis contre le gouvernement. » Telle aurait été sa réponse. Le nombre des Irlandais en Australie paraît être une des causes de l'instabilité gouvernementale qui y règne. Les Écossais, beaucoup plus froids d'extérieur, sont cependant moins conservateurs au fond que les Anglais, plus enclins aux solutions radicales et aux innovations.

Le milieu colonial est donc, non seulement à cause des classes, mais aussi à cause des confessions religieuses et des régions où il s'est recruté, fort différent du milieu anglais. Ses aspirations sont la quintessence des aspirations des nouvelles couches britanniques; moins gêné par des traditions séculaires, il est bien plus hardi que l'Angleterre dans la voie des réformes; il répercute, mais avec une intensité plus grande, tous les mouvements qui agitent la mère-patrie. C'est surtout en Australie qu'il faut l'étudier parce qu'il s'y développe plus librement, tandis qu'au Canada le voisinage des États-Unis et la présence des Français, au Cap celle des Boers et des noirs, introduisent des éléments nouveaux. Aux antipodes, il a ses coudées franches, et il en profite : le suffrage universel y est établi, et déjà le féminisme, encore timide en Angleterre, plus fort en Amérique, compte chaque jour de nouveaux triomphes en Australasie, où, les unes après les autres, les colonies accordent aux femmes le droit de suffrage politique. Au point de vue religieux, la diversité des sectes a entraîné, dans les trois groupes, cette fois, le désétablissement de l'Église anglicane, et aujourd'hui aucun culte n'est plus subventionné par l'État; dans toutes les

colonies aussi, comme aux États-Unis mêmes, le curieux mouvement de l'Armée du Salut a pris une intensité particulière. De l'égalité des Églises est née la neutralité des écoles. Si, dans certaines provinces canadiennes, l'enseignement confessionnel a été maintenu, parce que les différences de croyance y correspondent aux différences de langue, l'école est neutre en Australie et au Cap, tout en étant très respectueuse de la religion et de l'idée de Dieu [1].

Les tendances que nous venons de signaler dans les dépendances anglaises peuvent sembler n'être que l'exagération de celles qui existent en Grande-Bretagne même : les colonies seraient ainsi seulement plus avancées que la métropole sur une voie où celle-ci s'engage aussi et qu'elle continuera de suivre, à moins que l'expérience de ses possessions ne soit peu satisfaisante et ne l'engage à s'en détourner. Cette différence de degré serait cependant déjà importante à noter; mais sur un point il existe une opposition d'idées complète entre le Royaume-Uni et ses colonies. Malgré la renaissance, que nous avons signalée, d'un parti protectionniste en Angleterre, le libre-échange y a des racines extrêmement solides et profondes, et il ne sera pas aisé de l'abattre, si l'on doit y réussir jamais. Le Canada, la plupart des colonies australiennes, le Cap et le Natal ont été, au contraire, jusqu'à présent, les pays les plus furieusement protectionnistes du monde. Sous prétexte de favoriser la formation des industries, les droits de douane de certaines colonies grèvent en moyenne de 40 à 45 p. 100 les articles manufacturés importés. C'est en Australie surtout que cette exagération se fait sentir : les colonies y formaient des territoires douaniers distincts et frappaient les produits de leurs voisins de tarifs

1. Cette neutralité est néanmoins mal vue des catholiques australiens, qui craignent qu'un enseignement dont les tendances sont protestantes ne leur fasse perdre une partie de leurs enfants. Aussi entretiennent-ils à leurs frais beaucoup d'écoles privées; mais c'est là une lourde charge pour eux.

aussi élevés que ceux qui atteignent les produits étrangers. Sur des marchés aussi étroits, peuplés de 100 000 à 1 200 000 habitants, les industries qu'on prétend aider restent fatalement chétives et ne peuvent se maintenir que par l'exhaussement constant des droits; ce système, qui cherche à mettre dès l'abord un pays neuf en état de se suffire en toutes choses, ne le cède guère en absurdité à l'ancien système mercantile qui, par une exagération opposée, interdisait aux colonies de fabriquer même un clou ou un fer à cheval. L'établissement d'un régime de libre-échange presque complet en Nouvelle-Galles du Sud, à la suite des élections de 1894 et 1895, l'abaissement des droits de douane pour la première fois depuis trente ans à Victoria, l'avènement au pouvoir au Canada du parti libéral, l'été dernier, semblent cependant indiquer la formation d'un certain courant en faveur d'une politique commerciale plus modérée dans l'Empire britannique, mais les principes des colonies sont encore bien différents à ce sujet de ceux de la métropole.

IV

Maintenant que nous avons étudié le milieu colonial, ses ressemblances et ses différences avec le milieu britannique, nous pouvons examiner quelles chances de succès ont les projets de fédération. Ils rencontraient jusqu'à l'année dernière un obstacle préliminaire qui se trouve aujourd'hui levé : une organisation plus rationnelle, plus régulière de l'Empire ne devait être possible que le jour où la Grande-Bretagne aurait à traiter, non pas avec une multitude de pays isolés, dont les intérêts et les prétentions ne s'accordaient pas, mais avec quelques grands groupements politiques offrant une consistance sérieuse. Nous avons dit que les colonies anglaises de peuplement se répartissent en trois groupes : le Canada et Terre-Neuve, l'Australasie, l'Afrique du Sud. Pour que la fédération pût aboutir, il était indispensable

que l'unité s'établît d'abord dans chacun de ces groupes, que les diverses provinces qui les composent se fussent réunies, tout en se réservant des libertés régionales aussi larges qu'il leur convenait, pour organiser un gouvernement central qui les représentât toutes et dominât les autorités provinciales. Cette réunion, qui s'était effectuée déjà au Canada en 1867, vient d'être établie aussi en Australie ; sans doute Terre-Neuve d'une part et la Nouvelle-Zélande de l'autre restent en dehors des deux grandes confédérations coloniales, mais il est clair que l'adhésion à une Union impériale, économique ou politique, de ces deux vastes groupements entraînerait celle des colonies insulaires voisines. Quant à l'Afrique du Sud, l'unité va s'y fonder aussi, non par le bon gré des populations mais par le fer et par le feu ; quels que soient les germes de trouble et de mort que cette œuvre de la force doive porter dans son sein, quelle qu'en doive être la durée, la fédération sud-africaine n'en sera pas moins le résultat de la guerre, les trois grands groupes de colonies de peuplement seront ainsi unifiés et un pas important sera fait dans la voie de la fédération impériale.

Le second et le plus considérable serait, comme l'indiquait M. Chamberlain, l'établissement d'une union commerciale plus ou moins parfaite entre les diverses parties de l'Empire. Mais ici surgissent déjà des obstacles bien plus difficiles à vaincre. Les suggestions du ministre des colonies n'ont point provoqué l'enthousiasme auquel il s'attendait peut-être. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Pour se rendre compte des dispositions si diverses avec lesquelles on envisage dans le Royaume-Uni et dans ses colonies la question des tarifs douaniers, il suffit de jeter un coup d'œil sur la répartition entre les divers pays du commerce extérieur dans la métropole et dans ses dépendances Nous en condensons les chiffres dans les deux tableaux suivants :

Commerce du Royaume-Uni.

(*Moyenne de 1898-1899-1900*) *en milliers de livres sterling.*

	Importations.	P. 100 du total.	Exportations.	P. 100 du total
Commerce total.....	493 038	100	263 101	100
— avec l'étranger..	387 521	78,6	174 652	66,4
— avec les colonies.	105 517	21,4	88 449	33,6
Commerce avec le Canada, l'Australie et le Cap réunis.	58 808	11,9	42 470	16,1

Voici maintenant, d'après les statistiques coloniales, comment se répartit le commerce des quatre principaux groupes coloniaux : l'Empire des Indes, le Canada, l'Australasie et l'Afrique australe [1].

Commerce des principales colonies britanniques.

en milliers de livres sterling.

		Avec le Royaume-Uni.		Intercolonial.		Avec l'étranger.	
		Total.	P. 100.	Total.	P. 100.	Total.	P. 100.
Empire des Indes.	Export.	21,708	31,0	16,578	24,0	31,568	45,0
	Import.	43.310	69,0	7,250	11,5	12,205	19,5
Canada.	Export.	21,575	64.0	1,180	3,5	10.975	32,5
	Import.	6,678	24,8	302	1,1	19,875	74,1
Australasie.	Export.	35,992	62,5	6,573	11,3	15,108	26.2
	Import.	26,758	66,8	3,036	7,6	10,239	25,6
Afrique du Sud.	Export.	25,707	97,5	40	0,2	630	2,3
	Import.	15,256	69,2	1,078	4,9	5,661	25,9

Il résulte de ces chiffres que les trois quarts du commerce d'importation de la Grande-Bretagne et les deux tiers de son commerce d'exportation se font avec l'étranger; pour la plupart des colonies, au contraire, les relations avec les pays non anglais sont de médiocre importance, tandis que la Grande-Bretagne est à la fois

1. Nous avons considéré les sept colonies australasiennes comme formant un tout économique et, dans le tableau que nous avons dressé de leur commerce extérieur, nous ne considérons que leur commerce avec les pays en dehors de l'Australasie, non leur commerce entre elles, qui n'est pas un véritable commerce extérieur mais surtout un commerce de transit et qui va, d'ailleurs, disparaître des statistiques avec la fédération australienne. Nous avons fait de même pour le Cap et Natal.

leur principal fournisseur et le grand marché où s'écoulent leurs produits. D'autre part, les colonies tirent de leurs droits de douanes la plus grande partie de leur revenu : 4 300 000 livres sterling sur un budget total de 7 800 000 pour le Canada; 1 716 000 livres sterling sur 2 601 000 livres fournies par l'impôt à Victoria [1], et ainsi des autres. Lors donc que les impéralistes de la métropole leur proposent d'abaisser dans une forte proportion les droits d'entrée sur les produits anglais, quitte à les relever encore un peu sur les importations étrangères, elles répondent qu'en dehors même du coup porté aux industries locales, ce serait les priver d'une très grande partie de leur revenu. L'adoption du tarif anglais actuel, en ce qui concerne les relations avec les autres parties de l'empire, entraînerait pour Victoria, par exemple, un déficit de recettes de 600 000 livres sterling. Pour le combler, il faudrait donc établir 15 millions de francs de taxes nouvelles, ce qui n'est point aisé dans un pays de 1 100 000 habitants déjà très obéré et lourdement grevé. En admettant un dégrèvement de moitié seulement, ce seraient 7 à 8 millions à trouver, et l'on serait alors bien loin encore du libre-échange. Pour exagérément élevés et nuisibles que soient les tarifs de maintes colonies, ils n'en constituent pas moins une source de recettes de perception facile et à laquelle on s'est accoutumé. Les gouvernements coloniaux ont donc d'assez fortes raisons à opposer aux personnes qui leur demandent une brusque réduction des droits. En outre, la ruine de beaucoup d'industries locales, factices évidemment, mais qui occupent cependant un grand nombre de personnes, amènerait une crise sérieuse.

Aussi n'est-il pas étonnant que le premier ministre

1. Le revenu total de Victoria atteint 6 700 000 livres sterling, mais, sur cette somme, 2 700 000 proviennent des recettes brutes des chemins de fer de l'État (dont les frais d'exploitation figurent au compte des dépenses); 500 000 livres du revenu des terres (vente et location); 420 000 des postes et télégraphes, 485 000 de sources diverses; 2 601 000 des impôts.

de Victoria, par exemple, ait déclaré tout net peu après le discours Chamberlain qu'une forte réduction des droits d'entrée sur les produits britanniques lui paraissait inacceptable. D'autres l'ont imité depuis. Seul le Canada, qui, lui, importe la plupart des marchandises dont il a besoin non pas de la métropole, mais des États-Unis, a consenti à concéder à l'Angleterre un tarif différentiel inférieur de 33 0/0 à son tarif général. Cela n'a pas été sans lui causer des difficultés avec ses voisins du Midi et, au Canada même, beaucoup de gens préconisent l'extension aux États-Unis, voire à d'autres pays des privilèges conférés à l'Angleterre, ce qui équivaudrait à leur suppression. D'ailleurs le Canada est la seule possession britannique importante dont la métropole ne soit pas le plus grand fournisseur; celle-ci n'a pas de faveurs semblables à attendre des autres colonies et le Canada lui-même par ses primes à la production de la fonte, porte atteinte à l'une des plus importantes industries de l'Angleterre. La question douanière, qui a été si longtemps la pierre d'achoppement de la fédération australienne, devient plus difficile encore lorsqu'il s'agit d'union de l'Empire tout entier.

Les coloniaux, eux, voudraient d'abord que la Grande-Bretagne consentît à frapper de droits, légers sans doute, mais appréciables, les produits étrangers qui font concurrence aux leurs : blés, viande, laines et autres, en échange de quoi ils consentiraient à diminuer, mais légèrement seulement, leurs tarifs en ce qui concerne la Grande-Bretagne, pour frapper un peu plus les importations étrangères. Ils accorderaient ainsi un traitement privilégié aux produits britanniques, en même temps qu'ils maintiendraient, sans grande difficulté, l'équilibre dans leur budget et une protection suffisante aux industries locales. Mais, répondent fort justement les Anglais, quel avantage nous assurez-vous ainsi? Est-ce la possession exclusive de votre marché? Nous y avons déjà une part tout à fait prépondérante, et vous n'importez guère de l'étranger que les marchandises

que nous ne produisons pas. En revanche, vous voulez nous entraîner à rejeter une politique qui, depuis un demi-siècle, a fait la puissance et la richesse de l'Angleterre; et les mesures de représailles que ne manqueraient pas de prendre les pays étrangers atteindraient peut-être gravement notre commerce d'exportation avec eux, qui est bien plus important que celui que nous faisons avec vous. Les importations totales de l'étranger dans toutes les colonies britanniques s'élèvent à un peu plus d'un milliard de francs, dont nous pourrions à grand'peine nous approprier le tiers ou la moitié. Faut-il, pour ce gain très hypothétique, mettre en péril les 4 milliards 400 millions de marchandises que le Royaume-Uni exporte en pays étrangers? La réponse n'est pas douteuse.

Des deux côtés, de la part de la métropole comme de la part des colonies, l'établissement d'une union douanière de l'Empire britannique ou d'un régime s'en rapprochant, implique l'abandon de traditions à demi séculaires et une perturbation économique fort sérieuse. Sans doute, le protectionnisme à outrance perd du terrain aux colonies : les idées de réforme fiscale, d'augmentation des impôts directs qui tendent à prévaloir en Australasie, faciliteraient l'abaissement des droits de douane; d'autre part, le libre-échange n'est plus pour les Anglais l'article de foi d'il y a vingt ans. Mais on est bien loin de s'entendre encore et cette union commerciale, qui doit être la préface d'une union politique plus intime, ne se réalisera pas sans doute avant bien des années, si tant est qu'elle doive se réaliser jamais.

Y a-t-il, du reste, péril en la demeure et les colonies sont-elles si mécontentes de leur position actuelle qu'il faille, pour les maintenir unies à la métropole, adopter un régime qui serait, quoi qu'en ait dit, avec une nuance de paradoxe, M. Chamberlain, une grave atteinte au libre-échange et un retour vers l'ancien système colonial?

Nous ne le pensons pas; et, si l'Australie, le Canada, ou le Cap n'étaient point satisfaits actuellement, c'est qu'ils seraient bien difficiles à contenter. D'aspirations vers l'indépendance, il y en a peu dans les colonies. Si elles possédaient une certaine force quelque part, ce serait en Australie, chez les partis très avancés. Encore est-il bien rare qu'un homme politique ose se prononcer dans ce sens et il ne serait pas suivi. La seule déclaration peu loyaliste que nous connaissions d'un personnage en vue, c'est une phrase du premier ministre de la Nouvelle-Zélande qui prétendait obliger le gouverneur à nommer membres de la Chambre haute plusieurs agitateurs ouvriers. Le gouverneur, ne voulant pas y consentir, refusait de créer de nouveaux sénateurs, comme c'était son droit. « Une pareille attitude, dit le ministre, est dans le cas d'affaiblir les liens qui unissent cette colonie à l'Angleterre. » En dehors de cette phrase échappée à un politicien bruyant et brouillon, nous n'avons à relever que l'attitude du chef du parti ouvrier dans l'Australie du Sud, réclamant à l'une des dernières sessions du Parlement la suppression des gouverneurs envoyés de la métropole et leur remplacement par des gouverneurs élus, puis quelques railleries du *Bulletin* de Sydney. Ce *Bulletin* est un journal-revue hebdomadaire, radical-socialiste en politique, sans être inféodé à aucune coterie, contenant en même temps beaucoup d'informations mondaines, qui est un peu, en Australie, l'analogue du *Truth* de M. Labouchère en Angleterre, mais est, de plus, illustré. Il se moquait beaucoup, lorsque je me trouvais en Australie, de toutes les fêtes données à Melbourne en l'honneur de l'arrivée d'un nouveau gouverneur, lord Brassey; de son titre pompeux de « gouverneur et commandant en chef de Victoria et de ses dépendances » — demandant si ces dépendances étaient les îles qui se trouvent dans le lac d'un jardin public —; du titre d'honorable donné, suivant l'usage, à la fille du noble lord, âgée de quelques mois, et autres plaisanteries de ce genre. Après les élections générales

de la Nouvelle-Galles, qui eurent lieu au milieu d'un hiver exceptionnel, il représentait deux anciens premiers ministres, Sir Henry Parkes et Sir George Dibbs, qui venaient d'échouer, ensevelis à demi dans la neige, avec cet intraduisible calembour en légende : *Cold days and some cold Knights*, ajoutant que l'acceptation d'un titre impérial devrait être un arrêt de mort politique pour un membre du Parlement colonial.

Ce ne sont là, malgré tout, que des boutades. Le *Bulletin* est le plus lu des journaux hebdomadaires australiens, mais une grande partie de sa clientèle se compose de ceux qu'il raille, comme beaucoup des lecteurs de l'*Intransigeant* sont des bourgeois conservateurs qu'éreinte quotidiennement M. Rochefort. Les politiciens australiens, aussi bien que canadiens ou sud-africains, sont enchantés de se voir conférer un titre qui leur permet d'être appelés sir... et de faire suivre leur nom des initiales K. C. M. G. (chevalier commandeur des Saints Michel et George), ou mieux encore K. C. B. (chevalier commandeur du Bain). Les gouverneurs anglais sont aussi fort bien accueillis dans les colonies qui n'hésitent point à leur attribuer des traitements de 125 000 à 250 000 francs dans l'espoir d'en avoir d'aussi haut titrés que possible ; l'Australie du Sud ayant réduit de 25 000 francs la liste civile accordée au sien, il lui fut en effet signifié qu'à ce prix elle ne pouvait plus prétendre à un lord, mais seulement à un baronnet ou à un chevalier. A la grande conférence intercoloniale tenue, en 1894, à Ottawa, capitale du Canada, les sentiments les plus loyalistes avaient été affirmés. La personne même de la reine Victoria était certainement pour une part dans la force de ce loyalisme. La plupart des colons de l'Australie ou du Cap, ou leurs pères, ont quitté l'Angleterre lorsqu'elle y régnait déjà ; ils lui étaient attachés personnellement, pour ainsi dire. Peut-être le prestige de ses successeurs ne sera-t-il pas aussi grand dans les colonies, non pas encore du vivant d'Édouard VII, qui jouit dans tout l'Empire, comme en

Angleterre même, d'une immense popularité, mais sous le règne de son fils. Toutefois le gouvernement britannique, sachant quel lien puissant le commun loyalisme dynastique constitue aujourd'hui entre les diverses parties de l'Empire, a déjà pris les mesures afin de ne pas le laisser s'affaiblir. Le voyage qu'accomplit aujourd'hui le duc d'York autour de l'Empire et par cela même autour du monde, la présence du prince à l'ouverture du premier Parlement de l'Angleterre fédérée auront pour effet de faire connaître à tous ses sujets le futur Georges V, de le rendre populaire auprès d'eux et d'entretenir ainsi dans les colonies, pendant une génération de plus ce loyalisme, qui est un lien dont il ne faut pas méconnaître l'importance, bien qu'il ne dût sans doute pas résister à un sérieux conflit d'intérêts.

Actuellement ce conflit n'existe pas, et ce sont même leurs intérêts plus encore que leurs sentiments qui doivent maintenir les colonies unies à l'Angleterre. Sous le sceptre du roi Édouard, elles jouissent pour leurs affaires intérieures d'une liberté aussi complète que si elles étaient des républiques indépendantes, elles sont maîtresses même de leurs tarifs douaniers, et, d'autre part, elles profitent de la puissance maritime de la Grande-Bretagne, qui leur assure, sans frais de leur part, une sécurité extérieure bien plus complète qu'elles n'en pourraient obtenir par de coûteux armements si elles étaient livrées à leurs seules forces. Lorsqu'une question internationale intéresse ses colonies plus qu'elle-même, la Grande-Bretagne s'informe toujours soigneusement de leur opinion et de leurs intérêts, y conforme presque toujours sa politique et leur communique ainsi tout le prestige de sa puissance. En échange de ces avantages elle n'exige rien : la participation des colonies à la défense de l'Empire se borne à l'entretien de quelques fortifications en deux ou trois points importants de chacune d'elles. En outre l'Australasie entretient, au prix de 3 125 000 francs par an, une escadre auxiliaire composée de cinq croiseurs de

troisième classe et de deux torpilleurs, commandée par un amiral anglais, et jalousement maintenue par la loi dans les mers australasiennes. Chaque colonie possède aussi des milices, troupes qui s'exercent quelques jours par an et comprennent, d'ailleurs, nombre de bons tireurs et de bons cavaliers, qui ne seraient pas négligeables, après quelques semaines d'entraînement, pour la défense territoriale. Certaines d'entre elles — les « voyageurs » canadiens et les cavaliers de la Nouvelle-Galles — avaient même été jadis parader sur le Nil à côté des régiments anglais, et la guerre sud-africaine a fourni à toutes les colonies habitées par des blancs l'occasion d'envoyer des contingents de quelques milliers d'hommes combattre dans l'Afrique du Sud, côte à côte avec les soldats de la métropole. Mais contre les périls extérieurs, la vraie défense de l'Empire, c'est sa flotte, c'est-à-dire la flotte anglaise que la métropole entretient seule [1].

Que pourraient devenir les colonies britanniques après la proclamation de leur indépendance? Le Canada serait absorbé par les États-Unis; et s'il y a eu un moment, surtout parmi ses habitants de langue française, un parti « annexionniste », il n'existe plus guère aujourd'hui. Les Canadiens français sont les plus loyaux des loyaux sujets de la reine; ils se rendent compte que l'union à leur puissant voisin du sud sonnerait le glas de leur nationalité; l'Église, qui serait atteinte dans ses privilèges, y est fort hostile; même s'il s'agissait de s'unir de nouveau à la France, les Canadiens français s'y refuseraient sans doute — leurs principaux hommes d'État ne s'en cachent pas, — car ils ne sont point à l'image de nos dirigeants d'aujourd'hui. L'Afrique du Sud, si l'Angleterre n'y avait pas elle-même creusé, au point d'en faire un abîme, le fossé entre les deux races

1. Nous n'ignorons pas qu'à l'occasion du Jubilé de 1897 la colonie du Cap a offert un cuirassé à la flotte impériale et qu'il a été question d'augmenter aussi l'escadre australasienne aux frais des colonies, mais ce ne serait toujours qu'un appoint presque insignifiant ajouté à la flotte britannique.

blanches, aurait eu avantage à rester unie à la métropole; vivant seule, elle verrait ses côtes exposées à toutes les attaques et les forces barbares, qui sont si puissantes en Afrique, risqueraient d'anéantir la civilisation européenne importée, comme elles eurent raison jadis du peuple qui construisit les grands monuments du Mashonaland. L'Australasie, enfin, pour isolée qu'elle soit, ne serait pas en complète sécurité. Elle est bien peu peuplée encore; elle pourrait tenter l'ambition de l'Allemagne qui n'a pas de colonies de peuplement, ou peut-être se verrait-elle envahie par les Jaunes, qu'elle n'écarte aujourd'hui qu'en les frappant à leur entrée d'un droit de 2500 francs par tête et qui s'y trouvent déjà au nombre de 40 000, occupant des quartiers entiers de Sydney et de Melbourne, monopolisant presque la petite culture maraîchère. Quelle serait l'issue d'une guerre entre l'Australie et le Japon?

Sans doute, les peuples sont quelquefois aveugles; mais les intérêts qu'ont les colonies à rester unies à l'Angleterre sont trop manifestes vraiment pour qu'elles ne les aperçoivent pas. Un seul motif pourrait éventuellement les pousser à s'en séparer, à renoncer à cet immense avantage d'être protégées sans qu'il leur en coûte presque rien contre toute agression du dehors, ce serait une tentative d'empiétement sur leurs libertés intérieures, un essai d'immixtion de la métropole dans leurs affaires particulières. Les quelques frottements qui surgissent aujourd'hui entre la Grande-Bretagne et ses colonies ont lieu précisément aux très rares occasions où, pour des raisons de convenances internationales, la mère-patrie se voit obligée de refuser sa sanction à des mesures prises par les colonies, ou au moins de les inviter à les modifier parce qu'elles lèsent les droits d'étrangers. Ainsi les habitants de la Colombie britannique s'indignent de voir le gouvernement de Londres exercer une pression sur les autorités fédérales canadiennes pour qu'elles annulent les lois votées par leur colonie, au mépris des traités, contre l'immigration

japonaise. La même question a soulevé à diverses reprises de l'agitation en Australie et ce d'autant plus que le parti ouvrier, qui voit dans les Jaunes des concurrents « déloyaux » des travailleurs blancs, y est plus puissant. Les habitants de Terre-Neuve voient avec irritation les privilèges exclusifs que le traité d'Utrecht confère aux Français sur la partie de leurs côtes désignés sous le nom de *French shore*. Ainsi ces turbulentes dépendances, enfants mal élevés d'une mère pleine de sollicitude, rendent parfois fort difficile la tâche des diplomates anglais.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement sur leur territoire actuel qu'elles voudraient avoir les coudées franches pour molester, au mépris des traités, les étrangers qui y résident ou viennent s'y établir, c'est dans tout leur voisinage et jusqu'à des centaines de lieues de leurs côtes. Chaque groupe colonial, imitant les États-Unis d'Amérique, applique en effet la doctrine de Monroë à la partie du monde qu'il occupe. Les Australiens supportent avec impatience la présence des Français et des Allemands dans le Pacifique : la question des Nouvelles-Hébrides qui sont actuellement soumises à un condominium anglo-français, excite particulièrement les tempêtes de la presse australienne, d'autant que les sociétés de missions, si puissantes en tout pays anglais, viennent jeter de l'huile sur le feu. Si l'on écoutait les Australiens, les Nouvelles-Hébrides seraient immédiatement annexées par l'Angleterre, sans s'occuper de nos droits; on l'a demandé encore très vivement pendant la campagne qui a précédé les dernières élections fédérales. Il aurait dû en être de même des îles Samoa, dont le gouvernement de la Nouvelle-Zélande demandait dernièrement que l'administration lui fût confiée et qu'il a vu avec dépit partager avec l'Allemagne et les États-Unis. Il n'est pas jusqu'aux îles lointaines d'Hawaï que les Australiens ne voient devenir avec regret une dépendance déguisée, puis officielle, des États-Unis d'Amérique. Enfin, en Afrique du Sud, notre expédition de

Madagascar avait vivement surexcité les esprits; des interpellations avaient été adressées au ministère colonial; M. Cecil Rhodes s'est honoré et a fait preuve de la largeur de vues qui caractérise les hommes supérieurs en défendant le droit qu'avait la France de civiliser Madagascar et refusant de soutenir des motions hostiles. Avant nous, les Allemands avaient suscité aussi une grande émotion dans la colonie en prenant possession du Damaraland et du Namaqualand, entre le fleuve Orange et les possessions portugaises. Le Canada aux Canadiens, l'Australasie aux Australasiens, l'Afrique du Sud aux Sud-Africains — aux blancs bien entendu, les gens de couleur ne comptent jamais, — voilà ce que veulent les coloniaux britanniques; et ils expriment leurs aspirations avec l'énergie un peu brutale, l'absence de formes habituelles aux peuples jeunes et de vigoureuse croissance. Le ministère des Colonies anglais est parfois vertement tancé pour ce qu'ils appellent sa faiblesse, dans leur ignorance des conditions de la politique européenne.

Si la fédération impériale ne manque pas de partisans aux colonies, c'est qu'ils espèrent d'abord en retirer des avantages commerciaux, par une modification du régime douanier anglais, c'est qu'ils pensent aussi que la métropole serait, plus encore qu'aujourd'hui, obligée de prendre leur mot d'ordre, et de conformer sa politique à leurs désirs. Si ces espérances se réalisaient on voit fort bien le profit qu'en tireraient les colonies, beaucoup moins l'avantage qu'y trouverait l'Angleterre. Elle bouleverserait tout son système économique, s'attirerait des représailles dont souffrirait énormément son commerce d'exportation, entrerait avec toutes les autres nations dans de périlleux conflits. Son « splendide isolement » serait bien complet cette fois et ses colonies ne pourraient lui prêter de secours bien effectif, même si elles le voulaient. La fédération impériale ainsi comprise amènerait l'empire britannique à engager contre le monde entier une lutte économique et politique dont

l'issue ne pourrait être que désastreuse pour lui et à laquelle il ne survivrait pas : le jour où la Grande-Bretagne, affaiblie ou vaincue, verrait son prestige et sa force compromis, les colonies couperaient vite des liens qui ne leur procureraient plus ni protection efficace et gratuite, ni même satisfaction d'amour-propre.

Mais dira-t-on peut-être, c'est une supposition gratuite que de comprendre ainsi la fédération; celle-ci n'implique pas nécessairement la subordination de toute la politique britannique aux désirs des colonies. Elle ne l'implique pas en théorie, nous le voulons bien; mais en fait, si l'on ne donne satisfaction à toutes les aspirations — ou à tous les appétits — qui seuls font envisager cette fédération d'un œil favorable par les colonies, si ces dernières se voient frustrées des avantages qu'elles espéraient en retirer et qui seuls pourraient les décider à y adhérer, elles trouveront qu'on les a jouées et elles ne le pardonneront pas. Elles ne verront plus dans la fédération qu'une limitation plus grande de leur indépendance et une augmentation de leur charge. L'établissement d'organes de gouvernement communs, ne s'occupassent-ils que des questions de commerce et de défense, entraînerait toujours une certaine immixtion des diverses parties de l'Empire dans le gouvernement intérieur les unes des autres et pareille chose serait supportée d'autant plus difficilement que dans le conseil, de quelque nom qu'on l'appelât, qui présiderait aux destinées de l'Empire, la métropole, dont la population est quatre fois supérieure à la population blanche de l'Australasie, du Canada et de l'Afrique du Sud réunies, aurait toujours une influence prépondérante. C'est cependant ce conseil qui fixerait la contribution des diverses parties de l'Empire aux dépenses communes et règlerait leurs relations entre elles. Les colonies ne consentiraient qu'avec peine à envoyer à Londres une partie, même bien faible de leurs revenus. Il ne faut pas oublier que c'est une question de taxation qui a fait éclater la révolution américaine. Il est vrai

que les Américains n'étaient pas représentés au Parlement britannique et que les coloniaux le seraient au Conseil fédéral; mais ils n'y auraient pas la majorité, et les mécontents se hâteraient de trouver pareille représentation illusoire.

« C'est un fil ténu (*a slender thread*), disait en novembre 1895, M. Chamberlain, qui unit les colonies à l'Angleterre, mais je me souviens d'avoir visité des usines électriques où, à travers un fil ténu, passait un courant capable de faire mouvoir les machines les plus puissantes. » Sans doute, mais il y a pourtant des limites au courant que peut transmettre un fil et, si ces limites sont dépassées, le fil rougit et se brise. Elles risqueraient fort de l'être dans la fédération de l'Empire britannique, qui conduirait à une intervention exagérée des Anglais dans les affaires particulières des colonies, ou des coloniaux dans les affaires particulières de l'Angleterre. Ni Anglais ni coloniaux ne le supporteraient longtemps. S'il est une chose bien démontrée par l'histoire, c'est qu'une colonie devenue adulte, c'est-à-dire suffisant à ses dépenses et capable de maintenir elle-même l'ordre sur son territoire, ne supporte aucune intervention de la métropole dans ses affaires intérieures, que toute tentative en ce sens a pour résultat l'insurrection et qu'en fin de compte cette insurrection finit toujours par l'emporter. C'est ce qu'avait admirablement compris l'Angleterre, jusqu'au jour où l'enivrement de sa puissance lui a fait oublier, à l'ultime fin du XIXe siècle, les règles que lui avait enseignées la fin du XVIIIe et qui avaient fait sa grandeur, comme leur violation, si elle ne se ressaisit, causera sa ruine.

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I. — **D'Amérique en Australasie. — La Nouvelle-Zélande.** — Première impression produite par la Nouvelle-Zélande. — Auckland : caractère exclusivement britannique, nullement américain de la ville. — Homogénéité des colonies australasiennes au point de vue de l'origine de la population et des ressources générales. — Différences secondaires entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande. — Le climat néo-zélandais. — Activité volcanique. — La flore et la faune indigènes..... 1

Chapitre II. — **Les indigènes de la Nouvelle-Zélande.** — Origine polynésienne des Maoris. — Leurs coutumes; leur férocité. — Arrivée des premiers Européens. — Missionnaires et baleiniers. — Tentative d'établissement des Français en 1840. — Guerres des Anglais et des Maoris. — Diminution du nombre des indigènes. — Leur état actuel et leurs relations avec les colons..... 12

Chapitre III. — **Conditions naturelles de l'Australie.** — Caractère inachevé et primitif de la nature australienne. — Montagnes et fleuves. — Flore; l'eucalyptus. — Faune; prédominance des types anciens; les marsupiaux. — Les indigènes; rapide disparition de ces primitifs devant la civilisation..... 19

Chapitre IV. — **La colonisation de l'Australie jusqu'à la découverte de l'or.** — L'Australie est essentiellement une colonie de peuplement. — La faiblesse des ressources de la flore et de la faune indigènes est compensée par les facilités qu'offrent le sol et le climat à l'acclimatation des espèces européennes. — Expéditions françaises sur les côtes australiennes dans les premières années du XIXe siècle. —

Développement agricole précédant la découverte de l'or. — La déportation. — La vente des terres à haut prix. — État de l'Australie au moment de la découverte de l'or en 1851. — Premiers effets de cette découverte..... 24

Chapitre V. — **Les villes australiennes.** — Formation d'un grand centre urbain dans chaque colonie après la découverte de l'or. — Melbourne; son aspect américain; son caractère de parvenue. — Sydney : son port; ses avantages naturels; la vraie métropole australienne. — Adélaïde. — Les villes plus modestes de la Nouvelle-Zélande. — Modifications apportées par les blancs dans la faune, la flore, l'aspect général du paysage..... 31

Chapitre VI. — **La fièvre de l'or dans l'Ouest australien.** — L'Australie de l'Ouest d'aujourd'hui est l'image réduite de l'Australie de 1851. — La colonisation agricole dans ce pays jusqu'en 1891. — Albany, Perth et leurs environs. — La route des champs d'or. — Le pays, l'absence d'eau. — Les moyens de transports : chemins de fer, diligences, camions et chameaux. — Coolgardie et Kalgoorlie; rapide développement de ces villes. — La vie dans les camps miniers. — Les chercheurs d'or; leurs préoccupations. — Les difficultés de l'industrie aurifère dans l'Ouest australien; son avenir. — La transformation du pays. — Lutte entre le vieil élément agriculteur et la nouvelle population minière; son analogie avec celle des Boers et des Uitlanders au Transvaal..... 40

Chapitre VII. — **Le peuplement de l'Australie.** — Différence dans la manière dont s'est fait le peuplement en Australie et aux États-Unis. — La grande immigration a été beaucoup plus précoce en Australie; les nouveaux venus n'ont pu y être absorbés par les anciens colons. — Importance prépondérante de l'attraction exercée par les mines d'or dans le peuplement de l'Australie; énorme immigration qui a suivi leur découverte. — Proportion excessive de la population urbaine. — Prépondérance absolue de l'élément d'origine britannique; importance des Irlandais et des Écossais. — Ralentissement de l'immigration depuis 1891.. 57

Chapitre VIII. — **Les richesses de l'Australie. — La production minérale.** — Valeur de la production minérale australienne. — L'or : sa production depuis l'origine, en 1895 et en 1896, dans les diverses colonies. — Placers et filons de quartz; organisation de l'industrie; richesse des gisements, leur irrégularité fréquente. — Nombre de personnes occupées à l'extraction de l'or. — L'argent; Broken-

Hill. — Le cuivre, l'étain, le fer. — La houille en Nouvelle-Galles et en Nouvelle-Zélande. — Exportation des houilles néo-galloises. — Décomposition de la production minérale en 1892..... 68

Chapitre IX. — **L'élevage. — La production de la laine.** — La richesse essentielle de l'Australie. — La prépondérance de l'élevage est la conséquence des conditions naturelles. — Les grandes « stations » ou *runs* de moutons; leur organisation. — Les *squatters* : la baisse des prix de la laine. — L'invasion des lapins. — Les divers modes de tenure de la terre; la location à l'État est le plus répandu. — Proportion des terres déjà appropriées. — Surface nécessaire pour nourrir un mouton; les terres encore vacantes; l'avenir de l'industrie pastorale..... 80

Chapitre X. — **L'exportation des viandes et autres produits congelés.** — Révolution produite par les applications du froid. — Les *freezing-works* de Melbourne : moutons, volailles, lapins, œufs, beurre, miel. — Les navires affectés aux transports des produits congelés. — Énorme développement de ce commerce depuis quinze ans. — La faiblesse des bénéfices est compensée par le caractère industriel de la production. — Les grandes beurreries. — Nouveaux perfectionnements : la *chilled meat*. — Les perspectives de l'industrie de l'élevage en Europe et la concurrence des pays neufs..... 91

Chapitre XI. — **L'agriculture.** — L'importance relativement médiocre de l'agriculture est la conséquence du climat et de la cherté de la main-d'œuvre. — Les céréales. — La viticulture, ses perspectives. — Cultures diverses. — Production des fruits. — Le problème de la mise en valeur de l'Australie tropicale..... 101

Chapitre XII. — **Le rôle du crédit dans la colonisation de l'Australie. — Ses abus et la crise économique de 1893.** — Rôle immense du crédit dans le développement de l'Australasie. — Importation de capitaux britanniques de 1871 à 1892. — Abus des emprunts publics et privés à partir de 1880 ; excès de spéculation. — Les banques australiennes, leur dangereuse politique. — Chute de la spéculation immobilière en 1891; baisse des prix de la laine. — La moitié des banques d'émission suspendent leurs paiements en avril et mai 1893. — Causes profondes de la crise; sa durée prolongée. — Persistance de la stagnation économique. — Difficultés qu'éprouve l'Australie à se relever complètement; recherche de leurs causes..... 114

Chapitre XIII. — **La démocratie et le socialisme.** — L'Australie est un laboratoire de science sociale. — La Société australienne est essentiellement démocratique. — Causes de ses tendances socialistes : manque d'équilibre entre la distribution de la population et celle des ressources naturelles; richesse et puissance de l'État colonial dès le début de son existence, question des sans-travail; jalousie des diverses classes. — Influence du caractère anglo-saxon sur l'esprit démocratique. — L'organisation politique : caractère inférieur du personnel; instabilité. — Le régime parlementaire et le *referendum*. — Formation et politique du parti ouvrier. — Les syndicats; les grèves..... 126

Chapitre XIV. — **Le socialisme et la législation foncière. — Les expériences communistes.** — Idée de donner des terres aux sans-travail des villes. — Modifications apportées au régime des terres jusqu'en 1890 : vente à prix fixe et à paiements différés : limitation des étendues vendues à un seul acquéreur. — La législation actuelle en Nouvelle-Zélande : principe général de la location emphytéotique; exceptions : vente au comptant; location avec droit d'achat. — Obligation de résider et de cultiver. — Droit d'expropriation accordé au gouvernement par la loi de 1894. — La loi de 1895 en Nouvelle-Galles du Sud. — Inconvénients de l'instabilité du régime foncier. — Expériences de culture communiste subventionnées par l'État : les *village settlements* de l'Australie du Sud, leur échec. — Mouvement pour créer des institutions gouvernementales de crédit foncier : la Nouvelle-Zélande. — Résultats de tout ce système..... 145

Chapitre XV. — **Le socialisme. — Les lois sur le travail. — Le régime fiscal.** — La journée de huit heures; efforts généralement heureux des syndicats pour l'obtenir. — La manifestation des trois-huit à Sydney. — Les lois sur le travail en Nouvelle-Zélande. — Arbitrage obligatoire. — Restriction du travail des femmes et des enfants. — Le *sweating-system* à Melbourne et les mesures proposées pour y remédier; fixation législative de salaires minima. — Les retraites pour la vieillesse en Nouvelle-Galles du Sud et en Nouvelle-Zélande. — Impôts progressifs foncier et sur le revenu. — Diminution du nombre des contribuables. — Taxes successorales progressives. — Nouveaux projets de lois socialistes annoncés..... 163

Chapitre XVI. — **Le féminisme.** — Les lois en Australasie sont en avance sur les mœurs. — Le mouvement féministe, assez superficiel, triomphe grâce à l'appui du parti ouvrier et du parti de la tempérance. — Le suffrage des

femmes en Nouvelle-Zélande et dans l'Australie du Sud. — Les femmes et la *grand motherly legislation*. — Proportion des femmes gagnant leur vie en Australie. — Retard de l'âge du mariage qui accompagne le développement du féminisme 175

CHAPITRE XVII. — **Le mouvement religieux.** — Persistance et vivacité de l'esprit chrétien en Australasie. — Statistique religieuse; importance numérique et gains des non-conformistes. — L'Armée du Salut et son œuvre..... 182

CHAPITRE XVIII. — **La société et les habitudes de vie.** — Le taux des salaires dans les divers métiers. — Le coût de l'existence. — Dépenses moyennes annuelles d'un habitant de l'Australie. — La consommation de la viande et des diverses denrées. — La consommation d'alcool; sa décroissance : les sociétés de tempérance et leurs exagérations; la question de la prohibition des liqueurs alcooliques. — Les plaisirs; les courses et le jeu; les divertissements sont les mêmes qu'en Angleterre. — Les relations sociales; rôle des gouverneurs 191

CHAPITRE XIX. — **La démographie australienne.** — Acclimatation parfaite de la race blanche aux Antipodes. — La mortalité y est plus faible qu'en aucun autre pays, même dans les régions semi-tropicales. — La natalité : elle s'affaiblit constamment: causes de ce phénomène : retard de l'âge du mariage; influence de la civilisation démocratique. — La population australienne se rapproche rapidement d'une composition normale..... 205

CHAPITRE XX. — **La fédération australienne.** — **L'avenir de l'Australie.** — Isolement absolu des diverses colonies jusqu'à ces dernières années. — Anciens projets de fédération; le Conseil Fédéral. — Obstacles rencontrés par la fédération; rivalités des politiciens; jalousies locales; questions douanières; indépendance naturelle des diverses colonies. — Projet de sir Henry Parkes; convention fédérale de 1891; échec de cette tentative. — Projet de M. Reid; conférence de Hobart entre les premiers ministres en 1895; réunion d'une convention nationale en 1897 et vote d'une constitution. — Caractères de cette constitution; combinaison du type canadien et du type américain, du gouvernement parlementaire et du fédéralisme. — Dispositions nouvelles pour résoudre les conflits entre les deux Chambres; leurs inconvénients, tendance à céder à tous les caprices du corps électoral. — Attributions fiscales, politiques et judiciaires de l'État fédéral, qui dispose de pou-

voirs bien plus étendus qu'en Amérique. — Vote définitif de la Constitution en 1899; adhésion de toutes les colonies et sanction de la Reine en 1900. — Avenir de l'Australie; son infériorité de richesse par rapport aux Etats-Unis. — Nécessité pour elle de se recueillir, d'attirer l'immigration des hommes et des capitaux, de ménager ceux-ci, de ne pas augmenter le poids des impôts. — Lourdeur des charges publiques en Australie. — Prétentions politiques des colonies; la doctrine de Monroë appliquée au Pacifique. — Dangers que peuvent faire courir à l'Australie le socialisme d'État et les réformes d'ostentation à l'intérieur, la politique mégalomane à l'extérieur..... 215

DEUXIÈME PARTIE

L'AFRIQUE AUSTRALE

CHAPITRE I. — **La ville et la colonie du Cap. — M. Cecil Rhodes.** — Lenteur du développement de l'Afrique Australe jusqu'aux découvertes minières. — Énorme immigration dans ces dernières années. — Cape-Town. — Population de la ville et de la colonie : Blancs d'origine anglaise et d'origine hollandaise; Malais, Bushmen, Hottentots et Cafres. — Difficultés entre Anglais et Boers. — Guerres avec les Cafres. Atténuation de ces difficultés; extension du droit de suffrage aux noirs. — Esprit conservateur de la colonie du Cap. — M. Cecil Rhodes; son caractère, ses procédés, son œuvre..... 243

CHAPITRE II. — **Les plateaux sud-africains. — Les mines de diamants de Kimberley.** — Les plateaux de l'Afrique du Sud. — De Cape-Town à Kimberley : le Grand Karrou; le Karrou du nord. — Kimberley; les gisements de diamants; leur formation géologique. — Histoire de l'industrie diamantifère depuis la découverte en 1867; la DE BEERS CONSOLIDATED MINES et son monopole de fait. — Les procédés d'extraction et de traitement du minerai. — La main-d'œuvre; prisonniers et travailleurs libres; les *compounds*. — Quantité et valeur des diamants produits..... 262

CHAPITRE III. — **Le Transvaal. — Johannesburg et le Witwatersrand; la population des districts aurifères : les Uitlanders.** — Le Witwatersrand. — Johannesburg; sa croissance extraordinaire en dix ans; elle n'a déjà plus l'aspect d'un camp minier, mais d'une véritable grande ville; ses maisons, ses chemins de fer. — La population du Transvaal : blancs et noirs; Boers et Uitlanders. — Les

Uitlanders ou étrangers : Anglais et coloniaux, Américains, Allemands, Israélites russes. — Caractère urbain et temporaire de l'immigration étrangère. — La vie à Johannesburg..... 279

Chapitre IV. — **Le Transvaal. — Les Boers.** — Malgré ses apparences de grande ville, Johannesburg n'est qu'un camp minier temporaire. — La vraie population du Transvaal : les Boers, leur caractère et leur genre de vie; leur horreur des villes. — Leur capitale, Pretoria. — Leur gouvernement; le président Krüger..... 291

Chapitre V. — **L'industrie aurifère au Transvaal.** — Les gisements du Witwatersrand. — Leur nature exceptionnelle : leur formation; nombre, épaisseur et richesse des diverses couches exploitables. — L'inclinaison des couches et leur plongement vers le sud : les *deep levels*. — L'organisation de l'industrie. — L'extraction et les procédés de traitement du minerai. — Quantité d'or obtenue et frais d'exploitation. — La main-d'œuvre blanche et noire, difficulté d'amener les noirs à travailler; remèdes proposés pour obvier au manque de bonne volonté des indigènes. — Le prix de revient; ses éléments; sa réduction désirable; moyens proposés pour y arriver. — Production du Witwatersrand depuis l'origine; ses progrès constants, interrompus seulement par les crises politiques. — Perspectives de l'industrie aurifère ; évaluation de la quantité d'or exploitable..... 298

Chapitre VI. — **L'expansion de l'Angleterre vers le Nord. La Compagnie à charte. — La Rhodesia.** — Extension des possessions anglaises vers le nord : tentatives faites en ce sens dès le milieu du XIXe siècle; annexions effectives depuis 1884. — Les plateaux du Matabeleland et du Mashonaland ou Rhodesia. — Traces de civilisation antique et missions portugaises en ce pays; sa dévastation par les Metabélés au milieu du siècle. — Visées récentes de l'Allemagne et des Boers du Transvaal. — Énergie et décision de M. Cecil Rhodes. — La *Compagnie à charte de l'Afrique du Sud britannique*. — La mise en valeur du pays; rapide construction des chemins de fer. — Les ressources de la Rhodesia, les gisements aurifères. — Le peuplement et ses perspectives..... 323

Chapitre VII. — **Les méthodes politiques et économiques de la Grande-Bretagne dans l'Afrique du Sud.** — Procédés par lesquels s'est effectuée l'expansion britannique. — Les annexions de territoire depuis 1874. — Conduite des Anglais

vis-à-vis des Portugais, des indigènes et des Boers. — Tableau des États sud-africains et de leur population. — Extrême souplesse et variété des méthodes administratives de l'Angleterre : divers types de colonie. — La mise en valeur du pays et les voies de communication. — Situation politique et économique de l'Afrique du Sud en 1895. — Relation des Anglais et des Boers; la politique de conciliation patiente et ses bons effets vis-à-vis des Afrikanders du Cap et de l'État d'Orange ; progrès de l'influence anglaise dans celui-ci. — Le Transvaal se tient plus à l'écart; causes de cette attitude; probabilité qu'elle se fût modifiée avec un peu de temps, de patience et de prudence..... 336

Chapitre VIII. — **Antagonisme des Boers et des Uitlanders. — L'insurrection de Johannesburg et l'invasion du docteur Jameson en 1895-1896.** — Torts de l'Angleterre à l'endroit du Transvaal depuis le milieu du XIXe siècle; inquiétude des Boers en voyant affluer chez eux des immigrants anglais. — Prétentions politiques et arrogance des étrangers, des Anglais principalement. — Divers courants d'opinion parmi les Uitlanders à la fin de 1895. — L'Union nationale; son manifeste du 27 décembre. — Le comité de réformes. Tentatives de conciliation. — Les violents l'emportent; organisation de corps de volontaires; effet produit à Johannesburg par l'invasion de Jameson; tergiversations du comité de réformes; attitude des étrangers non Anglais à l'égard de la révolution; désaveu officiel de l'invasion par le gouvernement du Cap. — Désastre et capture de Jameson à Krügersdorp. — La mobilisation des Boers. — Effondrement de l'insurrection; le Haut-Commissaire à Pretoria; Johannesburg se rend à discrétion. — Générosité des Boers. 351

Chapitre IX. — **Les prétextes et les causes de la guerre sud-africaine. — Les griefs des Uitlanders. — Les prétentions de l'Angleterre à la domination de toute l'Afrique Australe.** — Agitation factice qui aboutit à la révolte et à l'affaire Jameson. — Le rôle de M. Rhodes et du gouvernement britannique. — Les diverses revendications des étrangers. — Réformes économiques et fiscales; les droits de douane; les monopoles. — Réformes politiques : revendication du droit de suffrage. — Refus absolu et justifié des Boers d'accorder aucune concession en ce sens. — Comparaison entre la situation des mines et de leurs exploitants au Transvaal et dans diverses colonies anglaises. — Rappel de la politique annexionniste de l'Angleterre dans l'Afrique australe; exaltation de l'orgueil et de l'impérialisme britannique après le jubilé de 1897; considérations financières

qui s'y mêlent; rôle occulte des grands chefs des mines dans les campagnes de presse qui surexcitent l'opinion anglaise contre les Boers. — Accointances de ces financiers et de M. Rhodes avec M. Chamberlain. — État de légitime défense où se trouvent les Boers poussés à bout par les menaces britanniques; leurs prétendus plans d'expulsion des Anglais de l'Afrique du Sud..... 367

CHAPITRE X. — **Les préliminaires de la guerre. — Les négociations entre l'Angleterre et le Transvaal en 1899.** — Reprise de l'agitation dans l'Afrique du Sud au début de 1899, après une accalmie de surface. — Incidents à Johannesburg en février; pétition des 21 000 Uitlanders à la reine Victoria en mars. — Surexcitation de l'opinion britannique par une campagne de presse qui dénature la question. — Formule spécieuse de l'*equality all round*, de l'égalité pour tous les blancs dans l'Afrique Australe. — Représentations de l'Angleterre au Transvaal au sujet du traitement des Uitlanders; intervention conciliatrice de l'Etat d'Orange et des Afrikanders du Cap; la conférence de Bloemfontein et son échec (6 juin 1899). — Dispositions conciliantes du Transvaal, contraste entre son attitude et les paroles menaçantes de M. Chamberlain au début du mois d'août. — Le président Krüger accorde aux Uitlanders le droit de vote après sept ans, puis même après cinq ans (19 août), à condition que l'Angleterre s'engage à ne plus jamais intervenir dans les affaires intérieures. — Prétentions sans cesse croissantes de M. Chamberlain; il soulève la question de la suzeraineté. — Retrait des concessions du Transvaal; mauvaise foi évidente du gouvernement britannique, qui rompt toute négociation, puis cherche à traîner en longueur parce que ses préparatifs ne sont pas achevés. — Excellentes raisons des Boers pour ne pas se prêter à cette tactique. — L'ultimatum du Transvaal (9 octobre); l'adhésion de l'Orange et l'ouverture des hostilités. 387

CHAPITRE XI. — **La guerre sud-africaine et ses conséquences.** — Erreur presque unanime de l'opinion en Angleterre et dans le monde entier sur ce que devait être une guerre entre la Grande-Bretagne et les Boers. — Raisons tirées de la nature des lieux et du climat, comme des précédents historiques, qui auraient dû en faire prévoir les immenses difficultés. — Autres causes provenant du caractère et de l'organisation des adversaires en présence. — Défauts divers de l'armée anglaise; instruction insuffisante des hommes et des officiers; inaptitude à vivre à la dure; impossibilité d'entretenir des troupes montées nombreuses. — Qualités et défauts des Boers : leur endurance sans bornes,

la justesse de leur tir, leur sang-froid, leur parfaite connaissance du pays; par contre, la cohésion est insuffisante chez eux comme chez toutes les milices; ils ignorent l'arme blanche; admirables dans la défensive, la guerre de surprises et de coups de main hardis, ils sont peu propres à l'offensive stratégique en grandes masses et ne s'écartent pas volontiers de leurs frontières. — Les opérations militaires. — Hésitations des Anglais sur le plan de campagne à suivre. — Première phase de la guerre : l'offensive des Boers; ils ne la poussent pas à fond et ne savent pas profiter de leur supériorité numérique pour occuper tous les plateaux sud-africains; ils s'attardent au siège de Ladysmith, de Kimberley et de Mafeking: impéritie et désastres des Anglais. — Deuxième phase : offensive des Anglais; Lord Roberts profite de son énorme supériorité numérique pour atteindre d'un premier bond Bloemfontein (février-mars 1900), d'un second Johannesburg et Pretoria (juin) en prenant Cronje et tournant toutes les positions des autres chefs boers. — Troisième phase : la guérilla: énormes pertes infligées aux Anglais par les combats de détail, les surprises et les coups de mains, malgré leurs succès contre les dernières armées boers opérant en masse. — Caractère de cruauté que prend la guerre du fait des Anglais; les incendies de fermes; les reconcentrados; violations répétées du droit des gens. — Inefficacité de ces moyens. — L'invasion du Cap par les Boers en décembre 1900. — Recrudescence et obstination de la résistance..... 400

TROISIÈME PARTIE

LES PROJETS D'ORGANISATION DE L'EMPIRE BRITANNIQUE

L'impérialisme et la fédération de l'Empire. — Immensité de l'Empire britannique. — Variété des climats et des races qui le peuplent. — Absence d'organisme de gouvernement commun. — L'impérialisme. — Différence entre les idées régnantes en Angleterre au sujet des colonies aujourd'hui et au milieu du siècle. — Genèse de l'impérialisme; ses deux soutiens : l'idée d'union commerciale et celle de défense maritime de l'Empire. — Encouragements des hommes d'État anglais; M. Chamberlain, champion de l'impérialisme; *Greater Britain* et *Little England*. L'opinion aux colonies. — Coloniaux et Anglais: leurs traits communs et leurs différences. — Importance aux colonies des éléments écossais et irlandais. — Divergences économiques : le protectionnisme colonial. — Les

moyens d'arriver à une union plus intime des diverses parties de l'Empire. — L'Union douanière : différence de point de vue entre l'Angleterre et ses colonies. — Difficultés d'une solution. — Loyalisme des colonies. — Avantages qu'elles ont à rester unies à la métropole dès lors qu'elles sont maîtresses absolues chez elles. — Danger que ferait courir à l'Empire britannique tout système politique qui conduirait à l'immixtion de la métropole dans les affaires des colonies; tendance périlleuse à renoncer aujourd'hui aux principes libéraux qui ont gouverné la politique anglaise en cette matière au XIXe siècle..... 433

Coulommiers. — Imp. PAUL BRODARD. — 221-1901.

Bibliothèques
Université d'Ottawa
Echéance

Libraries
University of Ottawa
Date Due

10 FEV. 1998

10 FEV. 1998

a39003 001569036b

A 16 .L4N 1901

EROY-BEAULIEU, PIERRE

OUVELLES SOCIETES ANG

U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 07 05 02 15 12 8